

Compte rendu officiel

D'Chamberblietchen

Actualité parlementaire p. 03-04

Nouvelles lois p. 05

Séances publiques
n^{os} 73 et 74 p. 05-53

Questions au
Gouvernement p. 53-99

2023-2028

n°30



Sommaire

Actualité parlementaire p. 03-04

Nouvelles lois p. 05

Séances publiques p. 05-53

73^e séance du jeudi 20 mars 2025 p. 05-17

74^e séance du jeudi 20 mars 2025 p. 18-53

Questions au Gouvernement p. 53-99

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Contenu rédactionnel :

Chambre des Députés
23, rue du Marché-aux-Herbes
L-1728 Luxembourg
Tél. 466 966-1

Impression :

Imprimerie Heintz
sur papier 100 % recyclé, BalancePure

Date d'impression :

07/05/2025

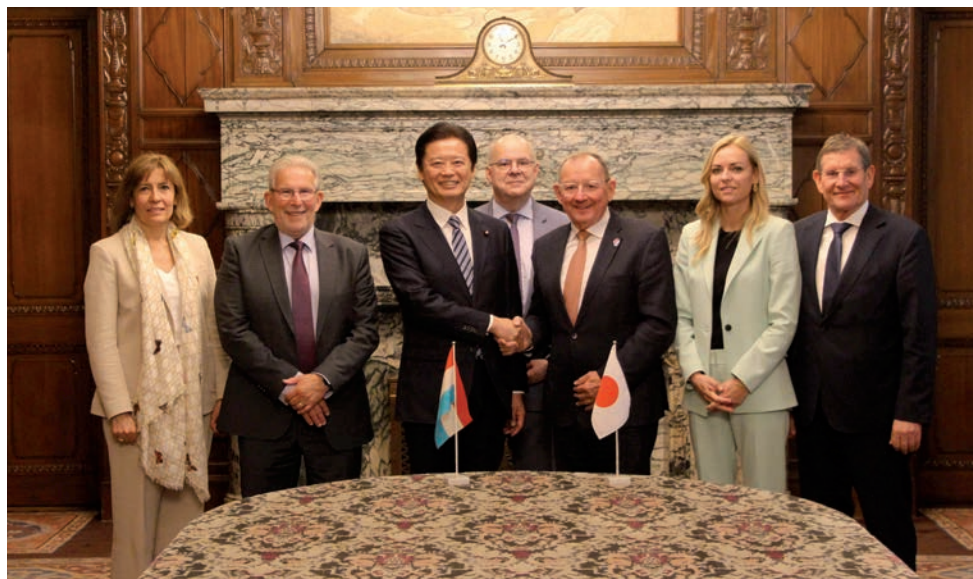
Concept et layout :

brain&more
agence en communication,
Luxembourg

PRINTED IN
LUXEMBOURG



Visite de travail au Japon



Les députés se sont entretenus avec M. Koichiro Gemba, Vice-Président de la Chambre des Représentants du Japon.

À l'approche du centenaire des relations diplomatiques entre le Luxembourg et le Japon en 2027, une délégation parlementaire, composée des deux Vice-Présidents de la Chambre, MM. Fernand Etgen et Mars Di Bartolomeo, du Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, du Commerce extérieur et à la Grande Région, M. Gusty Graas, et de trois membres du Bureau, M. Marc Spautz ainsi que Mmes Diane Adehm et Taina Bofferding, s'est rendue au pays du soleil levant pour une visite de travail.

Lors de la rencontre avec son homologue japonais, M. Fernand Etgen a tenu à souligner la profondeur des relations bilatérales entre les deux pays. Dans un contexte international marqué par des tensions géopolitiques et des défis démocratiques, le Vice-Président de la Chambre a mis en avant l'importance de la coopération parlementaire et de la solidarité entre des nations « partageant les mêmes valeurs », comme le Luxembourg et le Japon. M. Koichiro Gemba, Vice-Président de la Chambre des Représentants du Japon, a rejoint les propos de son homologue luxembourgeois, tout en insistant sur l'importance des relations bilatérales et du maintien des échanges parlementaires en ces « temps troublés ».

Suivi des accords sur l'aviation et l'espace

La délégation parlementaire a également rencontré le Président de la Ligue parlementaire d'amitié Japon-

Luxembourg, M. Yoshimasa Hayashi. Cette entrevue a permis d'aborder le suivi des principaux accords signés en 2024 lors de la mission économique officielle au Japon, présidée par S.A.R. le Grand-Duc Héritier. Ces accords concernent notamment les services aériens et la coopération dans le secteur spatial.

Lors de l'échange de vues, M. Hayashi a rappelé sa visite au Luxembourg en 2016 et ses récentes rencontres avec plusieurs hauts responsables luxembourgeois, soulignant le dynamisme des échanges bilatéraux.

Rencontre avec la Commission des Affaires étrangères du Parlement japonais

La guerre en Ukraine et les violations du droit international ont été au centre des discussions avec les membres de la Commission des Affaires étrangères du Parlement japonais. Ceux-ci ont réaffirmé le soutien du Japon à l'Ukraine et plaidé pour un cessez-le-feu équitable. Ils ont également souligné la proximité géographique de la Russie avec leur pays, expliquant que cette instabilité affecte également la région indo-pacifique, d'où la volonté du Japon de renforcer les relations et la coopération avec l'OTAN.

Les relations entre le Japon et les États-Unis

La délégation luxembourgeoise a également échangé avec le Ministre délégué auprès du Ministre des Affaires étrangères, M. Hisayuki Fujii. Les discussions

ont principalement porté sur les relations entre le Japon et les États-Unis.

Visite du pavillon luxembourgeois à l'Exposition universelle

Les députés luxembourgeois ont par ailleurs visité le pavillon du Luxembourg à l'Exposition universelle de 2025 à Osaka.

Placée sous le thème « Concevoir la société du futur, imaginer notre vie de demain », l'Expo 2025 s'inscrit dans la continuité des objectifs de développement durable établis par l'ONU. Le pavillon luxembourgeois, axé sur la durabilité et l'économie circulaire, a adopté le slogan « Doki Doki – The Luxembourg Heartbeat ». Les visiteurs y sont invités à vivre des expériences interactives mettant en valeur l'importance de la circularité. La délégation parlementaire a entre autres eu l'occasion de tester la « Keelebunn », une piste de quilles traditionnelle représentant le savoir-faire artisanal du Grand-Duché, qu'ils ont saluée avec enthousiasme. Au cours de leur visite, ils ont pu échanger avec les élèves de l'École d'hôtellerie et de tourisme du Luxembourg (EHTL), en charge des services de cuisine, pâtisserie, restauration et accueil au sein du pavillon.

Finalement, les députés ont eu l'occasion de découvrir d'autres pavillons, notamment ceux de l'Ukraine, de l'Italie, de la France, de l'Autriche et celui de l'Union européenne.

Le 13 avril 2025 a marqué le lancement officiel de l'Expo 2025. Les autorités japonaises prévoient d'accueillir environ 28 millions de visiteurs jusqu'au 13 octobre 2025.



La délégation luxembourgeoise a eu l'occasion de visiter le pavillon du Luxembourg à l'Exposition universelle de 2025 à Osaka. Ils y ont rencontré le Premier ministre, M. Luc Frieden (au milieu).



Hommage au Pape François

« Son engagement en faveur de la justice sociale, de la dignité humaine et de la solidarité restera un exemple pour tous ceux qui œuvrent pour un monde plus juste et équitable. »

C'est en inscrivant ces mots au livre de condoléances à la cathédrale de Luxembourg que M. Claude Wiseler a rendu hommage à la mémoire du Pape François. Le Président de la Chambre, accompagné du Secrétaire général, M. Laurent Scheeck, a exprimé ses condoléances au nom des 60 députés luxembourgeois. Ils ont été accueillis par l'abbé Tom Kerger, curé-doyen de la cathédrale.

Rencontre avec les jeunes du Lycée Bel-Val



Les lycéens ont posé une série de questions au Président de la Chambre, notamment en lien avec des sujets d'actualité.

L'échange avec la jeunesse est très important pour le Président de la Chambre des Députés. Il s'agit d'un moyen efficace pour accroître l'intérêt des jeunes à l'égard de la politique et pour les sensibiliser à l'importance de la démocratie. Après ses visites à l'Athénée de Luxembourg, à la St George's International School, au Lycée technique du Centre, au Schengen Lycée et à l'École Privée Fieldgen, M. Claude Wiseler a choisi le Lycée Bel-Val pour un nouvel échange de vues avec des élèves de l'enseignement secondaire. Une centaine de jeunes des classes de 2^e ont rejoint le

Président de la Chambre dans la salle des fêtes pour un échange de vues sur différents thèmes qu'ils avaient sélectionnés au préalable.

« Le respect des uns envers les autres est essentiel dans une démocratie, non seulement en politique, mais aussi dans le quotidien »

Message de M. Claude Wiseler aux élèves du Lycée Bel-Val

Leurs questions portaient notamment sur la politique nationale, le logement, la recherche du compromis en politique et le rôle du Président de la Chambre des Députés. « La démocratie et la paix ne sont pas une normalité. Elles ne sont jamais garanties, nulle part. Il faut protéger nos libertés et les défendre », a affirmé M. Wiseler face aux lycéens.

Un appel au respect mutuel à la suite d'un incident violent

Le Président de la Chambre a insisté sur le fait que « le respect des uns envers les autres est essentiel dans une démocratie, non seulement en politique, mais aussi dans le quotidien », faisant ainsi également référence à un incident violent entre lycéens au Lycée Bel-Val, qui faisait l'actualité le jour même de sa visite. Il a encouragé les élèves du cycle supérieur à s'engager au sein de la société et à prendre des responsabilités en faveur des autres, que ce soit sur le plan politique, associatif ou bénévole.

D'autres questions portaient sur la politique internationale, surtout la situation en Ukraine. Le Président de la Chambre a pu partager avec les jeunes les expériences qu'il avait faites au cours de son récent voyage à Kyiv.

Les élèves se sont également intéressés aux relations diplomatiques avec la Russie, les États-Unis et la Chine, au conflit au Proche-Orient, à la question des droits de douane ainsi qu'à la montée des courants d'extrême droite en Europe.

Iwwerreechung vum Joresrapport 2024 vum Ombudsman

D'Ombudsman Claudia Monti huet de 24. Abrëll 2025 dem Chamberpresident Claude Wiseler an der Presidentin vun der Petitiounskommissioun Francine Closener de Joresrapport 2024 iwwerreecht.

Zu engem spéidere Moment gëtt de Rapport nach virun all den Deputéierten an der Chamber virgestallt.

Mat der Iwwerreechung vum Joresrapport 2024 huet d'Madamm Monti hiert Mandat als Ombudsman no aacht Joer ofgeschloss an dës Funktioun huet de 25. Abrëll d'Madamm Claudine Konsbruck iwwerholl.

Den Ombudsman

- kann tëschent de Bierger a Verwaltunge vermittelen;
- gëtt Recommendationen, fir e Fall am Gudden ze léisen, a bleift mam betraffene Bierger a Kontakt;
- kann direkt vun de Bierger kontaktéiert ginn, oder iwwert en Deputéierten;
- presentéiert all Joer en Aarbechtsrapport an der Chamber.



Création d'un réseau de transport d'hydrogène

8298 – Projet de loi relative à l'établissement de réseaux de transport d'hydrogène

Le projet de loi susmentionné pose le cadre légal nécessaire à la création d'un réseau de transport d'hydrogène.

Ce dispositif joue un rôle central dans la mise en œuvre partielle de la stratégie nationale pour l'hydrogène au Luxembourg, notamment en termes du transport et du stockage de l'hydrogène.

La mise en place d'un premier réseau de transport d'hydrogène interconnecté, en concertation avec les acteurs luxembourgeois et les pays voisins, est, en effet, préconisé par le Plan national intégré en matière d'énergie et de climat actualisé en 2023. Il s'agit de pouvoir répondre aux besoins croissants estimés en hydrogène.

Le texte permettra :

- 1) d'accorder une autorisation à au moins un gestionnaire pour planifier, développer et exploiter le réseau d'hydrogène au Luxembourg, y compris les interconnexions avec les pays voisins ;
- 2) de faciliter la décarbonation de secteurs prioritaires via un réseau alimenté en hydrogène renouvelable ;
- 3) de garantir une sécurité juridique et une certaine sécurité dans la planification pour le futur gestionnaire de réseau d'hydrogène au Luxembourg ;

4) d'établir les conditions nécessaires pour qu'un futur gestionnaire de réseau d'hydrogène au Luxembourg puisse soumettre des projets d'intérêt commun, en particulier ceux à forte dimension transfrontalière, afin de bénéficier de financements potentiels dans le cadre du Mécanisme pour l'interconnexion en Europe, également connu sous le nom de Connecting Europe Facility.

Dépôt par M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie, le 23/08/2023

Rapporteuse : Mme Carole Hartmann

Travaux de la Commission de l'Économie, des PME, de l'Énergie, de l'Espace et du Tourisme

(Présidente : Mme Carole Hartmann) :

12/12/2024 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

27/02/2025 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 20/03/2025

Loi du 31 mars 2025

Mémorial A : 2025, n° 118, page 1

73^e séance

jeudi 20 mars 2025

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

p. 05

M. Fernand Etgen, Vice-Président

2. Question élargie n° 36 de M. David Wagner au sujet de la position du Luxembourg par rapport au Rwanda

p. 05

M. David Wagner | M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

3. Débat de consultation sur les thèmes centraux liés à notre alimentation

p. 07

Exposé : Mme Martine Hansen, Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture

Débat : M. Jeff Boonen | M. Luc Emeling | Mme Claire Delcourt (intervention de Mme Corinne Cahen) | Mme Alexandra Schoos | Mme Joëlle Welfring (dépôt des motions 1 et 2) | M. Marc Goergen (dépôt de la motion 3) | M. David Wagner

Prise de position du Gouvernement : Mme Martine Hansen, Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture | M. Marc Goergen (parole après ministre) | Mme la Ministre Martine Hansen

Motion 1 : Mme Joëlle Welfring | M. Jeff Boonen | Mme Claire Delcourt

Vote sur le renvoi de la motion 1 en commission (adopté)

Motion 2 : Mme Joëlle Welfring | M. Jeff Boonen | Mme Alexandra Schoos

Vote sur le renvoi de la motion 2 en commission (adopté)

Motion 3 : M. Marc Goergen

Retrait de la motion 3 du rôle des affaires

Présidence : M. Fernand Etgen, Vice-Président

Au banc du Gouvernement : M. Luc Frieden, Premier ministre ; M. Gilles Roth, Mme Martine Deprez, M. Serge Wilmes, Ministres

(La séance publique est ouverte à 09.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, Président de séance | E schéine gudder Moien! Ech maachen d'Sitzung op.

Erlaabt mer, virewech eise President Claude Wiseler ze entschëllegen, deen haut d'Chamber op engem Kongress vun den europäesche Parlamentspresidenten zu Stroossbuerg vertritt.

2. Question élargie n° 36 de M. David Wagner au sujet de la position du Luxembourg par rapport au Rwanda

Als éischte Punkt op eisem Ordre du jour vun de Moien hu mer d'erweidert Fro Nummer 36 vum Här David Wagner iwwert d'Positioun vu Lëtzebuerg géintwärt dem Ruanda. Den Auteur vun der Fro huet 5 Minutten Zäit, fir seng Haaptfro an no der Äntwert

vum Minister eventuell nach eng Zousazfro ze stellen. D'Regierung huet 10 Minutten. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

M. David Wagner (déi Lénk) | Merci, Här President. Bon, ech hat dës Question élargie direkt no deem faméise Conseil vun den EU-Ausseministere gefrot, scho virun enger Partie Wochen. A wéi Der wësst, hat den Här Ausseminister jo och an der Tëschenzäit schonn d'Geleeënheet, sech heibannen ze erklären.

Ech probéieren, dat mol esou ze resüméieren, wéi mir dat verstanen hunn – déi Erklärungen. Säit dem gemeinsame Communiqué vum 25. Januar, wou d'EU de Ruanda schaarf verurteelt hat, huet d'Madamm Kaja Kallas intensiv probéiert, eng Eenegung tëscht de 27 hierzustellen op gemeinsam Sanktiounen. Dat virun allem, fir Drock op de Ruanda an op den M23 auszeüben, also déi Rebellegrupp, déi vum Ruanda aus teleguidéiert gëtt, mee natierlech och am Hibleck op déi aussepolitisch Glafwierdegkeet vun der gesamter EU, fir datt mer net nees erëm eng Kéier „deux poids, deux mesures“ virgeheit kréien, wéi esou dacks.

Et gouf sech dunn och Enn Februar op Beamtenniveau op ee Package vu Sanktiounen geeenegt. Och d'Représentation permanente vu Lëtzebuerg hat deem zougestëmmt. Méindes, de 24. Februar, huet dunn e Conseil vun den Ausseministere stattfonnt, wou déi Sanktiounen sollten op politeschem Niveau beschloss ginn. Et war geplangt, datt d'Madamm Kallas dann am Uschloss déi Decisioun géif effentlech maachen.

Bei deem Conseil louch kee formalen Acte juridique um Dësch. Dat ass awer net onëblech bei esou engem Conseil, wou et jo virun allem ëm de politeschen Accord geet a wou déi juristesche Formalitéiten dann am Nachhinein gemaach ginn.

An där Sëtzung huet den Här Ausseminister dann – a fir jiddereen iwwerraschend an als eenzeg Land – seng Opposition zu enger direkter Ëmsetzung vun deene Sanktiounen expriméiert. Doduerjer war de politesche Konsens net méi ginn an et ass dunn evidenterweis och net zu engem Vott komm.

Den Här Minister huet also formal gesi kee Veeto ageluecht, well et net zu engem Vott koum. En huet awer de politesche Konsens opgehuewen an domadder déi politesche Decisioun verhénnert. D'Madamm Kallas konnt duerno d'Afféierung vun deene Sanktiounen och net public maachen, mee se huet missen déi staark Ofschwächung „dependent on the situation on the ground“ an hiren diplomatesche Wording ophuelen.

Wéi den Här Frieden heibannen och bestätegt hat, war dat net innerhalb vun der Regierung ofgeschwat. Den Här Bettel huet seng Opposition domadder begrënt, datt een nach misst eng Reunioun vun den afrikaneschen Ausseministere zu Harare ofwaarden. Wéi pertinent déi Haltung deemools war, dat ka jidderereen heibanne selwer jugéieren.

Mir hu mat där Aktioun och nowieslech eis EU-Partner, an dorënner virun allem d'Belsch, virun de Kapp gestouss a mir hunn eis Glafwierdegkeet, d'Glafwierdegkeet vun der EU, beschiedegt. D'Sanktiounen sinn dëse Méinde mat dräi Woche Verspéidung am Conseil ugeholl ginn, an dat awer och an Ofwieseneheet vum Lëtzebuerger Ausseminister. Dat ass emol déi Versioun, wéi mir se verstanen hunn. An dat ka vläicht och nach bestätegt ginn oder, le cas échéant, rektifizéiert ginn.

An der Tëschenzäit, dat ass elo awer ganz rezent, ass eng éischter gutt Nouvelle komm vun Doha: Gëschter Owend si mer gewuer ginn, datt et zu engem geheimen Treffe komm ass – dat elo net méi geheim ass, dat ëffentlech gemaach ginn ass – tëschent dem President vun der Demokratescher Republik vum Kongo, dem Här Étienne Tshisekedi (veuillez lire: Félix Tshisekedi), an dem President Paul Kagame vum Ruanda. Si hunn e Cessez-le-feu decidéiert an, wéi och d'Spriecherin vun der kongoleescher Regierung gesot huet, se wäerten an den nächste Wochen och nach d'Detailer vun deem Cessez-le-feu verhandelen an implementéieren. Bon, et kann een awer och dovun ausgoen, datt dat nach op wackelege Bee steet.

Et dierf een och net vergiessen: Dëse Méinden huet d'Regierung vum Ruanda schlëm Accusatiounen vis-à-vis vun der Belsch gemaach an huet hir Relatiounen mat der Belsch ofgebrach an all Diplomaten aus dem Land geheit. D'Belsch huet deementspriedend och geäntwert.

Bon, dofir meng Froen. Ech wollt awer och wëssen ... Mir wëssen, datt den Här Ausseminister net op där Sëtzung konnt sinn. E war an Indien an, mengen ech, jo och am Bhutan. Ech wollt wëssen, ob dat üblech ass, datt een op esou Conseilen net kann do sinn, ob een dat net kann aneschtens organiséieren.

Souwäit ech weess, hat d'Madamm Tanson jo awer och no Dokumenter, Preparatiionsdokumenter gefrot vum COREPER. Souwäit ech weess, krut si se nach net. U wat läit dat? Wéini komme se? Wéi reagéiert iwwerhaupt Lëtzebuerg och op d'Ausweisung vun de belschen Diplomaten aus dem Ruanda? Hu mer do-robber reagéiert? D'Belsch ass jo schliisslech eisen enksten diplomateschen Alliéierten.

De Cessez-le-feu begrëisse mer natierlech, a mir hoffen, datt dat permanent wäert ginn. Mee e steet eeben op wackelege Been. Gëtt et awer deemno wéi nach weider Schrëtt vun der EU op deem Niveau? An huet Lëtzebuerg och do eng Positioun?

An ech mengen, et kann een nach ëmmer drun erënnere: Wat ass eis Positioun, falls et awer erëm zu Aggressiounen vun der ruandescher Säit kënn? Wou ass dann awer d'Positioun vu Lëtzebuerg par rapport zum Rohstoffokommes tëschen der EU an dem Ruanda, fir dat ofzekënnegen, wuel wëssend, datt immens vill Rostoffer, déi jo offiziell aus dem Ruanda kommen, a Wierklechkeet aus

dem Kongo kommen, well se do och vu Ruanda geklaut goufen.

Ech soen Iech Merci, Här President. An ech hunn e bëssen iwwerzunn. Merci trotzdem.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Wagner. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Ausseminister Xavier Bettel.

M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den Här Wagner ass op vill Punkten agaang, déi och richtig sinn: dass d'Sanktiounen de 17. Mäerz ugeholl gi sinn, Mesüre vis-à-vis vun néng Leit an och enger Entité, déi responsabel ass fir grav Violatiounen, Abus de droits humains an der RDC.

Mir hate schonn an der Sessioun, wéi gesot, vum 24. Februar eng politesch Diskussioun. Do ass en och drop agaang. Mee et muss ee wëssen, dass guer keen Acte juridique um Dësch war. An et ass duerch de Service juridique – et war eng Diskussioun iwwert d'Sanktiounen –, duerch de Service juridique selwer vun der Kommissioun gesot ginn, haut géif et drëms goen, eng Décision politique ze huelen, an den Acte juridique misst preparéiert ginn, well et wier eng Decisioun, déi duerno och misst validéiert ginn.

Dat heescht, dass och keng Adoptioun vu Sanktiounen um Ordre du jour war an dass och kee Vott stattfonnt huet. Och wann dat gesot ginn ass, dass e Vott stattfonnt hätt oder dass e Veeto stattfonnt hätt: Dat ass faktesch nach eng kéier falsch!

Mir hunn de 24. Februar déi Discussion politique gehat. D'Kaja Kallas sot och duerno an hirer Ried, dass et e Konsensus, e politesche Konsensus wier, fir Sanktiounen ze preparéieren, mee dass mer d'Evolution um Terrain och géife wëlle mat den Ae betruuechten.

Den 3. Mäerz ass, wéi ech och schonn hei ugekënnegt hat an där Reunioun op Demande vun der Madamm Tanson, wou mer déi Resolutioun jo dann och hei eestëmmeg geholl hunn, och am RELEX (ndlr: Groupe des conseillers pour les relations extérieures) doriwwer diskutéiert ginn. An d'Adoptioun vun den Acte-juridique sinn am COREPER vum 12. Mäerz geholl ginn an duerno duerch d'Adoptioun am CAE (ndlr: Conseil des affaires étrangères) de 17. Mäerz als A-Punkt, ouni Diskussioun. Dat ass d'Prozedur, esou, wéi se ass.

Am Kader vun där Discussion politique, déi mer haten, war et fir eis wichteg, well deemools ass gesot ginn, dass freides sollt jo eng Reunioun zu Harare sinn, dass een där sollt och eng Chance ginn.

An ech kann Iech och ganz éierlech soen ... a Madamm Tanson, Dir kritt och déi Dokumenter, et gëtt keng Ursach, se ze verstopen. Mee et ass just, dass mer am Regierungsrot och d'Fro gestallt hunn, well et sinn och Notte vu Leit, a mir mussen d'Leit froen, ob mer hir Notten, déi vläicht perséinlech Notte sinn oder vläicht keng offiziell Dokumenter sinn – et kritt een och Saache jo dobäigekrozt op Ziedelen –, ob mer déi ... Well Dir frot, mäin Dossier kënnen ze kréien, kann ech awer och d'Beamte froen, ob ech déi kann esou erausginn oder net. Well mir hu jo och e Bréif kritt vun der Chamber, deen eis freet, dat och wëllen ze respektéieren, dat, wat ee kann oder net ka verdeelen.

Mir hu gefrot, also ech hu gefrot, d'Efforts de médiation, déi sollten do sinn, och kënnen ze respektéieren.

Ech kennen Afrika och gutt. An ech wëll Iech och just soen, dass et immens wichteg ass, dass d'Afrikaner och selwer Léisunge sichen, an ech sinn och frou, dass se um Niveau vun der EAC, dat heescht, der Communauté Africaine de l'Est, an och vun der SADC (ndlr: Southern African Development Community) zesummekommen.

Mir musse wëssen, dass d'Virgeschicht vun Europa an Afrika net ëmmer där einfachster eng war an dass d'Afrikaner och gären hunn, wann een hinnen d'Vetraue léisst, fir selwer do Léisungen ze sichen, an net vu bause gesot ze kréien, wat se solle maachen.

Déi Reunioun, déi sollt de 24. Februar stattfannen, déi huet elo de 17. Mäerz stattfonnt. Do waren och déi zwee Ausseministere aus dem Kongo an dem Ruanda do. A während där Reunioun ass et och iwwert d'Situation sécuritaire am Oste vum Kongo gaang. A si hunn eeben och Echangé gehat iwwert d'Feuille de route vers un cessez-le-feu an och fir den Dialogue politique. An déi Detailer zu deem Processus sollen eeben och Enn des Mounts finaliséiert ginn.

Dir hutt och gesot, déi Initiativ vum Katar war net esou geheim, well si hunn driwwer getweet, dass se do zesummekomm wäeren. D'Presidente Kagame an Tshisekedi sinn zesummen zu Doha ukomm. Wann ech richtig leien, ass dat déi éischte kéier zënter New York 2022, wou dat och de Fall gewiescht wier, wou se offiziell zesummekomm wäeren. An an där Entrevue, déi se elo haten zu Doha, ass reaffirméiert gi vun den zwee Presidenten, fir e Cessez-le-feu immédiat an och inconditionnel ze hunn.

Lëtzebuerg huet an deem ganze Kontext kee Veeto agesat, dass iergendwéi Sanktiounen kéinte geholl ginn. Well wann dat de Fall gewiescht wier, dann hätt ech jo missen eng kéier dee Veeto ophiewen. Dat och: Wann een e Veeto huet, da muss een dee Veeto jo iergendeng kéier ophiewen.

Mir hunn deemools gefrot, dass an där Reunioun sollt gekuckt ginn, ob een net sollt Drock opbauen – dat sinn déi Wieder, déi ech deemools benotzt hunn –, fir eeben de Parteien, déi jo freides sollten zu Harare zesummekommen, Drock ze maachen.

An dunh huet de Service juridique eis gesot, d'Sanktiounen géife souwiso elo net geholl ginn. Dat dauert nach Deeg – 10 Deeg, 15 Deeg –, bis dass se kënnen geholl ginn. An dowéinst eeben och dann d'Konklusiounen, déi d'Madamm Kallas genannt huet, dass d'Situatioun um Terrain och géif gekuckt ginn.

Wat dann dotëscht geschitt ass ... Ech muss Iech soen, ech sinn och a Kontakt mam belschen Ausseminister. De belschen Ausseminister war och d'lëscht Woch hei zu Lëtzebuerg op Besuch. Wann Tensiounen tëschen der Lëtzebuerger an der belscher Diplomatie wäeren, dann hätt en net den Aller-retour gemaach, fir just annerhallef oder zwou Stonne kënnen zesumme mat sengem Lëtzebuerger Homolog ze hunn. Ech hat en nach gëschter um Telefon, well si eis reegelméisseg och froen, wéi mer een deem anere kënnen hëllefen a schwierige Situatiounen, déi vläicht um Terrain kënnen sinn.

Um Niveau vun der EU sinn am Moment déi Diskussiounen gewiescht. Mir haten och Diskussiounen, muss ech Iech awer och ganz éierlech soen, am Conseil vum 24. – net datt ech e falschen Datum hei soen –, vum 17., nee, vum 24. Februar iwwert den Accord, deen et gëtt iwwert d'Minerais, wou d'Kommissioun gesot huet, si hätt awer Doutten, well déi responsabel Kommissärin gesot huet, si hätt Doutten, dass een dee sollt kënnegen. Do hunn ech d'Gefill, dass se och an der Kommissioun nach keng alignéiert Positiounen hu vis-à-vis vun deem doten Accord.

Op jidde Fall, mir stinn net am Wee. Mir hu keen, näischt blockéiert. Mir sinn der Meinung, dass et wichteg ass, dass diplomatesch a politesch Léisungen op den Terrain kommen.

Deen éischten Echo, deen ech kritt hat, wéi ech elo an Indie war, war, de Reproche gemaach ze kréien, ech wier net an der Reunioun. An och, wann ech d'Titele

liesen: „D'Sanktioune sinn ugehoff ginn“ – et huet ee bal kënne mengen, well de Xavier Bettel an Indie war.

Also, ech wëll Iech just soen: Den Ausseminister gëtt Direktiven, wéi eis Diplomaten zu Bréissel ze stëmmen hunn. An ob de Xavier Bettel do ass oder net, am Virus gëtt do zesummen decidéiert. Dowéinst, et ass e bëssen zweedeiteg, esou am Stil: Si konnten ugehoff ginn, well de Xavier Bettel am Ausland beschäftegt war. Dat ass net ganz korrekt! Mee an deem doten Dossier muss ech mech dann doru winnen.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools dem Här Ausseminister Xavier Bettel.

(Interruption par M. David Wagner)

Här Wagner, Dir hat virdru selwer gesot, datt Är Riedzäit verbraucht ass.

(Interruption et hilarité)

3. Débat de consultation sur les thèmes centraux liés à notre alimentation

Ma da komme mer elo zum nächste Punkt op eisem Ordre du jour, der Consultatiounsdebat iwwert déi zentral Theemen, déi en Zesummenhang mat eiser Ernährung hunn. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Jeff Boonen, den Här Luc Emering, d'Madamm Claire Delcourt, d'Madamm Lexy Schoos, d'Madamm Joëlle Welfring, den Här Marc Goergen an den Här David Wagner. An d'Wuert huet elo d'Madamm Ministesch fir Landwirtschaft, Ernährung a Wäibau, d'Madamm Martine Hansen. Madamm Hansen, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

Mme Martine Hansen, Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture | Villmools merci, Här President. An ech fänke mat dräi Punkten un, wou mer eis, mengen ech, alleguer eens sinn heibanen. Éischtsens mol: Iessen ass liewensnoutwendeg. Zweetens, an ech mengen, do si mer eis och eens hei: Gutt iessen ass e Genoss. An drëttsens: Gesond an ausgeglach iessen, dat ass definitiv déi beschte Basis fir eis Gesondheet.

Sou, bei der Regierungsbildung huet de Landwirtschaftsministère d'Ernährung, d'Alimentatioun, als nei Aufgab kritt respektiv d'Aufgab ass ervirgestrach ginn, wat sech jo dann och am Numm widderispigelt.

An am Koalitiounsaccord hu mer weider festgehal, datt mer eis engagéiere fir en nohaltegen, en intelligenten, e modernen, e resilienten an en diversifizéierte Liewensmittelsystem. Mir wëllen eis asetze fir eng sécher a gesond Ernährung, andeem mer eng regional, nohalteg a resilient Landwirtschaft férdere.

An an deem Sënn hu mer sechs Aktiounsfelder definéiert, déi sech aus der TNS ILReS-Etüd vum 2023 erginn. A fir eis war et wichteg, datt mer d'Chamber als éischte Pouvoir och als Éischt froen. Parallell dozou hu mer awer nach ronn 60 – ech mengen, et sinn 61 – Stakeholderen aus dem ganze Liewensmittelberäich gefrot. Dat geet, wéi gesot, vun de Beruffskummeren iwwert d'Produzenten, iwwert d'Liewensmittelhandwierk, de Konsumenteschutz, d'Schoulen, bis hi bei de Mouvéco. Well och vun hinne wëlle mer gären d'Iddie sammelen. Wa mer dann Är Iddien hunn, déi mer jo dann haut kréien, mat den Iddien vun de Stakeholderen, wëlle mer gären den éischten Aktiounsplang „Alimentatioun“ ausschaffen.

Dofir brauche mer natierlech nach e bësse méi Zesummenaarbecht, well et ass net nëmmen de Landwirtschaftsministère, dee fir d'Ernährung u sech

zoustänneg ass am wäite Sënn. Wann ech vu gesonder Ernährung schwätzen, dann ass dat natierlech och d'Santé. Wann ech vun Ernährungsbildung schwätzen, dann ass dat och nach d'Education. A wann ech vun Offallmanagement schwätzen, vu Gaspillage alimentaire, dem Offall, dann ass et natierlech och nach den Émweltministère. Dat heescht, och wann ech haut eleng hei stinn, da wäerten déi eenzel Ministère sech zesummendinn, fir den Aktiounsplang auszuschaffen.

Ech kommen da kuerz op déi sechs Aktiounsfelder hin, ier ech Iech dann d'Wuert ginn.

Dat Éischt: gesond Ernährung. Och do hu mer am Koalitiounsaccord stoen: „Le Gouvernement promouvra l'éducation alimentaire et la sensibilisation des enfants dès le plus bas âge aux produits locaux, biologiques et saisonniers.“ Ech mengen, et ass kloer: Wa mer déi kleng Kanner vu Klengem un dru gewinnen, wat eng gesond Ernährung ass, da sinn d'Chancé méi grouss, datt d'gesond Ernährung herno am méi groussen Alter och nach eng Bedeitung huet. Mir wëssen och alleguer, datt déi ongesond Ernährung an net genuch Beweegung – well ganz dacks sinn déi zwou Saache gekoppelt – Schlëselfacteurs si vum Iwwergewicht. Ech mengen, Dir hutt virun nach net allze laanger Zäit hei driwwer diskutéiert. Well laut Etüd „Health Behaviour in School-aged Children“ sinn 21 % vun de Jonken tëschent 11 an 18 Joer iwwergewichteg. Allgemeng stellt sech also hei d'Fro: Wéi eng Aktiounen kënne mer festhalen, fir eng méi gesond Ernährung ze erreechen?

Dann deen zweete Punkt, an ech koppelen deen direkt mam drëtten Punkt, well déi hänken zesummen, dat ass d'Offer u regionale Produiten an d'Offer u saisonale Produiten. Och hei hu mer am Koalitiounsaccord eppes festgehalen: „Le Gouvernement poursuivra et intensifiera ses efforts de promotion de la production alimentaire nationale.“ Sou, laut ILReS-Etüd passe 85 % vun de Konsumenten op, fir regional a saisonal anzekafen. Do kënne mer elo leider net draus schlussfolgern, datt se och 85 % vun hire Produkter regional a saisonal akafen, mee et weist trotzdem, datt de Konsument zu Lëtzebuerg ganz sensibel ass fir dës Produkter. An dofir stellt sech d'Fro hei: Wéi eng Aktiounen kënne mer definéieren, fir nach méi eis regional a saisonal Produkter ze férdere?

Dann de véierte Punkt: d'Bekämpfung vun der Liewensmittelverschwendung. Och zu deem Punkt hu mer eppes am Koalitiounsaccord stoen: „Le Gouvernement renforcera ses efforts dans le domaine de la lutte contre le gaspillage alimentaire.“ An och hei ass bei der TNS ILReS-Émfro erauskomm, datt 45 % vun de Leit sech Gedanke maachen iwwert d'Liewensmittelverschwendung am Bezuch op hir perséinlech Ernährung. Mir wëssen awer leider och parallell, datt 53 % vun der Liewensmittelverschwendung am privaten Haushalt passéieren, soudatt mer do sécherlech nach Sputt nu uewen hunn. Wéi kréie mer d'Liewensmittelverschwendung weider reduzéiert? Duerch wéi eng Aktiounen kréie mer d'Liewensmittel u sech nach méi wäertgeschätzt? Dat sinn déi wichteg Froen.

Dann de fënnefte Punkt, d'Liewensmittelsécherheet – an ech soen och: d'Liewensmittelsouveränitéit. Op där enger Säit soe 85 % vun de Befroten, datt se zefridde si mat der Liewensmittelsécherheet. Dat ass also d'Sécherheet, d'Qualitéit. An et soen och 27 % vun de Befroten, datt se u sech bereet wäeren oder datt se froen, datt déi staatlech Subventiounen missten eropgesat ginn, fir datt mer eis Ernährungsautonomie kéinte garantéieren. D'Sécherheet an d'Souveränitéit, déi ginn dacks gläichgestallt. Et sinn zwou verschidde Saachen, mee déi zwou Saache si wichteg. D'Sécherheet an d'Souveränitéit, a virun allem och nach an deser geopolitischer Situatioun, wou mer sinn.

D'ALVA, eis Veterinär- a Liewensmittelsverwaltung, ass mëttlerweil zoustänneg, nieft der Déieregesondheet an dem Déierewuel, fir d'Sécherheet vun de Liewensmittelwierklech vum Stall bis op den Teller. Well den 1. Januar 2025 ass de Liewensmittelkontrollabo vun der LNS, deen Deel, deen u sech nach – soen ech elo einfach – de gebrodene Bifdeck kontrolléiert huet, an d'ALVA integréiert ginn. Dat heescht, de Labo heescht och elo LVA, Laboratoire vétérinaire et alimentaire, fir seng nei Kompetenzen erëmzespigelen. Domadder sinn definitiv elo sämtlech Kompetenzen am Beräich Liewensmittelsécherheet am Ministère fir Landwirtschaft an Ernährung gebündelt. Mat Hëllef vu wéi enge konkreeten Aktiounen brénge mer et fäerdeg, souwuel d'Liewensmittelsécherheet wéi virun allem awer och d'Liewensmittelsouveränitéit, zum Beispill och a Krisenzäiten, nach weider ze verbesseren an ofzesécheren?

An de sechste Punkt, dee mer u sech gefrot hunn, ass d'Gläichgewicht tëschent dem Präis vun de Produiten an dem Akommes vun de Produzenten. Do kann ech soen, datt 36 % vun de Leit sech wierklech Suerge maachen, ob se genuch finanziell Mittel hunn, fir Qualitätsprodukter ze kafen. Op där anerer Säit soen 79 % vun de Befroten, datt se bereet wäeren, méi héich Präisser ze bezuelen, fir dem Bauer en ausräichende Revenue ze garantéieren – wat awer net ëmmer beim Akafsverhale ka festgestallt ginn. Hei stellt sech also d'Fro: Wéi kënne mer sécherstellen, datt eis Produzenten fair remuneréiert ginn a gläichzäiteg jiddereen Zougang zu gesonden an abordable Qualitätsliewensmittel huet?

Sou, dat sinn déi sechs Aktiounsfelder. An ech soen elo schonn all de Fraktiounen villmools Merci fir hiren Input an deser Ernährungsdebat. Mir waarden elo dann nach, wa mer Ären Input hunn, wéi gesot, den Input of vun deenen anere Stakeholderen, déi mer och gefrot hunn. Mir sammelen dann d'Proposen, mir analyséiere se, mam Zil, fir eebe bis Enn des Joers den éischten Aktiounsplang „Alimentatioun“ kënnen ze presentéieren.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Madamm Hansen.

An als éischte Riedner ass den honorabelen Här Jeff Boonen agedroen. Här Boonen, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Jeff Boonen (CSV) | Merci, Här President. Ech hunn de Moien déi Muert hei matbruecht. Eng Muert aus dem Gaart, virun engem Mount nach aus dem Buedem gezunn.

(Hilarité)

Une voix | Just eng?

M. Jeff Boonen (CSV) | Just eng. Da musse mer eis se e bëssen deelen. Op alle Fall wollt ech domat weisen: Déi Muert gesäit net perfekt aus, vläicht net wéi Der se aus dem Supermarché kennt, mee et ass eng regional produzéiert Muert, an déi schmaacht och sécherlech gutt. Dir kënnt se esou iessen oder Dir kënnt se och kachen.

Op alle Fall, doriwwer wëlle mer haut schwätzen: ...

(Interruption et hilarité)

... iwwer eng gesond Ernährungspolitik. An d'Madamm Ministesch huet jo schonn an der Intro gesot: D'Fro stellt sech: Wéi eng Impulser, wéi eng Aktiounen kann d'Politik huelen, fir en nohaltegen Ernährungssystem ze erméiglechen, ze ënnerstëtzen an och ze promouvieren?

An et sinn, wéi gesot, vill transversal Beräicher, déi hei anenee verlafen. An dofir ass et och vläicht flott,

dass de Moie Riedner aus ënnerschiddleche Vuen déi Saach belichten. Bei mir ass warscheinlech e groussen Touch Produzent derbäi, bei aneren éischer d'Sicht vum Konsument.

Ech wollt fir d'éischt drop agoen, wéi eis Ernährung sech déi lescht 50 Joer verännert huet. Sinn nach viru 50 Joer virun allem saisonal a souwisou regional Liewensmëttel selwer preparéiert ginn, oft aus der noer Émgéigend oder souguer dem eegene Gaart, esou hunn dach d'Globaliséierung, d'Tifkëltru an de Frigo derzou gefouert, dass een haut zu all Moment ka vun allem iessen. Doniewent huet de Supermarché déi kleng Duerfepicerie am Duerf ersat. An dat huet natierlech och Virdeeler: De Choix u Liewensmëttel ass riseg ginn. Et gëtt net méi all Dag moies just eng Bottesch an owes Grompere mat Brach. Haut kënnen mir Liewensmëttel vun iwwerall an all Dag Neies genéissen an all Dag Neies probéieren.

Et ass awer och esou, dass d'Iessen – an op d'mannst d'Préparation dovun – duerch Zäitmangel eng manner wichteg Roll spillt a vill an der Restauratioun a preparéiert Liewensmëttel a Menüer zou sech geholl ginn. Dat huet och en Afloss op d'Produktioun gehat. Et ginn am Fong elo haut an der Landwirtschaft just nach Rostoffer fir eng Liewensmëttelindustrie produziéiert. De Bauer huet den direkte Lien mam Konsument verluer a muss haut fir e globale Marché schaffen.

Parallèll huet d'Veaarbechtungsindustrie sech och verännert a sech där spezialisierter Demande ugepasst. Si offréiert haut Ultra-processed Food, Liewensmëttel, déi, wéi den Numm et seet, vill verschafft sinn a wou e sëllegen Zousatzstoff, dorënner Zocker, Fetter a soss Produkter, déi de Goût verstärken, mat dra verschafft sinn, wat zum Deel zu gesondheetlechen Niewewierkunge féiert.

An enger nohalteger Ernährungspolitik muss dës Situation Rechnung gedroe ginn. An ech wollt op dräi Punkten agoen, vun deenen d'Ministesch elo geschwat hat: eng Kéier déi gesond Liewensmëttel produziéieren, dann op d'Liewensmëttelsécherheet an d'Souveränitéit an zum Schluss op d'Regionalitéit an d'Diversifikatioun vun eiser Landwirtschaft.

Laut der TNS ILReS-Etüd, déi d'Ministesch zitéiert huet, hu 57 % vun de Konsumente geäntwert, datt den Impakt vun de Liewensmëttel op hir Gesondheet fir si wichtig ass. D'Émfro weist, dass 71 % vun deene 57 % e Bac+4 hunn. Also hu mir eng staark sozial Komponent hei.

Et muss awer esou sinn, dass jiddereen, onofhängeg vun dem sozioekonomesche Status, eng Offer u gesonden a bezuelbare Liewensmëttel huet an och verständlech ka verstoen, wat gesond ass a wat éischer zu gesondheetleche Problemer féiert. Eng nohalteg Ernährungspolitik muss sozial gerecht sinn.

Fir dass jiddereen u gesond Liewensmëttel kënnt, ass et wichtig, dass d'Produzenten, mee och d'Veaarbechtungsindustrie kloer Reegelen hunn an och sensibiliséiert ginn, fir bedenklech Substanzen ze reduziéieren, zum Beispill am Fall vum Zocker oder de Salzer. Dat Theema hate mir d'lescht Joer hei am Kader vun der Obesitéit scho méi am Detail ugeschwat.

D'Festleë vu Mindestréckstänn oder och bakteriologesche Qualitéiten, zum Beispill, jo, Salmonellen, awer och zum Beispill Planzeschutzmëttel, op Basis vu wëssenschaftleche Krittäre féiert och zu méi Liewensmëttelsécherheet an zu gesonde Liewensmëttel.

Mir brauchen natierlech eng Iwwerwaachung a Kontrollen. An dësem Beräich ass eise Liewensmëttelsystem schonn extreem gutt opgestallt. Mir alleguerte kréie reegelméisseg mat, dass problematesch Liewensmëttel zréckgezu ginn. Et ass awer wichtig,

dass mer déi Kontrolle bäibehalen an de System och konsequent ausbauen op all d'Liewensmëttel, déi hei consomméiert ginn.

Et ass dann och wichtig, dass eng verständlech Etikettéierung op de Liewensmëttel ass. Systemer wéi Nutri-Score, Rout Luucht, Gréng Luucht oder awer Appe kënnen hëllefen, dass ee besser versteet, wéi eng Liewensmëttel gesond sinn a solle consomméiert ginn.

D'Reklammen hunn natierlech och e groussen Afloss op eis all, mee virun allem op eis Kanner. Wie vun eis kennt net d'Situatioun, wou een am Supermarché vu sengen eegene Kanner nei Produkter gewise kritt a si soen: „Dat ass awer gutt!“? Fir eis als CSV wier et wichtig, eis Kanner a Jugendlecher virun esou Reklammen ze schützen, virun allem iwwer Restriktionen op Social Media.

Verschiede Länner, wéi Groussbritannien oder Kanada, hunn elo esou eppes agefouert am Beräich vun dem Fernsee. Do gëtt zum Beispill virun 21.00 Auer keng Reklamme méi gemaach fir ongesond Liewensmëttel. Bon, de Fernsee spillt eng ëmmer manner grouss Roll. Dofir ass et warscheinlech hei méi wichtig, sech op d'Social Media ze konzentréieren. Mee et ass awer wichtig, dass mer hei als EU mat Initiative starten.

Wéi ugangs gesot, iesse mer ëmmer méi an der Restauration collective. Virun allem eis Kanner iessen dacks net méi doheem, mee sinn ofhängeg vun deem, wat an der Maison relais oder an der Kantin op den Dësch kënnt. An dat ass eng Chance, fir gesond an equilibréiert Menüer unzibidden. E Cahier des charges a Leitlinien oder kloer Virgabe mussen de Käch eng Indikatioun ginn, wat op den Dësch kënnt a wat och frësch zoubereet gëtt. Eis Gemengen an hir Träger oder och de Staat iwwerhuelen hei schonn zum Deel eng Virbildfunktoun, wann ech nëmmen u Restopolis denken.

Allerdéngs solle mir dann och d'Presenz vun den Automaten an de Schoulen a Fro stellen. Mécht et Sënn, de Schüler en equilibréiert Menü unzibidden, wann an der Paus de Snickers d'Alternativ ass? Hei muss d'Schoul och eng Virbildfunktoun anhuelen. De Schouluebstprogramm spillt an deem Fall eng wichteg Roll. Do wier et interessant ze wëssen: Ass d'Offer grouss genuch fir d'Schüler? Sinn d'Kierf no der Paus eidell oder läit d'Uebst owes nach am Kuert?

Wann doheem giess gëtt oder am Restaurant, huet d'Politik e manner groussen Afloss. Si kann a muss allerdéngs sensibiliséieren a Richtung vu gesonder Ernährung. De Message ass kloer: eng equilibréiert an divers Ernährung, vun allem iessen, vu Verschiddenem net ze vill, vun allem e bëssen an erëm selwer léieren, Grondnahrungsmëttel frësch ze verschaffen a sech Zäit dofir huelen, fir virzebereeden, mee och fir ze schmaachen an ze genéissen. Dat ass de Grondstee vun enger gesonder Ernährung. An dann duert och heiansdo e gutt Glas Wäi vun der Musel derbäi sinn.

Plusieurs voix | AI

M. Jeff Boonen (CSV) | Erwuessener erreecht een iwwer Sensibiliséierungscampagnen, wéi de Landwirtschaftsministère oder och aner Partner aus dem Landwirtschaftsberäich dat scho maachen. Ech denken un de Programm „Sou schmaacht Lëtzebuerg“, un de Magazin „GUDD!“, awer och un eng Foire agricole oder „En Dag um Bauerenhaff“.

Ganz am Ufank vum Liewe léiert een, verschiede Goüten ze entwéckelen. Déi éischt Liewensjore si prägend an et ass wichtig, dass d'Kanner ganz fréi vill ënnerschiddlech gesond Liewensmëttel, virun allem Uebst a Geméis, ugebuede kréien, fir de Goût ze

entwéckelen. De Brokkoli an de Chicon si prinzipiell mol igitt, mee preparéiert a verschiddene Formen an oft ugebuede komme si iergendwann op de Goût. Oft ass d'Gebuert vu Kanner e Schlësselmoment fir Elteren, sech mat gesonder Ernährung ze beschäftegen, an do muss d'Sensibiliséierung usetzen.

Kanner müssen och dann erëm léieren, duerno e Goût fir déi gesond Liewensmëttel ze entwéckelen, an och léieren, wéi ee selwer Iessen zoubereet. D'Theema vun der Saisonalitéit spillt natierlech och eng Roll. Dofir muss iwwer e puer Weeër nogeduecht ginn.

Eng oder méi obligatoresch Visitten am Primaire an der École du Goût zu Branebuerg zum Beispill. Dës Initiativ erlaabt et de Schüler ze léieren, wou d'Liewensmëttel hierkommen, wéi se schmaachen an och wéi se zoubereet ginn.

Kachatelieren an de Maison-relais sollen deene Kanner, déi net doheem gewise kréien, wéi een Iessen zoubereet, awer erlaben och ze gesinn, wéi gekacht gëtt.

Dann d'Initiativ vun de Schoulgäert. Am Kader vun den naturnoe Schoulhäff hate mer eng Diskussioun doriwwer, dass och Schoulgäert sollen en Deel si vun engem Schoulhaff, well déi Muert hei, déi muss natierlech an de Buedem geséint ginn, déi muss wuessen, déi muss gefleegt ginn, iert ee se da ka genéissen. An den Educatiounsminister hat am Kader vum Projet „Manner Ecran – méi beweegen“ och gesot, dass ee sech där Saach géing unhuelen. Et ass awer wichtig, dass een do an Zesummenaarbecht mat de Gemenge kuckt, wéi een d'Summerméint iwwerbréckt kritt, well et ganz oft dann ass, wou de Gaart leie bleift an dann duerno näischt méi do ass. Do kéint zum Beispill d'Zesummenaarbecht mat Beschäftigungsinitiativen hëllefen.

Ech géing dann elo gär bei de Punkt komme vun der Sécurité an der Souveraineté alimentaire. D'Ernährungspolitik muss sécherstellen, dass genuch sécher – also iessbar – Liewensmëttel verfügbar sinn. Ech sinn am Ufank schonn op d'Normen an d'Kontrollen agaang. Eng nohalteg Ernährungspolitik muss och derfir suergen, dass d'Produktiounspotenzial nohalteg erhalte bleift an och virun allem produziéiert gëtt, fir strategesch Ofhängegkeeten, wéi mer se zum Beispill an der Pandemie mam medezinnesche Material oder an der Energiekris erlieft hunn, ze verhënneren. Et ass wichtig, dass an dësem Punkt iwwerregional an europäesch gekuckt gëtt.

Fir d'Produktiounspotenzial vun der Landwirtschaft ze erhalen, ass et virun allem wichtig, dass mer Leit hunn, déi Loscht hunn, an der Landwirtschaft ze schaffen. D'Ziel vun de Baueren ass réckleefeg. Et ass wichtig, jonk a manner jonk Leit ze encouragéieren, an d'landwirtschaftlech Beruffer eranzeklammen an dee flotten, kreative Beruff vum Bauer auszeüben. D'Madamm Ministesch huet jo annoncéiert, dass si amgaangen ass ze analyséieren, wou d'Problemer sinn a wéi eng politesch Moossnamen ee kéint huelen.

D'Émfro vun der ILRES weist, dass déi gréisste Suerge vun de Produzenten den administrativen Opwand, déi vill Oplagen, an dat zesumme mat enger Onsécherheet vun de Präisser sinn. Dofir musse mer d'Oplage reduziéieren respektiv d'Oplagen an d'Verhältnis bréngen zu der Gréisst vun de Betriber. Dat ass wichtig, och wa mer un d'Diversifikatioun denken, well een oft ganz kleng ufängt an oft d'Hürden awer dat sinn, wat dann am meeschte bremst, well déi oft op Industrie- oder op gréisser Veaarbechtungsbetriber ausgeluecht sinn.

An dann ass et natierlech wichtig, dass mer eis Ressourcen, virun allem eis Biedem schützen a

gesund halen. D'Landwirtschaft ass, wéi den Numm et seet, un de Buedem gebonnen. A genee dee Buedem muss geschützt ginn. Fir d'éischt emol virun der Versigeling – well wa bis Béton do ass, da wiest keng Muert méi do –, mee och virun aneren Notzungen. A mir haten doriwwer hei geschwat, dass mer zum Beispill alleguerten der Meenung waren, dass net Fläche-PV, Fotovoltaikanlagen op landwirtschaftleche Buedem gehéieren, mee ëmmer an engem Zesummespill mat Landwirtschaft do d'Liewensmëttelproduktioun net a Bedrängnis bréngen.

Et ass dann och wichteg, dass bei Extensivéierung a Kompenséierung och ëmmer esou geduecht gëtt, dass den Naturschutz zesumme mat der Landwirtschaft gemaach gëtt, dass virun eng Produktioun kann erhale bleiwen. An deem Sënn ass et ze begräissen, dass de Koalitionsaccord virgesäit, déi landwirtschaftlech héichwäerteg Flächen ze schützen.

An da mussen mir all eis Ressourcë schützen, d'Waasser, d'Loft, fir dass mer viru kënnen produzéieren. Beim Buedem mussen mer derfir suergen, dass keng Erosioun, keng Onfruchtbarkeet an och keen Humusoffbau stattfënnt, well dat laangfristeg eis Liewensmëttelproduktioun a Gefor bréngt. Hei si verschidden Aktiounen méiglech. Ech denken un d'Biolandwirtschaft, wou en neien Aktiounsplang kënnt, integréiert Approchen, awer och d'Agrarëmweltmoosname suergen derfir, dass hei d'Potenzial net gefäerdet gëtt.

Eis Weltpopulatioun wisst. Et mussen och nei Weeër fonnt ginn, fir effizient Liewensmëttel ze produzéieren. Nei Liewensmëttel – an der EU als Novel Food bezeechent – kënnen eng Chance si fir eng effizient Liewensmëttelproduktioun. Dorënner falen zum Beispill Laboskulture wéi Hiefen. Mir mussen eis e reglementaresche Kader gi fir dës Liewensmëttel an och Initiativen a Fuerschung an deem Beräich ënnerstëtzen.

Liewensmëttelsouveränitéit a Liewensmëttelsécherheet gëtt et net zum Nulltariff. An de Verhandlung ronderëm den EU-Budget ass et wichteg, de Budget fir d'Liewensmëttelproduktioun ze halen oder souguer auszubauen. All aner Decisioun géng zu engem Réckstand an deem Beräich féieren.

Ech kommen da bei de leschten an drëtte Punkt: regional Liewensmëttel an Diversifikatioun. De Liewensmëttelsystem duerch eng Vernetzung vu Produktioun, Veraarbechtung a Konsumente méi staark maachen. En Ernährungssystem mat gesonden, lokalen an ëmweltfrëndlech produzéierte Liewensmëttel muss de Konsument erëm un d'Grondnahrungsmëttel, wéi d'Muert hei, erufléieren. An engem klengen Land wéi Lëtzebuerg muss dat méiglech sinn. An hei mussen mir op verschiddenen Niveauen aktiv ginn.

D'Restauration collective bitt eng Chance, wou de Staat an d'Gemengen hir Verantwortung kënnen iwwerhuelen, fir beschtméiglech regional a saisonal Liewensmëttel ze kafen. De Projet „Supply4Future“ vu Restopolis setzt do un an ass e gutt Beispill, well d'Produzenten direkt kënnen d'Liewensmëttel an d'Kantine liwweren. Et ass wichteg, de Projet ze begleeden, ze kucken, wou Schwierigkeete sinn, a wann néideg unzepassen.

En anere Projet ass de Projet vum Gemengesyndikat SICONA „Mir iessen regional, bio a fair!“. Dat ass och e gutt Beispill, deem sech aner Gemenge kéinten uschléissen, well do e Laaschtenheft erstallt ginn ass, fir maximal regional Liewensmëttel an de Schoulkantinnen ze verschaffen. D'Naturparke ginn och änlech Weeër mat enger Charta.

Regionalitéit a Saisonalitéit ausbauen heescht och d'Diversifikatioun vun der Landwirtschaft virundriewen. A ville Beräicher si mir defizitär. Baueren, déi nei

Weeër ginn, mussen konsequent ënnerstëtzt ginn. Ze begräissen ass de Kontaktpunkt Agri-Innovatioun am Landwirtschaftsministère, deen als One-Stop-Shop fir Produzente gëllt, déi nei Weeër ginn. Am Ufank ass et schwéier, wann een eppes Neies ufänkt, an et ass wichteg, begleet ze ginn a genuch Kontakter ze kréien.

Baueren, déi an d'Direktveraarbechtung investéieren, solle weiderhi finanziell ënnerstëtzt ginn. Et sinn oft, wéi gesot, kleng Quantitéiten, mat deenen een ufänkt, an d'Käschte pro Unitéit si ganz héich am Ufank an et brauch een eng Ënnerstëtzung, fir um Marché seng Plaz ze fannen.

Da wësse mir alleguerten, dass de Geméisubau nach vill Potenzial huet. An et ass do wichteg, dass dat deposéiert Gesetz fir déi Geméiszären elo do ass oder kënnt, fir deene Produzenten ze hëllefen, déi do wëllen aktiv ginn.

An da mussen och innovativ Projeten am Beräich vun der Direktvermarktung, sief et Haffbutteker oder Solawien, ënnerstëtzt ginn, zum Beispill iwwer eng zentral Kommunikatioun, dass mer gesinn: Wou iwwerall gëtt et d'ar Haffbutteker? Wou gëtt et Direktvermarkter, wou een direkt kann u Produkter kommen? A vläicht och deenen hëllefen, dass se hir Logistik kënnen e bëssen zentraliséieren, wa se en Iwwerschoss u Produkter hunn.

Op alle Fall: Regional Vermaartung bitt vill Chancen a schafft virun allem erëm eng Vertrauensbasis zwëschen dem Konsument an dem Produzent.

Fir ofzeschlësse wëll ech nach eemol betounen: D'CSV wëll kengem virschreiwen, wat en op säin Teller mécht, mee mir wëllen awer sécherstellen, dass gesond Liewensmëttel verfügbar sinn an och all d'Informatiounen bekannt sinn, fir dass de Konsument säi Choix ka maachen.

Dofir sti mir fir staark Budgete fir d'Liewensmëttelproduktioun, eng staark Sensibiliséierung an Informatioun, wëssenschaftlech baséiert Liewensmëttelnormen, den Ausbau vun de regionale Filiären an e Schutz vun den natierleche Ressourcen.

Gutt Iessen ass wichteg. Et ass och ganz oft e soziale Moment vum Zesummesinn. Eng gutt Ernährungspolitik suergt derfir, dass Liewensmëttel an d'Genéissen dovun och erëm zu engem staarken Moment ginn.

Ech soen Iech Merci an hoffen, dass meng Noriedner nach eng Bäilag fir bei d'Muert fannen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Boonen. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Luc Emering. Här Emering, Dir hutt d'Wuert.

M. Luc Emering (DP) | Här President, Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll fir d'éischt der Madamm Ministesch Merci soen, dass mir haut iwwer déi wichteg Thema schwätze kënnen, déi mat eiser Alimentatioun ze dinn hunn, well et ass jo wierklech dee Sujet, deen all eenzelne Konsument hei am Land betrëfft.

Liewensmëttel am eegene Land produzéieren an och konsuméieren ass keng Selbstverständlechkeet. Gesond Ernährung ass ee vun de Piliere vun engem gesonden Liewen. Dofir sinn ech frou, dass mer an der Lescht an deem héijen Haus vill iwwer gesond Ernährung a Beweegung geschwat hunn. Dofir wollt ech och menger Kolleegin Mandy Minella an och dem Minister Claude Meisch dofir Merci soen.

Et ass wichteg, dass eis Kanner scho vu fréi u vun enger gesonder, nohalteger a sécherer Ernährung

profitéieren. Schliisslech huet d'Weltgesundheitsorganisatioun festgestallt, dass bis 2050 ongeféier d'Hallschent vun der Weltpopulatioun als iwwergewichteg gëlle kéint. Dofir ass et extra wichteg, dass mer eis Kanner an déi ganz Populatioun bei Liewensmëttel, Iessergänzungsmëttel a bei Allergenen an déi richteg Richtung sensibiliséieren.

E wichteg Punkt – an et gouf och vu mengem Virriedner gesot – ass d'Transparenz vun de Produkter. Deen Ament, wou d'Leit am Buttek stinn, mussen se unhand vum Etiquetage novollzéie kënnen, wat fir Liewensmëttel se akafen a wat do dran ass. Mir brauchen also kloer liesbar Informatiounen op de Verpackungen, déi verständlech an transparent sinn.

E weidert ganz grousst Thema ass d'Verschwendung vu Liewensmëttel. Zu Lëtzebuerg ginn all Joer ronn 80.000 Tonne Liewensmëttel ewechgehäit, wou sécherlech en Deel dovunner vermeidbar wär. De gréissten Deel heivunner kënnt vu private Stéit. Dat weist och, wéi wichteg d'Sensibiliséierung och an deem Beräich ass. Wa mer et fäerdegbréngen, d'Leit besser ze sensibiliséieren, och wann et nëmme mat klengen Gesten ass, da kann dat schonn e ganz groussen Impakt hunn.

D'Antigaspi-Initiativ vun eisem fréieren Agrarminister Fernand Etgen huet de Leit do konkret Virgabe ginn, wéi een ouni groussen Opwand kann onnéidegt Verbëtze vu Liewensmëttel vermeiden.

Une voix | Très bien!

M. Luc Emering (DP) | Mat weidere Sensibiliséierungscampagnë vun den aacht gëllene Reegele gesi mir als DP eng Chance, fir d'Kafverhale vun de Leit ze verbessern an deemno d'Liewensmëttelverschwendung signifikativ ze reduzéieren.

D'DP begréisst och, dass an de Schoule gutt Uecht gedoe gëtt, fir Iesswueren net oder just de strikte Minimum ewechzegeheien. Mam „AntiGaspi2Go“-Programm konnten esou 60.000 Platen u Schüler an Enseignantë verdeelt ginn, déi soss héchstwahrscheinlech an der Poubelle gelant wieren.

Wat ass saisonal u Liewensmëttel iwwerhaupt verfügbar? Eng ganz grouss Fro. Vill vun Iech alleguer wëssen, wann et Spargele gëtt, a wéi enger Joreszäit mer eis befannen. Bei Uebst a Geméis ass dat awer schonn erëm anescht. Et muss kloer ginn, dass et net selbstverständlech ass, dass all Liewensmëttel zu all Zäitpunkt op all Plaz verfügbar ass. Dat ass e Luxus. An dat muss ee respektéieren.

Mir brauchen an Zukunft méi regional Produktioun. An dobäi mussen mer och méi eegen eewäisshalteg Liewensmëttel produzéieren, well grad hei si mer staark defizitär, sief dat beim Geflügel, wou mer relativ wéineg selwer produzéieren, oder bei alternativen Eewäissquellen, ewéi Soja oder Lësen. Sou Efforte brauchen Support. D'Politick muss kucken, dass se de Betriber, déi hir Produktioun upasse respektiv diversifizéieren wëllen, esou gutt wéi méiglech ënnert d'Äerm gräift.

Dat gëllt natierlech och fir de Bio. Et ass fir d'Bauere kee Schrëtt ouni Risiko, wa se vun der konventioneller Landwirtschaft op Bioproduktioun ëmklammen. An dofir muss vu staatlecher Säit Ënnerstëtzung kommen, finanzieller Natur, awer virun allem och wat de Marché ubelaangt. Dofir ass ee grousst Kärelement fir eis, dass d'Ausrichtung vun neie PAN-Bio sech net méi wéi aktuell Flächenziller setzt, mee sech méi op d'Schafe vun de Marché fir dës Liewensmëttel axéiert.

D'DP ënnerstëtzt och, dass an eise Schoulkantinnen de Fokus ëmmer méi op déi regional Produktioun gesat gëtt. Mam Programm „Supply4Future“, deen den

Educationsminister Claude Meisch lanciert huet, kréie regional Betriber souwéi och d'Grande distribution d'Méiglechkeet, Produkter vun heiheem u Restopolis ze vermaarten.

Här President, wat d'Präisser betrëfft, déi d'Bauere kréien, dierft et heibanne warscheinlech keen iwwerraschen, dass ech hei e faire Präis fuerderen, sief dat beim Fleesch, sief dat bei der Mëllech, sief dat beim Uebst, sief dat beim Geméis a bei all weidere Produkter. Et kann net sinn, dass eis Baueren e Präis kréien, deen et hinne just erlaabt ze iwwerliewen. Si mussen onbedéngt en adequate Präis kréien, deen hinne weider Investissementer an en eierbaart Akommes méiglech mécht.

Une voix | Ganz gutt!

M. Luc Emering (DP) | Mir mussen derfir suergen, dass de Beruff vum Bauer erëm méi attraktiv gëtt. Et gouf virdru gesot: Iwwert d'Hallschent vun de Baueren iwwer 50 Joer hunn haut keen Nofolger méi. Do hoffe mir, dass déi nei Strategie, déi de Kommissär Christophe Hansen kierzlech presentéiert huet, fir de Beruff vum Bauer ze revaloriséieren, jonk Bauere fir d'Zukunft ze motivéieren an d'Kompetitivitéit vun den europäesche Baueren ofzesécheren, séier gräift.

Och d'Liewensmittelsécherheet ass e grouss Thema, wat muss belicht ginn. Beim Randfleesch hu mer e Selbstversorgungsgrad hei zu Lëtzebuerg vun ongeféier 82 %, beim Schwéngfleesch vun 53 %, bei dem Geflügel leie mer bei ënner 20 %. Bei der Mëllechproduktion produziéiere mer méi, wéi consomméiert gëtt. Beim Uebst a Geméis gesäit et méi schlecht aus. Do si mir awer optimistes, dass dat neit Gesetz iwwert d'Zärenhaiser e positiven Impakt wäert hunn an dass mer méi onofhängeg vum Import vu Geméis duerch dese Gesetzesprojet kënne ginn.

Natierlech – an ech mengen, dat gëtt jo och oft vu Kritiker vun der Landwirtschaft gesot; an ech mengen, dat ass och net alles falsch – mussen mer garantéieren, dass eis Iesswuere fräi vu Stoffer sinn, déi net an eist Iesse gehéieren an déi och zu Recht verbuede sinn. Dës ass dee grouss Virdeel, wa mer regional Produzente stäerken an och d'Wäertschöpfungsketten hannendrun. Bei deene Liewensmittel, déi hei produziéiert ginn, hu mir en Afloss drop, wéi dës hiergestallt ginn. Lagere mer d'Produktion an d'Ausland aus, gëtt deen Afloss ëmmer méi kleng.

Och wann dat fir verschidde Leit heiansdo no engem groussen Erfolleg klénkt, wann hei am Land eppes verbuede gëtt oder esou reglementéiert gëtt, dass d'Produktion muss agestellt ginn, ass am Endeffekt soss näischt dobäi erauskomm, wéi dass den Import ugereegt, eis Ofhängegkeet vum Akaf vu Liewensmittel vergréissert ginn ass, wou kee gewuer gëtt oder an deem Mooss iwwerpréife kann, no wéi enge Standarden op deem Standort produziéiert ginn ass.

Här President, ech kommen zum Schluss. Déi wichtegst Punkte vun haut sinn a mengen Ae folgend:

Mir mussen d'Produzenten an d'Konsumenten erëm méi no beineebbréngen, wat de lokalen an de regionale Marché ugeet.

De Konsument entscheet mam Akaf vu senge Liewensmittel, wéi eng Form vu Landwirtschaft hien ënnerstëtzt.

De Beruff vum Bauer muss erëm méi attraktiv gestallt ginn.

Liewensmittelsouveränitéit ass keng Selbstverständlechkeet.

Zu gudder Lescht wëll ech e wichtige Merci äusseren, deen oft vergiess gëtt, an dat sinn nieft eise Liewensmittelproduzenten och dee ganze vir- an nogelagerte

Beräich, d'Distribution, de Liewensmittelenzelhandel an all weider Acteuren, déi der lokaler a regionaler Produktion eng Plaz an hirem Regal ginn, well d'Produktion ass déi eng Saach, d'Vermaartung ass déi aner Saach!

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Emering. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Claire Delcourt. Madamm Delcourt, Dir hutt d'Wuert.

Mme Claire Delcourt (LSAP) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kollegen, mir liewen an enger Zäit, wou mer eis bewosst musse ginn, dass eis Ernährung net nëmme eng privat Entscheedung ass – si ass eng gesellschaftlech Verantwortung. Wat mir iessen, huet Auswierkungen op eis Gesondheet, op eis Ëmwelt an awer och op d'Zukunft vun de kommende Generationen. Dofir sinn ech frou, dass mer hei esou e wichteg Thema elo an der Chamber haut debatéieren.

De Sujet vun deser Consultationsdebat ass ganz breet opgestallt. Mir sollen eis hei positionéieren zu net manner wéi sechs Aspekter vun der Ernährungspolitik, déi all eenzel derwäert wäert fir eng Diskussioun hei an der Chamber. Ech bedauern, dass et am Virfeld net wéi soss üblech méi konkret Froen, also eng Dokumentatioun vu méi konkrete Froen, gouf, wou mir hätte sollen eng Äntwert ginn. Bon, mir hu lescht Woch elo ganz kuerz an der zoustänneger Kommission de Kontext nach eng Kéier beschwat, mee den Debat gouf am Endeffekt net ganz an Déift virbereet. Mee bon, ech ginn dervun aus, dass mer dat an Zukunft vläicht kënne verbessern.

Eppes ass awer sécher: Mir mussen als Politik eis Verantwortung iwwerhuelen an eng kloer an nohalteng Ernährungsstrategie verfolge. D'LSAP gesäit an deem Debat deemno just en éischten Usaz an enger Diskussioun, déi mir awer onbedéngt an Zukunft musse verdeiwen. Dat ëmsou méi well den EU-Kommissär fir Landwirtschaft den 31. Mäerz an d'Chamber kennt, fir déi nei Ausrichtung respektiv d'Visioun vun der Agrarpolitik um EU-Niveau virstellen.

Ech erënneren drun, dass déi fréier EU-Kommission eng ëmfassend Ernährungsstrategie proposéiere wollt, déi eng nohalteng Landwirtschaft sollt förderen, déi kompatibel ass mat Ëmwelt- a Klimaschutz an eng gesond Ernährung vun der Bevölkerung erméiglecht. Ob déi nei Visioun nach derzou bäidréit, de Secteur méi nohalteng a méi resilient maachen, ass am Moment net sou kloer. Déi verännert Haltung vun der EU-Kommission, wat d'Reduktion vu Pestiziden an d'Deforestatioun ugeet, weist net grad an déi Richtung.

Ech wollt haut op e puer essentiel Punkten agoen, déi mer zu deser Debat wollten ënnersträichen. Den éischte Punkt ass, dass mir weiderhin un der „Farm to Fork“-Strategie festhalen, déi e wichtigen Deel vum Green Deal ass – fir ze erënneren: eebe fir 2050 klimaneutral ze ginn. Mir brauchen hei eng ambitiéis Politik, fir och nëmme eng kleng Chance ze hunn, den Erausforderunge vum Klimawandel gerecht ze ginn.

Vill Froe stelle sech an deem Kontext och ronderëm de Mercosur-Accord, deen ech awer kuerz wéilt hei uschwätzen. Mir géife ganz gärten héieren, wéi eis Regierung dozou steet, well eng Suerg vun de Baueren ass nämlech déi, dass méi wéi bis elo Produkter aus deene Länner kommen, déi net déi selwecht héich Standarde mussen erfëlle wéi dat, wat an der EU produziéiert gëtt. Mam Mercosur-Accord wiisst net

nëmme den Drock op eis Standarden, mee och de Präisdrock um Marché.

An deem aktuelle politesche Kontext wäerte weeder d'Konsumenten nach d'Memberstaate bereet sinn, méi Sue fir d'Landwirtschaft auszeginn. An dat bréngt Baueren a besonnesch Familljebetriber an eng existenziell schwierig Lag. Si wäerten nëmme dann eng Iwwerliewenschance kréien, wann et zu engem Richtungswissel an der EU-Politik kënnt, déi zënter Jore grouss industriell Produktionsbetriber favoriséiert. Wann dat net geschitt, brauche mir och net vun Zukunftsperspektive fir Jonker ze schwätzen, déi de Betrieb sollen iwwerhuelen.

Mir sinn och der Meinung, dass mir eng grondleeënd Reform vun eisem Ernährungssystem brauchen, sou wéi dat vun der „Farm to Fork“-Strategie virgesi war. Den Erhalt vun der Biodiversitéit, de Klimaschutz, d'Gesondheet an d'Kafkraaft vun de Konsumente spillen dobäi genauso eng wichteg Roll wéi d'Remuneratioun vun de Baueren, hir Produktions- a Verarbeitungs- oder d'Distribution vun de Liewensmittel. D'Landwirtschaft ass a bleibt e ganz wichtigen Deel vun eisem Ernährungssystem, dee mer mussen abannen.

En aneren an domadder zweeten Aspekt, dee genauso wichteg fir eis Gesellschaft ass, ass dee vun der Gesondheet. Eng gesond Ernährung muss ganz uewen op der Prioritéitlëscht vun der Regierung stoen. Et ass gewosst, dass vill Gesondheitsrisiken en direkte Lien mat enger falscher Ernährung hunn. De Plan national santé verdäit, wat mir am Prinzip all scho wëssen: dass vill Leit ze vill Zocker iessen – dorënner fallen ech och –, ze vill salzen an ze vill héichverarbeitet Liewensmittel konsuméieren, wat ënner anerem zu Obesitéit féiert. Dat sinn alles Risikofactoren, déi net seele mat verantwortlech si fir e fréizäitegen Doud. Am Plan national santé si Mesure virgesinn, fir d'Leit ze motivéieren, hir Iessgewunnechten ze änneren a méi Sport ze maachen. E Beispill heifir ass de Projet „Gesond iessen, méi beweegen“.

Dat Thema ass enk verbonne mat deem vun der Liewensmittelsécherheet. En drëtten Punkt, deen eis als LSAP also wichteg ass. D'Zesummeffiere vu verschidene Verwaltungen aus deem Beräich an der nei geschafener ALVA mécht eng staatlech Iwwerwaachung vun de Produkter, déi um Marché sinn, méi effizient an erlaabt et, dese Service esou weiderzeentwëckelen, dass d'Konsumenten och an Zukunft kënnen drop vertrauen, dass dat, wat op hirem Teller lant, déi héich europäesch Qualitätsstandarde erfëllt. Dës nei Attributioun ass eng grouss Responsabilitéit fir de Landwirtschaftsministère, an dowéinst wollt ech of froen, ob d'Madamm Ministesch mat der Madamm Gesondheitsministesch plangt, eng Strategie fir gesond a sécher Ernährung ze presentéieren. A falls jo, wéini wier mat enger Strategie do ze rechnen?

Am Kader vun enger Gesamtstrategie muss een iwwerdenken, wéi e bestëmmt Zilgruppe besser erreecht, ouni de Leit vun uewen erof Virschreften ze maachen. Sozial Inegalitéite spillen eng weesentlech Roll bei der Ernährung. Gesond Iessen dierf kee Luxus sinn. Allerdéngs ass dat net nëmme eng Fro vu Suen, mee och vu Bildung. Ernährungsbildung muss fir all Kand sécher gestallt ginn. Wéi wëll d'Regierung hei virgoen?

E weidere Baustee vun enger besserer Ernährung sinn eis Kantinnen an aner Kollektivkichen. Si kënnen e Bäitrag dozou leeschten, dass hir Clientë sech méi gesond an equilibréiert ernären. Dat ass eng besonnesch Erausforderung an de Spideeler an an Altersheemer, wou den individuelle Gesondheitszustand verstärkt muss berécksichtegt ginn. Iessen ass Medezinn. Hei brauch et besser Konzepte an eng

Prioriséierung, fir de Leit Molzechten ze bidden, déi si brauchen a verdéngen.

Eng nährstoffräich Ernährung hëlleft Patientinnen a Patientinnen an de Spideeler, méi séier erëm a Form ze kommen, d'Wondheulung ze férdere, d'Immunsystem ze stäerke. An Altersheemer leide vill Senioren a Seniorinnen ënner Mangelernährung, oft onbemierkt. E Manktem u Vitaminen, Proteinne, gesonde Fetter kann zu Schwächen, Infektione a Muskelofbau féieren. Iessen ass net nëmmen Nahrungsmiddel – et huet och eng sozial an emotional Bedeitung. Frësch preparéiert Molzechte steigere d'Wuelbefinden an d'Freed um Iessen. Trotzdeem gëtt et a villen Aariichtungen hei nach Erausforderungen, wann et ëm eng equilibréiert a frësch Ernährung geet.

A Schoulen oder Crèche kann dat gemeinsaamt Iessen och e pedagogeschen Zweck erfëllen. Anerersäits kënnen Gemeinschaftskiche mat hirer Akafspolitik d'Demande no lokalen a Bioprodukter erhéijen. Gutt Fortschréttler gouf et an deem Beräich nach ënnert der leschter Regierung bei Restopolis. An anere Strukture gouf et verschidde Pilotprojeten, zum Beispill am Kannerhaus Wolz oder bei Elisabeth ASBL oder am Lycée Ermesinde. D'Madamm Ministesch kann eis herno vläicht soen, ob do nach aner Acteuren derbäikomm sinn an ob aus deem Pilotprojet e Gesamtprojet ginn ass a wéi dës Projekte sech weiterentwéckelt hunn.

Mir sinn eis bewosst, dass et net méiglech ass, all d'Kantine gläichzäiteg esou ëmzestellen, dass se e groussen Undeel lokal a Bioprodukter verschaffen. Offer an Demanden mussen hei parallel entwéckelt ginn. Wichteg ass et, an Etappe virzegoen an esou de lokale Produzenten nei Ofzammleegkeeten ze schafen. Dofir brauch et eng gutt Zesummenaarbecht tëscht den Acteuren. De Ministère muss do onbedéngt eng Koordinatiounsroll iwwerhuelen an déi Entwécklung mat gezielten Aktiounen ënnerstëtzen. Als Beispill kéint een hei d'Formatioun vun de Käch an de Kantinnen nennen.

Dat ass och finanziell drobar. D'Erfahrung weist, dass e Menü mat lokalen a Bioprodukter net vill méi deier muss sinn. Mir géifen et awer begrëssen, wann de Staat déi Differenz kéint bei öffentleche Gemeinschaftskichen iwwerhuelen. Sou kann een déi lokal Produktioun ënnerstëtzen. Laang Transportweeër entfalle, wat souwuel am Interessi vum Klimaschutz wéi vun der Qualitéit vun de Liewensmëttel ass.

Fir et fir Kantinnen, awer och fir d'Bierger méi einfach ze maachen, lokal Produkter, déi gewësse Qualitätsnormen anhalen, ze identifizéieren, hu mir en Zertifizéierungssystem geschaaft. Dës Regierung huet sech an hirem Koalitionsaccord verpflichtet, dës System ze iwwerpräiwen an e gegebenefalls unzepassen. Huet d'Regierung de besteende System schonn evaluéiert? Wa jo, wat ass d'Resultat dovunner? Huet d'Regierung wëlle, de System ze iwwerschaffen? An, wa jo, op wat fir enge Punkten?

Mir erwaarden ënner anerem vun der Regierung, dass si sech um EU-Niveau staarkmécht fir en eenheetlechen Etiquette, deem den Konsument op den éischte Bléck weist, ob e Liewensmëttel méi oder manner gesond ass. An et gouf jo och elo hei och schonn ugeschwat: Ech denken do un den Nutri-Score.

E Sujet an deem Débat de consultation, deem ech elo nach net ugeschwat hunn, ass d'Verschwende vu Liewensmëttel. Do sinn och scho Virriedner e bësse méi drop agaan. Mee wann ech dat richteg gesinn, féiert d'Madamm Ministesch d'Antigaspi-Politik vun der viregter Regierung weider, wat mir natierlech begrëssen. Vu dass de Sujet Thema vun deem

Debat ass, wëlte mir virun allem méi genau vun der Madamm Ministesch wëssen, wat nei Projeten an Initiative vun dëser Regierung an deem Beräich sinn. Dat wier zum Beispill eppes gewiescht, wou mir eis méi Informatiounen am Virfeld vun deem Debat gewënscht hätten. Et gëtt awer sécher Geleeënheet, dat nozehuelen, well d'LSAP ass doriwwer eraus der Meinung, dass dës Sujet en eegene Debat verdéngt.

Mir fuerderen d'Regierung op, sech um EU-Niveau also derfir staarkzemaachen, dass sou wéi geplangt eng allgemeng Ernährungsstrategie ausgeschafft gëtt, déi a sech scho sollt virleien. Mir wënschen eis och, dass d'Regierung net ofwaart, bis dat lescht Wuert um internationalen Niveau geschwat ass, fir eng national Ernährungsstrategie auszeschaffen.

Wann d'Regierung konkret Pläng an deem Sënn op den Dësch leet, bezéie mir gär nach emol Stellung dozou. Virdu sollt mer eis awer an der zoustänneger Chamberskommissioun déi néideg Zäit huelen, fir deem Debat ze preparéieren. Wa mir nieft konkrete Regierungsproposen zu deenen eenzelnen Aspekter déi néideg Informatiounen iwwert déi aktuell Situatioun hunn, kënnen mir dës Propose bewäerten.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci, Madamm Delcourt. Mee erlaabt Der nach, dass d'Madamm Cahen Iech eng Fro stellt? Madamm Cahen.

Mme Corinne Cahen (DP) | Jo, villmools merci. Villmools merci och, Madamm Delcourt. Dir hutt vun den Altersheemer geschwat a vun der sozialer an emotionaler Bedeitung vum Iessen an den Altersheemer. Allerdéngs hutt Der awer och gesot, dass an der Struktur fir eeler Leit net onbedéngt equilibréiert giess gëtt.

Mme Claire Delcourt (LSAP) | Net an allen.

Mme Corinne Cahen (DP) | An ech mengen, dass dat eng pauschal Ausso ass, well meng Erfahrung déi ass, dass awer sech ganz vill Gedanken gemaach gëtt, och iwwert d'Konsistenz iwwerens vum Iessen, wat ganz wichteg ass, mee och iwwer lokal Produiten, regional Produiten, déi do zerwéiert ginn an den Altersheemer. An ech mengen, dass eeben esou pauschal Aussoen net direkt eppes weiderbréngen. Dofir wollt ech just eng Kéier froen, u wat Der dat festmaacht. Villmools merci.

Mme Claire Delcourt (LSAP) | Jo, also bon, ech hat probéiert, dass et net sollt ze vill pauschal eriwierkommen. Et sinn natierlech Leit, déi u mech eruegertuede sinn, déi mer gesot hunn, dass et net iwwerall esou ass. Dat ass kloer. Dat ass net dat, wat ech an där Hinsicht wollt soen. Ech wollt just awer drop opmierksam maachen, dass et jo genau net iwwerall de Fall ass. An ech ka mer denken, dass Efforte gemaach ginn. Mee ech denken, dass awer och nach mussen méi Efforte gemaach ginn, eebe grad wann ee seet: „individuelle Gesondheitszustand“. Ech mengen, deem ee Patient brauch vläicht eppes aneres wéi deem aneren an dass mer do einfach nach mussen méi an d'Déift goen. Wéi gesot, déi eng, déi kënnen sech vläicht manner bewegen. Do ass de Muskelopbau ganz, ganz wichteg. Anerer, déi hu vläicht Diabeteaserkrankung, déi brauchen eng aner Ernährung. Et ass éischter dat, wat ech wollt ervirhiewen, an dass mer do nach kënnen Efforten no uewe maachen.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci, Madamm Delcourt. An da wier et elo un der Madamm Lexy Schoos. Madamm Schoos, Dir hutt d'Wuert.

Mme Alexandra Schoos (ADR) | Här Chamberspräsident, léif Kolleginnen a Kollegen, fir d'ADR gi gesond Ernährung an eng Offer u lokalen a saisonale Produkter Hand an Hand. An deem Kader begrësse mer d'Informatiounscampagnen ewéi zum Beispill „Sou frësch, sou Lëtzebuerg“, wéi mer haut och schonn héieren hunn, déi op enger eegener Internetsäit d'Bevëlkerung sensibiliséieren, saisonal a regional anzekafen. Dës huet zousätzlech de Virdeel, dass d'Leit ugehale ginn, frësch a weëneg verschaffte Liewensmëttel ze kafen, also lokal Produkter der industrieller Liewensmëttelproduktioun virzeéien.

Dem Nutri-Score, deem sti mir awer éischter e bësse méi kritesch vis-à-vis. De Grad vun der Veraarbechtung an de Gebrauch vun Zousatzstoffen ginn am Nutri-Score nämlech net berécksichtegt. Esou hunn zum Beispill och d'Verrieder vun der Chambre des Métiers drop higewisen, dass den Nutri-Score dacks enger Mogelpackung ähelt. Si féieren hei d'Beispill un, dass e Konsument, dee bewosst op seng Ernährung wëll oppassen, dacks leider éischter virveaarbecht an agepaakte Brout, zwar mat engem Nutri-Score A, keeft, ewéi sech fir de lokale Bäcker ze entscheeden, deem eng manner verschaffte Wuer ubitt. De selwechte Prinzip kann een och op vill aner Wuere-segmenter, wéi zum Beispill d'Fleeschwuere, bezéien. An et heescht och net, dass eppes mat engem Nutri-Score C zum Beispill net gesond ass. Et soll een et just an entspreche Moosse consomméieren.

Mir wëllen an deem Kontext de Bierger och net erzéien, an dach d'Bewosstsi stäerke, léiwer lokal ewéi industriell Iesswuere anzekafen. Mir begrëssen all Campagne, déi d'Bevëlkerung op d'Vilfalt vun der heemescher Liewensmëttelproduktioun opmierksam mécht: Sief dat Geméis, Uebst, Fleeschwuere, Mëllechprodukter, Eeër, Miel, Hunneg, Rapsueleg – alles kann een aus heemescher Produktioun kafen. Fenzel Verbänn a Kooperativen, wéi zum Beispill déi ganz vilfältig Produktioun vu Liewensmëttel aus dem Ourdall oder de Projet „Mëllerdaller Produzenten – Veräin stäerke, Zukunft gestalten!“, mussen ënnerstëtzt a geféiert ginn. Och d'Ab-Hof-Vermarktung muss geféiert ginn. An dat fänt scho bei einfache Saache wéi bei Stroosseschëlder am Duerf un.

Et sinn awer sécherlech nach Efforten ze maachen, wat dës Visibilitéit ugeet. Initiative wéi zum Beispill „Sou schmaacht Lëtzebuerg“ si ville Bierger nach net bekannt. Dës Sujeten, also saisonal, regional a gesond Ernährung, missten all scho vu Klengem un, an do mengen ech vun der Crèche un, de Kanner méi no bruecht ginn. D'Theorie ass dobäi awer net alles. Parallel misst et hinne och virgelieft ginn, an dat fänt an der Kantine vun zum Beispill de Maison-relais un, fir dass si an deem wichtigen, prägenden Alter scho mat den entsprechechte richtige Gewunnechten opwuessen. D'Wichtegkeet vun dëser Thematik gëtt hautzudaags nach vill ze vill ënnerschat, an dat spigelt sech an eisen Zuele widder, déi mir zum Beispill bei Iwwergewicht an Häre-Kreeslaf-Erkrankungen kennen.

Den Antigaspi: D'Liewensmëttelverschwendung an den Industrielänner stellt en akute Problem duer. Tëscht engem Véierel an der Hallschent vun de produzierte Liewensmëttel flitt an d'Poubelle. Schätzungen ginn dovun aus, dass d'Liewensmëttelverschwendung bis zu 8 % vun de weltwäiten Zäregasemissiounen ausmécht. All Ressourcen, déi an déi produzierte Liewensmëttel investéiert ginn, also Landmaschinnen, Kraaftstoff, Düngemëttel, Waasserverbrauch, ginn an héijem Mooss verschwent. An der Äntwert op eng parlamentaresch Fro iwwert d'Liewensmëttelverschwendung vum Kolleg Fernand Kartheiser geet d'Regierung drop an, dass eng Antigaspi-Informatiounscampagne organiséiert ginn ass.

Dat geet an eisen Aen awer net duer. Zwar gëtt zum Beispill d'Internetsäit antigaspi.lu dem Konsument an och dem Horeca-Secteur Informatiounen, wat si am Alldag géint d'Liewensmëttelverschwendung maache kënnen, et feelt awer zum Deel u konkreeten Ureizer, fir géint d'Liewensmëttelverschwendung virzegoen. Hei bräichte mir ganz kloer eng national Kennzeechnung – mir kënnen och iwwer eng europäesch nodenken, mee op jidde Fall mol eng national –, déi de Konsument encouragéiert, Liewensmëttel fir d'éischt ze kucken, ze richen oder ze schmaachen, iert ee se an d'Poubelle geheit.

D'Grande distribution, esou geet och aus der Äntwert ervir deemools op déi parlamentaresch Fro, soll déi Produiten, déi net verkaaft goufen, entweder iwwert de Wee vun Donen u karitativ Associatiounen weiderginn oder se fir Déierfedder zur Verfügung stelle respektiv fir ze kompostéieren oder methaniséieren. Dat, a priori, kléngt gutt, mee nëmmen d'Supermarchéen ab 400 Meeterkaree Verkaufsfläch mussen e Plan de prévention des déchets alimentaires erareeche, esou heescht et an der Äntwert. Auer Supermarchéë kënnen sech op fräiwëlleger Basis bedeelegen. Als ADR si mir zwar dergéint, Betriber ze dirängelen, konkret misst d'Politik awer d'Zügel an d'Hand huelen, fir zousätzlech Ureizer ze schafen, fir all Zort vun Liewensmëttelverschwendung ze bekämpfen.

Komme mer zum Equiliber tëschent dem Präis vun de Produkter an dem Revenu vun de landwirtschaftlechen Acteuren. D'Gewënnmarge a wat op déi landwirtschaftleche Acteuren offält, ass staark volatil. Eenzeg déi staatlech Ënnerstëtzung ass e Fixpunkt an der Käschteberechnung vum Bauer. Geifen och am europäesche Kontext keng Subside méi ausbezuelt, geifen d'Liewensmëttelpräisser ëm ronn 100 % klammen. An dat mécht mer an der aktueller geopolitischer Lag och e bësse Suergen.

D'Bauere brauchen dofir Planungssécherheet, well si kënnen just laangfristeg op Marktschwankunge reagéieren, zum Beispill bei den Energiepräisser, Düngepräisser, Uschafe vu landwirtschaftlechem Material, Land et cetera. Beim Rand zum Beispill vergi vun der Besamung bis zur Schluechtung nämlech dräi Joer. Dat sinn dräi Joer Invest vum Bauer. Fir Feldfrüchte ëmmerhin ee Joer. Marktschwankunge während där Zäit sinn zum Deel vum Kapitalinvest vum Bauer gedeckt. Och beim fleegintensive Saatgutt besteet méi Risiko. Et ass also de Constat, datt de Bauer méi engem héije Risiko ausgesetzt ass ewéi déi weiderverschaffend Industrie oder Betriber, déi direkt duerch d'Upasse vum Präis op kuerzfristeg Schwankunge reagéieren kënnen.

Fir dëst ofzefiedere, mussen mir de Baueren also mat Planungssécherheet entgéintkommen. D'Gesetz mussen laangfristeg geduecht ginn an Direktiven an Oplage mussen am Aklang si mat enger laangfristeger Planung an domat Ofsecherung vum landwirtschaftleche Betrib.

Komme mer zur Liewensmëttelsécherheet. An den Ae vun der ADR, a fir mech, deen an deem Beräich geschafft huet bis den Oktober 2023, ass d'Liewensmëttelsécherheet dat Wichtigst an där haiteger Debatt. D'Liewensmëttel mussen sécher si fir de Konsument. Dat ass keen Diskussiounspunkt, dat muss eng Prioritéit sinn. Ech erënnere just un de Fall vun de Schokoladeseer vu viru quasi genau dräi Joer, wou et zu enger Kontaminatioun mat Salmonelle koum an der Industrie.

De One-Health-Usaz am Kader vun der onmëttelbarer Gefor vun Antibiotikaresistenz muss och zu de Prioritéite gehéieren. Mir stinn d'Hoer zu Bierg, wann ech matkréien, dass de Plan national antibiotiques – ech

weess, dat ass en anere Ministère – reduzéiert soll ginn. Dat kann an dierf et net ginn! Experte gi Prognosen, dass 2050 10 Milliounen Mënschen alljoers wéinst Resistenz stierwen. Mir müssen hei ministèreiwwergräifend schaffen: Landwirtschaft, Santé, Ëmwelt. D'Ëmwelt gëtt hei ëmmer erëm vergiess. De One-Health-Prinzip muss och op déi cheemesch Aspekter ausgeweit ginn. Mir haten elo eréischt en Dëschden d'Diskussioun iwwert d'PFAS.

Mir brauchen dréngend eng Simplification administrative an eise Verwaltungen am Beräich vun der Liewensmëttelsécherheet duerch integréiert Kontrollsystemer an en Zesummeleeë vun de Kontrolle vum ganze Ministère an enger Verwaltung. Do begrësse mir natierlech, dass endlech d'SecuAlim vum LNS an d'ALVA komm ass.

Fir d'Gesondheet vun de Liewensmëttel ze garantéieren an de Baueren eng fair Kompetitioun ze erméiglechen, mussen mir d'Importtoleranz vu Réckstänn vu Planzeschuttmëttelen op Réckstänn vu veterinärmedezinneschen Medikamenter ausbauen. Mir dierfen net toleréieren, dass Liewensmëttel mat geentoxeschen a kribberreegende Réckstänn duerch den Import de Wee op eise Liewensmëttelmarché fannen.

Zu gudder Lescht brauche mir och onbedéngt eng Nutrivigilance, ewéi se schon an eisen Nopeschlänner besteet. Dëst ass d'Iwwerwaachung vum Konsum an d'Kontroll vun Nahrungsergänzungsmëttelen, neiaartege Liewensmëttel, ugeräicherte Liewensmëttel oder sougenannte Energydrinks an anere Produkter. D'Consummation vun dese Produite kann zu unerwünschten Niewewirkunge féieren. Fir déi schnell ze erkennen an d'Gesondheet vum Konsument beschtméiglech ze schützen, brauche mir eng Nutrivigilance, sou wéi mir et scho vun der Pharmacovigilance kennen.

Wéi Der gesitt, hunn ech meng Zäit schon iwwerzunn, an et géif nach ganz vill ze soe ginn.

(Interruption)

VLäicht kann d'Madamm Minister – an ech mengen, wann ech d'Madamm Delcourt grad richteg verstane hunn, huet si dat Uleies och – mat deene Punkten, déi si zrëckbehält, mee awer och wa si nach eng Kéier oppe fir Diskussiounen ass, eng Kéier an d'Kommissioun kommen eis hiren Aktionsplang am Detail virstellen.

Ech soen Iech alleguer Merci fir d'Nolauschtenen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci, Madamm Schoos. An da ginn ech d'Wuert un déi honorable Madamm Joëlle Welfring. Madamm Welfring, Dir hutt d'Wuert.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Merci, Här Präsident. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir eng nohalteg Ernährung vun der Bevëlkerung ze suergen, dat ass eng prioritär Aufgab vun all Regierung. Iessen ass keng simpel Wuer, mee en allgemengt Gutt, an d'Definitioun vun enger gelongener Ernährungspolitik brauch kloer Ziler a Prioritéiten, fir dëst Gutt am Interessi vum Allgemengwuel ze garantéieren an zäitgläich aner dringend gesellschaftlech Erausforderungen unzegoen.

De Regierungsprogramm hei am Land liwwert éischt Orientéierungen zu dësen Ziler. Hei ass ënner anerem rieds vun Nohaltegkeet, Resilienz an Diversitéit. Am Schreiwes, wat dësen Debat initiéiert, féint een ausserdeem Begrëffer wéi Gesondheet, Regionalitéit, Saisonalitéit, Sécherheet an equilibréiert Präisser. Dës Zilusätz ginn, denken ech, vu kengem heibanne contestéiert, an awer si se eise Opfaassung no net

komplett, well – an et wäert Iech elo net erstauen – ënner anerem den Ëmweltaspekt feelt, mee dorop kommen ech elo gläich nach eng Kéier zeréck.

D'Fro vun den Ziler – oder méi einfach gesot: Wéi eng Ernährung wëlle mer fir eis Zukunft? – kléngt vläicht theoreetesch, mee se ass vun zentraler Wichtigkeet a kann nëmme beäntwert ginn, wa mer eis déi richteg Prioritéitekombinatioun ginn, an zwar mat alle betroffenen Instanzen. An domat wäert mer beim Kärstéck vun dëser Debatt haut: dem Gesamtkonstrukt, dem komplette System, deen e Land oder eng Region brauch, fir seng Bevëlkerung nohalteg mat Iesswueren ze versueren.

En Ernährungssystem besteet net just aus Hiersteller, Verbraucher an den zoustännge Regierungsentitéiten, wéi zum Beispill Gesondheet, Ëmwelt, Bildung oder och Landesplanung, mee aus engem Ensembl vum Acteuren, wéi zum Beispill den Tëscheveraarbechter, dem Handwierk, de Grossisten, der Distributioun, der Restauratioun, der Recherche an deene ville Leit aus der Zivilgesellschaft, déi sech dagdeeglech beméien, fir nei an nohalteg Weeër virzebereeden.

Nëmmen andeem d'Wirkungskraaft vun all dësen Acteuren eescht geholl gëtt a si oder hir Representanten net just zum Schän, als en noutwendeg Iwwel, befrot, mee an all déi wichteg Etappe beim Opsetze vun eiser Ernährungspolitik richteg agebonne ginn, kann heibäi e sënnavollt, ëmsetzbaart Resultat entstoen.

Wéi eng aner Aspekter si fir eis Gréng wichteg, wann et drëms geet, mat der ganz limitierter Lëtzebuerger Fläch d'Awunner gesond an nohalteg ze ernären? Fir heirop kënnen ze äntwerten, wëll ech op dräi Hauptziler agoen.

Éischtens d'Fairness vum System a vun de Präisser. Et ass schon ugeklongen: D'Bauere verdéngen oft net genuch fir hir Produkter, déi dann zum Deel trotzdem fir eng Partie Mënschen ze deier sinn. Als Äntwert op meng parlamentaresch Ufro iwwer fair Präisser hat d'Madamm Ministesch matgedeelt, dass am Géigesaz zum Ausland d'Produzenten hei am Land vum héije Liewensstandard géife profitéieren.

Mir liewen awer net op enger Insel, an et ass bekannt, dass, fir d'Demande vun de Konsument/innen hei zefridenzustellen, Leit an anere Länner, zum Deel och an der EU, ausgebeut ginn. Beispill: Migranten, déi dacks ënner extreem haarde Bedingungen op de Felder a Südeuropa schaffen, an dat fir Bezuelungen, déi keen Europäer géif akzeptéieren, well d'Präisser vun der Distributioun ze staark gedréckt ginn an de Baueren net vill Choix loosse.

Mir dierfen dës Realitéit ausserhalb vun eise Grenzen net ignoréieren, well och si ass Deel vun eisem Ernährungssystem. Eis Regierung muss sech op allen Niveaue dierf asetzen, dass effikass Léisungen ëmgesat ginn. Den europäeschen Observatoire vun de Präisser an eng besser Ëmsetzung vun der Direktiv iwwer de-loyal Handelspraktik ginn net duer. E konsequenten Asaz fir déi kleng Produzenten an eng transparent Etiketterung, zum Beispill och vum Präisundeel, dee reell bei de Produzenten ukëent, si wichteg Usätz, fir de System méi fair ze gestalten, geneesou wéi Moossnamen, fir gesond, lokal Liewensmëttel fir Leit mat niddregem Akommes zougänglech ze maachen.

Zweete Punkt sinn déi planetär Grenzen. Et ass leider net erstaunlech, dass bei de proposéierte Sujete vun der Regierung d'Ëmweltaspekter ausgeklammert goufen. Dobäi seet d'Wëssenschaft eis méi kloer wéi jee, dass Diversitéit eng Stärkt vun all System ass a méi widderstandsfäeg mécht a kriseresilient mécht, net nëmmen an ëmwelt- a klimateschen

Aspekter, mee och bei Liwwerkettenenkpass an och bei ekonomescher Instabilitéit. Sait dem Rapport vun der IPBES (ndlr: Intergovernmental Science-Policy Platform on Biodiversity and Ecosystem Services) vum Dezember 2024 ass et nach emol mat meisten Zuele beluecht: Wa mer bei gesellschaftlech wichtege Decisiounen d'Aarteveifalt net systematesch matdenken, da bezele mer an Zukunft méi deier dofir, well mer domat eis Ernährungssystemer schwächen.

Dofir ass et fir eis evident, dass an eiser zukünftger Ernährungsstrategie d'Ëmweltverdréiglechkeet vum System eng zentral Roll spille muss, well eis Iessgewunnechten hunn net just e groussen Afloss op d'Gesondheet vun de Mënschen, vun eis Mënschen, mee och op d'Gesondheet vun eiser Loft, eise Buedem an eise Waasser.

Den 2.000-Quadratmeter-Aker-Projet brécht déi komplex Fro, wéi een eeben eise limitéierten Territoire kann notzen, fir eis Populatioun op eng nohaltig Aart a Weis ze ernären, ganz didaktesch op eist Land erof. D'Prinzipien, déi hei applizéiert ginn – méi Ubau fir direkt mënschlech Ernährung, nom Motto „Food, not feed“, méi geschlossene Kreesleef a méi Biolandwirtschaft –, mussen eng zentral Roll an der zukünftger Ernährungsstrategie spillen. Et wier dofir och wichteg, sech iwwert de Stand vum nächste Bioaktiounsplang an der Kommissioun auszetauschen. Mir hunn an dësem Sënn och eng Demande erageeert.

Den drëtten Punkt ass: d'Ernährungssouveränitéit stäerken. Lëtzebuerg ass a bleift op gutt Handelsrelatiounen, ënner anerem mam noen Ausland, ugewisen, mee mir importéieren net nëmme e groussen Deel vun eise Liewensmëttel, mee och vum Fudder, Dünger an anerem externe Betriebsmëttelen. Dës mécht eise System vulnerabel a reduzéiert d'Ertrag fir d'Bauerebetriber. Och fir dës Erausforderunge gëtt et Léisungen, fir déi mer mussen déi néideg Offenheet weisen.

Här President, zu weidere wichtege Stellschrauwen, un deene gedréit muss ginn, gehéiert ganz konkret, d'Hiewelwierkung vum Staat voll auszenotzen, engersäits fir den Ofsatz ze garantéieren an anerersäits och fir Konsumgewunnechte positiv ze beaflossen. Eng Pist, fir deene klengen, lokalen a Bioproduzenten ze erméiglechen, dat ganz Joer iwwer hir Wuer ofzesetzen, ass eng méi breet Notzung vun der erfollegräicher Plattform „Supply4Future“, zum Beispill och fir Spideeler, Altersheemer a Prisongen. Heizou wëllt ech eng éischt Motioun virleeën, Här President.

Motion 1

«Élargissement du système Supply4Future»

La Chambre des Députés,

considérant

– le succès de la plateforme numérique «Supply4Future» pour la promotion de l'approvisionnement en produits biologiques et locaux dans les cantines scolaires et universitaires ;

– que le modèle appliqué avec «Supply4Future» permet

- de favoriser une alimentation plus durable et locale,
 - d'ouvrir de nouvelles perspectives pour les agriculteurs.
- trices luxembourgeoises en leur garantissant des débouchés stables et élargis,
- renforcer les circuits courts, en contribuant activement à la structuration et à la pérennisation de la production agricole régionale,

invite le Gouvernement

– à mettre en place un système d'approvisionnement dynamique suivant le modèle «Supply4Future» pour d'autres structures de restauration collective sous la tutelle de l'État,

afin d'accroître davantage les débouchés pour les agriculteurs, trices biologiques et locales, aux, notamment dans les mois d'été, et de soutenir ainsi l'alimentation durable et locale ;

– à encourager des initiatives similaires pour la restauration collective dans d'autres secteurs.

(s.) Joëlle Welfring, Djuna Bernard.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci, Madamm Welfring.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Eng weider Stellschrauf ass, d'Liewensmëtteloffall ze reduzéieren. Dat ass schonn ugeklonge virdrun. Iwwert déi vun der Regierung geplangten Antigasi-Campagne eraus gëtt et hei nach vill Loft no uewen. Ech mengen, dat hat d'Ministesch och virdru gesot. Dës weisen och déi konkret politesch Fuerderungen, déi ganz rezent vu siwe Lëtzebuurger Organisatiounen presentéiert goufen an déi mer mat dëser zweeter Motioun wëllen ënnerstëtzen. Wannechgelift.

Motion 2

«Réduction du gaspillage alimentaire»

La Chambre des Députés,

considérant

– que le programme gouvernemental 2023-2028 prévoit le renforcement des efforts dans le domaine de la lutte contre le gaspillage alimentaire ;

– l'importance de la lutte contre le gaspillage alimentaire et la nécessité d'une approche cohérente à travers toute la chaîne de valeur, de la production à la consommation,

invite le Gouvernement

– à donner une base légale à l'objectif de réduction du gaspillage alimentaire de -50 % jusqu'à 2030, couvrant l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement, du champ à l'assiette ;

– à améliorer le système de suivi et de contrôle du gaspillage alimentaire couvrant l'ensemble de la chaîne de valeur, du champ à l'assiette, afin d'assurer une réduction efficace et mesurable ;

– à développer un programme de soutien pour les acteurs, trices (du monde agricole, de la distribution, du commerce, de la restauration, de la recherche, ...) qui développent des projets visant à réduire le gaspillage alimentaire ;

– à instaurer une obligation de don des denrées alimentaires encore consommables, accompagnée de sécurité juridique pour les donateurs, trices ;

– à s'engager au niveau européen pour la suppression de la date de durabilité minimale ;

– à promouvoir davantage la campagne Antigasi.

(s.) Joëlle Welfring, Djuna Bernard.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | An dee leschte Punkt, dee wichteg ass, ass, dass op d'Wëssenschaft an op d'Zivillgesellschaft gelauscht gëtt. Och hei am Land gouf vum Beispill scho vun öffentleche Fuerschungspartner vill ganz nëtzlech Viraarbecht gelescht, déi et erlaabt, mat allen Acteuren, a ganz, ganz kloer och zesumme mat de Bauerevertreider, duerchduchten Zukunftszenarioen ze entwéckelen an d'Vir- an Nodeeler jeeweils kloer ze benennen. Dofir meng Fro: Wéi gedenkt d'Ministesch, vun dëser Dynamik, déi et um Terrain gëtt a Saachen Ernährung, net zulescht och duerch d'Konstituierung vun engem Ernährungsrot, ze profitéieren?

Problemer léise sech ni mat der selwechter Denkweis, duerch déi se iwwer vill Joerzénge entstan sinn. A mir mussen offen an inklusiv un dës komplex Froen

eruegen an zesumme mat deene ville betraffene Secteuren déi richteg Prioritéite setzen, fir eise System laangfristeg op méi sécher Féiss ze stellen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Madamm Welfring. An d'Wuert ass elo fir den honorabelen Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Also, d'Iesswuere si méi wéi Geld an et ass dat Wichtigst, wat mer am Liewen hunn. Ech sinn och frou, dass mer haut eng Diskussioun kënnen féieren, déi e bësse méi roueg ass an e bësse méi souverän, wéi dat virun zwee, dräi Joer vläicht hei de Fall war, wéi mer an d'Chamber komm sinn a Protester virun der Dier waren, wa mer iwwer Agriculture geschwat hunn, oder Stiwwele laanscht d'Stroosse stoungen.

Ech fannen, dass déi nei Regierung do eng gutt Aarbecht mécht an dass mer och mam Christophe Hansen elo gutt opgestallt sinn. Elo muss just nach geliewert gi vun deem, wat d'Madamm Hansen an den Här Hansen bis elo an de Riede versprach hunn.

Une voix | Très bien!

M. Marc Goergen (Piraten) | Vun eis aus geet de Respekt an alleguerten d'Bauern, déi et op sech geholl hunn, eis mat Liewensmëttel ze versueren, a virun allem un d'Jugend, déi un de Beruff gleef an dee Beruff wäert ergreifen.

Et ass kee Geheimnis: Ech sinn och ee vun deene gudde Konsumente vun de Liewensmëttel. Ech si kee Virbild, well ech warscheinlech och ze ongesond konsuméieren, ob dat Lëtzebuurger Produite sinn oder, wéi bekannt, och emol heiansdo Fastfood.

(Interruption)

Mir Piraten sinn awer der Meenung, dass et net un der Politick soll sinn, virzeschreiwen, wat een ësst, wéini een ësst ...

(Interruption)

... a wéi ee soll liewen. Fir eis Piraten ass déi Fräiheet ganz wichteg, och wann een transparent derfir suerge soll, wéi eng Produiten ee benotzt an ësst.

Lëtzebuurger Liewensmëttel hunn eng besser Qualitéit a Lëtzebuurger Liewensmëttel solle sech net op de Marché aloossen, fir mam Präis matzehalen, well dat ass eppes, wat een ni gewanne wäert.

Et ass eng bewosst Kennzeechnung, déi muss stattfannen, eng Transparenz vun de Lëtzebuurger Produkter. Et ass deen eenzege Wee fir eis, fir dass mer d'Produkter un de Konsument bréngen. An dozou gehéiert och eng Verbesserung vun der Transparenz, well heiansdo, wann een an d'Supermarkéë geet, ass et awer e bëssen irreführend. Dann ass vläicht e Logo vun engem Lëtzebuurger Supermarké drop an dann dréint een awer vläicht d'Zoossiss ëm an dann ass e BE-Kennzeechen drop, wou d'Leit sech da geduecht hunn, eppes Guddes ze maachen a vläicht e Lëtzebuurger Produite ze kafen, well do dann den Design op Lëtzebuurger gesch ass, mee awer d'Wuer, déi dran ass, eng aner ass. Dat ass eng Transparenz, déi mer mussen schafen.

An ech hat dat an de leschte fënnef, sechs Joer schonn ëfters hei gesot: Mir hätte gär e QR-Code drop, dass ee ka ganz bequiem noliessen de ganze Produktiounsverlaf, d'Ingredienten, Allmëigleches, well ... Also, ech gesi jo elo nach gutt, mee och fir mech ass et ëmmer méi schwieereg, fir hannedrop ze liesen, wat iwwerhaupt an deene Produkter dran ass a wou se hierkommen. Well ech mengen, d'Produzente schreiwen och ëmmer méi bewosst méi kleng.

Dat selwecht an de Restauranten. Hautzudaags geet een an e Restaurant, et weess een net, ob een do e Lëtzeburger Bifdeck huet, en hollänneschen oder e belschen. Och do muss fir eis Transparenz kommen. Et muss ganz kloer an der Kaart gekennzeechent sinn, wou d'Wueren hierkommen. Jo, déi eng Spaghetti kascht dann eeben 10 Euro, mee mer wësse jo mol net, wou e säi Fleesch hier huet, fir seng Bolognese ze maachen. Deen aneren, dee vläicht Lëtzeburger Fleesch benotzt huet, dee verkeeft se op 15, 16 Euro. Mee da kommt, mir kennzeechen dat och. An dat ass net nëmme, dass mer déi kennzeechen, déi Lëtzeburger Fleesch huelen, mee mer mussen awer och déi kennzeechen, déi kee Lëtzeburger Fleesch hunn. Well do läit d'Kruz. Well Verschiddener kennzeeche jo fräiwëlleg, mee dat bréngt awer dann näischt, wann déi aner et net kennzeechen.

Dat selwecht an de Metzlerien. Oft geet ee jo mat guddem Gewëssen an d'Metzlerie. Et ass awer leider do – oder bei ville Metzleren – esou, dass een un der Théik guer net gesäit, wou d'Wuer hierkënn. Do muss ech da soen: An de Supermarché sinn et der, déi op de Verpackung souguer ganz genau schreiwen, wéi e Bauer, wéi en Duerf et war. Dat ass virbildlech. Bei de Metzlerien ass dat leider net ëmmer ze fannen. An dat ass e Wee, dee mer och musse verbessern, fir dass déi Transparenz hiergestallt ass, wann ee lokal an d'Épicerie oder bei de Metzler geet, dass een do och direkt weess: Wou kënnst mäi Poulet, wou kënnst mäi Randfleisch hier?

Da Staat a Gemengen. Also, ech hu mer de Mond fuseleg geschwat, wéi ech deemools nach am Gemengerot war, dass mer an de Maison-relaisen an an de Crèche solle mäi lokal Produkter huelen. Ech krut ëmmer gesot: „Dat geet net. Maache mer net.“ Dat ass awer eng Pist, déi mer solle weider verfolge. Ech weess, dass mer net all Produkter zu all Zäit kënnen hu fir d'Maison-relaisen an dat, wat staatlech ass, mee mer mussen awer higoen an et op d'mannst probéieren.

A mir mussen de Baueren et méi einfach maachen. Dir hutt virdrun d'TNS ILReS ugeschwat. Dee gréisste Problem ass d'Bürokratie. An ech mengen, dat ass déi gréissten Erausforderung, déi d'Madamm Hansen huet, an och den Här Hansen an Europa, fir dat ewechzekréien. Well et kann net sinn, dass de Bauer herno méi Zäit virum Schierm wéi am Stall verbréngt.

An da muss de Staat och higoen – fir eis Piraten – a souguer e Mindestpräis garantéieren, fir dass de Bauer seng Wuer ka verkafen. A wann dee Mindestpräis um Marché net erreecht ass, dann ass et fir eis esou, dass de Staat muss agräifen, fir déi Wueren ze garantéieren.

Dann den Déiereschutz. Deen ass fir eis immens wichteg. A fir eis ass et dofir och wichteg, dass Lëtzeburger Produkter verkaf ginn, well mer der Iwwerzeegung sinn, dass, wa Lëtzeburger Baueren hir Produkter verkafen, do vill méi Déiereschutz dran ass, wéi wa mer dat aus dem Ausland bëlle importéieren.

Dann, d'Liewensmittel sollen och op eis Gesondheet oppassen. Mir haten déi Diskussioun schonn dës Woch mat enger Motioun vun déi gréng. D'Liewensmittel dierfen eis net krank maachen. Mir musse ganz genau kucken, wéi eng Zousazstoff drakommen, wéi eng Medikamenter d'Déiere gesprézt kréien, wat d'Baueren um Terrain uwenden. Dat ass immens wichteg, well dat mécht herno de Konsument krank. An ech mengen, dat wëll guer keen.

Da bei de Schoulen. Mir mussen do usetzen, dass vu Jonkem un d'Konsumente sensibiliséiert ginn, fir gesond Produkter an och regional Produkter ze huelen. A firwat net mat de Schoulen och emol kucke goen?

Ech weess, bei eis zu Rolleng ass dat elo e bësse méi einfach. De Bauer ass vis-à-vis vun der Primärschoul, do ass et méi einfach. Mee firwat net emol an d'Betriber kucke goen an de Kanner dat direkt nobréngen?

Dann ass eng ganz grouss Suerg, déi mer hunn, Mercosur. Mir gesinn, dat wäert de Landwirtschaftsmarché an Europa, och zu Lëtzebuerg, op d'Kopp geheien. D'Ëmweltbelaastunge si ganz anescht an déi wäerten och weider steigen, wa mer de Mercosur sollten ënnerschreiwen. Et gëtt och Etüden, déi besoen, dass 25 % vun de Betriber an Europa – ech ginn dann dervun aus, dass d'Zuel zu Lëtzebuerg änlech wäert sinn – kéinten, virun allem déi kleng, verschwannen, sollt Mercosur ënnerschriwwen. Dat heescht, ech warne ganz kloer virdrun: Iwwerleet Iech nach eng Kéier, ob Der dee Mercosur do wäert matdroen. Also, mir Piraten wäerten et net maachen, virun allem well mer duerno, wann d'Betriber bis zougemach hunn, ofhängeg sinn.

Dann zur Liewensmittelverschwendung. An do hunn ech eng Motioun matbruecht. Dat ass och en Thema, wat ech schonn an deene fënnef, sechs Joer ëfters hei ubruecht hunn. An ech hoffen, dass ech bei der neier Regierung do op oppen Ouere stousen, well et deet mer ëmmer wéi, wa mer Produkter hunn, déi nach gutt sinn, an déi ginn ewechgeheit, während mer op der anerer Säit Leit hunn, déi sech näischt kënne kafe fir ze iessen. Dofir hunn ech haut eng Motioun matbruecht, déi e bëssen an d'Richtung geet vum franséische Modell, fir hinzugeen, dass d'Supermarché mussen déi Produkter, déi nach gutt sinn, enger ASBL zur Verfügung stelle fir Leit, déi sech et leider net leeschte kënnen.

Merci.

Motion 3

D'Chamber vun den Deputéierte stellt fest:

– *Liewensmittel ze produzéieren, verbraucht Ressourcen an all Acteur an der Produktiounsketten ass dofir verantwortlech, dass d'Liewensmittel zum Schluss fir d'Ernährung verwert ginn an net einfach ewechgeheit ginn.*

– *Déi effizient Notzung vu Liewensmittel ass eng Fro vu Solidaritéit an eiser Gesellschaft, well och zu Lëtzebuerg Mënschen aus finanzieller Grënn verschidde Liewensmittel net kafe kënnen a gläichzäitig Iesswueren am Offall landen.*

– *Grad a grouss Restaurations- a Verkaufsfläche ginn nach ëmmer vill Liewensmittel ewechgeworf oder aneren Zwecker, wéi der Energieproduktioun, zougefouert, obwuel d'Iesswueren oft nach gutt a sécher fir de Konsum wieren.*

– *D'Zil vun enger solidarescher, nohalteger, verantwortungsvoller an effizienter Gesellschaft muss et sinn, dass manner Iesswueren ewechgeheit ginn an d'Liewensmittelverschwendung ophält, dës ënner de Bedingunge vun der Liewensmittelsécherheet.*

Aus dëse Grënn invitéiert d'Chamber vun den Deputéierten d'Regierung,

– *eng Etüd opzestellen an der Chamber bis 2026 ze presentéieren, wéi vill Liewensmittelspende vu Firmen un ONGE gemaach ginn a wéi vill Potenzial hei nach besteet a wéi d'Regierung d'Unzuel u Liewensmittelspenden erhéije wëll;*

– *nom Modell vu Frankräich eng Strofsteuer op ewechgeheite Liewensmittel anzeféieren (Loi Garot).*

(s.) Marc Goergen.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci, Här Goergen. An da komme mer zum leschten ageschriwwene Riedner fir de Moien, dem honorabelen Här David Wagner. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

M. David Wagner (déi Lénk) | Merci, Här President. Am Koalitionsaccord steet d'Stärkung vun der

Ernährungssouveränitéit als vag Zilsetzung dran. Dat ass eng ganz interessant Notiou, well et ass eng eminent politesch Notiou. Et ass eng eminent ekonomesch Notiou, an dat geet wierklech ganz wäit bis an den internationalen Handel eran.

D'Ernährungssouveränitéit ass an éischer Linn mol eng Fro vu Kontroll. Wie kontrolléiert, wat wéi produzéiert gëtt a konsumméiert gëtt? Sinn et d'Produzenten, also d'Baueren? Sinn et d'Zichter an d'Handwerker respektiv d'Konsumenten, also mir alleguer? Ech mengen, Dir kennt d'Äntwert. D'Ernährungswirtschaft ass en Dausende Milliarde schwéiere Business, dee vun e puer risige Multinationale wéi Nestlé, Lactalis, Unilever an esou weider dominéiert ass a sech mat Hëllef vu globaliséierte Wirtschaftskreesleef, Steiermontagen an Ausbeutung vu Milliounen Aarbechter an Aarbechterinne beräichert.

International Handelsofkommissen, wéi zum Beispill den aktuell diskutéierte Mercosur-Accord, hëllefen deene Multinationallen dobäi a verschärfen de Kontrollverloscht vu klengen Produzenten, Bauerebetriber an der Bevëlkerung als Ganz. An de Mercosur dréit och nach, niewebäi gesot, derzou bäi, datt d'CO₂-Ziler, Klimaziler net erreecht ginn, well en d'Waldrodung am Amazonas natierlech nach wäert beschleunegen. Ech hat d'ailleurs an enger Kommissioun déi Fro opgeworf an ech krut keng Äntwert dorobber. „Qui ne dit mot“, wollt ech just soen, „consent“, mee en tout cas: „Qui ne dit mot, ne dit rien.“ An dat seet viles aus. Mir wëssen dat jo all. Mee mir si jo ..., oder Dir sidd jo domadder averstanen.

D'Muecht an d'Emprise vun dëse multinationale Konzerne steet a krasssem Widdersproch zu der Stärkung vu regionalen an nohaltege Wuerekreesleef, gesonder Ernährung an enger anständiger Entscheedung vun de klengen Bauerebetriber.

Wie Kontroll seet, seet och demokratesch Planifizierung. Produzenten a Konsumenten, mee och ONGen am sozialen, Ëmwelt- an Alimentationsberäich a selbstverständlech déi schaffend Leit – well si produzéieren eist Iessen – musse maassgeblech matentscheede kënnen. Wéi dat gemaach ka ginn, ass eng Fro, déi ee mat all dësen Acteuren diskutéiere soll. Fest steet: Zu Lëtzebuerg gëtt et op lokalem a regionalem Niveau Initiativen an der Transitionsbewegung an doriwwer eraus, déi Konzepter iwwer a ronderëm Ernährungssouveränitéit experimentéieren. Et wier gutt, wann deem och kéint Rechnung gedroe ginn.

D'Ernährungssouveränitéit huet och vill mat sozialen Ongläichheeten ze dinn. Biologesch a regional Iesswueren an eng gesond an ausgeglachen Ernährung sinn net fir jiddereen esou evident. Natierlech mol an éischer Linn, well dat Sue kascht, a leider meeschtendeels méi wéi Iesswueren aus industrieller Produktioun a Vermaartung. Beim Akaf vun Iesswueren gesinn d'Leit hei natierlech e Spuerpotenzial, wat se an anere Beräicher wéi beim Logement oder der Mobilitéit net hunn. Eng Zuel an deem Kontext: 18,8 % vun de Leit liewen zu Lëtzebuerg un der Limitt vun der Aarmut. Knapp all fënneft Persoun ass also wirtschaftlech warscheinlech net an der Lag, sech optimal ze ernären, respektiv muss dat ofweie géigeniwwer vun aneren Ausgaben.

D'effentlech Servicer kënnen awer e maassgeblechen Deel derzou bäidroen, dass e Maximum vu Leit sech gesond an nohaltege ernäre kënnen, besonnesch natierlech um Niveau vun de Kantinnen. Haut iessen d'Kanner am Fondamental gratis an der Schoul, während am Lycée d'Esse gréisstendeels awer payant bleift. Mir wëllen hei eng 100%eg Gratuitéit an de Schoulen an an de Maison-relaisen. Donieft muss och d'Iessen e Maximum biologesch a regional sinn. Hei

sinn et jo vereenzelt Fortschrëtter ginn, mee trotzdem schreift de Landwirtschaftsministère beim Uebst an de Schoukantinne just 10 % Bio vir. Et gëtt awer e Problem, wann de Plan d'action national bio bis dëst Joer en Undeel vun 20 % Bio bei de genotzten Agrarfläche virgesäit a mer da beim Schouluebst just 10 % Bio virginn.

D'Ernährungssouveränitéit huet natierlech mat der Disponibilitéit vu regionalen, nohaltege produzierten Iesswuere ze dinn. Dofir brauche mer Leit, déi dës Iesswuere produzieren, mee och Vermaarkungsketten a Geschäfte, déi se ubidden. D'Geschäftswelt ass haut awer dominiéiert vun Hypermarchéen a grouse Geschäftsketten, déi all grosso modo dat selwecht verkafen, nämlech an éischter Linn Produkter vu grouse Multinationallen. De „Retail Report“, dee viru Kuerzem erauskomm ass, weist eis, dass den iweggroussen Deel vun der Geschäftsfläch vu grouse Supermarchéen ageholl gëtt. Fir déi meeschte Leit am Land sinn dann d'Tankstellen zum éischte Commerce de proximité ginn, déi haut oft och eng ganz limitéiert Auswal un Iesswuere verkafen an duerch d'Ewechfale vu Geschäfte an de Stied an an den Dierfer noutgedrungen zur éischter Akafsoption gi sinn. Op esou enger Geschäftslandschaft kann awer keng op Regionalitéit, Proximitéit a gesond Produkter opgebauten Ernährungspolitik bedriwwen ginn.

Ech mengen, do sinn awer och nach d'Gemenge gefuerdert, well et kann een derfir suergen, dass een och an Dierfer oder a Quartieren ... A mengem eegene Quartier, an der Millebaach an der Stad, 2.300 Awunner, also deelweis méi wéi gewësse kleng Gemengen, gëtt et keng Superette, näischt! Et kann een net zu Fouss akafen goen. Et muss een an den Auto klammen, e puer Kilometer maachen, fir an engem Supermarché akafen ze goen, wat komplett absurd ass. An do kéinten d'Gemengen zum Beispill och Lokaler zur Verfügung stellen. Well ech verstinn, dass d'Leit sech net onbedéngt an déi Aventure wëlle lancieren, eng kleng Superette oder eng kleng Epicerie opzemaachen, mat all deem, wat dat ka kaschten a wat fir e Risiko et ka bedeuten, mee do kënnen d'Gemengen dat awer e bësse planifizieren.

Gesond Produkter: Iesswuere, déi mat Pestizide be-
laascht sinn, géif ech net als „gesund“ bezeichnen. De Landwirtschaftsministère huet an der Lescht Etüden duerchgefouert, wou erauskomm ass, dass bei 50 % a méi vun de Liewensmëttel, déi zu Lëtzebuerg hiergestallt ginn, Pestizidrëckstänn fonnt gi sinn. Domat läit Lëtzebuerg nach ënnert dem Duerchschnitt. Bei importierte Wuere sinn et also éischter nach méi.

Aus dëser klenger Auswal un Theeme ronderëm d'Ernährung ergi sech dann eng Partie evident Fuerderungen:

Schluss mat sozial- an ëmweltschiedleche Fräihandelsaccorden, déi just d'Muecht vu grouse Multinationallen am agroalimentaire Beräich verstärken, ugefaange mat Mercosur.

Eng demokratesch Planifizierung vun der Ernährungspolitik mat alle concernéierten Acteuren, andeem dem Wëssen an den Initiativen an der Gesellschaft Rechnung gedroe gëtt.

Déi sozial Fro an de Fokus réckelen, viwech d'Lounfro.

Gratis Iesse fir all Schüler am Fondamental an der Lycée a méi Bioprodukter an de Kantinnen.

Déi ganz Kette vum Produzent bis bei de Konsument zesummen denken an d'Regionalitéit an d'Proximitéit an de Wuerekreesleef verbesseren. Et kéint ee sech souguer iwwerleeën, e Moratoire ze maachen op neie

Supermarchéen. Et gëtt der warscheinlech genuch hei am Land.

An den nationale Pestizidenaktionsplang iwwerschaffen, fir méi séier aus de Pestiziden erauskommen, prioritär bei de besonnesch schiedleche Pestiziden.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Wagner.

D'Regierung huet d'Wuert, d'Ministesch fir Landwirtschaft, Ernährung a Wäibau, d'Madamm Martine Hansen.

Prise de position du Gouvernement

Mme Martine Hansen, Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture | Villmools merci, Här President. Also, d'Ernährung ass definitiv e wichtegt Thema, net nëmme well et liewensnoutwendeg ass. An ech soen Iech och elo alleguer vill-, villmools Merci fir déi vill Iddien – ech konnt mer se net alleguer opschreiwen, mee ech hu jo nach Zäit –, déi mer kritt hunn.

Mir hunn e Kader gesat mat sechs Theemefelder. Déi meescht vun Iech hu probéiert, sech un déi sechs Theemefelder ze halen, soudatt mer do definitiv elo eng ganz schéin Usammlung vu wichtegen Iddien hunn.

An ech soen: Den Debat vun haut, dee widerleet definitiv d'Spréchwuert – wann ech bei der Alimentation bleiwen, do gëtt et esou e Spréchwuert – „Viele Köche verderben den Brei“. Mee ech mengen, hei ass et: Wat méi Käch matgeschafft hunn a matschaffen, wat u sech herno eisen Tool, eisen Aktionsplang besser gëtt.

An duerfir probéieren ech elo, op eenzel Remarken anzegoen respektiv op Froen anzegoen, an ech bleiwe bei menge sechs Theemefelder. Dat éischt, dat war d'gesund Ernährung. Ech mengen, de GIMB, „Gesond iessen, méi beweegen“, ass vun der Madamm Delcourt erwänt ginn. Ech denken, dass et do wichteg ass, dass mer deen eng Kéier op de Leescht huelen, dass mer deen och verbesseren. Dat ass e ganz gudden Outil. Mir mussen vläicht nach méi Liewen drabréngen, fir dass en nach besser funktionéiert.

Transparenz ass gefuerdert ginn. Ech mengen, vum Luc Emerring, vum Här Goergen. Och Etiquetage. Dat ass also och e Sujet, dee mer mussen an den Aktionsplang abauen. Mir kucken, wéi. Mir huelen Är Iddie mat.

D'Reklammen, dass ass och eng flott Saach. Am Ausland – ech mengen, de Jeff Boonen huet et gesot – gëtt et verschidden Initiativen, wou Kanner solle geschützt ginn, dass verschidde Reklammen eréischt ab 21.00 Auer zum Beispill lafen. Also och dass ass eng ganz gutt Iddi.

De Schouluebstprogramm ass ugeschwat ginn. Viru louch eng Muert hei. Et ass mat der Muert ugangen. An ech ka soen: Am Schouluebstprogramm ginn 18.000 Kilo Muerten ausgedeelt am Primaire an am Secondaire, 125.000 Kilo Äppel, 12.000 Kilo Bieren. Dat ass dat, wat iwwert d'Joer vun deenen do Uebstzorte gebraucht gëtt. Där hu mer am Prinzip och genuch. Wat mer u sech net genuch hunn, dass: D'Leit hätte gäre méi Verschiddenes. An da gëtt heiansdo verbëtzt. Et kommen och emol Aktiounen vir, wou mam Äppel Foussball gespillt gëtt. An ech mengen, dass mussen mer verbidden. Dat dierf net sinn. Wéi gesot, mir hunn Äppel, Muerten, Bieren. Där hu mer genuch. Mir hunn natierlech hei zu Lëtzebuerg keng Banannen, mee mir kucken, ob mer net

nach aner Zorte vun Uebst, och regionaalt Uebst, do kënnen an de Programm erakriegen.

D'Madamm Delcourt hat gefrot, ob eng Strategie mat der Gesondheitsministerin iwwert d'gesund Ernährung soll kommen. Mee mir hu jo hei en Aktionsplang, hei ass gesund Ernährung an hei wäerte mer natierlech zesumme mat der Gesondheitsministerin dru schaffen. Ech hu gesot: Deen heiten Aktionsplang, dass muss eng Zesummenaarbecht an der Regierung ginn. Et ass net nëmme ee Ministère.

Dann zum zweete Punkt, der Offer u regionale Produiten an u saisonale Produiten. Do war vu ville Leit, loosse mer soen, d'Kompetitivitéit vun eiser regionaler Landwirtschaft am Verglach zu Drëttlänner ugeschwat ginn. Et war och Mercosur ugeschwat gi vu ville Riedner. Ech wëll hei nach eng Kéier drun erënneren, dass ech am virleschte Conseil zu Bréssel ënner engem AOB-Punkt (ndlr: any other business) d'Kommission opgefuerdert hunn, dass, wa se Produkter an Europa zouloossen, déi keng Réckstänn méi dierfen hu vu Planzeschutzmëttel, déi mir hei verbidden. Dass ass a mengen Aen nëmme logesch, well wann hei an Europa gesot gëtt: „Dat do Planzeschutzmëttel ass net gutt fir d'Gesondheet“, mee dann ass et och net gutt fir d'Gesondheet, wann et an engem Äppel ass, deen aus engem Drëttland erakëent.

Mir sinn och ganz frou, dass an der Visioun vum Christophe Hansen dat doten och elo drasteet an eeben och d'Déierestandarden, d'Déierewuel. Och hei an der EU hu mer ganz héich Déierestandarden. Mir sollen a mir mussen och dorobber oppassen, wann Importer aus Drëttlänner kommen.

Da si vu ganz ville vun Iech de „Supply4Future“ respektiv d'Schoulen u sech ugeschwat ginn, dass déi en extreem wichtegen Acteur sinn. De „Supply4Future“ natierlech, dann awer och „Mir iessen regional, bio a fair!“ vum SICONA. Do ass gefrot ginn, wéi d'Projet sech weiderentwéckelt hunn. Dass kann ech Iech elo net soen. Mir hunn och nach eng ganz Partie aner Projeten an de Schoulen.

Wichtig ass, dass mer an der Schoul sensibiliséieren. Do wollt ech och nach soen – ech weess net méi, wie gesot hat, et sollt ee mol an d'Betriber kucken –: Mir hunn elo lanciert, de Landwirtschaftsministère zesumme mam Educatiounsministère, „Landwirtschaft erliewen“, wou mer eng Visitt op de Betrieb hunn am Cycle 4, gratis. Dass heescht, mir iwwerhuelen do d'Käschten. Mir hunn en Onlinesite. Do kënnen d'Schoullklasse sech umellen. An d'Bauern, déi wëlle matmaachen, kënnen sech och do umellen. Dass leeft. Dass wëlle mer natierlech nach ausbauen.

D'Direktvermaartung: Ech mengen, dass war vun der Madamm Schoos ugeschwat ginn. D'Direktvermaartung, dass läit mer och um Häerz. Ech war e Grënnungsmember vun eise Lëtzeburger Direktvermaarter. Mir wäerten och do d'Reglement vun der Direktvermaartung upassen. Mir haten och zesumme mat der Uni.lu an och mat verschidde Baueren, déi zum Beispill déi extensiv Rassen halen, eng Versammlung fir de Weideschuss. Dass ass jo eng speziell Aart a Weis, wéi een dann d'Déier eeben op der Weed doutmécht. Do brauche mer och egal wéi eng Upassung vum Règlement. Mir wäerten also dat, wat d'europäesch Reglementatioun zouléisst, och hei zu Lëtzebuerg zouloossen. Mir passen do dat Règlement un. Mir sinn amgaang dermat, drun ze schaffen.

De PAN-Bio ass e puermol ugeschwat ginn. De Luc Emerring hat gefrot, dass mer solle vill méi op Filië pochen, dass mer Filiëren opbauen. Den neie PAN-Bio: D'Ausschaffung ass amgaang. Eis Leit sëtzen do zesummen. Mir hunn och do als Zil, dass mer u sech déi Filiëren – mir mussen jo net nëmme d'Produkt

schafen, mee mir müssen et bei de Konsument bréngen, et muss veraarbecht ginn, et muss vun engem distribuéiert ginn – gäre wëllen zousätzlech ënnerstëtzen. Wa mer de Marché do hunn, mengen ech, kréie mer och d'Produktioun.

D'Liewensmittelhandwierk, jo, dat ass – ech weess net méi vu wem – hei ugeschwat ginn. Dat däre mer definitiv hei net vergiessen. Dat ass extreem wichtig. An et ass och en Handwierk, dat et net einfach huet, wou mer net genuch Nowuess hunn, wou mer definitiv och dat müssen zousätzlech ënnerstëtzen.

D'Madamm Delcourt huet och gefrot nom Zertifizierungsreglement. Dat hu mer an eise Koalitiounsaccord stoen, datt mer et iwwerschaffen. Dat wäerte mer och sécher iwwerschaffen. Also, ech stoung hei an der Oppositioun, wéi dat Gesetz gestëmmt gi war, an ech war net frou mat deem Gesetz. An ech gesinn och elo, no x Joer, datt dat Gesetz do ass ... Dir hutt e Bilan gefrot. Do hu mer genau zwou Initiativen, déi kënne vun deem Gesetz profitéieren. Also ass iergendwéi eppes, wat do net funktionéiert. A mir sinn elo amgaang ze kucken, och do erëm eng kéier, fir datt mer all dat, wat d'EU zouléist, och esou ëmbauen, datt mer méi Baueren an Initiativen hunn, déi kënne vun deem Zertifizierungsreglement profitéieren.

Da kéim ech bei den Antigaspi. Déi Campagne, déi vun der leschter Regierung an d'Liewe geruff ginn ass, déi wäerte mer natierlech weiderféieren. D'Madamm Delcourt fret, wat nei Projekte sinn. U sech ass dat hei eng Consultatiounsdebatt. Dat heescht, ech wollt Iech froen, wat Dir fir nei Iddien hutt, an déi elo mol sammeln. Mir wäerten och den aktuellen Antigaspi-Plang, dee mer hunn, evaluéieren an och do kucken, wat eppes bruecht huet a wat näischt bruecht huet, fir datt mer wëssen, wéi eng Mesüre mer do weiderféiere respektiv ausbaue kënnen.

Dann d'Liewensmittelsécherheet. Eis Liewensmittel si sécher. Dat gëtt garantéiert duerch déi vill Kontrollen, déi mer maachen. An och dat ass gesot ginn: d'Kontrollen onbedéngt bäibehalen, eventuell souguer nach ausbauen. An dann ass eppes gesot ginn: Mir kënnen hei zu Lëtzebuerg natierlech vill vu Liewensmittelsécherheet a virun allem vu Souveränitéit schwätzen, mee d'Souveränitéit behale mer nëmmen, wa mer Baueren hunn, déi och nach eppes produzéieren. Also muss mer d'Produktiounspotenzial erhalten, de Buedem, de wäertvolle landwirtschaftleche Buedem u sech schützen. Do si mer amgaang ze iwwerleeën, wéi mer dat kënne maachen.

A virun allem brauche mer genuch jonk Baueren. An do ass muer de Kick-off-Workshop mat 40, 50 jonke Baueren, fir eeben d'Problematik ze analyséieren, wou d'Hauptproblemer sinn, an och fir do ze kucken, fir gemeinsam Léisungen ze fannen. Hei zu Lëtzebuerg si mer nämlech och do net ganz gutt. 30 % vun de Betriber soen, si hätten u sech eng Nofolleg, mee méi wéi een Drëttel vun deenen iwwer 55 Joer seet, si hätten keng Nofolleg, wat natierlech schonn dramatesch ass. Also, et ass hei zu Lëtzebuerg net besser wéi am Rescht vun Europa. An do muss mer eis Gedanke maachen. Och an der Visioun vum Agrarkommissar gëtt dat doten ugeschwat.

Dann huet d'Madamm Schoos op d'One-Health-Initiativ an e Plan national antibiotiques higewisen. Ech hunn elo nach – ech weess net genau, wéini – an zwou, dräi Woche Rendez-vous mat der Gesondheetsministesch genau zu deem Sujet, well de One-Health-System ass extreem wichtig fir eis Gesondheet. Mir müssen do zesummeschaffen, an dat wäerte mer och weiderhi maachen.

D'Planungssécherheet ass och vun der Madamm Schoos ugeschwat ginn, d'Gläichgewicht tëschent dem Präis vun de Produiten an dem Akommes vun de Produzenten. Also, fir mech ass et och extreem wichtig, datt eis Bauere Planungssécherheet kréien. Et kann net sinn, datt mir all siwe Joer eng komplett nei Reform maachen, wou d'Leitinnen allkéiers komplett anescht sinn. Dofir sinn ech och frou, an dat begrësse mer och – mir schwätzen de Mëtteg nach eng kéier mat der Landwirtschaftskammer och iwwert d'Visioun –, datt an der Visioun gesot gëtt: „Mir kréien eng Evolutioun bei där nächster Reform, awer keng Revolutioun.“ Well dat packt keen! Wa mer gäre Betriber hätten, da brauche mer Previsibilitéit.

D'Madamm Welfring huet gefrot gehat, wéi mer kéinte vun der Dynamik vun den aneren Initiative profitéieren. Ech denken, datt se do den Ernährungsrot ... Si huet och den Ernährungsrot ernimmt. Mir hunn och den Ernährungsrot ... Also, hei sinn déi 60 Stakeholderen.

(Mme Martine Hansen montre une documentation.)

Also, mir hunn elo 60 Deputéiert hei gefrot. Mir froen nach 60 Stakeholderen. An déi 60 Stakeholdere stinn natierlech stellverriedend fir nach vill méi aner Leit. An do ass och den Ernährungsrot derbäi, do ass d'ULC derbäi, do ass d'IBLA derbäi, do ass Nordstad-Liewensmittelpunkt derbäi, dat heescht jiddwereen, deen u sech schonn eppes an deem Beräich gemaach huet, awer och De Verband, ProActif, d'Schluechthaus – well och dat ass en Acteur, dee mer brauchen, wa mer nach gäre wëlle Liewensmittel hei hunn –, d'Schoulen, d'Hotelschoul, d'Akerbauschoul, Bouneweg. D'École du Goût ass och e puermol hei genannt ginn. Also, mir hunn do probéiert, datt mer eis Consultatioun do ganz breet maachen.

Sou, dofir wëll ech wierklech soen: A mengen Aen hate mer eng ganz gutt, eng interessant a fir mech ganz wichtig Debatt, wou ech ganz vill Input kritt hunn. Mir hu ganz vill Input kritt. Mir sammeln dat. Wat och wichtig ass – ech mengen, datt huet de Jeff gesot –: Mir wëlle kengem virschreiwen, wat en um Teller huet. Mir wëllen hei och de Konsument an de Produzent – dat ass och eppes, wat wichtig ass – méi no beienee bréngen. Dat hat de Luc Emering gesot. Dat ass eppes, wat wichtig ass, well soss kréie mer ... Dee Lien, dee muss do sinn. De Konsument, dee muss u sech honoréieren, wat de Bauer och produzéiert, an e muss gesinn, wat an engem Liewensmittel stécht.

Mir wäerten also elo déi Iddie sammeln, wéi gesot, hei vun der Chamber, da vun den anere 60 Stakeholderen. An da maache mer dat mam Zil eeben, fir Enn des Joers en Aktionsplang ze presentéieren. Wa mer deen Aktionsplang presentéieren, komme mer natierlech och nach eng kéier an d'Chamber. En Aktionsplang, wéi gesot, fir eng sécher a gesond Ernährung, andeem mer eng regional, nohaltig a resilient Landwirtschaft féieren.

An duerfir géif ech och recommandéieren, elo déi Motiounen net unzehuelen, well mir sammele jo elo Iddien. Mir si jo an enger Phas, fir d'Iddien ze sammeln. Dat heescht: d'Motiounen net unhuelen. Mir lauschteren och fir d'éischt déi aner Stakeholderen.

Zu der Motioun iwwer „Supply4Future“. Ech wëll do just der Madamm Welfring soen, datt mer och schonn a Kontakt sinn, och mat der Gesondheetsministesch, mat de Klinikken, fir och ze kucken, wat do machbar ass. Wéi gesot, mir huelen dat als Iddi mat.

Och zousätzlech d'Lutte géint den Antigaspi. Mir huelen och dat heiten als Iddi mat. Mir kréie jo hoffentlech nach aner Iddien. Mir hunn der jo och nach haut kritt.

An och dat vun de Piraten huele mer mat. Déi Motioun vun de Piraten, do wëll ech just soen: Mir haten

och eng Entrevue mat den Épiceries-socialen alleguer. Mir hate se alleguer matenee geruff. A si hunn eis gesot, datt et u sech net noutwendeg wär, datt mer géife legiferéieren, well d'Grande-surfaces u sech ... Ben, éischters emol verkafe si scho relativ vill, wou se eeben elo soen, wann et geschwënn ofleef, da maache se e grouss Schëld drop: „Den Datum leeft geschwënn of.“ Da verkafe si scho vill. An dann: De Lien tëschent den Épiceries-socialen an de Grande-surfaces, dat funktionéiert, sote se mer. D'Épiceries-socialle müssen nach aner Saachen zoukafen, wat elo net onbedéngt Liewensmittel sinn. Si brauchen och nach Wäschpulver an esou weider. Mee si hu gemengt, datt et net noutwendeg wier, datt mir hei zu Lëtzebuerg do géife legiferéieren.

Gutt, ech soen Iech nach eng kéier vill-, vill-, villmools Merci fir all Är Iddien. A mir wäerten déi mat analyséieren. Also e grouse Merci.

M. Fernand Etgen, Président de séance | An ech soen der Madamm Hansen villmools Merci. Dann huet awer nach fir d'éischt den Här Goergen eng Fro.

M. Marc Goergen (Piraten) | Éischer Parole après ministre. Ech hunn der Madamm Hansen elo gutt nogelauschtert an dofir géing ech d'Motioun och zrëckzéien a waarden, wat dann do erauskënnt, wann Der mat deene 60 geschwat hutt. Ech verstinn Är Argumentatioun.

Ech sinn net ganz bei Iech. Ech si selwer am Office social an ech weess, dass mer verschidde Saachen awer hunn, déi mer fir d'Leit bräichten, déi feelen. Dofir war d'Iddi, dass d'Supermarchéen dat kënne maache. An et gi jo och anerer wéi d'Épiceries sociales. Et ginn aner ASBlen am Land, déi de Leit wëllen hëllefen. An dofir wier dat schonn e gudd Wee.

Ech wollt Iech awer elo d'Méiglechkeet ginn, fir mat deene 60 alles nach eng kéier ze diskutéieren. Dir hutt et proposéiert an dann, wann eppes erauskënnt, wat eis net esou gefällt, da bréinge mer se nach eng kéier erëm.

Merci.

Mme Martine Hansen, Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture | Tiptopp, villmools merci. An, wéi gesot, mir huelen alleguer déi Iddie mat fir ze analyséieren. Merci.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Motions

Mir kommen elo zur Diskussioun respektiv dem Vott vun deenen dräi Motiounen, déi bei dëser Debatt depouéiert goufen.

Motion 1

Fir d'éischt d'Motioun Nummer 1, wou et ëm de Modell „Supply4Future“ geet. Wie wëllt nach zu dëser Motioun d'Wuert ergräifen? Fir d'éischt den Auteur, d'Madamm Welfring.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Jo, villmools merci. Mat dëser Motioun goug et mer drëm, effektiv eng vun den Iddien, déi mer hei wollten op den Dësch leeën, vläicht nach e bësse méi visibel ze maachen, well effektiv dat eng ganz flott Initiativ ass, wou awer de Moment kloer ass, dass iwwert d'Summerméint den Ofsaz méi schwéier ass, well eeben do Abnehmer net do sinn eleng mat de Schoulen an de Lycéén, mat der Uni. Dat heescht, d'Iddi wär, fir dat Lach e bëssen ze stopfe mat zousätzlechen Abnehmer an dofir och ze kucken, wann eebe „Supply4Future“ sech haaptsächlech op ëffentlech Acteure konzentréiert, dass een do d'Spannbreet méi grouss opmécht.

An anerersäits: Den zweete Punkt vun der Motioun geet e bëssen drop, fir ze soen: Wéi kënne mer vun

där gudder Initiativ, vun deene Léieren, déi mer do-
raus kënnen zéien, profitéieren, fir wierklech dee
Modell ze replikéieren a wierklech dem private Mar-
ché vlächicht och méi zougänglech ze maachen an do
ze kucken, d'Leit beieneenzekréien, fir dass een och
do, ech soen emol, bei private Crèchen oder sou-
guer vlächicht bei Gemengen, der Beliwwerung vun de
Schoulen, wierklech kuckt – dat geet vlächicht net mat
deem aktuelle Modell –, wat ee sech zousätzlech vun
Iddie ka ginn, fir och dat ze notzen? Well ech denken,
do ass nach vill Potenzial. An ech mengen, dat kéim
eis allegueren zegutt.

Voilà, dat war d'Iddi vun där heiter Motioun. A wann
elo d'Iddi ass, dass dat hei ze fréi ass, da géing ech
vlächicht proposéieren, dass mer se mat an d'Kommis-
sioun huelen a se dann en temps utile vlächicht eng
Kéier do diskutéieren. Voilà.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci, Ma-
damm Welfring. Da wier et um honorabelen Här Jeff
Boonen.

M. Jeff Boonen (CSV) | Jo, merci, Här President. Also,
effektiv, et si vill gutt Iddien de Moien hei zesumme-
komm, an hei ënner anerem och, fir de „Supply4-
Future“ auszebauen. Ech mengen, dat, wat wichtig
ass, ass effektiv ze kucke mat de Concernéierten: Wéi
vill mécht een iwwert deen Deel? Wéi vill muss mer
vlächicht herno iwwert de Marché maahe loosse, an
net iwwert de Staat? Well dat muss wierklech aus-
gebaut ginn no deem Modell, fir d'Liewensmëttel an
aner Strukturen ze kréien.

An ech fannen d'Propos elo gutt, dass mer d'Minis-
tesch elo den Aktiounsplang opstelle loosse, mat all
deene gudden Iddien hei – déi hei ass jo wierklech
scho wäit elaboréiert –, an dass een da vlächicht géif
soen, wann en Aktiounsplang do ass, dass ee se dann
erëm eraushëlt. Wa mer se esou laang kënnen an der
Kommissioun parken, ...

(Hilarité)

... hunn ech kee Problem dermat, net dass d'Cham-
bersreglement seet – wat ech elo net kennen –, si
misst an zwee Méint erëm hei sinn. Well da riskéiere
mer, dass mer se dann ofleenen.

(Interruption)

Ech géif dann elo mol soen: Mir huele se mat an
d'Kommissioun, bis den Aktiounsplang do ass. An, jo,
voilà, da schwätze mer dann driwwer.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Ass nach
eng Wuertmeldung do? D'Madamm Delcourt, wann-
echgelif.

Mme Claire Delcourt (LSAP) | Jo, also mir fannen
och, dass dat eng ganz rasonabel Approche ass. Mir
géifen dann och derfir plädéieren, dass mer déi Mo-
tioun an der Kommissioun behandelen, oder eréischt,
wann eebe ganz konkret Mesüeren um Dësch leien,
och vun deene Stakeholderen, déi natierlech am
beschte fir d'éischt emol gehéiert ginn an hir Uleies
mat erabrénge an déi den Terrain am beschte ken-
nen, an dann eréischt duerno Stellung dozou huelen.
Merci.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci, Ma-
damm Delcourt.

Vote sur le renvoi de la motion 1 en commission

Wa keng weider Wuertmeldung do ass, froen ech:
Wien ass d'accord, fir dës Motioun an d'Kommissioun
ze verweisen?

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

An domadder muss dann elo d'Kommissioun sech
mat dëser Motioun befaassen.

(La motion 1 de Mme Joëlle Welfring est renvoyée à la Com-
mission de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viti-
culture.)

Motion 2

Da komme mer zur Motioun Nummer 2, wou et ëm
eng Base légale geet, wat de Gaspillage alimentaire
ubelaangt. Wie wëllt nach dozou d'Wuert ergräifen?
Nach eng Kéier den Auteur, d'Madamm Welfring.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Jo, merci och fir
d'Wuert heizou. D'Iddi war hei, fir deem Tiger vlächicht
nach bësse méi Zänn ze ginn an ze soen: Wéi kënnen
mer da wierklech där heiter Saach och vlächicht eng
Base légale gi mat chiffrierten Ziler, fir dass dat
wierklech vlächicht e bësse méi Impakt kritt? Dat ass
och eng vun de Suggestiounen, déi déi Leit, déi sech
mat där heiter Thematik am Alldag beschäftegen, an
hirem Communiqué och kloer kommunizéiert hunn
de leschte Mount nach. Dat ass eng Saach.

Awer och kucken: Wéi kënnen mer mat konkrete Pro-
jeten a mat Initiativen d'Acteuren um Terrain nach
méi konkret begleeten? Ech wëll elo net an all De-
tail goen. Déi Punkten, déi och déi ONGe suggeréiert
hunnen, dat sinn der eng ganz Rei. Hei sinn awer een-
zelner erausgepickt, déi fir eis vu besonnescher Wich-
tegkeet sinn.

Och d'Kommunikatioun stäerken. Firwat net mat
engem Label „Antigaspi“ oder vlächicht nach méi engem
räissereschen Numm, engem schéinen Numm fir déi
Initiativ? Do gëtt et nach vill Saachen, déi ee sech ka
virstellen. An d'Iddi war hei, d'Regierung effektiv ze
invitéieren, fir nach zousätzlech zu deem, wat se scho
gesot huet, wat se géing maachen, vlächicht do konkret
Iddien ze entwéckelen.

Och hei sinn ech total bereet, dass mer dat vlächicht
mat an d'Kommissioun huelen als Sujet, deen ee
vlächicht en temps utile dann nach eng Kéier kann ze-
summe verdéiwen.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci,
Madamm Welfring. An da ginn ech direkt d'Wuert un
den honorabelen Här Jeff Boonen.

M. Jeff Boonen (CSV) | Jo, merci, Här President.
Ech proposéieren dann hei effektiv, wéi d'Madamm
Welfring ugedeit huet, dass mer déi dann och
mathuelen an, wa mer iwwert den Aktiounsplang
schwätzen an dann iwwer Antigasp méi am Detail
schwätzen, nach eng Kéier heiriwwer schwätzen, well

ee jo awer muss kucken: Wéi séier kritt een eng Base
légale? An hält ee sech och un déi 50 % oder éischter
un déi 30 %, déi d'Europäesch Kommissioun seet? Ech
mengen, mir sollen dat hei effektiv an der Kommis-
sioun diskutéieren.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci, Här
Boonen. Dann huet d'Madamm Schoos d'Wuert ge-
frot.

Mme Alexandra Schoos (ADR) | Jo, villmools
merci. Mir ënnerstëtzen och, dass déi Motioun mat
an d'Kommissioun geet. Et ass just een Turet, deen
zweetleschten, „à s'engager au niveau européen pour
la suppression de la date de durabilité minimale“,
wou mer wierklech net dermat d'accord kënnen sinn.
Ech mengen, do ass d'Responsabilitéit bei de Pro-
duzenten. An et ass un eis, de Konsument esou gutt
et geet ze informéieren an u säi gesonde Mënsche-
verstand ze appelléieren. Mee mir kënnen hei net
d'Responsabilitéit vum Produzent ewechhuelen. Also,
dat ass en Turet, dee kënnen mer gär diskutéieren an
der Kommissioun, mee do ass eise Standpunkt ganz
kloer.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci, Ma-
damm Schoos.

Vote sur le renvoi de la motion 2 en commission

An da kann ech direkt froen: Wien ass d'accord, fir
dës Motioun an d'Kommissioun ze verweisen? Dee
soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Dann huet och hei d'Kommissioun zousätzlech Aar-
becht.

(La motion 2 de Mme Joëlle Welfring est renvoyée à la Com-
mission de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viti-
culture.)

Motion 3

An da komme mer zur Motioun Nummer 3, wou et
ëm d'Liewensmëttelspende geet.

M. Marc Goergen (Piraten) | Mir hu se zrëckgezunn.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Hutt Der
déi zrëckgezunn?

(Assentiment)

(La motion 3 de M. Marc Goergen est retirée.)

Ma da si mer um Enn ...

Plusieurs voix | A!

M. Fernand Etgen, Président de séance | ... vun dë-
sem Punkt vum Ordre du jour fir de Moien ukomm.

D'Chamber kennt de Mëtten um 14.00 Auer nees ze-
summen. Ech wënschen Iech e gudden Appetitt. An
denkt drun: Antigasp!

(Hilarité)

D'Sitzung ass opgehewen.

(La séance publique est levée à 10.56 heures.)

Sommaire

- | | | | |
|---|---|---|---|
| <p>1. Ouverture de la séance publique
M. Fernand Etgen, Vice-Président</p> <p>2. Interpellation de M. Franz Fayot au sujet de la loi du 17 août 2018 relative à l'archivage
Exposé : M. Franz Fayot</p> <p>3. Dépôt d'une proposition de loi par M. Franz Fayot
Exposé : M. Franz Fayot</p> <p>4. Interpellation de M. Franz Fayot au sujet de la loi du 17 août 2018 relative à l'archivage (suite)
Exposé (suite) : M. Franz Fayot
Débat : M. Marc Spautz M. André Bauler (intervention de M. Marc Baum) (dépôt de la motion 1) Mme Alexandra Schoos (dépôt de la motion 2) Mme Djuna Bernard M. Sven Clement M. Marc Baum (intervention de M. André Bauler)
Prise de position du Gouvernement : M. Eric Thill, Ministre de la Culture M. Franz Fayot (parole après ministre) M. le Ministre Eric Thill Mme Djuna Bernard (parole après ministre) M. le Ministre Eric Thill
Motion 1 : M. André Bauler Mme Djuna Bernard M. Franz Fayot M. Marc Baum M. Marc Spautz
Vote sur la motion 1 (adoptée)
Motion 2 : Mme Alexandra Schoos M. André Bauler Mme Djuna Bernard M. Sven Clement M. Marc Baum Mme Alexandra Schoos
Vote sur la motion 2 (rejetée)</p> <p>5. 8298 – Projet de loi relative à l'établissement de réseaux de transport d'hydrogène
Rapport de la Commission de l'Économie, des PME, de l'Énergie, de l'Espace et du Tourisme : Mme Carole Hartmann
Discussion générale : M. Jeff Boonen M. Georges Engel M. Tom Weidig (interventions de M. Sven Clement et M. Franz Fayot) M. Sven Clement (parole pour fait personnel) (intervention de M. Fred Keup) Mme Joëlle Welfring M. Sven Clement M. David Wagner
Prise de position du Gouvernement : M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme (intervention de Mme Joëlle Welfring) Mme Joëlle Welfring (parole après ministre) M. le Ministre Lex Delles
Vote sur l'ensemble du projet de loi 8298 et dispense du second vote constitutionnel</p> <p>6. Motion de M. Franz Fayot relative au paquet Omnibus
Exposé : M. Franz Fayot</p> | <p>p. 18</p> <p>p. 18</p> <p>p. 20</p> <p>p. 20</p> <p>p. 31</p> <p>p. 36</p> | <p>Discussion générale et prise de position du Gouvernement : Mme Carole Hartmann M. Laurent Mosar M. Tom Weidig Mme Sam Tanson M. Marc Baum M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme M. Franz Fayot Mme Sam Tanson M. le Ministre Lex Delles M. Marc Baum Mme Joëlle Welfring M. le Ministre Lex Delles
Vote sur la motion (rejetée)</p> <p>7. Motion de M. Georges Engel relative à la précarité énergétique
Exposé : M. Georges Engel
Discussion générale : Mme Carole Hartmann (intervention de M. Georges Engel) M. Paul Galles M. Tom Weidig Mme Joëlle Welfring M. David Wagner M. Marc Goergen
Prise de position du Gouvernement : M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme (interventions de M. David Wagner) M. Georges Engel
Vote sur la motion (rejetée)</p> <p>8. Heure d'actualité de la sensibilité politique déi Lénk au sujet de la hausse des prix de l'électricité
Exposé : M. David Wagner (dépôt des motions 1 et 2)
Débat : M. Jeff Boonen M. Gilles Baum M. Georges Engel M. Tom Weidig Mme Joëlle Welfring (intervention de M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme) M. Marc Goergen (intervention de M. Jeff Boonen)
Prise de position du Gouvernement : M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme (interventions de M. Georges Engel, M. André Bauler, Mme Joëlle Welfring et M. Sven Clement) Mme Joëlle Welfring (interventions de M. le Ministre Lex Delles et Mme Sam Tanson) M. le Ministre Lex Delles M. Georges Engel (interventions de M. le Ministre Lex Delles) M. le Ministre Lex Delles M. David Wagner (intervention de M. le Ministre Lex Delles) M. le Ministre Lex Delles M. Marc Goergen M. le Ministre Lex Delles
Motion 1 : M. Gilles Baum M. Tom Weidig Mme Joëlle Welfring M. Georges Engel M. David Wagner
Vote sur la motion 1 (rejetée)
Motion 2 : M. Gilles Baum Mme Joëlle Welfring M. Georges Engel M. David Wagner
Vote sur la motion 2 (rejetée)</p> <p>Présidence : M. Fernand Etgen, M. Mars Di Bartolomeo, Vice-Présidents</p> <p>Au banc du Gouvernement : M. Lex Delles, M. Eric Thill, Ministres</p> | <p>p. 40</p> <p>p. 42</p> |
|---|---|---|---|

(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, Président de séance | Ech maa-chen d'Sitzung op.

2. Interpellation de M. Franz Fayot au sujet de la loi du 17 août 2018 relative à l'archivage

Als éischte Punkt um Ordre du jour vun de Mëtten hu mir d'Interpellatioun vum Här Franz Fayot iwwert d'Archivéierungsgesetz vum 17. August 2018. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Marc Spautz, den Här André Bauler, d'Madamm Lexy Schoos, d'Madamm Djuna Bernard, den Här Sven Clement an den Här Marc Baum. D'Wuert huet elo den honorabelen Här Franz Fayot als Auteur vun der Interpellatioun. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

M. Franz Fayot (LSAP), interpellateur | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Här

Minister, mir hu virgëschter hei an der Chamber iwwer Bedrounge fir eis Demokratie geschwat. An den Debat, dee mer haut de Mëtten iwwert den Archivage féieren, huet vill domat ze dinn.

Well eng éierlech, onverfälschte Geschichtsschreiwung, besonnesch och wat déi traumatesch rezent Geschicht aus dem vergaangene Joerhonnert ugeet, ass onverzichtbar, fir no vir ze kucken a fir eisen demokrateschen Debat géint Ligen a Geschichtsverfälschungen ze schützen, déi grad staark am Trend sinn. An d'Matières premières vun esou enger Geschichtsschreiwung si komplett, fiabel an zougänglech Archiven.

Säit 1988, wou den deemolege Kulturminister Robert Krieps d'Nationalarchiv zu enger Kulturinstitution gemaacht huet, war 2018 scho munches geschitt. Mee eng koordinéiert Approche a kloer Reegele gouf et keng, soudass viles vum gudden Willen an dem Engagement vun eenzelne Privatpersounen oder och Institutionen ofgehaangen huet. An d'Erhalen an d'Erfaassung vu wäertvollen Archive war deemools nach, och dat ass aus dem Debat 2018 ervirgaangen, oft dem Zoufall iwwerlooss.

D'Gesetz iwwert den Archivage ass ausgeschafft an diskutéiert ginn an engem Kontext, wou d'Bewosstsi fir eng modern, oppen an onverfälscht

Geschichtsschreiwung ëmmer méi grouss gi war, an domadder och d'Fuerderung an d'Beméiunge fir besser Konditiounen fir déi historiesch Recherche, nottament am Zusammenhang mam Zweete Weltkrich an der Shoah.

Et war d'Zäit, Dir erënnert Iech, wou de C²DH, de Centre for Contemporary and Digital History, geschafte gouf, opgrond vun enger Propos vun der LSAP, fir en „Institut für Zeitgeschichte“ ze schafen, deen 2013 an eise Walprogramm stoung an deen duerno och säi Wee an de Regierungsprogramm fonnt huet.

Et war och d'Zäit, wou de Vincent Artuso mat sengem Rapport mam bis dohin dominanten Narrativ gebrach huet, en Tabu och gebrach huet an d'Kollaboratioun vun der Verwaltungskommissioun mam Nazi-Regime thematiséiert an ugeprangert huet. Doropshin hunn 2015 d'Regierung an d'Chamber sech entschëllegt vis-à-vis vun der jiddescher Communautéit. An all déi, déi deemools hei an der Chamber waren, sou wéi ech, kënnen sech nach an dee ganz emouvanten Debat deemools erënnern.

Allgemeng, mengen ech, kann ee soen, dass all dës Momenter wierklech en decisiven Tournant waren, wat de wëssenschaftlechen a gesellschaftlechen Bléck op déi antisemitesch Verfolgung hei zu Lëtzebuerg ugeet.

An deem Sënn hu mir deemools alleguerten an och iwwert d'Bänken eraus ausdrécklech d'Gesetz iwwert den Archivage begreist, well et hat de Meritt, dem Archivage e juristesche Kader ze ginn. De Rapporteur vum Projet de loi deemools, den honorabelen André Bauler, huet geschwat vum „kollektive Gediechtnes“.

An effektiv, d'Archivgesetz huet d'Grundvoraussetzung geschafen, fir dass historesch relevant Dokumenter net méi iergendwou an engem Keller oder an engem Späicher verluer a vergiess goufen a sech do lues a lues zersetzen, wéi dat leider esou oft de Fall war heizuland.

D'Hoffnung war, dass domadder den Zougang zu den Archivdokumenten kloer gereegelt a fir d'Fuerscher och vereinfacht géif ginn. Mee et war och deemools scho kloer, dass dat Gesetz e Kompromëss war an dass et eng Rei vu Lacunnen hat.

An de siwe Joer säit dat Gesetz vum 2018 elo en vigueur ass, hunn d'Fuerscher op hir Problemer mam Gesetz higewisen. Si kritiséieren, dass d'Gesetz nei Hürden opgebaut huet, déi et soss net gouf. Dat war och en Thema op der Journée d'échanges entre autres iwwert d'Archivage-Gesetz an den Nopeschlänner den 9. Februar 2023, déi op Initiativ vun der fréierer Kulturministesch Sam Tanson aberuff gouf.

Ugangs vum leschte Joer ass dunn eng Consultatioun publique gelaf, fir d'Gesetz vum 2018 op de Leescht ze huelen an u sech och kritesch ze kucken. Doropshin hunn och eng ganz Rei Associatiounen, d'Uni, Associatiounen vun Archivisten, gradewéi eng ganz Rëtsch vun aneren Acteuren, hir Virschléi eragereecht.

Här Minister, Dir hutt eis déi geschéckt op meng Demande hin. Ech soen Iech och dofir Merci. An d'Deputéierte konnten déi och all kucke virun deem Debat. All déi Baiträg weisen, dass et vill Verbesserungspotenzial gëtt. Dorobber kéint een opbauen, fir net nëmmen d'Gesetz ze iwwerschaffen, mee virun allem och d'Ausleeung an d'Applikatioun ze änneren, jo, eis Kultur, wéi mer mat den Archiven ëmginn.

Dass dat néideg ass, doriwwer gëtt et e breeden Accord. An och, wéi eng Punkte sollen op de Leescht geholl ginn. Do geet et oft ëm ze laang Delaien. Et geet ëm Bestëmmungen, déi net prezis genuch sinn. Et geet ëm Definitionen, déi feelen, Reegelen, déi onrealistesche an net ëmsetzbar sinn, Inkohärenze mat anere Gesetzter oder och Interpretatiounen, déi ze vill restriktiv sinn.

An dofir ass eng éischt Fro un den Här Kulturminister: Wat sinn Är Konklusiounen vun där Consultatioun a wat maacht Der gären domadder? Wéi gitt Der gäre vir a wéi gesäit och Ären Zäitplang do aus?

D'Aussoe bei der Consultatioun decke sech mat deem, wat an der Effentlechkeet ze héieren ass, a mat de kriteschen Iwwerleeungen, déi schonns 2018, wéi gesot, am Raum stoungen.

Et ass fir d'éischt emol de Champ d'application. Effektiv huet d'Gesetz vum 2018 eng Partie speziell Regimier an Ausname fir eng ganz Rei vun Institutiounen an effentlechen Haiser opgestallt. Dat war deemools och eng Diskussioun, déi mer an der Chamber des Längeren haten, iwwert d'Justifikatioun vun deenen Exceptiounen.

Eng Partie vun deenen Haiser hunn hir eegen Archiven, déi se dann och selwer geréieren, esou wéi zum Beispill d'Chamber, de Staatsrot, de Mediateur, mee och déi staatlech Établissements publics.

Anerer fale guer net ënnert d'Bestëmmungen vum Gesetz, wéi déi verschidde kierchlech Institutiounen oder och d'Gemengen, fir déi eenzeg d'Kapitelen IX an X vum Gesetz gëllen iwwert d'Kommunikatioun

vun den Archives publiques, d'Informatioun u Betraffener an d'Konstatatioun.

Alleguerten dës Institutiounen an Entitéite maache grouss Efforten, fir hir Archiven esou gutt et geet opzebauen, ze organiséieren an ze strukturéieren. Mee – an déi Fuerderung hunn ech och scho viru siwe Joer hei formuléiert – et wier wichteg, en zentrale Fichier vun allen disponibelen Archiven en place ze setzen, fir eeben d'Liewe vun de Fuerscher méi einfach ze maachen.

Dat géif et de Fuerscher, Lëtzeburger an auslänneschen, erméiglechen, wéi gesot, dat méi einfach ze maachen. Dat kéint een zum Beispill nom Modell maache vun der Nationalbibliothék, déi zesumme mat anere Bibliothéiken en zentral vernetzten Accès zu de Bibliothéiken opgebaut huet, och mat prezisen Indikatiounen, wat den Accès ugeet.

De Conseil des archives, de CONA, dee vum Gesetz vum 2018 geschafe gouf, huet a sengem Joresrapport 2023 virun allem de Mangel u Moyens budgétaires kritiséiert. D'Producteurs d'archives sollten déi néideg Mëttelen zur Verfügung gestallt kréien, fir dass se hir legal Obligatiounen kéinten erfëllen, esou de CONA weider. An do hätt ech eng weider Fro un de Minister: Wéi ass d'Positioun vum Minister an och vun der Regierung par rapport zu deem Kritikpunkt?

Här President, e Règlement grand-ducal vum 9. Oktober 2019 definéiert d'Mission d'encadrement vun den effentlechen Archiven duerch den Nationalarchiv. E gesäit d'Méiglechkeet vun enger Inspektioun vun den Archives nationales vir, wa se da gefrot gëtt.

Deem Reglement no bilden d'Cheffe vun den Administratiounen an d'Agents délégués à la gestion de l'archive e Réseau vu Professionelle vum Archivage ënnert der Koordinatioun vum Nationalarchiv, mat verschiddenen Aufgaben, fir den Archivage beim Staat virunzeentwëckelen a fir eng Professionaliséierung ze suergen.

An do hätt ech eng weider Fro: Weess de Minister aus senger Servicer, wéi oft esou eng Inspektioun vun Administratiounen gefrot ginn ass an zu wat se gefouert huet? An och wéi gutt dëse Réseau fonctionéiert? Kënnst Der eis dozou vläicht e bësse méi eppes Prezises soen?

Här President, d'Gemengen hunn déi lescht Jore vill Efforte gemaach, fir hir Archive professionell opzebereeden. D'Fro bleift awer oft haaptsächlech eng vu Moyenen, heiansdo och vu Wëllen, an ob et net awer beim Accès an der Consultatioun vun den Archive Verbesserungspotenzial gëtt.

Eng verstärkte Kollaboratioun tëscht de Gemengen an dem Nationalarchiv huet ganz evident Virdeeler. An deem Sënn huet e groussherzoglecht Reglement vum 17. Mäerz 2020 den Inhalt an d'Modalitéite vun engem Contrat de coopération definéiert tëscht dem Staat an de Gemengen, de Gemengesyndikater an och den Établissements publics vun de Gemengen.

An ech hat do zesumme mam Kolleg Dan Biancalana d'lescht Joer eng Fro gestallt, eng Question parlementaire, op déi Dir, Här Minister, relativ zréckhalend geäntwert hutt an do verweisen hutt op d'Zesummenaarbecht tëscht Gemengen an Nationalarchiv, déi lues a lues ugelaft ass. Do hätt ech dann haut d'Fro, ob Der eis kéint soen, wéi vill där Kollaboratiounen tatsächlech ënnerschrifwe goufen a wéi d'Ëmsetzung fonctionéiert respektiv wéi een an deem Beräich kéint Verbesserungen errechen.

An hiren Avisen am Kader vun der Consultation publique froen d'Associatiounen vun den Archivisten an d'Archivistes communaux, dass d'Gemeenge sollen ënnert d'Archivgesetz falen. Si wënsche sech, dass méi Mëttel, finanziell a personell, solle bereetgestallt ginn. An

och do, Här Minister, géif ech Iech gär froen, wéi Der par rapport zu dëser Fuerderung stitt.

Dem Syvicol no hu just 15 Gemengen en Archivist agestallt bis elo. De Gemengesyndikat ass méi virsiichteg a senger Approche – Autonomie communale oblige –, mee wënscht sech och méi Ënnerstützung, finanziell vum Staat, mee och praktesch vum Nationalarchiv, zum Beispill a Form vu Lignes directrices a Bonnes pratiques, och ouni Kooperatiounskontrakt. An der Äntwert op déi schonn ugeschwate Question parlementaire huet de Minister do eng Zesummenaarbecht a Begleedung, souzeseen en libre service, an Aussicht gestallt.

An dofir wollt ech Iech och do froen, Här Minister, wou mer do dru sinn. A wéi gesitt Dir an och d'Regierung den Archivage an de Gemengen? Wéi gëtt do d'Situatioun aktuell ageschat a wéi soll en an Zukunft fonctionéieren?

Här President, den Haaptkritikpunkt vun de Chercheurs vis-à-vis vum Archivgesetz ass awer sécher déi allgemeng zimmlech restriktiv an defensiv Approche. Beim klengsten Zweifel ass alles zou an den Deckel drop. Et ass d'Impressioun vun engem generale Mësstraue géintwuer der historescher Recherche, do, wou ee sech géif Oppenheet an Éierlechkeet wënschen, fir mat der Vergaangenheet ëmzegoen. D'Gestionnaire vun Archiven dierfen dës net als e confidentielle Schatz ugesinn, deen et gëllt ze horten, mee misste se villméi ugesinn als en effentleche Schatz, deen et gëllt, méiglechst breet opzemaache fir d'Recherche. An dat ass och wierklech e fundamentale Punkt an der Approche zu den Archiven.

An och do, Här Minister, géif ech Iech gär froen: Wéi gitt Der mat där Kritik ëm, déi och jo zum Deel vum C²DH kënnt, deem säin Avis komescherweis net an där Dokumentatioun derbäi war, déi Dir eis geschéckt hutt, deen deen awer effentlech gemaach hat an deen déi dote Kritik och formuléiert? Wëllt Der progressiv op deem Gebitt agéieren, also d'Gesetz un d'Besoinen upassen a verbessern? A wa jo, a wat fir engem Zäitraum wëllt Der dat maachen?

Dës Tendenz, virsichtshallwer léiwer mol alles verdeckt an am Däischteren ze halen, esou vill an esou laang wéi et geet, weist sech och bei den Delaien, déi et am Archivgesetz gëtt. Wann an Europa mëttlerweil 30 Joer zur Regel ginn, lues a lues, sti mir hei zu Lëtzebuerg aktuell bei 50 Joer respektiv 75 Joer, wann et ëm perséinlech Donnéeën geet, an 100 Joer fir Steierdokumenter – duebel esou vill wéi am Beräich vun der Sécherheet.

Fir hei mol e konkret Beispill ze ginn, dat och aus der Praxis kënnt, wou déi 100 Joer do heiansdo hiféieren: E Chercheur fënnert en Dossier zur Naturalisatioun an den Archive vun engem Däitschen, deen 1911 naturaliséiert gouf. An deem Dossier war eng Steiererklärung vun 1911. Mee well awer och en anert Dokument derbäi war vun 1948, dat strictement näischt mat Steieren ze dinn hat, ass den Delai dunn erëm vun 1948 u lafe gelooss ginn, soudass u sech den Delai bei den Archive bis 2048 ass. Wéi gesot, et hat strictement näischt mat Steieren ze dinn an doduerch war den Dossier u sech zou.

Et huet missen eng Derogatioun gefrot ginn, déi d'Archiven dann och ginn hunn. Mee ech mengen, dass dat eng Interpretatioun ass, déi net am Sënn vum Gesetz ass, déi awer trotzdeem weist an ausseet, wéi d'Philosophie ass, fir mat esou Demanden ëmzegoen. Reng inhaltlech kann ee sech och d'Fro stellen, wat zum Beispill an engem Steierdossier vun 1926 haut, 99 Joer duerno, nach enger Famill oder enger Persoun schuede kéint oder indiskreet fir si wär.



Während de parlamentareschen Aarbechten um 2018er Gesetz gouf vu ville Säfte kritiséiert, dass d'Steiergeheimnis, wat d'Delaien ugeet, souguer, wéi gesot, nach iwwert der nationaler Sécherheet steet. Si sinn duebel esou laang. Ech selwer hunn deemools den Ausdrock benotzt vun enger „chape de plomb“ an ech kann dat nëmme widderhuelen.

Dobäi war, pour la petite histoire, eis Frilositéit an deem Beräich net ëmmer esou grouss: Ufank vum leschte Joerhonnert gouf et ee Moment, wou d'Lëscht vun de gréisste Contribuablen, hire Revenu impossible an de Montant vun de Steieren am Memorial verëffentlecht waren. Déi, déi virwëtzeg sinn, kënnen an de Memorial B kucke goe vum 7. Dezember 1923. Do fannt Der d'Lëscht vun de Contribuable vun 1922 an eng Partie Nimm, déi och haut nach bekannt sinn. Net oninteressant zu Zäiten, wou mer och weltwäit erëm iwwer e Cadastre des grandes fortunes schwätzen an iwwer eng Milliardäresteer.

Mee et muss een och gesinn, dass natierlech dat relativ schnell zougemaach ginn ass, warscheinlech ënnert der Influenz vun der Finanzplaz, déi sech deemools lues a lues profiléiert huet.

Här President, bei allen Delaien am Archivgesetz si mer der Meenung, dass se musse verkierzt ginn. Vu 50 op 30 Joer fir d'Archives publiques, déi am Paragraph 2 vum Artikel 16 opgezielt sinn, also Archiven am Zesummenhang mat der Sécherheet vum Land, juristeschen Affären, Strofdoten, oder vertrauleche kommerziellen oder industriellen Informatiounen.

Bei de Steiere sollt een eiser Meenung no den Delai vun 100 op 50 Joer erofsetzen. Dat wier an eisen Aen och e wichteg Signal no baussen. Et géif derzou féieren, dass mer hei fir méi Oppenheet an Transparenz suerge géifen an et géif eis an eiser Reputatioun och international a mengen Ae gutt zu Gesiicht stoen.

Och déi aner Delaien am Archivgesetz gradewéi d'Delaie fir den Zougang zum État civil wëlle mer reduzéieren.

3. Dépôt d'une proposition de loi par M. Franz Fayot

Exposé

A mir hunn an deem Sënn eng Proposition de loi ausgeschafft, déi ech och heimat, Här President, gäre géif offiziell deposéieren.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci, Här Fayot.

8516 – Proposition de loi portant modification :

1^o du Code civil ;

2^o de la loi modifiée du 17 août 1918 sur l'archivage

4. Interpellation de M. Franz Fayot au sujet de la loi du 17 août 2018 relative à l'archivage (suite)

Exposé (suite)

M. Franz Fayot (LSAP), interpellateur | A wéi gesot, dës Proposition de loi ass natierlech och eng Invitatioun op den Dialog mat der Regierung an och eng konstruktiv Zesummenaarbecht, fir eeben dëst Gesetz iwwert den Archivage ze verbessern. Mir sinn eis bewusst, dass deem Text net all d'Problemer léist, mee, wéi gesot, et ass en Ustouss, en Denkestouss, fir d'Gesetz am Fong ze iwwerschaffen.

Här President, nieft den Delaien, déi mer wëlle verkierzen, fir se och an der Haaptsaach un déi vun eisen Nopeschlänner unzepassen, sollen och déi deels

schwammeg formuléiert Bestëmmungen am Gesetz gestrach ginn. Et geet, en premier lieu, ëm d'Atteinte excessive vun den Interêten oder dem Privatlewen.

Dozou sot souguer de Staatsrot 2018, dass déi Notioun op alle Fall passablement „flou“ wier an eng zimmlech grouss „marge d'appréciation“ géif loossen – wat en Doux euphémisme ass. An der Praxis gëtt dës Formulierung meeschtens esou restriktiv wéi nëmme méiglech interpretéiert an den Accès zu den Dokumenter bleift am Zweifel dann eeben zou.

Den Ëmgang mat perséinlechen Donnéeën ass oft ganz schwier, wann et ëm Drëttpersonen geet, déi an den Dokumenter erwänt ginn, och wann et net haaptsächlech ëm si geet. Et gëtt do eng grouss Ängstlechkeet – vläicht souguer e Mësstrauen –, dass den Abléck an Dokumenter kéint engem seng Privatsphär verletzen. Dat ass wierklech e Knackpunkt an där ganzer Diskussioun ronderëm den Accès zu den Archiven.

Eng rezent Jurisprudenz an enger Affär „Retter géint Thomas“, déi och an der Press relayéiert gouf, hält kloer fest: „Le droit au respect de la vie privée n'appartient qu'aux vivants.“ Et gëtt also net e Recht op Privatsphär, dat sech verierft op déi nächst Generatiounen. An et ass evident, dass dat natierlech e Frein oder e Blocage ass fir den Accès zu wichtige Dokumenter, déi d'zäitgenëssesch Recherche brauch, fir weiderzekommen an och fir eng incarnéiert Geschicht ze schreiwen.

Op deem Punkt wier et wichtig, d'Interpretatioun an d'Uwendung hei zu Lëtzebuerg vum EU-Reglement iwwert d'Protektioun vun den Donnéeën, d'RGPD, ze analyséieren an ze iwwerkucken. An anere Länner gëllt de Prinzip, dass gesetzlech Ausname méiglech sinn am Kader vun historiesche Recherchen. D'EU-Reglement gesäit explizitt dës Méiglechkeet vir. Dat wär an eisen Aen och fir Lëtzebuerg eng Iwwerleung wäert.

An och do wär ech interesséiert, Är Meenung ze héieren, Här Minister. Mir sinn net der selwechter Meenung wéi dem CNPD säin Avis, deen do ganz wäit geet, dee wierklech seet, dass den Accès zu Archive kéint d'Interessen an d'Reputatioun vun den interesséierte Persounen, awer och vun hiren Nofaren u sech touchéieren an doduerch am Fong do eng gewësse Fermeture misst gemaach ginn. Mir sinn der Meenung, dass dat ze vill wäit geet an dass dat net konform ass zu enger gudder Praxis bei den Archiven.

Et ass an der Vergaangenheet virkomm, dass d'Nationalarchiven Nimm an Dokumenter geschwächt hunn. D'Erklärung war, dass dann an deene Fäll d'Proprietären, déi d'Dokumenter verséiert hunn, dat verlaangt hätten, woubäi awer net ëmmer esou evident war, dass dat effektiv och de Fall war. Mee och hei gesäit een iwwert d'Application à la lettre vum Gesetz och eng gewësse Kultur an eng gewësse Philosophie, wéi mat esou Demanden ëmgaange ginn ass.

Op alle Fall ass et kloer, dass anonymiséiert Dokumenter, ier de Chercheur se consultéiere kann, eng Behënnerung si fir d'wëssenschaftlech Aarbecht. Och de Conseil national des archives schreift am Zesummenhang mat der Praxis vun der Anonymisatioun, dass an deem Fall – an ech zitieren –, „le dossier soumis au chercheur n'était plus à considérer comme une archive intégrale permettant une recherche tant soit peu sérieuse.“

Eng Kritik, déi och de Chercheur a Professer vum C²DH Benoît Majerus rezent an engem Artikel am Land formuléiert huet, wouran e sech eebe géint déi Praxis do wiert a wouran e seet, dass, insbesonnesch wann et ëm wichtige Acteure geet vun enger Episod an der Geschicht, deenen hiren Numm gestrach gëtt,

dat zu enger desincarnéierter Geschicht féiert, déi dat Ganz natierlech ..., déi u sech d'Kontextualiséierung an och den Approfondissement vun der Geschichtsschreiwung schwierig mécht.

Et wier do scho gehollef, wa mer géifen zu Lëtzebuerg wéi an anere Länner en Ënnerschied maachen tëschent der Consultatioun vun Archiven engersäits an hirem Gebrauch an enger Publikatioun anerersäits. Wichtig ass, wann de Chercheur e kompletten Zougang zu den integralen Dokumenter kritt, dass en herno seng Responsabilitéit hält, wat de Respekt vu Perséinlechem ugeet. Dat kann dann an enger Déclaration de recherche festgehalen ginn, déi den Historiker ënnerscreift.

An eis Proposition de loi gesäit dofir och d'Aféierung vun esou enger Déclaration de recherche vir, wéi et se zum Beispill an der Belsch gëtt. Dës géif der Realitéit vun der Recherche besser Rechnung droe wéi d'Notioun vun der Atteinte excessive à la vie privée, déi fir de Moment am Artikel 17 (4) vum Gesetz steet. Et geet drëms, kloerzestellen, wat dem Historiker seng Rechter, awer och seng Flichte sinn, wann en an engem Archiv d'Fong benotzt fir seng historiesch Aarbecht.

Sënnvoll wier et och, am Gesetz eng prezis Prozedur virzugeséi fir d'Deklassifikatioun vun Dossieren, fir dass dës Dossieren kënnen vun de Ministère bei d'Nationalarchiv eriwuer verséiert ginn. Och d'Méiglechkeet vun enger Ouverture anticipée vun engem Fong sollt, esou wéi dat a Frankräich ass, am Gesetz verankert ginn. Des Weidere sollten all déi Dossieren, zu deenen engem Chercheur schon den Accès accordéiert gouf, op Demande och fir aner Chercheuren accessibel gemaach ginn, ouni dass si d'Prozedur eng zweete Kéier mussen duerchlafen.

Här President, e grouss Problem ass och d'Notioun vun der Durée d'utilité administrative, also d'Zäit, während där Dokumenter zum Beispill nach an de betroffenen Administratiounen oder Institutiounen benotzt ginn, soudass se dann nach net ënnert d'Archivgesetz falen. Dat klängt à première vue sënnvoll a pragmatesch, ass awer oft an der Praxis problematesch.

Zum Beispill ass d'Durée d'utilité administrative vun de Kadasterdokumenter aus der Zäit vum Zweete Weltkrich an am Zesummenhang mat der Shoah an der Spoliation des biens juifs hei zu Lëtzebuerg anscheinend nach net ofgelaf. Wat am Kloertext heescht, dass dës Dokumenter net ënnert d'Archivgesetz falen a se eeben och net oppen an zougänglech si fir d'Fuerscher, dat méi wéi 80 Joer nom Enn vum Zweete Weltkrich, dat trotz dem Wëlle vu successive Regierungen, d'Recherche historique iwwert dat Thema ze féieren an ze encouragéieren als Deel och vum Kampf géint den Antisemitismus, an och trotz dem Accord vum Staat mat dem Consistoire israélite, an deem och déi onofhängeg Recherche an den Accès op déi betreffen Dossieren an den Nationalarchiven explizitt ernimmt ginn.

Dir gesitt, hei gëtt et eng Tensioun, iwwert déi een definitiv muss schwätzen. Dës Praxis verstéisst géint fundamental demokratesch Prinzipien, entre autres d'Recht vun all Bierger an enger demokratescher Gesellschaft op Transparenz, wat déi administrativ Akten an Decisiounen ugeet.

Här President, de Rapporteur vum 2018er Gesetz, den André Bauler, huet a sengem Rapport betount, dass – an ech zitieren en –, „e fräien Zougang zu den öffentlichen Archiven essenziell ass an enger demokratescher Gesellschaft, fir d'Transparenz vun den öffentlichen Institutiounen ze garantéieren. D'Archiven ënnersetzen an alimentéieren den öffentlichen

Debat a si fêrderen a gewëssener Hisiicht d'Kontroll vum Staat duersch d'Zivilgesellschaft.“ Eng Aschätzung an eng Ausso, déi ech mat zwou Hänn ënnerschreien.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Franz Fayot (LSAP), interpellateur | Mee d'Realiteit, Här Rapporteur vun 2018, gesäit eebe leider oft ganz anescht aus, well deen Zougang an der Praxis net wierklech garantéiert ass. Dat stëmmt fir de Kadaster, mee och fir eng ganz Partie aner Beräicher, an deene keng oder nëmme schwéier eng Recherche méiglech ass, entre autres well et keng Inventaire gëtt. Dozou gehéiert zum Beispill och de Fong vun de Gerichter, e fundamentale Fong fir déi ganz Sozialgeschicht vu Lëtzebuerg.

A bei all eise weideren Diskussiounen mussen mer am Hannerkapp halen, dass an der Zukunft mam Archivage numérique an dem Émgang mat den digitalisierten Inhalter nei Erausforderungen op eis zoukommen. Et gëtt dobäi och technologesch Aspekter, déi mussen gekläert ginn, fir dass Archive méi breet kënnen zougänglich gemaach ginn, fir dass Dokumenter eventuell besser kënnen erhalte bliwen an awer och an ale Formater gespäichert Dokumenter weider accessibel bliwen. Op dës Problematik weist iwwregens och de CONA a sengem Rapport vun 2023 hin.

An der Consultation publique hunn iwwregens och verschidden Acteuren op Inkohärenzen higewisen tëschent dem Archivgesetz an dem Gesetz iwwert den Archivage électronique vun 2015 an och dem Gesetz iwwert d'Administration transparente et ouverte vun 2018. Och do gëtt et Handlungsbedarf.

Här President, wann eng Demokratie ausgehielegt gëtt, wéi mer dat elo säit geschwënn zwee Méint mat engem gewëssen Onglaven an den USA materliwen, da gëtt sech oft fir d'ëischt un der Fuerschung an och un den Archive vergraff. Et gëllt, Tabula rasa ze maache mat allem, wat engem net gefällt. An den USA sinn am Moment Websäiten an digital Archive vu ganzen Administratiounen dobäi, gelöscht ze ginn. Gerett gi se just duersch eng Communautéit vun engagéierte Bierger an Universiteiten, sougenannten „Datahoarders“. Méi wéi 110.000 Regierungswebseite si säit der Inauguration vum President Trump ofgeschalt ginn an enger Purge, déi verschidde Rechercheure mat engem enger digitaler Bicherverbrennung vergläichen.

Wann ee wëll en neien autoritäre Regimm aféieren, da muss ee fir d'ëischt all Spuer vun enger fräier, méi diverser Vergaangenheet läschen. An dofir geet et beim Archivage ëm esou en zentralen Enjeu fir eng gutt funktionéierend Demokratie: Si hëlleft enger Gesellschaft, hir Geschicht ze kennen, doraus ze léieren an dorobber opzebauen.

An dofir wënsche mir eis, wéi gesot, vläicht eng manner verstëbt an defensiv, mee dofir méi oppen, transparent an éierlech Approche, fir mat eiser Vergaangenheet ëmzegoen. Am grouse Ganze sollten d'Archiven, den Zougang dozou an den Émgang domadder net als Bedroung, mee als Beräicherung gesi ginn; eng aner Approche, déi net nëmme sollt bei enger Reform vum Gesetz, mee och an der Haltung, an der Kultur vu Regierung, Ministèren, Administratiounen an Institutione richtungsweisend sinn.

Mir wëlle mat onser Proposition de loi e konkreeten a positive Beitrag leeschten am Interêt vun der Geschichtsfuerschung zu Lëtzebuerg. A mir hoffen dobäi, dass dës Regierung de politesche Willen huet, mat op dee Wee ze goen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Fayot.

Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Marc Spautz agedroen. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Marc Spautz (CSV) | Här President, Dir Dammen an Dir Hären, vill Kolleeginnen a Kolleegen heibanne wëssen, wéi emol heiansdo de Bluttdrock an d'Luucht geet, wann een amgang ass, am Computer eppes ze sichen, an ee weess, dass een déi Ried, déi ee sicht, herno brauch, an een et dann net ermëfent, well een net woust, wéi een op sengem Computer géif richtig archivéieren, an een doduerjer Problemer huet, dat ermëzfannen, wat ee sicht. Also, ech ginn zou: Ech sinn esou ee vun deenen, déi heiansdo laang mussen sichen, bis se dat ermëzfannen. An ech behaapten emol, wann ech hei duersch d'Reie kucken, dass ech net deen Eenzegel sinn, deen emol heiansdo an där Situatioun ass.

Firwat soen ech dat? Well et och wichtig ass, net nëmmen um Computer déi Uerdnung ze hu vun den Archiven, mee och generell. Well et ass wichtig, dass een en Archivgesetz huet. Et ass wichtig, dass Lëtzebuerg en Archivgesetz kritt huet. An et ass genau sou wichtig, dass mer elo no fënnf Joer eng Kéier e Bilan zéien, wat gutt an deem Gesetz ass a wat net gutt an deem Gesetz ass.

An do wëll ech dem Minister Eric Thill felicitéieren fir déi Consultatioun, déi hie gemaach huet, fir allegueren déi Leit ze froen, déi domadder d'Méiglechkeet haten, hir Meenung zum Ausdrock ze bréngen; déi 84 Säiten, déi jo jiddweree vun eis bis an den Detail gelies huet, wouduerch mer dann och haut de Mëtten deen Debat, deen op Initiativ vum Franz Fayot stattfënt, alleguerte mat där selwechter Sachkenntnis féieren.

Dir Dammen an Dir Hären, d'Archiven: D'Geschicht ass ganz wichtig, well nëmmen, wann s de deng Geschicht kenne, kanns de och deng Zukunft gestalten. An heiansdo stellt ee fest, dass vill Leit d'Zukunft wëlle gestalten, si kennen d'Geschicht awer net. A wa se d'Geschicht net kennen, dann hätte se d'Méiglechkeet, an d'Archive kucken ze goen, wat do lass war a wat do alles geschitt ass. An dofir ass et esou wichtig, dass mer e Gesetz hunn, dat d'Archive festhält.

Wéi d'Gesetz 2018 komm ass ... Et muss een zwar soen: D'Nationalarchiv war schon 2004 eng Kéier iwwert d'Kulturinstitut definéiert ginn, mee et ass awer eréischt 2018 e richtegt an eegent Gesetz komm, wouran et festgehale ginn ass, wat alles an den Archive festgehale muss ginn an och wat alles do muss dra sinn. An de Franz Fayot huet et scho gesot: Déi staatlech Administratiounen a Servicer, d'Gemeengen, d'Chamber, de Staatsrot, d'Justiz, den Haff, de Staatschef, de Rechnungshaff, goufen deemools net extra dran erwänt an déi kënnen dat och selwer maachen.

Ech wëll dozou och soen, dass och op eng aner Gemeinschaft ëmmer erëm zeréckgegraff gëtt: Vill Historiker, déi Liwensleef oder Evenementer nosichen, si frou, wa se och an den Dafregëstere vun der kathoulescher Communautéit, vun de Poren, kënnen nokucke goen, wéi do verschidde Verbindunge sinn. An ech weess, dass heiansdo souguer déi eng oder aner Gemeng frou ass, wa se kann an den Dafregëster kucke goen, well bei hinnen dat eent oder dat anert net méi oder net gradesou ermëzfannen ass.

An dofir, mengen ech, ass et och wichtig, dass mer eng Kéier hei kucken, wat am 2018er Gesetz gutt ass a wat net gutt ass, fir dass mer allegueren déi Donnéeën, déi mer brauchen, fir eis Geschicht kënnen

opzeschaffen, fir eis Geschicht kënnen ze maachen, och erhalte fir déi künfteg Generatiounen a fir dass déi och domadder d'Méiglechkeet hunn, dat nozekucken. Ech erënneren do och u mäi Kolleeg, de Serge Wilmes, deen, wéi d'Gesetz gestëmmt ginn ass, als mandatéierte Spriecher vun der CSV heibanne gesot huet, d'Archivgesetz wier „e grouse Schratt no vir“, an dofir géif d'CSV dat och matstëmme. En huet deemools nach gesot, datt mir frou wäeren, wa se op de Belval plënnere géifen, wat jo awer an Zwëschenzäit scho geschitt ass.

Datt d'Gesetz vum Archivage vun 2018 no fënnf Joer op de Leescht kënnt ... An ech si frou, dass et grad um Belval ass, well dann ass et och no bäi, wou verschidde Kolleegen heibannen an ech sech da wäerten ermësgesinn, wa mer duerno méi Zäit hunn, wann déi Reform, déi mer gëschter undiskutéiert hunn, bis duersch ass, fir dann alles an d'Nationalarchive kënnen kucken ze goen.

Et muss een awer och wëssen, wat an deene leschte fënnf Joer alles geschitt ass a wat fir eng Stärken a wat fir eng Schwächen festgestallt gi sinn. Ech hat et scho gesot: e Rapport vu 84 Säiten, insgesamt 16 Organisatiounen, déi sech zu Wuert gemellt hunn, déi eng deels méi kritesch, déi aner deels manner kritesch. Eenzel Punkte kommen ëmmer nees erëm, déi méi wéi een, net nëmmen eng Organisatioun oder net nëmmen een Einzelnen, a senger Kommentare genannt huet. An ech mengen, dass et och dofir wichtig ass, dass mer iwwert déi Avisen diskutéieren – mir kënnen elo net onbedéngt hei am Plenum bis an de leschten Detail goen –, dass mer d'Méiglechkeet behalen, och duerno an der Kommissioun mam Minister nach méi an den Detail ze goen.

Eppes, wat ëmmer erëm diskutéiert gëtt, sinn déi eenzel Pisten: 25, 75 oder souguer 100 Joer. A genau sou – och de Franz Fayot hat et virdrun erwänt – war deemools och ee vun de Problemer, déi d'CSV beim Rapport hat – net beim Gesetz, mee wéi de Rapport gestëmmt ginn ass –, dat iwwert d'Steieren: ob dat do net konfus gewiescht wier an ob do net am Verglach zu der deemoleger Verfassung ..., den Artikel 43, ob do net verschidde Saache géife géintenee schwätzen. Dat hat och deemools mäi Kolleeg, de Serge Wilmes, ënnerstrach, wéi de Rapport gestëmmt ginn ass. Mee d'Gesetz hu mer awer duerno matgestëmmt.

Ech wëll och soen, dass et och wichtig ass, dass verschidden Dokumenter, déi d'national Sécherheet betreffen, och méi laang kënnen ënner Verschluss bliwen. An et si jo och verschidde Kolleegen, déi dat och eng Kéier gesinn haten, ënner anere d'Archive vum SREL, dem Lëtzeburger Geheimdengscht, oder och nach aner Archiven. Dass déi net op d'Place publique gehéieren an net iwwerall mussen zougänglich gemaach ginn, ech mengen, dat schéngt wichtig ze sinn. Dofir ass et och wichtig, dass mer eng Hierarchie hunn, wéini wat ka gekuckt ginn a wéini dat net ka gekuckt ginn. An dann dierf een och net vergiessen, dass och d'Privatsphär vun de Leit muss kënnen berücksichtegt ginn, fir dass do net verschidde Saachen op d'Place publique kënnen kommen.

Dofir stellen ech mer och heiansdo d'Fro, wa juristesche Urteeler kommen, dass Nimm net méi dierften erwänt ginn, wéi dat da méiglech ass, wann een dat awer duerno soll kënnen historesch opschaffen, wéi dat dann och do an deem Fall mateneen a Verbindung ass, wa gläichzäitig Urteeler virleien, deen Numm oder déi Saach dierft een net méi zitieren.

Net dës Deeg, mee virun e puer Woche koum en Urteil, wou eng Meedienanstalt gesot kritt huet, si dierft den Numm vun enger Persoun net méi zitieren an engem gewëssenen Zusammenhang. Wann een dat

awer historiesch kuckt, ass dat trotzdem wichtig an et gehéiert awer zu eiser Geschichte, dass dat e Fait ass. An do muss een da kucken, wéi do awer heiansdo d'Justice – an och RGPD-Saachen – an d'Archive sech widersprieche, wéi een do och dee Punkt ka léisen. Well dat ass och ee vun de Punkten, wou de Schong dréckt, wou ee gesäit, dass do och déi eng oder aner Kontradiktion mat dran ass.

Ech erlabe mer, och en anert Beispill ze huelen – a mir hate scho virdru vum Belval geschwat, mee elo an engem anere Kontext –: Wa mer elo iwwert d'Geschicht vun der Lëtzeburger Stolindustrie schwätzen, sou sinn ech dervun iwwerzeegt, wann een nëmme d'Archive kuckt vum eeëmolege Proprietär ARBED, duerno USINOR ..., Arcelor, wéi dat sech alles entwéckelt huet, a mir kucken dat mat den Archive vun de Leit, déi do geschafft hunn, dass déi Archiven an déi Donnéeën, déi do sinn, net ëmmer iwwerteneestëmme bei all deem, wat do gesot a geschriwwen gëtt, fir elo dat Beispill vun der Stolindustrie ze huelen. Dat selwecht kéint een huelen am Norde mat deem, wat zu Wolz an der Industriestad war, wann een do nëmme dat kuckt, wat déi Betriber, déi deemools do waren – oder och zu Clierf, Här ...

M. Fernand Etgen, Président de séance | Eicher.

M. Marc Spautz (CSV) | ... Här Eicher. Merci, Här Président.

(Hilarité)

... och do d'Entwécklung vun der Industrie, ...

(Brouhaha)

... dat, wat do an de kommunalen Archiven ass, wat do an de Betriebsarchiven an an de privaten Archiven ass, dass dat och nach laang net ëmmer iwwerteneestëmmt. An dofir ass et och wichtig, dass een do allkéiers ka kucken, wéi een déi Geschichte kann opschaffen, souwuel aus den öffentlichen Archive wéi och aus de privaten Archiven, an dat dann deementsprechend och an de Schoulbicher ka verschaffen.

U sech kéint een dat selwecht soe bei deem, wat an de Gemenge geschitt. Halen d'Gemengen elo an den Archiven ... An et si jo vill Gemengen, déi an Zwëschenzäit e Kooperationsvertrag gemaach hu mat den Nationalarchiven. Et kéinten der méi sinn, mee et ass op alle Fall en Ufank do.

Och do ass ëmmer erëm d'Fro vun der Definitiou an vun der Hierarchiséierung. Wat gëtt gehalen? Wat gëtt net gehalen? Well d'Veräinsarchiven, d'Gewerkschaftsarchiven, d'Archive vun de Parteisektionen, d'Archive vum Aarbechterënnerstëtzungsgeschäiner spillen och eng grouss Roll, fir verschidde geschichtlech Aspekter kënnen opzeschaffen, wou et och do wichtig ass, dass dat Material an déi Donnéeën net verschwannen.

Do si verschidden Organisatiounen, déi liwweren dat dann am Nationalarchiv of. Mee et gëtt och aner: Wann do de leschte Sekretär oder de leschte Präsident net méi déi néideg Zäit huet, fir dat ze betrieien, an d'Ierwen oder d'Nofolger huelen déi Këscht a féiere se dann, ech weess net, op de Recyclingzenter oder soss enzwousch hin, da geet e grousst Wesse vun der Geschichte verluer.

An och do ass et menger Meinung no wichtig, dass d'Gemengen d'Méiglechkeet hunn, a) den Opruff ze maachen, fir dass se déi Archive vun deene Veräiner kënnen kréien, an dass b) dat Material dann och ka verschafft ginn, well et nämlech wichtig ass, dass mer all déi Donnéeën behalen. Well wann déi Donnéeën verschwannen ... Et ass vläicht de Moment nach net jiddwereen drun interesséiert, eppes domat ze maachen, mee an 10 oder 20 Joer kann awer do

d'Iwwerleeung vläicht änneren a besoen, dass dat awer och eng gewësse Wichtigkeet huet.

An dann ass et natierlech och bei de Gemengen ... Do ass zwar iwwerall de gudden Willen, mee do misst et och d'Méiglechkeet ginn, dass d'Gemengen och vläicht méi Moyene géife kréien, fir och do dat kënnen ze maachen. An ech wëll do nach eng Kéier un de Saz erënnere vum Serge Wilmes, dee sot, „dass dëst Gesetz just e Succès ka ginn, wa verschidde Bedéngungen erfëllt ginn. Déi éischt Bedéngung ass, dass dat néidegt spezialiséiert Personal agestellt gëtt.“

A genau do, mengen ech, läit och deelweis d'Kromm an der Heck. Et si verschidde Gemengen, déi hunn Archivare fonnt. Et si verschidde Gemengen, déi sech e Service zesumme mat der Nopeschgemeng gemaach hunn, mee wou et dann awer och happert, wann een duerno déi Servicer wëll ausbauen, respektiv wou dann déi eng oder déi aner Gemeng seet: „Ech wëll elo mäi Service aleng féieren a weiderfueren.“

Ech mengen, dass och dat ee vun de Problemer ass. An do kéint een och vläicht kucken, dass et do e méi grouss finanzieller Spillraum géif ginn, fir och do de Gemengen déi Ënnerstëtzung kënnen zoukommen ze loossen, déi se brauchen. An déi Leit, déi sech och scho viru fënnf Joer domat beschäftigt hunn, hunn och an esou engem änleche Saz, wéi ech et elo formuléiert hunn, am Avis vum Syvicol vun deemools zeréckbehalen, dass et wichtig wier, dat do ze maachen.

Déi Kooperationsverträge, déi gemaach ginn zwëschent de Gemengen an de Staatsarchiven, déi raume vill Problemer aus de Féiss – awer nach laang net all –, well een domadder och weess, wéi ee ka virgoen. An ech hunn do och eppes erëmfonnt vu mengem Virriedner, dee sot: „Et wär eis léiwergewiescht, wann d'Gemenge carrement encadréiert gi wären hei an dësem Gesetz, dat heescht, wann eng Pflicht bestanen hätt, fir hiren Archiv och beim Nationalarchiv ze hannerleeën oder op d'mannst op alle Fall eng Kollaboratioun do virzugesinn.“ Dat waren d'Wieder vum Franz Fayot beim Vott a bei der Presentatioun vum Rapport 2018.

Ob et gutt ass, wann ee seet: „Mir forcéieren een“, dat sief dohigestallt, mee op alle Fall ass et wichtig, dass mer d'Gemengen an alleguerten déi Organisatiounen, ech wëll net soen, mat der Hand huelen, mee dass mer se awer begleeden, fir dass dat alles entsteet, fir dass déi Archiven, déi an de Gemenge sinn, och beim Staat ënnerkommen.

Mee och do huet de Syvicol op e Problem higewisen. De Moment kann ee froen an dann dauert et dräi Méint, bis een eng Äntwert kritt: „Jo, mir sinn interesséiert“, oder: „Mir sinn net interesséiert.“ Do misst ee sech och d'Fro stellen, ob déi Frist vun dräi Méint net ze laang ass. De Syvicol huet proposéiert, op ee Mount erofzegoen, dass no engem Mount misst d'Reaktioun do sinn: „Jo, mir huelen dat“, oder: „Mir huelen dat net.“ Well verschidde Gemengen, déi kennen dat. Heiansdo ass et ganz komplizéiert an dann huet ee Plazproblemer an dann ass ee frou, wann ee méi séier eng Äntwert kritt.

Oder fir och nach en anert Beispill ze huelen, wat de Kollege vu Lënster geschitt ass, wou et 2024 gerannt huet an op eemol e groussen Deel vun deem zerstéiert ginn ass, wat do war, och dat beweist, wéi wichtig et ass, dass een och d'Méiglechkeet huet als Gemeng, déi Saachen am Nationalarchiv ze hannerleeën, respektiv dass och do villen an Zwëschenzäit mat deene Moyaenen, déi do sinn, kann elektronesch gespäichert ginn an dass dat dann och andersch an enner anere Sécherheetsbedéngunge ka stockéiert ginn an och kann – wéi soll ech soen? – behandelt ginn.

Well et ass jo och wichtig, dass ee weess, wat fir e Stockage ee mécht a wou een dat stockéiert. Well wann Der herno a Këschten ..., an dat stellt ee jo heiansdo fest, wann een Archive kritt vu Veräiner – et ass nach schéi vu baussen, mee wann ee bannendra kuckt –, dass do scho Verschiddenes geschitt ass, dass se vläicht an der fiichter Garage stoungen oder op soss enger Plaz an dass da verschidde Saachen net méi ze gebrauche sinn. An et ass och da ganz schwierig, dat erëm eng Kéier op deen Niveau zeréckzebréngen, deen ee gären hätt. An dofir soll een och kucken ... An an deem Leitfaden, deen d'Gemenge jo hunn, mat konkrete Richtlinnen, do gëtt och ëmmer ennerstrach, wat een do muss hunn a wéi wichtig et ass, dass dat erhalte bleift.

Mee do muss ee kucken, dass een och d'kommunal Organisatiounen, d'Veräiner mat erakritt, fir dass een, wa se zu deem trauregen Entschluss kommen, de Veräin opzeléisen, do och zesumme kuckt mat der Gemeng an duerno mat den Archiven, ob dat soll erhalte bleiwen oder ob et net soll erhalte bleiwen.

Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn, d'Archivgesetz vun 2018 konfrontéiert d'Gemengen also mat enger Rutsch vu Problemer. An Dir hutt jo alleguerten den Avis, deen d'Archivare vun de Gemengen zesumme geschriwwen hunn, gelies. Dofir meng Fro un de Minister: Gëtt do probéiert, deem Rechnung ze droen? Dat kann een net alles an enger Kéier maachen – och dat wësse mer –, mee dass do déi Diskussiounen kënnen stattfannen, fir dass mer do eng Léisung fannen.

Dat selwecht och fir déi finanziell weider Ënnerstëtzung, déi de Syvicol gefrot huet: ob dat och eng Méiglechkeet ass, fir do de Gemengen enner d'Aerm ze gräifen, fir dass et och do méiglech ass, méi Personal an den Archiven ze hunn, respektiv dass mer och déi Leit fannen – well dat ass nach ëmmer e Problem –, fir an den Archiven ze schaffen, déi déi Viraussetzungen, den Interêt an dat Fachwësse fir esou en Archive matbréngen.

Ech mengen – an ech hunn et schon am Ufank gesot –, dass et ganz wichtig ass, dass mer dat Archivgesetz vun 2018 hunn an dass et awer genausou wichtig ass, elo no fënnf Joer, wa mer e Bilan zeinn hunn, och déi néideg a richteg Schlussfolgerungen ze zéien, fir nach e bessert Archivgesetz an Zukunft kënnen ze hunn; dat am Interêt vun eisen nationalen Archiven, mee och deene lokalen Archiven, fir dass déi och erhalte bleiwen.

Villmools merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Spautz. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här André Bauler. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

M. André Bauler (DP) | Jo, villmools merci, Här Président. An och merci dem Franz Fayot, datt mer eis haut iwwert dësen dach awer ganz wichtige Sujet kënnen am Detail austauschen.

Ech selwer hat viru Joren eng Kéier d'Méiglechkeet, am Nationalarchiv, wat eng regelrecht Schatzkammer ass, en Abléck ze hunn an d'Bibliothék vum fréieren Dikrecher Franziskanerkloster, dat an der Revolutioun opgeléist gi war. Ech konnt do eng Kéier e Bléck an d'Bibliothék werfen, wou warscheinlech och eng Rei Bicher um Index stoungen, deemools. Ech kann Iech soen: Et waren nëmme e puer där Blieder, mee e puer där Blieder gi schon duer, fir e ganz schéinen Artikel ze schreiwen an eng Fënster opzemaachen op d'Geschicht vum 18. Joerhonert, a besonnesch dann awer och op d'Franséisch

Revolutioun, wou dat Klouschter opgeléist gouf. D'Dokumentatioun war iwwer 200 Joer al an do war och kee Problem fir drunzekommen.

Här President, Léif alleguer, an den USA huet de President elo virun e puer Deeg – dat konnt een och an der Press liesen – entscheet, datt d'Nationalarchiv e gudden Deel vun de geheimen Archiven iwwert d'Ermuerdung vum John F. Kennedy fir de Public opmécht, souwuel a Pabeierform wéi online. Dat ass dann einfach esou geschitt. „Par ordre du roi“, hätte se am Frankräich vum Louis XIV gesot, „par ordre du roi.“

Mir hei zu Lëtzebuerg hu mat dem Archivgesetz vum 2018 fir e klore Kader gesuergt mat prezise Reegelen, déi dozou féieren, datt kee Regierungspolitiker oder Archivdirektor dat einfach esou no Loscht a Laun aushiewele kann.

An dach heescht et no siwe Joer, e Bilan vun dësem legale Kader ze zéien. Well Reegele sinn net fir ëmmer an éiweg a Stee gemeesselt. Wa se an der Praxis fir Problemer suergen an iwwerholl sinn, da muss ee se och kënnen upassen.

Mir erënneren eis: Am Gesetz vum 2018 ass virun net grad siwe Joer eng wichteg legal Basis fir eis Nationalarchive geschaf ginn. Dësen Text huet, fir d'alleréischst an der Lëtzeburger Geschicht, definéiert, wat Archive sinn, an en huet et erméiglecht, déi ganz Bandbreit vun der archivistescher Aarbecht, vun der Selektioun iwwert d'Kollekt an d'Erhaltung bis hin zur Kommunikatioun, ofzedecken.

Als Häerzstéck vum kollektive Gediechtnes spillen eis Archiven eng zentral Roll. Meng Virriedner hunn dat och ënnerstrach. Wien Archive betrëft, deen daucht an eis Geschicht an. Archive sinn e Schlëssel, fir eis Vergaangenheet besser ze verstoen, jo, se iwwerhaapt emol méi detailléiert kennen ze léieren. Si sinn ouni Zweifel e weesentlechen Deel vun enger Ierfschaft, déi et ze erhale gëllt an déi ënner bestëmmte Konditiounen zougänglech gemaach soll ginn. An dofir gouf och mat dësem Gesetz, dat fir d'éischte, wéi gesot, an eiser Geschicht de Kader fir dës Aarbecht festgeluecht huet, e wichtige Kilomeetersteen an dëser Matière erreecht.

Ech hunn deemools dierfe Rapporteur vum Gesetzesprojet sinn. Mir ware laang an der Kommissioun ënnerwee, ma um Enn krute mer en éischte gesetzleche Kader, op deem ee weider opbaue kann. Haut, siwe Joer nom Akraafriede vun dësem Text, ass et, wéi schonn éinescht gesot, un der Zäit, en éischte Bilan ze zéien an ze kucken, wat gutt klappt a wou dann eventuell muss a wäert nogebessert ginn.

Mir als DP begrëssen dofir ausdrécklech d'Consultation publique, déi vum Kulturministère ugefrot gouf, fir d'Archivgesetz an déi konkret alldéeglech Praxis vum Archivage ze analyséieren an ze kucken, wat fir Upassunge gemaach kéinten, jo, misste ginn.

A mat dëser Consultatioun sinn och wichteg Diskussiounen mat de relevanten Acteuren am Terrain lancéiert ginn. An alle Gespréicher, déi gefouert goufen, huet sech eent kloer erauskristalliséiert: D'Delaen, déi deemools am Gesetz virgesi goufen, ginn dacks als ze laang empfonnt a kënnen an der Praxis déi eng oder aner Hürd fir d'Fuerschung duerstellen.

Aktuell ass et zum Beispill esou, dass den Delai, ab wéini een d'Archive consultéiere kann, vum Typ vum Dokument ofhänkt. Prinzipiell ka jiddereen Accès zu den Dokumenter an den Archive kréien, an dat am Fong vum éischten Dag un, wou déi betreffen Dokumenter verséiert gi sinn. Allerdéngs muss ee bei sensibelen Informatiounen, wéi scho gesot, eng länger Frist beuechten, jo, respektéieren. Esou sinn

zum Beispill d'Archiven, déi mat der nationaler Sécherheet ze dinn hunn, fir 50 Joer gespaart. Bei den Dokumenter, déi ënnert d'Steiergeheimnis falen – dat ass schonn ugeklongen – ass den Delai souguer 100 Joer. A mir haten och deemools – ech ka mech erënneren – och mam Franz Fayot eng länger Diskussioun zu deem Sujet.

D'Archiven, déi perséinlech Daten enthalen, sinn aus Dateschutzgrënn gespaart. D'Dauer, bis se kënnen fräi consultéiert ginn, variéiert jee no Situatioun. Wann der betraffener Persoun hiren Doud bekannt ass, sinn et 25 Joer, déi ee muss waarden. Wann awer net gewosst ass, ob d'Persoun nach leeft, wéini si gestuerwen ass, da sinn et 75 Joer, dëst, nodeems dat lescht Dokument iwwert dës Persoun verséiert gouf. Mat enger Erläbnis vun der betraffener Persoun zu hire Liefzäiten entfält dësen Delai natierlech, gradewéi wann de Partner oder d'Kanner vun enger verstuerwener Persoun hiren Accord ginn.

Et muss een heizou engersäits soen, dass et nozevoll-zéien ass, dass dës Delaen agefouert goufen, well se als Zil hunn, d'Privatliewe vun de betraffene Leit an hire Famillje wéi och ënner Ëmstänn déi national Sécherheet ze schützen. Anerersäits huet een awer an der Praxis elo däitlech gesinn, datt dës laang Delaen a Prozeduren d'Aarbecht vun eise Chercheuren, Historiker, Leit, déi mat Genealogie ze dinn hunn, an änleche Berufsständ immens erschwéieren an deem Sënn, dass se einfach vill méi laang fir hir Recherche brauchen an d'Opschaffe vu verschiddenen historischen Thematiken domat vill méi komplizéiert an eebe schwéierfällg ass.

Dëst war sécherlech net de Gedanken, mat deem dës Moosnamen deemools festgeluecht goufen. An dofir muss mer eis effektiv haut, siwe Joer nom éischte Gesetz, d'Fro stellen, ob dës Delaen, déi d'Interête vun de Leit solle schützen, net, le cas échéant, disproportionéiert sinn am Verglach zur Zilsetzung.

Mir brauchen Delaen – dat ass sécher –, mee mir mengen, dass ee kann iwwert d'Längt vun den Zäiten diskutéieren an eventuell déi eng oder aner Oplockerung envisagéieren. Zum Beispill huet Luxroots an hirem Avis virgeschloen, d'Delaie fir den État civil un déi vun eisen Nopeschlänner, wéi zum Beispill der Belsch, unzepassen. An der Belsch ass et en Delai vu 75 Joer fir Hochzäiten, a 50 Joer si virgesi fir den Décès. Zu Lëtzebuerg sinn dat haut 100 Joer.

Nodeems mir e Bléck op d'Delaie vum État civil geworf hunn, wéilt ech nach ganz kuerz gären op d'Steiergeheimnis agoen. Deemools hat de Finanzministère sech derfir agesat, dass en Delai vun 100 Joer fir d'Steiergeheimnis festgeluecht sollt ginn. Mir verstinn, dass do en héijen Delai néideg ass. An dofir misst een awer trotzdeem eng Kéier préiwen, ob een deen Delai net awer ënner Ëmstänn verkierze kéint, am Interêt vun der Recherche. An do misst de Finanzministère eis einfach nach eng Kéier erklären, firwat e bei 100 Joer bleiwe wëll – de Fall gesat, e wéilt net erofgoen, mee dat wärte mer jo da gesinn.

Léif alleguer, mam Gesetz vum 2018 ass och festgeluecht ginn, wéi eng Instruktiounen sougenannt „archives publiques“ produzéieren. Dat sinn zum Beispill mir selwer hei, d'Chamber, d'Parlament, déi staatlech Administratiounen a Servicer, d'Justiz, de Rechnungshaff an esou weider, déi also domat eng erweidert Verantwortung a punkto Archivage droen.

Dës Instruktiounen, mat Ausnam vun de Gemengen an de Culen, hunn nom Gesetz hir siwe Joer gehat, fir en Tableau de tri opzustellen, deen och genee definéiert, wéi eng Dokumenter derwäert sinn, gehalten ze ginn an och fir wéi laang. Dëst ass natierlech essenziell, fir festzeleeën, wéi eng Dokumenter

onbedéngt mussen erhale bleiwen, an ze vermeiden, dass wäertvoll Dokumenter aus eiser Geschicht verluer ginn.

Et ass an eisen Aen ze bedauern, dass d'Gemengen dem Gesetz vum 2018 aktuell net ënnerleien, wat eng harmoniséiert Gestiou vun den Dokumenter onméiglech mécht. An de Gemenge selwer sinn nämlech och ganz vill historiesch wäertvoll Piëcen, déi dacks wéinst engem feelende gesetzleche Kader a feelende Ressourcen net adequat opgeschafft oder erhale kënnen ginn.

Stand haut gëtt et schonn e puer Gemengen, wéi zum Beispill Ettelbréck an Dikrech, déi op fräiwëlleger Basis eegen Archiven opgestallt an e professionellen Archivist an Historiker agehallt hunn. An ech wéilt si dofir och ausdrécklech luewen, jo, felicitéieren.

(Interruptions et hilarité)

Ech weess net, wat Iech do zum Laache bréngt, Här Baum.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Pardon, ech hu mat enger Parteikollegin geheckt.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Ech weess et och net. Fuert roueg weider.

(Hilarité)

M. André Bauler (DP) | Jo, net datt ech nach muss soe wéi gëschter den Dokter Schockmel: „Silentium!“

D'Stad Lëtzebuerg ass natierlech och e ganz positiviit Beispill dofir – ech sinn och frou, datt d'Madamm Beissel hei ass, an anerer –, wierklech e ganz positiviit Beispill. Si verfüügt natierlech och iwwer ganz aner Mëttel. Denke mer nëmmen un hir Fotothék. Dat ass eng immens wäertvoll Initiativ, déi déi archivéiert Fotoe fir d'Bierger accessibel mécht an et hinnen domadder erlaabt, en Abléck op d'Vergaangenheet vun hirer Stad ze kréien.

Als Fraktioun begrësse mir dës Initiativen ausdrécklech. A mir sinn der Meenung, dass all Gemeng sech mam Archivage vun hiren Dokumenter befaasse sollt, quitte datt een hinne bei der Ëmsetzung Hëllef muss. Momentan ass et esou, dass vill Gemengen e gudden Deel vun hiren Dokumentatioun op Pabeier hunn, an do brauch just eppes ze geschéien, de Marc Spautz huet et virdrun gesot – ech denken do zum Beispill un eng Iwwerschwemmung oder un e Brand –, fir dass alles verluer geet. Dofir wier et wichtig, datt d'Gemenge sech och dem Gesetz vum 2018 ënnerwerfe géifen.

Et ass gewosst, datt Archiven e finanziellen a zäitlechen Effort bedeiten. Natierlech ass dëst zemoos a méi kleng Gemengen, déi manner Ressourcen hunn, net ëmmer evident. Et soll een awer e Wee fannen, fir d'Gemengen an dëser Demarche ze ënnerstëtzen an ze kucken, dass si net eleng gelooss ginn. Wann den Archivage sech als ze opwändig erweist, kéint een eventuell d'Optioun betruechten, déi concernéiert Dokumenter un d'Staatsarchive weiderzeleeden. Och kéinten d'Gemenge sech eventuell zesummendoen, vläicht am Kader vun engem interkommunale Syndikat, fir zum Beispill gemeinsam en Archivist oder eng Archivistin anzustellen.

Léif alleguer, ech wëll haut nach just op ee leschte Punkt agoen. Fir gutt Archiven ze hunn, brauch een natierlech – ech hunn et schonn erwähnt – finanziell Mëttel, passend Infrastrukturen, eng pertinent gesetzlech Basis, mee et brauch ee virun allem awer och gutt forméiert Leit, déi déi néideg Kenntnisser hunn, fir d'Archivistenaarbecht kënnen ze leeschten.

Déi jonk Bibliothéikswiesen-, Archivistik- an Dokumentationsstudentinnen a -studenten hunn an

hirem Avis an deem Sënn och betount, dass et wichteg wier, d'Aarbecht vun den Archivisten ze valoriséieren a spezifesch Formatiounen zu Lëtzebuerg virzegesinn. Aktuell ass et nämlech zu Lëtzebuerg net méiglech, dëst op eiser Universitéit ze studéieren.

Et wier vläicht sënnavoll, sech Gedanken ze maachen, ob een net kéint hei am Land eng Spezialisatioun am Archivage am Kader vläicht vum Geschichtsstudium virgesinn. Dëst géif et virun allem och erlaben, net nëmmen dem Manktem un Archivisten entgéintzewierken, mee och dës wichtege Beruff ze valoriséieren.

Ofschléissend wéilt ech nach eng Kéier betounen, dass mam Gesetz vun 2018 e grouse Schratt an déi richteg Direktioun gemaach gouf. Elo ass et un eis, d'Reckmeldung vum den Acteuren, déi dëst Gesetz all Dag ëmsetze mussen, jo, mat deem Gesetz eigentlech liewe mussen, eescht ze huelen, an, de Fall gesat, déi néideg, jo, onvermeidlech Upassungen ze maachen.

An deem Sënn géif ech och eng Motioun deposéieren, déi all dës Iwwerleeungen ënnerstëtzt.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Motion 1

La Chambre des Députés,

– *considérant que l'archivage est un enjeu fondamental pour la préservation de la mémoire collective, la transparence démocratique et la transmission du patrimoine historique ;*

– *considérant que l'accès aux archives est un droit essentiel qui permet aux citoyens, aux chercheurs et aux institutions de bénéficier d'une information fiable et documentée ;*

– *considérant que le Luxembourg s'est doté, par la loi du 17 août 2018 relative à l'archivage, d'un cadre légal cohérent régissant la gestion, la conservation et l'accès aux archives publiques ;*

– *saluant l'initiative du Gouvernement qui, en 2024, a lancé une consultation publique afin d'identifier les besoins, de recueillir les expériences vécues et de relever les limites et obstacles liés à la législation en vigueur ;*

– *considérant que les conclusions de cette consultation publique ont mis en évidence des attentes et des recommandations en faveur d'une amélioration des modalités d'accès aux archives ;*

– *soulignant la nécessité de trouver un équilibre entre l'accès aux documents et la protection des données sensibles ou à caractère personnel ;*

– *considérant que l'évolution technologique et la transformation numérique imposent une modernisation des pratiques archivistiques, notamment en matière de conservation, de numérisation et de sécurisation des documents ;*

– *considérant le rôle clé des archivistes et des institutions spécialisées dans la gestion, la conservation et la valorisation des archives,*

invite le Gouvernement à

– *prendre en considération les conclusions tirées de la consultation publique précitée dans le cadre d'une adaptation de certaines dispositions de la loi relative à l'archivage ;*

– *réévaluer les modalités entourant l'accès aux archives afin de faciliter davantage l'accès aux documents, tout en veillant à maintenir un équilibre juste entre l'accès à l'information et la protection des données à caractère sensible ou personnel ;*

– *continuer à promouvoir le dialogue avec les parties prenantes en les associant aux travaux préparatoires d'une adaptation du cadre légal ;*

– *poursuivre les efforts de sensibilisation du grand public à l'importance de l'archivage, au rôle essentiel des archivistes et aux enjeux liés à la conservation du patrimoine documentaire ;*

– *adapter le cadre législatif en vigueur relatif à la numérisation des archives afin d'assurer une meilleure cohérence des différentes dispositions légales en la matière, notamment en ce qui concerne la dématérialisation, la conservation des documents numériques et l'adoption de solutions technologiques appropriées ;*

– *intégrer les solutions d'intelligence artificielle dans les réflexions sur l'archivage afin d'optimiser la gestion, l'accessibilité et la préservation des données ;*

– *veiller à la coopération entre les institutions publiques, les experts en la matière et les acteurs privés pour garantir une gestion efficace et harmonisée des archives.*

(s.) André Bauler, Barbara Agostino, Mandy Minella, Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, Jean-Paul Schaaf.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Bauler. An da wier et un där honorabeler Madamm Lexy Schoos. Madamm Schoos, Dir hutt d'Wuert.

Mme Alexandra Schoos (ADR) | Ech krut de Moie gesot, ech hätt ze haart geschwat. Da probéieren ech elo, méi lues ze schwätzen. Et deet mer leed, dass dowéinst meng Kolleegen de Moien aus dem Sall hu misse goen, well et ze haart war.

(Interruption)

Här Chamberspräsident, léif Kolleeginnen a Kolleegen, a sengem „Fräie Mikro“ op 100,7 sot de beschtbekannte Lëtzebuurger Historiker Denis Scuto den 21. Februar 2023: „Op Initiativ vun der Kulturministesch Sam Tanson, vum Nationalarchiv a vum Lëtzebuurger Zenter fir Zäitgeschicht [...] gouf kierzlech eng Journée d'échanges organiséiert mam Thema Zougang zu Archiven. No de Virtrag vun den archivisteschen Experten aus Lëtzebuerg, Frankräich, der Belsch an Däitschland hunn d'Fuerscher, déi am Sall waren, [wuel] all dat selwecht geduecht. Wat wier dat esou schéin, wann een e Fuerscher a Frankräich oder an der Belsch wier.“

Bal fënnf Joer virdrun, den 10. Juli 2018, wéi iwwert d'Archivgesetz ofgestëmmt gouf, hate sech déi deemoleg dräi ADR-Deputéiert als Eenzeg enthalen. Mir haten zwar ausdrécklech begréisst, datt mir endlech en Archivgesetz hei zu Lëtzebuerg kruten. Et war effektiv e wichtege Schrëtt a Richtung Preservéiere vum eise kollektive Gediechtnes an och en Ausdrock vu Wäertschätzung vun eisen Institutiounen. Mir haten eis awer eng ganz Rei Froen am Zesummenhang mat deem Gesetz gestallt.

Grouss Suergen haten eis zum Beispill d'Gefore fir d'Perséinlechtsrechter gemaach. Mir hätten eis e méi fundéierten Émgang mat deem wichtege Sujet gewënscht. Mir liewen nämlech an enger Zäit, wou mer ëmmer méi konfrontéiert gi mam Wonsch no enger totaler Transparenz vum Bierger: de glesene Bierger. Jidderee wëll alles wëssen iwwer jiddereen. Dat ass e Problem, well Konfliktfelder entstinn tëscht dem Wonsch no Transparenz a Wëssen, deen zum Deel natierlech justifizéiert ass, an deem genau sou justifiéierten Intressi vun de Leit, hir Privatsphär ze schützen.

Misst et net wéi den Droit à l'oubli numérique a Frankräich och en Droit à l'oubli um dokumentareschen, archivaresche Plang ginn? Doriwwer misst een eng Kéier eng ganz eeschtaft Diskussioun féieren.

Eis hat un deem Gesetz och gestéiert, wéi mer mat deene Leit ëmginn, déi am ëffentleche Liewe stinn.

Hei gëtt et Ausnamen zum Schutz vun der Privatsphär. Sinn déi justifiéiert? Am Gesetz steet, den Direkter vun den Archive kann d'Demande vun enger Privatpersoun approuvéieren, déi eng Recherche oder en Travail scientifique iwwer eng bestëmmt Persoun maache wëll, déi am ëffentleche Liewe steet, also nach leeft.

Ech zitéieren hei mäi Virgänger Fernand Kartheiser, deen deemools sot: „Wann ech also elo wëll eng Biografie iwwer e Mënsch, e liewege Mënsch, deen am ëffentleche Liewe steet, schreiwen, dann hunn ech d'Méiglechkeet, un deem seng privat Dossierer erunzekommen, am Gesetz steet, wann dat keng exzessiv Verletzung vu senger Privatsphär ass. Wien decidéiert dat? Wie seet, wat eng exzessiv Verletzung vu mengem Privatleben ass? Dat kann dach nëmmen de Betreffene selwer maachen. Ma dee Betreffene selwer muss dat hei net maachen. Et geet duer, wann deen, deen déi Demande mécht, kann den Interêt public erklären. [...] Dat geet eis ze wäit! [...] Och eng Persoun, déi am ëffentleche Liewe steet, huet e Recht op eng Privatsphär, an déi solle mir schützen.“ Zitierende.

Dës Bedenken änneren awer näischt drun, datt d'Fuerschungs- an Informationsfräiheet fir d'ADR vu fundamentaler Bedeitung ass. An do muss een effektiv iwwerleeën, ob d'Archivgesetz vun 2018 net misst adaptéiert ginn.

Och hei seet den Denis Scuto a sengem „Fräie Mikro“ weider: „[Während] opgrond vun den Dispositione vum Lëtzebuurger Archivgesetz vun 2018 vill Dossierer aus der Zäit vum Zweete Weltkrich zu Lëtzebuerg, nach ëmmer net direkt accessibel an duerch ze laang Schutzfriste gespaart sinn, huet d'franséisch Regierung 2015 eng Dérogation générale fir all Archivfongen aus der Zäit virun 1945 decidéiert.“

An ech mengen och, dass grad déi Zäit, wéi ech vu menge Virriedner héieren hunn, hei vill Leit interesséiert an och wichteg ass, fir d'Geschicht ze verstoen a fir d'Zukunft ze léieren. Wäer dat net och eng gutt Iddi fir eist Land? Här Minister, wéi stitt Dir zu där Iddi?

Ganz besonnesch um Häerz läit der ADR och de Beruff vun den Archivisten. Mir brauchen iwwregens ëmmer méi Bibliothecairen, Archivisten an Dokumentalisten an hunn der elo schonn net genuch.

D'ADR hat an deem Kontext schonns am Juli 2021 d'Regierung gefrot, wéi si op dës Problem reagéiere wéilt. Deemools hat si geäntwert: „De Besoin un Archiviste fir d'Ministèren an d'Verwaltungen ass zënter dem Akraafttriede vum Gesetz iwwert den Archivage vum 17. August 2018 an d'Luucht gaangen, a wäert an deenen nächste Joren och nach weider klammen. Den Nationalarchiv ass mat de Verwaltungen amgaangen, Tableaux de tri ze realiséieren – esou wéi d'Gesetz iwwert den Archivage et virgesäit. Fir d'Tableaux de tri an de Verwaltungen auszeschaffen an ëmsetzen, brauch ee qualifizéiert Leit.“ Vläicht kann och do den Här Minister schonn Äntwerte ginn, wou dës Aarbechten am Moment dru sinn.

Aus deem Grond muss de Staat déi néideg Efforten ënnerruelen, fir dës Berufssweeër ze promovéieren an de Rekrutement vu qualifizéiertem Personal ze ënnerstëtzen. Leider kann een, wéi mer elo grad scho vu mengem DP-Kolleeg André Bauler héieren hunn, zu Lëtzebuerg am Beräich Bibliothecaire, Archivist an Dokumentalist weeder eng vollstänneg Ausbildung maachen nach e Studium. D'Formatiounen un INAP vermëttelen just eng Aart Basiswëssen, sinn awer net equivalent mat enger vollstänneger Ausbildung oder engem Studium. Interesséiert Studente si forcéiert, an d'Ausland ze goen.

D'ADR ríft d'Regierung dofir op, Gespräicher mat de Verrieder vum betraffene Beruufssektor ze féieren, fir d'Iddi vun enger vollstänneger Ausbildung respektiv engem vollstännegen Studium hei zu Lëtzebuerg am Hibleck op hir Realiséierungsméiglechkeeten ze präiwen a wa méiglech och ëmzesetzen.

Och hei géife mir gär eng Motioun deposéieren. Kucke mer, wéi vill se sech iwwerschnéit mat där vum Här Kolleg André Bauler.

Motion 2

D'Chamber vun den Deputéierten

stellt fest, datt

– de *Besoin* un Archiviste fir d'Ministèren an d'Verwaltungen zu Lëtzebuerg zënter dem Akraafttriede vum Gesetz iwwert den *Archivage* vum 17. August 2018 an d'Luucht gaangen ass an an deenen nächste Joren nach weider klamme wäert,

ass sech bewosst, datt

– de Staat zu deem Zweck déi néideg Efforten ënnerhuele muss, fir dëse Beruff ze promovéieren an de Rekrutement vu qualifiziertem Personal ze ënnerstëtzen, ëmsou méi, wéi een zu Lëtzebuerg an deem Beräich weeder eng vollstänneg Ausbildung nach e Studium maache kann,

fuerdert d'Regierung op,

– méiglechst séier Gespräicher mat de Verrieder vum betraffene Beruufssektor ze féieren, fir d'Iddi vun enger vollstänneger Ausbildung respektiv engem vollstännegen Studium fir Archivisten zu Lëtzebuerg am Hibleck op hir Realiséierungsméiglechkeeten ze präiwen a wa méiglech och ëmzesetzen.

(s.) Alexandra Schoos.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci, Madamm Schoos.

Mme Alexandra Schoos (ADR) | An der Konklusioun zu hirem Avis joint vum 15. Abrëll 2024, deenen de Veräin vun de Lëtzebuurger Archivisten an d'Associatioun vun de Lëtzebuurger Bibliothekären, Archivisten an Dokumentalisten am Kader vun der Consultation publique iwwert d'Archivgesetz op hirem Site publizéiert haten, gëtt op e Mësstand higewisen, deenen eisen architektonesche Patrimoine betrëfft:

„Nous notons en outre qu'il n'existe pas de place de stockage et de conservation pour les maquettes d'architectes. Il ne s'agit évidemment pas de documents d'archives au sens propre du terme, mais d'objets dont la préservation devrait trouver une solution globale.“

An deem Kontext hat ech den Här Minister d'lescht Joer am Mee gefrot, ob et an der Regierung Iwwerleeunge géif ginn, hei zu Lëtzebuerg eng Institutioun ze schafen, déi sech dem systemateschen Stockéieren a Conservéieren vun Architekturmaquette consacréiert an dofir déi néideg Raimlechkeeten zur Verfügung gestallt kritt.

An der Äntwert vum Här Minister stoung ze liesen, dass de Kulturministère bereet wier, Gespräicher mam Luxembourg Centre for Architecture ze féieren an ze iwwerpräiwen, ob deen an Zukunft de Missiounen vun engem nationalen Architekturzentrum kéint nokommen. An deem Sënn wéilt ech och hei gär den Här Minister froen, ob dës Gespräicher scho gefouert goufen a wat dobäi rauskonn ass.

Schlësse wëll ech dës Ried, andeem ech nach eng Kéier aus dem exzellente Podcast vum Denis Scuto zitieren, deen un d'Adress vun der Lëtzebuurger Regierung folgenden Appell geriicht huet: „Huet Iech e Beispill un de Legislatiounen vun eisen [Nopeschlänner] a reviséiert d'Archivgesetz!“

Villmools merci alleguer fir d'Nolauschtenen.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Madamm Schoos. An d'Wuert huet elo déi honorabel Madamm Djuna Bernard. Madamm Bernard, Dir hutt d'Wuert.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Merci, Här Präsident. Kolleginnen a Kollegen, d'Archivgesetz vum Minister Bettel vum 2018 war e wichtege Schratt fir d'Regulatioun an den Ëmgang mat historeschen wäertvollen Dokumenter. Leider ... Nee, pardon, net „leider“! Virdrun ...

(Hilarité)

Ech weess net, wou deen elo hierkonn ass.

Virdrun hat Lëtzebuerg kee gesetzleche Kader fir d'Archivierung vun offiziellen Dokumenter. An dësem Gesetz huet d'Basis geschaf, fir Archiven ze erhalen a se no klore Reegelen zougänglech ze maachen.

D'Wichtigkeet vun esou engem Gesetz steet, mengen ech, fir eis allegueren heibannen ausser Fro. Mee wat sech an de leschte Joren och gewisen huet, ass – an dat ass jo och ganz normal bei engem neien Text –, dass och dësen Text u seng Limite stéisst, un alleréischter Stell, wat d'historesch Recherche ugeet, eppes, wat ons allegueren heibanne misst um Häerz leien a wat ouni d'Archiven iwwerhaapt net méiglech ass.

D'Praxis huet gewisen, dass mer op där enger Säit ons historesch Recherche zu Recht iwwert déi lescht Joren extreem gestärkt hunn, mat méi Moyenen, mam C²DH a mat villen Opträg un d'Lëtzebuurger Chercheuren och vum Lëtzebuurger Staat. Mir mussen also op där anerer Säit och alles maachen, fir dass dës Recherche dee beschtméiglechen Accès zu den Archive kritt.

D'Nationalarchiven an hir Mataarbechter leeschten eng exzellente Aarbecht, an et war och richteg a wichtege, dass meng Kollegin Sam Tanson hinnen an deene leschte Joren hir Ressourcen opgestockt huet.

Ech hätt dowéinst direkt eng éischt Fro un den Här Minister. Kënn Dir ons wannechgeléift soen, wéi de Rekrutement an den Archiven den Ament weidergeet? Wéi vill Poste goufen zejoert geschaf? A wéi vill sinn der am Pluriannuel virgesinn?

Allerdéngs mussen d'Nationalarchive sech natierlech nom Gesetz richten, wat an der Praxis de Moment awer derzou féiert, dass Dokumenter heiansdo méi schwéier zougänglech sinn. Besonnesch d'Fuerschung an d'Wëssenschaft leiden dorënner. Mir hunn also hei en Dilemma tëscht zum enge laange Schutzdelaien an dem Dateschutz an zum aneren dem Recht op Informatioun a gläichzäiteg och der Fräiheet vun der Recherche.

Fir den Historique nach emol kuerz ze belichten – an ech weess, eng Rei Virriedner hunn dat scho gemaach –: D'Gesetz gouf nach ënnert der DP ausgeschafft an et si laang Schutzfristen agefouert ginn, 75 Joer fir Dokumenter mat perséinlechen Donnéeën, 100 Joer fir finanziell a bankespezifesch Donnéeën. Dëst war keen Zoufall, mee konn opgrond vun engem staarke politeschen Drock, eppes, wat mer och zum Moment vum Vott bedauert haten. Zu dësem Moment war et quasi onméiglech, e Kompromëss an dësem Punkt ze erreechen.

Mir sinn der Meenung, dass dës Delaien elo, nodeems d'Gesetz seng éischt Schrëtt gemaach huet, nach eemol am Sënn vun der Fuerschung no ënnen ugepasst sollte ginn. An ech hu mat ganz vill Freed zur Kenntnis geholl, dass de Spriecher vun der DP dat änlech gesinn huet.

Iwwert déi lescht Jore goufe verschidden Erfarungen an der Praxis mat der Applikatioun vum Gesetz gemaach. Dofir huet déi viregt Ministesch, d'Madamm Tanson, am Februar 2023 decidéiert, eng Journée

d'échanges iwwert d'Archivgesetz vum hei a mat den Nopeschlänner ze organiséieren. Dee Moment ass d'Fro vun den Délais d'accès an awer och de Modalitéiten, fir eventuell Derogatiounen unzefroen, diskutéiert ginn. Duerno ass weider an engem Aarbechtsgrupp diskutéiert ginn, och am Echange mat all de Producteuren vun Dokumenter. Well dat ass jo hei déi grouss Erausforderung vun dësem Text: D'Nationalarchive sinn d'„Hüter“ vun deenen Dokumenter, mee si sinn awer gläichzäiteg och tributaire vun de Produzenten vun den Dokumenter.

Et soll een hei och d'Erfahrungswärter, mengen ech, mat eranhuelen, déi am Kader vu verschiddene Projekte gemaach goufen, déi méi onkonventionell behandelt goufen – den Här Fayot ass virdu schonn drop agaangen –, wou d'Chercheuren iwwer eng sougenannten „Déclaration d'accès“ den Accès zu den Dokumenter kruten. An ech mengen, déi Erfarunge sollt een duerchaus och an zukünftige Iwwerleeunge vum Text eraflësse loossen. A wann ech den Här Fayot richteg verstanen hunn, ass dat och e bëssen eng Iddi, déi en a senger Proposition de loi aflësse gelooss huet.

Och den haitege Minister huet den Terrain consultéiert an hei si wichtege Remarken a Problematiken erakomm. Och dëst goufe vu ville Virriedner scho genannt. Ech wëll just eng eraushiewen, an zwar den Avis vu Jonk BAD, déi wierklech nach eng Kéier soen, dass et net genuch Fachpersonal an der Archivistik gëtt. Den Här Bauler sot dat jo och schonn, an ech mengen, dass mer eis do och musse Gedanken maachen, wéi mer hei a punkto Basisausbildung, eventuell mat engem Studium op der Uni Lëtzebuerg, kënnen Äntwerte ginn, mee awer och an der Formation continue, fir och hei eng besser Forméierung vun den Experte kënnen ze erreechen.

Den Defi ass folgenden, Kolleginnen a Kollegen: Wéi kënnen d'Archiven esou moderniséiert ginn, datt se der Gesellschaft a virun allem deenen hëllefen, déi am Alldag mat den Archive schaffen? Dëst, fir en Deel vun onser Geschicht opzeschaffen a verständlech Analysen an déifgräifend Recherche ze maachen, an natierlech, wuelgemierkt, am Respekt vum Dateschutz an de wëssenschaftlechen Zwecker.

Mir stellen als Gréng net de Kär vum Gesetz a Fro, mir sinn awer der Meenung, dass bei bestëmmte Punkten nogebessert sollt ginn, an dat mam klaren Zil, et den Historiker an hirer elementarer Aarbecht net nach méi komplizéiert ze maachen, mee méi einfach.

Mir sinn der Meenung, dass d'Schutzfristen allgemeng wéi och am Verglach mat den EU-Länner, wéi Däitschland oder der Belsch, zum Deel ze restriktiv sinn. Besonnesch déi enorm laang Schutzfristen zum Finanzwiesen erschénge eis däitlech ze laang, fir och fir dësen zu Lëtzebuerg wichtege Sektor déi néideg entsprecheend historesch Opschaffung kënnen ze maachen.

Zweetens sinn d'Reegele fir d'Recherche ze strikt an dat féiert dozou, dass d'Fuerscher duerch komplex a laang Prozesser musse goen, fir Zougang zu Dokumenter ze kréien. Mir fannen, dass e Modell wéi déi op verschiddene Plazen applizéiert Recherchenerklärung mat enger Selbstverpflichtung e gangbare Wee ass. Dëst bedeit, dass eng Persoun, déi Zougang zu bestëmmten Archiven ufreet, eng Erklärung ënnerschreift, wouduerch si sech da verpflichtet, verantwortlech mat den Donnéeën ëmzegoen. Dëst géif et dee Moment erméiglechen, d'Schutzfristen ofzekierzen, ouni de Schutz vu sensibelen Informatiounen a Fro ze stellen.

E Fuerscher, Kolleginnen a Kollegen, weess mat esou Quellen an esou Momenter mat senger

Verantwortung émzegoen. Et ass en Deel vun de Grundlagen, déi een als Historiker oder Archivist léiert. An ech kann Iech dat aus eegener Erfahrung soen.

Dëst erfuerdert awer och eng méi grouss Transparenz zu der aktueller Praxis. D'Fuerscher kënnen momentan net ëmmer novollzéien, firwat verschidde Fichiere geschwäert ginn oder firwat et esou schwéier ass, Zougang zu bestëmmte Kategorië vun Dokumenter ze kréien.

E gesonden, mee och e respektvollen Echange tëscht Wëssenschaft an Archivwiesen ass eng wichteg Virussetzung, fir gemeinsam un engem Strang ze zéien. Gläichzäiteg ass et och wichteg, datt d'Archive matzäiten agebonne ginn, wa gréisser Recherche-projeten ustinn, soudatt d'Fongen, déi jo awer bis elo och nach net alleguerten opgeschafft sinn, dat kënnen preparéieren, wat hinnen dann och erëm laangfristeg méi Zäit aspuert.

Dofir rappeléieren ech nach Kéier: D'Archivgesetz vun 2018 war e wichtige Schrëtt, mee et dierf net d'Fuerschung hemmen an um Enn och net d'Historiker ausbremsen. Et ass elo un der Zäit, mat den Erfahrungswärter, déi een ugesammelt huet, d'Archivgesetz op den aktuellen internationale Stand ze bréngen, am Interêt vun der Fuerschung, vun der Gesellschaft a vun der Geschichtsschreiwung.

Ech soen Iech Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci, Mammad Bernard. A prett als nächste Riedner ass den honorablen Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kollegeinnen a Kollegen, d'Thema haut ass vläicht net direkt grouss oder prominent an der Press ze fannen, mee et ass awer eent, dat e groussen Impakt op eist kollektiiv Gediechnes an eis demokratesch Transparenz huet: d'Gesetz iwwert den Archivage vun 2018.

Dëst Gesetz sollt – an dat war zumindest d'Intention – eng kohärent Basis fir d'Gestioun vun eisen nationalen Informatiounen an den Archive schafen. Verschidden Elementer huet et erfüllt, anerer, dat hu mer elo schonn héieren, an ech wäert nach drop agoen, net ëmmer esou, wéi ee gemengt huet. Virun allem déi kloer Definitioune vun den eenzelne Schrëtt sinn net esou erfollegräich, wéi ee sech dat vläicht hätt kënnen wënschen, wéi et viru siwe Joer hei an der Chamber war.

Elo musse mer eis also froen: Erfüllt dëst Gesetz wierklech wéi virgesi seng Aufgab? D'Zil vun dësem Gesetz war an ass et, eis kollektiv Erënnerung ze erhalen, ze garantéieren, datt eis Geschicht fir d'zukünftige Generatiounen zougänglech bleift. Et sollt och, an dat ass, mengen ech, genausou wichteg, zum bessere Fonctionnement vun eiser öffentlecher Verwaltung an eisem demokratesche System bäidroen.

Mee wéi mer haut schonn héieren hunn a wouop ech nach weider wäert agoen, weist d'Realitéit haut leider en anert Bild. Dat eent ass, datt mer vläicht mat dem Opbau an dem Opschaffe vu verschiddenen Archiven net esou séier weiderkomm sinn, wéi mer eis dat geduecht hätten, an anerersäits natierlech, wéi dann den Accès zu deenen Archive gehandhaabt gëtt.

D'Kommunikatiounszeiten, déi festleeën, wéini den Zougang zu den Archiven erlaabt ass, sinn exzessiv laang. Dëst stellt besonnesch e Problem fir Fuerschungsprojeten iwwer eis Zäitgeschicht duer. Wéi kënnen mer aus eiser méi rezenter Vergaangenheet léieren, wann d'Dokumente, déi eis dobäi hëllef kéinten, fir Fuerscherinnen a Fuerscher einfach net accessibel sinn?

D'Modalitéiten, fir Derogatiounen ze froen, sinn ëmständlech a schrecken d'Fuerscherinnen a d'Fuerscher heefeg of. An et gouf jo och scho Fäll, wou den Accès zu Dokumenter einfach komplett ofgeleent ginn ass, wou d'Entscheidung dofir awer net ëmmer novollzéierbar war a wou et dann e gewëssenen Hin an Hier gebraucht huet, fir iwwerhaupt dann awer op en Deel vun den Dokumenter kënnen zouzegräifen. Dowéinst kann ee sech schonn d'Fro stellen, wéi vill wichteg Fuerschungsprojeten iwwer eist Land net realiséiert gi sinn, well d'Prozeduren ze komplizéiert waren.

An eiser Verfassung ass d'Fräiheet vun der Fuerschung verankert. Dëst ass keng Klenggekeet, mee e fundamentaalt demokratesch Recht. Eis Archivpolitik dierf dës Fräiheet net aschränken. Ganz am Géigendeel, si soll dës Fräiheet ënnerstëtzen. Transparenz ass nämlech d'Fundament vun eisem demokratesche System. D'Biergerinnen an d'Bierger hunn d'Recht ze wëssen, wéi a firwat Entscheedungen, déi hiert Liewe mol méi a mol manner staark beaflosst hunn, geholl goufen, an net nëmme déi, déi hei an der Chamber geholl goufen ..., mee eeben och déi Dokumenter, déi haut an d'Archiver verséiert ginn, wou eeben Notten, Preparatiounsbréiwer – éischter elo nach an den Archiven ze fannen – an an Zukunft och E-Mails an – jo, firwat net? – och digital Messages archivéiert goufen.

Ech verweise just op eng ganz rezent Geschicht, déi jo awer ville Leit e Begrëff ass: d'Acquisitioun vun de Covidvaccine vun der Europäescher Kommissioun, wou et e grouse Sträit doriwwer gëtt, ob WhatsApp-Messages, SMSen an esou weider mussen an d'Archive verséiert ginn.

Ech mengen, wann et d'demokratesch Recht ass, dat opzeschaffen, vläicht net dans l'immédiat – woubäi ech mer och wënsche géif, dat dans l'immédiat opzeschaffen –, mee zumindest historesch kënnen ze begleeten, da musse mer vill méi an d'Archive verséieren an da musse mer den Archiven an de Fuerscher och d'Méiglechkeet ginn, dat ze notzen.

A genau do ass, mengen ech, haut d'Kruz: datt mer zum Beispill ganz Kategorië vun Dokumenter net als Dokument consideréieren, well et ze nei ass, well mer eis guer net virstelle konnten, wéi déi Evolutioun – heiansdo seet ee Revolutioun – vun deenen Dokumenter kéint sinn, a mer och net wëssen, wéi een déi dann an engem Tableau de tri propper ernaamen an da propper stockéiere géif, fir se dann och iwwert déi Delaien ze archivéieren.

Also sinn eis Archiven e wichteg Instrument, fir Transparenz ze garantéieren. Déi öffentlech Consultatioun, déi de Kulturministère ufank vum Joer lancéiert hat, ass fir eis Piraten op alle Fall e richtige Schrëtt, e Schrëtt an déi richteg Richtung. Mee elo brauch et an eisen Aen awer och konkret Ännerungen, déi den Zougang zu eisen Archive verbessern.

D'Kommunikatiounszeiten mussen – an ech soen et nach eng Kéier – däitlech verkierzt ginn, fir de Fuerscherinnen a Fuerscher esou méi séier en Accès erméiglechen ze kënnen. Et kéint ee sech jo och iwwerleeën, ob een engersäits natierlech d'Kommunikatiounszeit erofsetzt a sech gläichzäiteg awer eng zweet Limit gëtt, ab wéini doriwwer publizéiert dierf ginn; datt ee vläicht, wann ee weess, datt eng Dokteraarbecht awer e puer Joer dauert, schonn am ufank vu senger Dokteraarbecht Accès zu den Archive kritt, mat eeben enger Contrainte, datt een eréischt dräi, véier Joer méi spéit iwwert déi Donnéeë konkret dierf publizéieren. Dat wär vläicht eppes, woumat een d'Kommunikatiounszeit nach däitlech méi kuerz kéint maachen, wéi verschiddener vun de Virriedner dat schonn ugeschwat hunn.

Dann, d'Prozeduren, fir d'Derogatioun ze kréien, musse vereinfacht ginn a virun allem transparent sinn. Et muss ersichtlech sinn, firwat verschidden Derogatiounen net gi goufen.

D'Aféierung vun enger Déclaration de recherche gouf schonn erwänt, si kéint hei eng gutt Pist sinn, fir de Fuerscher/innen d'Aarbecht ze erlichten. D'Ausland weist do, wéi een dat ka maachen, wéi een op där enger Säit den Accès an op där anerer Säit awer och de Schutz vu sensibelen Donnéeë ka garantéieren, well mir brauchen eng besser Balance tëscht dem Schutz vu sensibelen Donnéeën an dem Recht op Informatioun.

D'Archive sinn net just stëbseg Pabeieren an donkele Këschten, mee ëmfaassen eng Panoplie u verschiddene Saachen a Géigestänn. Si sinn d'Gediechnes vun eisem Land, d'Beweiser vun eiser gemeinsamer Vergaangenheet a Geschicht an doduerjer d'Fondatioun fir eis kollektiv Zukunft. A fir déi kollektiv Zukunft opzebauen, muss een déi Archive kënnen exploitéieren. An dofir brauche mer natierlech gutt ausgebildeten Archivisten, virun allem, wa mer dat elo an all de Gemenge mussen opschaffen, wou nach, mengen ech, ganz, ganz vill Aarbecht ze maachen ass – vun enger ganzer Rëtsch vun anere Verwaltungen an och parastaatlechen Organisatioune guer net ze schwätzen.

Mir hoffen op alle Fall, datt d'Regierung elo déi noutwendeg Reformen aleet, fir eist Archivgesetz ze moderniséieren an ze garantéieren, datt eis kollektiv Erënnerung net just preservéiert, mee och méi zougänglech gemaach gëtt.

Ech soen Iech Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Clement. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorablen Här Marc Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Merci, Här President. Ech hunn a mengen Archive gewullt an d'Debatt vum 10. Juli 2018 erëmfonnt.

(M. Marc Baum montre une documentation.)

An ech hunn am ufank geduecht: Mee am Fong géif et jo bal duergoen, datt ech déi Ried nach eng Kéier halen, déi ech deemools 2018 gehalen hunn.

(Hilarité)

Dunn hunn ech awer déi ganz Debatt gelies an dunn hunn ech geduecht: Mee am Fong kéint ech och grad esou gutt der Madamm Tanson hir Ried nach eng Kéier hale respektiv dem Här Fayot seng Ried nach eng Kéier halen, well alles dat, wouriwwer mer elo diskutéieren, an déi Problematik, iwwert déi mer elo diskutéieren, war deemools schonn ugeluecht am Gesetz an an den Diskussiounen ronderëm dat Gesetz.

Den Här Fayot huet och zu Recht ugefaange mam Verweis op eng Debatt, déi mer virgëscher hei hatten, op Initiativ vum honorablen Här Bauler, iwwert d'Bedroung vun der Destabiliséierung vun der Demokratie. Ironescherweis war den Här Bauler deemools 2018 Rapportier vun deem Gesetz, iwwert dat mer elo diskutéieren.

M. André Bauler (DP) | Net ironescherweis!

M. Marc Baum (déi Lénk) | An ech wäert och zum Schluss a menge Konklusiounen nach eng Kéier op dee Punkt vun en Dënschden zrëckkommen, well ech effektiv mengen, datt zu enger funktionéierender Demokratie och gehéiert, datt ee Wëssen a Wëssensvermittlung doriwwer huet, wat déi eege Geschicht bedeit. An dobäi ass den Zougang zu den Archiven en essentiell Element, fir ze verstoen, wéi

eng Gesellschaft funktioniert, fir ze verstoen, wéi eng Decisiounen zu wéi engem Zäitpunkt geholl gi sinn, a fir ze verstoen, wéi historiesch Feeler konnte geschéien.

A mir stellen an der Applikatioun vun dësem Gesetz vun 2018 fest, datt grad deen Zougang zu Dokumenter awer e ganz grouse Problem duerstellt, an der Praxis souguer en nach méi grouse Problem, wéi deemools an de verschidde Riede gesot ginn ass.

An ech mengen, datt een Element vun deene Problemer vum Accès am Esprit vun deem Gesetz vun 2018 läit, wat ganz weesentlech a positiv Elementer huet, wat awer och ganz weesentlech Elementer huet, déi wierklech problematesch sinn. An entscheidend bei all deene Froen ass: Wat ass consultéierbar? A fir d'Fuerscher eeben d'Fro: Wat ass iwwerhaupt erfuer-schbar?

An do ass ee vun deene grouse Problemer, op dee schonn dee Moment viru siwe Joer ganz vill Leit higewisen hunn, deen, datt et immens vill Restriktiounen an deem Gesetz gi sinn, zum Beispill, datt alles, wat perséinlech Donnéeën ugeet, eréischt 25 Joer nom Doud vun enger physischer Persoun dierf consultéiert ginn. An den Här Fayot ass zu Recht drop agaangen, datt d'Gesetzter iwwert d'Privatsphär an de Schutz vun der Privatsphär op lieweg Persounen geméint sinn an net op Persounen, déi dout sinn a wou ee quasi d'Privatsphär verierwe kann. Dat ass net de Sënn vun deenen Attributiounen, déi an de Gesetzter ronderëm d'Privatsphär sinn, déi awer hei den Anzuch fonnt hunn an dësem Gesetz.

An dat ecrasantst Beispill, iwwert dat mer am meeschten 2018 diskutéiert hunn, sinn Dispositiounen, déi zum Beispill soen, datt Dokumenter, déi d'national Sécherheet betreffen, während 50 Joer net consultéierbar si respektiv datt Dokumenter, wou et ëm d'Prevention vu Crimé gaangen ass, während 50 Joer net kënne consultéiert ginn – wat een och iergendwéi nach novollzéie kann – an datt, par contre, Dokumenter, déi mam Steiergeheimnis ze dinn hunn, bis zu 100 Joer net kënne consultéiert ginn. Den Här Bauler huet a senger Interventioun haut gesot, datt dat op Drock vum Finanzministère geschitt ass. An ech ka mech nach ganz gutt un déi Reunionen an de Kommissiounen deemools erënneren: Et war effektiv eng ganz, ganz grouss Pressioun, déi do ausgeübt ginn ass.

An duerfir ass et vläicht interessant, nach eng Kéier e kleng Schrëtt zréckzegoen, well an där alleréischter, urspringlecher Fassung vun deem Projet de loi, dee vum Kulturminister Xavier Bettel – jo, dem Kulturminister Xavier Bettel, dat war effektiv dee Moment esou – deposéiert ginn ass, stoung nämlech dran, datt d'Steiergeheimnis komplett exclus wier aus deenen Dokumenter, déi missten un d'Nationalarchiver weidergeleet ginn.

Dat huet an der Kommissioun parteiwwergräifend zu engem groussen Opschrei gefouert, wou jiddwereen, inklusiv de Verrieder vun der CSV, gesot huet: „Mee dat do kann net sinn!“ – de Verrieder vun der CSV dee Moment, deen och elo nach Historiker ass, mee elo en plus nach Minister ass.

Et ass gesot ginn: „Dat kann net sinn!“ An do ass da vun der Koalitiounssäit, notament vun der DP, en éischte Komproméssvorschlag komm: 100 Joer. Dat ass esou vill wéi a kengem anere Land fir alles dat, wat d'Steiergeheimnis ugeet, an dat si ganz, ganz weesentlech Dokumenter!

De Staatsrot huet gesot: „Mir verstinn net. Wou kommen déi 100 Joer hier? Dat mécht iwwerhaupt kee Sënn.“ D'Deputéierten hunn, Majoritéit an Opposition, gesot: „Déi 100 Joer, dat mécht kee Sënn!“ An et ass sech trotzdeem mordicus dorunner gehale

ginn. An an der Chambersdebat 2018 huet och den Här Fayot gesot: „Notamment déi doten Dispositiounen maache kee Sënn.“ D'Madamm Tanson huet dat och gesot: „Notamment déi doten Dispositiounen maache kee Sënn.“ Insgesamt ass et schaarf kritiséiert ginn.

A wat hunn déi Lénk gemaach an där Debat? Si hunn en Amendement proposéiert, fir deen Delai vun 100 Joer op 50 Joer erofzesetzen. A wat ass geschitt, léif Kolleeginnen a Kolleegen? 58 Deputéierten hu géint dat Amendement gestëmmt. 58 Deputéierten, also och d'Deputéiert Tanson an den Deputéierte Fayot. A si hunn allen zwee ...

(Brouhaha)

... gesot an der Erklärung, si géifen dat Amendement zwar „ganz sympathesch“ fannen, ...

(Hilarité)

... mee et géif awer juristeschen Bedenke ginn. A Wierklechkeet, déi eenzeg Bedenke, déi et gi sinn, dat war de Koalitiounszwang!

(Exclamations)

Zënterdeem hunn ech zumindest geléiert, datt een an der Chamber e Glossär brauch. An ech soen dat elo fir jiddwereen: Soubal en Deputéierten aus der Majoritéit Iech seet, e géif eng Iddi „ganz sympathesch“ fannen, heescht dat iwwersat näischt anescht wéi: „Si ass gestuerwen!“ Sou.

(Hilarité)

Dat huet dann awer – an domat wëll ech ophalen; ech hunn dat elo och ganz humoristeschen wëllen duerleeën – och e bëssen eppes mat där éischter Fro ze dinn, wat dann d'Vertrauen an d'Demokratie an d'Vertrauen an d'Institutiounen ugeet. Wann d'Chamber an d'Deputéierte sech selwer net méi seriö huelen, wa se de Géigendeel vun deem maachen, wat se soen a wat se denken, ech mengen, dann dierf ee sech net wonneren, wann a POLINDEX-Etuden erauskënnt, datt Jonker kee Vertrauen an d'Demokratie hunn.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Baum.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Kulturminister Eric Thill.

Prise de position du Gouvernement

M. Eric Thill, Ministre de la Culture | Merci, Här Président. Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, ech wëlt dermat ufänken, fir d'alleréischte menge Virriedner e ganz, ganz grouse Merci ze soe fir hir Contributiounen an och hire ganz konstruktiven Input. E grouse Merci geet natierlech och un den Här Fayot, deen dës Interpellatioun ugefrot huet.

D'Initiativ, sech haut de Mëtteg an aller Rou hei am Haus méi déifgrënneg mat der Fro vum Archivage an dem Rôle vun den Archiven am Allgemengen ze beschäftegen ... Dat ass eng Thematik, déi am öffentlichen Debat vläicht net ëmmer déi Opmierksamkeet kritt, déi se verdéngt. Dobäi ass se – an dat ass de Mëtteg och scho méi wéi eng Kéier ugeschwat ginn – besonnesch an dësen Zäiten ëmsou méi wichteg.

Dofir freet et mech, wéi gesot, dass mer haut de Mëtteg och e breede Konsens hunn, net nëmme wat d'Noutwendegkeet vun engem uerdentlechen Archivage ugeet, mee och wat d'Unerkennung vun där wäertvoller Aarbecht an och de Missiounen vun eise Nationalarchiv ugeet.

D'Archive sinn net nëmme e Backup fir Dokumenter, si sinn dat kollektiiv Gedächtnes vun onsem Land a

spillen dobäi och eng entscheidend Roll fir d'Funktionéiere vun eiser Demokratie. An enger Zäit, wou Feelinformatiounen, digital Manipulatiounen an och Polariséierung leider ëmmer méi present sinn, bidde grad d'Archiven eppes, wat haut méi wäertvoll ass wéi jee, nämlech den onverfälschten, vertrauenswiderge Zougang zu historieschen Quellen. Si liwwere Fakten a keng Meinungen. An et ass hautdesdaags wichteg, genau dësen Ennerscheed ze maachen.

Mee d'Archive sinn net nëmme stëll Zeie vun der Vergaangenheet, si si lieweg an erlaben eis, eis Geschicht ëmmer erëm op en Neits ze deiten an d'Géigewaart och mat engem kriteschen Bléck ze betruechten.

D'Archivgesetz vun 2018 – an dat ass de Mëtteg och schonns ugeschwat ginn –, dat war, jo, e richtige Gamechanger fir d'Archivkultur hei am Lëtzebuerger Land. Et gouf fir déi éischte Kéier e legale Kader geschaf, deen éischten deemools e gudd Komproméss duergestallt huet an deen zweetens och déi ënnerschiedlech Etappe vum Tri, vun der Konservatioun oder och der Destruktioun souwéi vum Versement an d'Nationalarchiv a vun der definitiver Konservatioun bis hin zur Kommunikatioun reegelt. Bis dohinne war een ëmmer op de gudden Wëlle vun den öffentlichen Entitéiten ugewisen.

Elo, aacht Joer duerno, huet ee seng Experienz mam Archivgesetz gemaach, dat, wéi gesot, 2018 gestëmmt gouf. Wann ech virdru sot, dass d'Archive liewen, dann heescht dat och, datt d'Archive mat der Gesellschaft Schratt halen a sech logescherweis och un déi nei Realitéiten upasse mussen. Däers sinn ech mer als Kulturminister bewosst an doru schaffe mer och am Kulturministère.

Aus dësem Grond hu mer, wéi gesot, och eng Consultation publique lancéiert. Dat war am Februar 2024. An dozou hutt Dir mech, Här Fayot, gefrot, wat d'Resultater waren. Fir mech ass ganz kloer – an dat ass de Mëtteg och ugeschwat ginn –, dass mer e groussen Interêt haten, e groussen Interessi, wou vill Avisen erageschéckt goufen. Et ass eng Eenegkeet bei den Acteuren um Terrain, dass mer eng Noutwendegkeet hunn, och dëse legale Kader unzepassen. A jo, dës Consultation publique war fir mech en éischte Schratt an déi richteg Richtung, fir am Dialog zesummen no Léisungen ze sichen, wéi mer dat Gesetz hei kënne upassen. An dat maache mer natierlech och zesummen an der Kulturkommissioun.

Här Präsident, ee Sujet, dee besonnesch vill Opmierksamkeet krut, ass natierlech och dee vun de Schutzfristen, also den Délais de protection, während deenen eenzel Archive prinzipiell net zougänglech sinn, fir d'Rechter vun de betraffene Persounen oder och d'Interessie vum Staat an och der Industrie ze garantéieren an ze schützen.

Den Zougang zu öffentlichen Archiven ass a bleift e Fundament vun enger transparenter an demokratescher Gesellschaft. Dofir ass et wichteg, datt mer déi Schutzfristen an och d'Kommunikationsregele kontinuierlech hannerfroen an un déi aktuell Erausforderungen upassen. Dat ass jo och de Mëtteg méi wéi eng Kéier hei ugeschwat ginn.

Et schéngt mer wichteg, awer nach eng Kéier un de fundamentale Prinzip vum eiser Archivgesetzgebung ze erënneren: D'Gesetz gesäit grondsätzlech den offenen Zougang zu den Archiven vir. Restriktiounen duerch Schutzfristen stellen hei eng Ausnam duer a si ganz kloer net d'Reegel. Dat soll och weiderhin den Esprit vun dësem Gesetz bleiwen.

Tatsächlech gëtt an deene villen Diskussiounen iwwert den Archivzugang dacks vergiess, dass d'Inventaire vun den öffentlichen Archiven, vun hirer

Iwwergab un d'Nationalarchiv, awer haut schonn zougänglech sinn. Allerdéngs gëtt et och Dokumenter, déi duerch d'Gesetz iwwert den Archivar a besonnesch geschützt mussen ginn, haaptsächlech fir Privatinteressen oder och den Interessi vum Staat an eeben och dee vun der Industrie ze garantéieren.

Et besteet awer d'Méiglechkeet, ënner bestëmmte Bedéngungen dësen Zougang zu den Archiven ze kréien. Den Zougang kann an deem Sënn an zwou Konstellatiounen virgezu ginn: entweder mat der schrëftlecher Autorisatioun vun där betroffener Persoun oder am Kader vun enger wëssenschaftlecher Aarbecht am ëffentlechen Interessi, virausgesat natierlech, datt d'Privatsphär oder och aner gesetzlech geschützt Rechter net iwwerméissig verletzt ginn. Dat bedeit, dass een ëmmer ofweie muss.

Op där enger Säit huet een den oppenen Accès zu den Archiven, deen esou wichteg ass an engem demokratesche Rechtsstaat, op där anerer Säit huet een d'Rechter an d'Interêten vun de Biergerinnen a Bierger, dem Staat an der Industrie, déi et awer och ze schützen gëllt. An dat mécht eist Nationalarchiv mat gréisster Suergfalt an och Effizienz an et profitéiert hei natierlech och vu senger laangjäregger Erfahrung op dësem Gebitt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Kontributionen vun der ëffentlecher Consultatioun hunn awer och kloer gewisen, dass d'Demande besteet, dës Modalitéiten ze iwwerschaffen an eeben den Accès zu Dokumenter ze erliichteren. Dofir si mer och amgaangen, am Kulturministère ze analyséieren, ob déi besteeënd Delaen nach ëmmer sënnavoll sinn an och aktuell nach un d'Exigencë vun eiser Gesellschaft ugepasst sinn; esou zum Beispill och d'Feststellung, datt d'Leit logescherweis ëmmer méi al ginn.

Mir wëlle bei den Analysen och erausfannen, ob verschidde Kategoriën vun Informatiounen nach ëmmer gutt genuch geschützt sinn. Och si mer amgaangen ze kucken, wéi eng Typpe vun Informatiounen geschützt solle ginn am Sënn vum Interessi vum Staat, vun der Industrie a vun eise Biergerinnen a Bierger. Als Beispill fir d'Interessie vum Staat kann een natierlech kritesch Installatiounen ervirhiewen, déi natierlech an der aktueller politescher Situatioun geschützt mussen ginn.

Iwwerleeunge ginn och gefouert, fir kloer Definitionen vun de Schutzfristen auszeschaffen an domat och e prezise Fokus op dat, wat geschützt muss ginn, ze leeën. Domat sollen natierlech déi Donnéeën ausgeschloss ginn, déi net schützenswäert sinn.

Als Kulturministère schaffe mer dofir, wéi gesot, un enger Reform, déi ënner anerem nei an och adequat Schutzfristen aféiere soll. An deem Kader préiwe mer och, ob net verschidden Delaen vun de Schutzfristen kënne gekierzt ginn.

Eng weider Pist kéint och sinn, en explizite Schutz vun Informatiounen, déi mat kriteschen Infrastruktur vum Land verbonne sinn, anzeféieren, oder eng speziell Protektioun fir Mannerjäreger ze envisagéieren.

No der Consultation publique wäerte mer elo an engem zweete Schratt dës Iwwerleeungen an och Piste mat den Acteuren um Terrain virundreiwen, fir hei och dee gréisstméigleche Konsens zesummen ze fannen.

D'Zil ass et, d'Modalitéiten un déi gesellschaftlech Entwécklungen unzepassen an nach méi op d'Besoinen vun de Biergerinnen a Bierger, den Archivexperten anzegoen, während natierlech op där anerer Säit d'Rechter vun de betroffene Persounen an dat ëffentlecht Interessi och weiderhi konsequent mussen

respektéiert ginn. Mir wëllen esou en equilibréierte Wee tëscht Transparenz, Dateschutz a kulturellem Ierwe fannen.

Här President, d'Fro vum Gläichgewicht tëscht dem Respekt vun den ëffentlechen oder industriellen, kommerziellen Interessen an der Privatsphär féiert mech zum nächste Punkt. Et gouf och ugeschwat, ob déi aktuell Gesetzgebung net eventuell eng Brems kéint si fir d'Fuerschung an der zäitgenëssescher Geschicht. Dës Dokumenter sinn dacks besonnesch sensibel, well vill vun de betroffene Persounen oder eeben och hir Nokommen nach liewen an hir Privatsphär direkt kéint beréiert ginn.

Dowéinst sinn d'Schutzfristen agefouert ginn, fir eeben d'Rechter vun de betroffene Persounen ze garantéieren. Och eis Nopeschlänner hunn an hirer Gesetzgebung änlech Fristen virgesinn, fir de Schutz vun de perséinlechen Donnéeën an och d'Interessie vum Staat sécherzestellen. Dacks ass och net d'Dauer vun de Fristen den eigentleche Problem. Wéi mer virdru gesinn hunn, erlaabt d'Gesetz, och d'Archiven, wou nach eng Schutzfrist drop leeft, zougänglech ze maachen.

D'Statistike weisen an deem Sënn, datt bei enger bedeitender Zuel vun dësen Ufroen positiv entscheet gouf, während nëmme méi e klengen Deel refuséiert gouf. An de Joren 2023 an 2024 goufe ronn 90 % vun den Demandes de consultation an och den Demandes de reproduction positiv aviséiert. De richtegen Challenge läit dofir an zwou aneren Erausforderungen:

Éischtens: d'Quantitéit vun den ze traitéierenden Archiven. Deen immense Wuesstem vun den ëffentlechen Archiven an de leschte Joren, zesumme mat der grousser Mass vun den Archiven, déi d'Nationalarchiv schonn hat, ier d'Gesetz vun 2018 a Kraaft getrueden ass, ass e ganz, ganz grouss Volume.

Säit 2018 liwweren d'Producteurs d'archives publiques Inventaire vun de Pabeiersdokumenter of, déi d'Nationalarchiv a seng Datebank aspeist an esou och zougänglech mécht. Dës Obligatioun gouf et virdrun net, soudass d'Nationalarchiv déi Archiven, déi virun 2018 erauskomm sinn, och opschaffe muss.

Fir dës Quantitéiten ze traitéieren, sinn natierlech vill Ressourcen noutwendeg. D'Ressourcen, déi si gewuess, jo, mee et gëtt awer nach weider Challenges, et geet nach net duer, fir déi Archiven, déi den Nationalarchiv elo schonns huet, an deem Sënn och alleguerte séier kënne opzeschaffen.

Déi zweet Erausforderung ass natierlech den Opwand, d'Demande fir d'Ausnameregelungen och ze administréieren. Den Traitement en bonne et due forme vun enger Derogatioun bréngt en zäitopwändegen, awer och en incontournabelen Aarbechtsopwand mat sech.

D'Entwécklung vun der Fuerschung zu Lëtzebuerg, ënner anerem och duerch d'Schafung vum Luxembourg Centre for Contemporary and Digital History, den C²DH, huet – an dat huet den Här Fayot och richtig gesot – zu engem bedeitende Wuesstem vum Interessi un zäitgenësseschen Archive gefouert.

Vill wëssenschaftlech Projekte baséieren op Archiven, déi nach net vollstänneg inventoriéiert konnte ginn. Doduercher kann d'Accèszäit och verlängert ginn. Fir d'Zuelen an deem Sënn nach méi konkret ze maachen: Zwëscht 2020 an 2024 huet d'Sektioun vun der zäitgenëssescher Geschicht vum Nationalarchiv am Duerchschnitt 6.100 Ufroen pro Joer betreffend haaptsächlech d'Consultatioun, de Conseil an och d'Reproduktioun vun ëffentlechen Dokumenter kritt.

Parallél dozou konservéiert d'Nationalarchiv eng ëmmer méi grouss Quantitéit vun zäitgenësseschen Archiven. Dës sinn aktuell méi wéi 25 Kilomeeter lineär. Fir Iech do en Androck ze ginn: Dat si 25 Kilomeeter Loftlinn, d'Distanz tëscht der Gemeng Schieren an der Stad Lëtzebuerg!

Une voix | Très bien!

M. Eric Thill, Ministre de la Culture | Dës Archiven – an och dat ass wichteg ze soen –, déi wuessen all Joer ëm ee Kilomeeter weider. An dann dierfe mer op kee Fall och den onheemlech groussen Datevolume vun den digitalen Archive vergiessen. Dat ass och eng Risenerausforderung fir alleguerte d'Archivinstitutionen an de ganze Staat.

Fir dës Situatioun ze verbesseren, huet d'Nationalarchiv och haut schonn eng Rei Moossnamen ëmgesat. Ech géif der hei just e puer opzielen: d'direkt Kooperatioun tëscht Archivproduzenten a Fuerscher, fir den Accès an och den Traitement vun den Ausnameregelungen ze vereinfachen; d'Finalisatioun vun de Selektionstabellen, also den Tableaux de tri, fir eng méi effizient Strukturéierung vun den Archiven; d'Opbau vun engem effikasse Reseau vun Archivbeoptraagten, fir de Floss vun Dokumenter besser ze organiséieren; d'proaktiv Zesummenaarbecht mam C²DH, fir eng Lëscht vu geplangte Fuerschungstheemen opzestellen an esou och d'Inventarisatioun dorop ofzestëmmen; d'Zesummeschaffe mat all de concernéierten Acteuren, fir um Gebitt vun der Digitaliséierung och virunzekommen; d'Nodenken iwwer an d'Aféiere vun ënnerstëtzenden Informatiounssystemer an och d'Notzung vun neien Technologien, fir d'Inventarisatioun an och d'Digitaliséierung ze beschleunegen, wéi zum Beispill iwwert d'Intelligence artificielle. Dës Efforté si fundamental, fir e modernt Archiwiesen ze halen, dat Effizienz, Transparenz a wëssenschaftleche Fortschritt op eng equilibréiert Manéier och vereent.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, nieft den Delaen sinn awer och d'Modalitéiten vun den Demandes de dérogation e wichtige Punkt. D'Prozedur fir esou eng Demande ass kloer an eiser Archivgesetzgebung festgehalen. Falls een net den Accord vun där vum Dossier concernéierter Persoun huet, da muss een eng schrëftlech Demande beim Direkter vum Nationalarchiv eraginn. Dës Modus operandi ass net eenzegarteg fir Lëtzebuerg, e fonctionéiert op änlech Manéier wéi an aneren europäesche Länner, besonnesch wéi a Frankräich an och an Däitschland.

Ech wëll op ee Punkt insistéieren, deen dacks ënnerschat gëtt. Och wann dës Prozedur heiansdo als onnéideg schwéierfällig empfונnt ka ginn, ass se an enger demokratescher Gesellschaft absolut essential. Si ass net do, fir Fuerscherinnen a Fuerscher an hirer Aarbecht ze behënneren, nee, mee ganz au contraire fir sécherzestellen, datt d'Transparenz an den Dateschutz och verantwortungsbewosst matenee verbonne ginn.

D'Zuelen ënnersträichen dës ganz kloer: Tëscht 2018 an 2024 sinn insgesamt 532 Demanden am Nationalarchiv fir d'Consultatioun vu geschützten Archiven agaangen. Nëmme 61 vun deene 532 goufen zeréckgewisen. Am Beräich vun der Reproduktioun vu sensiblen Archive goufen am nammlechen Zäitraum vun 79 Demanden der 23 refuséiert.

D'Nationalarchiv schafft zanter dem leschte Joer awer och u Méiglechkeeten, fir d'Prozedur vun den Demandes de dérogation weider ze optimiséieren a ganz kloer och ze vereinfachen. Dofir hunn d'ANLUX en neien interaktive Formulaire säit ufangs dës Joers op guichet.lu lancéiert. Duerch eng méi enk Zesummenaarbecht tëscht den ANLUX, de Producteuren vun ëffentlechen Archiven an och de Fuerscherinnen a

Fuerscher war et méiglech, standardiséiert Äntwerte mat Listes déroulantes ze proposéieren an d'Prozedur méi kloer an och méi intuitiv ze gestalten.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, och d'Theema vun der Fuerschungserklärung oder der Dérégation de recherche gouf kuerz ugeschwat, eng Praxis, déi och vun den Archives générales du Royaume an der Belsch agefouert gouf. Ech weisen drop hin, datt dës Erklärung keng gesetzlech Grondlag huet, mee eng reng administrativ Praxis duerstellt. D'Dokument, dat vu Fuerscherinnen a Fuerscher an der Belsch ënnerschriwwen gëtt, confirméiert, datt si déi perséinlech Donnéeën, op déi si Zougëff kréien, net op eng Aart a Weis benotzen oder och publizéieren, déi de betroffene Persounen oder och anere Mënsche kéint schueden.

Allerdéngs ass et entscheidend, d'juristesch Relevanz vun esou enger Erklärung och korrekt anzuschätzen. Wa Fuerscherinnen a Fuerscher zu Lëtzebuerg am Kader vun enger Demande de dérogation Zougang zu bestëmmten Archiven erhalen, iwwerhuele si an deem Sënn automatesch och d'Verantwortung fir d'Beaarbechtung vun de perséinlechen Donnéeën, déi an dësen Archiven enthalen sinn. D'Ënnerschreiwung vun enger Fuerschungserklärung géng also just déi legal Verflechtung, déi scho virduerch d'Gesetz besteet, ënnersträichen. D'Reegelen iwwert den Dateschutz gëlle fir all Persoun a fir all Situatioun, onofhängeg vun engem zousätzleche Formulaire.

Gläichzäitig ass et och wichteg, ze betounen, dass d'Nationalarchiv, och wann esou eng Erklärung agefouert géif ginn, net vun hirer Pflicht befreit wier, all Fuerschungsufrö individuell ze evaluéieren. Et muss awer och weiderhi gepréift ginn, ob d'Fuerschung am öffentlechen Interessi ass an ob d'Rechter vun de betroffene Persounen, vum Staat oder och vun der Industrie respektéiert ginn. Dës Obligatioun gëllt d'ailleurs net nëmme fir d'Nationalarchiv, mee och fir all Détenteur d'archives publiques wéi zum Beispill och hei an der Chamber oder och dem Staatsrot.

Aus den elo grad genannte Grënn schéngt et mir dofir den Ament net onbedéngt néideg, esou eng Fuerschungserklärung nom belsche Modell hei zu Lëtzebuerg anzeféieren, well mir schonn e vergläichbare Mechanismus hunn, deen eeben och spezifesch un eise legale Kader ugepasst ass. Wéi schonns gesot, handelt et sech dobäi ëm deen neien Onlineformulaire. Dëst ass och ganz am Sënn vun der Simplification administrative a ganz no dem Prinzip vum Once-Only, also der Vermeidung vun enger duebeler Bürokratie.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wat dem Här Fayot seng Fro betreffend de Contrat de coopération ugeet, wëllt ech dem Här Fayot mat op de Wee ginn, dass am Moment ganzer siwe Gemengen esou e Kontrakt mat den Nationalarchiven ënnerschriwwen hunn. Et sinn hei nach weider Kontrakter ënnerwee, an der Maach, mee jo – an dat soen ech och hei ganz däitlech –, ech sinn do ganz bei Iech, dass mer do nach Loft no uewen hunn. Dat soen ech, an dofir sinn ech och ganz frou, dës Message mat bei d'AN-Lux ze huelen an hei och e weideren Echange mam Syvicol ze féieren.

Wann ech vum Syvicol schwätzen, da kommen ech och op d'Gemengen ze schwätzen. An dat soen ech als fréiere Gemeengepapp: Wat d'Archiven ugeet, hunn och d'Gemengen eng Responsabilitéit. Ech betounen awer och – an den Här Spautz huet et virduerch und gesot –, dass zemoools kleng Gemeenge grouss Problemer hunn an heimat e groussen Challenge viru sech hunn, fir och beim Archivage hirer Responsabilitéit nozekommen. Mee ech sinn awer och hei gewëllt,

am Syvicol de Kontakt ze sichen, fir ze kucken, hei konkret Pisten auszeschaffen, fir hei och d'Gemeengen an Zukunft beschtméiglech ze ënnerstëtzen.

Des Weidere gouf ech och ugeschwat, wat d'Inspektioun ugeet. Hei kann ech Iech mat op de Wee ginn, datt de Rapport annuel sur l'encadrement des archives publiques alljoers vun den Nationalarchiven publizéiert gëtt. Dir fannt déi alleguerten online um Internetsite. Fir d'Joer 2023 hunn ech mer soe gelooss, dass dës Editioun esou gutt wéi fäerdeg ass an och an deenen nächste Woche wäert publizéiert ginn.

Wat d'Formatioun ugeet – ech mengen, och dat ass e Sujet, deen de Mëtteg vu ville Fraktiounen ugeschwat ginn ass, eng Thematik, déi ech ganz eescht huelen –: Mir gesi ganz kloer, dass eng Demande um Terrain do ass. Jo, mir gesinn, dass de Beruff vum Archivist sech iwwert déi lescht Joren enorm weiderentwéckelt huet an och professionaliséiert huet.

Wichteg ze soen ass op dëser Plaz, dass d'Nationalarchiven elo aktuell scho Formatiounen, Formationen, um INAP proposéieren, fir de Beamten och do déi néideg Formatiounen mat op de Wee ze ginn. Dës Formatiounen sollen an Zukunft däitlech ausgebaut ginn, a jo – dat hat ech och scho gesot –, mir sinn och a Kontakt mat der Héichschoulministesch, fir hei weider Pisten auszeschaffen.

Wat d'Fro vum aktuellen Effectif ugeet, deen d'Nationalarchiven zur Verfügung stoen hunn: 2018 hu ganzer 27 Leit fir d'Nationalarchiv geschafft, nom Akraafttriede vum Gesetz ass een am Joer 2024 bei engem Effectif vu 50 Leit, déi aktiv sinn. Eleng vun 2022 op 2024 sinn hei ronn 10 Leit bäikomm.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hunn am Ufank gesot, d'Archive misste mat de gesellschaftlechen Entwécklungen och Schratt halen. Besonnesch an engem digitale Kontext, wou Informatiounen sech innerhalb vu Sekonnen ausbreeden, gezielt verännere oder souguer verfälscht kënnen ginn, brauche mer och weiderhi sécher, verlässlech Archiven, déi Authentizitéit garantéieren.

Mee dëst Ierwen erhält sech ganz kloer net vun eleng. D'Digitaliséierung stellt eis viru grouss Erausforderungen: Wéi kënnen mer historesch Dokumenter an enger ëmmer méi virtueller Welt sécher archivéieren? Wéi kënnen mer awer och eis Archive géint Manipulatioun a Verloscht schützen? A wéi garantéiere mer, datt eist kulturellt Gediechtnes och fir déi nächst Generatiounen weiderhin zougänglech bleift?

Mir hunn dofir eng Strategie fir national Donnéeën ausgeschafft, déi ech an de kommende Wochen dem Regierungsrat wäert presentéieren. Dës national Strategie fir d'Erhale vun den digitalen Donnéeën beedeit, eng déifgräifend Reflexioun ze féieren, fir dësen neie reglementaresche Bestëmmungen, besonnesch deene vun Europa, och kënnen Rechnung ze droen. An dës nei national Strategie fir d'Erhale vun den digitalen Donnéeën ass virun allem och eng Roadmap iwwert d'Gouvernance, déi sech op de ganzen öffentleche Sektour bezitt an déi Hëllef soll, d'Prioritéit fir déi digital Konservéierung vun den Donnéeën dann och an Zukunft ze definéieren an ze garantéieren.

Dir Dammen an Dir Hären, Här President, ech wëllt zum Ofschloss kommen an nach eng Kéier e puer generell Remarque mat op de Wee ginn.

D'Nationalarchiv soll a mengen Aen nach méi e fundamentalen Acteur vun eiser Demokratie ginn, do-duerch dass et notament mat Fakten national an och international Evenementer dokumentéiert. D'Nationalarchiv erlaabt et de Biergerinnen a Bierger, demokratesch Prozesser hei am Land ze suivéieren an

och ze iwwerpräiwen. Dës Méiglechkeet ass e wichtegen, e ganz wichtige Pilier vun eiser gesonder Demokratie.

An de leschte Joren hu sech och d'Bild an d'Roll vun den Archivisten grundsätzlech geännert. Haut si si net nëmme déi, déi d'Vergaangenheet versueren an doriwwer waachen, nee, si sinn Acteur-cléer fir eis digital Zukunft. Hir Aarbecht gëtt ëmmer méi wichteg fir d'Transparenz, d'Wëssenserhaltung an och d'laangfristegt Erhale vun eisen Donnéeën. Si hëllefen eis, erëmfannen an och ze verstoen, wat de Staat gemaach an och decidéiert huet. An dem aktuelle Kontext kritt dës Funktioun – an dat ass de Mëtteg och méi wéi eng Kéier ugeschwat ginn – eng ganz bedeitend, eng ganz besonnesch Roll. Archiven an Archivisten stellen d'Avantgarde am Kampf géint Desinformatioun an och Fake-news duer.

Dann, Här Fayot, Dir hat d'Wuert „verstëbst“ an de Mond geholl, gebraucht. Ech wëllt Iech do, soen ech emol, widersprieche. Ech wëllt do eppes kloerstellen: D'Archive si fir mech alles anescht wéi verstëbst. Wann ech gesinn, mat wat fir engem Engagement, engem Häerzblutt an och engem technesche Wëssen, Knowhow, d'Archiven an hir Mataarbechter hir Missioun erfëllen, da kann ech dat an deem Sënn net sou stoe loossen. An dee Stereotyp, dass mer nach ëmmer vu „verstëbst“ schwätzen an d'Archiven domat a Verbindung bréngen, dee passt fir mech net. A grad dee Stereotyp ass fir mech verstëbst.

Dir Dammen an Dir Hären, Här President, eist Nationalarchiv steet aktuell viru ganz groussen Erausforderungen: d'Förderer vun enger Archivkultur hei am Land, d'Traitéiere vun där enormer Mass un Donnéeën, de Wiessel op déi digital Archivéierung an och déi komplex Plënnreaktioun, déi logistesche Héich usprochsvoll ass.

Dofir wëll ech op dëser Plaz der Madamm Direktesch, der Madamm Kirps, vum Nationalarchiv an och der ganzer Ekipp e ganz, ganz grouse Merci soe fir hiren Engagement an hiren alldieglechen Asaz zugonschte vun eisem Patrimoine.

Här President, d'Archivisten ass a bleift ganz kloer e liewegt, e komplex an en dynamescht Feld, dat sech net mat einfachen oder och schematesche Léisungen regléiere léisst. Wéi ech et virduerch schonns ervirgehuewen hunn, sinn ech amgaangen, am Kulturministère mat eise Leit och vun den Archiven déi ënnerschiddlech Pisten aus der Consultation publique intern ze analyséieren. A jo, ech sinn och absolutt oppen dofir, Retouchen an dësem Gesetz virzehuelen. Fir e moderne gesetzleche Kader ze schafen, brauche mer equilibréiert a gutt duerchduecht Léisungen, déi d'Interessie vun allen Acteuren, de Fuerscher, de Bierger an och der Öffentlechkeet, op eng equilibréiert a virun allem och transparent Manéier berücksichtegen. Dofir ass d'Abanne vun den Acteuren bei sou engem Exercice natierlech och onëmänglech.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci. An dann direkt Parole après ministre fir den Här Franz Fayot.

M. Franz Fayot (LSAP), interpellateur | Merci, Här President. Merci och, Här Minister, fir Är Äntwerten op déi munnech Froen. Fir just vläicht direkt op dat ze reagéieren, wat Der mer zum Schluss e bësse reprochéiert hutt, dass ech d'Archive „verstëbst“ genannt hätt: Ech mengen, Dir hutt mer do net gutt nogelauschtert. Ech hunn d'Archiven zu kengem Moment verstëbst genannt. Ech weess, dass d'Nationalarchiv wéi och all déi aner Instituter, déi mat Archiven ze dinn hunn, eng formidabel Aarbecht maachen an dat Besch maachen.

Dat, wat ech verstëbst genannt hunn, dat ass déi Philosophie, déi aus dem Gesetz vun 2018 awer ervirgeet an déi mer de Mëtten, mengen ech, iwwert d'Banken eraus ..., an déi och aus där Consultatioun ervirgeet, déi Philosophie, déi dorauservirgeet, dat heescht déi vun enger Verschléissung am Fall vun Zweifel, déi Philosophie vun de villen Derogatiounen, vun den Delaien, déi d'Chercheuren mussen iwwer sech ergoe loossen an hiren Demanden un d'Archiven, an iwwerhaapt e bëssen déi Fro vun der Kultur vum Zougang zu den Archiven.

An dat ass eng Fro, déi Der och ugeschwat hutt, oft mat Verweis op eng e bëssen, a mengen Aen, exzessiv Interpretatioun vun der Privatsphär an och en, mengen ech, e bëssen exzessiivt Verständnis vun dem Dateschutz, soudass do d'Chercheuren, d'Recherche, eeben oft Bengelen an d'Féiss gehäit kréien. An dat ass an der Mentalitéit verstëbst. Mee dat geet, wéi gesot, direkt aus dem Esprit vum Gesetz vun 2018 ervir. An do hunn ech och elo net richtig verstan an Ären Explikatiounen, ob Der wëllt fundamental do-runner erugoen.

Dir hutt gesot, ee vun den Challenge wären déi vill Derogatiounen, déi d'Nationalarchiv misst behandeln, déi aus der Recherche kommen. An domadder ginn och ganz vill Retarden an Delaien anhier. An dofir och d'Fro: Sidd Der net der Meinung, dass dat weist, dass ee vläicht muss verschidde vun deenen Derogatiounen ofschafen, verschidde vun deenen Delaie verkierzen, fir dass eeben och d'Nationalarchiv an aner Instituten net méi domadder konfrontéiert sinn, mat deene multiplen Derogatiounen, déi se mussen bearbechten?

Ech si frou, dass Der gesot hutt, dass Der elo amgaang sidd, dat alles opzeschaffen. Dir hutt beschriwwen, wéi Der mat deenen Aarbechte vun där Consultatioun do ëmgitt. Ech wär awer interesséiert, e bëssen ze wëssen, wat Ären Delai ass, wat Är Zäitschinn ass, fir dat elo ze maachen. Wéini kënnen mer mat engem Projet de loi rechnen, basierend, wéi gesot, op deenen awer ganz kloer Kriticken, déi aus där Consultatioun vum leschte Joer do ervirgoungen?

Merci.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Här Minister, et ass un Iech.

M. Eric Thill, Ministre de la Culture | Merci. Also ech hunn et gesot: Effektiv, ech si gespréchsberéit – Dir hutt et elo nach eng Kéier gesot –, fir eeben och un dat Gesetz do ze goen, verschidde Adaptatiounen do ze maachen, wou se Sënn maachen – an ech mengen, doriwwer hu mer de Mëtteg och rieds gehat –, wou mer, mengen ech, e breede Konsens hunn, deen och an déi richtig Richtung geet.

Ech wäert Iech elo hei – an dat soen ech ganz éierlech – keen Datum soen. Mir ass et wichteg, intern – an dat maache mer grad – ze analyséieren, ze evaluéieren, wat an deene verschiddeenen Avisen steet, wat de Mëtteg och hei ugeschwat ginn ass, wat bei der Consultation publique erauskomm ass, ze analyséieren, ze evaluéieren, wat hei déi verschidde Fraktiounen haut de Mëtteg gesot hunn.

Dir hutt eng Proposition de loi gemaach, wou mer eis jo dann och dermat wäerte beschäftegen, an da wäerte mer dat an deenen nächste Méint an aller Rou undiskutéieren, dat och an der Chamberskommission. Ech stinn zu deem, wat ech gesot hunn, dass mer Adaptatiounen maachen, do, wou se Sënn maachen, mat den Acteuren um Terrain, an dat och zesummen hei mat der Chamber.

M. Fernand Etgen, Président de séance | An dann nach Parole après ministre fir d'Madamm Bernard.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Jo, merci. Ech wollt just eng konkreet Nofro stelle par rapport zu den Zuelen. Dir hutt mer gesot, wat den Iwwerbléck ass vun den Zuele vun 2022 op 2024. Ech hat och d'Fro gestallt par rapport zum Pluriannuel, wéi et effektiv elo perspektivesch weidergeet. Vlächcht kënn Der eis do nach eng méi konkreet Äntwert ginn. Merci.

M. Eric Thill, Ministre de la Culture | Merci fir déi Fro. Ech kann Iech dat net méi konkreet beäntweren. Dat do sinn déi Zuelen, déi ech elo esou am Kapp hunn, déi ech an déi Richtung och preparéiert hat. De Pluriannuel, dee géif ech Iech awer ganz gären dann noreechen, soudass Der dann déi ganz Donnéeën och hutt, fir Iech dann e Gesamtbild ze maachen.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci dem Här Kulturminister Eric Thill. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Motions

Mir kommen elo zur Diskussioun respektiv dem Vott vun deenen zwou Motiounen, déi bei dësem Debat deponéiert goufen.

Motion 1

Fir d'éischt d'Motioun Nummer 1 vum Här André Bauler. Da géif ech direkt dem Auteur d'Wuert ginn.

M. André Bauler (DP) | Jo, merci, Här President. Ech wollt awer d'Motioun, well ech virdrun déi Geleeënheet net hat, kuerz virstellen. Ech ginn net op déi Consideranten do an. Ech verschounen Iech dovunner. Ech wollt just eng Kéier op d'Invitten agoen.

An zwar wollt mer d'Regierung invitéieren, d'Resultater vun der uewen ernimmter éffentlecher Consultatioun am Kader vun enger Upassung vun enger Rei Dispositiounen vum Archivgesetz ze berücksichtigen; dann d'Konditiounen fir den Zougang zu den Archiven nei ze bewäerten – ech mengen, dat war jo d'Diskussioun de Mëtten –, fir de fräien Zougang zu den Dokumenter ze vereinfachen, während gläichzäitig e fairt Gläichgewicht tëscht dem Informatiounszougang an dem Schutz vu sensibelen a perséinlechen Date garantéiert gëtt; den Dialog och mat de betroffenen Acteuren weider ze fërderen, andeems se an d'Virbereedungsarbechte fir eng Upassung vum legale Kader agebonne ginn.

An da sollt mer awer och nach d'Regierung invitéieren, d'Beméiunge weiderzefëreren, d'Allgemengheet fir d'Wichtigkeet vun der Archivarbecht, der Archivéierung, d'fundamental Roll vun den Archivisten an d'Erausfuerderung betreffend d'Erhale vum dokumentaresche Patrimoine ze sensibiliséieren; de gesetzleche Kader betreffend d'Numeriséierung vun den Archiven unzupassen, fir eng besser Kohärenz vun deene verschidde gesetzleche Bestëmmungen an dësem Beräich ze garantéieren, besonnesch eebe wat – et ass ugeschwat ginn – d'Dematerialiséierung, d'Conservatioun vun den digitalen Dokumenter an den Asaz vun ugepassten technologesche Léisungen ugeet; dann d'Léisunge vun der Kënschtlecher Intelligenz an d'Iwwerleeunge betreffend d'Archivéierung ze integréieren, fir d'Gestioun, d'Accessibilitéit an d'Konservéierung vun den Donnéeën ze optimiséieren.

An zum Schluss invitéiere mer gären d'Regierung, eeben d'Zesummenaarbecht tëscht deene verschiddeenen Institutiounen, Fachexperten a privaten Acteuren ze fërderen, fir esou eng effizient an harmoniséiert Gestioun vun den Archiven ze garantéieren.

Ech soen Iech Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci, Här Bauler. An da kritt d'Madamm Bernard d'Wuert.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Jo, merci, Här President. Merci, Här Bauler, fir nach eng Kéier d'Explikatiounen zu den Invitten. Bon, ech mengen, déi Konkusiounen sinn nach alleguerten e bësse vag. Ech verstinn, dass den Här Minister probéiert, sech hei elo nach net ze vill festneelen ze loossen a sech vill Dieren opzehalen. Mir wäerten dat da kritesch weider begleeten.

Ech mengen, den Här Fayot huet zu Recht no enger Timeline gefrot. Och do sidd Der vag bliwwen. Mee mir wäerten, mengen ech, jo och am Kontext vu senger Proposition de loi de Sujet nach kënnen verdéiwen.

Ech wëll virausschécken, dass mer dës Motioun zwar matdroen, mee ech mengen, et wier awer och en Zeeche vun enger gewëssener intellektueller Eierlechte gewiescht, wann ee bei de Consideranten en Tired derbäigesat hätt, dass déi viregt Regierung och scho mat Aarbechten ugefaangen huet, fir dës Gesetz ze debattéieren. Ech mengen, et gouf jo och am Kader vun dësem Debat op d'Journée higewisen. De Rapport krute mer virgelleucht, dat hätt een nach hei kënnen ernimmen.

Mee, kommt, mir sinn net klenglech, mir stëmmen d'Motioun mat.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci. Da geet d'Wuert un den Här Fayot.

M. Franz Fayot (LSAP), interpellateur | Jo, merci, Här President. Déi Motioun ass eppes, wat mer och, mengen ech, kënnen matdroen. Dat Eenzezt, wat mech e bësse stéiert, muss ech éierlech soen, dat ass am zweeten Invite, do, wou et ëm den Equilibre juste zwëschen dem Accès zu der Informatioun an der Protektioun vun den Données à caractère sensible oder personnel geet: Deen Equiliber ass fir de Moment net ginn. Ech mengen, déi ganz Diskussiounen, déi mer de Mëtten haten, weisen, dass de Pendel ausgeschloen ass a Richtung vun enger exzessiver Interpretatioun vun der Vie privée, wat dozou gefouert huet, dass ganz oft keen Accès do ass zu den Dokumenter aus den Archiven. An hei geet et, mengen ech, méi drëm, deen Equiliber erëm an déi aner Richtung hierzestellen a vlächcht och zu enger korrekter juristescher Interpretatioun vun der Vie privée ze kommen.

Ech hunn déi Jurisprudenz genannt, déi gesot huet: „D'Protektioun vum Privatliwien ass fir déi Lieweg, net fir déi Doudeg.“ A mengen Ae gëtt och den Dateschutz hei actuellement exzessiv interpretéiert an der Applikatioun vum Gesetz vun 2018. An dofir wär et mir wichteg, dass mer och do Kloerheet géife schafen.

An ech hu wëlles, an deem Sënn och eis Cellule scientifique hei vun der Chamber mat där doter Fro ze saiséieren, fir do e Contre-avis ze kréien, notamment vum CNPD, deen nach eng Kéier elo an där Consultation publique erauskomm, an och de manière générale, wéi dat Gesetz vun 2018 applizéiert gëtt a Bezuch op d'Vie privée. Mee soss, pour le reste, kënnen mer déi Motioun hei, mengen ech, matdroen.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci, Här Fayot. Da geet d'Wuert un den Här Marc Baum.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Merci, Här President. Och mir wäerten dës Motioun matdroen. Et muss een awer soen, datt, wann een den Minister elo nogelauschtert huet, seng Explikatiounen deelweis méi wäit ginn. A wann hei drasteet, datt de legislative Kader soll adaptéiert ginn en vue vun der

Numerisation, dann huet de Minister awer scho wierklech Overture gemaach, datt de legislative Kader, och wat d'Delaien ugeet, soll adaptéiert ginn. An et wier dann och schéi gewiescht, wann een dat hei drastoe gehat hätt.

Fir de Rescht deelen ech d'Meenung vun der Madamm Bernard, oder vum Här Fayot, wat d'Konklusionen ugeet an effektiv wat d'Interpretation ugeet, well dat ass jo den Hauptproblem: déi am Moment existéierend Interpretation vun deenen Dispositionen.

Et ass awer näischt dran, woufir ee ka géint dës Motion sinn. Si léisst Dieren op, an duerfir wärte mer dat hei och matstëmme. Dir hutt verstanen: Dës Motion ass mer méi wéi sympathesch.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci, Här Marc Baum. Ech ginn d'Wuert weider un den Här Marc Spautz.

M. Marc Spautz (CSV) | Merci, Här President. Ech mengen, aleng schonn opgrond vun den Ennerschrëfte vu menge Kolleeginnen a Kolleegen aus der Kulturkommission gesitt Der, dass mir déi Motion, déi den Här Bauler virgestallt huet, gutt fannen. A mir sinn och der Meenung, dass et wichteg ass, dass mer esou eng Motion mat dësem Signal haut hei an der Chamber stëmme. Dofir wëll ech nach eng Kéier ennersträichen, dass d'CSV d'Zoustëmmung zu dëser Motion gëtt. Villmools merci.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Spautz.

Kënne mer iwwert dës Motion à main levée ofstëmmen?

(Assentiment)

Vote sur la motion 1

Wie mat dëser Motion d'accord ass, soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Dës Motion ass domadder eestëmmeg ugehall.

Motion 2

Da kéime mer zur Motion vun der Madamm Schoos iwwert d'Ausbildung an d'Studium fir Archivisten. Wëllt Dir nach eppes dozou soen?

Mme Alexandra Schoos (ADR) | Herno.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Herno. Jo, den Här André Bauler.

M. André Bauler (DP) | Jo, merci, Här President. Ech kann et relativ kuerz maachen: Déi Motion hei rennt eigentlech, fir et op Lëtzebuergesch ze soen, oppen Dieren an.

D'Gespräicher sinn amgaangen, dat huet den Här Minister och betount. Mir hunn och, wéi mer héieren hunn, scho ganz vill Efforten am Beräich vun der Weiterbildung vu verschiddene Staatsbeamten am Kader vum INAP, déi sech eeben och op déi archivistesche Aarbecht konzentréieren, soudass am Fong geholl dës Motion, déi verlaangt, dass méiglechst séier Gespräicher mat de Vertrieeder solle gefouert ginn, eigentlech net méi ganz aktuell ass, well dat schonn amgaangen ass. An an deem Sënn ass se, fir et op gutt Lëtzebuergesch ze soen, superfetatoire.

Merci.

(Exclamations et hilarité)

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Bauler. Wie wëllt nach zu dëser Motion Stellung huelen? D'Madamm Bernard.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Jo, also mir hunn dat doten an eiser Ried gefuerdert, an da fanne mer et nëmme konsequent, datt mer och elo fir dës Motion stëmme.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Den Här Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Ech fannen et ëmmer e bëssen erstaunlech, wann eppes als superfetatoire ofgewénkt gëtt, just well ee seet: „Et rennt oppen Dieren an.“ Dat heiten ass eppes, mengen ech, dat vu méi wéi engem a senger Ried gefuerdert ginn ass. Ech hunn et selwer och nach eng Kéier ugeschwat.

Mir kënnen net op där enger Säit soen: „Mir brauche méi Archiver, mir mussen déi Archiver méi professionell ekipéieren“, an da stelle mer eis heibannen dergéint – zumindest géint d'Signalwirkung – ze soen: „Mir brauche méi Archivisten, da mussen mer se och ausbilden.“ Also iergendwou verstinn ech dann net, wéi dat superfetatoire ass!

Op där enger Säit seet een: „Mir mussen der méi ausbilden, well mer méi Archive brauchen“, mee wann awer elo een an der Chamber dat fuerdert, da si mer op eemol dogéint – also, nee, mir wëllen net dogéint sinn, mir soen einfach: „Et ass iwwerflësseg.“

Bon, Här Bauler, ech hoffen, datt Der dann eng Uschlossverwendung oder eng Niewenjobtätigkeit als Archivist kënnt op enger Gemeng ufänken, well d'Gemenge brauche se. A wa mer se net ausbilden, da mussen mir heibanne vläicht iergendwann alle guerten op eise Gemengen aushëllefen.

Also, mir stëmme dat mat.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci, Här Clement. Dann huet den Här Marc Baum d'Wuert gefrot.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Merci, Här President. Jo, „superfetatoire“ dat ass och esou e schéint Wuert, dat am Glossär vum Parlamentsspeak seng Plaz wäert fannen. Et gëtt näischt méi iwwerflësseg wéi dat Wuert „superfetatoire“, ...

(Hilarité)

... well „superfetatoire“ seet am Fong näischt aneres, wéi datt d'Regierung enger legitimer Fuerderung wëll nokommen. Ma, ech mengen, mir sinn d'Parlament, wa mir déi Fuerderung, déi legitim a vu jiddwerengem als solch unerkannt gëtt, maachen, da sollte mer deem och entgéintkommen an dat heite stëmme.

Mir stëmme déi Motion hei mat.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools. D'Madamm Schoos wëll nach eppes soen als Auteur.

Mme Alexandra Schoos (ADR) | Jo, ganz gär. Also, bis op dem Här Bauler soen ech all menge Virriedner villmools Merci, dass se dat esou gutt resüméiert hunn. Ech hat och fest dermat gerechent, dass dat an der Motion vum Här Bauler stéing, well just virdrun hat en dat nämlech erwänt, dass mer e Studium oder zumindest eng Ausbildung oder souguer ..., ech mengen, en hat am Kader vum Geschichtsstudium hei zu Lëtzebuerg gesot, dass een dat misst considéieren.

Ech mengen, ech begrëssen – ech hat dat och gehéiert –, dass den Här Kulturminister gesot hat, dass do Gespräicher lafen. Et steet dann awer zum Schluss a menger Fuerderung „wa méiglech“ – mir hunn et jo awer ganz large gehal – „och ëmsetzen“. Dowunner hunn ech elo nach näischt héieren, ech hu just vun de Gespräicher ... Dowéinst gëif ech et natierlech

begrëssen, wann och d'Majoritéit sech trotzdeem nach eng Kéier kéint consultéieren a vläicht déi Motion awer matstëmme, och wa se an hiren Ae superfetatoire ass.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci, Madamm Schoos. Ech gesi keng weider Wuertmeldung méi.

Da kéime mer zum Vott vun dëser Motion.

Vote sur la motion 2

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmme. Dann de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

Dës Motion ass bei 13 Jo-Stëmme, 33 Nee-Stëmme an 12 Abstentionen ofgeleent.

Ont voté oui : M. Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mmes Djuna Bernard, Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies (par M. Laurent Mosar), Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering (par M. André Bauler), Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. Gérard Schockmel), Gusti Graas (par M. Guy Arendt), Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella et M. Gérard Schockmel.

Se sont abstenus : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par M. Yves Cruchten), Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert (par M. Ben Polidori) et M. Ben Polidori.

5. 8298 – Projet de loi relative à l'établissement de réseaux de transport d'hydrogène

Mir kommen elo zum Projet de loi 8298 iwwert den néidege legale Kader fir d'Schafe vun engem Reseau fir de Waasserstofftransport. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht an deemno follgendermoossen opgedeelt: D'Rapportrice huet 10 Minutten, déi aner Riedner hu jee weils 5 Minutten an d'Regierung huet 10 Minutten. Ageschriwwen hu sech scho fir dësen Debat: den Här Jeff Boonen, den Här Georges Engel, den Här Tom Weidig, d'Madamm Joëlle Welfring, den Här Sven Clement. An d'Wuert huet elo d'Madamm Rapportrice vun dësem Projet de loi, déi honorabel Madamm Carole Hartmann. Madamm Hartmann, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de l'Économie, des PME, de l'Énergie, de l'Espace et du Tourisme

Mme Carole Hartmann (DP), rapportrice | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mam virleiende Gesetzestext gëtt d'Hydrogèenstrategie, déi 2021 ënnert der viregter Regierung ugehall ginn ass, an enger éischter Etapp ëmgesat.

Et geet hei virun allem dorëms, e legale Kader fir de Stockage an den Transport vum Hydrogène en place ze setzen. Am Kader vum PNEC gëtt den Hydrogène als e Schlësselement consideréiert, fir déi national Wirtschaft ze dekarbonéieren. D'Mise à jour vum PNEC am Joer 2023 huet et erlaabt, eng éischt Evaluatioun vum Hydrogènebesoin vun haut a vu muer ze maachen.

D'Consommation, déi aktuell bei 15 Gigawattstonne vu fossilem Hydrogène läit, soll bis 2030 230 Gigawattstonne vun erneierbarem Hydrogène erreechen. Dës Besoinen dierfte signifikativ bis 2050 klammen, fir dass mir hei zu Lëtzebuerg CO₂-Neutralitéit erreechen.

Fir dës Besoinen Rechnung ze droen, ass am PNEC 2023 festgehal, d'Planifikatioun an den Ausbau vun dem éischten interkonnektéierte Reseau fir den Transport vum Hydrogène ze prioriséieren, an dëst an Zesummenaarbecht mat de lëtzebuergeschen Acteuren an den Nopeschlänner.

Dëse Gesetzesprojet definéiert d'Missionen vum Gestionnaire vum Reseau, leet d'Sécherheetsregelen an d'Qualitéitskrittäre fest. Den Text setzt och de Kader fir d'Tarififikatioun a vertraut d'Surveillance vum Marché dem ILR un. Et gëtt e legale Kader geschaf fir d'Entwécklung an d'Exploitation vun enger performanter Hydrogènestruktur, déi d'Capacitéit soll hunn, e grouss Volume un Hydrogène zu engem kompetitive Coût ze importéieren.

Den Text soll och eng Autorisation fir op d'mannst ee Gestionnaire ausstellen, fir dësem d'Planung, d'Entwécklung an d'Exploitation vum Hydrogènesresau zu Lëtzebuerg ze erméiglechen, mat engem Fokus op d'Interkonnexioun mat den Nopeschlänner.

(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)

Dëst soll de Gestionnaire oder sollen d'Gestionnaires a Kollaboratioun mam Minister a mat der Régulationsautorité maachen.

An dësem Sënn soll och a Betruecht gezu ginn, eng Partie vun de bestoenden Infrastrukture fir de Gas zu dësem Notzen ze convertéieren. Weiderhi soll erneierbaren Hydrogène och dozou bäidroen, d'Dekarboniséierung vu verschiddene prioritäre Secteuren virunzedriewen. E grouss Potenzial gëtt et zum Beispill bei der Industrie oder och am integrierten Energiesecteur.

E weidert strateegesch Zil ass dem Projet no, den Hydrogènesresau a Kooperatioun mat den Nopeschlänner auszubauen, fir de Rôle vu Lëtzebuerg am Transit sécherzestellen an och, fir d'Attraktivitéit vun engem Usschloss fir déi lëtzebuergesch Notzer ze steigern.

Dësen Text stellt souwuel eng juristesche Sécherheet wéi och eng gewësse Planungssécherheet fir d'zukünftige Gestionnaire vum Hydrogènesresau duer.

Dëse Gesetzesprojet soll och déi néideg Konditiounen en place setzen, fir dass den zukünftige Gestionnaire vum Reseau Projets d'Intérêt commun areeche kann. Dorënner kann ee sech och Projete mat staarkem grenzüwwerschreidendem Charakter virstellen, fir vu verschiddene Finanzemeter profitéieren ze kënnen, wéi beispillsweis iwwert de Mécanisme pour l'interconnexion en Europe.

Här President, d'Ekonomieskommissioun krut zu dësem Gesetzesprojet dräi Avisen eran.

De Staatsrot hat keng Opposition formelle ausgeschwat. Déi héich Kierperschaft huet awer dorop opmierksam gemaach, dass dëse Gesetzesprojet wäert nach eemol mussen ugepasst ginn, wa bis déi europäesch Direktiv gestëmmt gëtt, déi als Zilsetzung huet, en eenheetlechen europäesche Kader fir de Bannemaart

vum natierlechen an erneierbare Gas a vum Hydrogène ze schafen.

D'Handelskummer huet och an hirem Avis dëse Gesetzestext begréisst. D'Chambre de Commerce betount, dass een eenzege Gestionnaire fir den Hydrogènesresau zu Lëtzebuerg eng kohärent an zentraliséiert Planifikatioun vun der Infrastruktur géif ënnerstëtze wéi och d'Integratioun an den europäesche Reseau géif vereinfachen. Si ënnersträicht och, dass dëst fir Lëtzebuerg vu strateegescher Bedeitung wier an esou eng Fragmentéierung vun den Transportzone verhënnere géif. Doraus schléisst d'Handelskummer, dass de gesamten nationalen Terrain als eng eenzel Zon bezechent soll ginn.

D'Chambre des Salariés begréisst an hirem Avis d'Initiativ vun dësem Text a schätzt, dass iwwert dëse Wee d'Dekarboniséierung vun de wirtschaftlechen Aktivitéiten, fir déi d'Elektrifizierung aus techneschen oder finanziellen Grënn net machbar ass, gefërdert wäert ginn.

D'Chambre des Salariés ënnersträicht och, dass déi séier Mise en place vun engem juristesche Kader fir den Hydrogène eis en temporären Avantage compétitif kéint verschafen.

D'Chambre des Salariés kritiséiert awer de Wëllen, dës kritesch a strateegesch Infrastruktur ze privatiséieren, esou wéi dat scho fir aner Reseauen gemaach ginn ass, wéi beim Elektreschen oder der Telekomunikatioun.

D'Chambre des Salariés ënnersträicht och, dass ee muss sécherstellen, dass den eenzege Gestionnaire vum Reseau en Accès non discriminatoire zum Reseau muss garantéieren souwéi och reguléiert Tarifier, déi proportionell sinn zu de Coûten vun der Entwécklung a vun der Maintenance vum Reseau.

D'Chambre des Salariés ass dann nach der Meenung, dass de Gestionnaire vum Reseau net onbedéngt eng privat Entitéit misst sinn, mee och eng ëffentlech Entitéit dëse Rôle iwwerhuele kéint.

Wéinst der héijer Inflammabilitéit an dem inodore Charakter vum Hydrogène insistéiert d'Chambre des Salariés, dass strikt Krittären a Sécherheetsregelen en place gesat ginn, wann et ëm den Transport vum Hydrogène geet, fir all Accidenter ze verhënnern.

Voilà, Kolleeginnen a Kolleegen, ech géif fir weider Detailler op më Schrëftleche Rapport verweisen a géif heimadder och schonn den Accord gi vun der Demokratescher Partei. Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och.

An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Jeff Boonen fir d'CSV. Här Boonen, Dir hutt d'Wuert.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

Discussion générale

M. Jeff Boonen (CSV) | Merci, Här President. Lëtzebuerg, a virun allem d'Lëtzebuurger Industrie, brauch de Waasserstoff, fir seng Prozesser an Zukunft kënnen CO₂-neutral ze bedriewen. Net alles kann elektresch gemaach ginn an eng breet Opstellung bei den erneierbare Brennstoffen ass wichteg fir d'Energiesécherheet.

Esou wéi d'Rapportrice gesot huet, kënn dee Projet de loi hei aus der Waasserstoffstrategie, déi am Klima- an Energieplang virgesinn ass. Et gëtt e Cadre légal geschaf, deen erlabe soll, dass Lëtzebuerg eng konsequent Infrastruktur am Waasserstoffberäich kritt, dat andeems e Gestionnaire de réseau eng Autorisation kritt, fir de Reseau ze bauen an ze

bedriewen an enker Concertatioun mam Regulateur a mam Ministère.

Den Ausbau ass mat ville Käschte verbonden a brauch Zäit. Et ass gutt, dass de Projet de loi elo gestëmmt gëtt an dass ugefaange gëtt mat de Projeten.

Wichtig ass, dass de Reseau an enker Koordinatioun mat den Nopeschlänner entwéckelt gëtt. D'Demarché vum Ministère de l'Énergie, fir Lëtzebuerg un zwee Reseauen unzuschléissen, begréisst mir als CSV. Sou soll Lëtzebuerg un de belsche Reseau a parallel un den däitsche Reseau ugeschloss ginn. Déi Strategie erlaabt eng Sécherheet, a mir brauchen eis just un d'Energiekris ze erënneren an un d'Opfelle vun de Gasreserven.

Lëtzebuerg wäert kee grouss Waasserstoffproduzent ginn. Mee eis strateegesch Plaz an d'Ubannen un déi verschidde Reseauen bidden eng grouss Chance fir d'Kompetitivitéit vun der Industrie a bidden och eng Chance fir nei Betriber a Beräicher zu Lëtzebuerg, am Beräich vum Stockage a vun der Netzeegelung zum Beispill.

Allgemeng hu mir e Retard, wat d'Waasserstoffprojeten ugeet. D'Potsdam-Institut für Klimafolgenforschung weist, dass et eng grouss Diskrepanz gëtt tëschent den Ambitiounen respektiv den ugekënnegte Projeten an de realiséierte Projeten. Déi ganz Ëmstellung op gréng Waasserstoff wäert leider nach laang Zäit brauchen. Et ass dofir wichteg, dass d'Politick op der Säit vun der Offfer gezielt mat Subventiounen hëlleft.

Et ass gutt, dass mir hei zu Lëtzebuerg Waasserstoffprojete finanziell ënnerstëtzen. Mir begrëssen als CSV, dass an dësem Beräich 60 Milliounen Euro virgesi sinn, fir Projeten ze ënnerstëtzen.

Mir mussen sécherstellen, dass och déi Sue kënnen an de Waasserstoffresau investéiert ginn. Den Avis juridique iwwert de Financement vun de Reseauen iwwert d'ëffentlech Hand weist e puer Pisten, wéi dat méiglech ass. Déi beschte Léisung schéngt ze sinn, dass mir de Reseau als SIEG, Service d'intérêt économique général, qualifizéieren. Holland huet dat esou gemaach a kann ëffentlech Gelder an de Reseau stiechen, ouni mussen Aides d'État bei der Kommissioun ze justifizéieren.

Doniewent ass d'Gesetz esou geschriwwen, dass den zukünftigen Netzbedriewer ka Projets d'intérêt commun mat engem grenzüwwerschreidende Charakter opstellen an esou ka vun EU-Subventiounen profitéieren.

Waasserstoff ass net kompetitiv a leeft aktuell vu subventionéierte Projeten. Bis et e kompetitive Maartpräis gëtt, ass et wichteg, dass all zousätzlech Finanzemeter genotzt ginn, fir all Zort vu Projeten ze ënnerstëtzen. E Beispill vun esou Projete kënnen d'Kombinatioun vun engem Wandrad, PV an enger Biogasanlag sinn. Hei kënnen lokal Waasserstoff, Biomethan oder syntheetesch Kraaftstoff produzéiert ginn an direkt an eiser Regioun fir Transport oder Industrie genotzt ginn.

Waasserstoff ass net nëmmen eng Visioun, mee och eng konkret Chance fir eng nohalteg Zukunft. D'Technologie entwéckelt sech séier an ëmmer méi Länner a Betriber investéieren an dës Innovatiounen.

Et ass elo un eis, dëse Wee matzegoen, mat Courage an Zesummenaarbecht. Waasserstoff ass eng Geleeënheet, loosst eis ze notzen. An dofir stëmme mir als CSV dësem Projet de loi zou.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Boonen. An dann ass et um honorabelen Här Georges Engel. Här Engel, Dir hutt d'Wuert.

M. Georges Engel (LSAP) | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, dëse Gesetzesprojet, dee schaaft e legale Kader fir eeben den Hydrogènes-reseau a léisst och eng Privatisierung vum Waasserstoffreseau zou. An dofir ass et hei héich Zäit an d'Regierung muss déi Chance hei notzen, a si maachen dat jo och mat dësem Projet, fir vun Ufank un alles richtig ze maachen an de Staat als Haaptacteur, als Gestionnaire vum Waasserstoffreseau och en place ze setzen.

D'Entwécklung vun enger Infrastruktur fir de Waasserstoff, dat ass eng Chance. Et ass eng Chance, fir d'Réckgrat vun der europäescher Energieversorgung ze ginn, et ass eng Chance, fir déi fossill Brennstoffe endlech och an der Industrie an am Transport ze ersetzen. Et ass eng Chance, fir eis Wirtschaftsplaz méi resilient a méi kompetitiv ze maachen. A finalement ass et och eng Chance fir den Ëmwelt- an de Klimaschutz.

Waasserstoff ass speziell, et ass extreem entzündbar. Dofir ass et gutt, domadder ze schaffen, awer och geféierlech am Fall vun engem Accident, a wéi d'Chambre des Salariés – an et ass virduen och gesot ginn – seet, müssen hei natierlech och déi néideg Sécherheetsvirkierunge geholl ginn.

D'Produktioun vu gréngem Hydrogène ass nach net esou richtig performant, dat heescht, et geet nach vill Energie bei der Produktioun vu gréngem Hydrogène verluer, mee trotzdeem kann den Hydrogène e Schlësselelement an der Dekarbonisierung sinn. Gréngen Hydrogène ass eng nohalteg Alternativ zu fossille Brennstoffe an d'Versorgung mat Waasserstoff kann e Schlëselfacteur an der Kompetitivitéit vun der europäescher an der Lëtzebuergescher Wirtschaft ginn.

Gréngen Hydrogène ass natierlech dann och perfekt, fir d'Iwwerproduktioun vun erneierbaren Energien opzefänken. Wandrieder a Solarzellen, déi missten also net méi ausgeschalt ginn, mee kéinten an där Zäit, wann es ze vill ass, Hydrogène produzéieren. A wann dann zu engem Moment net méi genuch Wand a Sonn do wier, kéint den Hydrogène da gebraucht ginn.

An net nëmmen an der Industrie, mee och beim Transportwiese kéint Waasserstoff an Zukunft eng Schlësselroll spillen. An duerfir ass et émsou méi wichteg, eng gutt Infrastruktur direkt prett ze maachen. Mir brauchen also e wichteg Signal, dat et sech lount, och weider a Waasserstofftechnologien ze investéieren. An dat ass e richtig Signal, wat hei gi gëtt.

Duerfir fuerdere mer och fir eis, dass et am beschte Fall gréngen Hydrogène soll sinn, deen duerch d'Leitung fléisst, datt de Staat d'Mainnise iwwer dat net Waasserstoffnetz soll kréien an dann natierlech och behalen. An – den Här Boonen huet et gesot – och d'Kooperatioun mat Nopeschlänner ze sichen a firwat och net am Benelux-Reseau ze kucken, fir do Kooperatiounen ze siche mat anere Länner, déi scho vläicht e bësse méi wäit si wéi mir. Den Avis juridique vum Ministère, dee mer d'lescht Woch kritt hunn, gesäit jo och do explizit Méiglechkeete vir. A wat fir den Hydrogènesreseau méiglech ass, ass jo dann och fir den Elektresch-Reseau méiglech. Dofir ass dat heiten e Projet, deem mir ganz roueg eisen Accord kënnen ginn.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Engel. An dann ass et um honorabelen Här Tom Weidig. Här Weidig, Dir hutt d'Wuert.

M. Tom Weidig (ADR) | Merci, Här President. Dir Dammen an Hären, am Exposé des motifs vun dësem Projet de loi steet, datt dëse Projet Deel vum PNEC ass. Den nationalen Energie- a Klimaplang PNEC gesäit eng Lëtzebuurger Strategie fir de Waasserstoff

vir. Déi lescht an och dës aktuell Regierung setzen do mat all hir Kaarten oder méi wéi 100 Milliounen Euro op de Waasserstoff an der Hoffnung, d'Energietransitioun ze beschleunegen.

Spezifesch fuerdert d'Waasserstoffstrategie, datt d'Fro vum Transport an och vum Stockage vum Waasserstoff gekläert gëtt. D'Entwécklung vun engem speziellen Netzwierk fir de Waasserstoff ass nach an der Kannerschung. Dëse Projet de loi soll de legale Kader bréngen, fir eng Waasserstoffindustrie opzebauen a Waasserstoff méi a besser ze benotzen. Vum Prinzip hier ass d'ADR derfir, e legale Kader ze setzen, duerch dee Privatfirmen eng juristesche Sécherheet hunn, fir en Netzwierk opzebauen an a Waasserstoffprojeten ze investéieren, wa si mengen, datt et sech fir si lount. An dat ass genau de Punkt: wa se mengen, datt et sech fir si technologesch an ekonomesch lount!

D'ADR ass fir eng technologieoppen Energiepolitik. All Energiequell an Technologie huet Pro a Kontra. Mir sollten eis als Politik eraushalen an do net d'Richtung ugin. Mir, a souguer d'Experten, wëssen net, wou den nächsten Technologieduerchbroch kënnt. D'Energiequellen an d'Technologie solle sech an enger fräier Marktwirtschaft entweder beweisen oder si solle fale gelooss ginn.

Subsidien an och Verbueter verzerren nëmmen de Marché, genau wéi dat och beim E-Auto ass. De Verbrennerverbuet, mee och d'Subsidie fir E-Autoe si kontraproduktiv. Eng revolutionär Technologie setzt sech selwer duerch, wa se besser ass wéi déi aner. An dat gëllt och fir de Waasserstoff. Dee soll sech als Energieträger selwer duerchsetzen. Genau dat passéiert awer am Moment net. Et muss nogehollef ginn, kräfteg nogehollef ginn.

D'Realitéit ass, datt de Waasserstoff absolut net wettbewerbsfäeg ass. Zum Beispill huet Volkswagen rezent deklaréiert, datt de Waasserstoff a kengem Aspekt besser ass wéi eng Batterie. E Beispill: Den Energieverloscht vun der Batterie ass 20 %, mee dee vum Waasserstoff ass 60 %.

M. Sven Clement (Piraten) | Mee déi Batterie si gutt, Här Weidig.

M. Tom Weidig (ADR) | An et dierf een net vergiesse, datt d'Käschte vun der Produktioun vill méi héich sinn. Mee natierlech, wa mer elo mat 100 Milliounen subventionéieren, jo, da kann eng Firma mat Waasserstoff schaffen. Mee iergendwann sinn déi 100 Milliounen fort. A wat maache mer dann? Nach eng Kéier 100 Milliounen derbäi ginn?

Dat Ganzt erënnert mech un Helikopterelteren, déi onbedéngt wëllen, datt hiert Kand eng grouss Karriär mécht a scho vu Klengem un hiert Kand gegängelt gëtt, och wann et net wëll oder einfach d'Talent net huet. Et ka gutt sinn, datt de Waasserstoff dat Talent net huet, mee mir wëllen awer onbedéngt, datt et d'Leisung vun eise Problemer ass. Ironescherweis hunn ech Artikele fonnt, déi soen, datt de Waasserstoff, dee vun Atomenergie generéiert gëtt, nach déi beschte Leisung ass. Mee d'Atomenergie wëllen der heibanne jo och vill net.

Dir gesitt also, datt et onkloer an éischter onwarscheinlech ass, datt de Waasserstoff den Duerchbroch ass. Op d'mannst net, bis e wichtege technologesche Duerchbroch kënnt. Mee wann natierlech eng zéngfach Verbesserung géif kommen an de Business Case géleest ass, da kann ee gäre subventionéieren, fir méi séier d'Revolutioun ze maachen.

Et ass also schwéier ze verstoen, datt d'Regierung elo genau déi irrational Energiepolitik weidermécht wéi déi gréng virduen. Ech froe mech wierklech, ob vill Leit, och an der CSV an an der DP, un de Waasserstoff gleewen. Mee hei solle méi wéi 100 Milliounen Euro

an d'Hand geholl ginn, fir de Waasserstoff ze pushen. Dat ass eng Wett. Eng Wett mat de Sue vum Steuerzueler. Eng Wett, datt de Waasserstoff den Duerchbroch ass. Mee firwat? Wouhier hëlt d'Regierung dës Selbstsicherheit? Vläch ass jo eng aner Technologie wéi kleng Nuklearreakteren en Duerchbroch.

(Brouhaha)

Mir als ADR liewen net ...

M. Fernand Etgen, Président de séance | Wann ech gelift, e bësse méi roueg.

(Interruption)

Une voix | Silentium!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Et schéngt ganz schwéier ze sinn, mee en fait ass et ganz licht.

Une voix | Nee.

(Hilarité et interruptions)

M. Fernand Etgen, Président de séance | Här Weidig, Dir hutt d'Wuert.

M. Tom Weidig (ADR) | Merci, Här President. Mir als ADR liewen net vum Glawen un e Wonner. Mir spillen och net mat de Sue vum Steuerzueler. Mir stinn um Buedem vun der Realitéit a Wëssenschaft a mir verlossen eis op de fräie Marché. D'Wëssenschaftler, d'Ingenieuren, d'Entrepreneuren an natierlech de Konsument, ob Firma oder Privatpersoun, solle selwer entscheeden. An op si ass Verlooss!

Merci.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci, Här Weidig. Erlaabt Der nach, datt den Här Fayot Iech eng Fro stellt?

(Assentiment)

M. Franz Fayot (LSAP) | Jo, Här President, ech wollt den Här Weidig froen: Hien huet elo just déi Mini-reakteren do evoquéiert. Et ass net fir d'éischt Kéier, wou en déi an d'Spill bréngt als technologesch Neutralitéit, als groussen Zukunftenergieträger. Ech wollt hie just froen, ob en eis kéint e Beispill ginn, wou et schon esou e Minireakter gëtt op der Welt. Gëtt et déi schon? Ass dat eng erprouften Technologie oder ass dat eppes, wat oft e bëssen esou als eng Phantasmagorie evoquéiert gëtt? Well ech hunn nach keen ... Ech weess vu kengem, deen a Betrib wär. Vläch kënnt Dir eis dat soen.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Här Weidig, et ass erëm un Iech an u soss kengem.

M. Tom Weidig (ADR) | Ech hunn en als Beispill ginn, fir eng aner Méiglechkeet, wou vläch en technologesche Duerchbroch kënnt. An Amerika schaffe se definitiv un deene Saachen. Ech hunn net gesot ...

M. Sven Clement (Piraten) | An Amerika gëtt et keng Wëssenschaften.

M. Tom Weidig (ADR) | Hei, wannech gelift!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Et ass um Här Weidig.

M. Tom Weidig (ADR) | Hei, et geet elo duer, gell?

M. Fernand Etgen, Président de séance | Et ass um Här Weidig.

M. Tom Weidig (ADR) | Also, ech stelle just fest, datt déi, déi am meeschte laachen, menger Meinung no am mannsten eng Expertis hu bei deem Theema.

(Brouhaha)

M. Sven Clement (Piraten) | Fait personnel!

(Hilarité et brouhaha)

M. Fernand Etgen, Président de séance | Also, Här Weidig, waart Dir fäerdig? Da kritt den Här Clement d'Wuert.

M. Tom Weidig (ADR) | Mir hunn net gesot, datt d'Steiersue solle benotzt ginn, fir kleng Nuklearreakteren ze maachen. D'Privatindustrie soll selwer entscheeden, wat si mengt, wat dat Bescht ass. Ech hunn dat just als Beispill ginn. Do kéint duerchaus en technologeschen Duerchbroch kommen. Ob ee kënnt, ech weess dat net. Et kann och sinn, datt e beim Hydrogène kënnt, wann en eppes gutt bréngt.

Mee de Problem ass, datt d'Politick mengt, si wéisst genau, wou den Duerchbroch kënnt. An éierlech gesot mengen ech net, datt hei am Haus oder iergendwou anescht an der Politick d'Expertis do ass an och datt se an d'Zukunft ka kucken, wou den technologeschen Duerchbroch kënnt. An duerfir solle mer d'fräi Maartwirtschaft, d'Ingenieuren, d'Wëssenschaftler an d'Entrepreneure selwer entscheede loosson, wou si hir Suen an hir Zäit gäre wëllen investéieren. Alles anescht féiert zu Maartverzerrungen a kascht eis Suen.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci, Här Weidig.

(Brouhaha)

Da geet d'Wuert nach un den Här Clement wéinst Fait personnel.

M. Sven Clement (Piraten) | Jo, merci, Här President. Éischtens mol fillen ech mech dann awer ...

M. Fred Keup (ADR) | Dat ass dach kee Fait personnel!

(Brouhaha)

M. Sven Clement (Piraten) | Also, ech fannen et ganz spannend, dass et ...

M. Fernand Etgen, Président de séance | Här Weidig, Dir sidd responsabel dofir, wat Dir sot.

(Hilarité)

Sou, Här Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Ech mengen, den Här Weidig huet mam leschte Saz, deen e gesot huet, alles gesot, nämlech datt e mengt, heibanne géif et keng Expertis dofir ginn. Domat huet hie sech jo da wuel ageschloss. Da musse mer op de Rescht vu senger Ried net méi agoen.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci, Här Clement.

(Brouhaha)

Elo huet d'Wuert awer déi honorabel Madamm Joëlle Welfring.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Merci, Här President. Just da vläicht den Hiweis, dass och d'Atomenergie ouni éffentlech Finanzéierung nërens wär. An dat seet och d'Cour des comptes a Frankräich. Dat ass en averéierte Fakt, dat heescht d'Argument féiert do net ganz wäit. A mir sinn hei, fir politesch Decisiounen ze huelen a Prioritéiten ze setzen. A mat deem heite Gesetz maache mer dat.

Eis Ofhängegkeet vu fossiller Energie ass zu engem Sécherheetsrisiko ginn. Den internationale geopolitische Kontext, mat deem mer säit Februar 2022 konfrontéiert sinn, an dee sech säit dem Januar vun dësem Joer quasi dagdeeglech verschäerft, weist et méi kloer wéi jee, dass mer als Europäer net nëmmen defensetechnesch, mee och energiepolitesch op eegene Féiss musse stoen.

Fir dës Onofhängegkeet ze garantéieren an eng erfollegräich Energietransitioun ze verwierklechen, spillt de Waasserstoff eng wichteg Roll. Konkreet heescht dat, dass mer hei am Land weider Efforte musse maachen, fir weinstens e partiellen eegene Bäitrag fir d'Waasserstoffgewinnung ze leeschten an eise Knowhow ze stäerken. Mee et ass hei, wéi a villen anere Beräicher och: Als Lëtzebuerg si mer op gutt Relatiounen mat eisen europäesche Partner ugewisen. A genau aus dëse Grënn musse mer och fir deen néidege gesetzleche Kader suergen, fir e Lëtzebuergesch Waasserstofftransportnetz ze plangen an eis un en europäesche Reseau ubannen ze kënnen.

Mee obwuel d'Notzung vum Waasserstoff als Energieträger vun engem gewëssenen Hype begleet war an de leschte Joren an zum Deel och nach ass, wier et fatal, an der Waasserstofftechnik eng Wonnerléisung fir d'Energieversuergung ze gesinn. Speziell den Impuls, fossill Brennstoffe einfach duerch Waasserstoff wëllen ze ersetzen, stellt e Risiko duer. Ofgesinn dovunner, dass et technesch oft net méiglech ass, besteeft d'Haaptlimitatioun ...

M. Fernand Etgen, Président de séance | Hei wann ech gelift, op menger lénker Säit soll et e bësse méi roueg sinn.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | ... doran – Merci, Här President –, dass Waasserstoff eebe just en Energieträger a keng Energiequell ass. Dat heescht, fir eng Maschinn mat Waasserstoff kënnen ze bedriewen, brauch ee fir d'éischt emol méi Energie, fir dësen hierzustellen, genee wéi bei den E-Fuels an och beim Methanol.

Et ass dofir evident, dass de Waasserstoff mat Hëllef vun erneierbaren Energien esou effikass wéi méiglech muss hiergestallt ginn an dass e fir geziilt a strateegesch wichteg Beräicher agesat soll ginn. D'Notzung soll also prioritär a Beräicher gefërdert ginn, fir déi et Stand haut keng gangbar Alternativen an der Dekarbonatioun gëtt. Dat betrëfft zum Beispill den Ersatz vum Äerdgas an eenzel Industrieprozesser oder awer och de Stockage vun erneierbarer Energie, wéi dat virdru schonn ugeklongen ass, oder de Schwéiertransport.

A wa mer eis driwwer eens sinn, dass de Waasserstoff e Pëselstéck vun der europäescher Energieonofhängegkeet ass, dann ass et och logesch, dass d'Atomenergie, där hir Liwwerkette staark vu russescher Technik ofhänken, keng Léisung fir d'Hierstellung vum Waasserstoff kënnen sinn. Mol ofgesi vun all deenen anere Risikoen ersetze mer domat just eng Ofhängegkeet mat enger anerer.

Initiative wéi dësse Projet de loi a vereenzelt Ëmsetzung vum der Strategie, déi vun der viregter Regierung an d'Weeër geleet goufen, schéngt weiderzegoen, sou och de Projet LuxHyVal zu Käerjeng, deen dëst Joer offiziell ageweit gouf. Dat ass och gutt esou.

Mir begrëssen och, dass Enn lescht Joer en Appel à projets lancéiert gouf, fir hei am Land d'Hierstellung vun erneierbarem Waasserstoff ze ënnerstëtzen. An ech wëlt vun dëser Geleeënheet profitéieren, fir der Regierung e puer Froen ze stellen. Vu dass den Appel à projets Mëtt Februar ofgeschloss gouf, wollt ech den Här Minister froen, ob et e virleefeg Bilan gëtt, a falls jo, wéi dësen ausfällt. A wou sinn d'Aarbechte vun der Waasserstoff-Taskforce drun? Gëtt et do Resultater, déi den Här Minister mat eis deele kéint? An och: Wéi eng wirtschaftlech Perspektive gesäit de Minister am Kontext vun der Entwécklung vun der Waasserstofftechnologie? Gëtt et konkret Pisten, fir hei am Land eng Filière opzubaue respektiv fir bestëmmte Betriber eventuell op Lëtzebuerg ze kréien? An och: wéi eng nei Finanzéierungsinstrumenter

gedenkt d'Regierung ze entwéckelen oder ze notzen, fir den Ausbau an d'Notzung vun erneierbarem Waasserstoff ze acceleréieren? Gëtt et zum Beispill Iwwerleeungen, fir sech un der Europäescher Waasserstoffbank ze bedeelegen, sou wéi dat zum Beispill Däitschland a méi rezent och Éisträich, Spuenien an och Litauen gemaach hunn? An dann déi lescht Fro: Laut dem Avis juridique ass eng staatlech Bedeelegung um Ausbau vum de Waasserstoffnetzer ënner gewëssenen Ëmstänn méiglech. Gëtt et do säitens der Regierung Pläng fir nächst Schrëtt a wéi eng sinn dat?

Ech géif op dëser Plaz der Rapportrice nach emol Merci soe fir déi gutt Presentatioun an Iech all fir d'Nolauschteren. An am Numm vun déi gréng ginn ech heimat den Zousproch fir dësse Projet.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci, Madamm Welfring. An dann ass et um honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Wann ee sech einfach den aktuellen Energieverbrauch oder d'Energievaleur vum Waasserstoff hei zu Lëtzebuerg ukuckt, da kéint een dovun ausgoen, datt et nach net wierklech relevant ass. Et si 15 Gigawattstonnen ongeféier en Energie, déi duerch Waasserstoff hei zu Lëtzebuerg genotzt ginn. Mee, wann een awer dann d'Projektiounen kuckt, da gesäit een, datt sech dat bis 2030, also an deenen nächste fënnf Joer, op 230 Gigawattstonnen d'Joer sollt erhéien. Dat ass eng Verfozëngfachung vum Energiebedarf duerch Waasserstoff. Virun allem sollt dat de préférence erneierbare gréngen oder bloe Waasserstoff sinn. Et muss een natierlech do och kucken, wou een en hierkritt.

A fir en eebe grad hierze kréien, brauch een dann natierlech och déi Transportresaeuen. An dofir ass deen heite Projet eppes, wat onabdingbar ass. Wann een nämlech esou fräi ass ze soen, et wär een technologieoppen, da muss een nämlech och constatéieren, datt de Waasserstoff e wichtigen Ingredient vu quasi alle syntheetische Kraaftstoffer ass. Ouni Waasserstoff kritt ee kee syntheetische Kraaftstoff. Ergo ass een net technologieoppen, wann ee géint de Waasserstoff ass. Dat vläicht eng Kéier, fir zu de Fakten ze kommen.

An dann – d'Madamm Welfring huet et och nach eng Kéier ugeschwat –, ass de Waasserstoff e wichtigen Energieträger, haaptsächlech fir eng schwéier ze dekarboniséierend Industrie. A mir kënnen net all Dag hei soen: „Mir brauche méi Industrie. Mir brauchen eng Reindustrialiséierung vun Europa“, an da gläichzäiteg där Industrie soen: „Nee, mir schafen Iech net déi néideg Viraussetzungen, fir genau dat kënnen ze maachen.“

Datt d'russesche Agenten heibannen natierlech d'Argumenter vun der Gas- an Atomlobby erofbieden, am Plaz hei u Fakten ze goen, dat wonnert mech dann net wierklech. Ech stellen op alle Fall fest: Dat heiten ass e Gesetz, dat op d'Zukunft baut an déi Zukunft sollt mer eeben und zesumme bauen. An dofir wäerte mir och den Accord fir dësse Projet ginn.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci, Här Clement. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här David Wagner. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

M. David Wagner (déi Lénk) | Merci, Här President. Bon, mir sollen eis näischt virmaachen: Waasserstoff ass net d'Wonnerléisung fir d'energetesch Transformatioun, mee et ass villméi eng vu villen

Technologien, déi agesat kënnen a vläicht musse ginn, fir dës Transformatioun ze packen. Doriwwer eraus ass d'Fro vum Waasserstoff awer net just eng technologesch Fro, mee virun allem mol och eng wirtschaftlech an natierlech eng politesch Fro. Et geet drëms, wien d'Waasserstoffinfrastruktur finanzéiert, wien se exploitéiert a wien se zegutt kënnt. Déi Fro stellt sech systematesch och bei der Atomenergie.

Här President, d'Zenarien, déi d'Agence internationale de l'énergie, d'IEA an d'IRENA, d'Agence internationale pour les énergies renouvelables, eis ausrechnen, weisen eis, dass den Ausbau vun der dekarboniséierter Waasserstoffinfrastruktur eng gigantesch Aufgabe ass, wa mer 2050 d'Klimaneutralitéit wëlle global erreechen.

Weltwäit ginn haut ronn 100 meetresch Tonnen ... Dat sinn u sech – also meetresch Tonnen, ech hunn dat Wuert och nach net kennt virun zwee Deeg – 100 Milliounen Tonnen. Dat ass méi einfach. Firwat erfannen se Wierder? Bon, soit ..., fir dat dann ze produzéieren, fir Waasserstoff ze produzéieren. De Problem dobäi ass, dass nëmmen eng meetresch Tonn, also ronn 1 Prozent emissiounsfräi ass. Bis 2050 gëtt et e Bedarf vu 614 meetreschen Tonnen d'Joer, déi awer dann alle 614 dann och emissiounsfräi musse sinn, am beschte mat gréngem Waasserstoff, fir bis dohinner 12 % vum gesamten Energieverbrauch weltwäit ofzedecken. D'Produktioun un emissiounsfräiem Waasserstoff muss also a 25 Joer mat 600 multiplizéiert ginn.

Bei der Infrastruktur sti weltwäit zurzäit just 5.000 Kilometer Pipelines fir Waasserstoff. Just 5.000 Kilometer. Am Verglach – emol net weltwäit –, flächendeckend ass d'Gasinfrastruktur, déi elo funktionéiert, an déi funktionéiert elo mat 3 Milliounen Kilometer Pipelines. Mir stinn also virun enger Mammutaufgab, wat den Opwand a virun allem och wat den Tempo vun dem Opbau vun der Produktiounskapazitéiten an och vun der Transport- a Verdeelungsinfrastruktur ugeet.

D'IEA schätzt de Finanzéierungsbedarf dofir bis 2050 op – haalt Iech un – 10 Trilliounen US-Dollar. Also 10 Milliounen Milliounen US-Dollar. Dat si vill Suen. Dat ass méi wéi d'Stater Reserv.

(Hilarité)

An déi kruzial ... e bësse méi souguer ...

(Interruption)

Gell, Här Mosar? An déi kruzial Fro ass: Wie bezilt dat a wie koordinéiert dat? Den ze luese weltwäiten Ausbau vun erneierbaren Energie weist eis, dass eng Politick, déi op steierlech Entlaaschtungen oder De-Risking setzt, fir Privatinvestitiounen ze mobiliséieren, feelschléit. Se wäert och beim Waasserstoff versoen. Et ass evident, dass d'Staaten déi Infrastruktur opriichten a finanzéieren mussen.

Dat kascht vill Geld, wéi mer elo gesinn hunn, mee et bitt awer d'Chance, dass d'Netzer an effentlecher Hand bleiwen an deementspriedend och enger rengier Maartlogik entzu bleiwen. Aus deem Grond fuerdere mir och, dass d'Infrastruktur, déi zu Lëtzebuerg entstoe wäert, mat effentleche Gelder finanzéiert, och vun engem effentleche Gestionnaire verwalt gëtt. De Wirtschaftsminister huet jo eigentlech och ugedeit, dass et dorop erauslaffe wäert, spréich, dass Creos als Entreprise mat majoritär effentlechem Kapital de Gestionnaire vun der Waasserstoffinfrastruktur wäert sinn. Wéi eng Privatfirma oder wéi en Zesummeschluss vu Privatfirmen wäert dat scho maachen? Et ass en Invest, dee kuerz- bis mëttelfristeg u sech keng entscheidend Profitter ofwerfe wäert, wat justement och bei der Atomenergie de Fall war.

Mee net just d'Infrastruktur soll effentlech sinn. Och bei der Produktioun gesi mer de Bedarf vun enger staarker effentlecher Presenz. Dat erkläert sech och: Wat méi Erneierbarer mat variablem Output, Sonn a Wand, an de Reseau agespeist ginn, wat méi Flexibilität verlaangt ass. Mat Iwwerschossenergie kann da mat Elektrolys grénge Waasserstoff produzéiert ginn, deen och als Stockage kann dëngen.

Mir brauchen also Elektrolyscapazitéiten, déi oft guer net a Betrib sinn, also potenziell mat Verloscht funktionéieren. D'Privatentreprisë wëllen dat net, a wann, da loosse se sech dat op enger anerer Plaz deier bezuelen. Wann dat awer vum Staat an aneren effentlechen Acteure gemaach gëtt, da kréie mer ganz aner Méiglechkeete vun der Finanzéierung, wou net all d'Käschten deels ongerecht op d'Konsumenten an dann och op d'Stéit a kleng Betriber ofgewälzt ginn. Dat ass e Beispill vu villen, déi an eisen Aen och d'Ausso widderleeën, dass den Hydrogènemarché respektiv déi Infrastruktur kee Monopole naturel wier, sou wéi et am vum Ministère bestallten Avis steet. De Waasserstoff ass jo och net einfach lassgeléist vum Marché. Déi Diskussioun wäerte mer duerno och, wat de Stroum ugeet bei der nächster Heure d'actualité féieren.

Ech soen Iech Merci.

Mir stëmmen derfir.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci, Här Wagner.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Energieminister Lex Delles.

Prise de position du Gouvernement

M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | Merci villmools. Ech wëilt och Merci soe fir déi grouss Zoustëmmung. Ech mengen, et ass e ganz wichtige Moment fir déi Leit, déi hei och kënnen ze ginn, fir dass mer weiderkommen am Déploiement vum Hydrogène hei zu Lëtzebuerg.

Aner Länner an Europa si scho weider. Et gëtt Länner, déi si schonn amgaangen ze bauen. Et gëtt Länner, déi si schonn amgaangen, ganz konkret mam Bagger ze fueren. Ech war selwer zu Barcelona, fir déi europäesch Backbone am Fong vum Hydrogène ze kucken, wou ee gesäit, dass d'Konnexioun tëschent Spuenien a Frankräich am Moment amgaangen ass, realiséiert ze ginn. Zur nämmlecher Zäit gesäit een, dass och aner Länner un de verschiddene Volete vum Déploiement vun hire Leitunge schaffen. A mir brauchen also esou séier wéi méiglech d'Méiglechkeet, hei zu Lëtzebuerg och eist Netz kënnen ze verginn.

Et ass gesot ginn, mir sinn hei am Kader vum PNEC, wou mer déi verschidden Zilgebungen hunn. Natierlech, wa mer vun der Dekarbonisatioun schwätzen, da schwätze mer och dovunner, dass den Hydrogènesresseau muss weider ausgebaut ginn, fir dass mer eis Entrepreneuren, eis Industrie zu Lëtzebuerg kënnen dekarbonéieren. An et ass eng vun de Solutiounen. Et ass elo ganz vill geschwat ginn: „Ass et déi Solutioun?“ Et ass ee weidere Wee, fir kënnen se dekarbonéieren. Et ass ee weidere Wee, fir kënnen eiser Industrie ze hëllefen, fir sech kënnen ze dekarbonéieren.

An awer och alleguerten déi aner Saache sinn ugeschwat ginn. Wat maache mer mam Iwwerschoss vun elektrescher Energie, déi mer produzéieren? Ma dee kann een dofir huelen, an ech ginn der Madamm Welfring och do vollkomme Recht. Et ass net d'Léisung, dass mer soen: „Majo, mir wäerten elo nach vill méi erneierbar Energien opbauen, nëmme fir Hydrogène ze produzéieren.“ Dat bréngt et an

eise Breedegraden net. An dofir ass et wichtig, dass Lëtzebuerg och op dësem Niveau ganz vill net nëmme mat eisen Nopeschlänner, mee och mat anere Länner an Europa zesummeschafft, fir kënnen Hydrogène ze kréien op där enger Säit, fir sech kënnen unzeschléissen an awer och fir deene kënnen ze hëllefen, es ze produzéieren, wou et Sënn mécht. Do schwätze mer vun Offshore, do schwätze mer vu Solarpannoen a Wüüsten an esou weider, wou ganz vill Energie zesummekënnt, déi mer da kënnen och huelen, fir Hydrogène méi bëlleger ze produzéieren.

Net méi spéit wéi bei der belscher Staatsvisitt ass och en Accord ënnerschrifwe ginn tëschent Lëtzebuerg an der Belsch, fir sech kënnen do unzeschléissen. Et ass ugeschwat ginn, ech hu virun zwee Méint oder dräi Méint mam saarlänneschen Energieminister en MoU ënnerschrifwen, fir eis och do kënnen unzeschléissen.

An eist Zil ass et och, eis un eist drëtt Nopeschland Frankräich unzeschléissen, fir och do kënnen weiderzekommen. An nëmmen esou, wa mer eis un déi dräi Länner unzeschléissen, brénge mer et och fäerdeg, den Hydrogène hei op Lëtzebuerg ze kréien, well et weess een ni: Ass et deen ee Reseau, dee vläicht e bësse gebremst gëtt, da kënnen mer es vum där anerer Säit kréien. Wa mer et vu Lénks net kréien, da kënnen mer et vu riets kréien. Dofir ass et wichtig, dass mer Diskussiounen mat eisen dräi Nopeschlänner hunn, fir kënnen weiderzekommen. Dat natierlech – ech hunn et ugeschwat an dofir war ech zu Barcelona –, fir eis och un déi europäesch Backbone kënnen unzeschléissen. Mir wäerten elo nach eng Kéier dohinnergoe fir ze kucken: Wéi kréie mer dann de Reseau aus Frankräich och mat op Lëtzebuerg gezunn, fir dass mer dann aus Portugal, Spuenien, Frankräich den Hydrogène kënnen kréien, wa mer dee ganze Reseau an Europa hunn. Et ass elo, wou mer musse weiderfueren.

An dat heiten ass e ganz wichtige Schratt. Et ass och gesot ginn: Am Kader vun der Direktiv wäerte mer dat hei nach eng Kéier missen upassen, mee mir mussen elo weiderkommen, well mir sinn net grad déi Éischt an Europa, déi heirunner schaffen. Duerfir musse mer hei wierklech Gas ginn.

Zu deene verschiddene Froen, déi gestallt gi sinn. Mëtt Februar ass en Appel à projets gemaach ginn. Mir hunn nach kee Bilan, dee mer kënnen presentéieren. Mir wëssen, dass verschidde Projeten do sinn – Dir hutt verschiddener och genannt –, mee mir hunn nach kee Bilan. Mee ech wäert awer ganz gär an d'Kommission kommen, fir deen ze presentéieren, wann en do ass. D'Aarbechte vun der Taskforce si gefrot ginn, d'Strategie, déi am September 2021, mengen ech, presentéiert ginn ass, muss onbedéngt ugepasst ginn. Mir sinn amgaangen, déi unzepassen. Natierlech, an et ass och ugeschwat ginn: Et ass eng Technologie, et ass eng Energie, déi evoluéiert, déi evoluéiert am Positiven, souwuel an der Technologie wéi awer och an deene Froen, déi ee sech ronderëm d'Benotze vum Hydrogène ka stellen. Dofir musse mer och do eis Strategie natierlech upassen a mir wäerten dëst Joer och nach eis Strategie upassen.

Wéi geet et weider mat der Entwécklung vu Firmen? Do hunn ech net ganz verstanen: Geet et do ëm d'Firmen, déi Hydrogène produzéieren zu Lëtzebuerg oder déi et benotzen zu Lëtzebuerg?

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Produzéieren.

M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | Produzéieren. Also, d'Produktioun vum Hydrogène, hat ech, mengen ech, gesot, an do si mer eis och eens, mécht just Sënn op Plazen, wou mer wierklech konstant en Iwwerschoss zu enger bëlleger Energie hunn. Do schwätze mer vun

Offshore. Dofir ass et och wichteg, dass Lëtzebuerg matmécht beim North Sea Alliance zum Beispill, wou mer wierklech do déi ganz Energie, den Iwwerschoss elektresch och kënnen an Hydrogène ëmwandelen, also iwwert den Electrolyseur Hydrogène produzéieren, fir deen dann och kënnen ze benotzen.

Eenzel Projeten zu Lëtzebuerg gëtt et, mee dat wäert ni – an ech weess net méi, wien et gesot huet – déi Plaz sinn, dass mer hei zu Lëtzebuerg enorm Quantitéiten un Hydrogène autark kënnen produzéieren, dee mer kënnen brauchen. Mir wäerten natierlech eng Produktioun hunn, mee déi wäert net duergoe fir déi gesamt Produktioun. Dat dat ass och déi Fro vun de Käschten.

D'Finanzéierung: Jo, mat der Hydrogènebank, do hunn d'Servicer vum Ministère Kontakt, mee et gëtt nach näischt Konkreetes do ze soen zu dësem Moment. Mir sinn awer do a Kontakt mat der Hydrogènebank.

Dann d'Hydrogènesleitungen, den Ausbau dovun, do sinn ech op déi europäesch Backbone ganz kuerz agaangen. Et gëtt awer och den HC Global, also fir och do wierklech ausserhalb vun Europa d'Produktioun vun Hydrogène kënnen ze hunn an déi dann op Lëtzebuerg ze bréngen. Et gëtt do Iwwerleeungen eebe grad a Länner, wou et méi Sënn mécht, den Hydrogène ze produzéieren, iwwer Offshore-Anlagen zum Beispill, oder, wéi ech gesot hunn, a Wüste mat Solarpannoen, wou mer also ganz vill Produktioun vun Elektresch kënnen hunn, déi mer do kënnen iwwer Electrolyseuren zu Hydrogène convertéieren, dee mer kënnen transportéieren. Mee och do si mer an de Kannerschong. Ech mengen, dass mer an deem gesamte Bild vum Deploiment vum Hydrogène an den éischte Schrëtt sinn. Mir si schonn e bësse méi wäit an de Schrëtt, mee et ass elo de Moment, wou mer mussen hei och déi Leitunge kënnen zu Lëtzebuerg leeën, dass mer do den Zuch net verpassen. Et ass eng Fro vun der Kompetitivitéit vu Lëtzebuerg, et ass eng Fro vun der Existenz vun eisen Entrepreneuren, dass mer och dorop kënnen zrëckgräifen.

Eng ganz grouss Entreprise, déi e ganz grouss Consommateur vu Gas hei zu Lëtzebuerg ass, huet hiren Héichuewe schonn esou ëmgebaut, dass se och kann Hydrogène mathuelen, wat och do e ganz grouss Schratt an den Ziler, déi mer am PNEC hunn, kéint sinn.

Eng lescht Saach just: Déi Fro, dass ech en Operateur scho genannt hätt ... Neen. Et gëtt zwar een, deen de Monopol bei anere Reseauen huet zu Lëtzebuerg, mee hei ass et awer net, dass ech einfach soen: „Hei, deen do, dee kritt dat.“ Et ass natierlech esou, dofir gëtt dat gemaach, wéi dat och am Text virgesinn ass. Wann et deen dann ass, ass et en. Mee ech kann net soen, wien et gëtt, well och d'Gesetz nach net do ass.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci. Dann nach Parole après ministre fir d'Madamm Welfring.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Jo, merci fir dës Ausféierung a fir d'Antworten. Dir hat virdru gesot, entweeder Hierstellung oder net, also net onbedéngt fir Leit oder Firmen, déi just herstellen, mee och Zouliwwerker vun der Hydrogèntechnologie. Ech mengen, d'Fro ass: Mir hunn hei zu Lëtzebuerg jo eng Rei Produzenten vun techneschen Aussenekipementen. Sinn do eventuell Méiglechkeeten, fir do vläicht d'Firmen dovun beneficiéieren ze loossen, dass een hei esou e klengen Ekosystem opbaut vun Zouliwwerker, déi hei kéinten dovun profitéieren? Gëtt et do iergendwéi eng Strategie oder Iwwerleeungen, fir dat zu Lëtzebuerg hei ze stäerken?

M. Lex Delles, Ministère de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | Et gëtt am Moment

verschidde Projeten. Wéi gesot, mir sinn an den ... ech wëll net soen an de Kannerschong, mee et sinn elo schonn eng Rëtsch Entrepreneuren, déi bei mech kommen, déi zu Lëtzebuerg gären en Deploiment maache wëlle vun Hydrogène, wou se ganz oft mat Startuppen zesummeschaffen, sief et ... De grouss Problem bei der Produktioun vum Hydrogène ass, dass ech muss konstant eng Energie hunn. Wann ech muss un- an ausmaachen, da wierkt dat sech natierlech op d'Produktivitéit vu menger Anlag aus an dann ass de Käschtepunkt vun der Anlag par rapport zu der Produktioun, déi ech kann hannendrun hunn, net esou garantéiert. Dat heescht, mir kënnen am Moment e ganz deieren Hydrogène produzéieren, well mer just an de Picke géife fueren a mir kënnen net garantéieren, dann och hannendrun den Hydrogène ze benotzen.

Do gëtt et awer verschidden Technologien, Startuppen och, déi do ronderëm schaffen, fir eng Batterie drun ze koppelen. Ech weess, dass d'Batterien ëmmer erëm Theema hei sinn: Déi eng fannen se gutt, déi aner fannen se net gutt. Mir hu jo haut héieren, dass et effikass ass, soudass een da ka soen, dass am Fong den Hydrogène natierlech och als Batterie, als Pufferspeicher ka benotzt ginn.

Mir wëssen awer, dass mer Perten dobäi hunn. Mir wëssen och, dass mer dann am Fong just zu gewësene Momenter kënnen den Electrolyseur uwerfen, an zwar do, wou mer déi Picken an der Produktioun hunn, dat heescht e ganz hellen Dag mat ganz vill Wand. Dann hu mer héich Picken an der Produktioun hei zu Lëtzebuerg. An zu deene Stonne mécht et Sënn, bei den Negativtariffer och den Hydrogène ze produzéieren.

Wann ech awer elo kann eng Batterie dru koppelen, a wéi enger Form och ëmmer, ech déi kann u main Electrolyseur maachen, sou dass ech d'Picken huelen an ech kann nach virdrun an nach duerno produzéieren, da mécht et natierlech nach vill méi Sënn. An dat sinn alles Iwwerleeungen, déi am Moment lafe mat Entrepreneuren, déi deelweis och hei zu Lëtzebuerg sinn, déi och Stécker dofir kënnen liwweren. Mee de Marché ass nach ganz, ganz kleng, fir dat do wierklech an der Mass ze produzéieren. Also neen, et gëtt nach net eng Masseproduktioun hei zu Lëtzebuerg, mee jo, et gëtt Entrepreneuren, déi amgaange sinn, och dodrunner ze schaffen.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci dem Energieminister Lex Delles. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8298. Den Text steet am Document parlementaire 8298⁴.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8298 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. Da maache mer de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

An de Projet de loi ass eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen uegholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies (par Mme Octavie Modert), Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler (par Mme Stéphanie Weydert), Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM.

Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. Gérard Schockmel), Gusti Graas (par M. Guy Arendt), Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par Mme Barbara Agostino) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par M. Georges Engel), Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic (par Mme Djuna Bernard), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Mir kommen elo zur Motioun vum Här Franz Fayot iwwert den ...

(Interruption)

Da wëll ech nach froen: D'Dispens vum zweete Vote constitutionnel, freet d'Chamber déi?

(Assentiment)

Da soen ech Iech villmools Merci.

6. Motion de M. Franz Fayot relative au paquet Omnibus

(Motion déposée en séance publique n° 69 du 4 mars 2025 – à consulter au compte rendu n° 28/2023-2028 en page 23)

Mir kommen elo zur Motioun vum Här Franz Fayot iwwert den Omnibuspaquet. Et hu sech do ageschriwwen: den Här Laurent Mosar, den Här Tom Weidig an d'Madamm Sam Tanson. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert als Auteur vun der Motioun.

Exposé

M. Franz Fayot (LSAP), auteur | Jo, merci, Här Président. Dës Motioun gouf de 4. Mäerz deposéiert, nodeem d'Europäesch Kommissioun de 26. Februar de Paquet Omnibus presentéiert huet. Zanterhier hunn den 10. Mäerz méi wéi 360 Organisatiounen aus der Zivilgesellschaft queesch duerch ganz Europa an den USA, och an anere Regione vun der Welt, aus 50 Länner, sech mobiliséiert, an dës Initiativ freet, dass de Conseil an d'Europaparlament dës Omnibus-Propositioun solle seriös iwwerschaffen.

Do sinn och eng 15 Lëtzeburger Organisatiounen dobäi, dont notament d'Initiative pour un devoir de vigilance. An och Betriber, wéi zum Beispill hei zu Lëtzebuerg Ferrero an och aner grouss Betriber, maachen en Appell, fir am Kader vun Omnibus déi Legislatiounen, déi mer adoptéiert haten, wéi den Devoir de vigilance, d'Liwwerkettegesetz, de Reporting vun de Betriber, de CBAM, d'Taxonomie am Kader vum Green Deal, net ze verwässeren. Insbesonnesch natierlech bei deene Betriber geet et ëm den Devoir de vigilance, well dat alles Betriber sinn, déi sech och schonn dorobber agestallt haten an och doranner ganz kloer e Facteur gesi vun hiner zukünftiger laangfristeger Kompetitivitéit.

Ënnert dem Pretext vun der Kompetitivitéit a soi-disant mat engem Bléck op d'Simplificatioun ginn hei effektiv wichteg Texter wéi, wéi gesot, d'Liwwerkettegesetz, d'Direktiv iwwert d'Responsabilitéit vun de Betriber beschnidden an och reportéiert. D'Liwwerkettegesetz, Här President, gëtt esou wierklech carrement bal zu engem zahnlosen Tiger degradéiert.

Mir hunn de Méinden och bei der Presentatioun vun der Kommissioun hirem Aarbechtsprogramm verstanen, dass et wierklech just nach ëm Kompetitivitéit geet. E soziale Mënscherechts- an och Ëmweltkompass gëtt et net méi fir dës Kommissioun. A mir wësse jo och schonn, well Der dat schonn e puermol gesot hutt, dass Der dat och als Regierung matdrot an dass Der dofir déi Omnibuslegislatioun, déi Packagen do matdrot. De Premier huet dat schonn e puermol gesot. An, ech mengen, Dir hutt dat och scho gesot.

Dat geet an eisen Ae komplett an déi falsch Richtung. Europa ass nämlech net just e Maart, a wa mer gären hätten, dass Entreprisë sech sollen dekarbonéieren, dekarbonéiert Technologien adoptéieren, a wa mer gären hätten, dass eis Entrepreneuren d'Mënscherechter respektéieren, Rechter op eng fair Pai, Ëmweltoplagen iwwerall an der Welt, wou se täteg sinn, da mussen mer dat duerch kloer a contraignant Reegelen durchsetzen. Vum selwe geet dat net. An dat bescht Beispill do ass e Betrib, dee mer hei zu Lëtzebuerg gutt kennen, nämlech ArcelorMittal, dee seng Dekarbonéierungsinvestissementer, déi en annoncéiert hat, elo no hanne verluecht huet, well natierlech de Profitt fir de Moment net méi richteg stëmmt.

Dofir hätte mer gären, euni eis awer vill Illusiounen ze maachen, dass Der dat matdrot, dass d'Regierung sech bekennt zu deenen negociéierten Texter, wéi gesot, aus dem Green Deal, der Taxonomie, dem Corporate Reporting an dem Liwwerkettegesetz, wou mer laang och an der viregter Regierung driwwer diskutéiert hunn an eis eens waren iwwert en ambitiësen Text an eng ambitiëse Approche an deem Beräich, an dass mer net erlaben, dass se vun Omnibus 1 an 2 ausgehelegt ginn. Dat ass de Propos vun dëser Motioun. An ech wär frou, wann ech géif Support dofir kréien.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci, Här Fayot.

An da wier et un der Madamm Carole Hartmann. Madamm Hartmann, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale et prise de position du Gouvernement

Mme Carole Hartmann (DP) | Här President, Kolleginnen a Kollegen, virop Merci dem Franz Fayot, de Kollege vun der LSAP, déi dës Motioun a Relatioun mam Paquet Omnibus, dee vun der EU-Kommissioun proposéiert gouf, agereicht hunn. Wann Dir an der Motioun sot, dass d'Simplification administrative an der EU an hei konkret d'Propositione vun der EU-Kommissioun net dierfen a détriment vun eise fundamentale Valeuren an der EU an och vun eisen Objektivier a punkto Energie- a Klimapolitik goen, da rennt Dir u sech bei eis als Demokratesch Partei open Dieren an.

Wann awer an der Motioun an Äre Considerante gesot gëtt, dass déi Propositionen, déi gemaach goufen, manner ambitiëse a manner effikass wiere wéi dat, wat am Moment u Reegeler virgesi wär, si mir op deem Punkt net mat Iech averstanen, well weeder déi energieetesche Transitioun nach d'Klimaziler duerch déi Propositionen hei a Fro gestallt ginn.

Et ass awer par konter eng Realitéit, dass fir vill kleng a mëttelstännesch Betriber d'Reportingobligatiounen einfach net méi ze droe sinn, dat weeder finanziell nach ressourcestechnesch. Et geet deemno virum allem dorëms, en Equilibre ze fannen tëschent der Entwécklung vun der ökologescher Transitioun an op där anerer Säit awer och der Kompetitivitéit vun der europäescher Wirtschaft, an dat op internationalem Niveau.

Der EU-Kommissioun no kéinten d'Propositionen aus dem Omnibuspaquet eng Reduktioun vu 6,5 Milliarden Euro pro Joer un administrative Käschter fir d'Entreprisë bedeiten. Dës Sue kéinten dann an d'Innovatioun wéi och an déi duebel, dat heescht an déi digital an an déi ökologesche Transitioun investéiert ginn.

Mir stinn dowéinst dësen Iwwerleeungen, déi vun der EU-Kommissioun gemaach goufen, positiv géint iwwer a wëllen als DP ofwaarden, wat dat Europäesch Parlament op dësem Niveau decidéiert, an halen et dowéinst aktuell net fir opportuun, beim Datum vun der Entrée en vigueur op EU-Niveau nach eng Kéier ze intervenéieren, wat jo vun Ärer Motioun gefrot gëtt. Ech géif aus all dës Grënn menger Fraktioun proposéieren, Är Motioun effektiv net matzedroen.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci, Madamm Hartmann. An da wier et um Här Laurent Mosar.

M. Laurent Mosar (CSV) | Jo, Merci fir d'éischt dem Här Fayot fir seng Initiativ. Zweetens kann ech mech en gros un dat drunhänken, wat d'Madamm Hartmann hei op eng ganz exzellente Manéier ausgeféiert huet.

VLäicht awer och nach eng Kéier zousätzlech dozou: Den Här Fayot zitëiert jo oft den Här Draghi, deen e ganz gudde Rapport geschriwwen huet. An den Här Draghi huet a sengem Rapport notament och op zwee Punkte gepocht. Deen ee Punkt ass effektiv d'Kompetitivitéit vun eisen europäesche Betriber, mee deen zweete Punkt sinn awer och déi enorm Moyenen, déi misste liberéiert ginn, och vum Privatsektor, wat notament d'Energietransitioun betrëfft. An d'Madamm Hartmann huet virdrun hei eng Zuel genannt. Dat wäerte mer just nëmme packen, wann eis Betriber och kapabel sinn a wa genuch Investisseure sinn, déi hinnen déi Energietransitioun erlaben.

Och mir – dës Regierung, dës Majoritéit – hunn an eise Koalitiounsprogramm e staarken Akzent éischten, op d'Kompetitivitéit gesat, awer och d'Simplification administrative. D'Kommissioun geet genau an déi selwecht Richtung. Duerfir fanne mir eigentlech déi Initiative begrëssenswäert an duerfir kënnen mer och dem Här Fayot seng Motioun net matdroen.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci, Här Mosar. An da wier et um honorabelen Här Tom Weidig. Här Weidig, Dir hutt d'Wuert.

M. Tom Weidig (ADR) | Merci, Här President. Dir Dammen an Härren, mir begrëssen den Draghi-Rapport, fir Europa méi kompetitiv ze maachen. De Rapport fuerdert ënner anerem administrativ Vereinfachungen a sënnavoll Dereguléierung. Mir als ADR stinn zu 100 % hannert dëser Initiativ.

An de leschte Joren huet eng Well vu Regulatiounen Europa geläamt zum Virdeel vun anere Länner, déi méi schlank opgestallt sinn. Déi al Versioun vun der CSRD-Direktiv hätt definitiv eise Betriber geschuet. Et gëtt zwar gesot, dass nëmme grouss Firme betraff sinn, mee d'Handwierkerkummer warnt virum Trickle-down-Effekt.

Mëttelgrouss Betriber sinn och dervu betraff, well si als Zouliwwerer vu grousser Firmen deene Firmen Informatiounen fir hire Reporting liwwere mussen. Kleng Betriber kënnen dës Reporting net liwweren. Fir aner Betriber ass et einfach ze deier an domat verléiere se Clienten.

Eis Betriber stinn also nach méi ënner Drock, wéi se et scho sinn, verléiere Suen an Zäit a mussen eventuell Leit entloossen. Duerfir iwwerrascht et mech och, dass elo grad eng LSAP, déi sech „Lëtzebuerg

Aarbechterpartei“ nennt, dës Direktiv per force implementéiere wëll. Dat weist mir, dass si sech net mam Lëtzebuergesche Aarbechter an och Handwerker solidarisiert.

(Hilarité)

Si afferen Aarbechtsplaze fir dat vaagt Konzept vun der Nohaltegkeet. Mee Dir kritt net mol Nohaltegkeet! De Green Deal an och d'CSRD-Direktiv klängen zwar gutt um Pabeier, mee wann ee sech d'Realitéit ukuckt, ass et onkloer, dass de Green Deal an aner Mesure wierklech en Ënnerschied maachen. Oft ass et leider „ausser Spesen nix gewesen“. Duerfir begrësse mir, dass den Omnibus vereinfacht a sënnavoll dereguléiert, a stëmme géint dës Motioun vun der LSAP.

Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Weidig. An da wier et un der honorabelen Madamm Sam Tanson. Madamm Tanson, Dir hutt d'Wuert.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, merci, Här President. Et ass jo „dat vaagt Konzept vun der Nohaltegkeet“, wéi elo grad gesot ginn ass. Ech weess net, ob den Här Weidig sech am Detail mat deenen Texter ausenangeresat huet, mee – Dir schwätzt jo ëmmer sou gär vu Kompetenzen, wann et ëm d'Liwwerkettegesetz zum Beispill geet – wat am Vierdergrond steet, dass sinn d'Mënscherechter! A wat nach bei de Mënscherechter am Vierdergrond steet, dass ass d'Kanneraarbecht. An dat ass de Fait, dass mer hei am Land ...

(Interruptions)

M. Fernand Etgen, Président de séance | Wannechgelif!

Mme Sam Tanson (déi gréng) | ... bei deem, wat mer consomméieren, solle sécherstellen, dass et net vu Kanner produzéiert ginn ass an deene Länner, wou et produzéiert ginn ass.

A jiddwereen, dee sech déi Fro hei stellt, deen ass net mat vage Konzepter amgaangen, mee dee mécht sech Suergen doriwwer, dass aner Kanner déi selwecht Rechter hu wéi déi Kanner, déi hei grouss ginn. An ech denken, dass dat eigentlech eppes sollt sinn, wat eis alleguerne concernéiert.

Plusieurs voix | Très bien!

(Interruptions)

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Oxfam seet, ...

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, Président de séance | Wannechgelif!

Mme Sam Tanson (déi gréng) | ... d'Madamm vun der Leyen géif hei mat der Kettesee op de Schutz vun den Ëmwelt- an de Mënscherechter lassgoen. D'Liwwerkettegesetz war e Meilestee fir d'Mënscherechter a fir den Ëmweltschutz! An dat, wat elo hei amgaangen ass ze geschéien, dat ass leider dat, wat mer vill elo – och elo haut erëm – e bëssen esou héieren. Et gëtt gesot ënnert dem Deckmantel eigentlech vun der Vereinfachung ..., déi kee Mënsch contestéiert! Et gëtt hei einfach nëmme dereguléiert. An dat ass e reelle Problem!

D'Madamm vun der Leyen huet Enn d'lescht Joer gesot, jo, si wëllt net op de Contenu vun den Texter goen, si wëllt den Esprit vun den Texter net a Fro stellen, mee et ass awer genee dat, wat se elo hei gemaach huet! Wann een elo den CSDDD-Text kuckt, wéi en elo am Moment um Dësch läit, also déi Propos, déi

vum Omnibustext um Dësch läit: Den Artikel 29 vun deem Text, deem zivillrechtlech Kloe virgesinn huet, deem e Schutz virgesinn huet fir d'Affer vun esou Problematiken, dee gëtt extreem ofgeschwächt.

Et gëtt keng Obligatioun méi vun de Länner, se anze-féieren. Et gëtt och keng Méiglechkeet méi, sech vertrieden ze loosse vun enger ONG, vun enger Associatioun. An dat ass e richteg Problem, well wéi soll een, deem a Südamerika setzt, deem do Affer ginn ass vun esou eppes wéi deem doten, da seng Rechter hei am Land wouerhuelen?! An dat ass net just eng Vereinfachung – dat ass carrement den Text ausgehlegt. Et gëtt nach eng ganz Rëtsch aner Punkten.

An et ass jo och net fir näischt. Et ass net nëmmen – de Franz Fayot hat se ugeschwat –, dass déi sëllegen ONGe sech wieren. Et si souguer grouss Gesellschaften wéi Ferrero, déi net mat deem d'accord sinn, wat elo hei geschitt. An, ech denken, och dat sollt engem ze denke ginn, well et geet och ëm d'Rechtssécherheet, wa mer elo d'CSRD kucken, déi eigentlech scho sollt transposéiert sinn.

Duerfir ass meng Fro un d'Regierung awer och: Verschidde Regierungen hu sech scho géint den Text ausgeschat – wat ass d'Positioun vun der Lëtzeburger Regierung? Ass alles fir Iech absolutt an der Rei, wat do um Dësch läit? An och d'Fro: Bis wéi en Delai sidd Dir dann der Meinung, dass déi Texter sollten no hanne geréckelt ginn?

Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci, Madamm Tanson. Da freet den Här Marc Baum nach d'Wuert.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Ech ka just dem Här Fayot felicitéieren fir déi Initiativ, déi e geholl huet. An ech gesi mat ganz grousssem Bedauern, datt et hei an der Chamber eng Majoritéit schéngt ze ginn, déi um Altor vun der Kompetitivitéit eppes dereguléiere wëll, wat just fir d'Profittinteresse vun enger ganz klenger Minoritéit ass.

Hei gi Mënscherechter a Fro gestallt – dorënner fale Kannerrechter an dorënner falen d'Rechter vun Aarbechter –, firwat dat heiten de Gewerkschaften hei an Europa an ausserhalb vun Europa esou wichteg ass. An et gëtt dereguléiert um Bockel vum Ëmweltschutz. Dat heescht näischt aneres wéi: De Profittinteresse vun enger Minoritéit steet iwwert dem Allgemengenginteressi, och vun deene Leit hei zu Lëtzebuerg. Ech fanne dat zimmlech schued!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci, Här Marc Baum. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Wirtschaftsminister Lex Delles.

M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | Merci villmools, Här President. Ech wëll hei just eng Kéier ganz kuerz op déi allerlescht Interventioun agoen.

Wann ech héieren, wéi mer hei en Dictionnaire aus der Chamber probéieren opstellen, wou mer da soen: „Mir fannen déi Iddi zwar ganz sympathesch“, mee wat dat duerno heescht, ass eppes aneres hei an der Chamber. Dat, wat Dir grad hei sot vum „Altor vum Profitt“, dat ass net d'Fro! Hei ass d'Fro, dass mer eis ausgeschwat hunn, fir eng Direktiv kënnen ëmsetzen, fir en Devoir de vigilance kënnen ze hunn. Zur nämlecher Zäit – an ech fannen et relativ geféierlech, deem Discours ze féieren; ech verstinn, wat d'Madamm Tanson gesot huet, an och dat, wat den Här Fayot hei gesot huet – mee et ass net dat eent géint dat anert! Et ass net: Mir probéieren hei, eppes komplett ze deregulariséieren.

Wann ech Iech nolauscheren, Madamm Tanson, da kléngt dat wéi wann dat mat deem Omnibus 1 an 2, wéi se hei kommen, géif heeschen, dass all Firma – ausser déi zwou, déi Der genannt hutt – a ganz Europa elo derfir wier, dass Kanner mussen schaffen an dass och nach aner Ëmweltekrittären net méi respektéiert ginn. Dat ass net esou!

Den CSDDD an den CSRD: D'Texter, déi virgesi sinn, sinn ... An der Iwwerleeung, mengen ech, do ass jiddwereen heibanne sech eens: Mir mussen eppes maache géint d'Kanneraarbecht, mir mussen eppes maachen, fir Ëmweltekrittäre weltwäit kënnen ze protegéieren. Mir mussen awer zur selwechter Zäit och eppes fäerdegbréngen: Dat ass, dass mer net eis eegen Économie a ganz Europa zugonschte vun anere Kontinenter ronderëm eis futti maachen. An dat maache mer!

An Dir hutt der elo zwou Stéck hei genannt, wou Der sot: „Déi sinn derfir.“ Ech hat haut de Moien nach Rendez-vous mat enger Entreprise, déi mer sot: „Mir si komplett dergéint. An dat, wat Der maacht, geet nach net wäit genuch, fir et ze vereinfachen.“ Dat heescht, et gëtt déi eng an déi aner.

An ech mengen, dass mer et musse fäerdegbréngen, an Dignitéit den Discours ze féieren – op där enger Säit fir alleguerten eis PMEen. Ech erënnere mech ganz genau un d'Discoursen, wéi se hei gefouert ginn – vu béide Säiten. „Mir mussen eppes maachen, fir eis PMEen an Europa ze protegéieren.“ „Mir mussen eng Simplification administrative maachen hei zu Lëtzebuerg fir eis Betriber.“ „Mir mussen et an der EU fäerdegbréngen, de Reporting fir eis PMEen méi einfach ze maachen.“

An hei si genau déi nämleche Leit, déi elo soen: „Jo, d'Mënscherechter, déi een elo probéiert, hei mat Féiss ze trëppelen, musse mer elo no vir bréngen, an d'Feld zéien, fir dann de PMEen e Risereporting opzeerleeeën.“ Nee, mir mussen et mat aneren, méi einfache Moyene fäerdegbréngen, dass eis Entreprises natierlech mussen den Devoir de vigilance ..., sech musse Froe stellen, wat se kënnen en place setzen, fir dass dat doten net geschitt, mee dat ouni dass mer Hürden opsetzen an eis Économie an eis Betriber a ganz Europa futtimaachen op d'Käschten – op d'Käschten! – vu gesonden Aarbechtsplazen, déi mer hei hunn, op d'Käschten vun engem Ëmweltschutz, dee mer an Europa hunn.

A wann et fäerdeg ass, importéiere mer d'Wuer aus anere Länner, wou mer net wëssen, wéi et do mam Ëmweltschutz ass, wéi et mat de soziale Krittären ass a wéi et do mat der Kanneraarbecht ass. Dofir, mengen ech, muss een deen Discours hei e bësse méi breet féieren a soen: Mir brauchen douds'écher de Schutz op där enger Säit – do ass jiddwereen hei averstanen –, mee op där anerer Säit musse mer et awer och fäerdegbréngen, dass eis Entrepris Loft hu fir ze ootmen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci dem Här Wirtschaftsminister. Den Här Fayot freet Parole après ministre.

M. Franz Fayot (LSAP), auteur | Jo, merci, Här President. Och merci dem Minister fir seng Prise de position. Ech war jo a senger Positioun, wéi mer deem Text do negociéiert hunn a wou mer Diskussiounen hate mat enger Fedil, mat de ganze Patronatsverbänn hei zu Lëtzebuerg. An ech kann Iech soen, an Dir wësst dat, dass se ni begeeschtert waren iwwert den Devoir de vigilance, iwwer all déi Texter, an dass se sech am Fong ëmmer domat schwéiergedoen hunn.

Mee et war eeben dee Moment e politesche Konsens, fir dat ze maachen. A si hu sech ... Eng Partie huet sech schonn dorobber ageallt. Anerer hu sech ëmmer nach dergéint gewiert. A wat geschitt ass am leschte Joer a scho säit Enn 2023, dat ass, dass einfach e politesche Shift komm ass an dass se Morgenluft gewittert hunn, fir déi Texter hei auszehielegen. An dat ass dat, wat elo geschitt. Deem Omnibus – et deet mer leed, mir ginn eis do net eens –, mee dat ass eng Aushielegung vun deenen Texter, wéi se vir-dru mat Aemierk op d'Nohaltegkeet negociéiert gi sinn a wéi se am Fong acceptéiert waren.

An dat, wat elo geschitt, dat ass en Detricotage vun deenen Texter, ni plus, ni moins. An nach eng Kéier: Ech menge wierklech, dass et fundamental och net am Interêt ass vun eise Betriber, Liwwerketten ze hunn, wou Saache geschéien, déi mat Kanneraarbecht ze dinn hunn, déi mat extraktive Praktiken ze dinn hunn, wou d'Ëmwelt total mat Féiss getréppelt gëtt, an dass et am Fong an hirem Interêt wär, dat esou schnell wéi méiglech an hir Liwwerketten anze-féieren, an dass mer hei am Fong Zäit verléiere mat deem Omnibus a mat deem, wat hei geschitt.

Ech mengen, et ass eng ganz court-termistesche Approche, déi leider elo d'Politik ass vun der Europäescher Kommissioun. Nach eng Kéier: Dat huet ee gutt verstan de Méinden, wéi hire Programm presentéiert ginn ass. An ech menge wierklech, dass dat net am Interêt ass vun der laangzäiteger Kompetitivitéit – souguer vun eise Betriber, a souguer vun deene klengen a mëttleren. Dat heescht, do si mer eis einfach fundamental net eens.

Ech soen Iech trotzdem Merci fir Är Explikatiounen.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci, Här Fayot. Da freet nach d'Madamm Tanson d'Wuert an den Här Marc Baum. Fir d'éischt d'Madamm Tanson.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, merci, Här President. Ech hat zwou Froe gestallt, Här Minister, op déi ech keng Äntwert héieren hunn: d'Positioun vun der Regierung an och wéi Der dozou stitt, wéi laang dat Ganzt soll no hanne verréckelt ginn. Ech denken, dass dat scho wichteg wär ze wëssen.

An ech muss awer och soe par rapport zu deem, wat Der gesot hutt, ... Bon, éischens emol: Déi Texter sinn nach net laang verhandelt. A wat ëmmer e bësse vergiess gëtt an där Diskussioun: Et ass genau déi selwecht politesch Majoritéit, déi se proposéiert huet, déi se elo total aushielegt.

A géint Vereinfachungen hätt, denken ech, kee Mënsch eppes gehat. Kee Mënsch! Mee wann een éierlech op déi Texter kuckt an och déi ënnerschiddlechst Analyse kuckt, déi doriwwer geschriwwen gi sinn – och vu Leit, déi elo net iergendwéi eng gréisser politesch Motivatioun hunn –, da gesäit een, dass zemoools bei der CSDDD de Fong vun deem, wat geduecht war, einfach net méi do ass.

Dat heescht, et ass en zahnlosen Tiger, dee mer elo do hunn. An dat ass warscheinlech kontraproduktiv, well een elo awer Reegelen huet, déi ee muss erfëllen, déi herno wierklech warscheinlech kengem Mënsch méi eppes bréngen. Ech hunn ee Beispill gi vun den Zivillkloen. Et gëtt der eng Dosen, déi ee kann opzielen. Dat ass dat Frappantst. Well wann een e Recht huet, dat een herno net kann akloen, dann huet een am Fong kee Recht.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Ech géif dann d'Wuert direkt un den Här Wirtschaftsminister ginn.

M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | Just ganz kuerz zu deem, wat den Här Fayot gesot huet: Quant au fond – nach

eng Kéier – si mer eis alleguerten eens heibannen! Dat ass de Problem. Et ass just d'Aart a Weis, wéi mer eis Betriber zwängen, dat alles ze maachen.

An ech wëll just soen: De grouse politesche Change-ment ass net komm mat engem Changement op europäeschem Niveau – an d'Madamm Tanson ass ganz kuerz dorop agaan. Alleguerten d'PMEE waren och virdu just par ricochet dran, si si just elo definitiv ausgeschloss ginn aus dem Text hei. An ech mengen, dass mer eis quant au fond – nach eng Kéier – eens sinn, dass mer musse géint Kanneraarbecht, géint Mënsche-rechtsverletzung, géint Ëmweltkatastrophen an esou weider virgoen. A mir mussen eis och preservéieren. Et ass och richtig fir d'Entreprises, dat ze maachen.

An och eng Fedil hei zu Lëtzebuerg ass derfir, en Text ze hunn, well eent vun hiren Argumenter ass: „Et ass besser, mir hunn een europäeschen Text.“ Au moins säitdeem ech do sinn, soe se ëmmer: „Mir wëllen dat do, well et ass besser, mir hunn een europäeschen Text, wéi wann et ass wéi haut: Mir hunn een an Däitschland, mir hunn een an Italien, wou d'Krittären och nach anescht sinn, wa mer nach Succursallen hunn, wou mer net genau wëssen, wat mer musse maachen.“

Dat heescht, nach eng Kéier: Quant au fond, mengen ech, ass d'Fro net. Et ass just d'Aart a Weis, wéi mer eis Entreprises zwängen, dee Reporting ze maachen.

Ech verstinn awer Entreprises, wann déi mussen zwee, dräi, véier, fënnef Leit astellen, fir genau sou Pabeieren auszufüllen. Mir schwätze vu ganz einfache Matière-première, wou verschidde Producteure soen: „Majo, mir liwwere mol guer net méi an Europa, well mir ginn eis Produiten och anescht op engem Marché lass, wou mer dee ganze Reporting net musse maachen.“

Dat huet net mat der Ëmwelt oder mat Kanneraarbecht ze dinn! Dat huet einfach eppes domat ze dinn, dass se selwer déi Moyenen net hunn, fir kënnen déi Pläng, dee ganze Reporting ze maachen. An och do gëtt et Iwwerleeungen oder Diskussiounen, wou gesot gëtt: Mee dee klunge Kaffisbauer, deen eenzel wëll seng Boune verkafen, wann dee wëll engem klunge Producteur hei an Europa Kaffisboune verkafen, da muss dee klunge Producteur Pabeieren ausfüllen, déi e guer net kann ausfüllen. Dat heescht, e kann emol guer net méi op de Marché kommen.

Och dat sinn awer Realitéiten, wa mer vu ganz klunge Producteuren, Consommateuren hei an Europa an am Ausland schwätzen.

Dat huet näischt mat deem Fall vun den ziville Kloen ze dinn – wann et dat ass, wat Der gesot hutt. Ech hunn et net ganz héieren.

Just fir op déi zwou Froen zrëckzekommen.

Dës Regierung ass kloer fir den Text. Elo ass en natierlech an den Diskussiounen. Mir sinn als Regierung fir all d'Simplifikatiounen, déi mer kënnen maachen, well mir brauchen an Europa erëm eng Kéier eng Stëmm, wou mer net eisen Entreprises alleguerten soen: „Kommt heihinner, mee Dir fuert ewech mat administrativem Opwand.“ Och mir an Europa brauchen eng Economie, déi fonctionéiert. An dat geschitt zum Deel duerch esou Diskussiounen wéi déi heiten an och aner Diskussiounen op europäeschem Niveau, dass mer Entreprises hunn, Industrien hunn.

A mir alleguerten hunn d'Zeitungen déi lescht Méint souguer zu Lëtzebuerg opgeschloen, wou mer wëssen, dass Industrien zoumaachen – zoumaachen! –, net nëmmen hei zu Lëtzebuerg, mee a ganz Europa. A wouhinner gi se? Mee un d'Grenze vun Europa a si liwweren dann eran.

Da kënnen mer mat Äntwerte kommen, CBAM an esou weider an esou weider, mee och dat sinn net d'Äntwerten – an dat wësse mer ganz genau –, fir eis Industrie nach kënnen ze halen.

Déi zweet Fro vum Delai: Do gëtt et verschidden Diskussiounen. Dat eent ass, den Delai dann no hannen ze setzen, mee si sinn elo eréischt amgaangen, d'Transpositioun ze maachen, wou, wa mer se elo op 27 leeën ... Neelt mech net fest, ech hunn d'Zuelen net hei. Ech mengen, zwee Joer hunn d'Entreprises Zäit, sech dann ze conforméieren zur CSDDD.

Do kann een sech virstellen, dass een dat nach eng Kéier no hanne leet ëm ee Joer, also vun 2027 op 2028, an da bei den Delai, deen d'Entreprises hunn, vun zwee op ee Joer zrëckgeet, soudass mer dann am Fong an der Durée näischt verléieren, mee bei der Transpositioun vun der Direktiv an Europa Zäit géife wannen. Ënnert dem Stréch wär et dat nämmlech, bis wéini jiddwereen et muss hunn, mee d'Länner hätte méi Zäit, d'Transpositioun ze maachen.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci. Dann nach Parole après ministre fir den Här Marc Baum, an duerno nach d'Madamm Welfring. Här Baum.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Merci, Här President. Zweek Gedanken.

Deen een ass: Jo, d'Fedil war nach ni terribel chaud fir déi dote Reguléierungen. Dat kann een och novollzéien, wann ee gesäit, dass ee groussen Acteur bei der Fedil ArcelorMittal ass. A wann een déi weltwäit Aktivitéit gesäit vun ArcelorMittal, notament am Kasachstan, kann ee sech ganz gutt virstellen, dass Reglementatiounen, déi vun Europa ausginn an déi iwwer Europa rausginn, duerchaus net an deenen Interesse sinn.

Mee wat Der awer, mengen ech, an Ärer Argumentatioun vergiesst – ech soe bewosst „vergiesst“, ech wëll net soen „ënnerschlo“ –, dat ass, dass och eng ekonomesch Logik an deene Schutzmechanismen do dran ass. Eng ekonomesch Logik fir Europa, fir ze verhënnere, dass notament Industrien an deenen ënnerschiddlechste Secteuren, déi sech u guer keng Standarde mussen halen ausserhalb vun Europa, kënnen an där doter Form Zouliwwer sinn an an Europa investéieren.

Mir féieren eng Diskussioun iwwert d'Reindustrialiséierung. Mir féieren Diskussiounen doriwwer, dass mer verschidden aner Industriezweiger erëm mussen an Europa erabréngen, wou et streng Reglementatiounen gëtt. Also ass et e Minimum, dee mer maachen, dass déi, déi am Moment dra sinn an Zouliwwer sinn, och bestëmmt Reegele mussen ënnerleien.

Kuerzfristeg bedeit dat natierlech ... Wann een dat net wëll maachen, bedeit dat natierlech e kuerzfristeg Benefit. Wann en et wëll maachen, bedeit dat eng mëttel- a laangfristeg Orientéierung vun der Economie, déi profitabel an interessant ass fir d'Europäesch Unioun.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci, Här Marc Baum. Dann nach d'Madamm Joëlle Welfring.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Jo, merci. Ech wollt just na eng Kéier drun erënneren, ëm wat et, wéi ech et verstanen hunn, an där Motioun geet. Et geet drëm, op alle Fall derfir ze sensibiliséieren, dass ee ka vereinfachen – et ass jo net, dass kee wëll vereinfachen – an dass vereinfachen och heescht, dass ee sech muss mam Detail vum Text auserneeetzen an der Saach eng Chance ginn.

An ech fannen, mir sinn elo e bëssen an eng schwaarzweiß Diskussioun hei erageroden. A wann

ee seet: „Mir halen un deem Text, deen d'Kommissioun virgeluecht huet, fest!“, da gëtt een der Saach och keng Chance, fir vläicht anescht un déi Saach erunzegoen.

An ech wëll just drun erënneren: Virun 20 Joer hu mer eis europawäit en Text ginn, fir eis Chemikalienindustrie op méi sécher Féiss ze stelle mam REACH-Text. Ech war do mat un der Negociatioun bedeelegt, an enger ganz anerer Funktioun. Dat ass och e Batz gewiescht mat 17 Annexen, wou och jidderee geduecht huet: „Wat gëtt dat doten?“ An iergendwéi huet et geklappt. A firwat huet et geklappt? Well e PME-tauglech gemaach ginn ass. Well wierklech an der Redaktioun opgepasst ginn ass, awer och herno, wéi een en ëmsetzt, dass ee sech déi néideg Outils gëtt, dass een déi néideg, ech soe mol „Berodungsstelle“ gëtt fir d'PMEE an esou weider an esou virun.

Och haut gëtt et deen Text nach an och haut gëtt deen nach ugepasst. Dat ass normal, dass een un Texter geet, wa se mussen ugepasst ginn. Mee d'Veereinfachunge kënnen kee Selbstzweck sinn a se kënnen och keen décke Bagger sinn, mat deem een dann iwwer eppes fiert.

An dat ass dat, wat ech hei elo e bësse bedauern an dëser Diskussioun: dass een net d'Gehéier opmécht an et och net de Wëlle gëtt, fir sech wierklech mam Detail aus dem Text ... Mee déi Negociatioun, déi fänken elo eréischt un. Wisou net oppe si fir eng Verbesserung vum Text a wierklech d'Energie dorop setzen? Dat ass eng Fro, déi ech hätt.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci, Madamm Welfring. Dann nach eng Kéier den Här Energieminister. An da misste mer zum Vott kommen.

M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | Merci villmools fir déi Remark. Ech mengen, mir hunn en Text op där enger Säit, mir hunn eng Simplifikatioun mam Omnibus 1 an 2 op där anerer Säit. Kommt, mir huelen eis Zäit, fir den Omnibus ëmzesetzen, an da kënnen mer ganz gären eng Kéier driwwer schwätzen.

Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président de séance | D'Diskussioun ass domadder ofgeschloss.

Da kéime mer zum Vott.

Vote sur la motion

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmme. Da komme mer zum Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

Dës Motioun ass bei 20 Jo-Stëmmen a 40 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par Mme Taina Bofferding), Francine Closener, M. Yves Cruchten (par M. Mars Di Bartolomeo), Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic (par Mme Djuna Bernard), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies (par M. Laurent Mosar), Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler, Mme

Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler (par Mme Stéphanie Weydert), Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. André Bauler), Gusti Graas (par Mme Barbara Agostino), Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Guy Arendt) et M. Gérard Schockmel ;

MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.

7. Motion de M. Georges Engel relative à la précarité énergétique

(Motion déposée en séance publique n° 69 du 4 mars 2025 – à consulter au compte rendu n° 28/2023-2028 en page 23)

Als nächste Punkt kennt d'Motioun vum Här Georges Engel iwwert d'energeetesche Prekaritéit. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Paul Galles, d'Madamm Carole Hartmann, den Här Tom Weidig an d'Madamm Joëlle Welfring. An d'Wuert huet elo den Här Georges Engel als Auteur vun der Motioun. Här Engel, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

M. Georges Engel (LSAP), auteur | Merci, Här President. Ech hat se schonn eng Kéier virgestallt, mee fir Iech se ze rappeléieren, kommen ech awer nach eng Kéier heihinner, fir e kleng Resümmee ze maachen.

Well Energiepräisser, déi abordabel sinn, dat ass fir eis e fundamentale Besoin, fir en anstänneg Liewen ze féieren an och, fir kënne um gesellschaftleche Liewen deelzehuelen.

An déi mëttlerweil ganz héich Energiepräisser, déi weien och ganz staark um Budget vun de Leit, speziell bei deenen, deenen et net esou gutt geet an déi an enger ekonomesch méi schwieriger Situatioun sinn an déi dann och nach a schlecht isoléierte Wunnengen wunnen.

Am Aklang mat der EU-Kommissioun an hirer Direktiv 2023/2407 – oder, wéi de President géng soen, 2023-Slash-2407 – froe mer dofir, eng Definitioun vun der Energiearmut an dat nationaalt Recht ze iwwerhuelen, esouwuel fir d'Prekaritéit, mee awer och, wat e vulnerabele Client ass, a fir deen dann och kloer ze definéieren.

Dat wär eng éischt Etapp, fir unzekerken, datt et dese Problem effektiv och gëtt, a fir dann de Leit och konkret ze hëllefen, mat konkreten Aktiounen, fir géint des Zort vun Armut virzegoen, souwuel um lokalen, regionalen, nationale wéi och um europäesche Plang. An et géif eis och objektiv Krittäre ginn, soudatt mer eis hëllefen, déi mer ginn, an et gëtt der jo eng ganz Partie, och um objektiv Krittäre kéinte knäpen.

Domadder misst een dann natierlech och den dräi groussen Ursache Rechnung droen, déi zu deser Prekaritéit féieren, nämlech dem schwache Revenu, de méi héije Rechnungen an dann och der schwacher Energieeffizienz vun de Wunnengen.

An dofir fuerdere mir d'Regierung op, eng Definitioun vun der Energiearmut auszeschaffen a se dann an d'nationaalt Recht ze iwwerhuelen. An hei kéinte mer eis virstellen – ouni datt dat elo eng Mussesaach ass, mee mir kéinten eis dat virstellen –, datt ee se géng bei enger gewëssener Unzuel, zum Beispill 2,5-mol de Mindestloun, kéint deckelen. Wann een dann eeben Ausgaben iwwer 10 % hätt, déi dese Revenu da géngen ausmaachen, a nodeems een dann och de Loyer an och aner Subventiounen an Allocatiounen

dann ewechgerechent hätt ... Also bei 10 % vun deem Revenu un Energiekäschten, a wat driwwergeet, da géng een an der Energieaarmut leien, wann een dann déi aner Saachen, d'Subventiounen, de Loyer, d'Allocatiounen géng ewechrechnen, an dat och gedeckelt bei engem gewëssene Loun.

Mee, wéi gesot, dat hei ass eng Iddi, déi mer Iech géinge mat op de Wee ginn. Et ass awer un Iech, Är Krittären natierlech selwer esou festzeleeën, wéi Der dat gäre wëllt.

Da misst een och d'Definitioun vum Client vulnérable ausschaffen an dann och déi gezielte Moossnamen, déi een da kéint huelen, fir des Leit besser ze schützen.

Dat géng e klere juristesche Kader schafen a mir kéinten eis dann och e reegelméisseg Suivi hei ginn, fir ze gesinn, ob déi Moossnamen dann och dengen an ob ee se misst iwwerschaffen.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Engel.

An da wier et un der Madamm Carole Hartmann. Madamm Hartmann, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Carole Hartmann (DP) | Merci, Här President. An och hei Merci dem Här Engel, der LSAP-Fraktioun, déi des Motioun zur Précarité énergétique agereecht huet. An Dir schwätzt domadder e ganz eeschte Sujet un: d'Situatioun vu vulnerabele Leit, d'Situatiounen, wou d'Précarité financière eeben och zu enger Précarité énergétique ka ginn.

Och wa mir generell d'Iwwerleeungen an Är Motioun deelen a jo och an der viregter Regierung zesumme ganz vill Mesüre geholl hunn, déi och an deem Sënn waren an och spezifesch waren, fir ze hëllefen, fir deenen ënnert d'Ärm ze gräifen, deenen et eeben net esou gutt geet, kënne mir Är Motioun hei elo net matdroen.

Ech wëll awer dozou e puer Erklärungen ginn, well awer schonn dat een oder dat anert ënnerwee ass, an dat wëllt ech eebe gären erklären.

Ech rappeléieren nach eng Kéier, dass elo am Kader vun den Energiepräisser d'Regierung jo decidéiert huet, dass dat progressiivt Ophiewe vun de Plaffongen iwwer cibléiert Sozialmesüre soll gemaach ginn. An dat notament eeben, fir d'Stëit, déi am vulnerabelste sinn, elo an deser Situatioun ze ënnerstëtzen.

Konkreet als Rappel notament d'Allocation de vie chère, déi ëm 10 % an d'Luucht gaangen ass, de Crédit d'impôt, deen eropgaangen ass, d'Prime énergie, déi verdärfacht gouf, an hei och de Revenu maximal, deen an d'Luucht gesat ginn ass, wat mat sech bréngt, dass och méi Leit vun deser Mesür profitéieren kënnen. Déi ganz Enveloppe gesäit e Montant vu 50 Milliounen Euro vir, déi fir déi vulnerabelst Leit am Land investéiert ginn.

Da muss een an deser Diskussioun och de PNEC, dat heescht den Energie- a Klimaplang, consideréieren. De PNEC gesäit nämlech och haut schonn eng Assistenz fir Menagen, déi an enger Précarité énergétique sinn, vir.

Et kennt derbäi, dass et op EU-Niveau och de Klima-Sozialfong gëtt. A fir heivunner kënnen ze profitéieren, muss all Memberstaat e Klimaplang virleeën. A Lëtzebuerg schafft aktuell un deem soziale Klima- an Energieplang, deen eeben elo ausgeschafft gëtt.

Och d'Definitiounen, wat prekär a vulnerabel Clienté sinn, ginn an deem selwechte Kader ausgeschafft,

wat dann u sech och en Deel vun Äre Fuerderungen ofdeckt.

Bon, Är Motioun proposéiert dann nach e Seuil, vun deem Der elo geschwat hutt, ...

M. Georges Engel (LSAP), auteur | Als Beispill.

Mme Carole Hartmann (DP) | ... als Beispill, no deem sech kéint gericht ginn. Dozou wëll ech soen, dass de Statec – a mir schwätzen och oft iwwert de Statec an deem Kader – eegen an immens detailléiert Indicateuren huet, fir notament individuell Situatiounen ze beurteelen.

Dat selwecht gëllt och fir d'Office-socialen, déi sech haut schonn individuell mat den Noutsituatiounen vun den eenzelne Leit beschäftegen. An dat erlaabt et eeben, cibléiert op déi verschidde Besoinen vun de Leit anzegoen.

Wa mir iwwer Précarité énergétique, Précarité financière schwätzen, wëll ech awer och nach emol soen, an Dir hutt och déi generell Mesüren ugeschwat: Et gëtt och de REVIS, an et dierf een en net vergiessen. En ass nach eng Kéier eropgesat ginn, dat hu mer hei zesummen decidéiert. Zousätzlech nach den Équivalent crédit d'impôt, deen an de REVIS integréiert gouf.

All des Mesüren, gradewéi och déi spezifesch a Relatioun mat den Energiepräisser, si konkret an appropriéiert Mesüren – Dir frot no appropriéiert Mesüren an Är Motioun –, Mesüren, déi de concernéierte Leit ënnert d'Ärm gräifen an déi een dowéinst hei an déi Diskussioun awer och muss mat eranhuelen.

Mat all deenen eenzelne Mesüren, déi et scho gëtt, mat deem, wat nach soll kommen, souwuel am Kader vun dem soziale Klima- an Energieplang – dat ass vläicht en neit Element – wéi och um Niveau vum Plan d'action contre la pauvreté, dee jo och ënnerwee ass, proposéieren ech menger Fraktioun, des Motioun elo net matdroen.

Si ass u sech zum Deel an der Ausaarbechtung an do géif ech eigentlech appelléieren, dass mer do d'Regierung elo schaffe loosson, wann Der dat wëllt, ...

(Interruption par M. Lex Delles)

... an dass mer dann effektiv, wann déi Saachen en place sinn, vläicht do nach eng Kéier an déi Diskussioun kommen, mee zum aktuelle Moment géife mir des Motioun net matdroen.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Madamm Hartmann. An ech ginn d'Wuert direkt weider un den Här Paul Galles.

M. Paul Galles (CSV) | Jo, merci villmools, Här President. An och merci dem Georges Engel fir déi heite Motioun. Et wäert Iech net wonneren, dass ech mech elo un dat ralliéieren, wat d'Madamm Hartmann gesot huet, mee ech wëll awer nach dräi Saachen derbäisoen.

Dat éischt ass, dass et ganz wichteg ass, dat heiten Thema op den Ordre du jour ze setzen, an zwar genau esou, wéi et elo hei steet, nämlech Précarité énergétique, wou et grad paradoxalerweis an enger Zäit, wou mer probéieren, eisen Energiekonsum op erneierbar Energien ëmzestellen, ëmsou méi wichteg ass, dass mer d'Leit droen a stäipen an deem Moment, wou se hir Energie brauchen a wou se zugläich och nach eng Ustrengung solle maachen, fir op Erneierbarer ëmzestellen.

Dat zweet, wat ech wëll nennen, an d'Madamm Hartmann huet dat elo wierklech gutt am Detail gesot, ass dat engmaschecht Netzwierk oder Netz, dat et gëtt vu Mesüren. Dir hutt alleguerten déi Saachen opgeziet, déi ech och hei stoen hunn, also souwuel déi

ganz Hëllef vum der Verdräifachung vum der Energieprimm wéi awer och déi ganz aner Mesüeren, déi mer am Moment hunn.

Ech gesinn awer an, dass et wichteg ass, dat heite ganz genau am Bléck ze halen, well natierlech grad d'Energiefro eng Fro ass, déi am Moment vum Präis hier nach relativ volatil ass wéinst där ganzer Transition.

An am Moment hu mer den Androck, dass déi Mesüeren, déi bestinn, staark sinn, gutt sinn an en engmaschegt Netz erginn. Dat heescht awer net, dass dat onbedéngt esou muss bleiwen, grad well d'Evolution vum den nächste Wochen a Méint net ganz kloer ass, och wéinst dem geopolitische Kontext.

An dat Drëtt ass: Esou eng Demande wéi déi heite passt jo eigentlech ideal an déi ganz Strategie vum der Aarmutsbekämpfung, déi mer insgesamt hei um nationalen Niveau wëllen erschaffen.

Dofir wëll ech mech do ralliëieren, och am Numm vun eiser Fraktioun, un dat, wat d'Madamm Hartmann gesot huet, eeben d'Regierung déi elo ausschaffen ze loossen, well et ass wichteg, dass mer grad bei der Aarmutsfro d'Gesamtbild virun Ae behalen. Well mir hunn natierlech ëmmer erëm aus gewëssene Grënn gewëssen Theemen, déi eis an d'Ae sprangen, wéi zum Beispill an dësem Fall d'Energieprekaritéit oder d'Energiearmut, mee et gëtt ëmmer nach esou vill aner Dimensionen, déi ee gesäit a wou een eebe grad, wann een d'Gewicht op dat eent leet, dann erëm eppes aneres iwwersäit.

Wou ech meng Hoffnung drasetzen, dat ass esou eng Aarmutsbekämpfungsstrategie. Dat hëllef, alles ze gesinn an dann och am Gläichgewicht ze behandeln.

Dofir nach eng Kéier Merci fir déi Motioun. Ech fanne se am allerbeschte Sënn ganz sympathesch.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Galles. An da wier et um Här Tom Weidig.

M. Tom Weidig (ADR) | Merci, Här President. Dir Dammen an Hären, d'ADR ass ëmmer derfir, sozial schwache Leit ënnert d'Äerm ze gräifen, wann dat néideg ass. Et ka jiddweree vun eis treffen, ob mir elo vun engem schlimme Schicksal getraff gi sinn oder well mir Feeler am Liewe gemaach hunn.

Zu Lëtzebuerg ka jiddweree, wann en a finanzieller, sozialer Nout ass, bei den Office social goen. Do gëtt déi perséinlech finanziell Situatioun an de Bedarf gekuckt an da gëtt entscheet. Natierlech ass den Office social net perfekt an d'Qualitéit hänkt och vun de Mengen of, mee mir sollte mat deem System an un deem System schaffen.

Wat elo d'Motioun vum Här Engel ugeet, gesi mir net de Meerwäert. Hei gëtt eng extra administrativ a legal Schicht opgebaut, déi nees zu méi Bürokratie féiert. Den Office social geet duer, fir d'finanziell Problemer ofzefiedere.

Mir fannen och, datt de Kriterium vum Salaire e schlechte Kriterium ass, well et duerchaus Leit gëtt, déi zwar en niddrege Salaire hunn, mee zum Beispill duerch eng Ierfschaft méi wéi genuch Suen hunn. Den Office social ass do e bessert Instrument, well si déi ganz finanziell Situatioun kucken.

Mir fannen och, datt all Persoun, och déi sozial schwach, sensibiliséiert soll ginn, fir Energie ze spueren. An dat kann een nëmme maachen, wann een en Deel selwer bezitt.

Dofir stëmme mir dës Motioun net mat, mee mir stëmme awer och net dergéint, well et wichteg ass,

sozial schwache Leit eng Stäip ze ginn. Mir wären awer averstanen, se an d'Kommissioun ze ginn.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Weidig. An elo ass d'Wuert fir d'Madamm Joëlle Welfring.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Jo, merci. Mir stëmme dës Motioun mat. Dat Theema Energieprekaritéit ass extreem wichteg an eisen Aen. Mir haten net méi spéit wéi virun engem Joer, bal op den Dag genau, eng Question parlementaire gestallt als Reaktioun op d'Resultater vun enger LISER-Etüd, déi Enn 2023 publizéiert gi war, déi op d'Energiearmut agaange war an déi suggeréiert hat, dass mer eis sollte Gedanken maachen iwwer eng besser Definitioun vun deem Term.

A mir hunn och dunn déi Fro gestallt, an do ass referéiert ginn op dee Rapport, deen de Stater jo all Joer mécht, dee gewëss, wirklech liesenswäert ass a wirklech derwäert ass, dass ee sech am Detail domadder auserneeetzt.

Op déi aner Manéier fannen ech awer schonn, dass ee sech do och nach kann aner Indicateure bäiginn, well dee Rapport, muss een engersäits soen, kënnt eemol am Joer eraus an en ass natierlech réckbléckend. Dat ass normal. Mee do gëtt et och aner Methoden, wéi ee kann zwëschenuewer d'Temperatur fillen, wéi et deene Leit geet, déi wirklech d'Enner schlecht beieneekréien, grad mat klammenden Energiepräisser.

Och dowéinst hate mer eng Motioun hei virgeluecht am Dezember, déi och elo an der Diskussioun ass an der Wirtschaftskommissioun. Dat heescht, et ass schonn eppes, wou mer wirklech och mussen dru schaffen. An ech denken, dass een dat och soll an engem anere Rhythmus maache wéi just eemol am Joer, fir kënne méi séier ze reagieren an eventuell nei Moosnamen ze huelen.

Aus all deenen do Grënn stëmme mir dës Motioun mat. A mir fanne se ganz wichteg. Merci.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci, Madamm Welfring. An da wier et um Här David Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Merci, Här President. Fir d'alleréisch fannen ech ... Also et mécht mech richteg rosen, wa Groussverdénger erklären, datt awer och Leit, déi wéineg Sue verdéngen, mussen oppassen a spueren. Dat si meeschtens déi, déi am mannste verbéizen. Dat sinn net déi, déi an d'Vakanz ginn op eng Yacht! Well dat sinn zum Beispill d'Leit, déi verbéizen! Éischtens mol.

Mir schwätzen hei vu Leit – an dat kënnt och eraus, wann een déi 2,5-mol de Mindestlohn kuckt, déi den Här Engel proposéiert –, déi schaffe ginn, déi Räichtum produzéieren fir e Patron oder vläicht fir de Staat oder fir eng aner Entitéit, an déi trotz där Aarbecht aarm bleiwen oder net aus der Armut komme wéinst der Energie, wat e fundamentaalt Recht ass!

An ech hoffen, datt mer eis eens sinn, datt Energie, Stroum, Gas genausou wéi Bildung, Santé en universellt Recht sinn. Wann dat net de Fall ass, dann hu mer vläicht e Problem.

An duerno komme mer op d'Logik: Jo, et gëtt den Office social! Dat ass erëm esou, desolé, dat ass esou condescendant, dat ass esou condescendant! Éischtens, déi Humiliatioun, fir bei den Office social ze goen, just well ee Stroum benotzt: Ech weess net, ob Dir Iech dat kënnt virstellen.

Zweetens, Dir sidd en plus oneffikass. Dir Dpler, Dir mengt ëmmer, Dir wäert esou effikass. Ma entlaascht

d'Office-socialen vun deene Froen! Wësst Der, wéi vill Aarbecht dat bedeit? Da maacht Der cibléiert, individuell Mesüeren, da gitt Der kniwwelen hei an do, an esou weider, amplaz datt een eng kloer Reegelung hätt, déi och d'Office-socialen – dat si Steiergelder – vläicht géifen entlaaschten. A mir hätten och manner Humiliatioun a manner Aarmut!

An ech fannen dat immens praktesch. Dir sidd elo amgaangen, d'DP an d'CSV sinn amgaangen, un engem sozialen an ekologesche Plang ze kniwwelen. Mäi Gott, d'Schuddere gi mer schonn e bëssen aus, muss ech zouginn! An da kann een nâischt méi proposéieren. Et ass alles superfetatoire, wat Sozialpolitik wier! Dat ass immens praktesch.

Ech si gespaant ze gesinn, wat Dir do wäert pondéieren.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci, Här Wagner. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Och mir wäerte se matstëmme, well d'LSAP hei e Problem uschwätzt vu Leit, déi moies opstinn, schaffe ginn an, sief et duerch de Loyer oder aner Facteuren, herno hir Energie doheim net méi kënne bezuelen.

An et ass ganz richteg, dass den Office social zwar eng Informatioun kritt, wann de Stroum ofgeschnidde gëtt. An et sinn ëmmer méi där Fäll, déi den Office social kritt. Also d'Dossieren heefe sech, leider!

An den 1. Januar hunn déi Leit awer keen anere Choix gehat, wéi nach méi ze bezuelen, well dës Regierung d'Konditioun geännert huet. D'Leit hunn nun emol kee Choix. Se mussen hir Luucht umaachen, se mussen hir Kachplack benotzen. D'Leit hu keen anere Choix.

An dofir ass dat heiten eng richteg Motioun, fir eng Kéier ze definéieren, wéi eng Leit et sinn a wéi een deene Leit kann hëllefen.

Et gëtt hei net gefrot mat iergendengem Schlauch oder iergendeppes. Hei gëtt ganz konkret gefrot, deene Leit, déi schaffe ginn an net iwwert d'Ronne kommen, well dës Regierung nei Energiebedéngungen entscheet huet, ze hëllefen! An dofir wäerte mir se matstëmme.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Energieminister Lex Delles.

Prise de position du Gouvernement

M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | Merci villmools, Här President. Ech si verwonnert iwwert déi Aussoen. Ech hunn nach keng Proposen héiere vum Här Wagner hei zu dem Klima-Sozialplang. A wéi hei probéiert gëtt, dat ganz pauschaliséiert dohinnerzestellen: Da waarde mer mol of, wat d'DP an d'CSV maachen, da gesi mer et!

Ma Är Proposen hunn ech nach net héieren.

(Interruptions)

Ech hu se nach net héieren!

Mir stinn du moins derzou, dass mer soen, dass mer do eng Ëmsetzung maachen, esou wéi mer et am Koalitionsprogramm virgesinn hunn, a mir hunn d'Intentioun, et ze maachen. Vun Iech hunn ech dat nach net héieren hei!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | Op där anerer Sait ...

M. David Wagner (déi Lénk) | Dir kritt eise Walprogramm geschéckt!

M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | Gelift?

M. David Wagner (déi Lénk) | Dir kritt eise Walprogramm geschéckt. Also, Dir héiert näischt, well Der net nolauscht!

Plusieurs voix | O!

M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | Dat ass ganz léif.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Wann ech gelift!

M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | Ech ginn Iech dann duerno d'Adress. Da sinn ech gespaant, wann ech da gesinn, wat Dir am Klima-Sozialplang virgesinn hutt. Ech mengen net, dass Der e Kapitel doriwwer hutt, mee ech si gespaant.

En tout cas sinn et genau déi dote Propose, wéi mer se gemaach hunn: d'Energieprim, déi ugepasst ginn ass – d'Madamm Hartmann ass drop agaan –, déi verdräifacht ginn ass. D'Automatiséierung! Dir sot, et ass humiliant, bei den Office social ze goen. Dat ass richteg! Et ass net einfach, de Wee dohinner ze goen. An dofir ass et eis als Regierung grad wichtig, esou vill wéi méiglech där Aiden automatiséiert ze maachen, fir dass ech net muss dohinner goen. Dat hutt Der an Ärem Argumentaire vergiess ze soen. Dat ass awer och eng Realitéit, wou mer amgaange sinn, drun ze schaffen: eebe grad do unzepaken, sou dass ech net muss iergendzousch higoen, mee dass ech et automatesch ka kréien. Sou wéi mer dat och bei anere Mesüeren iwwert de Ministère de la Famille gemaach hunn an et dohinnergeluecht hunn.

Déi Fro, déi sech gestallt gëtt, déi ass eebe grad am nationalen Energie- a Klimaplang, wou et ëm d'Lutte géint d'Energiearmut geet, ganz am Detail beschriwwen. An ech muss awer och do derzou soen: Dat war net déi heite Regierung, déi déi Punkten definéiert huet. Dat war déi Regierung virdrun! An do wësst Der jo awer, wat drastesch.

A genau déi Punkte si mer elo amgaangen, ëmzesetzen. Et kënn nach on top: de soziale Klimaplang. Dat heescht, mir gi souguer nach e Schratt méi wäit wéi dat, wat virdru gemaach ginn ass. An och do sinn ech mer sécher, dat hätte mer och am Konsens all zesumme gemaach, well mer eis alleguerten do eens sinn, dat ze maachen.

Déi nämmlech Fro vun der Definitiou vum Client vulnérable: Do gëtt et beim Statec iwwert déi lescht zwee Joer schonn d'Definitiou, wou mer grad de Suivi kënne maachen, wat och ganz wichteg ass. D'Definitiou dovun ass och net nëmme par rapport zum Revenu, deen en huet, well – ech weess net méi, wien et gesot huet – de Revenu eleng ass net ausschlaggebend dofir, ob ech an enger Energiearmut sinn. Ech hunn nach ganz vill aner Recetten, déi ech kann hunn, oder ech ka ganz vill aner Depensen hunn, obwuel ech da vläicht een oder zwee Euro iwwer engem gewëssene Seuil op mengem Revenu sinn.

Dofir ass deen Indicateur, dee mer vum Statec hunn, een, dee méi neutral do ass, dee mer och do wäerte suivéieren, deen och ganz richteg ass. Well, an ech mengen, wat d'Madamm Hartmann gesot huet a wat och vun anere Leit heibanne gesot ginn ass: Déi Aiden, déi en place gesat ginn, déi ganz Maschinerie, déi ronderëm opgebaut ginn ass, sinn e wichtige

Deel, fir kënne weiderzekommen. Well do hu mer e Konsens alleguerten hei, dass mer mussen un där ganzer Aarmutsfro schaffen. An do ass de Familljeministère och amgaangen, um Plan national ze schaffen. An dat hei ass natierlech och en Deel vun engem nationale Plang.

Mee dass heiru muss geschafft ginn, do si mer eis eens. Mir sinn amgaang, um soziale Klimaplang ze schaffen. Mir sinn amgaangen, un der Stroumdirektiv ze schaffen, well mer do déi Dispositiounen dran hu fir de Client vulnérable. Dat ass d'Schütze virum Ofklemmen an esou weider, déi och schonn an der Direktiv sinn, wou mer amgaange sinn, drun ze schaffen. Gitt eis just wannech gelift e bëssen Zäit. Merci.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci, Här Energieminister. D'Diskussioun ass elo ...

(Interruption par M. Georges Engel)

... nach net grad ofgeschloss. Den Här Engel wëll nach eng Kéier – eng leschte Kéier.

M. Georges Engel (LSAP), auteur | Jo, als Auteur vun der Motioun, mengen ech, dierft een nach eng Kéier dozou schwätzen.

Merci och jiddwerengem, dee sech Gedanke gemaach huet, wéi datt een déi Energiearmut do am beschten an de Grëff géng kréien. Ech sinn och net der Meenung, datt d'Regierung net geschafft huet an datt se och net schaffe wäert an Zukunft. An et gëtt jo och eng ganz Rei vu soziale Mesüeren, déi en place gesat ginn. Wat awer ass: Et gëtt keng Definitiou dovunner! A se si meeschtens just op de Revenu baséiert. Wann ee bei den Office social geet, da gëtt gekuckt: Wat huet ee vu Revenuen? Da kritt een Hëllef oder et kritt ee keng.

Et gëtt och do keng eenheetlech national Krittären – op alle Fall emol fir déi heiten Hëllef net. An dat heite wär eng Hëllef gewiescht fir d'Regierung fir ze soen: „Mir maachen hei eng Definitiou, déi ganz kloer ass, déi kloer juristescht och haltbar ass. An da baséiere mer eis op déi dote Krittären.“ An da weess jiddwereen am Land, u wat e sech soll halen.

Datt gëtt eeben elo an dëser Motioun gefrot. Dir sot, Dir géngt dorunner schaffen. Ech wäert dat da ganz genau suivéieren. An da spéitstens an engem Joer kann ech déi Motioun hei nach eng Kéier stellen. An da wäerte mer jo gesinn, wat geschitt ass.

(Interruption)

Merci.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Engel.

Ech mengen, da kënne mer awer elo zum Vott kommen.

Vote sur la motion

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

Dës Motioun ass bei 20 Jo-Stëmmen, 35 Nee-Stëmmen a 5 Abstentiounen ofgeleent.

Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par M. Georges Engel), Francine Closener, M. Yves Cruchten (par M. Ben Polidori), Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic (par Mme Djuna Bernard), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach

(par M. Laurent Mosar), Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies (par Mme Diane Adehm), Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler (par Mme Octavie Modert), Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. André Bauler), Gustav Graas (par Mme Barbara Agostino), Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Guy Arendt) et M. Gérard Schockmel.

Se sont abstenus : MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.

8. Heure d'actualité de la sensibilité politique déi Lénk au sujet de la hausse des prix de l'électricité

D'Chamber féiert haut de Mëtten eng Aktualitéitsstonn iwwert d'Deierecht vum Stroum, déi d'politesch Sensibilitéit déi Lénk ugefrot huet. Et hu sech schon ageschriwwen: den Här Jeff Boonen, den Här Gilles Baum, den Här Georges Engel, den Här Tom Weidig, d'Madamm Joëlle Welfring an den Här Marc Goergen. An d'Wuert huet elo den Här David Wagner als Vierter vum der politescher Sensibilitéit déi Lénk. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

(Brouhaha)

Exposé

M. David Wagner (déi Lénk) | Merci, Här President.

M. Fernand Etgen, Président de séance | An et wier gutt, wann et e bësse méi roueg wier.

M. David Wagner (déi Lénk) | A, et gëtt spéit elo! Bon, ech sinn net Här a Meeschter iwwert d'Agenda, op jidde Fall net ganz aleng. Mais c'est ainsi.

Här President, d'Recht op Energie ass e fundamentaalt Mënscherecht, genausou wéi d'Recht op d'Gesondheet, d'Recht op d'Bildung, d'Recht op eng gesond Ëmwelt. Déi duerch déi russesch Invasioun an der Ukrain verursacht Energiedierecht huet déi deemoleg Regierung dozou verleet, fir am Hierscht 2022 Plafonnementer oder Subventiounen op divers Energiequellen anzeféieren: fir de Gas, de Masutt, de Bensinn, d'Pellets, déi urban Heizung an d'Opluede-bonnen.

Beim Stroumpriis gouf iwwert dee Kompensatiounsmechanismus eng Hëllef agefouert, déi als Zil hat, de globale Präis fir all Client op 21 Cent de Kilowatt ze stabiliséieren. Eng Hëllef, déi op Normalverbraucher limitéiert war an nach ëmmer ass. Also bis zu engem Verbrauch vu 25.000 Kilowatt d'Joer.

Déi heite Regierung huet dunn d'lescht Joer decidéiert, et misst een déi Hëllef ofschafen – bis op déi vum Stroum, déi halbéiert gouf –, well mer erëm an d'Normalitéit komm wieren. Datt d'Energiepräisser awer erëm normal gi sinn, dat woen ech ganz staark ze bezweiwelen. De Masuttpriis ass esou héich wéi virun zwee Joer, mat Subventioun vum Staat, soss wier en awer 15 Cent méi héich gewiescht, an en ass 2- bis 2,5-mol esou héich wéi 2020. De Gaspräis op den internationalen Echange ass 2-mol méi héich wéi 2020, och wann do d'Formatioun vum Präis fir den Endclient méi komplizéiert ass.

Mee wat fir en Impakt hat d'Halbéierung vum Plafonnement op de Stroumpriis? D'Salariatskummer huet et berechent: En duerchschnëttleche Stot muss 270 Euro méi d'Joer bezuele fir de Stroum a 400 Euro

méi fir de Gas, vu datt do de Plaffonnement ofgeschafft gouf. En duerchschnëttleche Stot mat enger Wärmepompe muss elo 1.077 Euro méi bezuele fir de Stroum pro Joer, an 1.260 méi, wann en en Elektroauto huet.

Et war, Här President, net onbedéngt esou gewollt, mee zäitgläich mat der Ofschafung vun den Hëllef ass och déi nei Tarifizéierung vum ILR a Kraaft getratt. Déi huet awer och en Impakt op d'Finanze vun engem Stot laut CSL. Dat heescht fir all Stot gouf fir d'éischt duerch d'Augmentatioun vun 11 % vun de Reseauskäscht eng generaliséiert Hausse vum Stroumpriis vu 5 % verursaacht. Duerno: All d'Stéit, déi en normalen Energieverbrauch hunn, sinn zwar net allze staark impaktéiert, mee mussen trotzdeem eng Hausse tëscht 5 an 8 % verkraaften. An déi, déi ëm 10 oder 20 % am Depassement sinn, wäerten och eng Präis-hausse tëscht 16 an 28 % erliden. Dat heescht, am grouse Ganze gewënnt keen eppes un deenen Ännerungen.

D'Regierung verteidegt sech mat Argumenter, déi an eisen Aen an der Fro vum Stroumpriis problematesch sinn: d'Upassung vun der Steiertabell un den Index oder och d'Erhéijung vun der Allocation de vie chère. Deen Impakt wäerten déi Äermst weiderhin ze spiere kréien, well se net an de Genoss zum Beispill vu Steermesüre komme kënnen. An d'Prime Energie wäert et och net komplett kompenséieren.

Wat déi duerchschnëttleche Stéit ugeet, do wäert just eng Partie vun der Hausse vun de Präisser duerch Steermesüre kompenséiert ginn. A fir déi méi privilegiéiert Stéit, déi an eng Wärmepompe oder an en Elektroauto investéiere wëllen, déi ginn elo duerch d'Entscheedungen duercherneebuecht.

Mee, wéi gesot, déi heite Regierung ass der Meenung gewiescht, datt mer zeréck an der sougenannter „Normalitéit“ wieren. An aus deene Grënn, sot den Energieminister, misst een zeréck an de sougenannten „normale Marchéspriis“. Do muss ee sech awer d'Fro stellen, wat gemengt ass mat „normale Marchéspriisser“, wann ee vun der Energie schwätzt – zemoos wann een dovunner ausheet, datt d'Energie e fundamentaalt Recht ass, zemoos wou de Staat souguer laut EU-Recht e Monopolrecht huet, wat d'Reseauen ugeet.

Wat wier dann den normale Marchéspriis vun der Schoul, vum Gesondheetssystem, vum ëffentlechen Transport, dee jo gratis ass? Ech weess net esou richteg, wat d'Regierung ënner „normale Marchéspriisser“ versteet a wat dat iwwerhaupt bedeit an ob et iwwerhaupt erschwénglech wier.

Eent vun den Argumenter och vun der Regierung, fir de Plaffonnement ze halbieren, ass ze soen, datt eise Stroumpriis am europäesche Verglach méi niddreg wier. Wann ech awer d'Statistike vun Eurostat kucken, da muss ech feststellen, datt dat nëmme wouer ass, wa mer de Plaffonnement bäibehalen.

Mam sougenannten „normale Marchéspriis“ hätte mer ee vun den héchste Stroumpriisser europawäit, direkt hanner Irland. A woumadder huet dat ze dinne? Ma dat huet och domadder ze dinne, datt mer eng ganz aner Opfaassung hunn, och vun deem, wat normal ass als Marchéspriis, wéi aner. Mir berechnen d'Reseauskäscht mat a wälzen déi op d'Konsumenten of.

An do si mer beim Reseau! Sollen d'Käscht vum Reseau am sougenannten „normale Marchéspriis“ vum Stroum mat abegraff sinn? An do ass et jo och interessant, wann ech mer erliden dierf feststellen, datt den Här Minister engersäits vun normale Marchéspriisser schwätzt, anersäits awer elo net ausschléisst, d'Netzer gegebenefalls duerch de Budget ze finanzéieren.

An do stäipt e sech och op en Avis juridique, dee ganz kloer seet, datt d'Netzer als staatleche Monopol kënnen ugesi ginn an an deem Sënn ëffentlech Interventiounen net als Distortioune vum EU-Konkurrenzrecht kënnen gesi ginn. Dat seet an der Tëschenzäit jo och d'Europäesch Kommissioun, well si zu enger normaler Denkweis erëm gezwonge ginn ass an agesinn huet, datt déi verschidde Liberaliséierungen net funktionéieren a méi Misär bruecht hu wéi néideg.

An deem Kontext muss ech awer och soen, datt ech nach ëmmer net komplett novollzéie kann, firwat dann den Här Minister, wéi e selwer behaupt huet, vun der Europäescher Kommissioun op d'Fangere geschloe krut weinst dem Plaffonnement vum Stroumpriis. Mee bon, dat kënnen mer vläicht herno nach erkläert kréien.

Mee wéi och ëmmer si mer ganz kloer derfir – an dat war iwwerens ëmmer eis Positioun. Mir brauchen eis do net ze dréien an ze kéieren. Mir si ganz kloer derfir, datt d'ëffentlech Hand erëm d'Handhab iwwert de Stroum kritt an iwwerhaupt iwwert d'Energie am Allgemengen. An deem Sënn si mer och der Meenung, datt de Staat säin Undeel um Finanzement vun den Netzer soll eropsetzen a soumat d'Stéit vun deem Deel finanziell soll entlaaschten.

An deem Sënn wéilt ech dann och eng éischt Motioun deposéieren, déi ënnerstëtzt gëtt vun der LSAP, vun de Grëngen a vun de Piraten, déi se matdroen, an déi d'Regierung opriff, sech fir eng méi grouss Prise en charge vun den Netzkäscht anzesetzen an d'Stéit esou ze entlaaschten.

Motion 1

La Chambre des Députés,

– *considérant l'urgence d'un basculement vers les énergies renouvelables/décarbonées pour contenir l'augmentation moyenne de la température mondiale ;*

– *considérant le besoin important d'investissements dans les systèmes énergétiques et notamment les réseaux de transport et de distribution d'électricité pour accommoder l'électrification du système énergétique et le déploiement d'énergies renouvelables ;*

– *considérant les mesures mises en place en 2022 et prolongées en 2023 pour atténuer la hausse exceptionnelle des prix de l'énergie, notamment le plafonnement des prix de l'électricité à leur niveau de 2022 jusqu'au 31 décembre 2024 ;*

– *considérant que ces mesures ont permis de limiter l'impact de l'explosion des prix de l'énergie sur les ménages à la suite de l'invasion russe en Ukraine ;*

– *considérant que le Gouvernement a décidé de maintenir pour l'année 2025 un plafonnement partiel des prix de l'électricité à un niveau supérieur d'environ 30 % des prix moyens observés en 2022 ;*

– *considérant que le Gouvernement a annoncé vouloir mettre fin au plafonnement des prix d'ici le 1^{er} janvier 2026 ;*

– *considérant l'importance de la stabilité et de l'abordabilité des prix de l'électricité pour la stimulation des investissements publics et privés dans l'électrification du système énergétique et dans le déploiement d'énergies renouvelables ;*

– *considérant l'importance de la mise à disposition d'une électricité accessible à toutes et à tous indépendamment de leur situation économique ;*

– *considérant l'importance de la transparence et de la compréhensibilité de la formation des prix de l'électricité pour les consommateurs ;*

– *considérant que les infrastructures de transport et de distribution de l'électricité sont des services d'intérêt général pour l'économie et la population ;*

– *considérant que les tarifs de l'électricité proposés actuellement sont des offres à prix de marché conçus et gérés librement par les fournisseurs d'électricité ;*

– *considérant l'absence au Luxembourg de tarifs sociaux de l'électricité à destination des ménages à revenu modeste,*

invite le Gouvernement

– *à considérer la mise en place par les pouvoirs publics de tarifs réglementés de vente d'électricité capables de garantir des niveaux de prix de l'électricité stables, prévisibles et transparents pour les particuliers et les petites entreprises afin de lisser l'évolution souvent abrupte des prix de marché et de prendre en compte des facteurs sociaux et écologiques ;*

– *à maintenir un plafonnement conséquent des prix de l'électricité au-delà de l'année 2025 en attendant la conception et l'application des nouveaux tarifs réglementés.*

(s.) David Wagner, Marc Baum, Georges Engel, Marc Goergen, Joëlle Welfring.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci, Här Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Zweetens, wéi sollen d'Tariffer ausgesinn? Ma natierlech: Déi bescht Kontroll iwwert d'Tariffer, dat ass, wann een indigène Energie produzéiert, sou vill wéi méiglech an natierlech och esou ekologesch an durabel wéi méiglech, mat erneierbaren Energien. Mir sinn awer do ganz wäit vum Schoss zurzäit. Mir kréien dat net direkt hin, well vläicht och de politesche Wëlle feelt. Mee et kann een elo awer och schonn derfir surgen, all Stot ze assuréieren, datt d'Leit u sech wierklech Energie solle kënnen hunn, ouni ruinéiert ze ginn, an awer och anersäits d'Leit, déi Energie verbëtzen, ze bestrofen.

Amplaz u sech vun deem Gepiddels – muss ee soen –, wat mer an deene leschte Joren haten, wou dann, soubal eng international Kris entsteet, Regierungen sech gezwonge gesinn, Plaffonementer anzeféieren oder mat Subventionen ze schaffen, an duerno gi se erëm ofgeschafft oder erëm nëmmen zum Deel ofgeschafft an da gi se awer erëm agefouert, an duerno entstinn och nach nei Tarifikatiounen, wou d'Leit ufänke mussen ze rechnen, wéini a wat fir eng Maschinn se umaache sollen, fir net ze vill auszeginn ... Ech mengen, amplaz vun där komplizierter Situatioun, wou bal kee méi duerchbléckt, misst een derfir surgen, e méi propperen an nohaltege System anzeféieren. Wat mir also fuerderen, gläicht e bëssen och deem, wat mir ëmmer och beim Waasserpriis fuerderen. Mir trieden a fir Einfachheet, Kloecheet a Gerechtegheet.

An dofir wéilt ech och eng zweet Motioun deposéieren, déi och ënnerstëtzt gëtt vun der LSAP, vun de Grëngen a vun de Piraten, wou mer sozial an ekologesch gestaffelt Tariffer froen.

Ech weess, datt dat eng komplizéiert Fro ass. Mir wäerten doriwier duerno diskutéieren. Ech weess och schonn, wat wahrscheinlech gesot gëtt, firwat et vläicht net méiglech ass. Mee kommt, mir loosse et emol dorobber ukommen. Mee mir sinn der Meenung, datt kee sech soll ruinéieren, well en normal Stroum verbraucht. A kee soll gestrooft ginn, wann e sech och eng Wärmepompe oder en Elektroauto beschafft. An déi, déi wierklech iwwerdreien, jo, déi sollen och kënnen bestrooft ginn. Dofir brauch een och kloer etabliert Paliere vu Stroumkonsum. An do muss een och kënnen an deene Paliere cibléieren opgrond vu soziale Kritären an ekologesche Kritären.

A Frankräich ass dat och esou: Do besteet d'Méiglechkeet, bei gewëss Fournisseuren ze goen an

maartfixéiert Tariffer ze kréien, wann ee wëll oder wann een dat fir richtig hält, well een eng spezifesch Situatioun huet. Mee an der Reegel gëtt et fir den Ottonormalverbraucher, sou wéi mir all, en effentlech fixéierten Tariff. An et brauch ee sech och keng weider Suergen ze maachen – ausser deen Tariff mussen ze bezuelen, natierlech.

Wat mir elo mam Plaffonnement maachen, u sech, ass jo awer och schonn eng Aart Form vu Staffellung, vu datt mer jo och scho just e Plaffonnement hu fir Leit, déi manner wéi 25 Kilowatt d'Joer hunn. Dat heescht, technesch a juristescht misst et iergendwéi och méiglech sinn.

Dofir ass eis Propos net nëmme gutt fir d'Biergerinnen an d'Bierger, mee well mir et jo och nach gutt mam Energieminister mengen, och wann e rosen ass, wier et och gutt fir hien, well en dann net bräicht éiweg an d'Tariffer piddelen ze goen a prinzipiell allkéiers, wann eng international Kris ausbrécht an eng Deierecht entsteet, erëm en neie System ze erfannen. Voilà.

Hei ass nach meng zweet Motioun an ech soen Iech Merci.

Motion 2

La Chambre des Députés,

– *considérant l'urgence d'un basculement vers les énergies renouvelables/décarbonées pour contenir l'augmentation moyenne de la température mondiale ;*

– *considérant le besoin important d'investissements dans les systèmes énergétiques et notamment les réseaux de transports et de distribution d'électricité pour accommoder l'électrification du système énergétique et le déploiement d'énergies renouvelables ;*

– *considérant que les infrastructures de transport et de distribution de l'énergie sont des services d'intérêt général pour l'économie et la population ;*

– *considérant que le plan de développement du réseau de Creos prévoit des investissements de 350 millions d'euros d'ici 2034 dans le réseau de haute tension et que des investissements supplémentaires de 100 à 145 millions d'euros par an sont nécessaires dans les réseaux de distribution de l'électricité ;*

– *considérant que les coûts pour le développement du réseau sont intégrés par les gestionnaires de réseau dans les frais d'utilisation du réseau et représentent ainsi une part importante du prix de l'électricité facturé aux clients finals par les fournisseurs d'électricité ;*

– *considérant que le besoin actuel et futur en investissements dans les réseaux de transport et de distribution d'électricité pourrait par conséquent contribuer à une augmentation des prix de l'électricité significative et durable pour les clients ;*

– *considérant que la Commission européenne a récemment publié une communication intitulée Plan d'action pour une énergie abordable dans laquelle elle propose aux États membres de l'Union européenne d'« [...] utiliser leur budget public pour réduire les redevances d'accès au réseau afin de couvrir les coûts supplémentaires résultant des mesures visant à accélérer la décarbonisation et l'intégration des marchés, notamment les interconnexions, les mises à niveau majeures des réseaux ou les infrastructures de raccordement aux réseaux offshore, conformément aux règles en matière d'aides d'État et au droit de la concurrence. Par exemple, le budget de l'État peut ainsi permettre un amortissement plus rapide pour les investisseurs dans les réseaux tout en évitant des pics de prix pour les consommateurs » ;*

– *considérant l'« Analyse juridique des possibilités de financement par l'État des infrastructures publiques de*

réseau d'énergie » commanditée par le Ministère de l'Économie qui conclut que les infrastructures de réseau de transport et de distribution d'électricité remplissent les conditions nécessaires pour être considérées comme des monopoles légaux et naturels qui n'entraînent pas de distorsion de la concurrence,

invite le Gouvernement

– *à prévoir la mise en œuvre d'une prise en charge directe et significative par l'État du financement des frais engendrés par les investissements dans le développement des réseaux de transport et de distribution de l'électricité.*

(s.) David Wagner, Marc Baum, Georges Engel, Marc Goergen, Joëlle Welfring.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci vill-mools, Här Wagner.

Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Jeff Boonen ageschriwwen. Här Boonen, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Jeff Boonen (CSV) | Merci, Här President. Jo, et ass net fir d'éischt, wou mer iwwert de Stroumpräis dëst Joer schwätzen. An, ech mengen, déi Leit, déi an der Kommissioun derbäi waren, hunn déi vill Zuele gesinn, déi ee vläicht op ënnerschiddlech Aart a Weise kann interpretéieren. Ech mengen awer, dass et Fakt ass: Vun 2022 bis 2024 war ee gesamte Stroumpräisdeckel do an deen huet derfir gesuergt, dass de Stroum, trotz deem dass en op de Marchéen alt bis 4-mol sou deier war, hei zu Lëtzebuerg relativ gënscht ze kréie war.

A mir fannen et och richtig, dass een no enger Kris doraus erausklëmmt an dass een net e Subventionement op Stroumpräisser mécht, mee dass de Marché iergendwann erëm muss funktionéieren. Fir dat awer net abrupt ze maachen, huet d'Regierung eng Propos gemaach, dëst Joer den hallwe Stroumpräisdeckel gëllen ze loossen an dann d'nächst Joer erauszeklammen, wat dozou féiert, dass dëst Joer an d'nächst Joer de Stroumpräis gréisstendeels d'selwecht bleift.

Dat bedeit dann eng Steigerung vun 30 % fir den Duerchschnittskonsument. Jo, mir mussen ëmmer wëssen: Dat ass en Duerchschnittskonsument. An et kann een net op eenzel Fäll soen, dass dat dann déi sinn, déi hei d'Reegel maachen. Awer no deenen Zuelen, déi mir gewise kruten, mat den 28 Cent, déi mer dëst Joer hunn u Stroumpräis, si mer awer déi Bëllegst an der Groussregioun. Mir sinn no u Frankräich, mir sinn awer méi bëlleg wéi Däitschland a mir si méi bëlleg wéi d'Belsch.

Sou, wat ass nach den 1. Januar geschitt? Déi Netztarifikatioun ass derbäikomm. An och dat ass jo näischt Neies! 2019 schonn ass op eng Direktiv hi reagiert ginn. An am November 2023 ass e Reglement geholl ginn – dat huet den ILR eis esou an der Kommissioun gewisen –, dass een eebe wäert eng nei Netztarifikatioun aféieren.

A firwat maache mer dat? Mir hunn zwee Choixen. Entweder baue mer eis Netzer massiv aus, fir genuch Stroum iwwerall dohinner ze bréngen, wou e gebraucht gëtt. Oder awer mir notzen eis Netzer méi effizient. Dat heescht, mir verantworten d'Konsumenten, fir dat e bësse méi effizient ze notzen a vläicht net zu enger Iwwerbelaaschtung vum Netz ze féieren.

An ech mengen, dass dat och net esou dramatesch ass. Wann ee kuckt: Déi meescht Leit leie bei deem Referenzwäert vun 3 Kilowatt – 93 % vun de Konsumenten, vun de Menagen. A bei deenen ass et och esou, dass effektiv 20 % dat iwwerhaapt net wäerte

mierken. A 85 % wäerten en Depassement hunn, deen awer bei ongeféier 100 Kilowatt pro Joer läit, laut dem ILR. Dat mécht dann 10 Euro aus.

Jo, de fixen Deel vum Netz gëtt méi deier. Mee dat ass, well eis Reegel et esou seet: dass d'Netzkäschten iwwert de Verbraucher genotzt ginn – an do hutt Der jo scho Propose gemaach –, wa se bezuelt ginn. Méi spéit wäert ech och nach eng Kéier dorop kommen.

Sou, d'Kommunikatioun vun deenen zwou Saache kann ee kritiséieren. Ech mengen, dass beim Stroumpräisdeckel d'Kommunikatioun kloer war. Mir hunn e Gesetz hei gestëmmt. Et ass gesot ginn: „De Stroumpräisdeckel gëtt halbéiert. D'nächst Joer ass de Stroum am Duerchschnitt 30 % méi deier.“

Wat elo den ILR ugeet, dat hätt ee kënnen e bësse besser maachen. Effektiv kann een ... Mee den Effekt ass net esou grouss – dat ass jo gesot ginn – bei 93 % vun de Konsumenten. Et hätt ee sech kënnen virstellen ... Vläch eng nächste Kéier, wa mer nach eng Kéier un d'Tariffer ginn, wat jo och vläch kënn, well mer jo iergendwann och mussen eng Tarifikatioun hunn, déi deem Rechnung dréit, ob vill Stroum oder weineg Stroum am Netz ass. Da kann een ee Beispill maachen, wou ee vläch e puer Méint emol simuliert: „Wat kascht dech bei dengem Verhalen an Zukunft de Stroum?“, an da féiert een dat no e puer Méint an.

Ech mengen awer net, dass hei d'Leit alleguerten erfieert sinn. Mir duerfen net op déi puer Beispiller aus der Press agoen, wou Leit méi wéi 25.000 Kilowatt brauchen. Dat ass eppes ... Dat ass net nei, déi 25.000 Kilowatt. Déi waren déi lescht dräi Joer schonn en place. A mir duerfen och net do op Leit agoen, déi vläch effektiv eng Wärmepompel hunn, Elektroautoen. Déi hu jo eng ganz Consummatioun vu fossill op elektresch ëmgestallt. Elo ass et esou – an deene viregte Motioune hu mer schonn driwwer geschwat: D'Regierung huet eng ganz Partie sozial selektiv Moosname geholl, fir déi ze ënnerstëtzen, déi et brauchen. Dir sot – an dat wonnert mech awer, dass dat vun Iech kënn –, dass hei déi privilegiert Stéit mat Elektroauto a Wärmepompel misste gehollef kréien. Mir fannen ...

(Interruption par M. David Wagner)

Dir hutt et awer e bëssen esou gesot.

(Interruption par M. David Wagner)

Jo, mee, et ass awer esou: Wann Der haut net méi op d'Tankstell tanke fuert an Dir rufft och net méi de Masuttscamion, fir de Masuttstank ze fëllen, da gëtt d'Rechnung vum Stroum awer méi deier.

An et si jo awer grad déi Stéit, mengen ech, déi an eiser Gesellschaft mussen hëllefen.

(Interruption par M. David Wagner)

Da schwätz mer do driwwer. Et sinn awer grad déi Stéit, déi an der Gesellschaft mussen hëllefen, hir Responsabilitéiten huelen, well si kënnen sech et jo leeschten.

Mir hu se ënnerstëtzt, oder si sinn ënnerstëtzt gi vun Iech, virun allem an de leschte Legislaturperioden, fir Wärmepompelen ze installéieren, si hunn dorop e Subsid krit. Si hunn och e Subsid krit, fir hir Haiser ze isoléieren. An et ass jo – dat hunn d'Zuelen och kloer gewisen – definitiv esou, dass de fossille Konsument hei net am Nodeel ass par rapport zu deem, dee mat der Energie fiert. An ech mengen, dat ass wichtig. Doru mussen mer festhalen.

Elo ass et richtig, dass den Avis juridique, deen de Ministère gefrot huet, zouléisst, dass d'effentlech Hand an d'Netz investéiert. An ech mengen, dat ass

och richtig, dass een do an Zukunft – mir hunn dat vir dru beim Waasserstoff ugeschwat – hëllef, Netzer auszubauen, well et wäert net bei engem klengen Netzausbau bliewen, wa mer elektrifizieren, mee mir musse jo do vill maachen. Voilà.

Also, nach eng Kéier vun eis de Message, elo net ze vill Panik ze maachen, well d'Zuele weise kloer, dass den Duerchschnittskonsument hei bei deenen 30 % bleibt. A mir sollten allegueren dozou bäidroen, fir d'Leit an där Energietransitioun viru positiv ze begleeten.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Boonen. An da wier et um honorabelen Här Gilles Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Gilles Baum (DP) | Merci fir d'Wuert, Här Präsident. Kollegeinnen a Kollegen, zanter dem Krisejoer 2022 huet Europa mat héije Stroumppräisser a mat enger kräfteger Energiekrisis ze kämpfen.

Fir de Stéit ënnert d'Äerm ze gräifen, huet d'Regierung 2023 e Präisdeckel agefouert, a spéider, am Joer 2024, gouf deen och verlängert. Obwuel sech de Stroumpreis Enn 2024 stabiliséiert huet, wollt d'Regierung de Präisdeckel fir 2025 net vun engem Dag op deen anere komplett sträichen. Si huet de Choix gemaach vun engem Phasing-out, dat heescht, deenen Deckel op d'Hallschecht vun der Hausse vum Energiepreis ze limitéieren. Heizou wëll ech nach emol ënnersträichen, dass bal keen anert Land an der Europäescher Unioun méi e Präisdeckel oder, wéi bei eis, e partielle Präisdeckel huet.

De Statec huet fir dëst Joer mat enger Hausse vun ongeféier 60 % gerechent. Ouni Energiepreisdeckel géif d'Präisdeierecht de Berechnunge vum Statec no dëst Joer ëm ee Prozentpunkt klammen. Mam partielle Präisdeckel ass dat awer just en hallwe Prozent. D'Stabilisation vum Stroumpreis gétt iwwert de Mécanisme de compensation getäteg. An heifir sinn am Budget 171 Milliounen Euro virgesinn. Et geet also dorëms, breet an der Gesellschaft ze entlaaschten.

Elo gétt vu Fäll bericht, wou d'Stroumrechnung méi wéi 30 % méi héich ass wéi vum Statec op Basis vun engem Consommateur type berechent. D'Realitéit ass déi, dass verschidde Leit verschidde Kontrakter hunn, zu bestëmmte Momenter bestëmmte Konditiounen an hirem Vertrag ausgehandelt hunn an dass et och geschéie kann, wann d'Consommation immens héich ass, dass een an en aneren Tarif rutscht, dee méi deier ass.

Wat ech domat soe wëll: Et ass net méiglech, fir all eenzelne Stot d'Entwécklung vun de Käschte vum Stroum genau ze berechnen, well dëst vu verschidde Facteuren ofhänkt. Dowéinst kann et sinn, dass deen een oder aneren am Dezember manner bezuelt huet an d'Hausse am Januar do méi héich war wéi 30 %. Et ass awer falsch, dëst ze generaliséieren.

Une voix | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) | An deem Kader wëll ech awer och nach eng Kéier ënnersträichen, dass dës Regierung, an do hu mir als Demokratesch Partei mam Koalitionspartner ganz staark drop gehalen, virun allem de sozial schwache Bierger bei der Energiefro zur Säit steet. Dofir hu mer 2025 eng Rei vu Sozialmesuren no uewen ugepasst.

Éischtens emol gouf fir dëst Joer d'Energieprimm verdräifacht. Si läit elo tëscht 600 an 1.200 Euro pro Joer. A fir nach méi Leit ze erreeche mat dëser Hëllef, hu mer d'Assiette erweidert. Dat heescht, et si méi Leit eligibel ginn, fir se ze kréien, dat bis zu 30 % iwwert dem Plaffong vun de Leit, déi kënnen

d'Allocation de vie chère kréien, eng prezis a sozial gestieert Mesur, déi degressiv erofgeet. Och dëst Joer hu mer d'Energieméikäschen an de Wunnstrukture fir eeler Leit als Staat weiderhin iwwerholl. An drëtens ass 2025 den Équivalent crédit d'impôt, den ECI, perenniséiert a gehuewe ginn op 90 Euro de Mount fir Leit, déi de REVIS oder den RPGH kréien, also ass et e Complement zum REVIS.

Eppes, wat awer och an dëser Phas sécher bleibt, dat ass, dass d'Investéieren an en elektreschen Auto, an eng Wärmepompe oder a Fotovoltaikanlage méttel- a laangfristeg méi rentabel ass, wéi nach weiderhin op fossill Energien ze setzen. Dat soen net ech, dat hunn d'Mataarbechter vun der Klima-Agence rezent nach emol an engem Bericht duergeluecht. An dat sollt och an engem éierlechen a seriösen Debat net erfogspilt ginn oder falsch duergestallt ginn.

Dir wësst et, Kollegeinnen a Kollegen, de Stroumpreis setzt sech zesummen aus dräi Facteuren: den Taxen, dem Elektresche selwer an och de Reseauskäschen. Am Koalitionssaccord gouf festgehale, dass alternativ Finanzierungsmodeller fir den Ausbau vum Reseau analyséiert solle ginn, a genau dat huet de Wirtschaftsministère och gemaach.

Den Energieminister huet an der Wirtschaftskommission driwwer informéiert, dass eng juristesche Etüd confirméiert huet, dass de Staat beim Reseau intervenéiere kann. Et gétt dowéinst doru geschafft, dass de Staat direkt an de Reseau investéiert, fir dass en Deel vun de Käschten, déi dem Consommateur zur Laascht falen, gedeckt kënnen ginn.

Do dernieft gétt un enger nationaler Strategie fir Späicherbatterie geschafft, fir d'Präisser ëm d'Spitzenzäite bei der Consommation auszegläichen. Duerch kann den Energiepreis och erfogoen.

Och op europäeschem Niveau setze mir eis dofir an, dass mir weider an Offshore-Anlagen, wou gënschtegen an erneierbare Stroum produzéiert gétt, investéieren an dësen och an Europa erakréien. Hei ass d'Zesummenaarbecht mat eisen europäesche Partner natierlech essentiel.

Ech kommen also zur Konklusion. Lëtzebuerg huet weider eng Stroumpreisbremse an domat ee vun den niddregste Präisser an der ganzer EU. D'Hausse gétt fir déi sozial schwach Stéit mat konkreeten, gezielte Mesuren ofgefiedert. D'Regierung schafft konkreet u weidere Schrauwen, déi um Elektreschpreis bei de Reseauskäschen kënnen gezu ginn. An et bleibt méttel- a laangfristeg méi rentabel, an erneierbar Energien ze investéiere wéi a fossill Energien.

Als DP setze mer eis op alle Fall och an Zukunft dofir an, dass jiddwereen op de Wee vun der grénger Transitioun ka matgoen an dass mer en Energiepreis hunn, deen abordable ass.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Baum. An nächste Riedner ass den honorabelen Här Georges Engel. Här Engel, Dir hutt d'Wuert.

M. Georges Engel (LSAP) | Merci, Här Präsident. Am Dezember huet d'Regierung de Stroumpreisdeckel ëm e Joer verlängert, mat engem groussen Versprechen. Déi vum Statec projezéiert Präisshausse vu 60 % géing op 30 % gebremst ginn a fir iwwer 90 % vun de Leit wär dat iwwerhaupt guer keng Präisdeierecht. Dat géng alles inaperçu laanschtgoen.

Sou gouf et am Exposé des motifs festgehale an d'Majoritéit vun der Chamber huet dat gegleeft, dat alles ouni richtig Nout a souguer, wann ee

verschiddenen Experten am Secteur nolauschert, och ouni richteg Besoin. Eng Moosnam, déi de Leit déif an de Portmonni gräift, déi absolut net noutwendeg war an déi eis Bierger deier ze stoe kënn.

Une voix | Très bien!

M. Georges Engel (LSAP) | Haut kann een nämlech soen: D'Präisshausse vum Stroum läit fir vill Leit a Famillje wäit iwwer 30 %. Eenzel Stéit hu souguer misen – et ass vir dru gesot ginn – 75 % méi bezuelen. An och wann een hei gesot kritt: „Jo, dat ass net wichtig, déi hunn eng Wärmepompe an en Elektroauto.“ Ma, et ass jo awer grad dat, wat mer wollten! An déi mussen elo dofir 75 % méi bezuelen. Ech verstinn déi Logik net ganz richtig.

D'Regierung huet also hei hiert Versprechen net gehalen. D'Chamber huet eng Präisbremse mat de Stëmme vun der CSV a vun der DP gestëmmt, déi awer net richtig funktionéiert.

Mee fairerweis muss een awer soen, dass d'Präisshausse vun 30 % fir dat ganz Joer projezéiert gouf. Wann d'Präisser also bis Dezember elo géinge massiv falen, da kéint d'Situatioun eng aner sinn. Mir sinn da gespaant, wéi d'Präisser an dem nächste Joer wäerten evoluéieren.

Mee wou bleibt dann an dësen turbulenten Zäiten d'Garantie dofir, dass d'Präisser wäerte falen? Well d'Präisshausse huet virun allem domat ze dinn, dass d'Kontributioun vum Mécanisme de compensation e gutt Stéck erfogaang ass vun 11,55 Cent op 3,76 Cent pro Kilowattstonn.

Mir sinn do bei engem Präis, deen effektiv an der Grenzregioun nach ëmmer ee vun deenen ... oder dee bëllegste Präis ass. Mee do koum jo nach déi aner Diskussioun derbäi. Ech kommen herno nach eng Kéier dorobber zeréck.

Déi Zuel vum Energiepreis, déi ass och du vum ILR Enn 2024 ausgerechent ginn. D'Onofhängegkeet vum ILR ass dunn ëmmer nees betount gi mat der Berechnung vun der Kontributioun, dass déi independant wäeren, an duerfir kéint een hinnen awer net dräischwätzen. Mee et weess een awer och, dass déi Berechnunge vun der Kontributioun do sech no engem Règlement grand-ducal vum 31. März 2010 richten. A wa se gewollt hätt, hätt d'Regierung also ganz gutt d'Méiglechkeet gehat, Adaptatiounen hei ze maachen, fir dass den ILR déi sougenannte Kontributioun am Zweifelsfall nei hätt kënnen berechnen, fir effektiv déi Präisshausse vun 30 % do kënnen ze halen.

Wann e Präis versprach gétt, dann ass et d'Verantwortung vun der Regierung, dee Präis dann och ze garantéieren. An deen ontransparenten, holperige Kurs vun der Regierung, dee féiert leider zu engem Vertrauensverloscht an d'Politick an zu enger net néideger Opreegung, och duerch d'Politick. Et ass e Vertrauensverloscht, dee mer eis grad an dësen Zäiten net leeschte kënnen. Et ass eng Verschlechterung op dräi Niveauen.

Éischtens, déi volatil Stroumppräisser bremsen déi ekologesch Transitioun. Dat ass e falscht Signal an dëser Zäit, wou d'Doomsday Clock op 89 Sekonne virun 12.00 steet.

Zweetens, d'Familljen, an haaptsächlech déi elengereizend Elteren, sinn engem erhéichten Aarmutsrisiko ausgesat. D'Energiepräisser friessen ëmmer méi eng déck Part vum Budget. Bal all véiert Kand leeft Gefor, an d'Aarmut ze falen. An dat dierf et hei zu Lëtzebuerg net ginn!

An drëtzens, virun allem déi kleng Betriber si betraff. Och den Horeca-Beräich, dee sech nach ëmmer net ganz vun der Pandemie erholl huet. De Stroumdeckel

war och en Deel vun engem Solidaritéitspak. An d'Reduktioun vum Deckel huet domat och zum Verloscht u Solidaritéit gefouert.

Dat ass och e Grond, firwat d'LSAP eebe fir d>Weiderféierung vun deem Deckel war. A mir fuerderen dofir d'Regierung op, hire Kurs hei ze änneren, kuerzfristig méi Vertrauen ze ginn, besser ze kommunizéieren, och wann elo de Leneda haut virgestallt ginn ass, deen neie Site. Dat ass och ganz gutt, mee e kënnt leider e bëssen ze spéit!

De Staat muss och en eendeitegt Signal ginn, dass déi erneierbar Energien d'Zukunft sinn. Da muss een och kucken, an dat hu mer och gefuerdert, dass d'Eligibilitéit fir d'Energieprimen eropgesat gëtt, fir dann eebe konsequent géint den Aarmutsrisiko virzegoen.

A mir sinn och derfir, dass d'Präisser fir déi erneierbar Energien ëmmer méi bëlleg mussen si wéi Gas, Bensinn a Masutt. An duerfir brauchen d'Leit an déi kleng Betriber eng Präisgarantie, fir eeben d'Zukunft kënne ze plangen.

Mëttelfristeg muss de Staat sech selwer bei der Nues huelen. Och ëffentlech Gebaier mussen saniert ginn, an op all Daach hätte mer do och gär eng Fotovoltaikanlag.

An dann nach ee Wuert zu deem Avis juridique, deen eis jo effektiv elo méi Méiglechkeete gëtt. Et ass gutt, dass de Ministère deen Avis ugefrot huet, well dat gëtt eis effektiv d'Méiglechkeet, och besser an de Réseau ze investéieren. An dann hätte mer vläicht déi Diskussiounen manner gehat, wat d'Investissementer an de Réseau ugeet. Do hätte mer vläicht dann och méi Sécherheet kënne als Politik verspreien.

Voilà, ech soen et nach eng Kéier: Et war falsch, deen Energiedeckel do ze schwächen a gläichzäitg d'Netztarifikatioun ze änneren. Dat huet fir ganz vill Onrou gesuergt. Dat huet virun allem fir méi héich Präisser gesuergt, an d'Leit mussen elo vill méi dofir bezuelen.

Et ass un der Zäit, dass de Staat hei handelt, fir d'Energiepolitik an de Grëff ze kréien. De Marché, dee gouf elo laang genuch gewäerde gelooss an en huet sech och genuch dru beräichert. Duerfir wär et elo gutt, wann de Staat hei seng Responsabilitéit géif iwwerhuelen.

Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Engel. An elo wier et um honorabelen Här Tom Weidig. Här Weidig, Dir hutt d'Wuert.

M. Tom Weidig (ADR) | Merci, Här President. Dir Dammen an Härën, ech wëll an dëser Aktualitéitsstonn haaptsächlech de Kontext vun der Erhéijung thematiséieren, mee fir unzefänken: Lëtzebuerg steet net esou schlecht do bei den Elektrizitéitspräisser, wann een Europa kuckt.

Mir haten nach viru Kuerzem dee véiertniddregste Strompräis an der EU an elo, nom Ajustement, si mir am éischten Drëttel. Dat heescht, mir kréien elo méi realistesch Strompräisser, och wann dat leider wéideet. Dat ass leider d'Realitéit!

Mee virun allem wëll ech awer och d'Fro stellen, firwat et zu enger dramatescher Erhéijung vun den Elektrizitéitspräisser komm ass. D'Äntwert ass relativ kloer: eng irrational Energiepolitik, mee och Feeler an eiser Diplomatie!

Natierlech spillen d'Ukrain an d'Sanktiounen eng Roll. De bëllege russesche Gas ass fort. Mee den Energiepräis war scho virun héich, an dat och duerch déi sougenannten „Energiewende“ an Däitschland an e Refus, d'Nuklearenergie ze halen.

Mir hängen extreem staark vum däitsche Strompräis of, a wann ee sech d'Statistik ukuckt, huet de Präis an Däitschland sech säit 2000 verdärfacht. A Frankräich huet e sech nëmme verduebelt.

Déi erneierbar Energie wéi Wand a Sonn liwweren dacks wéineg oder kee Strom an dann ass de Strompräis ender héich. Och huet Däitschland seng Atomzentrale quasi zerstéiert, obwuel déi Abbermilliarden deier Infrastrukturen hätte kënne bëllege Strom produzéieren. Och dat ass am Fong geholl ekonomesche Selbstmord.

Elo muss Däitschland Kuel verbrennen an ass de loin dee gréisste Produzent vun CO₂. Dat ass eng grouss Ironie! Dofir mussen si och wéinst dem Emissiounshandel héich Strofe bezuelen. An dat reflektéiert sech och am Strompräis, dee mir och matkréien. Frankräich mat senger Nuklearindustrie ass iwwerengs e ganz kleng Produzent vun CO₂.

An de Combel, de Samschdeg soll d'Kuelekraaftwierk Hamburg-Moorburg gesprengt ginn. „Das ehemals effizienteste und modernste Steinkohlekraftwerk, das drei Milliarden gekostet hatte, weicht grünen Wasserstoffplänen.“ De gréngen Ëmweltsenator schwätzt vun engem „wichtigen und schönen Tag für Hamburg“.

Déi irrational gréng politesch Ideologie wirkt. D'Ekonomie ass geläimt an de Strompräis geet no uwen. Erhéijunge vum Präis dinn natierlech wéi. A genau wéi eng Péng am Kierper si si e Warnsignal vun der Ekonomie, dass eppes fundamental falsch leeft an dass ee sech dréngend mat där Péng an hiren Ursache beschäftege soll. Manner irrational gréng Energiepolitik wär e gutt Medikament dergéint. Leider huet eis Regierung dat nach net erkannt.

Eng rational Energiepolitik ass och de Garant fir méi Friden an eng besser Verdeedegung an Europa. Mat méi bëllege Strompräisser gëtt e Land, gëtt d'EU méi autark a mir brauchen och manner Energie vu baussen.

Russland konnt nëmme de Krich an der Ukrain féieren, well mir hinne säit Joren hir Krichskeess gutt gefëllt hunn. Mat enger besserer Energiepolitik hätte mir vläicht Gas kaaft, mee vill méi bëlleg, well mer jo aner Optionen hunn. A méi niddreg Energiepräisser, dat heescht och méi Industrie a méi industriell Produktioun an natierlech och méi Aarbechtsplazen an Europa fir eis Leit. An eng staark Ekonomie ass eng staark Ofschreckung fir iergendeen, deen eis ugräife wëllt.

Schlussendlech wëll ech nach kuerz eppes soen zu Subventiounen, fir de Strompräis niddreg ze halen. Mir als ADR sinn natierlech fir esou Subventiounen, wa se derfir benotzt ginn, d'Präisfluktuationen ofzufiedere. Mee et muss een och soen: D'Fluktuationen reduzéieren, dat kann een och maachen duerch eng gutt Akafspolitik mat Futuren, also Kontrakter, wou een Energie Méint am Virus fir e bestëmmte Präis kafe kann.

De Staat soll also agräife bei Präisschocken, mee wann de Präis laangfristeg uewe bleift, da muss de Präis leider bezuelt ginn. Selbstverständlech soe mir vun der ADR, dass deene sozial Schwaachen an esou Fäll natierlech gehollef soll ginn.

Merci.

M. Fred Keup (ADR) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Weidig. An da wär et elo un der honorabelen Madamm Joëlle Welfring. Madamm Welfring, Dir hutt d'Wuert.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Merci, Här Präsident. Ech mengen, den A am Numm vun der ADR steet fir alternativ Fakten.

(Hilarité)

An ech ka wierklech net méi heidrop reagéieren, et ass einfach ze vill!

Sou, d'Wichtigkeet vun der Elektrifikatioun fir eng sécher an onofhängeg Energieversuergung ass eis antëschent alleguerter bekannt. Se gouf vun der viregter Regierung als Réckgrat vun der Transitioun unerkannt an am nationalen Energie- a Klimaplang verankert.

Och d'EU-Kommissioun ënnersträicht d'Wichtigkeet vun der Elektrifikatioun – an do si jo bekanntlech nëmme Grénger dran – a rezente Strategie wéi dem Kompetitivitéitskompass, dem Clean Industrial Deal an dem Affordable Energy Action Plan.

Einfach gesot, fir eist Land zukunftssécher opzestellen, brauche mir Strom, dee propper hiergestallt a bëlleg un d'Bierger/inne verdeelt ka ginn. Et ass deemno kloer, dass mer engersäits un der Stromversuergung an anerersäits un der Infrastruktur an um Equipement mat Héichdruck mussen weiderschaffen.

D'Zuele weisen, dass an deene leschten zéng Joer déi national Produktioun vum Erneierbare staark geklommen ass. An eleng an der Wandenergie gouf dat versechsfacht, wat mer virun zéng Joer haten. Dat heescht, do gouf geliiwert. An mir hu souguer d'Ziler vun viregte PNEC iwwerschritt. Ech betounen dat, well heiansdo héiert dat sech esou un, wéi wann do net geliiwert gi wär.

Och d'Importer vu propperem Strom goufen ënnert der viregte Regierung staark ugekuerbelt an och deen Effort muss weidergefouert ginn. Fir dass dësen erneierbare Strom méiglechst effizient genotzt ka ginn, ass eng sécher Verdeelung iwwer effikass genotzte Stromnetzer essenziell.

Méi staark Stromnetzer brauchen déi néideg Investissementer. A grad déi vulnerabelst Stéit sinn am meeschte vun héije Stromrechnungen impaktéiert. Wa mer also wëllen, dass dës Investissementer sech net kontraproduktiv op d'Stromrechnungen an op d'Gewunnechte vun de Bierger an de Biergerinnen an an de Betriber auswirken, da mussen mer eis clever Finanzéierungsméiglechkeete fir nei Netzer ginn, an deenen de Staat eng Roll ze spillen huet.

Fir d'Regierung heizou opzefuerderen, hate mir dëst jo virun engem Joer mat enger parlamentarescher Ufro nogefrot. A mir kruten deemools als Äntwert, dass dëst net d'Responsabilitéit vun der Regierung wier an dofir och kee Budget do wär.

Well d'Netztariffer an eisen Aen awer e wichtigen Hiewel fir fair Strompräisser sinn, hu mer dëst och an deenen dorop folgende Méint ëmmer nees hei am Haus thematiséiert. Leider gouf weeder op eis Virschléi, d'Netztariffer méi fair ze gestalten, reagiert – a jo, Här Minister, hei hätt d'Regierung Gestaltungsfräirom gehat laut de Reegele vun dem ILR, déi eis och virgestallt goufen –, nach ass sech bis elo eeschthaft mat eiser Proposition fir e staatlech virfinanzéierten Amortisationsfong befaasst ginn.

Firwat ass esou e Fong wichtig? Doduerch dass e Stromnetz, dat haut muss ausgebaut ginn, iwwer vill Joerzénge wäert Avantagë bréngen, mécht et Sënn, duerch esou e Mechanismus déi héich Gesamtnetzkäschten, déi elo fir den Ausbau an d'Moderniséierung ufalen, op méi Joerzénge ze strecken. En eventuelle staatlechen Emprunt kéint spéider zum Beispill iwwer Netztariffer rembourséiert ginn.

Eréischt ganz rezent, am Laf vun deene leschte Wochen, zu engem Moment, wou vill Leit mat héije Stromrechnungen erfieert goufen, ass vum Wirtschaftsminister eng Zort Revirement ze héieren an eng Bereitschaft, fir mat ëffentleche Mëttelen an

d'Netzer ze investéieren. Et gëtt sech also och elo anscheinend un den eegene Regierungsprogramm erënnert.

(Interruption)

Ausserdeem gëtt op déi juristesche Analys verwisen, déi säit September prett wier an déi en gros besetzt, dass et zu kenger Wettbewerbsverzerrung kënn, wann een deem eenzegen Netzbedreier, deen et um Maart gëtt, mat ëffentlechen Gelder beim Netzausbau hëllef.

Wann et net esou eescht wär, grad elo, well et scho ville Leit an och grad ville Familljebetriber mat héije Stroumrechnungen finanziell net esou gutt geet, kéint een heiriwwer schmunzelen.

M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | Dir hutt et jo och net gemaach, hein?

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Wat hu mir net gemaach?

M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | Dir sidd net un d'Präisser gaange vun den Netzer.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Aus guddem Grond. Jo, also mir haten e ganze Koup Virschléi gemaach. Ech kommen och nach eng Kéier dorop. Voilà.

Well mir eis Aufgab als Oppositionskraaft eescht huelen, hu mir an dem vergaangenen annerhallwe Joer jeeeweils viru wichtegen Decisiounen eng Rei konkret Propositione virgeluecht.

Ënner anerem e mëttelfristeg ganz weidergefuerte Stroumpreisdeckel, deen ee schrëttweis kéint erfrosetzen, wann d'Viraussetzungen dofir gi wäeren.

Eng zäitversaten an transitionstauglech Upassung vun den Netztariffer, déi néideg Kommunikatiounsstrategie am Virfeld heivun an d'Weiderféierung vun den Aiden op engem héijen Niveau.

D'Noutwendegkeet vun enger intelligenter Energiemanagementplattform. An do hunn ech effektiv gesinn, dass duerch de Lenéda vläicht éischt Schrëtt an déi Richtung do geholl gi sinn, wat ech begreifen.

An net ze schwätze vun eiser Motioun fir e gréissere Schutz vun de Betriber virun de klammende Stroumpreisser, déi jo bekanntlech hei ofgeleent gouf.

Wann een dann de Minister ëmmer nees virun der Press héiert soen, dass d'Kritiker selwer keng Léisung gëfe virleeën an d'Leit veronsécheren géifen, dann ass dat beschtefalls onéierlech.

Veronsécheret fille sech net nëmmen d'Leit, déi dem Staat viru Kuerzem nach vertraut a fréizäiteg an nohaltig stroumbaséiert Léisungen investéiert hunn an elo mierken, dass hir Stroumrechnung zolidd an d'Luucht geet, mee och d'Patrone vu klengen Commercen aus dem Horeca-Beräich, fir déi elo schonn um Enn vum Mount quasi näischt méi iwwregbleift. Och si fille sech am Stach gelooss. An dat geet net op d'Kap vun der Opposition, mee op den Zickzack-Kurs vun der Regierung.

Une voix | Très bien!

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Här President, d'Regierung muss Verantwortung iwwerhuelen, virausschauend plangen a kohärent am Respekt vun eise Matbierger/innen handelen. Alles anescht ass Gëft fir d'Transitioun, kascht eist Land wäertvoll Zäit an d'Bierger/innen hiert haart verdéngt Geld.

Ofschléissend wëll ech de Kollege vun déi Lénk nach Merci soe fir dës Heur d'actualité an Iech alleguer fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Madamm Welfring. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Alt nees diskutéiere mer driwwer, dass de Stroum ferm méi deier ginn ass. Ob dat elo herno 25, 30, 35 % sinn, ass eigentlech deem, deen d'Geld net huet an et herno bezuele muss, zimmlech egal. En hätt nämlech gären eng Hëllef.

An dat Schlëmmst dobäi ass, dass déi fest Fraisen op Äre Rechnungen och nach an d'Luucht gaange sinn. Dat heescht, souguer wann Der doheem net kacht oder d'Luucht net umaacht, kënn Der mol net spueren, well déi fest Fraisen esou héich sinn.

Mir trëppelen elo leider hei op eng Brems fir déi ganz ëmweltfrëndlech Technologien. Leit, déi op eng Wärmepompe oder en Elektroauto ëmgeklomme sinn, sinn déi, déi hei bestrooft ginn. Vläch wollt CSV-DP déi jo och bewusst bestrofen.

Déi Netzkäschte sinn en ...

(Brouhaha et interruption par M. Gilles Baum)

Här Baum, ech kann Iech dat och kuerz erklären. Här President, fir d'Zäit just ...

Ma ganz einfach: Andeems Dir higitt an Dir maacht de Stroum méi deier an Dir defavoriséiert déi modern Technologie wéi eng Wärmepompe oder en Elektroauto! An Dir krut vun der Press virgerechent, dass den Elektroauto net méi favorabel ass par rapport zu Pétrol, also Diesel oder Bensinn. Also hutt Der ganz kloer e Signal gesat géint déi Techniken.

An, Här President, dat war ...

M. Fernand Etgen, Président de séance | Hei, wann ech gelift, e bësse Gedold, dann hutt Der et an 20 Minutte gepackt!

M. Marc Goergen (Piraten) | D'Netzkäschten, wéi Dir se elo geholl hutt, sinn e Feeler. Virun allem, an do kommen ech nach eng Kéier op d'Argument, dat ass nämlech e weidert Argument: Wann Der Ären Elektroauto doheem luet, leit Der nämlech direkt iwwer Ären Netzkäschten, déi Dir op 3 Kilowatt gesat hutt, wat awer bei kengem Elektroauto wäert duergoen, ausser Dir loosst en dräi Deeg stoen, fir en eng Kéier opzelueden. Déi Netzkäschte vun 11 Cent sinn e Feeler gewiescht an déi hätten net solle kommen.

Mir haten iwwregens eng Léisung proposéiert an där leschter Diskussioun hei. Dat war, dass d'Akkuen och elo e Subsid solle kréien. Well d'Akkuen hunn e Subsid, wann Der se mat der Solaranlage matbestellt. Wann Der se awer elo nobestellt, well jo elo de Stroum an d'Luucht gaangen ass, hutt Der kee Subsid. An ech hoffen, dass den Här Minister dat an Zukunft wäert berécksiichtegen an och d'Akkuen elo nodréiglech, wann ee se wëllt abauen, mat engem Subsid versäit, wéi dat bei der Anlag de Fall gewiescht wär.

An dat anert ass e Risiko, deen Der agitt, e politesche Risiko. Mir hunn et elo hei vun der ADR héieren. Ech hat mer zwar an den Notizen AfD opgeschriwwen, well déi an Däitschland dat Argument benotzt hunn. D'ADR huet et haut och benotzt: Dass eng Relatioun wär tëscht Russland, Ukrain an esou weider, dass d'Stroumpreisser géifen an d'Luucht goen. Dat ass iwwregens e ganz geféierleche Mix, deen d'Populiste benotzen. An dat huet an Däitschland leider fonctionéiert. Do ass de Stroumpreis, dat ginn ech zou, och méi héich an d'Luucht gaangen, wéi dat zu Lëtzebuerg de Fall ass. Mee et huet awer fonctionéiert,

dass d'Populiste genau dat benotzt hunn an eng Relatioun hiergestallt hunn, déi net stëmmt, mat Russland an der Ukrain. An dat ass e ganz geféierleche Mix. An do sollt mer politesch och drop oppassen, dass zu Lëtzebuerg d'Stroumpreisser net an d'Luucht ginn, well mer hunn elo gemierkt, dass d'ADR genau déi selwecht Klack gelaut huet.

Fir eis Piraten ass et och ganz kloer: Wa mer e Präisdeckel maachen, da soll dat si fir den normale Stot! Ech weess, do waren elo Reportagen – no der LSAP-Pressekonferenz war nach e Reportage vun Iech – vu 25.000 Kilowatt. Also, ech verstinn net, wéi ee 25.000 Kilowatt als Privatmann ka verbrauchen!

Mir Piraten – Dir sidd do vläch anerer Meenung als LSAP – soe ganz kloer: Do ass Stopp! Mir hunn ëmmer hei gesot, eng Piscine, Sauna, wat och nach alles, soll net finanziert ginn!

Mir hunn deemools schonn déi 25.000 zum Deel als ze héich ugesinn an eisen Diskussiounen. Elo sidd Dir komm mat deene 25.000, déi sollen och nach gehollef kréien. Dat gesi mir net esou.

(Interruption)

Also, wa gehollef soll ginn, dann an deem Deckel vun deene 25.000, dee schonn ze héich ass.

(Interruption)

D'Stroumnetz ass eng wichteg Infrastruktur an ech hunn dat vollst Verständnis derfir, dass Der den Ausbau wëllt finanzéieren. Et muss een awer do éierlecherweis och soen, dass Creos schonn de Staat als mat dee gréissten Aktionär huet – net direkt, mee iwwer Encevo hutt Der a sech dat gréisst Matsproocherecht. Dat heescht et ass och eng politesch Méiglechkeet, en Hiewel do, fir ze soen: „Dat Netz gëtt esou ausgebaut, wéi et soll sinn, ouni de Bierger weiderhin ze belaaschten.“ Och wann et iwwer verschidden SA-Firme gedeelt ass, wär awer déi Méiglechkeet do, well dat an enger staatlecher Hand ass.

Jo, et mussen elo schnell Léisungen hier, well ech hunn et virdru bei der Motioun gesot: Beim Office social landen ëmmer méi Dossiere vu Leit, déi hir Rechnung leider net bezuele kënnen. An dofir wär et wichteg, dass deene Leit elo schnell gehollef gëtt. A mir wëllen net jidderee forcéieren, deen an déi Problemer kënn, herno mussen bei den Office social ze goen. Mee kommt, mir maachen e korrekte Präisdeckel, fir de Leit elo ze hëlfe!

Merci.

M. Sven Clement (Piraten) | Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Goergen. Den Här Boonen wëllt Iech nach eng Fro stellen, wann Der d'accord sidd.

M. Marc Goergen (Piraten) | Jo.

M. Jeff Boonen (CSV) | Här Goergen, Dir hutt gesot, dass den Elektroauto elo méi deier ass am Luede pro 100 Kilometer, soen ech emol, wéi de fossilen Auto. Wouru maacht Der dat fest? Well verschidde Meedien hunn d'Rechnung gemaach par rapport zu 100 Kilometer. An ech mengen, wie liese kann, huet gesinn, wien do am Virdeel ass.

M. Marc Goergen (Piraten) | Also ech hunn erausgelies, dass et de Fall ass, dass den Elektro do kann am Nodeel sinn. An dat hängk natierlech ëmmer vun deem Mix of, wéi een dass Der elo grad huet. Am Moment hutt Der natierlech ..., den Diesel läit bei 1,40, 1,42 Euro. Am Moment ass dat natierlech favorabel, dat muss ech éierlech soen. Dir kommt am Moment mam Diesel, wann dee sechs, siwe Liter verbraucht, op e Präis, dee méi bëlleg ass wéi den Elektreschen.

Well den Elektreschen, wann Der higitt ... An am Moment läit et bei 49 Cent op enger 11 oder 22 Kilowatt ... Wann Der elo nach e Supercharger géingt huelen, well Der jo awer ennerwee sidd, geet dat – dat hänkt dann och ëmmer vum Operateur of – vu 50 bis 89, 90 Cent.

An elo ass jo och nach derbäikomm, dass d'Regierung dee Subsid, dee mer op de Bornen haten, ewechgeholl huet, soudass den Elektroauto, ech mengen, ëm 15 Cent waren et, wou en elo erëm eng Kéier eropgaange war.

Dat heescht, den Elektroauto ass an den Nodeel geroden. Et hänkt awer – an dat soen ech korrekterweis – dovunner of, wéi en Dieselpäis mer elo hunn. Wa mer d'nächste Kéier en Dieselpäis op eemol hunn, wou en op 1,60, 1,70 erëm wär, da wär et erëm ëmgedrëint. Beim Diesel ass et natierlech och bourssecotéiert, soudass et esou ass.

Op deem Punkt ginn ech Iech Recht. Mee am Moment ass en defavoriséiert. A virdrun hate mer op deene Bornen e Subsid, dee gemaach huet, dass den Elektroauto vill méi avantagéis war. Dat hutt Der leider ewechgeholl, soudass den Elektroauto elo net méi méi avantagéis ass.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert. Den Här Energieminister Lex Delles.

Prise de position du Gouvernement

M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | Merci villmools och, dass mer deen dote Punkt um Ordre du jour haut hunn. Ech hat elo geduecht, et géng nach eng Intervention kommen.

(Interruption)

Se war ganz am Ufank, jo.

(Interruption)

Ech mengen, dass et awer ganz wichteg ass, dass dat Thema hei diskutéiert gëtt, well, jo, de Stroumpäis ass an der Realitéit – an ech mengen, mir schwätzen ëmmer erëm iwwer de Stroumpäis – e wichtege Facteur, fir dass mer op där enger Säit Stéit hunn, déi nach Kafkraaft hunn, e ganz wichtege Punkt, deen eis alleguerten heibannen um Häerz läit. Zweetens, datt et och do wichteg ass, dass mer awer och kleng Entreprises hunn – a se sinn e puermol haut genannt ginn, ech kommen nach drop zeréck –, déi kënne funktionéieren.

Fir déi mëttel an déi grouss Entreprises, do brauche mer net driwwer ze schwätzen, well déi kafe greisstendeels um Spotmarché. Dat heescht, déi hale mer hei e bëssen aus der Diskussioun eraus.

Déi Suergen, déi ronderëm d'Haussé vun den Energiepräisser sinn, déi droe mer alleguerten. An ech si ganz op der Säit vu jiddwerengem, déi seet: „Mir müssen eppes maachen. Mir musse kucken, den Energiepräis an engem abordable Präis ze halen.“ A mir stinn, mengen ech, alleguerten hei hannert deenen Iwwerleeungen.

Wat ech gesot hunn, ... Madamm Welfring, Dir hutt et mer reprochéiert, wou Der gesot hutt, dës Regierung wär einfach nëmmen op de Wee gaangen, Aiden hei erofzesetzen, an ech hätt selwer gesot, dass keng Propose komm wieren. Ech hunn och haut hei elo just héieren, jo, den Energiepräisdeckel hätt solle fir dëst ganz Joer nach voll lafen.

Ok. Wat maache mer dann d'nächst Joer?!

(Interruptions)

Wat maache mer dann d'nächst Joer?

D'Madamm Welfring huet au moins gesot: „Mir müssen dann degressiv erofgoen“, mee den Här Engel huet dat net gesot. An dat ass genau dat, wat mer gemaach hunn! An dat ass e bëssen am Discours och hei vergiess ginn. Dëst Joer am Budget sinn 170 Milliounen Euro ...

Ech kommen nach op Är Aussoen zeréck. Berouegt Iech elo mol, Här Engel. Ech kommen nach drop zeréck.

M. Georges Engel (LSAP) | Mee Dir schwätzt mech un, da géif ech och gär äntweren.

M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | 170 Milliounen ...

Ech hunn Iech guer net ugeschwat. Ech hunn d'Madamm Welfring ugeschwat.

(Hilarité, brouhaha et coups de cloche de la présidence)

170 Milliounen Euro sinn am Budget dëst Joer, fir de Präisdeckel drop ze hunn.

(Interruptions)

M. Georges Engel (LSAP) | Jo.

M. André Bauler (DP) | Silentium!

M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | 115 Milliounen ...

M. Fernand Etgen, Président de séance | Normalerweise soll nëmmen ee schwätzen heibannen.

M. Georges Engel (LSAP) | Jo, mee ...

M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | 115 Milliounen.

Une voix | Dir sollt zum Thema schwätzen.

M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | Gesitt Der, dat ass och zum Thema geschwat.

115 Milliounen sinn am Pluriannuel virgesinn, fir de Mécanisme de compensation ze hunn. Mir kucken als Regierung, dass mer en Energiepräis hei hunn, deen nach abordable ass.

A jo, et ass awer eng Realitéit, dass den Energiepräis einfach nëmmen an d'Luucht gaangen ass. Mir kënnen op den Energiepräis, dee sech aus dräi Deeler zesummendeet ...

Op där enger Säit d'Taxen. Do si mer esou déif, wéi mer nëmmen kënne sinn. Mir kënnen net méi déif goen op deem Punkt!

Den zweete Punkt ass den Elektron selwer. Deen ass um Marché. Eng Motioun, déi ech gelies hunn, fuerdert, dass mer elo an d'Planwirtschaft iwwerginn an einfach nëmmen soen: „Sou, wann hei zu Lëtzebuerg en Elektreschpräis gefrot gëtt, dann ass dat e Präis X. D'Regierung soll einfach de Präis fixéieren.“ Dat kënne mer net ... Schonn nëmmen den europäesche Krittären no kënne mer net soen, wat en Elektron soll kaschten.

Den drëtte Volet sinn d'Netzkäschten. D'Netzkäschten, déi, egal wéi ... An ech kommen op déi Diskussioun vun ILR, well ech weess, dass et e komplex Thema ass an dass et ganz vill Nuancë gëtt an dass dat och schwéier ass ze erklären a vläicht och net ëmmer genau verstane gëtt. An dofir ass et och wichteg, dass mer an der Kommissioun esou oft driwwer schwätzen.

Den ILR, dee virun dräi Joer – ech war net Minister virun dräi Joer – ...

Une voix | Dach!

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Ech kann Iech awer soen, wat virun dräi Joer ...

M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | ... ugefaangen huet, do-runner, um Präis, ze schaffen ...

(Interruption par Mme Joëlle Welfring)

Nee, um Netztariff – d'Struktur, déi onofhängeg ass, den ILR schafft onofhängeg – ass scho geschafft ginn. Ech hunn net dem ILR gesot: „Maach et!“ Mee de Minister viru mer huet och net gesot: „Maach et net!“ An dann héieren ech eng Propos vu virdrun ...

(Interruption par Mme Sam Tanson)

Ma eeben!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Madamm Tanson ...

(Hilarité)

M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | An dann héieren ech eng Propos vu virdrun, d'Reglement vun 2010 soll einfach nëmmen geännert ginn. Majo, virun deem Minister, dee viru mir Energieminister war, deen also zwëschen 2010 a mengem Virgänger Minister war, dee war bei enger anerer Partei an deen huet et och net geännert!

A firwat hu se et alleguerten net geännert? An ech sinn och ganz averstanen, dass den ILR sollt ...

(Interruption)

Mee de Krich huet näischt mat der Netztariffstruktur ze dinn.

(Interruptions et coups de cloche de la présidence)

Den ILR ass onofhängeg a soll och onofhängeg kënne fonctionéieren.

An ech warnen, wann hei d'Propos kënnt: „Wat den ILR mécht, gefält eis net, dofir muss d'Politick elo mol einfach d'Reglement änneren an den ILR op d'Säit drécken ...

(Interruptions)

... an d'Präisstrukture vun den Netzer kënnen upaken“. Ech warnen do! Ech si berouegt, wann Der dat doten net gemengt hutt. Dann hunn ech Iech sécherlech do falsch verstanen.

Dann ass gesot ginn: „Fir eenzel Stéit geet de Präis ëm 75 % an d'Luucht.“ Ech hunn e bësse ronderëmgefrot. Ech hunn déi Donnéeën net. Ech wär just frou, wann ech just déi Donnéeë kéint kréien, wourop sech do baséiert gëtt, wann dat do gesot gëtt.

Well, ech mengen, esou Zuele kann ee soss einfach nëmmen soen. Ech hunn déi Zuelen nach net gesinn, wou dat hierkënn, déi 75 %. Ech mengen, wann en honorabelen Deputéierten esou eppes hei op der Tribün seet, baséiert e sech sécher op Zuelen, déi en huet, déi e kennt. Ech wär just frou, wa mer déi kéinten austauschen, vläicht eng Kéier an der Kommissioun iwwer esou Rechnunge kéinte schwätzen, wou mer da Pièces à l'appui hunn. Ech kennen déi nämlech net.

Well e ganz wichteg Volet ass nämlech bei deem Thema hei, net iwwer Fakenews ze kommen. An ech ginn och guer net drop an, wa wéi virdrun iwwer Däitschland gesot gëtt: „De Stroumpäis geet duerch de Plaffong weinst den erneierbaren Energien.“ Also, dat ass wierklech schlëmm, wa mer mat sou Saache kommen! De Stroumpäis geet duerch de Plaffong, well mer e Krich hunn an der Ukrain, dee mat sech bréngt, ...

(Brouhaha)

... dass verschidde Präisser fuerchtbar an d'Luucht gaange sinn, an net duerch erneierbar Energien!

Et ass souguer wichteg, dass mer erneierbar Energie weider deployéieren, a ganz Europa weiterentwickelen, fir dass mer méi onofhängeg ginn, strategesch onofhängeg ginn.

A wat mer awer och gesinn an dat gëtt an dem Discours heiansdo vergiess: Solarzellen op engem Daach. Alleguer déi Leit, déi Solarzellen hunn, déi an der Eegeconsommation sinn, kënnen sech protegéieren viru méi héije Präisser.

An do kommen ech och op déi Diskussioun rondem den Elektreschauto an de Masuttsauto ... – wéi heescht et? – Dieselsauto.

(Interruptions)

Och do ass d'Iwwerleeung: Den Elektreschauto ass ëmmer nach méi bëlleg! Natierlech, wann ech mat engem Elektroauto ëmmer op eng Fastcharger-Born gi fir ze tanken, ma da war et scho viru fënnef Joer méi deier wéi den Diesel.

Haut – en ass dann nach méi deier ginn, mee en ass trotzdeem nach ëmmer ... D'Iwwerleeung vum Elektreschauto ass: méi favorabel, wann ech en doheem ka lueden, wéi wann ech allkéiers muss op en deiere Fastcharger goen – dat ass evident – oder op eng Borne publique. Dat war och viru dräi Joer méi deier – och ënnert der viregter Regierung. Ech hunn net de Präis vun de Borne méi deier gemaach!

(Interruptions)

Mir hu keng Verlängerung gemaach vun enger Primm. An déi viregt Regierung huet och net gesot, dass dat dote muss éiweg weiderlafen. Soss hätt se e Gesetz gemaach an hätt dat net limitéiert op ee Joer gemaach.

(Interruption)

Esou éierlech muss mer awer och sinn.

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, Président de séance | Wann-echgelif! Et schwätzt ëmmer nëmmen een!

M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | Ech fannen et souguer deelweis traureg, wéi hei probéiert gëtt, Politique politicienne mat Energiepräisser ze maachen. De Leneda, wou gesot gëtt: „E kënn vill ze vill spéit. Et ass awer elo gutt, dass den Här Delles gemaach huet, dass en iwwerhaupt kënnt.“ Ma den Här Delles huet guer näischt gemaach, dass de Leneda kënnt, ...

(Interruptions)

... well den Här Turmes – mäi Virgänger – virun zwee Joer oder virun dräi Joer den Opdrag ginn huet, fir dat doten ze lancéieren. Mee et dauert eeben dräi Joer, fir dat do ze maachen! An da sot Dir: „Den Här Delles mécht, dass et ze spéit kënnt.“ Ma nee! Déi Aarbechten, fir dat do kënnen propper ze maachen, dat ass eeben ...

M. Georges Engel (LSAP) | Dir zitiiert hei total falsch!

M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | ... eng Durée vun dräi Joer, fir dat do kënnen ...

M. Fernand Etgen, Président de séance | Här Engel, Dir hutt d'Wuert net!

M. Georges Engel (LSAP) | Dir kënnt awer net egal wat soen!

(Interruptions et hilarité)

M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | Dat hunn ech mer bei Ärer Ried och geduecht.

... fir dat do kënnen ze hunn.

En tout cas ... Et ass nach iwwert d'Batterie geschwat ginn. Jo, ech mengen, dass et ganz wichteg ass, dass mer weider Batterien hunn. Et ass awer esou, dass dat doten iwwer d'PRIME House gereegelt gëtt – déi net bei mir ass. Mee natierlech si mer eis als Regierung bewusst, dass mer do och musse verschidde Saache maachen. Mee mir sinn awer elo nach net prett. Dofir ass et relativ schwierig, domat ze kommen.

Da gëtt gesot: „Den Netzausbau gëtt sech elo op d'Interventioun vun enger Partei hei an der Chamber ... Elo huet den Här Delles sech endlech drun erënnert, dass en e Koalitionsprogramm oder e Regierungsprogramm huet.“ Also, ech sinn awer net dement!

(Hilarité)

Jo.

Ech weess, wat mer virun annerhallwem Joer an de Koalitionsprogramm geschriwwen hunn. An do war eng vun de Prioritéiten, ze analyséieren, wat mer kënnen mat den Netzstrukture maachen, well dat ee vun deenen eenzege Weeër ass, iwwert dee mer kënnen goen.

An dofir och zu enger zweeter Motioun, déi gestallt ginn ass: Majo, dat ass genau dat doten, wat Der dra schreift, wat ech an der Kommissioun gesot hunn, wat mer maachen! Ech fannen et awer schwierig, dass allkéiers, wann ech an enger Kommissioun eppes soen, wat mer géife maachen, dat an eng Motioun iwwerschrifwe gëtt an dann hei deposéiert gëtt.

(Interruption)

Also bon, wa mer esou ufänken, dann ... Kommt, mir huelen et einfach op a mir ginn allkéiers 100 Motiounen eran!

(Interruption)

Well net nëmmen, dass mer et schon am Regierungsprogramm gesot hunn, dass mer et géife maachen, an dass mer op där anerer Säit gesot hunn, dass mer déi Etüd scho gemaach hunn – da komme mer awer genau bei déi dote Wieder –, dass mer gesot hunn am Regierungsprogramm virun annerhallwem Joer: „Mir maachen et!“

(Interruption)

Zweetens, d'Etüd, déi mer genannt hunn, ass gemaach ginn. Déi ass gemaach ginn! Ech hu se mat Iech gedeelt. Ech kréie souguer nach vum Här Engel, mengen ech, Merci gesot, dass se d'Etüd d'lescht Woch kritt hunn. Dat heescht, natierlech hu mer se gemaach. Mee mir hu se och gedeelt – wat ganz wichteg ass –, dass mer kënnen op dee Poste vum Monopol an de Stroumpäisser agräifen. An dat ass eebe just de Reseau.

Dann ass ugeschwat ginn: „25.000 Kilowatt.“ Mir schwätzen nach ëmmer ... An déi viregt Regierung war genau d'nämmlech! Mir hunn d'Tariffer A, B, C. A sinn d'kleng Stéit, kleng Commercé bis 25.000. B: iwwer 25.000. Bei C si mer scho bei der Schwéierindustrie.

Wa gesot gëtt: „Kleng Restauranten, déi sinn elo weinst der Präisbrem, déi mer probéieren, lues a lues auslafen ze loossen, staark dovunner beträff.“ Majo, et gëtt Restauranten, et gëtt souguer kleng Handwerksbetrieber, déi ënner 25.000 Kilowatt

Consummation hunn. Wann dann en Haushalt iwwer 25.000 huet, dat ass keen normalen Haushalt! Mir hu Restauranten, mir hunn Handwerksbetrieber, déi manner hu wéi dat do.

An do ass et awer en Discours, an ech wëll och just aus der viregter Regierung do zitiiieren, wou ech weess net méi wéi eng Partei awer do immens vill Wäert drop geluecht hat: „Et soll een net mat der Géisskan einfach jiddwerengem seng Sauna, seng Schwämm an alles matfinanzéieren.“ Dofir wär dat doten, de Präisdeckel, e ganz schwierege Wee fir ze goen, well jiddwereen do, egal wivill Suen, egal wéi grouss, egal wat e consomméiert, eng Hëllef géif kréien.

Ma eebe grad do, beim A a beim B iwwer 25.000, hu mer keng Hëlfe. Beim Tarif B, wat d'Entreprise sinn – net nëmmen, well mer et weinst Europa net hätte kënnen maachen –, mee beim Tarif B gëtt et keng.

An hei ass ee Fall erausgeholl ginn – ech kann de Fall natierlech net kommentéieren, ech hunn natierlech och do Saachen héieren –, deen iwwer 25.000 ass, well en aus dem Tarif A an den Tarif B vun der Industrie oder vum Handwerk gefall ass. Jo, wann en Eefamiljenhaus haut sou vill consomméiert, och net weinst engem zweeten Elektroauto – beim Elektroauto schwätze mer vu ronn 4.000, déi e ka konsuméieren –, fir dann iwwer 25.000 ze kommen, da muss ee schon, ech weess net, eng Panoplie vun Autoen hunn, déi ee luet, oder vläicht eng Schwämm oder aner Saachen.

Fir nach eng Kéier op de Volet vun de Präisser ze komme vun de Reseauen: Egal wat déi heite Regierung decidéiert hätt – mir schwätzen op där enger Säit vun 170 Milliounen am Budget, fir de Präisdeckel op 30 % ofzefiedere, déi dëst Joer am Budget stinn; déi op 30 % also gedeckelt sinn –, wärend d'Netzkäschten, egal wie Minister gewiescht wier, ëm tëschent 9 an 11 % weinst dem Ausbau an d'Luucht gaangen. Egal wat geschitt wier!

An ob en neien Tarif do ass oder en alen Tarif do wier – duerch den Ausbau iwwert déi lescht Jore mam Calcul wär et ëm 9 bis 11 % an d'Luucht gaangen. An dat wier egal wéi geschitt. Dofir ass et wichteg, dass mer zukünftge Investissementer iwwert deen Avis och kënnen direkt finanzéieren, fir dass mer dann do déi Offfiederung am Präisdeckel kréien.

Ënnert dem Stréch wëll ech just soen, dass et hei wichteg ass, net mat Fakenews ze kommen. Ech hunn an enger Pressekonferenz vun enger Partei héieren, wou ee gesot huet: „Et muss ee sech jo bal iwwerleeën, ob ech mengem Kand de Biberon an der Nuecht ginn, fir Elektresch kënnen ze consomméieren!“

(Hilarité)

Also, wa mer esou populistesch ufänken, en Discours ze féieren iwwert d'Präisdeckel, da fannen ech et bessen trauereg. A grad domat veronsécher mer d'Leit alleguerten. A wa mer d'Leit veronsécheren, da komme mer eebe grad an déi Diskussiounen ...

(Interruption par M. Ben Polidori)

Dir kënnt dann duerno erklären, wat Der gesot hutt, Här Polidori.

(Interruptions)

Da komme mer an déi Diskussiounen, wou mer da wëssen, dass d'Leit veronséichert sinn, dass d'Leit net mat op de Wee vun der Transitioun ginn. An dofir ass et wichteg, dass mer all zesummen de Präis esou nidreg wéi méiglech halen.

Lëtzebuerg huet nach ëmmer, am Verglach mat der Groussregioun, e ganz déiwen Energiepräis. Mir

wëllen deen och als Regierung weider halen an dofir op deene Mesüeren, wou mer e kënnen upaken, dat natierlech och maachen. Et ass wichteg fir d'Kafkraaft vun de Leit. Et ass wichteg, fir dass mer zu Lëtzebuerg weider kënnen esou zesumme liewen.

Jo, ech si prett fir Froen.

(Hilarité)

M. Fernand Etgen, Président de séance | Hei wann ech gelift! D'Madamm Welfring hat virdru ganz héiflech gefrot gehat. Déi ass vir.

(Hilarité)

M. Sven Clement (Piraten) | Wann een héiflech freet.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Merci, Här Präsident. Jo, et ergëtt sech esou lues e Muster draus: Wann eppes gemaach ginn ass, gutt an och an den Delaen, da war dat meeschtens déi heite Regierung, a wann et net gutt war oder net duergang ass, da war et déi vu virdrun.

M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | Genée dat!

(Hilarité)

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Jo, ech wëll just op déi Netztariffer agoen an dass mer dat anscheinend do net gemaach hätten. Richtig, dat ass net gemaach ginn. Ech erënneren och nach eng Kéier drun, wat an deene Jore war. Do war eng Energiekris, do war en Afall vun de Russen an d'Ukrain. Dat alles huet derzou gefouert, dass et wierklech net de Moment war, och nach eppes op d'Rechnung ze leeën.

Hei am Sall, am November d'lescht Joer, hat ech eng Motioun proposéiert an Iech invitéiert, Iech ze iwwerleeën, ob Der net déi doten Ännerung nach wëilt e Joer aussetzen an dat Joer notzen, dat zousätzlech Joer, fir d'Leit schrëttweis drop virzereeden, dass esou eng Upassung vun engem Tariff kéim, déi wierklech dann effektiv net zesummegefall wär mat enger anerer Erhéijung a mam Ewechfall vun den Aiden oder engem Ewechfall vum deelweise Präisdeckel.

Dat heescht, et hätt een dat kënnen vertagen op e Joer méi an dat Joer notzen, fir dat gutt ze kommunizéieren, fir dass d'Leit och gewosst hätten, wat op se zoukënn a se hiert Verhalen och hätte kënnen upassen. Dat war dat, wat mir gemaach hätten. Dat heescht net, dass mer et net gemaach hätten, mir hätten et anescht gemaach.

An dann nach: Mir haten och nach proposéiert, dass zum Beispill e Spezialtariff och fir déi Leit virgesi géif ginn, déi schonn an alternativ Systemer investéiert hunn, dass déi zum Beispill méi staark encouragéiert géife ginn, ausserhalb vun de Spëttestonnen ze lueden; méi konkret, dass se wierklech encouragéiert géife gi mat engem Spezialtariff. Dat hätt kënnen gemaach ginn!

M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | Mee dat kann ech net.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Dach! An ech weisen et nach eng Kéier:

(Mme Joëlle Welfring montre une documentation.)

Hei ass, hei ass déi Prozedur, déi den ILR eis gewisen huet, wou de Minister zum Schluss validéiert!

M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | Jo.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Et steet hei: „décision d'acceptation des tarifs d'utilisation“. Déi war den 28. November 2024. Dat heescht, do ass awer eng aktiv ... Et ass eppes, wat gemaach gëtt. Dat

heescht, do ass awer eppes, wou een hätt kënnen driwwer schwätzen.

An et gëtt jo eng Aarbechtsgrupp zwëschent dem ILR an deene verschiddenen ...

(Mme Sam Tanson donne un surligneur à M. Lex Delles.)

Entschëllegt, wann ech stéieren.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Nee, nee ...

(Hilarité et interruptions)

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Ok.

... dass et do eng Aarbechtsgrupp gëtt. An och do hätt ee sech an deem Sënn och kënnen derfir asetzen, dass et do eng Alternativ gëtt an dass sech do hätte kënnen aner Tariffer ausgeduecht gi mat där néideger Virlafzäit.

Sou, dat heescht, et ass net schwaarzweiß an net gesot, mir hätten dat alles guet net gemaach oder mir hätten et verschlof. Mir hätten et anescht gemaach, an dat ass dat, wat ech wëll soen. An do ass e bëssen eng Nuance dozou.

An da schwätzt Der vun Demenz. Also, ech erënnere wierklech nach eng Kéier drun ...

M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | Vu menger Demenz.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Jo. Mir haten eng Question parlementaire gestallt d'lescht Joer ëm dës Zäit, wou mer gefrot hunn: „Wär et net méiglech, dass de Staat sech hei géif abréngen?“ An du krut ech wierklech geäntwert: „Nee, et ass net um Staat. Et ass un den Netzbedreiwer, déi Investitiounen ze maachen, déi musse gemaach ginn. An et ass kee Budget dofir do.“ Et steet am Text do an där Äntwert dran. Do war nach net rieds vun enger Etüd, déi géif gemaach ginn, ob dat méiglech wär. Et war och net rieds vun: „Mir iwwerleeën eis, ob dat dote vläicht iwwer e Fong kéint gemaach ginn.“ Do stoung vun all deene Saachen nâischt an där Äntwert dran.

Dofir ech wëll soen ... Voilà, et ass op dat, wou ech virdru Referenz geholl hunn. Den Toun huet geännert an och den Inhalt huet geännert elo an deene leschte Wochen. Dat ass awer nun emol e Fakt. Voilà.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Här Energieminister, et ass un Iech.

M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | Merci villmools. Ech muss soen, ech entschëllege mech dann, dass den ILR an der Kommissioun, wéi en d'Presentatioun gemaach huet, net d'ganzt Gesetz dohinner geluecht huet, mee just en Tableau récapitulatif gemaach huet mat deene verschiddene Punkten, wéi Der se grad gewisen hutt.

E seet zu engem Moment, an dat sinn déi aacht oder zéng Punkten: „De Minister muss validéieren!“ Wat ass, wann en net validéiert? Ma da freet en, se solle reconsideréieren. Dat heescht, da seet en: „Hei, dat do, wat Der gemaach hutt, kuckt dat nach eng Kéier, ob dat richtig ass.“ A wann et dann nach eng Kéier kënnt, da seet de Minister: „A nee, ech sinn nach ëmmer net ganz averstanen. Kuckt et elo nach eng Kéier, a kuckt et elo nach eng Kéier.“

Dir sot, Dir kënnt Iech virstellen, dass en Netz en anere Präis hätt fir een, deen – ech weess net, wéi Der gesot hat – an der grénger Transition scho weider wär oder dee probéiert, d'Kurv méi flaach ze halen. Da géing ech politesch soen: „Majo, deen dote bezilt elo manner Réseau, wat och ëmmer fir eng Konditioun en huet.“ Dat heescht och, dass een anere muss méi bezuelen. Well de Präis ass ëmmer 100. Wann ech e Reseaupräis hunn, a wann ee muss manner bezuelen, da mussen all déi aner méi bezuelen! Dat ass eng Realitéit.

Éischtens emol, legal kann ech dat net. Ech ka just den ILR opfuere, nach eng Kéier ze reconsideréieren, wat méiglech wier. Oder ech soen: Ma den ILR wäert dodra richtig leien!

Bei Ärer Question parlementaire, jo, ech hunn net nach eng Kéier Referenz op de Regierungsprogramm gemaach, mee ech geloben da Besserung, dass mer elo allkéiers de Regierungsprogramm einfach integral als Annex wäerten derbäileen an Iech da soen: „Majo, Madamm Welfring, déi Fro, déi Der stellt, hu mer am Fong schonn am Regierungsprogramm beäntwert!“

Mee ech denken awer doudséch drun, fir d'nächst Kéier dann dat dote mat ze äntwerten.

(Interruption)

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci. Da wier et elo um Här Georges Engel.

M. Georges Engel (LSAP) | Jo, ech wëilt op véier Punkte ganz séier agoen.

Ech hunn net gesot – deen éischte Punkt –, dass den Här Delles nâischt gemaach huet! Wann hie mir dat virwërf, dann ass dat falsch.

En huet mech gefrot, wat mir dann no 2025 mam Deckel gemaach hätten. Ma esou wéi mer et an eiser Pressekonferenz och gesot hunn: Mir hätten dëst Joer de Präisdeckel gehalen an an där Zäit gekuckt, wat een hätt kënnen fir nächst Mesüeren huelen, ouni dat Hals iwwer Kapp ze maachen, esou wéi Dir et gemaach hutt.

Mir hätten eng Informatiounscampagne ulafe gelooss, fir de Leit uerdentlech ze erklären, ëm wat et geet, wéi se vläicht och kënnen hiren Energiekonsum reduzéieren. Mir hätten also méi Rou a méi Zäit gehat, fir eng besser Erklärung ze maachen. Well dat musst Der awer zouginn, an deem ganze Kuddelmuddel hutt Dir Iech emol selwer jo bal net méi erëmfonnt! Et muss een dat jo awer bal zouginn.

Zweet Saach: Ech hunn ni gesot, datt den ILR net soll independant sinn. Ech hu just gesot, datt een d'Reglement, de Règlement grand-ducal vun 2010, op deem d'Berechnung vun de Contributiounen fir d'Netzkäschte gerechent gëtt, och hätt kënnen änneren, wann een dat gewollt hätt. Also, dat hätt ee kënnen maachen.

M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | Wat hätt ee sollen änneren?

M. Georges Engel (LSAP) | Ma et hätt een d'Reglement, wou d'Berechnung ...

M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | Wat hätte mer da konkret sollen änneren?

M. Georges Engel (LSAP) | Ma ech mengen, et hätt een dat kënnen änneren, fir datt d'Netzkäschten net esou an d'Luucht géife goen. Et hätt een dat och kënnen ...

M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | Wéi dann?

M. Georges Engel (LSAP) | Majo, lauschtert, Här Delles, wann et Krittere gëtt, fir datt d'Netzkäschten ugepasst ginn an déi an deem Règlement stinn, da kéint een och d'Krittären änneren, fir datt se net an d'Luucht ginn. Also, dat hätt ee roueg kënnen maachen.

An da bleift nach dat, wat virdrun d'Madamm Welfring gesot huet. Et bleift ëmmer nach eng Decisioun vum Minister hannendrun ze huelen. Déi hutt Dir geholl. An déi hutt Dir geholl op dat hin, wat den ILR gesot huet, ouni se ze reconsideréieren.

Drëtt Saach: Ech hunn a menger Ried – ech hunn dat nach eng Kéier nogekuckt – net eemol 25.000 Kilowatt gesot. Also werft mer och net vir, ech hätt dat virdu gesot. Ech hu just vu 75 % geschwat.

(Interruption)

Dat ass eppes aneres.

An déi véiert Saach ass: Déi Etüd, do hunn ech Iech gratuléiert, dass Der déi gemaach hutt. Mir hu se awer och eréischt just kritt, nodeems mer an der Kommissioun gefrot hunn, datt mer se géife kréien. Dir hat se fäerdeg am Dezember. Am Mäerz hu mer driwwer geschwat. An dunh hu mer se eréischt kritt, nodeems mer nach eng Kéier nogefrot hunn: „Ass se dann definitiv fäerdeg?“ Well am Ufank war et esou gehal ginn: „Mir sinn amgaangen ze kucken.“ Voilà. Mir hu se eréischt kritt, nodeems mer se gefrot hunn.

M. Fernand Etgen, Président | Här Minister.

M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | Jo, mee och do: Ech ginn Iech net all Etüd! Wann Dir se frot, kritt Der se ganz gären. Frot se, Dir kritt se! Méi kann ech awer net maachen.

Just ...

(Interruptions)

Ma et steet am Koalitiounsprogramm. Dee kennt Der dach, Dat hutt Der dach virdu gesot!

Also, elo musst Der awer an Ärer Argumentatioun iergendwéi riicht bliewen, ne.

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

Dann, ech hu just eng Fro dozou. Kommt, mir ginn net méi an op déi 75 %. Ech waarden dann nach ëmmer, bis mer déi Zuele kréien, déi 75 % Augmentatioun, déi Dir genannt hutt. Just nach eng Saach, eng Fro dann, déi ech Iech wéilt stellen. Hätt Dir d'Decisioun vum ILR reconsideréiert oder net? Jo oder Nee?

(Interruption par M. Georges Engel)

Hätt Dir se reconsideréiert, jo oder nee?

M. Georges Engel (LSAP) | Jo.

M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | Ok. Merci.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Ech hunn nach Parole après ministre fir den Här Wagner an duerno fir den Här Goergen. An da misste mer esou lues zum Schluss kommen.

M. David Wagner (déi Lénk) | Jo, mir maachen dat séier. U sech misst een eng Ufro maachen, datt d'Regierung eis u sech elo sämtlech Etüde livréiert, well et weess ee jo net onbedéngt, wat fir eng Etüden en cours sinn. Mee bon, nee. Soit, Witz beiseite.

Beim ILR. Et ass richtig, datt et esou ass, et ass richtig, datt den ILR eng Propos mécht, déi en dem Minister soumettéiert, wou Dir kënnt soen: „Dir musst dat reconsideréieren, Dir muss dat och argumentéieren.“ Dat ass esou, wéi dat leeft.

Am Virfeld, ier den ILR eng Propos mécht, concertéiert sech den ILR awer och mat de Fournisseurs. Ech weess net, ob et direkt ass, Enovos, Creos, oder ob Encevo direkt geholl gëtt. Ech weess dat elo net.

M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | A Sudstroum.

M. David Wagner (déi Lénk) | A Sudstroum et cetera, et cetera, et cetera. Voilà.

(Interruption)

De Punkt ass: Et sinn zum groussen Deel ëffentlech Fournisseurs, wou mir direkt oder indirekt mat am

Kapital sinn, mir als Staat. Dat heescht, wann ee wéilt esou eng Politick maachen, fir eeben ze soen: Eis Fournisseurs, wa se mam ILR diskutéieren, sollen an déi eng oder an déi aner Richtung kënnen goen. Ech géif dat esou maachen, oder op jiddwer Fall versichen.

M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | Ech gleewen Iech souguer, dass Dir dat wéilt maachen. Ech gleewen Iech dat.

M. David Wagner (déi Lénk) | Jo, nee, mee dat ass jo och de Sënn an Zweck dovunner, datt een als Staat ... Nee, justement, dat ass net de Problem. De Sënn an Zweck dovunner, datt een als Staat Parten huet a Sociéité wéi Energiessociétéiten, huet justement domadder ze dinn, datt mer och kënnen Energiepolitik maachen, Matsproocherecht hu wéi all Aktionär normalerweise. Deen huet jo Matsproocherecht an engem Verwaltungsrot. Ech weess net, firwat de Pouvoir public deen een eenzegen Aktionär wier, deen esou domm wier ze soen: „O, ech wéll do net matschwätzen.“ Do stellt sech iwwerhaupt duerno d'Fro um Enn: Déi Vertrieber vum Staat an deene Verwaltungsreit, wat fir eng Meenung vertriebe se, wa se mol keng Direktiv à la limite kréie vun hirem Patron, deen de Staat ass? Einfach esou hir eegen? Ech gleewen dat net. Dat ass awer e bësse komplizéiert. Mee soit, dat ass eng aner Diskussioun. Ech mengen, e Wëlle misst awer kënnen do sinn, fir eeben en Afloss ze kréien.

Ech soen Iech Merci.

M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | Ech mengen, wat Der richtig gesot hutt – ganz kuerz just –, dat ass eeben, dass den ILR scho säit dräi Joer amgaangen ass, all déi Consideratiounen do ze huelen a mat jiddwerengem ze schwätzen.

Et ass also net eppes, wat vun haut op muer einfach nëmmen esou decidéiert ginn ass. Do si verschidden Tier gedréit gi mat verschiddenen Acteuren. A grad dat, mengen ech, ass e wichtige Punkt.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Dann nach den Här Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci. Ech kann et och ganz kuerz maachen. Et ass éischter d'Kompromëssléisung.

Ech suivéieren elo einfach Är Argumentatioun, dass Der sot, Dir konnt beim ILR net entgéintwierken an déi 11 Cent pro Kilowatt hu misse kommen. Mee – ech hat Iech dat jo och a menger Ried dofir schonn ugedeit – wär et dann net sënnavoll, wann Der d'Netz wéilt entlaaschten, dass mer elo verstärkt op dee Wee gi vun deenen Akkuen a soen: „Da kann een de ganzen Dag späicheren, da kënnt een net iwwert déi dräi Kilowatt!“ An dann hätte mer dat Ganzt u sech neutraliséiert.

An dofir einfach déi Kompromëssfro: Wäert vun der Regierung eppes an déi Richtung kommen, fir dass d'Leit kënnen déi Akkuen nobauen? Dann hätte mer d'Netz entlaascht, mir hätten déi Käschen entlaascht a mir hätten eigentlech e gudde Kompromëss fonnt.

Merci.

M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | Ech mengen, esou einfach ass et net. Et ass net, dass ech einfach den Akku dohinner bauen an dofir déi dräi ...

Dir fixéiert Iech op déi dräi an der neier Tarifkatioun. Mir hunn dräi, fënnef, siwen, eelef. Et ass net nëmmen ... De Minimum ass dräi, wou ech d'office dra sinn, wann ech näischt hunn. Ech kann awer och

ëmmer um fënnef sinn, ëmmer um siwe sinn oder um eelef si mat deene verschiddene Palieren, déi ech hunn. Mee da bezuelen ech méi deier, wann ech do an d'Luucht ginn.

Et ass net jiddwereen, dee sech einfach kann en Akku dohinner setzen, sou datt all Haushalt, all Appartement zu Lëtzebuerg en Akku dohinner setzt an dann doriwwer speist, also aus dem Netz am Fong zitt. An dann ...

(Interruption par M. Marc Goergen)

Jo, mee en zitt awer aus dem Netz, och wann e seng Batterie späichert, zitt se. Mee awer zu gewëssene Momenter. An der Nuecht gëtt iwwerall gezunn, fir dann den Akku ze fëllen an dann eriwuerzeginn. Dat heescht, d'Solution miracle ass dat doten och net.

(Interruption)

Mir hunn ëmmer nach de Käschtapunkt vum Reseau. A kommt, ech weess, de Reseau huet e Käschtapunkt. Den Ausbau, den Entretien, d'Flécken, all déi Saachen hunn e Käschtapunkt. Dee Käschtapunkt gëtt gedeelt duerch jiddwereen, dee consumméiert. Dee Käschtapunkt ass hei op eng Aart a Weis gekuckt ginn, dass mer den Netzausbau esou déif wéi méiglech halen, dass mer déi Picken also net méi dran hunn. A grad do muss ee kucken, dat hinzekréien.

An ech mengen net, dass do den Akku am eenzelnen Haushalt, fir all eenzelnen Haushalt zu Lëtzebuerg, d'Solutioun ass. En ass eng Solutioun, wann ech eng Anlag um Daach hunn. Jo. Mee dann nach eng Kéier, fir ze zéien hunn ech awer Reseauskäschen, well och wa meng Batterie geluede gëtt, zéien ech vum Reseau, hunn ech Reseauskäschen.

Dat ass zum Beispill déi Fro: Firwat gëtt et nach keen Deploiement vu Batterien um Reseau, dass et iergendwéi ekonomesch sënnavoll ass?

Däitschland hat keng Reseauskäsche méi, wann ech eng Batterie gespeist hunn. Déi halen op domat, well mer nämlech do e System hunn, deen net netzdénglech ass, deen do matdeveloppéiert gëtt. Dat heescht, et ass wierklech eng ganz komplex Matière.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci dem Energieminister. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Motions

Mir kënnen dese Punkt awer eréischt definitiv ofschléissen, wa mer iwwert déi zwou Motiounen befonnt hunn.

Motion 1

Fir d'éischt d'Motioun Nummer 1. Wéilt nach een zu där e Wuert soen? Den Här Gilles Baum.

M. Gilles Baum (DP) | Merci, Här President. Ech géif menger Fraktioun proposéieren, déi heiten net matzedroen. Well et ass, wéi den Här Minister gesot huet, datt wann de Staat ufänkt, d'Tariffer ze reglementéieren, si mer an enger Planwirtschaft. Dat wëlle mer natierlech net.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Dann den Här Tom Weidig.

M. Tom Weidig (ADR) | Jo, wéi ech scho gesot hunn a menger Ried, si mir fir temporär Moosnamen, fir d'Präisfluktuationen ofzefiedere. Mir sinn natierlech och derfir, datt Leit, déi Hëllef brauchen, Hëllef solle kréien. Mee mir sinn awer géint permanent Mesüren. Mir mengen, datt déi de Marché vill ze vill verzerren an datt een dat laangfristeg net kann duerchzéien. An et kann ee jo net den Deckel op alles maachen. Wa mer dat maachen, dat si mer herno an engem kommunistesche System.

Dofir stëmme mir dergéint.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci, Här Weidig.

Et ass keng Wuertmeldung ... Madamm Welfring.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Merci, Här Präsident. Ech wollt am Numm vun deene Grénge soen, dass mer déi heite Motioun ënnerstëtzen, well se an de Prinzipie richteg ass. Et kann een elo iwwert d'verschidde Wuertwale hei diskutéieren. Ech denken, dat ass awer elo net de Moment.

Mee kloer ass, dass een als de Pouvoir public sech hei méi staark kann abringen an déi Tariffer, op verschidden Aart a Weisen. An ech denken, an deem Sënn hu mer och schonn eng Motioun deposéiert gehat. An ech mengen, dass dat heiten an déi richteg Richtung geet. Dofir ënnerstëtze mir se.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci, Madamm Welfring. Dann huet den Auteur vun der Motioun nach d'Wuert gefrot. Den Här Wagner. O, den Här Georges Engel nach.

M. Georges Engel (LSAP) | Jo, merci.

Plusieurs voix | O.

Une voix | Kuerz, Här Engel!

M. Georges Engel (LSAP) | Ech maachen et ganz kuerz. Ech schlësse mech de Wiederer vun der Madamm Welfring un.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Dann ass et elo awer um Auteur als leschten.

M. David Wagner (déi Lénk) | Jo, hei erlieft ee vill, mee, also den Här Weidig, fir deen ass iwwerall Kommunismus, wou keen ass. Also, haalt op, dem Elon Musk nozelauschten! Deen ass zwar um selwechte psycheschen Niveau an der Tëschenzäit vläicht wéi Dir, mee éierlech gesot ...

M. Fernand Etgen, Président de séance | Kommt, mir bleiwe bei dem Inhalt vun der Motioun!

(Interruptions)

M. David Wagner (déi Lénk) | Et muss een ophalen, egal wat ze erzielen.

Par contre wier et interessant ze gesinn ... Also den Här Macron, dee géif – wann en déi heite Ried vläicht nogelauschert huet, ech mengen dat zwar net – gewuer ginn, dass hien eng Planwirtschaft leet, dass Frankräich eng Planwirtschaft ass, well reglementéiert Tariffer ...

(Interruption)

Une voix | Jo.

M. David Wagner (déi Lénk) | O jo?

(Interruption)

Wësst Dir iwwerhaupt, wat Planwirtschaft ass? Ech maachen eng Kéier eng Konferenz doriwwer. Dir wësst dat jo guer net.

(Hilarité générale)

D'Mülltaxen ...

(Interruptions et coups de cloche de la présidence)

Wat? Mir hunn aner Saachen, déi reglementéiert sinn. Ass dat Planwirtschaft?

M. Fernand Etgen, Président de séance | D'Theema ass de Moment d'Motioun Nummer 1.

(Brouhaha)

M. David Wagner (déi Lénk) | Jo, ech schwätzen zur Motioun Nummer 1.

Här President, de Fraktiounssprecher vun Ärer Partei erkläert, dass, wann een Tariffer um Stroum aféiert, dat Planwirtschaft ass.

Mir hunn da warscheinlech Planwirtschaft op 90 % vun der Welt. An ech sinn amgaangen ze äntwerten. Ech bleiwe beim Sujet. Ech kann net derfir, wann duerno brüllendes Gelächter ass, mee ech bleiwe beim Sujet.

Dat heescht, éierlech gesot, ech fannen déi Argumentatioun e bësse schwach an ech wäert d'nächst Kéier och op dem Knuedler am Gemengerot dem Schafferot erklären, dass en och hallef an der Planwirtschaft ass. Well et sinn esou vill Saachen, déi mer reglementéieren, an dat ass och richteg esou.

Bon, ech wier awer frou gewiescht Ech akzeptéieren, ech gi jo dervunner aus, dass déi nächst, ...

(Interruption)

... ech ginn dervunner aus, dass déi nächst Motioun, d'Nummer 2 iwwert de Réseau, dass mer do méi investéieren, dass déi superfetatoire ass. Duvunner ginn ech einfach aus, warscheinlech – tant mieux, tant mieux –, dass se net ugeholl gëtt.

Ech géif awer virschloen, dass mer déi heiten awer weinstens an eng Kommissioun kéinten huelen, well ech mengen, do gëtt et jo awer verschidde Pisten, déi ee kéint diskutéieren, wéi een iwwerhaupt ...

Well do schwätze mer jo och iwwert d'Tarifikatioun vum Elektro et cetera. An do gëtt et jo tatsächlech och rechtlech Froen, ob dat iwwert méiglech ass. A Frankräich ass et méiglech, well si et ni ofgeschaaft hunn. Dat heescht, et ass bliwwen. An do gëtt et vläicht juristesche Froen. An ech wier éierlech gesot ganz interesséiert drun, vu Beamten a vu Spezialisten erkläert ze kréien, inwiefern dat méiglech ass oder vläicht och net méiglech ass.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci, Här Wagner.

Ech spieren, dass mer sollten zum Vott iwwert d'Motioun Nummer 1 kommen.

Vote sur la motion 1

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmme. Dann de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

An d'Motioun Nummer 1 ass bei 20 Jo-Stëmme a 40 Nee-Stëmme ofgeleent.

Ont voté oui : M. Dan Biancalana (par Mme Taina Bofferding), Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par M. Georges Engel), Francine Closener (par M. Ben Polidori), M. Yves Cruchten (par M. Mars Di Bartolomeo), Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehic (par Mme Djuna Bernard), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Diane Adehm), Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies (par M. Ricardo Marques), Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar (par Mme Octavie Modert), Jean-Paul Schaaf (par M. Paul Galles), Marc Spautz, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert (par M. Jeff Boonen), MM. Claude Wiseler (par M. Maurice Bauer), Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering (par M. André Bauler), Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. Guy Arendt), Gusty Graas (par Mme

Barbara Agostino), Mmes Carole Hartmann (par M. Gérard Schockmel), Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Gilles Baum) et M. Gérard Schockmel ;

MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.

Motion 2

Da kënne mer elo zur Motioun Nummer 2 kommen. Wie freet do nach d'Wuert? Den Här Gilles Baum.

M. Gilles Baum (DP) | Ech kann d'Wuert nach eng Kéier ganz kuerz huelen. Den Här Minister huet et erkläert. Den Här Minister war an der Kommissioun. En huet genau dat erkläert, wat hei gefuerdert gëtt. En huet gesot: „Mir kënnen dat elo net allkéiers an d'Kommissioun erkläeren kommen.“ An da kommt Der duerno mat enger Motioun.

Et ass net superfetatoire. Et ass „work in progress“. An dofir géif ech soen, déi heite soll meng Fraktioun net matdroen.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci, Här Baum. D'Madamm Welfring.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Änlech wéi virun. Déi heite Motioun geet an déi selwecht Richtung wéi eppes, wat mer och scho gefuerdert hunn an dofir ënnerstëtze mer dat. An ech fannen, dass et wuel derwäert ass, dat doten eng Kéier ze verdéiwen. Well et gëtt méi wéi eng Method, an d'Netz ze investéieren. An ech denken, dass et derwäert ass, dat doten eng Kéier am Detail ze diskutéieren an enger Kommissioun.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci, Madamm Welfring. An dann ass et um Här Georges Engel.

M. Georges Engel (LSAP) | Jo, merci. D'Madamm Welfring huet et ganz richteg gesot. An deem Avis juridique, dee mer kritt hu vum Minister, si ganz vill interessant Pisten dran. An do gëtt et der puer, et gëtt der puer, déi ee kéint eventuell wielen. An dofir mengen ech, dass et awer derwäert wär, dass een dat heite géif verdéiwen an enger Kommissioun, weinstens emol an enger Kommissioun, fir ze wëssen, op wéi e Wee datt d'Regierung da wëllt goen. Wat dann och vläicht deen opportuunste Wee wär, fir an déi Netzkäschen hei ze investéieren.

Dat ass ganz gutt, wann d'Regierung dat wëllt maachen. Ech ënnerstëtzen dat och. An ech fannen dofir d'Motioun och ganz gutt. Mee et misst een awer vläicht nach eng Kéier doriwwer diskutéieren, amplaz se elo einfach hei ze verwerfen als „work in progress“.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Engel. Et ass keng Wuertmeldung méi do. Den Auteur nach eng Kéier zum Schluss.

M. David Wagner (déi Lénk) | Jo, ech géif d'Propos ënnerstëtzen, dass se da weinstens och dës Kéier an d'Kommissioun kënn. Justement, well och en Avis do ass, well een doriwwer kéint diskutéieren, a wat fir eng Richtung ee géif goen.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Ech spieren, dass mer sollen zum Vott kommen.

Vote sur la motion 2

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmme. Dann de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

Dës Motioun ass bei 20 Jo-Stëmme, 34 Nee-Stëmme a 5 Abstentioune ofgeleent.



Ont voté oui : M. Dan Biancalana (par M. Georges Engel), Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par Mme Taina Bofferding), Francine Closener (par M. Mars Di Bartolomeo), M. Yves Cruchten (par M. Ben Polidori), Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic (par Mme Djuna Bernard), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Paul Galles), Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies (par M. Charles Weiler), Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar (par Mme Diane Adehm), Jean-Paul Schaaf (par Mme Françoise Kemp), Marc Spautz, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert (par M. Jeff Boonen), MM. Claude Wiseler (par Mme Octavie Modert), Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM.

Luc Emering (par M. André Bauler), Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. Guy Arendt), Mmes Carole Hartmann (par Mme Barbara Agostino), Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Gilles Baum) et M. Gérard Schockmel ;

Se sont abstenus : MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig (par Mme Alexandra Schoos).

Domadder si mer um Enn vun der Sitzung ukomm. Déi nächst Sitzunge si fir den 1., 2. an 3. Abrëll virgesinn.

D'Sitzung ass opgehewen.

(La séance publique est levée à 19.19 heures.)

Questions au Gouvernement

Sommaire

Objet	N°	Auteur	Page	Objet	N°	Auteur	Page
Assurance qualité dans l'éducation non formelle	1576	Djuna Bernard	54	Impact du changement climatique sur le système d'assurance au Luxembourg	1804	Sven Clement	65
Eaux pluviales	1640	André Bauler, Luc Emering	55	Accessibilité des sites étatiques	1806	Ben Polidori, Claire Delcourt	66
Interdiction des moteurs à combustion	1662	Gusty Graas	55	« Design for All »	1807	Claire Delcourt	66
Position du PPE relative à l'interdiction des véhicules thermiques en 2035	1666	Joëlle Welfring	55	Conséquences de la fièvre catarrhale LUXembourg IT for Healthcare (LUXITH)	1809	Joëlle Welfring	67
Point de contact pour les questions en relation avec la protection des animaux	1670	Fernand Etgen, Luc Emering	56	Troubles alimentaires	1812	Mars Di Bartolomeo	69
« Mystery Boxes »	1676	Joëlle Welfring	56	Certificats médicaux frauduleux	1813	Ben Polidori, Georges Engel	69
Interdiction d'animaux dans les logements sociaux	1681	Marc Goergen	56	Occupations temporaires indemnisées	1817	Djuna Bernard	70
Installation de pièges dans la réserve naturelle « Haff Réimech »	1682	Marc Goergen	57	Modification des conditions pour la prise en charge par l'assurance maladie de certaines prestations de laboratoire	1820	Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo	70
Mort de cinq chiens dans une pension canine luxembourgeoise	1695	Stéphanie Weydert	57	Locations de courte durée via des plateformes	1821	Georges Engel	71
Logements appartenant à Caritas	1697	Sven Clement	57	Risques liés au « shadow banking »	1822	Dan Biancalana	72
Travail intérimaire	1699	Mars Di Bartolomeo, Georges Engel	58	Viols sous soumission chimique	1823	Marc Goergen	73
Alimentation électrique	1701	Tom Weidig	58	« High Seas Treaty »	1826	Sven Clement	73
Succès éducatif des enfants autistes dans les écoles fondamentales luxembourgeoises	1761	Francine Closener, Claire Delcourt	59	Patrimoine national	1827	Georges Engel	74
Répercussions de la pandémie de Covid-19 sur les compétences scolaires des élèves du primaire au Luxembourg	1762	Francine Closener, Ben Polidori	59	Vivre-ensemble culturel	1828	Dan Biancalana	74
Deepfakes pornographiques	1769	Sven Clement	60	Prises en charge ambulatoires sur des sites supplémentaires	1829	Claire Delcourt, Paulette Lenert, Claude Haagen	75
Reconnaissance automatique des parents de même sexe	1770	Carole Hartmann, Corinne Cahen	60	Avenir d'ArcelorMittal SA au Luxembourg	1833	Marc Goergen	76
Projets et structures de « Housing First »	1774	Franz Fayot, Georges Engel, Ben Polidori	61	Coopération dans le domaine de l'éducation	1835	Sven Clement	76
Certificats électroniques	1776	Sven Clement	61	« Sustainable Development Goals »	1836	Sven Clement	76
Prestations de l'Office national de l'enfance	1778	Marc Goergen	62	Contrats de travail pour étudiants	1837	Corinne Cahen, Barbara Agostino	77
Problèmes financiers dans le secteur des soins	1782	Dan Hardy, Alexandra Schoos	62	Retrait d'agréments d'organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique	1838	Francine Closener, Claire Delcourt	77
Campagne de désinformation à l'école	1784	Ricardo Marques	63	Position du candidat à la chancellerie allemande de la CDU-CSU concernant les contrôles à la frontière	1839	Yves Cruchten	78
Utilisation des locaux dans l'école	1786	Francine Closener	64	Évolution des primes d'assurances	1840	André Bauler	79
Création de zones expérimentales	1790	Dan Biancalana	64	Menaces terroristes au Luxembourg	1841	Dan Biancalana	79
Thèse de doctorat de la princesse Claire	1793	Sven Clement	65	Avvertissements taxés	1842	Mars Di Bartolomeo	80
				Changement de nom ou de prénom	1843	Mars Di Bartolomeo	80



Maison médicale d'Ettelbruck	1844	André Bauler	81	Impact des extrêmes météorologiques sur les accidents de travail	1870	Marc Baum	90
Organisation de l'aide sociale	1845	Mars Di Bartolomeo, Georges Engel	81	Consommation de vapes	1872	Gérard Schockmel	90
Groupe CFL	1846	Yves Cruchten	81	Cours complémentaires en droit luxembourgeois (CCDL)	1874	Dan Biancalana	91
Vols de nuit à l'Aéroport de Findel	1847	Jeff Engelen	82	Bénéficiaires d'un complément pour pension minimum	1875	Marc Baum	91
Conditions d'admission pour un poste au SRE	1848	Sven Clement	82	Chargés de cours	1878	Mars Di Bartolomeo, Francine Closener	92
Afficheurs de prix électroniques	1849	Sven Clement	82	Violences armées commises par des mineurs	1880	Sven Clement	92
Refus de vente d'un produit	1850	Sven Clement	83	Impact de l'intelligence artificielle sur le secteur financier	1882	Marc Goergen	92
Implication du Rwanda dans les combats en République démocratique du Congo (RDC)	1851	David Wagner	83	Fraternité Verbum Spei	1883	Sven Clement	93
Délais de versement de rémunérations des remplaçants dans l'éducation	1852	Corinne Cahen, Gusty Graas	84	Suicide au Luxembourg	1884	Marc Goergen	94
Dossier de soins partagé (DSP)	1853	Djuna Bernard	84	Accord salarial au niveau communal	1885	Diane Adehm	94
Sécurité des écoles	1855	Dan Biancalana, Francine Closener	85	Données d'expulsions des centres d'accueil et d'occupation de la Maison de retour et du Centre de rétention	1887	Joëlle Welfring, Meris Sehovic	95
Introduction d'un système de péage au Luxembourg	1857	Meris Sehovic	85	Expulsion de mineurs des foyers de l'ONA	1888	Marc Goergen	95
Marques auriculaires	1858	Joëlle Welfring	86	Défis rencontrés par les services de secours CGDIS dans la circonscription Nord	1893	André Bauler	95
Enseignement du luxembourgeois dans les Écoles européennes publiques	1859	Fred Keup	86	Agressions et vols aux arrêts de tram	1895	Laurent Mosar	96
Importations indirectes de LNG depuis la Russie	1860	Sven Clement	86	Piège collant pour rongeurs	1897	Sven Clement	96
Introduction de cours en langue allemande pour les classes de 4 ^e à 1 ^{re}	1861	Fred Keup	87	Certification des systèmes de caisses et des logiciels de caisse dans le commerce	1898	Sven Clement	96
Conduite de motocycles légers avec un permis de conduire de la catégorie B	1863	Jeff Engelen	87	Désactivation des réseaux 2G et 3G	1899	Sven Clement	97
Inventaire du Centre des technologies de l'information de l'État (CTIE)	1865	Ben Polidori	87	Frais d'enregistrement en cas de séparation et rachat d'une quote-part du bien immobilier	1900	Corinne Cahen	97
Rappel des boissons en raison d'un niveau élevé de chlorate	1866	Gusty Graas	88	Obligation de participation aux enquêtes du Statec	1901	Marc Goergen	97
Sécurité dans l'espace aérien	1867	Sven Clement	88	Recrutements dans le secteur public	1904	Sven Clement	98
Réduction de la bureaucratie de la politique économique de l'UE	1868	Sven Clement	89	Statistiques de la formation professionnelle	1909	Gilles Baum, Barbara Agostino	98
Déclaration de revenus résultant de l'achat et de la vente d'actions, de titres et de monnaies virtuelles	1869	Diane Adehm	89	Remplacement des triangles de signalisation lumineuse par des gyrophares	1924	Marc Goergen	98
				Usine ArcelorMittal installée à Bissen	1951	André Bauler	99

Assurance qualité dans l'éducation non formelle | Question 1576 (25/11/2024) de Mme Djuna Bernard (déi gréng)

De Staat huet am September 2016 en Dispositif agefouert, deen d'pedagogesch Qualitéit am Beräich vun der non-formaler Bildung garantéiere soll an dee fir all Bildungs- a Betreuungsstrukturen, Minicrëchen an Dageseltere gëllt, déi Prestatairë vum Chèque-service-accueil-System (CSA) sinn.

An dësem Kontext gëtt et zanter Ufank 2022 gratis Formatioune fir d'Erzéiungspersonal an d'Dagesel-teren souwéi d'Direktiounsekippen an den Arichtungen. De Suivi vun der pedagogescher Qualitéit gëtt um Terrain vun den Agent.e.s régionaux.ales sécher-gestallt.

An dësem Kontext erlabe mir eis, folgend Froen un den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend ze stellen:

1. Ass et richteg, dass et am MENJE um Niveau vun der zoustänneger Administratioun zu Ëmstrukturéierung kumm ass, wat d'Qualitéitssécherung ugeet? Wa jo – wéi eng wieren dat?

2. Awéiwäit gëtt de säit e puer Joer funktionéierenden Dispositif vun der Weiterbildung an der

non-formaler Bildung elo mat deem vun der Aide à l'enfance harmoniséiert?

3. Wéi ass d'Auslaaschtung vun de Formatiounsagen- cen? Wéi vill Formatioune ginn all Joer an Usproch geholl a wéi ass de Finanzéierungsschlëssel vun dëser Offer?

4. Ass den Här Minister zefridde mam opgebaute System vu Formatioune a gëtt dee reegelméisseg – zesumme mat den Agencen souwéi der FEDAS an der FELSEA evaluéiert?

5. Hält den Här Minister gär dru fest, dass déi sou- genannten „Sur-mesure-Stonnen“ an der Formation continue op maximal 24 Stonne pro Tranche vun 12 Mataarbechter.inne limitéiert bleiwen?

6. Awéiwäit denkt den Här Minister driwwer no, fir d'Konzept vun den Agent.e.s régionaux.ales weider- zeentwéckelen?

7. Wéi eng Méiglechkeeten envisagéiert de Minister, fir d'Vernetzung tëscht den Agent.e.s régionaux.ales, der Formatiounsoffer an anere Qualitéitsentwéck- lungsméiglechkeeten ze fërderen?

Réponse (17/01/2025) de M. Claude Meisch, Mi- nistre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. Et ass richteg, datt et innerhalb vum Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend (MENJE) zu enger Restrukturéierung kumm ass. D'Entwécklung vun der Qualitéit an de Strukture vun der non-formaler Bil- dung an an der Aide à l'enfance et à la famille ass eng vun de Prioritéiten, déi am Regierungsaccord festge- hal gouf.

An deem Kontext gouf en neie Service ministériel kreéiert, dee genau dat als Opdrag huet: d'Strukturen an der Qualitéitsentwécklung ze ënnerstëtzen.

ad 2. Den Dispositif de développement professionnel fir de Secteur vun der non-formaler Bildung, esou wéi een en haut kennt, ass zanter Ufank 2022 operatio- nell. Am éischten Trimester 2023 goufen zousätzlech Formatioune fir de Secteur vun der Aide à l'enfance et à la famille integréiert. Dëst geet wäit iwwer d'Ufuer- derung vun enger Harmonisatioun eraus, well et och eng stänneg Erweiderung vun der Formatiounsoffer mat sech bréngt.

Am Aklang mam Règlement grand-ducal du 27 juin 2016 concernant l'assurance de la qualité dans l'acti- vité de l'assistance parentale, dans les services d'édu- cation et d'accueil pour enfants et dans les services pour jeunes, gëtt bei der Entwécklung vun neie For- matiounen de Besoin vun de Professionellen aus béide

Secteur berücksichtigt. D'Hauptzil bleibt d'Sécherung vu qualitativ héichwärtigen Dängschtleeschtingen an alle pädagogeschen a soziale Kontexter.

ad 3. Am Joer 2023 hunn d'Agencen net all budgetéiert Stonne genotzt; déi effektiv geleeschte Stonne louchen ënnert deenen, déi den Agencé vum MENJE zur Verfügung gestallt goufen. Fir d'Joer 2024 goufen op Basis vun den Ufroen vun de Strukturen zousätzlech Stonnen den Agencen zur Verfügung gestallt. De Bilan vun de geleeschte Stonnen am Joer 2024 gëtt am Joer 2025 op Basis vun de järeliche Berichte vun den Agencen erstallt.

De Budget fir d'Formation continue gëtt a verschidde Käschtpunkten ageedeelt; dorënner falen d'Formations- a Personalkäschten esouwéi d'Frais de fonctionnement vun den Agencen.

ad 4. Den aktuelle System vu Formationen, deen den evolutiven Ufuerderung vun de Professionellen an de Secteur vun der non-formaler Bildung an der Aide à l'enfance et à la famille gerecht gëtt, ass zefriddestellend. Dësen Dispositif dréit zur Verbesserung vun der Qualitéit vun der Betreierung vum cibléierte Public bái, andeems en eng breet Palett vu Formationen, Coaching a Supervisioun ubitt.

Et ass awer wichteg, reegelméisseg d'Offer vum Dispositif, d'Demanden an d'Besoinen vum Terrain esouwéi de Finanzement ze evaluéieren an unzupassen. Am Kader vun engem strukturéierten Dialog mat den zoustännegen Partner gëtt den Dispositif och reegelméisseg an der Commission de la formation continue evaluéiert.

An de verschiddenen Austauschplattformen ass een am Echange ënnert anerem mat den Agencen, déi d'Formationen ubidden (wéi Arcus, Elisabeth, Croix-Rouge, Caritas Jeunes et Familles oder Interactions), mat der FEDAS, der FELSEA an anere relevanten Acteuren. Dëst ass onëmgängelech, fir eng kontinuierlech Upassung vum Dispositif un d'Besoinen vum Terrain an un d'politesch Fuerderungen ze garantéieren.

ad 5. Am Joer 2024 goufen nei Modalitéite fir déi sougenannte „crédits d'heures“ oder „Sur-mesure-Stonnen“ agefouert. Dës Moosname garantéieren de Strukturen en onbegrenzten Zougang zu de Formationen, déi am Katalog ugebuede ginn, während hinne spezifesch Kreditter zougedeelt ginn, fir op d'Mooss ugepasste Formationen ze organiséieren wéi och Coaching- a Supervisiounssätzungen, déi op hir Besoinen ofgestëmmt sinn.

Eng Evaluatioun gëtt am Joer 2025 duerchgefouert, fir e Bilan ze zéien an eventuell noutwendeg Upassungen ze identifizéieren.

ad 6. Esou wéi am Regierungsprogramm 2023–2028 festgehalten, ass et virgesinn, d'Roll vum Agent régional weider auszubauen. Opbauend op d'Erfahrungen, déi an de leschte fënnef Joer gesammelt goufen, wäerte verschidden Elementer vun der Roll vum Agent régional ugepasst ginn.

ad 7. Och an Zukunft schaaft den Agent régional eng Verbindung tëscht der Formationsoffer an anere Qualitéitsentwicklungsméiglechkeeten, andeems de Secteur jee no Thematik a Prioritéit op déi passend Offeren an Entwicklungsméiglechkeeten higewise gëtt.

Zousätzlech steet den Agent régional am enke Kontakt mat der Divisioun Formation continue, fir d'Besoinen aus dem Secteur opzegräifen a weiderzeleeden, soudatt d'Offer un d'Ufuerderungen ugepasst ka ginn.

Eaux pluviales | Question 1640 (09/12/2024) de M. André Bauler | M. Luc Emering (DP)

Selon l'accord de coalition, le Gouvernement s'engage à utiliser plus systématiquement les eaux pluviales afin de réduire la consommation d'eau potable. Il est notamment envisagé de l'utiliser dans le domaine sanitaire ou pour l'arrosage de plantes. Il est également prévu d'installer des systèmes de collecte des eaux pluviales dans tous les nouveaux bâtiments. De plus, les subventions dans ce domaine seraient ajustées. Aussi le Gouvernement analyserait-il dans quelle mesure l'eau dite « grise » pourrait être collectée et utilisée dans ce cadre. Des efforts supplémentaires seraient entrepris pour créer des bassins de rétention et des réservoirs souterrains dans lesquels les eaux pluviales pourraient s'accumuler en cas de fortes pluies, voire de pluies torrentielles. Ces réserves seraient ensuite destinées à l'irrigation de champs ou de prés en période de sécheresse.

Voilà pourquoi nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité :

1) Monsieur le Ministre peut-il informer sur la mise en place de nouveaux critères ayant pour objet de régler la collecte plus intensive des eaux pluviales ?

2) Comment se structure, dans cet ordre d'idées, la collaboration avec d'autres ministères ?

3) Et comment le soutien renforcé du secteur agricole, horticole et viticole pourrait-il se concrétiser dans ce contexte ?

Réponse (17/01/2025) de M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1) Quant à la récupération d'eaux pluviales à grande échelle dans le secteur agricole, notamment les bassins de récupération pour eaux pluviales de plusieurs milliers m³ placés dans les points bas de plusieurs ha, les critères techniques relatifs à la protection des ressources en eau, des eaux de surface et des eaux souterraines en vue d'atteindre les objectifs de la loi relative à l'eau demeurent inchangés.

Le règlement grand-ducal du 14 mai 2003 concernant l'allocation d'une aide budgétaire aux particuliers pour la mise en place d'une installation de collecte des eaux de pluie (ci-après le « règlement grand-ducal du 14 mai 2003 ») définit les critères pour l'allocation d'une aide budgétaire aux particuliers pour la mise en place d'une installation de collecte des eaux de pluie. Cette aide se limite aux ménages. L'aide actuelle est plafonnée à 1.000 € pour une habitation unifamiliale. Le recours à cette aide reste limité avec en moyenne une soixantaine de demandes par an. Afin de stimuler la collecte des eaux de pluie pour économiser l'eau du robinet, il est prévu de rendre le dispositif plus attractif d'un point de vue financier.

À cet effet, il est nécessaire d'adapter le règlement du 14 mai 2003 ce qui permettrait aussi de mieux tenir compte des actuelles règles de l'art concernant la conception et la construction des installations de récupération d'eau de pluie. Cette adaptation correspond également au programme gouvernemental qui prévoit une promotion de l'utilisation des eaux pluviales dans un souci d'utilisation judicieuse de l'eau potable. Actuellement 60 % de l'eau potable du robinet est consommée par les ménages.

ad 2) Avant le dépôt de l'avant-projet de règlement grand-ducal, les ministères concernés seront consultés.

ad 3) Les surfaces nécessaires pour la collecte de l'eau de pluie en vue de satisfaire aux besoins d'irrigations

sont nettement plus importantes que celles nécessaires pour les besoins des particuliers. S'y ajoutent des contraintes de qualité de l'eau et de stockage de celle-ci. Des pratiques et des technologies permettant d'économiser les besoins sont également de rigueur dans ce domaine. Ces particularités nécessitent une approche différente de celle pour les particuliers visés par le règlement grand-ducal du 14 mai 2003. Des discussions sont actuellement menées avec le Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture en vue de définir un éventuel soutien renforcé.

Interdiction des moteurs à combustion | Question 1662 (13/12/2024) de M. Gusty Graas (DP)

Un document de position de la fraction du Parti populaire européen (PPE) du Parlement européen a soulevé des préoccupations quant à la future interdiction des moteurs à combustion pour toutes les voitures neuves à partir de 2035. Par cette prise de position, le PPE revendique une révision de cette mesure, notamment en prônant la neutralité technologique et la reconnaissance des carburants synthétiques (e-fuels) comme alternative.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité :

– Quelle est l'opinion du ministre concernant la position du PPE de revoir l'interdiction des moteurs à combustion prévue pour 2035 et d'adopter une approche technologique neutre, incluant les carburants synthétiques ?

– Monsieur le Ministre estime-t-il que les mesures proposées par le PPE, telles que la neutralité technologique et l'introduction des e-fuels, nous permettent d'atteindre nos objectifs climatiques ?

– Dans la mesure où les constructeurs automobiles ont fait des investissements substantiels pour se préparer de manière adéquate à l'interdiction de moteurs à combustion en 2035, estimez-vous qu'ils pourraient être réticents à un tel changement de stratégie ?

Réponse (16/01/2025) de M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

Il est renvoyé à la réponse à la question parlementaire n° 1657 portant sur le même sujet.

Position du PPE relative à l'interdiction des véhicules thermiques en 2035 | Question 1666 (13/12/2024) de Mme Joëlle Welfring (déi gréng)

Dans une récente publication d'un document d'orientation, le groupe politique du Parti populaire européen (PPE) au Parlement européen, auquel appartient également la présidente de la Commission européenne, a appelé à une renégociation du règlement interdisant les véhicules thermiques à partir de 2035. Ce document plaide pour un retour à la neutralité technologique et propose de maintenir, même après 2035, certaines motorisations thermiques. Une des pistes mises en avant est celle de l'utilisation de carburants de synthèse, une technologie controversée jugée inefficace, coûteuse et émissive.

L'interdiction de la vente de nouveaux véhicules thermiques dans l'UE d'ici 2035 constitue l'une des mesures phares du Pacte vert européen. Elle est cruciale pour atteindre les objectifs climatiques et accompagner la transition énergétique. En outre, plusieurs acteurs

majeurs de l'industrie automobile, tels que Volvo, Ford, Renault ou Tesla, ont exprimé leurs préoccupations face à l'idée d'une renégociation de cette mesure. Ils ont souligné qu'une marche arrière désavantagerait considérablement les entreprises ayant déjà investi dans cette transition (notamment dans l'automobile, les batteries et infrastructures) et enverrait un message contradictoire, créant une insécurité sur le marché.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser la question suivante à Monsieur le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité :

– Monsieur le Ministre soutient-il la proposition du PPE visant à réviser l'interdiction des voitures thermiques prévue pour 2035 ?

Réponse (16/01/2025) de **M. Serge Wilmes**, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | **M. Lex Delles**, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

Il est renvoyé à la réponse à la question parlementaire n° 1657 portant sur le même sujet.

Point de contact pour les questions en relation avec la protection des animaux | Question 1670 (16/12/2024) de **M. Fernand Etgen** | **M. Luc Emering** (DP)

Am Kader vum Déiereschutz, kann een sech säit Mee 2024 iwwert den help@deier.lu beim Landwirtschaftsministerium mellen, wann et e legitime Grond fir eng Plainte gëtt. Dëst wier zum Beispill de Fall, wann Déieren a kleng Käfiger agespaart sinn, net genuch Iessen an Drénke kréien oder och, wann et e Manktem un Hygiène gëtt.

An deem Kader wollt mir der Madamm Ministesch fir Landwirtschaft, Ernährung a Wäibau folgend Froen stellen:

1. Kann d'Madamm Ministesch doriwwer informéieren, wéi vill Kontaktopnamen et bis elo gouf? Wéi vill vun dëse Kontaktopnamen wore legitim a wéi vill sinn der net zréckbehalte ginn, well se net an de Kader vun der Konformitéit falen?

2. Bei wéi vill Kontaktopnamen wore Agenten op den Terrain geschéckt ginn, fir sech d'Situatiounen unzekucken? Konnt de Verdacht bestätegt ginn a sinn Amendes ausgeschwat ginn oder Déiere matgehall ginn?

3. Wéi evaluéiert d'Madamm Ministesch d'Efficacitéit vum Programm a ginn et Erkenntnisser, ob méi Effort mussen gemaach ginn, fir de Problem an de Grëff ze kréien?

Réponse (16/01/2025) de **Mme Martine Hansen**, Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture

ad 1. Vu Mee bis Dezember 2024 goufen et 120 Kontaktopnamen, dovunner waren der 77 recevabel. 43 Kontaktopnamen sinn net zréckbehalte ginn.

ad 2. D'Veterinärsinspektoren waren a 70 vun deene 77 Fäll op d'Platz kucken. Bei den dobäi festgestallte Verstéiss huet et sech haaptsächlech ëm geréng Verstéiss gehandelt, an deene meeschte Fäll konnt de Verdacht net bestätegt ginn. Et goufe keng Amendes op déi Kontaktopnamen hin ausgeschwat an och keng Déiere saisiéiert.

ad 3. Iwwert déi nei Mailadress si vill Meldungen rageschéckt ginn, déi zu Kontrolle gefouert hunn, soudatt se dozou bäigedroen huet a weider dozou bäidréit, den Déiereschutz zu Lëtzebuerg weider ze verbesseren. Zousätzlech wäert déi nei Mailadress fir de

Summer 2025 evaluéiert ginn. Heifir gëtt eng Ëmfro bei deene Leit lancéiert, déi säit dem Bestoe vun de Kontaktstellen eng Meldung dorop gemaach hunn.

« Mystery Boxes » | Question 1676 (17/12/2024) de **Mme Joëlle Welfring** (déi gréng)

Une nouvelle tendance se développe dans nos pays voisins avec l'apparition de distributeurs automatiques voire de magasins dédiés proposant des « Mystery Boxes ». Ces boîtes, souvent constituées de colis retournés par des clients de plateformes de commerce en ligne, contiennent des produits de valeur incertaine. Bien qu'il soit parfois suggéré que des objets de grande valeur, comme des smartphones ou des consoles de jeux, pourraient s'y trouver, ces boîtes contiennent généralement des objets sans réelle utilité.

Ce phénomène s'apparente à une forme de jeu de hasard physique, attirant particulièrement les jeunes, qui y dépenseraient souvent une grande partie de leur argent de poche.

Dans ce contexte, je souhaite poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Protection des consommateurs :

1) Ces distributeurs automatiques, voire des magasins de ce type existent-ils déjà au Luxembourg ? Dans l'affirmative, combien ont été recensés ?

2) Ces points de vente sont-ils encadrés par la réglementation luxembourgeoise, notamment en matière de protection des consommateurs.trices ?

3) Le Gouvernement envisage-t-il d'interdire ou de réguler cette activité, en particulier pour protéger les jeunes et les consommateurs.trices vulnérables ?

4) Des campagnes d'information ou de sensibilisation sur ce type de pratiques commerciales sont-elles prévues ?

Réponse (17/01/2025) de **Mme Martine Hansen**, Ministre de la Protection des consommateurs | **Mme Elisabeth Margue**, Ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée des Médias et de la Connectivité

Pour répondre à la question parlementaire concernant les « Mystery Boxes », le Gouvernement entend donner les précisions suivantes après consultation de l'Institut luxembourgeois de régulation (ILR) et de l'Union luxembourgeoise des consommateurs.

Dans le cadre de son domaine de compétence relatif à la loi modifiée du 26 décembre 2012 sur les services postaux, la mission de l'ILR est d'assurer et de superviser, dans l'intérêt du consommateur, le bon fonctionnement du marché postal au Luxembourg sur base d'une concurrence effective et durable, tout en garantissant un service universel de base.

L'apparition dans des pays voisins de distributeurs automatiques voire de magasins dédiés proposant des « Mystery Boxes » est bien connue et suivie avec intérêt. En revanche, l'ILR n'a pas connaissance de l'existence au Luxembourg de tels distributeurs automatiques et magasins proposant des « Mystery Boxes » sur des sites permanents.

Il est vrai qu'au cours de l'année dernière ont eu lieu au Luxembourg, à plusieurs occasions, des ventes éphémères de colis perdus et non réclamés organisées par une société non luxembourgeoise dans des boutiques éphémères et en ligne.

L'ILR a réagi de manière proactive à cette tendance et a contacté la société organisatrice de ces ventes pour vérifier la conformité de ses activités avec les dispositions

de la loi modifiée du 26 décembre 2012 sur les services postaux. Il a également informé le grand public des points essentiels par voie d'un communiqué de presse du 3 juin 2024 « Clarification au sujet de la vente des colis perdus au Luxembourg » (<https://assets.ilr.lu/Documents/ILRLU-1797567310-353.pdf>).

En effet, en vertu de la loi modifiée du 26 décembre 2012 sur les services postaux, tout envoi postal luxembourgeois appartient à l'expéditeur aussi longtemps qu'il n'a pas été remis au destinataire.

Si un prestataire de services postaux actif au Luxembourg n'est pas en mesure de distribuer l'envoi, c.-à-d. de remettre l'envoi au destinataire, et à la suite de ceci d'en identifier l'expéditeur pour son retour, le prestataire est tenu de remettre cet envoi postal à l'ILR. Ce dernier est de manière exclusive en charge du traitement des envois non distribuables ayant leur origine sur le territoire luxembourgeois, et en détermine l'ayant droit afin de permettre le retour de l'envoi. Si l'ayant droit ne peut pas être identifié, l'ILR décide alors du sort de ces envois en question.

Il n'est donc légalement pas possible pour aucune autre personne de traiter et/ou de vendre un envoi postal non distribuable issu du territoire luxembourgeois provenant de l'activité d'un prestataire postal au Luxembourg.

L'ILR n'a compétence que pour les services postaux prestés au Luxembourg. Il lui n'est, dès lors, pas possible d'intervenir si des colis originaires d'autres pays sont mis en vente au Luxembourg.

D'un point de vue du droit de la consommation, les dispositions du Code de la consommation en général et celles relatives aux pratiques commerciales déloyales s'appliquent. Toutefois, en l'absence d'exemples concrets, il n'est pas possible de se prononcer sur des aspects tels notamment les communications qui suggéreraient que des objets de grande valeur puissent s'y trouver ou le respect voire le non-respect des conditions de vente. À noter qu'au stade actuel, l'ULC n'a ni ouvert un dossier concernant la vente de colis perdus ni reçu une demande d'information de la part d'un consommateur à ce sujet.

Nous souhaitons également mettre en lumière les tests effectués par la Stiftung Warentest en Allemagne sur les boîtes mystères, dont les conclusions ont été publiées le 13 janvier dernier (<https://gd.lu/4gsSmb>). Ce rapport soulève de nombreuses questions en matière de protection des consommateurs, notamment sur la restriction d'âge, la protection des mineurs et les conditions de retour des marchandises, ainsi que sur l'absence de droit de rétractation. La Direction de la protection des consommateurs restera vigilante quant à l'évolution du dossier et sensibilisera au besoin le grand public à travers une campagne informative sur les réseaux sociaux.

Interdiction d'animaux dans les logements sociaux | Question 1681 (18/12/2024) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Ee Wort-Artikel vum 6. Dezember 2024 beréicht, dass eng Famill wéinst hirem Hausdéier aus enger Sozialwunneng vun der Gemeng soll geheit ginn. Grond dofir ass dat internt Reglement vun der Gemeng, wou vun de politesche Verantwortleche gewollt ass, dass keng Hausdéiere gewollt sinn.

A fréiere parlamentaresche Froen (N° 3813, 3927, 611) hat ech schonns op déi schwéier Situatioun vun Déierebesëtzeren um Wunnmarché opmierksam gemaach, wou et oft virkënn, dass Locatairë verbuede kréien, fir een Hausdéier an hirer Wunneng ze halen, well de Propriëtar dat net wëll.



D'Regierung weist awer keen Interessi drun, fir d'Rechter vun den Déierebesëtzer ze stäerken an déi zoustänneg Ministere stinn dozou och kloer an hirer Äntwert op meng lescht parlamentaresch Fro: „Am Moment huet d'Regierung net vir, eppes un de besteeënde Gesetzer an deem Beräich ze änneren. E Proprietär vun enger Wunneng huet d'Recht, d'Hale vun Hausdéieren ze verbidden, wann hien seng Wunneng verlount.“

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Wunnengsbau a fir Famill, Solidaritéit an Integratioun dës Fro stellen:

– Bei wéi enge staatlech finanzéierten oder subventionéierte Servicer, déi Wunnenge verlounen, sief et de Fonds du logement, Asylheemer oder aner Systemer, wéi iwwer d'Gestion locative sociale (GLS) verlounte Wunnengen, ginn et Hausdéiereverbueter?

Réponse (17/01/2025) de **M. Claude Meisch**, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire | **M. Max Hahn**, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil

Bei der SNHBM sinn Hausdéiere laut Contrat de bail a Règlement d'ordre intérieur verbueden. Exceptionne ginn allerdéngs gemaach, wann e Besoin médical vun engem Spezialist validéiert gouf.

An de Locatiounswunnenge vum Fonds du logement si Leit mat Hausdéieren net ausgeschloss. Laut Contrat de bail gëllt dës ënnert der Voraussetzung, datt dës Hausdéiere weeder d'Wunneng beschiedegen, nach Matbewunner stéieren.

De Ministère huet eng grouss Unzuel vu Partner an der Gestion locative sociale, esou dass et hei keng eenheetlech Informatioun gëtt.

An de Structure vum Office national d'accueil sinn Hausdéiere laut Règlement d'ordre intérieur verbueden.

Installation de pièges dans la réserve naturelle « Haff Réimech » | Question 1682 (18/12/2024) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Am Naturschutzgebitt Haff Réimech zu Remerschen gouf decidéiert fir Falen opzestellen, fir d'Wëllschwäin anzefänken an se dann ze erschéissen. Een RTL-Artikel vum 29. Mee 2024 schreift dozou:

„Haff Réimech dann – en Naturschutzgebitt, fir dat d'Jeeër net méi zoustänneg sinn, mee d'Naturverwaltung. Hei géif eng aner Form vu Juegd geplangt, nämlech d'Falejuegd, déi zënter Joren hei verbuede wier.“

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit dës Fro stellen:

1. Zënter wéini sinn d'Falen hei opgestallt a gi genotzt?

2. Wéi vill Déiere goufen an de Fale gefaangen an duerno doutgemaach?

Réponse (16/01/2025) de **M. Serge Wilmes**, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1. Et ass eng eenzeg Fal am Asaz, zënter November 2024.

ad 2. 11 Wëllschwäin (Stand vum 16. Januar 2025)

Mort de cinq chiens dans une pension canine luxembourgeoise | Question 1695 (19/12/2024) de **Mme Stéphanie Weydert** (CSV)

Am Summer sinn an enger Hondspensioun fënnef Hënn gestuerwen. D'Administration luxembourgeoise

vétérinaire et alimentaire (ALVA) huet doropshin eng Enquête lancéiert. Allerdéngs waren, wéi d'ALVA intervenéiert ass, scho véier Déieren ageäschert ginn. Beim fënneften Hond ass eng Autopsie ordonéiert ginn.

An deem Zesummenhang wollt ech folgend Froen un d'Madamm Landwirtschaftsministesch stellen:

1. Leien d'Resultater vun der Autopsie méttlerweil vir? – Wa jo, kënn Dir eis déi matdeelen an d'Ursachen, un deenen den Hond gestuerwen ass?

2. Wat wëll d'Madamm Ministesch un de besteende Gesetzer upassen, fir ze verhënneren, datt et an Zukunft nach eng Kéier zu esou engem Virfall an enger Déierepensioun kënn?

Réponse (16/01/2025) de **Mme Martine Hansen**, Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture

ad 1. Jo, souwuel d'Resultater vun der Autopsie wéi och vun der Toxikologie leie méttlerweil vir.

Déi postmortal Ënnersichung huet en hämorrhagescht Phänomen erginn, zesumme mat enger schwéierer gastrointestinaler Bluddung an enger staarker Dehydratatioun.

Bei der toxikologescher Ënnersichung si Spuere vun Antikoagulantien an der Liewer vum Hond fonnt ginn. Bei dëse Substanzen handelt et sech ëm Gerinnungshemmer, déi an de Produité vu Raten- a Mausgëft ze fanne sinn, de sougenannte Rodentiziden. Bei enger Expositioun zu sou enger Substanz mat enger net déidlecher Dosis kann et zu Bluddunge kommen, wat zu enger allgemenger Schwächt vum Organismus féiert an eng Sekundärinfektioun begënschtegt.

Duerch déi mikrobiologesche Ënnersichung konnt e Bakterium an der Mëlz vum Hond nogewise ginn. Dëse Bakterium befënnt sech virun allem am Buedem, kann awer opportunistesch ginn, wann duerch Ofschwächung vum Kierper eng Méiglechkeet besteet, an dës ranzekommen.

Den Hond ass letztendlech un engem multifaktorielle Geschéie gestuerwen: d'Schwächung vum Kierper duerch d'Opnam vun den Antikoagulantien an d'Dehydratatioun hunn der Bakterie eng Méiglechkeet ginn, fir de Kierper ze befallen an op fatal Aart a Weis zum Krankheitsprozess bäizedroen.

ad 2. D'Déiereschutzgesetz gesäit eng Autorisatioun fir all Déierepensioun hei am Land vir. Déi Prozedur beinhalt och am Virfeld eng Kontroll op der Plaz. Dës Konditioun war an dësem Fall net erfëllt.

Et muss een sech awer bewosst sinn, datt dat beschten Déiereschutzgesetz, an an deem Kader och eng Autorisatioun, net all Virfall ka verhënneren. D'Leit mussen sech hirer Verantwortung an deem Beräich wou se schaffen, hei mat Déieren, bewosst sinn.

Et ginn dat ganz Joer iwwer bal all Dag Kontrollen am Beräich vum Déiereschutz gemaach. Déi Kontrolle goufen a ginn och ëmmer nach weider ausgebaut, souwäit wéi dat méiglech ass, v. a. am Hibleck op déi zur Verfügung stoend Ressourcen/Main d'oeuvre.

Logements appartenant à Caritas | Question 1697 (19/12/2024) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Mir goufe vu Proprietäre kontaktéiert, déi der Caritas am Kader vun der GLS Wunnenge verlount haten. Dës Proprietären, déi antëscht hire Kontrakt gekënnegt hunn, hunn nach ëmmer net all hir Loyere kritt. Zwar kruten se elo am Dezember vun der Caritas d'Loyere fir August a September iwwerwisen, d'Méint Oktober, November an Dezember feelen awer nach ëmmer. Et

sinn awer net nëmmen déi feelend Loyerer, déi dës Proprietäre staark belastschten, mee och d'Kommunikatioun mat der HUT respektiv der Caritas.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Wunnengsbau dës Fro stellen:

1. Wéi ville Proprietären ass d'Caritas de Moment nach Loyere schëlleg an ëm wat fir e Montant geet et hei insgesamt?

2. An der Äntwert op d'Fro N° 1603 schreift de Minister „Laut den Informatiounen, déi de Ministère vun der HUT matgedeelt kritt huet, ass HUT nach amgaangen, un de Kontrakter mat de Proprietären vun de GLS-Wunnengen ze schaffen. De Gros vun de Proprietären hätten awer schonn zougesot, fir vun HUT iwwerholl ze ginn.“

Wéi vill Kontrakter am Kader vun der GLS goufe vu Proprietären nom Skandal bei der Caritas an der Reprise duerch HUT gekënnegt?

3. Proprietären, déi hire Kontrakt gekënnegt hunn, sech awer nach an der Phas vum Preavis befannen, an op d'Loyere vun de leschten dräi Méint waarden, kréie vu Mataarbechter vun HUT gesot, dass a sou Fäll d'Caritas zoustänneg géif bleiwen a si do missten nofroen, well jo keen neie Kontrakt mat HUT géif ënnerschriwwen. Ëmgedréint géif sech bei der Caritas awer och kee méi zoustänneg gesinn.

Wéi eng vun den zwou Organisatiounen ass dann elo am Endeffekt fir esou Fäll zoustänneg?

4. Proprietären, déi hire Kontrakt gekënnegt hunn, sech awer nach an der Phas vum Preavis befannen, awer nach op d'Loyere vun de leschten dräi Méint waarden, kréie vu Mataarbechter vun HUT gesot, dass dofir d'Caritas zoustänneg géif bleiwen a si do d'Locataire fristgerecht aus der Wunneng géife plënnere an d'Wunneng géifen zrëckginn.

Falls HUT fir esou Fäll net zoustänneg ass, wéi ass et da méiglech, dass si awer d'Gestioun vun de betraffene Wunnengen iwwerhuelen, ouni awer och fir d'Bezuele vun de Loyerer zoustänneg ze sinn?

Réponse (26/02/2025) de **M. Claude Meisch**, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire

ad 1. D'Kontrollen diesbezüglich sinn nach amgaang: Et gëtt eng komplett Reconciliatioun gemaach, well en Ofschloss muss gemaach ginn doduerch, datt déi Kontrakter entweder einfach resiliéiert ginn oder HUT nei Kontrakter mat de Proprietären ënnerschriwwen huet, wouduerch d'Situatioun ännert. Soubal déi Reconciliatioun ofgeschloss ass an d'Liquiditéiten do sinn, wärten d'Solden iwwerwisen ginn.

ad 2. Laut den Decompten, déi dem Ministère zum 7.1.2025 virleien (Caritas: Abrëll bis Juni) an (HUT: Oktober bis Dezember) ass d'Unzuel vun de Wunnengen, déi ënnert der Konventioun GLS lafen, vun 83 op 79 gefall. Dës si 4 Wunnengen, wat an der Gestion locative sociale als normal Fluktuatioun unzegesinn ass.

ad 3. Hëllef um Terrain (HUT) ass eng nei Entitéit, déi de 17. September 2024 gegrënnt ginn ass. Well déi betraffe Proprietären nach kee Kontrakt mat HUT ënnerschriwwen hunn, besteet keng kontraktlech Obligatioun tëscht deene Proprietären an HUT.

Fir déi Zäit virun der Resiliatioun a bis zum Enn vum Preavis hunn d'Proprietären hir Sue logescherweis nach vun der Caritas zegutt. Wéi fir all déi aner Creanciere probéiert d'Caritas, fir Liquiditéiten ze generéieren, fir déi Soldé sou séier wéi méiglech ze bezuelen. Fir déi Loyerer ënnert dem neie Kontrakt ass HUT zoustänneg.

ad 4. Am Interêt vun der Solidaritéit a fir d'Kontinuitéit vun de Servicer fir déi ënnerbruecht Beneficiären



ze garantéieren, war HUT bereet, gewësse Gestions-aarbechten temporär ze iwwerhuelen.

Fir déi Zäit virun der Resiliatioun a bis zum Enn vum Preavis hunn d'Propriétaires hir Sue logescherweis nach vun der Caritas zegutt. Wéi fir all déi aner Creanciere probéiert d'Caritas, fir Liquiditéiten ze generéieren, fir déi Solden sou séier wéi méiglech ze bezuelen.

D'Konventioun mat de Beneficiairë si fir déi Zäit nom 1. Oktober 2024 tëscht dem Staat an HUT ënnerschriwwen ginn, sou datt HUT muss kucken, fir déi Beneficiairen op anere Plazen ënnerzebréngen. Duerch d'Ëmstänn huet een deemno am Moment 2 Acteuren, déi fir verschidde Punkten zoustänneg sinn. De But ass, fir sou séier wéi méiglech eng Léisung fir all Beneficiaire ze fannen, wourëms HUT sech këmmert, an all déi oppe Loyerer ze bezuelen, wou d'Caritas no Léisunge sicht.

Travail intérimaire | Question 1699 (20/12/2024) de M. Mars Di Bartolomeo | M. Georges Engel (LSAP)

Traditionnellement, le travail intérimaire représentait autour des deux pourcents de l'emploi total. Or, l'intérim est en chute libre depuis l'année dernière.

1) Nous aimerions dès lors savoir de Monsieur le Ministre du Travail comment ce type d'emploi a évolué au cours des 5 dernières années jusqu'aux chiffres les plus récents.

2) Comment s'est développé le nombre de recrutements dans l'intérimaire pendant la même période ?

3) Quelle a été la part des travailleurs résidents et des travailleurs frontaliers dans l'emploi intérimaire ?

4) Quels sont les secteurs qui ont encore recruté des travailleurs intérimaires en 2023 et 2024 ?

5) Combien de travailleurs intérimaires ont pu trouver un emploi stable après l'épisode en intérimaire ?

6) Quelles sont les raisons de l'évolution du travail intérimaire pendant la période prémentionnée ?

7) Quels sont les projets du Gouvernement en matière de travail intérimaire et plus précisément en vue de protéger au mieux les travailleurs concernés ?

Réponse (04/03/2025) de M. Georges Mischo, Ministre du Travail | Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) Après la forte baisse de 2020 du fait de la crise Covid et après la forte augmentation en 2021 du nombre d'intérimaires recensés en fin de mois, le nombre d'intérimaires en fin de mois est en diminution constante depuis janvier 2022. En moyenne mensuelle¹, il est passé de 8.036 personnes en 2022 à 7.111 en 2023 et à 6.920 en 2024. Entre 2022 et 2024, le nombre moyen d'intérimaires en fin de mois a ainsi baissé de 16 % (cf. tableau 1[†]).

ad 2) Depuis janvier 2022, le nombre moyen mensuel de missions intérimaires est passé de 32.886 en 2022 à 31.514 en 2023 et à 32.433 en 2024. Entre 2022 et 2024, le nombre moyen de missions intérimaires a ainsi baissé de 1,2 %. Toutefois, entre 2023 et 2024, le nombre de missions a augmenté de 2,8 % (cf. tableau 1[†]). Cette augmentation est observable au

3^e trimestre 2024 et devra être confirmée dans les mois à venir.

ad 3) La part des frontaliers dans l'emploi intérimaire reste très stable d'une année à l'autre. Environ 73 % des intérimaires sont des frontaliers.

ad 4) En 2023 comme en 2024, les secteurs qui ont le plus recours à la main-d'œuvre intérimaire sont les suivants : la construction (respectivement 30,2 % et 28,5 % des missions intérimaires en 2023 et 2024), l'industrie manufacturière (14,5 % et 13,5 %), le transport et l'entreposage (12,1 % et 12,3 %), le commerce (10,3 % et 11,3 %), l'Horeca (11,2 % et 11,2 %) ainsi que les activités de services administratifs et de soutien (5,6 % et 6,3 %) au sein desquelles on retrouve le gardiennage et le nettoyage (cf. tableau 2[†]).

ad 5) Parmi les 22.295 personnes qui ont été intérimaires entre janvier et août 2024, 11,9 % (2.651 personnes) ont démarré un contrat à durée indéterminée le mois suivant leur épisode intérimaire. Parmi ces 2.651 personnes, 46,8 % ont été embauchées en CDI par l'entreprise où elles avaient réalisé leur mission intérimaire.

À titre de comparaison, les chiffres pour la période de janvier à août 2023 sont les suivants : 13,7 % ont démarré un contrat à durée indéterminée le mois suivant leur épisode intérimaire. Parmi ces dernières, 46,3 % ont été recrutées en CDI dans l'entreprise dans laquelle la mission intérimaire a été réalisée.

ad 6) De manière générale, l'activité intérimaire constitue un baromètre de l'économie, reflétant les variations de la conjoncture et les besoins des entreprises en main-d'œuvre. Une hausse de l'activité intérimaire témoigne généralement d'une croissance/reprise économique, tandis qu'une baisse peut signaler un ralentissement.

Tel que mentionné sous la réponse à la question n° 1, l'activité intérimaire a baissé en 2020 du fait de la crise Covid et après la forte augmentation en 2021 du nombre d'intérimaires recensés en fin de mois, le nombre d'intérimaires en fin de mois est en diminution constante depuis janvier 2022.

La stagnation, voire la baisse de l'activité intérimaire au Luxembourg peut s'expliquer par le fait que certains secteurs, qui recrutaient habituellement un grand nombre de salariés intérimaires, se trouvent actuellement en difficultés économiques, voire en situation de crise. Il en est notamment ainsi pour le secteur de la construction et le secteur de l'industrie.

ad 7) Tout d'abord, il y a lieu de souligner que l'Inspection du travail et des mines continuera, en collaboration avec l'Agence pour le développement de l'emploi, à effectuer des contrôles auprès des entreprises de travail intérimaire ainsi que des entreprises utilisatrices en vue de lutter efficacement contre d'éventuels abus en matière d'emploi des salariés intérimaires et pour assurer que les conditions de travail de ces salariés soient respectées.

Par ailleurs, il faut rappeler que la loi du 24 juillet 2024 portant modification : 1° du Code du travail ; 2° de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État ; 3° de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux, en vue de la transposition de la directive (UE) 2019/1152 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 relative à des conditions de travail transparentes et prévisibles dans l'Union européenne a modifié entre autres le dispositif relatif au travail intérimaire, en y apportant certaines améliorations en ce qui concerne les conditions de travail des salariés intérimaires.

Concrètement, la loi prévoit un élargissement des informations essentielles à transmettre aux salariés

intérimaires, en relation avec leurs conditions de travail, ainsi que les conditions de forme et les délais endéans lesquels ces informations doivent impérativement être transmises.

Ensuite, la même loi a introduit la prohibition de dispositions visant à interdire au salarié intérimaire, d'occuper un emploi parallèle et plus particulièrement l'interdiction de clauses dites « d'exclusivité » qui ne seraient pas justifiées par des intérêts supérieurs légitimes et objectivement vérifiables.

La loi précitée prévoit en outre que l'Inspection du travail et des mines publie sur son site Internet national officiel unique les renseignements relatifs aux obligations d'information en matière de conditions de travail transparentes et prévisibles applicables aux salariés intérimaires. À cet effet, différents modèles de contrat de mission sont publiés par l'Inspection du travail et des mines sur son site Internet en question.

Finalement, des amendes de 251 à 5.000 € par salarié concerné sont prévues, lorsque l'entrepreneur de travail intérimaire ne se conforme pas à ses obligations concernant la transmission des informations essentielles, ou ne respecte pas les conditions de forme et les délais endéans lesquels ces informations doivent impérativement être transmises.

Au cas où il s'avérerait que ces modifications n'augmentent pas à suffisance la protection des salariés intérimaires des adaptations ponctuelles peuvent, le moment venu, être proposées.

Alimentation électrique | Question 1701 (20/12/2024) de M. Tom Weidig (ADR)

Rezent huet sech déi schweedesch Vize-Premierministerin Ebba Busch ëffentlech beschwéiert iwwer d'Energiapolitik vun Däitschland an den Impakt op hiert Land.

D'Madamm Busch huet ënner anerem gesot: „Es ist schwer für eine industrielle Wirtschaft, sich für ihren Wohlstand auf das Wohlwollen der Wettergötter zu verlassen. Die Abhängigkeit von unsteten Energiequellen wie Wind und Sonne hat sich als Herausforderung erwiesen, wie die letzte Woche gezeigt hat“, a weider: „Ohne eine stabile, fossilfreie Grundlast wie die Kernenergie haben Länder wie Deutschland während einer Dunkelflaute erhebliche Auswirkungen auf Preise in Nordeuropa.“

De Problem ass, datt bei enger Dunkelflaute, also wa keng Sonn a kee Wind ass, huet Däitschland dacks net genuch Strom a muss zeréckgräifen op franséischen Atomstrom. D'Konsequenz ass, datt d'Stroumpreiser an deenen Deeg extreem klammen, och an den Nopeschlänner.

An deem Kontext hunn ech folgend Froen un den Här Energieminister:

1. Wéi vill Prozent vum Strom kënn aus Däitschland am ganze Joer?

2. Wéi staark sinn d'Schwankunge pro Dag vun der däitscher Liwwerung?

3. Gesitt Dir och zu Lëtzebuerg den Effekt op de Stroumpreis bei enger Dunkelflaute?

4. Wat géif hei zu Lëtzebuerg passéieren bei enger Dunkelflaute an Däitschland, wann zur selwechter Zäit Frankräich keen Atomstrom liwwere kéint?

5. An deem Fall, wou Däitschland eventuell net méi genuch Strom huet, wär et denkbar, datt si da Lëtzebuerg net méi beliwweren, fir hiert Stroumnetz ze stabiliséieren?

6. Wa mir an deem Fall e Blackout hätten, hu mir en Noutplang?

¹ Les moyennes mensuelles ont été calculées pour les mois de janvier à septembre de chaque année et non de janvier à décembre. Cette méthode permet de pouvoir inclure l'année 2024 dans la comparaison dans la mesure où les dernières données disponibles pour 2024 au moment de la rédaction de cette contribution sont celles de septembre 2024. Ce choix s'explique par la forte saisonnalité de l'intérim, qui, combinée aux évolutions conjoncturelles récentes, ne permet pas d'extrapoler le dernier trimestre de 2024 de façon fiable.

7. Géif déi geplangten 380 kV-Leitung, déi bis 2029 gebaut soll ginn, eppes änneren?

Réponse (17/01/2025) de **M. Lex Delles**, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

Am leschte Rapport vum ILR iwwer de Lëtzeburger Stroummarché „Chiffres clé du marché de l'électricité, Année 2023, Partie I“² vu Juni 2024 kann een nolesen, datt 2023 52,3 % vum Stroum aus Däitschland importéiert goufen. D'Evolution vum dëser Zuel ass an deem Rapport duergeluecht an am Tableau³ heidrënner duergestallt.

De Profill vum der däitscher Liwwerung kann op der Transparenz-Plattform vum ENTSO-E, dem Verband vun den Europäeschen Netzbedreiwer an Europa, consultéiert ginn an ass an der Grafik⁴ heidrënner fir d'Joer 2023 duergestallt. De Minimum louch do bei 0 MW, de Maximum bei 800 MW, an d'Moyenne bei 290 MW.

Well de Präis um Grousshandelsmarché vum Equilibre tëscht Offer an Demande ofhänkt, Lëtzebuerg mat Däitschland zesummen eng Marchészon duerstellt an e groussen Deel vum Stroum an där Marchészon duerch Wand a Sonn produzéiert gëtt, variéiert de Präis effektiv och zu Lëtzebuerg jee no Disponibilitéit vum de Ressourcen. Wéi grouss deen Effekt ass, hänkt vun der jeeweileger Situatioun of a kann net präzis chiffriert ginn.

Allgemeng ass et awer esou, datt den europäesche Bannmarché dofir suergt, datt de Stroum ëmmer méiglechst käschteneffizient produzéiert a verdeelt gëtt, wat jee no Disponibilitéit vum de Ressourcen zu engem ënnerschiddleche physikalesche Stroummix féiert.

Nieft de Präiseffekter, déi mat dozou bäidroen, datt ëmmer esou vill an esou mann produzéiert gëtt ewéi grad gebraucht gëtt, kann d'Zouverlässigkeet vun der Stromversuergung nëmmen am europäesche Gesamtsystem sënnvoll bewäert ginn, esou wéi duerch d'ENTSO-E all Joer am Detail verëffentlecht.³ Et weist sech, datt Lëtzebuerg an Däitschland an de leschte Jore gutt ofschneiden, gläichzäiteg awer déi weider Entwécklungen – grad am Beräich vun den erneierbaren Energien, dem Ausbau vun de Reseauen, steierbare Kraaftwierker a Flexibilitéit – ëmmer genee mussen suivéiert ginn.

De Rapport iwwer d'Versuergungssécherheet am Stroumberäich zu Lëtzebuerg, dee vum Commissaire à l'Énergie erstallt gëtt, kënn op änlech Conclusiounen. De Bau vun der ugeschwate 380 kV-Leitung tëscht Däitschland a Lëtzebuerg ass virun deem Hannergrond als positiv an noutwenneg ze bewäerten, fir och an Zukunft ouni Enkpäss genuch Stroum op Lëtzebuerg ze bréngen.

Am Fall vu Problemer am Betrib vun den interconnectéierte Stroumnetzer sinn d'Länner an d'Netzbedreiwer iwwer europäesch „Network Codes“ obligéiert, méiglech negativ Impakter op Nopeschlänner op e Minimum ze reduzéieren, wat sech och op déi däitsch-Lëtzeburger Zesummenaarbecht am Stroumberäich applizéiert. Do dernieft hu souwuel d'Netzbedreiwer wéi och d'Regierung Noutfallpläng fir eventuell Krisensituatiounen, déi reegelméisseg getest ginn.

Succès éducatif des enfants autistes dans les écoles fondamentales luxembourgeoises | Question 1761 (13/01/2025) de **Mme Francine Closener** | **Mme Claire Delcourt** (LSAP)

An enger rezenter am Bildungsrapport publizéierter Etüd mam Titel „Der Bildungserfolg autistischer

Kinder in luxemburgischen Grundschulen“ weise Fuerscherinnen drop hin, dass autistesche Kanner an de meeschte Schoufächer méi schlecht ofschneiden wéi hir neurotypesch Klassekameradinnen an dat, obwuel déi autistesche Kanner an der Moyenne een IQ haten, dee mat deem vun den neurotypesche Kanner vergläichbar war.

Trotz villen Efforten, déi an de leschte Jore um Niveau vun der Inklusioun vu Kanner mat Autismus zu Lëtzebuerg gemaach goufen, geléngt et deemno nach net ëmmer, de schoulesche Kader esou ze gestalten, dass een de Besoine vun dëse Kanner gerecht ka ginn.

An dësem Kontext wéilt mir der Ministesch fir Gesondheet a sozial Sécherheet an dem Minister fir Bildung, Kanner a Jugend folgend Froe stellen:

1. Wéi eng bildungspolitesch Conclusiounen zitt de Bildungsminister aus der genannter Etüd?
2. Mëtt 2024 war vun der Gesondheitsministesch am Kader vun enger Froestonn an der Chamber annoncéiert ginn, dass en interministerielle Grupp géif agesat ginn, fir de Parcours vun de Kanner mat Autismus an hiren Elteren ze verbesseren. Ass dës Grupp mëttlerweil en place gesat ginn? Falls jo, wéi oft huet de Grupp sech schonns getraff a wéi eng kuerzfristeg Ziler huet de Grupp sech gesat?
3. An der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 1013 huet d'Gesondheitsministesch gesot, dass mat den Acteuren um Terrain géif no Léisunge gesicht ginn, fir d'Waardezäite bei der Diagnostik ze reduzéieren. Mat wéi engen Acteuren um Terrain gouf an dësem Kontext zesumme geschafft?
4. Ginn zivillgesellschaftlech Acteuren och an d'Aarbechte vum interministerielle Grupp agebonnen? Falls jo, wien an op wéi eng Aart a Weis?

Réponse (04/03/2025) de **Mme Martine Deprez**, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. Déi viséiert Etüd beschreift, datt Kanner am Autismus-Spektrum bei der Evaluatioun vun hire schoulesche Performancë méi schlecht ofschneiden wéi hir neurotypesch Klassekamerade mat engem vergläichbaren Intelligenzquotient (IQ). Elo ass et awer esou, datt d'Schoul net nëmme kognitiv Kompetenze vermëttelt, mee och aner an dës dann och evaluéiert.

An der Grondschoul gehéieren d'Kompetenzen, déi erschafft ginn, zu Entwécklungs- a Léierberäicher wéi Sproochen, Mathematik oder Aféierung an d'Wëssenschaften. Mä awer och zu Beräicher wéi Kierperausdrock a Sport, ästhetesch, kreativ a kulturell Sensibiliséierung mat Hëllef vu Konscht a Musek oder Zesummeliewen a Wäerter.

Den Unterrecht an der ëffentlecher Grondschoul grënnt op der Fäegkeet vum Kand, seng Kenntneser ze benotzen, fir zu engem Resultat ze kommen. Et soll säi Wëssen a konkreeten an neie Situatiounen, an der Schoul an am ausserschoulesche Liewen, kënnen aktivéieren.

Dem Kand säi Léierprozess gëtt virun allem als eng sozial Erfahrung betruucht, déi sënnvoll Interaktiounen implizéiert. Ënnerschiddlech Situatiounen erlaben et dem Kand, mat senger Schoulkameraden an deenen anere Persounen a sengem Ëmfeld ze interagéieren a mat Materialien a Géigestänn ze léieren.

Deemno dokumentéieren déi schoulesche Resultater net eleng déi kognitiv Leeschtung vum Schüler, mä seng global Entwécklung. Och a Beräicher, déi fir autistesche Kanner besonnesch Erausforderungen

duerstellen, wéi déi sozial Interaktioun oder d'Kommunikatioun.

An der Etüd ginn da verschidde Faktoren ernimmt, déi dozou bäidroen kéinten, dass autistesche Kanner méi schlecht schoulesch Leeschtungen opweise wéi hir neurotypesch Klassekameraden: dat schoulescht Ëmfeld, déi verfügbar Förderstrukturen an emotional a soziokommunikativ Erausforderungen. Laut der Etüd misst awer nach eng méi déifgräifend Analys gemaach ginn, fir déi genau Ursachen ze identifizéieren.

Fir e bessert Encadrement vun autistesche Kanner ze erméiglechen, wäert den Educatiounsministère och weiderhi méi spezialiséiert Personal zur Verfügung stellen an zousätzlech Förderstrukturen ariichten, fir déi bestoend Offer weider ausbauen an och méi dezentral ubidden ze kënnen.

Sou sinn aleng fir de Centre pour enfants et jeunes présentant un trouble du spectre de l'autisme (CTSA) an de leschten dräi Joer 36 Posten (ETP) dobäi komm (dovunner eleng 18 am Joer 2024) a 17 nei Klassen opgaangen (dovunner 10 am Joer 2024). Bis 2028 sollen nach 7 weider Klassen an 3 Annexen dobäi kommen.

Och fir d'Grondschoulen an d'Lycéeën ass rekrutéiert ginn, wat den Encadrement vu Schüler mat spezifesch Besoinen ugeet. Iwwer déi lescht dräi Joer sinn dofir 33 ETP fir spezialiséiert Enseignantë fir Schüler mat spezifesch Besoinen (I-EBS) dobäi komm an 143 ETP fir d'Équipe de soutien des élèves à besoins éducatifs spécifiques (ESEB). Am Joer 2024 koumen nach 50 ETP fir d'Assistenten fir Schüler mat spezifesch Besoinen (A-EBS) dobäi, gewéllt, d'I-EBS an de Grondschoule bei hirer Aarbecht mat Schüler mat Besoinen ze ënnerstëtzen.

Och ass et esou, dass den Institut de formation de l'éducation nationale (IFEN) zousätzlech Formatiounen fir Enseignanten an dat sozioedukatiivt Personal ubidden wäert. Hei gëtt ënnert anerem thematiséiert, wéi een d'Beschoulung fir Kanner mat enger Autismus-Spektrum-Stéierung (ASS) upasse kann.

Des Weidere wäert de Service national de l'éducation inclusive (SNEI) nach dëst Joer eng Sensibiliséierungs- an Informatiounscampagne fir Enseignanten an dat sozioedukatiivt Personal lancéieren mam Zil, méi iwwert den Autismus-Spektrum an d'Beschoulung vun dëse Schüler opzeklären.

ad 2. bis 4. Echangeën tëscht den Experte vun der Fondation Autisme Luxembourg (FAL), dem Service vun der Pädopsychiatrie an dem Service fir Evaluatioun a Funktionsrehabilitatioun vum CHL hu stattfont, fir eng Bestandsopnam ze maachen an eng verbessert diagnostesch Filière en place ze setzen, déi d'Waardezäite fir d'Kanner mat TSA (Troubles du spectre de l'autisme) reduzéieren soll. Doriwwer aus si weider monatlech Reunione mat de Partner vum Terrain geplangt, fir de Projet geziilt bis zur Ëmsetzung ze steieren.

Répercussions de la pandémie de Covid-19 sur les compétences scolaires des élèves du primaire au Luxembourg | Question 1762 (13/01/2025) de **Mme Francine Closener** | **M. Ben Polidori** (LSAP)

An enger rezenter am Bildungsbericht publizéierter Etüd mam Titel „Auswirkungen der Covid-19-Pandemie auf die schulischen Kompetenzen von Grundschul*innen in Luxemburg“ gëtt duergestallt, dass sech bei de jonke Schüler:innen, déi 2020/2021 an d'éischt Schouljoer komm sinn, Leeschtungsréckgänge erkennen lassen. D'Fuerscherinne recommandéieren dofir:

² <https://assets.ilr.lu/energie/Documents/ILRLU-1685561960-1222.pdf>

³ <https://www.entsoe.eu/outlooks/eraa/>

„Hinsichtlich des Befundes, dass die Covid-Kohorte, die im Schuljahr 2020/2021 ins Enseignement fondamental (C2.1) gekommen ist und deren letztes Schuljahr des Enseignement préscolaire (C1.2) von den flächen-deckenden Schulschließungen im Frühling 2020 betroffen war, gilt es, deren Leistungsentwicklung in weiteren längsschnittlichen Studien zu beobachten. So würde die Untersuchung ihrer Leistungsentwicklung zwischen C3.1 und C4.1 erlauben zu erkennen, ob die zwischen C2.1 und C3.1 beobachteten Leistungsrückgänge aufgefangen werden konnten. Aus bildungs-politischer Sicht ist zu empfehlen, diese besonders betroffene Kohorte innerhalb (z. B. Sensibilisierung der Lehrkräfte) und außerhalb des formalen Unterrichts gezielt zu fördern (z. B. anhand eines gezielt ausgearbeiteten Programms im Rahmen der Summer School).“

An diesem Kontext wollte mir der Minister für Bildung Kanner a Jugend folgend Froe stellen:

1. Wéi eng Conclusiounen zitt de Minister aus der ge-nannter Etüd?
2. Wéi goufe Schüler:innen, deen hire Schoulparcours vun de Repercussione vum der Covidpandemie be-traff war, bis elo zousätzlech encadréiert?
3. Wäerten doriwwer eraus nach weider Mesuren ergraff ginn, fir den enregistreerte Leeschtungs-réckgang auszugläichen?

Réponse (04/03/2025) de **M. Claude Meisch**, Min-istre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Wéi am Fazit vum der zitierter Etude beschriwwen, léisst sech festhalen, datt, anescht wéi a villen anere Länner, et an den éffentleche Lëtzebuurger Grond-schoulen zu kengem systematesche Réckgang vun de schoulesche Kompetenze komm ass. Wichteg Grënn heifir sinn, am Verglach zu den anere Länner, déi kuerz Dauer vu komplette Schoulschließungen esouwéi déi vu mengem Ministère a Collaboratioun mat der Direk-tioun vun der Santé spezifesch fir den Enseignement ëmgesate Mesuren, déi et erlaabt hunn, d'Propaga-tioun vum Virus anzuschranken a gläichzäitig dem Recht op Bildung vun de Schüler Rechnung ze droen.

Mäi Ministère huet an deem Kader zousätzlech Res-sourcen zur Verfügung gestallt, fir esou de Bedierf-nisser vun de Schüler verstärkt gerecht ze gi wéi och d'konsequent Remplacement vum Schoulpersonal ze assurieren. Esou gouf zum Beispill nom éischte Confinement esou séier wéi méiglech een Enseigne-ment en alternance organiséiert a während der ganzer Dauer vun der Pandemie weidert Personal rekrutiert, fir d'Léierpersonal bei der Ëmsetzung vun Diffe-renzierungsmeasuren ze ënnerstëtzen. Zousätzlech hunn déi vu mengem Ministère ëmgesate pedago-gesch Mesurë wéi beispillsweis d'Summerschool an déi gutt technesch Ausstattung vun de Schoulen an de Famillen et erlaabt, während de Confinement res-pektiv den Isolementer a Quarantainen een Home-schooling unzibidden.

Allerdéngs, an och dëst ass an der Etude esou ze liesen, gëtt et spezifesch Beräicher an Altersgruppen, bei deenen d'Schoulschließungen an d'Sécherheits-mesuren, wéi beispillsweis d'Quarantainen an d'Isole-menter, méi negativ Repercussioune haten ewéi bei aneren. Déi vum LUCET (Luxembourg Center for Edu-cational Testing) ëmgesate Épreuves standardisées konnte mengem Ministère an deem Zesummenhang schonn am Abrëll 2021 weisen, datt d'Resultater vun de Schüler op allen Niveaue an Allgemenge stabil bliwwen sinn. Enzeg bei der Compréhension orale vum Däitsche konnt bei de Schüler aus dem Cycle 3 eng signifikant Baisse festgestallt ginn. Fir dëser Entwécklung entgéintzewierken, huet mäi Ministère

direkt am Usschloss entspriechend Mesuren ergraff, fir d'Förderung vun deene concernéierte Kompeten-zen ze ënnerstëtze mat geziilten Aktivitéiten.

Zousätzlech organiséiert mäi Ministère d'Summer-school, eng Offer vu guidéierten Aktivitéiten esouwuel fir d'Schüler aus de Cyclen 2-4 aus dem Enseignement fondamental wéi och fir d'Schüler aus dem Secon-daire. D'Summerschool bitt de Schüler d'Geleeënheet, hiert Wëssen opzefrëschen, dat Geléiert aus dem vergaangene Schouljoer ze widderhuelen an even-tuell Réckstänn an de wichtegste Fächer opzuehelen. D'Summerschool gouf 2020 lancéiert, fir de Repercus-sioun vum der Covidkris op d'Kompetenzentwicklung vun de Schüler entgéintzewierken an ass méttlerweil e feste Bestanddeel vun den Ënnerstëtzungsmesurë fir d'Schüler.

Deepfakes pornographiques | Question 1769 (14/01/2025) de **M. Sven Clement** (Piraten)

An engem Artikel op RTL vum 13. Januar gëtt iwwert de Phänomeen geschwat, dass mat der Hëllef vu KI respektiv fräi um Internet verfügbare Bildbearbech-tungsprogrammer pornografesch Material vu Fraen erstallt a duerno am Internet verbreet gëtt. De Mo-ment si vun deem Phänomeen virun allem Fraen, déi sech am Kader vun engem politesche Mandat engagieren, vun deem Verbräiche beträff. Mat dese sougenannten Deepfakes sollen déi betraffe Fraen diffamiert an hire Ruff geschiedegt ginn. Awer och aner prominent Persounen, wéi d'Taylor Swift goufe schonn Affär vun esou Deepfakes. Opgrond vun der grousser Verfügbareket vum de Programmer kann awer jidderee schnell zum Affär ginn.

An deem Zesummenhang wëilt ech der Ministesch fir Justiz dës Froe stellen:

1. Sinn hei zu Lëtzebuerg Fäll bekannt, an deene mat der Hëllef vun enger KI pornografesch Deepfakes vu Persounen erstallt goufen? Wa jo, wéi vill Fäll si be-kannt?
2. Ass geplangt, fir e spezifesch gesetzleche Kader auszeschaffen, fir dës Zort vu Verbräichen ënner Strof ze stellen?
– Wa jo, wou sinn dës Aarbechten drun?
– Wann nee, firwat net?

Réponse (04/03/2025) de **Mme Elisabeth Margue**, Ministre de la Justice

ad 1. De Parquete si bis elo keng Fäll bekannt, an deenen zu Lëtzebuerg mat Hëllef vun enger KI porno-grafesch Deepfakes vu Persounen erstallt goufen.

ad 2. Lëtzebuerg huet keng Gesetzgebung, déi sech explizit mat der Erstellung oder Verbreedung vun Deepfake-Pornografie befaasst. Allerdéngs kënne Fäll vun esou Deepfakes ënnert déi allgemeng Disposi-tioun vum Code pénal falen, wéi z. B. iwwer Attacken op d'Éier vun enger Persoun (Atteintes à l'honneur). Dës Dispositiounen ginn technologieneutral applizéiert. Am Kader vun der Reform vum Code pénal, déi vum Justizministère etappeweis amgaang ass gemaach ze ginn, gëtt awer och analyséiert, ob nei potentiell Strof-doten, grad mat Bléck op déi aktuell technologesch Méiglechkeeten, mat eisen haitege gesetzlechen Dis-positiounen genuch ofgedeckt sinn.

Wat allgemeng d'Vebreedung vu pornografeschem Material ugeet, sief och op den Artikel 383 vum Lëtze-buurger Code pénal verweisen, dee präziséiert, datt d'Fabrikatioun, den Transport, d'Vebreedung op iergendeng Manéier an op all Medium vun enger ge-walttäterger oder pornografescher Noriicht oder vun enger Noriicht, déi d'mënschlech Dignitéit schwéier beaflosse kann, oder den Handel mat esou enger

Noriicht mat enger Prisongsstrof vun engem Mount bis zu 3 Joer an enger Geldstrof vun 251 bis 50.000 € bestrooft gëtt, wann dës Noriicht vun engem Man-nerjärege ka gesinn oder verstane ginn. Den Artikel 383bis vum Code pénal gesäit méi héich Strofe vir, wann et ëm Biller geet, déi e Mannerjärege betreffen.

Wat Deepfakes ugeet, an allgemeng Inhalter, déi vun engem AI-Modell generéiert ginn, ass zousätzlech ze betounen, datt d'Europäesch Unioun e kohärente le-gale Kader fir den digitale Raum an Europa schafft. Den Digital Services Act (DSA) an an deem Fall grad och den AI Act sinn z. B. hei wichteg Initiativen aus de leschte Joren, déi hëllefen, den digitale Raum adequat ze encadréieren, Obligatiounen virgesinn an d'Rechter vun de Bierger schützen. Wéi schonns an der Äntwert op d'Fro 1165 präziséiert, spillt och de „Code of Prac-tice on Disinformation“ vun der Europäescher Kom-missioun eng wichteg Roll. D'Zil vun deem Outil, wat säit dem 13. Februar 2025 an den DSA integréiert gouf, ass et, manipulatiivt Verhalen online, esouwéi d'Vebreedung vun Desinformatioun, ze reduzéieren, an dëst notament duerch eng méi staark Zesummen-aarbecht tëscht de Signataire, wat Techniken, wéi bei-spillsweis falsch Profiller, Bots, oder eeben och „deep fakes“ ugeet. Den AI Act gesäit spezifesch vir, wann déi Dispositiounen bis a Kraaft sinn, dass d'Bierger kloer in-forméiert ginn, wann et sech bei engem Inhalt ëm een Deepfake handelt.

Reconnaissance automatique des parents de même sexe | Question 1770 (14/01/2025) de **Mme Carole Hartmann | Mme Corinne Cahen** (DP)

L'accord de coalition 2023 prévoit l'instauration d'une reconnaissance automatique des parents de même sexe, afin de garantir l'égalité de traitement entre parents homosexuels et hétérosexuels. En effet, au Luxembourg, une reconnaissance automatique de la parentalité pour le parent non biologique dans les couples de même sexe fait actuellement défaut, obligeant ce dernier à entamer une procédure d'adop-tion.

Cette procédure, qui constitue une discrimination pour le parent non reconnu, est à la fois longue et coûteuse, et crée une importante insécurité pour le parent non reconnu, qui ne dispose d'aucun droit et d'aucune obli-gation envers l'enfant tant que l'adoption n'est pas fi-nalisée. Cela peut poser un sérieux problème en cas d'incapacité ou de décès du parent biologique.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice :

- 1) Quelles mesures le Gouvernement entend-il mettre en place pour instaurer une reconnaissance automa-tique des parents de même sexe dans un cadre juri-dique cohérent et respectueux des engagements internationaux en matière de droits de l'enfant et d'égalité des citoyens ?
- 2) Un calendrier précis a-t-il été établi pour garantir la mise en œuvre de cette reconnaissance automatique ? Si oui, quelles en sont les étapes prévues ?
- 3) Quelles démarches sont envisagées pour harmoni-ser les différentes législations relatives à la filiation et à l'adoption, notamment pour éviter les incohérences ou les vides juridiques susceptibles de porter préjudice aux familles homoparentales ?

Réponse (03/03/2025) de **Mme Elisabeth Margue**, Ministre de la Justice

Avec l'accord de coalition 2023-2028, le Gouvernement s'est engagé à poursuivre les réformes dans le do-maine de la filiation et de l'adoption. Cette volonté se traduit concrètement par plusieurs démarches.

Les travaux législatifs sont poursuivis quant au projet de loi n° 8228 qui vise à adapter le cadre légal national relatif à l'adoption aux réalités de tous les modèles familiaux. L'objectif de cette réforme est l'ouverture de l'adoption aux personnes liées par un partenariat enregistré et aux concubins, ainsi que l'ouverture de l'adoption plénière à une personne seule. Suite à l'avis complémentaire du Conseil d'État du 25 février 2025, cette réforme saura être achevée à brève échéance.

Le projet de loi n° 7674 portant organisation de l'accès à la connaissance de ses origines dans le cadre d'une adoption ou d'une procréation médicalement assistée avec tiers donneurs a été déposé en 2020 et amendé à deux reprises. Le Gouvernement est actuellement en attente de l'avis complémentaire du Conseil d'État.

Le Gouvernement travaille également avec ardeur sur le sujet de reconnaissance automatique des enfants nés dans des familles homoparentales.

Il importe de rappeler le projet de loi n° 6568A portant réforme du droit de la filiation déposé en 2013. Amendé en 2017 par la Chambre des Députés pour ce qui est de la reconnaissance automatique de la parentalité d'enfants nés d'une procréation médicalement assistée (PMA) ou d'une gestation pour autrui (GPA), le Conseil d'État a formulé dans son avis un certain nombre d'oppositions formelles à l'égard de ces dispositions du projet de loi. Il a notamment estimé qu'elles traitaient de manière insuffisante les questions bioéthiques majeures.

La Commission consultative nationale d'éthique a été saisie pour avis par le Gouvernement et le Ministère de la Justice, compétent en matière de filiation, et le Ministère de la Santé, en charge des aspects bioéthiques, collaborent étroitement sur ces sujets.

Au niveau européen se négocie actuellement un instrument visant à harmoniser les règles de droit international privé relatives à la filiation : Une fois qu'une décision de justice en matière de filiation a été rendue dans un État membre ou qu'un acte authentique à effet juridique contraignant a établi une filiation, ceux-ci seront reconnus dans les autres États membres sans qu'il soit nécessaire de recourir à une procédure spéciale. Cette proposition de règlement relatif à la compétence, à la loi applicable, à la reconnaissance des décisions et à l'acceptation des actes authentiques en matière de filiation ainsi qu'à la création d'un certificat européen de filiation est fortement soutenue par le Ministère de la Justice. La négociation est toujours en cours.

L'ensemble de ces initiatives et travaux poursuivent l'objectif fondamental de garantir un cadre juridique moderne, harmonisé et pérenne, dépourvu de toute incohérence ou vide juridique. Cet objectif constitue une priorité absolue pour assurer une sécurité juridique adaptée aux évolutions sociétales et pour protéger efficacement les droits fondamentaux des enfants et de toutes les familles.

Projets et structures de « Housing First » | Question 1774 (15/01/2025) de **M. Franz Fayot** | **M. Georges Engel** | **M. Ben Polidori** (LSAP)

Aux termes de l'accord de coalition, le Gouvernement s'est engagé « à mettre en œuvre une stratégie coordonnée, transversale et inclusive et de mettre en place plus de structures "Housing First". Dans ce concept innovant, la mise à disposition d'un domicile fixe est la première priorité et sera complétée par des offres de prise en charge volontaire. »

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil :

– Combien de projets et structures de « Housing First » existent actuellement au Luxembourg ?

– Monsieur le Ministre peut-il nous fournir les chiffres exacts de logements type « Housing First » par commune, respectivement par région ?

– Combien de personnes profitent de ce type de logement ?

Le Gouvernement a annoncé également que « L'offre en structures d'hébergement, de structures "Housing First" et de logements pour des personnes en situation de précarité, accompagnée d'un suivi social efficace et adéquat au bénéfice de la personne en situation de précarité sera augmentée, diversifiée et, dans la mesure du possible, décentralisée, en collaboration avec les communes et les acteurs œuvrant dans le domaine du sans-abrisme et de l'exclusion liée au logement. »

– Quels nouveaux projets le Gouvernement prévoit-il de mettre en place ?

– Quel est leur état d'avancement ?

– Combien de logements de ce type seront ainsi créés ?

Réponse (27/02/2025) de M. Max Hahn, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil

Actuellement, 46 personnes sont accompagnées dans le cadre de projets qualifiés de « Housing First » et agréés par le Ministère de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil. La répartition géographique des bénéficiaires par canton est la suivante :

- Luxembourg : 33
- Esch-sur-Alzette : 8
- Capellen : 2
- Clervaux : 1
- Mersch : 1
- Remich : 1

En 2024, ces organismes ont accompagné 62 personnes différentes selon l'approche « Housing First ».

Tel que prévu dans le programme gouvernemental, les travaux relatifs à l'élaboration d'une nouvelle stratégie coordonnée, transversale et inclusive de lutte contre le sans-abrisme se poursuivent actuellement au sein du ministère. Celle-ci devra permettre d'identifier et de saisir de nouvelles opportunités afin de renforcer les capacités d'hébergement et de diversifier les solutions d'accès au logement.

De manière générale, le ministère, en collaboration avec ses partenaires conventionnés, poursuit le développement de projets de logements locatifs abordables afin d'augmenter la capacité de logements adaptés aux personnes sans-abri et de favoriser l'accès direct à un domicile stable. Cette démarche s'inscrit autant dans les projets « Housing First » que dans d'autres initiatives visant la population cible.

Dans cette optique, le ministère mène un travail de sensibilisation auprès des grands acteurs du logement ainsi que des communes, afin de continuer à développer l'offre en matière du sans-abrisme et de l'exclusion sociale liée au logement et de mettre en place des solutions adaptées aux besoins spécifiques des personnes en détresse de logement.

Dans ce cadre, le renforcement de l'offre d'accueil bas-seuil, notamment par la création de haltes de nuit, l'augmentation des capacités d'hébergement d'urgence par l'ouverture de structures dédiées et l'extension de l'offre de logements encadrés et accompagnés figurent parmi les priorités du Gouvernement.

Parmi les projets déjà réalisés, il convient de mentionner les suivants :

– Ouverture d'une halte de nuit mobile avec 8 places sur le territoire de la Ville de Luxembourg en décembre 2023.

– Accueil de 22 personnes en précarité vieillissantes dans le lieu de vie du Hauptmann's Schloss à Berbourg depuis mars 2024.

– Finalisation d'un logement encadré géré par le CND S Wunnen en été 2024 avec une capacité maximale de 20 résidents.

– Augmentation transitoire de la capacité du Abrisud à Esch-sur-Alzette de 18 à 22 lits à partir de 2025.

Au-delà des projets réalisés, de nombreux autres se trouvent encore en phase d'élaboration :

– Ouverture du nouveau Abrisud à Esch-sur-Alzette avec une capacité de 31 personnes.

– Création d'unités individuelles dans le cadre de la rénovation du Centre Ulysse pour 22 personnes nécessitant un suivi intensif dans le cadre du « Housing First ».

– Maintien de l'offre en hébergement d'urgence de 23 personnes dans le cadre de la rénovation du Centre Ulysse.

– Création de logements individuels pour 50 personnes dans le cadre du projet « Portes de France » du Fonds de Belval.

– Création de logements individuels pour 48 personnes à Pétange.

Parallèlement aux actions précitées, le ministère finance également, à travers les conventions avec les organismes actifs dans le domaine du sans-abrisme et de l'exclusion liée au logement, des postes de « capteur logement », dont la mission est de mobiliser des logements pour les activités agréées.

Certificats électroniques | Question 1776 (15/01/2025) de **M. Sven Clement** (Piraten)

An der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 1717 liwwert d'Ministesche Explikatiounen zu engem Ausfall bei der digitaler Ennerschrëft ugangs vum Joer. Aus dëser Äntwert erginn sech awer nach weider Froen.

An deem Zesammenhang wéilt ech der Ministesch fir Digitalisatioun dës Froe stellen:

1. „LuxTrust ass dem CTIE säin zentrale Partner fir elektronesch Certificater. Dëst erkläert sech notament doduerch, dass et den Haaptacteur zu Lëtzebuerg an dësem Beräich ass.“

Gouf et deemools bei der Sich no engem Partner fir elektronesch Certificater eng Ausschreiwung?

– Wa jo, wat waren déi genau Krittären a wéi vill Projekte koumen deemools vun Entrepreneuren eran?

– Wann nee, firwat net?

2. Wéi laang leeft den aktuelle Kontrakt mat LuxTrust fir d'Zertifikater op der Carte d'identité nach? Ass geplangt, hei no weider Partner ze sichen, fir net just vun enger eenzeger Entreprise ofhängeg ze sinn?

3. Wat war den 1. respektiv den 2. Januar de konkreete Problem bei LuxTrust, deen zu dëser technescher Stéierung gefouert huet?

4. Wéi eng Risikoofschätzung gouf am Kader vun der Sich no engem Partner fir elektronesch Certificater gemaach, fir esou e Single Point of Failure, dee vun engem Privataacteur bedriwwen gëtt, an d'Staatsinfrastruktur anzubauen?

5. Ass d'Madamm Ministesch der Meenung, datt fir d'elektronesch Ennerschrëft net all „prestataire de services de confiance“ misst ugeholl ginn? Wëssend, datt aleng d'ILNAS hei nach weider Prestatairen accreditéiert huet.

Réponse (28/02/2025) de **Mme Stéphanie Obertin**,
Ministre de la Digitalisation | **M. Lex Delles**, Ministre
de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

LuxTrust SA ass 2005 gegrënnt ginn, den Aktionariat besteet aus verschiddene Lëtzebuurger Betriber a staatlechen Acteuren, de grouse Clienten vu LuxTrust. Dës Approche gouf zeréckbehalen, fir d'Synergie vum enger esou komplexer an deierer Infrastruktur ze maximiséieren.

De rezente Kontrakt mat LuxTrust ass 2022 vum Wirtschaftsministère fir de Staat iwwert 3 Joer ofgeschloss ginn, an am Virfeld vum der Commission des soumissions aviséiert ginn.

Et ass aktuell net virgesinn, en anere Prestataire ze sichen. Och wann een et kann esou gesinn, datt et eng gewëssen Ofhängegkeet vu LuxTrust gëtt, sief drop higewisen, datt déi gesamt Infrastruktur vu LuxTrust zu Lëtzebuerg ass, wou den ILNAS dës vun no iwwerwaache kann. D'Carte d'identité ass e physische Support mat engem héich gesécherten Chip. Aus Souveränitäts- a Reaktivitéitsgrënn huet Lëtzebuerg virgesinn, d'Initialisatioun vun dëser Kaart ënnert Lëtzebuurger Kontroll ze halen.

D'Certificaten op de Carte d'identité hunn eng Gëltegkeet vu 5 Joer a mussen dofir no 5 Joer erneiert ginn. D'Gëltegkeet vun dëse Certificaten hängkt vum der Robustheet vun de private Schlüsselen of, déi an de Kaarte sinn. Et lafe Gespréicher mam ILNAS, fir d'Gëltegkeet op 10 Joer ze verlängeren.

D'Zertifizierungsstelle mussen sech un d'Virschreift vum Lëtzebuurger Gesetz⁴ zu de Vertrauensdëngschtleeschtungen (services de confiance) halen. Am Gesetz ass virgesinn, datt eng Kontinuitéit vun de Servicer muss gesécher sinn, och am Fall vum enger Defaillance vun der Autoritéit, déi de Certificat ausgestallt huet. Dat heescht, datt d'Certificaten zum Beispill un eng aner Zertifikationsautoritéit transferéiert ginn oder datt Oprechterhaltungsservicer opgestallt ginn, fir d'Benotzer ze schützen.

Déi technesch Stéierung vun Ufank Januar bei der LuxTrust-Identifikatioun war duerch e Softwarefeeler verursaacht ginn.

De CTIE huet fir d'online Servicer vum Staat den eIDAS implementéiert; domat kann een sech mat unerkannten Authentifizierungsproduiten vun 22 Länner bei Servicer wéi myguichet.lu aloggen, dorënner och all d'Nopeschlänner vu Lëtzebuerg. Allerdéngs gesäit d'eIDAS-Reglement just eng gemeinsam Plattform fir d'Authentifizierung vir, net fir d'Signature vun elektronischen Dokumenter.

Dës Situatioun wäert mam Aféiere vum revidéierten eIDAS-Reglement verbessert ginn, well d'Signature qualifizéiert da mat ofgedeckt gëtt an esou assuréiert gëtt, datt all europäesche Wallet interoperabel ass.

Lëtzebuerg acceptéiert all Certificate vun de Vertrauensdëngschtleeschter (prestataires de services de confiance), déi op der trusted list⁵ opgefuert sinn.

Prestations de l'Office national de l'enfance |
Question 1778 (15/01/2025) de **M. Marc Goergen**
(Piraten)

An der Fro N° 0988 gouf gefrot, ob Etüden, Indicateuren oder Prozeduren existéieren, fir d'Aarbecht vum ONE a senger Prestatairen ze bewäerten. De Minister verweist hei op d'groussherzoglecht d'Gesetz

souwéi den Nationaler Rahmenplan der Kinder- und Familienhilfe. An dësem ass Ried vum AEF Social Lab: Prozess, Daten und Empfehlungen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Bildung, Kanner a Jugend dës Fro stellen:

1. An der Äntwert op d'Fro N° 1628 erkläert de Minister, dass d'Käschtenentwécklung beim ONE (2022: 144 Milliounen Euro, 2025: 208 Milliounen; also ee Plus vu 44 %) zum Deel op eng Erhéijung vun den Ufroen zeréckzeféieren ass. Kann de Minister heizou méi Detailler liwweren:

– Wéi eng 5 Prestatiounen hunn tëschent 2019 an 2024 am meeschten evoluéiert?

– Wat waren 2019 déi 5 meescht gefrote Prestatiounen?

– Wat waren 2024 déi 5 meescht gefrote Prestatiounen?

2. An der Äntwert op d'Fro N° 1628 huet de Minister erkläert, dass d'Prestatairen, déi fir den ONE schaffen, reegelméisseg kontrolléiert ginn am Kader vun den Akremente.

Wéi vill Mol goufen am Kader vu Kontrollen Irregularitéiten festgestallt?

Wat waren déi heefegst Irregularitéiten zënter 2019?

3. Wéi analyséiert den AEF d'Aarbecht vun de Prestatairen um Terrain?

Wéi eng Indicateuren gi genotzt, fir d'Qualitéit vun der Aarbecht ze bewäerten a falls jo, wéi eng sinn dat?

4. Existéieren Zefriddenheetsenquëten vum ONE, bei deenen d'Prestatairen an d'Beneficiairen zu Wuert kommen an Zuelen erhuewe ginn? Falls jo, wéi eng sinn dat a wou kënnen dës consultéiert ginn?

Réponse (25/02/2025) de **M. Claude Meisch**,
Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. Tëscht 2019 an 2024 hu follgend Prestatiounen déi gréissten Evolutioun kannt: De „Forfait journalier pour l'accueil socio-éducatif de jour et de nuit d'après la formule d'accueil dans un petit groupe“ huet déi stäerksten Entwécklung kannt, woubäi ee präziséiere muss, datt et dës Prestatioun eréischt zanter 2021 gëtt. ↑

2019 waren déi meescht gefrote Prestatiounen follgend, mat un der Spëtzt dem „Forfait horaire pour l'assistance psychique, sociale ou éducative en famille“: ↑

2024 waren déi meescht gefrote Prestatiounen follgend: ↑

ad 2. De Service Agréments vun der Direction générale de l'aide à l'enfance et à la famille (DG AEF) mécht reegelméisseg Visite bei de Prestatairen aus dem AEF-Bereich fir ze iwwerpréiwen, ob d'Konditiounen vum Akrement agehale ginn. Dobäi kënn et reegelméisseg vir, datt Prestatairen op vereenzelt Punkte vum Akrement net konform sinn. Et handelt sech hei gréisstendeels ëm Konditiounen, déi d'Infrastruktur betreffen. De Prestataire kritt jee no net agehalener Konditioun sechs Méint bis ee Joer Zäit, fir sech ze conforméieren.

ad 3. D'DG AEF mécht am Kader vum Recensement all Joer ee sougenannten „test de plausibilité“ fir ze kontrolléieren, ob d'Gestionnairen am Kader vun der Prestatioun vun de verschiddene Forfaite personell, quantitativ a qualitativ den Normen entsprechend opgestallt sinn. Hei gëtt och ënner anerem de Personalschlüssel an de Formationsniveau iwwerpréift.

Doriwwer eraus muss ee betounen, datt et d'Aufgab vum ONE ass, d'Hëllef iwwert de Prestataire en place ze setzen. Am Projet d'intervention ginn Ziler an Objektiv festgehalen, un deenen de Prestataire seng

Aarbecht soll ausriichten. D'Evaluatioun an d'Iwwerpréiwen, ob d'Ziler erreecht goufen, gëtt assuréiert iwwert e Rapport, deen de Prestataire am Ofstand vu 6 Méint dem ONE muss erreechen. Den ONE ass doriwwer eraus am permanente Kontakt mat de Prestatairen, dës z. B. bei de Schlësselmomenter vun der Hëllefplanung. Och steet beim ONE ee Coordinateur am enke Kontakt an am Austausch mat all stationärer Aariichtung.

ad 4. De Prestataire muss sech un den nationale „Rahmenplan der Kinder- und Familienhilfe“ halen. An dësem Plang ginn „Handlungsfelder“ definéiert, déi qualitéitssécherend sinn an déi an de jeeeweilige Konzepter vun de Prestataire mussen berücksichtegt ginn. Dës Konzepter gi validéiert, éier de Prestataire mat senger Aarbecht ufänke kann. De Prestataire muss doriwwer eraus all sechs Méint dem ONE e Rapport eraschécken, fir datt evaluéiert ka ginn, ob d'Objektiv vun der Prise en charge erreecht gi sinn.

Follgend Handlungsfelder kommen ënnert aneren am Rahmenplan vir: Partizipation, Selbstbestimmung, Förderung von Resilienz, Förderung von sozio-emotionalen Kompetenzen, Beziehung und Beziehungskontinuität, Förderung der Elternkompetenzen, Arbeit mit der Herkunftsfamilie, Krisenmanagement und Deeskalation, Gestaltung der Schlësselmomente asw.

ad 5. Et gëtt keng generaliséiert Zefriddenheetsenquëten beim ONE. Den AEF Social Lab huet awer punktuell Zefriddenheetsenquëten zu spezifischen Theeme bei de sozialen Acteuren duerchgefuert. Den AEF Social Lab ass eng Plattform fir Austausch, Innovatioun a Kokonstruktoun, déi de Consultatiounsprozess organiséiert, koordinéiert an duerchféiert, a gouf vum Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend initiéiert. Dës Enquëten kënnen um follgende Site consultéiert ginn: <https://aef.lu/>.

Den ONE ass duerch seng Missioun am permanente Kontakt mat de Kanner, de Jonken a mat den Elteren. Si gi bei all Etapp vun der Hëllefplanung mat agebonn. Dank dëser partizipativer Haltung gëtt eng Atmosphär geschafen, déi et erlaabt, hir Evaluatioun vun der Situatioun zum Ausdrock ze bréngen.

Problèmes financiers dans le secteur des soins |
Question 1782 (15/01/2025) de **M. Dan Hardy** |
Mme Alexandra Schoos (ADR)

Et ass eis matgedeelt ginn, datt et zu dësem Zäitpunkt bei op d'mannst dräi Betriber respektiv Associatiounen à but non lucratif, déi am Flegesektor tätig sinn, eeschtaft finanziell Problemer gëtt, déi hir Zukunft a Gefor bréngen, bzw. zu potentiellen Entloossunge scho féieren oder féiere kéinten. Dozou kënn nach, dass d'Patienten net méi entsprechend versuergt kéinte ginn.

Ee vun dëse Betriber ass „ALIVE Plus ASBL“. Den 20. Dezember 2024 huet schoen e Facebook-Post vun „OGBL Santé, Services sociaux et éducatifs“ drop opmierksam gemaach, datt et bei „ALIVE Plus ASBL“ zu Massenentloossunge kéint kommen.

An deem Kontext wéilt mir der Madamm Gesondheitsminister an dem Här Familljeminister follgend Fro stellen:

1. Sinn déi verschidde Betriber aus dem Flegesektor mat gréisserer finanzieller Problemer der Regierung bekannt? Wa jo, vu wéi ville Betriber ass gewosst, datt si gréisser finanziell Problemer hunn?

2. Sinn Entrevuë virgesi mat de Responsabele vun deene betraffene Betriber respektiv Associatiounen?

⁴ Article 32 de la loi du 14 août 2000 relative au commerce électronique

⁵ eIDAS Dashboard

3. Si scho Léisungen duerchdiskutéiert ginn, a wa jo, wat wieren déi?

4. Falls eng Faillite inevitabel ass, wéi eng Léisunge si fir d'Patiente virgesinn? Wéi eng Léisunge si fir d'Mataarbechter virgesinn? Ass d'Iwwerhuele vu Mataarbechter vun anere Betriber am deem Secteur méiglech? Wa jo, wéi eng Prozedur ass do virgesinn a wat sinn d'Konditiounen?

5. Am uewe genannte Post gëtt vu „mismanagement“ geschwat. Wéi gëtt „mismanagement“ definéiert an deene Fäll a wien definéiert dat? Huet de Ministère Moyenen, fir eng Analys vu Betriber aus deem Secteur an deene besote Fäll ze maachen? Wa jo, wéi ginn déi gemaach a wéi ass de Follow-up? Handelt et sech ëm betribsspezifesch Managementproblemer oder ëm e strukturelle Problem am ganze Secteur?

6. Doduerch, dass et eng Penurie am Secteur gëtt, si vill Betriber drop ugewisen, iwwerqualifizéiert Personal anzustellen, wat de Betrib dann och deemtsprechend vill méi kascht. D'Assurance dépendance, d'CNS an de Staat iwwerhuelen e klengen Undeel un de Käschten, fir deem entgéintzewirken, et geet awer bei Wäitem net duer, bedéngt duerch d'Festleeë vun der Valeur monétaire. Wat ass d'Regierung gewillt ze ënnerhuelen, fir dass et net zu finanzielle Problemer kënn an deene Betriber am Flegesecteur a fir dass weiderhin d'Fleeg vun de Patiente garantéiert ka ginn?

Réponse (04/03/2025) de **Mme Martine Deprez**, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | **M. Max Hahn**, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil

D'Regierung ass au courant vun der Situatioun vun ALIVE Plus ASBL; en anere Gestionnaire an enger änlecher Situatioun ass der Regierung net bekannt. Dowéinst kann och net vu strukturelle Problemer mat Auswierkungen op de ganzen Hëllef- a Flegesecteur riets sinn.

Säit Dezember 2024 gouf et souwuel Consultatiounen tëscht de concernéierte Ministèren, ewéi och verschidde Reuniounen mat ALIVE Plus ASBL. Während dëse Reuniounen ass d'Situatioun am Detail analyséiert ginn. ALIVE Plus ASBL spillt eng wichteg Roll, ënner anerem am Beräich vun der Betreiwung vu Kanner mat spezifische Besoinen a Verhalensopfällegkeeten. À ce stade ass d'Weiderféiere vun de konventionéierten Aktivitéiten garantéiert.

Et ass donieft eng Prioritéit vum Accord de coalition, fir d'Attraktivitéit vun de Gesondheetsberuffer ze stäerken, also och vun de verschiddene Qualifikatiounen am Flegesecteur. Dëst geschitt ënner anerem duerch eng Moderniséierung vun de Berufsbehalter mat enger adaptéierter Kompetenzbeschreiwung, souwéi och duerch eng Vifalt vu Kommunikatiounsaktivitéiten wéi zum Beispill iwwer den Internetsite www.healthcareers.lu, eng Präsenz op der Schoulfoire respektiv Kontakter mat de Services d'orientation.

Am Kader vun de Verhandlungen fir d'Valeurs monétaires vun 2025 an 2026 huet d'CNS effektiv eng Finanzéierung fir d'Iwwerqualifikatioun mat integréiert, awer a bestëmmte Grenzen. Esou deckt d'Finanzéierung vun der CNS de Mangel un Aides sociofamiliales (ASF) of, déi duerch Aide-soignants (AS) kompenséiert gëtt. D'Valeurs monétaires gesinn awer keng Finanzéierung vun engem Infirmier vir, fir e Mangel un ASF oder AS ze kompenséieren, well den Asaz vun den Infirmiere fir akut a méi spezialiséiert Betreiwung erfuerderlech ass. Et geet éischter drëm, fir op d'Formatiounsoffer vu méi nidderege Carrièren ze agéieren, fir mëttelfristeg de Mangel u Personal am Hëllef- a Flegesecteur ze behiewen.

Campagne de désinformation à l'école | Question 1784 (15/01/2025) de **M. Ricardo Marques** (CSV)

Déi steigend Präsenz vun Desinformatioun, besonnesch op soziale Medien, stellt eng grouss Erausforderung fir d'Gesellschaft duer. D'Beispill vu Finnland weist, wéi d'Integratioun vu Mediekompetenz a kriteschem Denken an de Schoulcurriculum zur Bildung vu resiliente Schüler bäidroen kann. Duerch eng systematesch Approche, wou spezifesch Coursen iwwert Desinformatioun an de Schoulen enseignéiert ginn, huet Finnland et fäerdegbruecht, eng féierend Roll am Kampf géint Desinformatioun an Europa anzeschloen.

Lëtzebuerg steet virun änlechen Erausforderungen, sou wéi et och am Fokus vum Budget vum Joer 2025 virgesinn ass, deen notament staark gepräagt vun Theeme wéi Kënschtlecher Intelligenz ass. Eng staark Basis vu Medien- a Kritikkompetenzen dréit och hei zu engem méi informéierte Schüler bäi, deen sech géint sou Manipulatiounen wiere kann.

An deem Kontext géif ech gäre folgend Froen un den Här Educationminister stellen:

1. Wéi eng Mesurë sinn aktuell en place fir sécherze stellen, dass d'Schüler déi digital a Mediekompetenzen hunn, fir sech géint Desinformatioun ze wieren?
2. Gesäit den Educationminister et vir, en änleche Programm zu Lëtzebuerg an d'Liewen ze ruffen, z. B. andeems spezifesch Coursen oder Optiounen an de Lycéeën agefouert ginn?
3. Ass geplangt, Sensibiliséierungscampagnë fir Schüler an d'Léierpersonal ze organiséieren, fir den Impakt vu falschen Informatiounen ze reduzéieren?

Réponse (04/03/2025) de **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Laut dem Media Literacy Index 2021⁶ huet Finnland effektiv dat héchste Potenzial, den negativen Auswierkunge vu Fake News a Feelinformatiounen ze widderstoën. D'Medienerzéiung a Finnland verfollegt den Usaz, d'gesamt Gesellschaft mat anzebeziën. Vill verschidden zivilgesellschaftlech Organisatiounen bedeelege sech un der Entwécklung an Duerchféierung vu Léierprogrammen, dorënner Schoulen, Bibliothéiken, Ministèren, Universitéiten an ONGen. Beispillsweis hu rezent méi wéi 50 Gruppen un enger „Safer Internet Day“-Campagne deelgeholl. Iwwer 100 verschidden Organisatiounen promovéiere Media Literacy a Finnland.

Lëtzebuerg huet eng änlech Approche, andeems BEE SECURE mat enger ganzer Rëtsch Organisatiounen an Institutiounen zesummeschafft. Am berodende Gremium vu BEE SECURE, dem Advisory Board, si Memberen aus der Zivilgesellschaft esouwéi aus dem éffentlechen a private Secteur, déi sech mat Froen vun Internetsécherheet a Medienerzéiung beschäftegen, vertrauden. Si liwweren e wäertvollen Input fir d'Froen, déi ronderëm dës Theemen dréinen.

ad 1. Allgemeng ass mat der Initiativ BEE SECURE zanter Joren eng Mesure en place, fir déi Jonk op e méi sécheren Ëmgank mat Medien an Technologie virzebereeden an hinnen esou Moyene mat op de Wee ze ginn, fir gutt duerch déi digital Liewenswelt kënnen ze navigéieren.

Donieft ginn d'Schüler zu Lëtzebuerg duerch eng Rei vu gezielte Moossnamen op d'Erausforderunge vun Desinformatioun virbereet:

Am Enseignement fondamental kréien d'Schüler eng éischt Basis a Coding a Computational Thinking (CT),

wouduerch si en éischte Bléck op d'Datekompetenz an d'Bedeutung vun Daten entwéckelen. Besonnesch gëtt e Bewossts fir d'Manipulatioun vun Date geschaf, an op dës Manéier gëtt d'Grundlag fir e kriteschen Ëmgang mat digitalen Informatiounen geluecht. An deem Kader hält den Educationminister um Erasmus+ Projet DALI4US deel, deen d'Stärkung vun Datekompetenz bei Schüler an Enseignantë fërdert.

Am Enseignement secondaire ginn dës Kompetenzen an den Digital Sciences verdéift, mat engem Fokus op schülerrelevanten Theemefelder wéi Kënschtlecher Intelligenz (KI), Data Literacy an eethesch Froestellungen. D'Schüler léieren, komplex Zesammenhäng ze analyséieren, an diskutéieren d'Auswierkunge vun digitale Phänomeneer op Gesellschaft a Perséinlecheit.

Ergänzend ginn aktuell Pilotprojeten am Bildungskontext mat KI ëmgesat, déi sech op d'Personaliséierung an d'Differenzéierung vu Léiermaterialien, d'Förderung vu kriteschem Denken a Kreativitéit an d'Bildung vu Communities of Practice konzentréieren. Besonnesch de Pilotprojet eduAI (Bildgeneratioun) ënnerstëtzt d'Entwécklung vun technologeschen a methodeschen Usätz, fir d'Theeme Bildgeneratioun, kritesch Denken an Desinformatioun pedagogesch ze thematiséieren.

Praktesch Offeren, wéi ZpB-Programmer (z. B. propaganda.guide), den Atelier „Je vois quelque chose que tu ne vois pas!“ oder Workshops vum SNJ (Marienhall), bidden eng breet Palléit un edukative Ressourcen a praktesche Formater, déi Schüler a Léierpersonal gezielt ënnerstëtzen.

Ofschléissend sief nach gesot, datt duerch d'Zesummenaarbecht mat EDMO Belux eng Plattform zur Verfügung steet, déi Faktenchecks, Fuerschrungsrapporten a Materialien zur Medienerzéiung ubitt, an dat a fënnf Sproochen.

ad 2. Zu Lëtzebuerg sinn d'Theemen Desinformatioun a kritesch Medienanalys an de Coursen vum Fondamental a vum Secondaire verankert.

BEE SECURE bitt aktuell schonn eng Rëtsch Sensibiliséierungsaktivitéiten iwwert Desinformatioun fir Jonker an Enseignantinnen un. Fir Schouklasse ass dëst aktuell den Training #checkyourfacts – Glaub nicht alles im Netz, dee 6's- a 5's-Klasse kënnen bei BEE SECURE buchen. Fir eng Gréisstenuerdnung ze ginn: Zanter der Aféierung vun deem Training 2022 bis haut gouf dës speziellen Training ronn 500-mol ugefrot. Aktuell gëtt och hei un enger neier Versioun geschafft, déi déi rezent Entwécklungen zu deem Sujet opgräift.

Insgesamt huet BEE SECURE am Joer 2024 iwwer 1.200 Formatiounen am Enseignement fondamental an am Enseignement secondaire ginn, dorënner eeben och déi, déi méi präzis d'Desinformatioun als Thema hunn.

ad 3. BEE SECURE hat schonn 2019 eng Sensibiliséierungscampagne iwwert dee Sujet vun der Desinformatioun lancéiert.⁷

Méi rezent, am Hierscht 2024, gouf eng weider Campagne iwwer Desinformatioun publizéiert, mam Fokus op den neien Entwécklungen ronderëm d'Desinformatioun duerch Kënschtlecher Intelligenz an Deep Fakes. Dës Campagne mam Numm „Een Af mécht der honnert – Gleeft net alles um Netz“ hat an deene leschte Wochen eng gréisser Visibilitéit erreecht. Vun November bis Dezember 2024 gouf et zum Beispill 1.655.787 Impressiounen vun den Inhalter vun

⁷ <https://www.bee-secure.lu/fr/news/checkyourfacts-ne-crois-pas-tout-sur-internet/>

⁶ <https://osis.bg/?p=3750&lang=en>



dëser Campagne op de Social-Media-Plattformen. Am Fréijoer 2025 gëtt dës Campagne iwwer Desinformatioun am Netz mat neie Fokusse virugefouert.

Enn Abrëll 2024 huet BEE SECURE d'Theema vun der Desinformatioun och am Virfeld vun den Europawalen iwwer säin Informatiounskanal fir Enseignant- en, de BEE SECURE Update, opgegraff. D'Enseignantë goufen hei net nëmmen op nei Methode wéi Deep Fakes higewisen, mee se kruten och direkt Ressourcen an Aktivitéite genannt, fir de Sujet an der Klass ze thematiséieren.

Ofschléissend sollen hei och nach d'Formatioune genannt ginn, déi den Institut de formation de l'éducation nationale (IFEN) an deem Kontext am Schouljoer 2024/2025 ubitt:

- D6-e-02: Fake news à l'heure du numérique/ Antoine Hubert
- D6-c-38: So geht Medien: Nachrichten machen in der Schule (u. a. mit KI Tools)
- D4-e-31: Verschwörungstheorien – Fake News & Alternative Fakten/respect.lu
- D4-f-01: „Vielfalt in der Schule“ Gleich und doch unterschiedlich? – Transkulturelle (Medien) Kompetenz im Bildungsbereich
- D4-e-63-PF-ZpB: Vernetzte Welt, vernetzte Bürger/-innen – Digitalität & politische Bildung
- D4-e-14-ES-LAM: Vernetzte Welt, vernetzte Bürger – Digitalität & politische Bildung
- D4-e-86: Dag vun der politescher Bildung 2025: Gute Noten für gute Bürger/-innen
- D4-e-84: Dag vun der politescher Bildung 2025: Fakt oder Fake? Praktische Übungen zum Thema Desinformation
- D6-a-27: Enseigner l'éducation aux médias et à l'information
- D6-e-37: Kosmos YouTube: Faszination, Gefahren und pädagogisches Potenzial!
- D6-e-01: TikTok, Instagram & Co. – Was machen Kinder und Jugendliche eigentlich derzeit online?
- D6-e-35: Swipe, Like, Learn! Kurzvideos im Social-Media-Zeitalter
- D6-a-02: Datendetektive
- D6-a-07: Veille pédagogique et recherche de données et contenus numériques : partez à la pêche sur le web !
- D6-c-41: MediaLab – Kreatiounen vun audiovisuelle Medien
- D6-d-01: Cybersecurity Essentials – Was man als Lehrkraft über die technische Internetsicherheit wissen sollte
- D6-a-29: Sicherheit im Fokus: Von KI-Grundlagen zur praktischen Anwendung. Was man als Lehrkraft über die KI wissen sollte

Utilisation des locaux dans l'école | Question 1786 (15/01/2025) de Mme Francine Cloeser (LSAP)

Vill Gemengen am Land ginn duerch de grouse Wuesstems vun der Populatioun virun Erausforderunge gestallt. Ien gebaute Maison-relais sinn zum Moment, wou se a Betrib geholl ginn, heiansdo scho rëm bal ze kleng, fir de Besoine gerecht ze ginn. Eng Solutioun kéint dora bestoen, d'Raimlechkeete vun de Grondschoulen esouwuel fir déi formal ewéi och fir déi nonformal Bildung ze notzen.

Dës Approche hätt wuel de Virdeel, dass manner Säll gebraucht géife ginn. Allerdéngs géif dat och mat sech bréngen, dass d'Kanner eventuell méi Stonne pro Dag am selwechte Raum verbrénge missten an d'Enseignanten zum Deel beim Amenagement vun hire Säll limitéiert wieren.

An deem Kontext wéilt ech dem Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend an dem Inneminister folgend Froe stellen:

– Wéi steet d'Regierung zu enger gemeinsamer Notzung vun de Raimlechkeete vu formaler an nonformaler Bildung? Promovéiert d'Regierung sou eng Approche gegebenefalls och mat finanziellen Ureizer?

– Gëtt et aktuell scho Gemengen, déi d'Schoulräim vum Precoce an/oder vum Prescolaire och fir d'nonformal Bildung notzen? Falls jo, ëm wéi eng Gemengen handelt et sech an ëm wéi vill Klassen?

– Gëtt et aktuell scho Gemengen, déi aner Schoulräim och fir d'nonformal Bildung benotzen? Falls jo, ëm wéi eng Gemengen handelt et sech an ëm wéi vill Klassen?

Réponse (04/03/2025) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Wéi am Regierungsprogramm festgehalten, ënnerstëtzt d'Regierung eng Verstärkung vun der Zesummenaarbecht vun der Schoul an de Bildungs- a Betreuungsstrukturen (SEA). Dës ëmfaasst ënner anerem eng beschtméiglech Notzung vun de lokalen infrastrukturelle Ressourcen. De finanziellen Ureiz fir d'Gemengen ergëtt sech aus der gemeinsamer Notzung vun de Raimlechkeeten duerch d'Schoul an déi nonformal Bildungsstrukturen, wéi z. B. Turnsäll, Psychomotorikraum, pedagogesch Kichen, Bastelsäll, Theater-säll a Scienceraim. Doduerch mussen keng duebel Infrastrukture virgesi ginn, a Méikäschen, déi duerch iwwerflësseg eenzel genotzte Raimlechkeete géifen entstoën, ginn agespuert.

Op Réckfro bei de Regionaldirektiounen vum Enseignement fondamental konnt festgestallt ginn, datt schonn haut bei 84 Gemenge respektiv Gemengesyndikater ënnerschiddlech Raimlechkeeten esouwuel vun de Schoullassen ewéi och vun de Kanner aus den SEA-Gruppe genotzt ginn. Dës Gemenge sinn: [†]

Bei der Analys konnt ausserdeem festgestallt ginn, datt aktuell schonn eng ganz Panoplie un ënnerschiddleche Raim, esouwéi uewen ernimmt, heifir benotzt ginn.

Et bleift festzehalen, datt et schonn haut vill positiv Beispiller gëtt, wéi ee Raimlechkeeten esouwuel vu Schoullassen ewéi och vum SEA notze kann. Mä Ministère wäert an deem Zesummenhang och an Zukunft weider Efforte maachen, fir d'Gemengen dobäi ze ënnerstëtzen, dës méiglech Synergie weider auszebauen.

Création de zones expérimentales | Question 1790 (16/01/2025) de M. Dan Biancalana (LSAP)

Lors de la conférence de presse du 10 janvier 2025, les ministres ont annoncé la création de zones expérimentales dans lesquelles des dérogations aux règles actuelles permettraient de tester des approches innovantes en urbanisme et en gestion des ressources, comme l'utilisation des eaux grises dans certaines zones spécifiques. Ces zones, par exemple envisagées dans le cadre du projet « Metzeschmelz » entre Esch et Schifflange, représentent une initiative novatrice pour répondre aux défis liés à la durabilité et à la densité urbaine.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire, à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures et à Monsieur le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité :

1) Quels sont les critères spécifiques qui détermineront le choix des zones expérimentales et des projets pilotes dans ces zones ? D'autres zones et projets ont-ils été identifiés ? Le cas échéant, lesquels ?

2) Le Gouvernement a-t-il prévu une évaluation périodique des impacts environnementaux, économiques et sociaux des projets menés dans ces zones expérimentales ?

3) Quelles garanties le Gouvernement propose-t-il pour que ces expérimentations n'aient pas d'effets négatifs durables sur les habitants et l'environnement des zones concernées ?

4) Dans quelle mesure le Gouvernement envisage-t-il d'associer les communes et les acteurs locaux à la planification et à l'évaluation des zones expérimentales ?

5) Les conclusions tirées de ces expérimentations serviront-elles à réviser les réglementations existantes à plus grande échelle ? Si oui, selon quel calendrier ces révisions sont envisagées ?

Réponse (21/02/2025) de M. Claude Meisch, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire | **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures | **M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

La création de zones expérimentales s'inscrit dans la liste des 40 mesures de simplification administrative décidées par le Gouvernement qui ont pour vocation d'augmenter sensiblement l'offre en logements, tout en veillant à ce que les capacités des équipements publics collectifs soient à même de pouvoir accueillir une telle augmentation.

En effet, en matière de construction, les normes et réglementations, qui ont notamment vocation de garantir un haut niveau de sécurité, de salubrité, de commodité, d'accessibilité, de protection du patrimoine culturel et de protection de l'environnement, sont régulièrement établies selon le principe de précaution, ce qui est certes très utile pour éviter des constructions et aménagements risquant d'aller à l'encontre de ces aspects d'ordre qualitatif.

Ces normes et réglementations peuvent parfois rendre difficile, voire empêcher la réalisation de projets urbanistiques et d'architecture innovants. L'objectif de la mesure proposée est d'analyser la possibilité d'instaurer une nouvelle zone intitulée « zone expérimentale » à l'intérieur de laquelle une ou plusieurs dérogations par rapport à des dispositions légales et réglementaires en vigueur seraient admissibles. Le but recherché est la réalisation de projets qui font preuve d'une haute qualité en termes de sécurité, de salubrité, de commodité, d'accessibilité, de protection de l'environnement et de la santé humaine, et de qualité.

Il est prévu de mettre en place la zone expérimentale à travers l'instrument du Plan d'occupation du sol (POS) inscrit dans la loi modifiée du 17 avril 2018 concernant l'aménagement du territoire, notamment pour des projets de construction, tels que des écoles, des logements abordables ainsi que pour des projets de régénération urbaine et de reconversion de friches industrielles.

Toutefois, pour ce faire, une adaptation de la législation en vigueur s'avère nécessaire. Un groupe de travail identifie actuellement l'ensemble des lois et règlements applicables en matière de nouvelles constructions ou de réaménagement de constructions et de quartiers existants. Pour ce faire, le groupe de travail est appuyé par une association de bureaux spécialisés chargée de proposer des solutions par rapport aux éventuels blocages légaux et réglementaires et de proposer une modification de la loi modifiée du 17 avril 2018, précitée.



Une fois la législation adaptée, il s'agira d'identifier des projets pilotes pour mettre en œuvre cette mesure. À ce stade, ni une liste de projets, ni des critères spécifiques n'ont été élaborés.

Tel qu'indiqué ci-dessus, la zone expérimentale ne pourra être désignée que par le biais de l'établissement d'un POS. À travers la procédure d'élaboration d'un POS, chaque zone expérimentale devra être approuvée par le Gouvernement, qui veillera bien évidemment aux impacts environnementaux, économiques et sociaux ainsi qu'aux impacts sur la santé humaine des projets mis en œuvre. Il va sans dire que les communes concernées seront étroitement associées à ces projets.

Il est prévu qu'un projet de modification de la loi précitée du 17 avril 2018 soit élaboré et introduit dans la procédure législative d'ici la fin de l'année.

Thèse de doctorat de la princesse Claire | Question 1793 (20/01/2025) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Eis gouf zougedroen, dass d'Dokteraarbecht „A bioethical analysis of the place of consent in organ donation with particular reference to the United States, Germany and Austria. Dissertatio ad doctoratum in facultate bioethicæ Pontificii Athenæi Regina Apostolorum“ vun der Prinzessin Claire hei zu Lëtzebuerg net verfügbar soll sinn. Si wär anscheinend och just an enger eenzeger Bibliothéik verfügbar an zwar an der Bibliothéik vun der Universitéit zu Roum, wou d'Prinzessin Claire promovéiert huet. An der Biografie vun der Prinzessin Claire vun der Maison du Grand-Duc gëtt explizit op hir Dokteraarbecht higewisen: „Nachdem sie 2009 an der Universität Regina Apostolorum in Rom einen Master in Bioethik mit summa cum laude abgeschlossen hatte, beschloss die Prinzessin, ihr Wissen zu vertiefen, indem sie eine Promotionsarbeit begann [...] Für ihren Dokortitel (PhD) verteidigte sie ihre Dissertation in Rom zum Thema der ethischen Aspekte der Zustimmung von Organspenden.“

Lëtzebuerg huet ee Règlement grand-ducal vum 6. Dezember 2009 iwwert den Dépôt légal, deen och Dokteraarbechten ofdeckt, falls dës mat öffentliche Gelder finanziert goufen.

An deem Zesummenhang wëllt ech dem Premierminister an dem Minister fir Kultur dës Froe stellen:

1. Gouf d'Prinzessin Claire fir hir Thèse materiell oder finanziell vun der Maison du Grand-Duc oder der Administration des biens de S.A.R. le Grand-Duc ënnerstëtzt?
2. Ass de Kulturminister der Meenung, dass esou eng Ënnerstëtzung géif de Krittere vum Art. 3 Punkt 3 vum Règlement grand-ducal du 6 novembre 2009 relatif au dépôt légal erfüllen, dee seet: „Est considérée comme éditée sur le territoire national : [...] 3. toute publication, toute thèse et tout mémoire de recherche dont la production a été soutenue par un organisme du secteur public au Luxembourg.“
3. Ass d'Aarbecht vun der Prinzessin Claire och hei am Land iergendwou disponibel respektiv deposéiert? Wann nee, firwat ass d'Aarbecht vun der Prinzessin Claire net an enger Bibliothéik hei am Land aschbar?

Réponse (20/02/2025) de **M. Luc Frieden**, Premier ministre | **M. Eric Thill**, Ministre de la Culture

ad 1. Nee.

ad 2. Vu datt d'Thees „A bioethical analysis of the place of consent in organ donation with particular reference to the United States, Germany and Austria:

dissertatio ad doctoratum in facultate bioethicæ Pontificii athenæi Regina Apostolorum“ (2017) vun der Prinzessin Claire net zu Lëtzebuerg op der Universitéit, mee zu Roum um Ateneo Pontificio Regina Apostolorum eragereecht gouf, gëtt et keng Obligatioun, fir en Exemplaire am Kader vum Gesetz vum Dépôt légal an der BnL ofzeginn. Theesen, déi am Ausland op Universitäten eragereecht ginn, ënnerleien also net deene Bestëmmungen.

ad 3. Et handelt sech ëm eng privat Aktivitéit vun engem Member vun der groussherzoglecher Famill, iwwer déi d'Regierung keng Befugnisser huet.

Op der Grondlag vun de jeeeweilege Bestëmmungen an den Doktoratsprüfungsuerdnunge vun den Universitäten ass et engem Doktorand oder enger Doktorandin am Fall, wou et erlaabt ass, iwwerlooss, op fräiwëlleger Basis eng net verëffentlecht Thees an enger Bibliothéik vun hirem Choix ofzeginn oder net.

Wann eng Thees awer publizéiert gëtt, z. B. um Territoire vum Grand-Duché, ginn zwee Exemplairen am Kader vum Dépôt-légals-Gesetz an der BnL ofginn; wann eng Thees am Ausland publizéiert gëtt, beméit sech d'BnL ëm d'Acquisitioun, wa se Kenntnis vun der Publicatioun huet.

Impact du changement climatique sur le système d'assurance au Luxembourg | Question 1804 (21/01/2025) de **M. Sven Clement** (Piraten)

D'lescht Joren huet d'Assurancëbranche zu Lëtzebuerg historesch héich Entscheedungen duerch Naturkatastrophe misse bezuelen. D'Iwwerschwemmungen an d'Sturm vum de leschte Jore weisen däitlech, datt och eist Land ëmmer méi vun extreeme Wiederphänomeneer betraff ass.

An den USA an a Kalifornien am Besonnesche gëtt et elo schonn éischt Fäll wou Assurancen sech aus gewësse Regiounen zeréckzéien, well d'Risiken net méi kalkuléierbar sinn. Dëst werft wichteg Froen op iwwert d'Zukunft vun eise Assurancësystem an d'Preparatioun op déi zukünftige klimatesch Erausforderungen.

An deem Zesummenhang wëllt ech de Ministere fir Finanzen a fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit dës Froe stellen:

1. Wéi héich waren d'Entscheidungunge vun den Assurancen zu Lëtzebuerg duerch klimabedéngt Schied an de leschten 10 Joer a wéi huet sech dëst am Verglach zu den 10 Joer virdrun entwéckelt?
2. Wéi eng Mechanismen huet de Staat aktuell, fir den Assurancësektor ze ënnerstëtzen am Fall vu gréisseren Naturkatastrophen? Gëtt et Pläng, fir eng staatlech „Assurance vun der leschter Chance“ anzeféieren?
3. Wéi eng konkret Mesurë gi geholl, fir den Assurancësektor méi resilient géint Klimarisiken ze maachen? Gëtt et spezifesch Ufuerderungen un d'Reserven, déi d'Assurancë musse virweisen?
4. Gëtt et Analyse vun der Regierung iwwert déi laangfristeg Auswierkunge vum Klimawandel op den Assurancësystem zu Lëtzebuerg? Wa jo, wat sinn d'Haaptkenntnisser?
5. Wéi eng präventiv Mesurë gëtt et, fir d'Klimarisiken ze reduzéieren an domat och d'Assurancëbranche ze entlaaschten? Wéi gëtt d'Zesummenaarbecht tëscht Assurancëbranche, Staat a Gemengen an dësem Beräich koordinéiert?

Réponse (03/03/2025) de **M. Gilles Roth**, Ministre des Finances | **M. Serge Wilmes**, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1. D'Entscheidungunge vu klimabedéngte Schied duerch Assurancëgesellschaften sinn an de leschte Joren tendenziell an d'Lucht gaangen. Fir eng genau chiffréiert Analys vun de leschten 10 Joren am Verglach zu den 10 Jore virdrun ze maachen, feelen déi entsprecheend historesch Donnéeën. Als gréisser Evenementer vun de leschte Jore kann een den Tornado vum 9. August 2019 (100 Milliounen Euro) an d'Iwwerschwemmung vum 14. a 15. Juli 2021 (135 Milliounen Euro) nennen.

ad 2. An enger Etüd vun November 2024 vun der europäescher Assurancëautoritéit (EIOPA) gouf Lëtzebuerg eng adequat Couverture vu Risiken duerch Naturkatastrophen attestéiert. Et gëtt deementsprechend aktuell keng Pläng fir eng staatlech „Assurance vun der leschter Chance“.

Staatlech Entscheedungunge komplementär zu versécherter Schied goufen déi lescht Jore vu Fall zu Fall decidéiert.

ad 3. D'Ufuerderungen un d'Reserven am Lëtzebuerger Assurancësektor sinn duerch den EU-wäit applicable „Solvency II Regime“ reglementéiert.

Klimarisiken ginn, nieft allen anere Risiken, vun den Assurancëgesellschaften an der Berechnung vun den Egekapitalufuerderungen berücksichtegt. Déi rezent iwwerschaafte Solvency II Direktiv wäert d'Ufuerderungen fir d'Gestioun vu Klimarisiken nach weider verstärken.

Zousätzlech huet de Commissariat aux assurances (CAA) eng spezifesch „Note d'information 24/4 relative aux enjeux réglementaires liés à la finance durable“ publizéiert.

ad 4. Lëtzebuerger Assurancëgesellschaften mussen de laangfristegen Impakt vum Klimawandel an hirem „Own Risk and Solvency Assessment“-Rapport (ORSA) analyséieren.

Den CAA huet diesbezüglich am Oktober 2023 festgestallt, dass iwwer 70 % vun de Lëtzebuerger Assurancen- a Reassurancëgesellschaften d'Auswierkunge vum Klimawandel op hir Aktivitéiten berücksichtegen.

ad 5. An der nationaler Klima-Upassungsstrategie si konkret Moosnamen virgesinn, fir d'Vulnerabilitéit vu Lëtzebuerg par rapport zu Klimarisiken ze reduzéieren. Dës Strategie huet als Zilsatzung, fir d'Resilienz an alle politesche Beräicher ze stäerken. D'Klima-Upassungsstrategie ass amgaang iwwerschaaft ze ginn, an ee Projet ass vum Regierungsrat ugeholl ginn. De 7. Februar 2025 ass dës Strategie virgestallt a verëffentlecht ginn. (<https://environnement.public.lu/fr/actualites/2025/02/ap-procheholistique.html>)

Aktuell sinn am Projet de stratégie 131 präventiv Moosnamen virgesinn, an d'Consultation publique soll et erméiglechen, fir mat allen Acteuren iwwert dës Proposen ze schwätzen a, falls noutwenneg, zousätzlech Moosnamen ze identifizéieren, fir d'Resilienz vun de jeeeweilege Beräicher ze stäerken. De 25. Februar 2025 hu Verrieder vum Assurancësektor un enger Aarbechtssitzung deelgeholl, déi am Kader vun der genannter Consultation publique organiséiert ginn ass. Hei gouf nach eemol däitlech ënnerstrach, datt de präventive Schutz wichteg ass, fir d'Schied an d'Käschten ze reduzéieren. D'Zesummenaarbecht tëscht dem Staat an der Assurancëbranche wäert dofir och an Zukunft weider verstärkt ginn.

Nieft der Upassung un de Klimawandel, gouf den 31. März 2021 den Héichwasserrisikomanagementplang vun Regierungsrat ugeholl, fir d'Risiko vum Héichwasser ze reduzéieren. Fir dës Ziler ze erreechen, goufen och 263 konkret Moosnamen festgeluecht. Hei gëtt sech net nëmmen op d'Héichwasser vun de

grössere Baachen a Flëss limitéiert, mä och op d'Geforen, déi vum Staarkreen kommen. Mir erlaben eis, den éierbaren Deputéierte méi allgemeng op d'Äntwerten op d'parlamentaresch Fro N° 1763 zum Thema „Héich-waasserschutz“ ze verweisen.

Accessibilité des sites étatiques | Question 1806 (21/01/2025) de **M. Ben Polidori** | **Mme Claire Delcourt** (LSAP)

D'Gesetz vum 28. Mee 2019 gesäit vir, dass öffentlech Internetsitten an Applikatiounen accessibel musse sinn, och fir Mënsche mat enger Behënnerung. Den Accessibilitätsrapport 2022–2024 vum Service information et presse weist awer op e puer weesentlech Defiziter hin:

– Bei der Accessibilité vum öffentlechen Internetsitten an Applikatiounen zu Lëtzebuerg gëtt et Fortschritter, mee där Etude no bleift och nach Loft no uewen.

– Eng grouss Zuel vu PDF-Dokumenten sinn net accessibel, a betraffe Verwaltungse gräifen op déi gesetzlech Derogatiounsméiglechkeet „charge disproportionnée“ zrëck, fir nees konform mat de gesetzlechen Obligatiounen ze sinn.

– Vill Reklamatiounen, déi vu Bierger agereecht goufen, sinn ouni Äntwert bliwwen, souwéi an der Hallschent vun de Fäll iwwerhaapt keng Léisung ugebuede gouf.

Zousätzlech dozou huet d'Europäesch Kommissioun an hirem Rapport d'évaluation vum der Direktiv (EU) 2016/2102 festgestallt, dass bis elo ënnerholl Moosnamen, fir d'Accessibilité vum de Sitten ze verbesseren, gréisstendeels Mënsche mat visuellen Aschränkunge cibléieren, während d'Bedierfnesser vu Persounen mat kognitiven Aschränkungen nach net genuch berécksiichtegt ginn⁸.

An deem Kontext, an am Hibleck op d'Aféierung vun deenen neie Bestëmmungen duerch d'Direktiv (EU) 2019/882, déi ab deem Joer gëllt, wéilte mir dem Här Staatsminister, der Madamm Ministesch fir Digitaliséierung, fir Fuerschung an Héichschoul souwéi dem Här Minister fir Famill, Solidaritéit, Zesummeliewen an Accueil folgend Froe stellen:

1. Wat fir Moossname ginn ënnerholl, fir d'Accessibilité vum den öffentlechen Internetsitten an Applikatiounen ze verbesseren, besonnesch wat PDF-Dokumenten ugeet? Ass et virgesinn, d'PDF-Formularen duerch interaktiv online Formularen ze ersetzen?

2. Wéi steet d'Regierung zu der Tatsaach, dass vill Reklamatiounen, déi vu Bierger agereecht goufen, ouni Äntwert bliwwen sinn? Wat plangt d'Regierung hei ze ënnerhuelen?

3. Sinn den Ament am aktuelle Studieprogramm vun IT-Studenten obligatoresch Moduller iwwert „Accessibilité“ virgesinn?

4. Wat fir spezifesch Mesurë si geplangt, fir d'Accessibilité vum öffentlechen Servicer fir Mënsche mat kognitiver Behënnerung ze stäerken?

Réponse (27/02/2025) de **M. Luc Frieden**, Premier ministre | **M. Max Hahn**, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil | **Mme Stéphanie Obertin**, Ministre de la Digitalisation, Ministre de la Recherche et de l'Enseignement supérieur

ad 1. Sou wéi et am Gesetz vum 28. Mee 2019, Art. 8, virgesinn ass, produziéiert a publizéiert de

SIP all 3 Joer ee Rapport iwwert d'Kontroll vum der Accessibilité vum den Internetsitten an Applikatiounen vum öffentlechen Secteur.

Am Kader vum deem Gesetz huet de SIP ënnert anerem d'Missioun, fir d'Personal vum öffentlechen Secteur fir d'Accessibilité ze sensibiliséieren an ze forméieren. Et ginn och regelméisseg Audite gemaach, déi erlaben, Problemer feststellen an op Punkten opmierksam ze maachen, déi kenne verbessert ginn.

De SIP huet speziell zu deem Thema Accessibilité vum de PDFen eng Formatioun beim INAP: https://fonction-publique.public.lu/fr/formation-developpement/catalogueformations/secteur-communal/04devorganismes/04-6-egalch/co_0406-1-007CV.html.

De SIP huet och e Referentiel opgestallt mat all de Reegelen, déi e PDF respektéiere muss, fir accessibel ze sinn (RAPDF 1): <https://accessibilite.public.lu/fr/rapdf1/referentiel-technique.html>.

Soumat besteet e kloer definéierte Kader, deen och de staatlechen Acteure matgedeelt gëtt an op deen déi sensibiliséiert ginn. Et ass awer am Moment nach esou, dass de Gebrauch vu PDFen beim Secteur public nach wäit verbreet ass, an dass déi net ëmmer den uewe genannte Standarden entspriechen.

Dat gëtt méi a méi ëmgesat: MyGuichet gëtt mat villen neie Prozeduren ausgebaut, an et gëtt ëmmer méi Inhalter an einfacher Sprooch (z. B. d'Steierklärung). De CTIE huet an deem Kontext seng Expertis ausgebaut, an huet och d'Mëttel fir seng eegen Evaluatioun mat engem Service d'audit interne, deen d'Accessibilité och kontrolléiert. Dozou gehéiert dann och e progressivt Émwandele vu PDFen op online Formularen.

ad 2. All Reklamatiounen soll dozou féieren, dass sou séier wéi méiglech eng Léisung fonnt gëtt, fir de Bierger, déi een Hindernis begéinen, weiderzuhelfen.

Et ass wichteg ze wëssen, dass an dëser Statistik eng Reklamatioun och als ongeléist opgefuert gëtt, wa just den Delai iwwerschrott gouf. Wéi een an den Donnéeë gesäit, déi um Portail Open Data stinn (<https://data.public.lu/fr/datasets/historique-des-reclamations-relatives-a-laccessibilite-numerique/>), handelt et sech tëscht 2022 a 2024 ëm insgesamt 18 Reklamatiounen am Kader vum Gesetz, wouvun der 8 kuerzfristeg geléist goufen a 6 vun deenen 8 PDFen concernéiert hunn. Et kann een also soen, dass bei de PDFen bal all Kéier eng Léisung fonnt gouf. Bei den anere Problemer ass oft eng technesch Ursach dohannert, déi mécht, dass keng Léisung am Delai konnt fonnt ginn. An deem Fall gëtt probéiert, der Reklamatioun bei der nächster technesch Evolutioun Rechnung ze droen.

Der Regierung ass et wichteg, dass all Mataarbechter sech bewusst ass, wéi wichteg dat Thema ass, fir dass d'Inclusioun fir all d'Leit am deegleche Liewen eng Realitéit gëtt. Dowéinst ginn d'Efforten um Niveau vun der Informatioun, der Sensibiliséierung a vun der Kontroll weidergefuert. Ee Beispill ass de Stage fir all Beamten an der Administration gouvernementale (AGOUV), wou all Agent eng Introductioun iwwert dat Thema kritt. Spéider kenne si da weider Coursen um INAP doriwwer besichen.

ad 3. Um Niveau vun de Formatiounen, déi zum BTS (Brevet de technicien supérieur) féieren, gëtt de Sujet vun der Accessibilité an alle Studieprogrammer, déi op déi eng oder aner Manéier mam Developpement vun Internetsitten an Applikatiounen ze dinn hunn, thematiséiert. Dëst geschitt am Kader vu Projeten oder awer och am Kader vu spezifesch Coursen. Am Allgemenge gëtt lafend versicht, d'Studenten a ganz

ënnerschiddleche Kontexter fir de Sujet ze sensibiliséieren, fir dass lues a lues déi Iwwerleeungen e feste Bestanddeel vun hire berufleche Kompetenze ginn.

An de Bachelor- a Masterprogrammer an der Informatik op der Universitéit Lëtzebuerg gëtt et keng obligatoresch speziell Moduller iwwert d'Accessibilité, mee dat Thema gëtt am „Bachelor in Computer Science“ am Modüll „Human-Computer Interaction (HCI)“ behandelt, deen déi gesellschaftlech Implikatiounen vun der HCI, wéi d'Privatsphär, d'Sécherheet an d'Accessibilité ofdeckt.

ad 4. D'Accessibilité fir Mënsche mat kognitiver Behënnerung ass en Deel vun der europäescher Norm EN 301 549, déi der Gesetzgebung zu Gronn läit. De Support vun der kognitiver Accessibilité wäert an der nächster Versioun vun der Norm weider verbessert ginn, well nei Krittären dobäi kommen, déi och d'kognitiv Accessibilité ënnerstëtzen. Aktuell gëtt et scho Referenzdokumenten, déi vum SIP opgestallt goufen, fir all déi Reegelen aus der Norm um Terrain ëmzesetzen. Soubal déi nei Versioun vun der Norm a Kraaft gëtt, wäert de SIP déi Referentiellen upassen.

Et gëtt eng Rei Projeten, déi an enker Koordinatioun a Kollaboratioun zwëschen verschiddenen Instanze lafen: de Projet Accessilingua, duerghefuert ënnert der Leedung vum Ministère de la Digitalisation, ziilt dorop, fir lëtzebuergeschen Text a liichter Sprooch erëmzeginn. De Projet ScreenreaderLB, dee grad uleift ënnert der Leedung vum SIP a mam Support vum Ministère de la Digitalisation, dem Zenter fir d'Lëtzeburger Sprooch (ZLS) an dem Centre pour le développement des compétences relatives à la vue (CDC), soll eng Sproochausgab op Lëtzebuergesch erméiglechen. Dat wier ënnert anerem hëllefreich fir Leit mat enger Dyslexie oder Liesschwächt.

D'Missioun vum Centre de la communication accessible à tous (CCAT) sinn, ënner anerem, Formatiounen, Berodung an Informatioun zum Thema accessibel Kommunikatioun fir jiddereen unzibidden an ze entwéckelen. Zousätzlech sollen och Sensibiliséierungsaktiounen a Campagnen organiséiert ginn, fir op d'Bedierfnesser vun alternative Kommunikatiounsmëttel vu Leit mat enger Behënnerung oder mat Kommunikatiounsschwieregkeeten opmierksam ze maachen an ze informéieren.

« Design for All » | Question 1807 (21/01/2025) de **Mme Claire Delcourt** (LSAP)

Am Kader vum engem Informatiounsowend an der Gemeng Déifferdeng huet de Minister rezent op eng ganz Rei Problematiken um Niveau vum „Design for All“ – also um Niveau vun der Accessibilité vu Gebaier a Servicer fir Persounen mat an ouni Handicap – opmierksam gemaach. Obwuel scho vill Efforte gemaach goufen, kenne Persounen mat Aschränkungen ëmmer nach net esou um gesellschaftleche Liewen deelhuele, wéi et Persounen ouni Handicap méiglech ass. Fir dës Situatioun ze verbesseren, huet de Minister d'Gemengen encouragéiert, gemeinsam mam Ministère dozou bäizedroen, dass méi betreite Muntrum geschaf gëtt fir Persounen mat Handicap an dass öffentlech Institutiounen a Geschäfte méi accessibel ginn duerch eng inklusiv Bauweis an d'Consideréiere vun de besonnesche Besoine vu verschiddene Persounengruppen.

Mee net ëmmer si ganz Renovatiounsarbechten néideg. Heiansdo kann een och scho mat relativ klengen Ännerungen d'Accessibilité vu Gebaier a Servicer verbesseren. Duerch d'Aféiere vu sougenannten „heures silencieuses“, wou keng Musek gespillt gëtt an och keng haart Aarbechten ausgefuert ginn,

⁸ Réexamen de la directive (UE) 2016/2102 du Parlement européen et du Conseil du 26 octobre 2016 relative à l'accessibilité des sites Internet et des applications mobiles des organismes du secteur public, (SWD(2022) 410 final).



kënne Geschäfte z. B. e Kader schafen, an deem Persounen, déi Problemer hunn, vill haart Geräischer beieneen ze verschaffen, sech méi wuel fillen.

A senger Interventioun am Kader vum Informationswond ass de Minister och op de Sujet vun de Wéckeldescher fir Erwuessener agaan. Leider gëtt et ëmmer nach net genuch Plazen am Land, wou d'Toiletten esou equipéiert sinn, dass se och de Besoin vum erwuessene Persoun mat engem Handicap gerecht ginn. Dem Minister no, soll eng App an Zukunft dobäi hëllefen, Toiletten, déi e Wéckeldesch fir Erwuessener hunn, méi einfach ze fannen.

An deem Kontext wëllt ech dem Minister fir Famill, Accueil a Solidaritéit follgend Froe stellen:

1. Wou sinn d'Aarbechte fir déi ugekënnegt App drun? Wäert een iwwert d'App just Wéckeldescher fir Erwuessener méi lichter fanne kënnen, oder wäerten och aner Accessibilitäits-Informatiounen zu Gebaier a Servicer ugewise ginn?

2. Wéi gesinn d'Pläng fir den Ausbau vun der Offer u betreite Wunnplaz fir Persounen mat Handicap konkret aus? Wéi vill Wunnenge sollen a wéi engem Zäitraum disponibel sinn?

3. Wéi ënnerstëtzt a beréit de Ministère Gemengen, déi hir Gebaier méi accessibel gestallt wëllen? Besonnesch wann et sech ëm denkmalgeschützte Gebaier handelt, kann et hei jo zu Eerausforderunge kommen, wann eng Adaptatioun, déi zur Verbesserung vun der Accessibilitéit bäidroen kéint, awer gläichzäiteg d'Authentizitéit vum Gebai beaflosst. Wéi aus engem Artikel vum „Lëtzeburger Wort“ vum 10.1.2024 ervirgeet, soll et z. B. rezent e Fall gi sinn, wou eng Gemeng e Gelänner net bis un de Fouss vun enger Trap zéie konnt wéinst dem Denkmalschutz. Wéi gëtt an esou Fäll ofgiewen, ob d'Interess vum authentischen Erhalt vum Patrimoine oder vun enger besserer Accessibilitéit iwwerwiegen sollten?

Réponse (03/03/2025) de M. Max Hahn, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil

ad 1. Den Internetsite „eurewelcome.lu“ mat der App, déi derzou gehéiert, lëscht d'Strukturen op, déi den EureWelcome-Label kritt hunn. De Label „EureWelcome“ gëtt vun der Generaldirektioun vum Tourismus an Zesummenaarbecht mat Info-Handicap ausgezechent a baséiert op der Approche „Design for All“. De Label gëtt et fir touristesch Attraktiounen, effentlech Institutiounen oder Eventer, déi fest virgueluechte Krittere vun der Accessibilitéit entsprechen.

Wéckeldescher fir Erwuessener si souwuel um Internet-Site ewéi an der schonns ugeschwate App mat opgeléicht, jee weils mat enger Foto, enger kuerzer Beschreiwung, der genauer Adress an den Zäite wéini et zougänglech ass. Zousätzlech erlaabt d'App engem och, d'Distanz bis bei d'Installatioun ugewise ze kréien.

Zesumme mat Info-Handicap an der Generaldirektioun vum Tourismus ass eng gréisser Iwwerschaafung vun der App souwéi vun de Krittere an der Maach.

ad 2. D'UN-Behënnertrechtskonventioun, déi Lëtzebuerg 2007 ënnerschriwwen an 2011 ugehall huet, definéiert d'Rechter vu Persounen mat Behënnungen. D'Konventioun schreift vir, dass „les personnes en situation de handicap doivent pouvoir vivre de manière indépendante. Elles doivent pouvoir décider librement de leur vie. Elles doivent avoir les mêmes droits que les personnes qui n'ont pas de handicap.“

All Persoun soll deemno fräi decidéiere kënnen, wéi se wëll liewen. Aus deem Grond ënnerstëtzt de

Familljeministère Projete vu selbststännegen a semi-selbststännegen Wunnengen vu konventionéierte Partner duerch d'Finanzéierung vum Personal fir den Encadrement. Wat de konkrete Bau vu Wunnengen betrëfft, sou falen d'Promoteurs sociaux an d'Bailleurs sociaux ënner d'Gesetz vum Logement abordable a sinn domat eligibel fir déi finanziell Ënnerstëtzung vum Logementsministère. Et ass virgesinn, dës Méiglechkeet an Zukunft verstärkt ze promovéieren. De Logementsministère huet an deem Kontext och eng Cellule „Soutien aux communes“ geschaf, déi d'Gemenge ganz konkret beréit am Kader vun der Ëmsetzung vu bezuelbarem Wunnengsbau.

Wéi donieft am Regierungssaccord festgehal, wëll d'Regierung och den Ausbau vun der Offer u selbststännegen a semi-selbststännegen Wunnengen am Kader vu groussen effentleche Wunnprojete férdere. Sou encouragéiert de Familljeministère notament och d'Gemengen, fir verstärkt an der Schafung vu bezuelbare Wunnengen aktiv ze ginn a mat konventionéierte Acteuren zesummenzeschaffen.

ad 3. D'Gesetz vum 7. Januar 2022 iwwer d'Accessibilitéit (Loi du 7 janvier 2022 portant sur l'accessibilité à tous des lieux ouverts au public, des voies publiques et des bâtiments d'habitation collectifs) gesäit eng finanziell Aide fir d'Mise en accessibilité vir, fir déi och d'Gemengen eligibel sinn. Donieft kann de Bauhär sech un ADAPTH, enger vum Familljeministère konventionéierter ASBL, bei der technescher Ëmsetzung beroden an ënnerstëtze loosse.

Des Weidere gesäit den Artikel 7 vum Accessibilitäitsgesetz ënner bestëmmte Bedéngungen d'Méiglechkeet vir, eng Derogatioun zu den Dispositiounen vum Gesetz unzefroen, wouërner explizitt denkmalgeschützt Gebaier falen. Dës sinn deemno net obligatoresch vum Accessibilitäits-Gesetz betraff. Wéi wäit eng Upassung vun engem geschützten Bestandsgebai trotzdeem méiglech ass, hänkt allerdéngs vum Avis vum INPA (Institut national pour le patrimoine architectural) respektiv vun der jeeweileger Gemeng of, falls d'Gebai kommunal geschützt ass.

..... Conséquences de la fièvre catarrhale | Question 1809 (21/01/2025) de Mme Joëlle Welfring (déi gréng)

An engem Pressecommuniqué vum 29. Oktober 2024 huet d'Lëtzeburger Veterinär- a Liewensmittelvewaltung (ALVA) matgedeelt, dass d'Blonzongekrankheet säit dem 1. August 2024 a 488 Betriber nogewise gouf, an dass 1.380 Déieren, dorënner 1.228 Ranner, positiv op d'Krankheet getest goufen. D'Madamm Ministerin huet och informéiert, dass d'Stierflechkeet bei Ranner a Schof sech an der 43. Kalennerwoch (21.10.–27.10.) rëm um Niveau vum Virjoer agependelt hält.

D'Stierflechkeet ass awer just eng Auswirkung vun dëser Krankheet, an d'Repercussiounen vun der Blonzongekrankheet sinn och nach haut a ville Betriber ze spieren.

Eisen Informatiounen no hunn de Moment vill Betriber am Beräich vun der Mëlchproduktioun an der Rannerzuucht ze kämpfe mat Feelgebuerten, Feelbildungen an neurologesche Problemer bei Kaalwer, déi zur Euthanasie féieren, wéi och mat Problemer bei der Trächtegkeet vun de Mammekéi. Wéi grouss d'finanziell Schied sinn, wäert sech iwwert déi nächst Méint a Jore weisen, mee de Risiko besteet, dass dës Auswirkung vum der Blonzongekrankheet negativ Repercussiounen op d'Mëlchproduktioun, d'Zucht an d'Fleeschproduktioun wäerten hunn.

D'ALVA huet am August 2024 e Formulaire zur Meldung vun anormaler Mortalitéit am Zesummenhang mat der Blonzongekrankheet verfaasst, fir esou eng besser Iwwersiicht ze kréien.

An hirer Äntwert op d'QP N° 1108 huet d'Madamm Ministerin erkläert, dass fir de Moment weeder eng eenzelbetriebllech nach eng global offiziell Analys iwwert d'Schied, déi duerch d'Blonzongekrankheet entstane sinn, virläit. An hirer Äntwert op d'QP N° 1218 huet d'Madamm Ministerin weiderhi gesot, dass „vu dass de Servicer vum Landwirtschaftsministère keng fiabel offiziell Zuelen iwwert d'Verloschter vun de Betriber am Zesummenhang mat der Blonzongekrankheet virleien“, et de Moment ze fréi wier, „fir schonn eng Ausso iwwert eng eventuell Entschiedegung ze maachen“. Si huet erkläert, dass de Ministère awer derbäi wier, déi diesbezüglich Méiglechkeeten ze analyséieren an och d'Situatioun am noen Ausland ze suivéieren.

An dësem Kontext erlabeen ech mer et, follgend Froen un d'Madamm Ministerin fir Landwirtschaft, Ernährung a Wäibau ze stellen:

1. Kann d'Madamm Ministerin d'Informatiounen zu den erhéichten Zuele vu Feelgebuerten, Feelbildungen an neurologesche Problemer bei Kaalwer, souwéi och Problemer bei der Trächtegkeet vu Mammekéi confirméieren? Wa jo, wat ass d'Envergure vun dësen Problemer? Ginn dës Phenomeener statistesch erfaasst a wa jo, kann d'Madamm Ministerin eis d'Variatiounen am Verglach zu de Virjoren duerleeën?

2. Wéi géif d'Madamm Ministerin déi méi mëttel-fristeg Auswirkung vum der Blonzongekrankheet aschätzen?

3. Wéi gedenkt d'Madamm Ministerin virzegoen, fir eng global offiziell Analys ze maache vun de Schied, déi duerch d'Blonzongekrankheet entstane sinn?

4. Fir dës Schied besser ze erfassen, wier et net sënnavoll, fir nieft der anormaler Mortalitéit vun Déieren nach aner Effekter ze erfassen (Impakter op d'Mëlchproduktioun, Feelbildung respektiv neurologesch Problemer bei Kaalwer asw.)? Wa jo, wéi eng Schied fënnt d'Madamm Ministerin relevant an dësem Kontext, a wéi gedenkt si dës ëmzesetzen?

5. Wéi hunn der Madamm Ministerin hir Iwwerleeunge par rapport zu eventuellen Entschiedegungen evoluéiert säit hirer Äntwert op d'QP N° 1218? Gedenkt d'Madamm Ministerin finanziell Hëllef auszuschaffen, fir d'Betriber ze ënnerstëtzen, déi impaktéiert si vu Feelgebuerten, Feelbildungen an neurologesche Problemer bei Kaalwer, déi zur Euthanasie féieren, respektiv vu Problemer bei der Trächtegkeet vu Mammekéi? Wa jo, wéi eng Mesur sinn an dësem Kontext ugeduecht? Wann nee, wat sinn d'Grënn dofir?

6. Wéi een Informatiounsautausch gëtt et de Moment tëscht de Landwirten an dem Ministère respektiv der ALVA, fir déi negativ Auswirkung vum der Blonzongekrankheet beschtméiglech ze navigéieren an zukünfteg Verloschter an dësem Sënn ze verhënnere?

Réponse (03/03/2025) de Mme Martine Hansen, Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture

ad 1. Als Konsequenz zum Ausbroch vun der Blonzongekrankheet, konnten och zu Lëtzebuerg erhéichten Zuele vu Feelgebuerte festgestallt ginn. Bei den Autopsië vun dësen Feelgebuerte konnten och déi typesch BTM-Messbildung wéi z. B. Waasserkapp, ënnerentwéckelt Gehier oder aner Organmëssbildung festgestallt ginn.

De Feedback vun de Betriber ass, dass d'Kaalwer, deenen hir Mammen un der Blozongekrankheet erkrankt sinn, generell méi fréi op d'Welt kommen (Fréigebueren) an doduerch oft net gutt un d'Liewen adaptéiert sinn. Bei deene Kaalwer sinn z. B. d'Longen nach net fäerdeg entwéckelt oder ass opgrond vum Feele vu Biestmëlch bei der Mamm hir Immunitéit reduzéiert.

Vun Aeppeler bis hin zu blannen Déieren oder Kaalwer, déi am Ufank méi Ennerstëtzung (z. B. beim Drénken) brauchen, gëtt beréiert. Vun Trächtegeektsproblemer bei de Mammekéi gouf och als Konsequenz vun der Blozongekrankheet beréiert.

Zu dem aktuellen Zäitpunkt leien eis keng statistesch erfaassten Zuelen zu dëse Problemer vir. Et gëtt awer extern Institutionen, déi Zuele bezüglech der Mëlchleeschung an Trächtegeektsproblemer erfaassen.

ad 2. D'Blozongekrankheet huet zum Engen ee groussen Impakt op d'Déierewuel, well Déiere krank ginn, awer och op d'Wirtschaftlechkeet vun de Betriber, well d'Produktionsleeschung am Fall vun enger Infektioun gefall ass. Elo, wou déi akut Phas sech berouegt huet, sinn d'Spéitfolgen op de Betriber ze spieren. Et ass wichteg, d'Déiererepopulatioun dëst Joer duerch Impfung beschtméiglech virum Virus ze schützen, fir de Schued (ekonomesch an Déierewuel) esou kleng wéi méiglech ze halen.

ad 3. a 4. Vu dass d'Schied op de Betriber ganz ënnerschiddlech sinn, misst een, fir eng global Analys ze maachen, d'Donnéee vun all eenzele Betrib sammeln an auswäerten. Bei der Blozongekrankheet ass den direkten Impakt (erhéicht Stierflechkeet, Réckgang vun der Mëlchleeschung) awer och den indirekten Impakt (Feelgebuerten, Mëssbildungen, ...) op de Betriber feststellen. Besonnesch déi indirekt Schied kënnen opgrond vun engem Mangel un Informatiounen nëmme schwéier groussflächeg erfaasst ginn. Am Géigesaz dozou kann d'Stierflechkeet op de Betriber besser erfaasst an analyséiert ginn, well all Betrib seng doudeg Déieren iwwert eng Firma entsuerge léisst. Unhand dovun konnten och statistesch Auswertungen zur Iwwerstierflechkeet am Verglach zu anere Jore gemaach ginn.

D'Impakter op d'Mëlchproduktioun esouwéi d'Trächtegeek bei Mammekéi (Repro-Check) gi vun externen Institutionen scho stéchprouwenaarteg statistesch erfaasst. Wann et zu enger Analys vu Feelgebuerten am Laboratoire vétérinaire et alimentaire (LVA) kënn, hu mir Informatiounen zu de Mëssbildungen, déi stattfonnt hunn. Dozou muss een awer soen, dass et oft nëmme stéchprouwenaarteg zu Analyse vu Feelgebuerte kënn. Grondsätzlech iwwerschneiden sech eis Feststellungen mat deenen, déi och schon an anere betrouffene Länner gemaach goufen. De gesondheetlechen an ekonomeschen (Mëlch- a Fleeschproduktioun) Impakt op de Betriber ass grouss, dofir sollt preventiv alles gemaach ginn, fir seng Betriber ze schützen.

ad 5. Bedéngt duerch de Fait, dass de Ministère eng Assurance kofinanzéiert, déi Perten ofdeckt, déi duerch Déierekrankheeten ervirgeruff ginn, ass et net méiglech, zousätzlech Schied, déi duerch d'Blozongekrankheet entstan sinn, ze entchiedegen. Nieft dem Iwwerhuele vun den Assurancen zu 65 %, huet de Ministère bis dato scho ronn 3,6 Milliounen Euro fir d'Bereetstellung vum Impfstoff an d'Ausféierung vum Impakt duerch de Veterinaire virgesi bzw. ausbezuelet.

ad 6. Iwwert follgende Link kann den aktuellen Informatiouns Austausch „Freiwillige Impfkampagne 2025 gegen BTV und EHD“ nogelies ginn.

<https://agriculture.public.lu/de/aktuelles/2025/januar/impfkampagne-btv-ehd.html>

Op Wonsch vum Secteur huet de 26. Februar 2025 déi éischt Sitzung vun der Taskforce Blozongekrankheet/Epizootische Hämorrhagie am Ministère stattfonnt. Dës Taskforce besteet aus Membere vum Landwirtschaftsministère, der ALVA, der Landwirtschaftskammer a Convis a soll an Zukunft den Informatiouns Austausch betreffend d'Iwwerwaachung a Bekämpfung vun Déierekrankheete verbesseren.

LUXembourg IT for Healthcare (LUXITH) | Question 1811 (21/01/2025) de M. Sven Clement (Piraten)

Am Kontext vun der Digitaliséierung vun eise Spideeler spillt d'Benotze vu Cloud-Léisunge wéi Microsoft Office 365 eng ëmmer méi wichteg Roll. Dëst stellt allerdéngs wichteg Froen iwwert de Schutz vu sensibelen Donnéeën. Laut öffentlech zougänglechen Informatiounen benotze verschidde Spideeler, an Zesummenaarbecht mat LUXITH, dës Cloud-Servicer schon, déi op Serveren ausserhalb vu Lëtzebuerg operéieren.

An hirer Äntwert op meng parlamentaresch Fro N° 1654 huet d'Madamm Ministesch präziséiert, dass „LUXITH an d'FHL bestätegen, dass et net a Betruecht gezu gouf a wäert ginn, privat oder Gesondheitsdonnéeën vu Patienten an Assuréeen op Serveren am Ausland ze transferéieren oder do ze stockéieren“ a weider, dass „all sensibel Informatiounen vun de Spideeler an hire Patientene sinn a bleiwen deemno exklusiv a securiséierten Infrastrukturen zu Lëtzebuerg ënnerbruecht“. Dës Aussoe stinn allerdéngs am Widersproch mat der nowieslecher Benotzung vu Microsoft Office 365, wou d'Donnéeeen op Serveren ausserhalb vu Lëtzebuerg gespäichert a veraarbecht ginn. D'Integratioun vun AI-Tools an Office 365 bréngt zousätzlech Erausforderunge mat sech. Microsoft selwer dokumentéiert a sengen techneschen Dokumentatiounen, dass verschidde Funktiounen d'Analys an d'Veaarbechtung vun Donnéeën ausserhalb vun de lokale Systemer erfuerderen.

Am Kontext vun de Spideeler, wou sensibel Patientendate behandelt ginn, ass et dofir essenziell ze verstoen, wéi eng Moossname geholl gi sinn, fir de Schutz vun dësen Donnéeën ze garantéieren, a wéi dës Benotzung vu Cloud-Servicer mat den Aussoe vun der Ministesch kompatibel ass.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Gesondheet a fir Digitalisatioun dës Froe stellen:

1. Wéi eng konkret Moossname sinn en place gesat ginn, fir ze verhënneren, dass sensibel Patientendaten iwwer d'Microsoft-Office-365-E-Mail verschéckt ginn?
2. Gouf eng „Data Protection Impact Assessment“ (DPIA) fir d'Benotzung vu Microsoft Office 365 an de Spideeler duerchgefouert? Wa jo, zu wéi enger Conclusioun ass dës kumm?
3. Wéi gëtt garantéiert, dass déi nei AI-Funktiounen vu Microsoft Office 365 ginn sensibel Donnéeën veraarbechten? Gëtt et speziell Restriktiounen oder Konfiguratiounen, déi en place gesat goufen?
4. Gëtt et e comprehensiivt Sécherheets- an Datenschutzkonzept fir d'Benotzung vu Cloud-Servicer wéi Office 365 an de Spideeler? Wa jo, wéi gesäit dës aus a wéi gëtt et kontrolléiert?
5. Wéi eng zousätzlech Moossname goufen en place gesat, fir de Schutz vun der Dateveraarbechtung duerch Drëttservicer (wéi Microsoft) ze garantéieren?

Réponse (03/03/2025) de Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

Am Zesummenhang mam Gebrauch vu Microsoft Office 365 a Cloud-Déngschtleeschungen an de Spideeler ass ze ënnersträichen, wéi schon an der Äntwert op d'QP 1654 präziséiert, datt d'Patientendonnéeeën aus de Spidolssystemer a gesécherter Infrastrukturen zu Lëtzebuerg stockéiert bleiwen. An deem Sënn huet Microsoft sech formell engagéiert, all seng Donnéeën an Europa ze stockéieren (EU data boundaries).

<https://www.microsoft.com/en-us/trust-center/privacy/european-data-boundary-eudb>.

No Ausso vu LUXITH an de Spideeler gëtt Microsoft Office 365, a senger Standardversioun, fir Kommunikatiounsdeingschter wéi Emailen, Chat, Videokonferenze souwéi och fir d'Deele vun Dokumenter, déi keng Patientendonnéeeën enthalten, benotzt. Des Weidere gëtt den Email-System nach ëmmer op lokalen Infrastrukturen ënnerbruecht. D'Benotzung vum Email-System an der Cloud gëtt vu geplangte Sécherheetsmoossname begleet. Am Moment ginn d'Moossnamen an d'Budgete fir Sécherheetsvirkéierungen am Kader vun der Budgetiséierung 2025/26 nach analyséiert virun enger Budgetisatioun duerch d'CNS souwéi bei LUXITH wéi och bei de Spideeler. Et ass ze ënnersträichen, datt souwéi d'spidolseege Patientendossiere wéi och den Dossier de soins par tagé déi néideg Haaptsupporte bleiwen, fir Patientendonnéeeën an -dokumenter ze deelen.

ad 1. LUXITH an d'Spideeler stellen zesumme strikt Richtlinnen iwwert d'Handhabung vu sensibelen Donnéeën op, dorënner:

- D'Organisatioun vu reegelméisseg Formatiounen fir d'Personal, wat d'korrekt Benotzung vun digitale Léisunge betrëfft.
- D'Asetze vun Inhaltsfilteren, déi d'Verschécke vun net autoriséierte sensibelen Donnéeën iwwer net gesécherter Kommunikatiounskanal opdecken a blockéieren.
- D'Benotzung vun End-to-End-Verschlüsselungsleisunge fir all Austausch vu kriteschen Donnéeën. Wat d'Emailen betrëfft, sou erméiglecht d'Benotze vun der Regify-Léisung dës Sécherheet ze garantéieren, andeems d'Emailen verschlüsselt op de Microsoft Serveur bleiwen, sou datt Microsoft net kann drop zougräfen.

ad 2. Eng ëmfaassend Risikobewertung betreffend d'Benotzung vu Microsoft Office 365 gouf sektoriell duerchgefouert, a Conformitéit mam Règlement général sur la protection des données (RGPD) a mat der Ennerstëtzung duerch unerkannt extern Experten. Jee no Kontext vum jeeweilege Spidol goufen dës Analysen ugepasst.

ad 3. Et ass wichteg ze ënnersträichen, datt d'Entwécklung vun der kënschtlecher Intelligenz (KI) muss berécksichtegt ginn. D'KI vu Microsoft Office 365 gëtt net am Kader vu Patientendonnéeeën benotzt, mee gëtt versuchsweis benotzt fir administrativ Donnéeën bei der Veraarbechtung, a besonnesch bei der Optimiséierung vun interne Prozesser, der Dokumentverwaltung an dem automatiséierten Erstelle vu Protokollen vun administrative Reunionen.

D'KI-Funktiounen vu Microsoft Office 365 ginn deaktivéiert oder esou konfiguréiert, dass sensibel Donnéeën net kënnen traitéiert ginn. Dozou gehéieren:

- D'Desaktivéiere vun de Servicer vu fortgeschratenen Analysen, déi den Transfert vun Donnéeën ausserhalb vun de lokalen Infrastrukture géife beinhalten.



– Eng detailléiert technesch Iwwerpräiwung fir sécherstellen, dass déi aktivéiert Funktiounen d'Vertraulechkeet vun den Donnéeën net affektéieren.

ad 4. E strukturéierte Plang zur Ofsécherung vun Donnéeën gouf ausgeschafft, dëse beinhalt Follgendes:

– LUXITH huet de Spideeler eng „Cloud-Policy“ zur Verfügung gestallt, déi an all Etablissement ëmgesat muss ginn.

– Eng strikt Kontroll vum Accès a vun der Gestuon vun den Identitéiten.

– Reegelméisseg Bedeelegung vun de Spideeler a LUXITH u Sécherheetstester an Audits, fir d'Standfestegekeet vun de Moossnamen ze iwwerpräiwen.

ad 5. D'Spideeler a LUXITH sinn an enker Zesummenaarbecht mat de Fournisseuren, fir follgend Punkten ze garantéieren:

– D'Ënnerschreiwung vun de Kontrakter, déi am Aklam mam RGPD sinn. Ee Vertrag zu der Ofsécherung vun Donnéeën gouf mat Microsoft den 3.6.2024 ënnerschriwwen.

– D'Iwwerpräiwung vun de Sécherheitszertifikater vun de Fournisseuren (ISO 27001 asw.).

– E reegelméisseg Suivi iwwer technologesch Evolutiounen am Beräich vun M365, fir ëmmer konform ze bleiwen.

Dës Efforten ënnersträichen dat permanent Engagement vun de Spideeler a LUXITH, fir de Schutz vu sensibelen Donnéeën ze garantéieren an zugläich d'Benotze vu modernen technologesche Léisungen ze ermëglichen, fir d'Betreiung vun de Patienten ze verbesseren.

Troubles alimentaires | Question 1812 (22/01/2025) de M. Mars Di Bartolomeo (LSAP)

Les troubles alimentaires représentent un problème de santé publique croissant affectant de nombreuses personnes de tous âges et de tous horizons socio-économiques. Au cours des dernières années, on constate une augmentation préoccupante de ces troubles.

En effet, selon les données récentes relevées en France, le pourcentage des personnes souffrant de troubles alimentaires a augmenté de 25 % au cours des cinq dernières années, ce qui indique une tendance inquiétante qui nécessite une attention urgente et des actions concrètes.

Parmi ces troubles, les restrictions alimentaires pour perte de poids ainsi que l'alimentation excessive et non contrôlée pouvant mener à l'obésité extrême, sont les plus connus.

1) J'aimerais savoir de Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale quelles sont les mesures actuelles et futures mises en place par le Ministère de la Santé pour améliorer la prise en charge des personnes souffrant de ces troubles.

2) Quelles stratégies sont prévues pour renforcer la prévention de ces troubles notamment chez les jeunes qui sont particulièrement vulnérables à ce type de pathologies ? Plus précisément, quelles sont les initiatives actuelles visant à sensibiliser la population et à éduquer le public sur les risques et les signes précoces de ces comportements ?

3) Est-il prévu de mettre en place des programmes de prévention spécifiques dans les écoles pour informer et prévenir ces troubles ?

4) Est-ce que l'accès aux soins est assuré ?

5) Est-il prévu de mettre en place une véritable filière de prise en charge comprenant la détection précoce, la prise en charge aiguë et la réhabilitation ?

Réponse (03/03/2025) de Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) Selon la Classification internationale des maladies – onzième révision (CIM-11, dernière mise à jour et plus détaillée sur ce point que la CIM-10), les troubles de l'alimentation et des conduites alimentaires se définissent par des comportements alimentaires anormaux, qui ne sont pas expliqués par une autre affection médicale et qui ne sont ni adaptés au développement de la personne ni culturellement acceptés. Selon la gravité des troubles et le contexte sous-jacent, différentes prises en charge sont possibles au Luxembourg :

– Le médecin généraliste est le premier interlocuteur pour évaluer l'état de santé, proposer une prise en charge, voire une orientation vers les professionnels de santé (diététicienne, psychologue voire psychiatre, endocrinologue, etc.) qui seront en mesure d'assurer le suivi. Il en est de même pour les pédiatres pour les jeunes enfants. Dans le cadre de la prévention primaire et du dépistage de ces pathologies, la recommandation intitulée « prévention primaire en médecine générale » du Conseil scientifique du domaine de la santé a établi les questions et points d'attention auxquels le médecin ou le pédiatre doit être attentif⁹.

– Pour les troubles alimentaires en lien avec une problématique psychiatrique, les services hospitaliers de psychiatrie infantile et de psychiatrie juvénile ont mis en place des filières spécifiques de prise en charge. Les services de psychiatrie de l'adulte et de réhabilitation psychiatrique proposent des prises en charge spécialisées même s'ils ne disposent pas tous d'une unité spécifique dédiée.

Enfin, les réseaux de compétences « diabète et obésité » de l'enfant et de l'adulte sont en cours d'organisation et faciliteront la coordination et la prise en charge pour les patients obèses souffrant de certains troubles alimentaires (hyperphagie boulimique).

ad 2) Ces pathologies sont prises en compte dans le cadre des visites médicales de la médecine scolaire. Ainsi, lors du constat d'un BMI inférieur à la normale attendue, un avis est envoyé aux parents pour consulter leur pédiatre/médecin généraliste.

Le Programme GIMB, Gesond iessen, Méi beweegen, promeut une alimentation équilibrée et une activité physique régulière. Un accent est mis sur des messages non stigmatisants et le « mindful eating », tout en évitant la culpabilisation, surtout chez les adolescents. Les partenaires GIMB, comme les communes, écoles, etc. utilisent régulièrement les outils GIMB pour animer leurs ateliers sur ce sujet.

ad 3) Les écoles peuvent faire une demande à la coordination du Programme GIMB lorsqu'elles détectent la problématique dans une classe et des ateliers spécifiques peuvent être organisés en fonction des besoins et du type de troubles du comportement alimentaire¹⁰. Des approches supplémentaires sont actuellement à l'étude.

ad 4) L'accès aux soins est assuré via le médecin généraliste et le pédiatre et via les spécialistes en la matière (tels que les pédopsychiatres et psychiatres, psychothérapeutes et psychologues, diététiciens).

ad 5) En raison du périmètre large couvert par les troubles du comportement alimentaire, il n'existe actuellement pas de filière dédiée à leur prise en charge. Des filières spécifiques que ce soit pour l'obésité (en cas d'hyperphagie boulimique) ou la prise en charge

des problèmes de santé mentale (souvent en lien avec le déclenchement des troubles du comportement alimentaire) sont en cours de déploiement (cf. réponse à la question 1).

Certificats médicaux frauduleux | Question 1813 (22/01/2025) de M. Ben Polidori | M. Georges Engel (LSAP)

Récemment, la CNS a mis en garde contre la circulation de faux certificats médicaux accessibles sur certaines plateformes en ligne, délivrés sans consultation personnelle avec un médecin ou émis par des praticiens inconnus. La CNS refuse systématiquement ces certificats, entraînant le non-versement des indemnités pour les assurés concernés. De plus, les employeurs sont informés de ces refus, et les assurés s'exposent à des amendes ainsi qu'à des poursuites judiciaires.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale et à Madame la Ministre de la Digitalisation :

1) Quels moyens la CNS et le Gouvernement mettent-ils en œuvre pour détecter et lutter contre l'utilisation de certificats médicaux frauduleux ? Existe-t-il des statistiques concernant le nombre de faux certificats d'incapacité de travail détectés par la CNS au cours des cinq dernières années, et quelle est l'évolution de ces cas sur cette période ?

2) Existe-t-il une base de données ou un mécanisme permettant d'authentifier les médecins émetteurs de certificats médicaux afin de prévenir ces fraudes ?

3) Quelles sont les sanctions concrètes applicables en cas d'utilisation de tels certificats frauduleux, et combien de cas ont été sanctionnés jusqu'à présent ?

4) Le Ministère de la Santé et de la Sécurité sociale a-t-il contacté les autorités judiciaires pour enquêter sur l'origine de cette fraude ? Une collaboration avec d'autres pays de l'Union européenne est-elle envisagée ou en cours pour identifier les responsables et bloquer l'accès aux plateformes numériques offrant ces services frauduleux ?

5) Les ministères de la Santé et de la Digitalisation envisagent-ils de développer, en collaboration avec le CTIE, une solution numérique intégrant un système de QR code unique, similaire à celui utilisé pour les certificats de résidence ou les extraits de casier judiciaire, afin de garantir l'authenticité des certificats médicaux ?

Réponse (20/02/2025) de Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) En complément du contrôle visuel effectué par les agents de la CNS, un contrôle informatique a été mis en place, qui permet de vérifier le code du prestataire étranger, notamment via des bases de données comme le répertoire partagé des professionnels intervenant dans le système de santé (RPPS) en France.

Le phénomène des certificats d'incapacité de travail frauduleux en ligne n'a émergé qu'en 2024. Par conséquent, aucune statistique n'est disponible pour les années précédentes.

ad 2) Un premier contrôle est réalisé par le service « Contrôle et gestion des certificats d'incapacité de travail » de la CNS afin de vérifier l'authenticité du code prestataire de l'émetteur du certificat d'incapacité de travail.

En cas de doute, la CNS contacte les organismes et institutions compétents du pays d'émission du certificat d'incapacité de travail litigieux afin de confirmer l'existence de son émetteur.

⁹ https://conseil-scientifique.public.lu/fr/publications.html?r=f%2Faem_theme%2Ftags_theme%3Aconseil_scientifique%5Cpreventi%20on_medecine_generale&

¹⁰ <https://gimb.public.lu/fr/label/critere-et-demande.html>



Les codes des médecins identifiés comme frauduleux sont répertoriés et la base de données est mise à jour au fur et à mesure de la détection de nouveaux prestataires frauduleux sur base du code du prestataire en cause.

De plus, la CNS a diffusé plusieurs communications officielles pour informer les assurés des conséquences potentielles liées à l'utilisation de certificats d'incapacité de travail frauduleux.

ad 3) Les certificats d'incapacité de travail frauduleux sont sanctionnés par la CNS par leur annulation systématique ainsi que par une amende d'ordre.

La nullité du certificat d'incapacité de travail frauduleux est appliquée dans tous les cas, tandis que le montant de l'amende varie en fonction de la durée du faux certificat :

- pour une durée inférieure ou égale à trois jours d'incapacité de travail : 200 euros ;
- pour une durée supérieure à trois jours d'incapacité de travail : 500 euros ;
- en cas de récidive, quelle que soit la durée concernée : 750 euros.

En 2024, la CNS a détecté près de 265 faux certificats d'incapacité de travail acquis en ligne, impliquant environ 145 assurés. Certains d'entre eux ont présenté plusieurs certificats d'incapacité de travail frauduleux acquis en ligne. À ce jour, plus d'une centaine de décisions présidentielles prononçant des amendes d'ordre et la nullité des certificats d'incapacité de travail ont été prises, tandis qu'une trentaine de cas sont en cours d'examen.

ad 4) La CNS a déposé des plaintes auprès du parquet en septembre 2024 et en janvier 2025.

Elle maintient également des échanges avec ses homologues des pays voisins.

ad 5) La CNS envisage d'intégrer le QR code « Gouv-Check » sur les certificats d'incapacité de travail transmis numériquement par les médecins à la CNS.

Occupations temporaires indemnisées | Question 1817 (22/01/2025) de **Mme Djuna Bernard** (déi gréng)

Dans le contexte des irrégularités constatées au sein de l'association CASA, il a été révélé que dans le passé, des demandeurs d'emploi ont été mis à disposition à des associations sans but lucratif (ASBL) sous le régime des occupations temporaires indemnisées (OTI), alors que selon la loi, les ASBL ne tombent pas sous le champ des bénéficiaires potentiels d'une mesure OTI. Selon les informations reçues en commission, cette pratique se base sur une décision d'un ancien Ministre du Travail.

Selon la réponse à la question parlementaire n° 1745 du 8 janvier 2025, CASA a, malgré les modifications législatives apportées par la loi du 7 août 2023 sur les associations sans but lucratif et les fondations, continué à profiter de 15 contrats OTI en 2024.

Dans ce contexte, je voudrais dès lors demander les renseignements suivants à Monsieur le Ministre du Travail :

1) Monsieur le Ministre peut-il préciser quand et à quel niveau la décision a été prise d'accorder des demandeurs d'emploi sous le régime OTI à des ASBL ? Combien et quelles ASBL ont profité de la mise à disposition de demandeurs d'emploi sous le régime OTI depuis cette décision ?

2) Quand et à quel niveau la décision a été prise de ne plus accorder des demandeurs d'emploi sous le régime

OTI à des ASBL ? Depuis cette décision, y a-t-il d'autres ASBL à part CASA qui ont continué à profiter de la mesure OTI ? Lesquelles et pour quelles raisons ?

Réponse (25/02/2025) de **M. Georges Mischo**, Ministre du Travail

ad 1) La décision d'accorder des demandeurs d'emploi sous le régime OTI à des ASBL a été prise au niveau ministériel en avril 2012. Ultérieurement, il relevait d'une pratique courante que le Ministère du Travail accordait des OTI à des ASBL, notamment aux syndicats d'initiative (et de tourisme).

Les 45 ASBL suivantes ont profité de la mise à disposition de demandeurs d'emploi sous le régime OTI depuis cette décision :

- APEMH Hébergement et services, association sans but lucratif
- AMNHM, Association du Musée national d'histoire militaire ASBL
- APEMH Formation et travail, Association des parents d'enfants mentalement handicapés, ASBL
- ATP, Association d'aide par le travail thérapeutique pour personnes psychotiques, ASBL
- Automobile Club du Luxembourg
- Centre européen Schengen
- Comité national de défense sociale
- Coopérations, ASBL, Association pour la promotion de projets créatifs intégrés
- Daachverband vun de Lëtzebuerger Jugendstrukturen
- De Gaard um Titzebiereg ASBL Conservatoire du patrimoine rosier luxembourgeois
- Défi-job ASBL, Défi-job Association sans but lucratif
- Eng nei Schaff, ASBL
- Entente touristique de la Moselle luxembourgeoise, ASBL
- Erlefnis Baggerweier ASBL
- F.L.Q. ASBL, Fédération luxembourgeoise des quilleurs ASBL
- Fédération luxembourgeoise de triathlon ASBL
- Festival de Wiltz
- FLAM, Fédération luxembourgeoise des arts martiaux, ASBL
- Fondation : Commandeur José Ferreira Trindade – Centre d'appui social et associatif (CASA)
- Fondation Linster-Weydert
- Forum pour l'emploi
- Foyer Eisleker Heem, Lullange, ASBL
- Interessenverein Binsfeld-Holler-Breidfeld, ASBL
- International Powerlifting Federation
- Ligue luxembourgeoise pour le secours aux enfants, aux adolescents et aux adultes mentalement ou cérébralement handicapés
- Luxfestival ASBL
- Musée d'art moderne Grand-Duc Jean, appelée MUDAM
- Musée national des mines de fer luxembourgeoises à Rumelange
- Office régional du tourisme région Moselle luxembourgeoise ASBL
- Société d'embellissement et de tourisme de la ville d'Echternach
- Syndicat d'initiative camping
- Syndicat d'initiative expl camping
- Syndicat d'initiative Born-Moersdorf, ASBL
- Syndicat d'initiative de Clervaux, ASBL
- Syndicat d'initiative de Vianden
- Syndicat d'initiative et de tourisme Berdorf, Bollendorf-Pont, Grundhof-Weilerbach ASBL
- Syndicat d'initiative et de tourisme de la commune de Consdorf
- Syndicat d'initiative et de tourisme de la commune de Rosport-Mompach ASBL
- Syndicat d'initiative et de tourisme de la ville de Grevenmacher, ASBL

– Syndicat d'initiative et de tourisme de la ville d'Ettelbruck, ASBL

- Syndicat d'initiative et de tourisme, ASBL
- Syndicat d'initiative et de tourisme Beaufort, ASBL
- Syndicat d'initiative Wiltz, ASBL
- Tourist Center Clervaux ASBL (Munshausen)
- Triathlon Luxembourg, ASBL

ad 2) Suite à l'affaire CASA, la décision a été prise par le Ministère du Travail, qui est seul compétent pour accorder une telle mesure, de ne plus accorder des OTI aux ASBL.

Les OTI en cours auprès des ASBL se poursuivent jusqu'à leur terme et ne seront pas renouvelées, y compris les OTI 50+ ; pour ces dernières, l'ADEM, ensemble avec les demandeurs d'emploi concernés ainsi que les promoteurs, cherche à trouver des solutions satisfaisantes pour les personnes visées, notamment par le biais d'emplois d'insertion (EMI), dans la mesure du possible.

Modification des conditions pour la prise en charge par l'assurance maladie de certaines prestations de laboratoire | Question 1820 (22/01/2025) de **M. Yves Cruchten** | **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

Nous nous référons à la réponse de Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale à notre question parlementaire n° 1508 du 13 novembre 2024, concernant la modification des conditions pour la prise en charge par l'assurance maladie de certaines prestations de laboratoire.

Il ressort de la réponse de Madame la Ministre que l'information concernant les modifications de prise en charge a été transmise aux laboratoires la veille de l'entrée en vigueur des nouvelles dispositions, alors que les médecins et médecins-dentistes – pourtant prescripteurs de ces analyses – ont été informés de ces modifications seulement en date du 9 octobre 2024.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

1) Madame la Ministre peut-elle confirmer que l'information aux médecins et médecins-dentistes a eu lieu deux semaines après la mise en vigueur des nouvelles règles de prise en charge ?

2) Madame la Ministre est-elle d'avis que cette façon de procéder de la part de la Caisse nationale de santé est adéquate, étant donné qu'elle n'a pas laissé aux médecins prescripteurs la possibilité d'adapter leurs prescriptions et ordonnances pour garantir aux assurés une prise en charge et réduire la participation des assurés au minimum ?

3) Madame la Ministre ne pense-t-elle pas qu'une mise en vigueur différée aurait été de mise, tant pour permettre aux laboratoires de mettre en place une politique d'information à l'égard des assurés, que pour accorder un délai raisonnable aux médecins prescripteurs de s'adapter, notamment en ce qui concerne les exigences d'une prescription explicite et motivée pour certaines analyses ?

4) Étant donné que les ordonnances des analyses prescrites avant la mise en vigueur des nouvelles dispositions et effectuées après cette date ne pouvaient pas être conformes aux nouvelles règles – est-ce que Madame la Ministre partage notre avis que les assurés concernés devraient pouvoir être remboursés ?

5) Madame la Ministre peut-elle nous informer des tarifs remboursés pour les analyses en question par la CNS aux laboratoires avant les adaptations précitées ?

6) Madame la Ministre est-elle au courant des prix facturés aux clients des laboratoires en cas de non-opposabilité des prescriptions à l'assurance maladie-maternité ?

7) Comment Madame la Ministre entend-elle s'assurer que ces prix facturés aux assurés sont adéquats et raisonnables et qu'ils reflètent les coûts réels des analyses effectuées ?

Réponse (04/03/2025) de **Mme Martine Deprez**, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) Les médecins et médecins-dentistes ont été informés moyennant le bulletin d'information « CNS update n° 81 » le 9 octobre 2024 ainsi que par le biais d'une lettre circulaire leur adressée par voie postale en date du 8 octobre 2024.

Les modifications apportées au règlement grand-ducal modifié du 30 novembre 2017 arrêtant la nomenclature des actes et services des laboratoires d'analyses médicales et de biologie clinique pris en charge par l'assurance maladie ont fait l'objet du bulletin d'information « CNS update n° 80 » le 25 septembre 2024. Ainsi, les médecins et médecins-dentistes étaient informés desdites modifications et le bulletin d'information « CNS update n° 81 » du 9 octobre 2024 ainsi que la lettre circulaire leur adressée par voie postale en date du 8 octobre 2024 n'a fait que souligner les analyses concernées.

Le Journal officiel est la seule publication faisant foi dans le cadre des règlements grand-ducaux de nomenclature.¹¹ Ce n'est partant que suite à ces publications que la CNS est utilement en mesure de pouvoir intégrer des informations dans son « CNS update » qui a le caractère d'une simple « newsletter », en principe sur base mensuelle, à laquelle les prestataires peuvent s'abonner volontairement via le site <https://cns.public.lu/fr/professionnels-sante/support/newsletter.html>. Elle ne touche de ce fait pas l'intégralité des prestataires.

Conformément à l'article 4 de la loi du 23 décembre 2016 concernant le Journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg « Les actes législatifs et réglementaires publiés au Journal officiel sont obligatoires, dans toute l'étendue du Grand-Duché de Luxembourg, le quatrième jour qui suit le jour de leur publication au Journal officiel, à moins qu'un autre délai n'ait été fixé dans l'acte. »

Le processus de publication au Journal officiel étant indépendant de la CNS, elle ne connaît en principe pas le moment de déclenchement d'une publication, ce qui rend l'organisation d'une communication via « CNS update » très difficile.

La CNS est cependant consciente que les améliorations de maîtrise médicalisée portées à l'assurance maladie en étroite collaboration avec l'AMMD deviennent plus complexes et que la publication dans le Journal officiel risque de devenir insuffisante pour la bonne compréhension des mesures prises. Une mesure déjà mise en place consiste à envoyer des courriers explicatifs élaborés et signés ensemble avec l'AMMD aux professionnels.

ad 2) Pour les cas d'espèce, il y a lieu de souligner que les modifications apportées figuraient a priori d'ores et déjà dans la nomenclature sous forme de règles de bonne pratique. Malheureusement, il arrivait souvent que ces règles ne soient pas observées. Si les règles de bonne pratique avaient été observées, cela n'impliquait alors peu, voire pas de temps d'adaptation.

ad 3) Il serait effectivement possible de prévoir, dans certains cas, une entrée en vigueur différée afin de

permettre aux parties prenantes de mieux organiser l'application des nouveaux textes. Néanmoins il faut noter qu'en fonction des circonstances, des délais plus courts peuvent s'imposer.

ad 4) Les règles de prise en charge prévues à la nomenclature des actes et services des laboratoires d'analyses médicales et de biologie clinique et entrées en vigueur le 24 septembre 2024 se réfèrent à la date de la prestation et non pas à la date de prescription.

ad 5) Le tableau¹² ci-après reprend la liste des tarifs applicables en 2024 avant l'entrée en vigueur des modifications de la nomenclature le 24 septembre 2024.

À noter que les conditions de prise en charge ont changé à partir du 24 septembre 2024 alors que les tarifs sont restés inchangés. À noter que ces tarifs ont encore été modifiés au 01/01/2025.¹²

ad 6) et 7) À toutes fins utiles, il y a lieu de mentionner que l'article 12, alinéas 2 et 3, de la Convention entre la Fédération luxembourgeoise des laboratoires d'analyses médicales et la Caisse nationale de santé prévoit que « Lorsque l'ordonnance comporte des analyses de biologie médicale qui ne sont pas ou pas intégralement prises en charge par l'assurance maladie ou pour lesquelles la loi, les règlements ou les statuts de la Caisse nationale de santé prescrivent une autorisation préalable du Contrôle médical de la sécurité sociale ou le respect de conditions particulières, le laboratoire en informe la personne protégée. Sur demande de la personne protégée, le laboratoire fournit une estimation sur le coût global des actes et sur les modalités de la prise en charge. »

Locations de courte durée via des plateformes | Question 1821 (22/01/2025) de **M. Georges Engel** (LSAP)

Dans le contexte de la croissance rapide des locations de courte durée via des plateformes comme Airbnb, et face à la crise du logement, il devient essentiel d'examiner la régulation de ce secteur. Bien que le plafond de 90 jours de location par an ait été instauré en 2023, au-delà duquel une autorisation commerciale est requise, cette mesure semble insuffisante pour freiner les effets de la spéculation et la hausse des prix.

Selon l'Observatoire de l'habitat, les loyers annoncés pour les offres de coliving et de location à court terme, qui dépassent largement le loyer moyen de 35 €/m² pour un appartement sur le marché locatif classique, sont globalement plus de deux fois supérieurs à ceux de ce dernier¹³.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme, à Monsieur le Ministre du Logement et à Monsieur le Ministre des Finances :

1) Concernant la transparence fiscale, le Gouvernement prévoit-il la création d'une plateforme nationale de transmission des revenus générés par les locations de courte durée, ou, à défaut, envisage-t-il d'imposer aux plateformes de réservation l'obligation de transmettre automatiquement les informations fiscales à l'administration luxembourgeoise, dans l'attente d'une plateforme européenne ?

2) Quelles seraient les modalités d'un contrôle éventuel par l'Administration des douanes et accises pour vérifier le respect de la législation relative aux locations de courte durée ? Depuis l'entrée en vigueur de la nouvelle loi, ces contrôles ont-ils été effectués, et si oui, des infractions ont-elles été constatées ?

3) Le Gouvernement envisage-t-il de créer une base légale nationale pour instaurer une taxe de séjour sur les locations de courte durée, tout en laissant aux communes la liberté d'adapter le taux et les modalités selon leurs besoins locaux, avec en contrepartie la responsabilité pour les communes de contrôler la salubrité et la conformité des logements destinés à la location de courte durée ?

4) Afin de prévenir les abus et la spéculation, le Gouvernement compte-t-il interdire aux sous-locataires de fixer des prix supérieurs à ceux qu'ils paient eux-mêmes, en s'inspirant de la législation française ?

5) Le Ministère du Logement ne considère-t-il pas que la tendance à des loyers plus élevés pour les logements en coliving ou en location à court terme, combinée à leur concentration dans des zones déjà marquées par des prix élevés, pourrait aggraver la crise du logement en réduisant l'offre de logements locatifs de longue durée et en contribuant à une hausse générale des prix ?

6) Quel cadre légal s'applique aux locataires de courte durée, notamment dans le cadre de coliving ? Les unités mises en location à court terme sont-elles soumises aux mêmes exigences que les logements locatifs du marché classique, en particulier en ce qui concerne la loi du 20 décembre 2019 relative aux critères de salubrité ?

Réponse (25/02/2025) de **M. Lex Delles**, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | **M. Claude Meisch**, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire | **M. Gilles Roth**, Ministre des Finances

Comme précisé dans la réponse du 5 novembre 2024 à la question parlementaire n° 1145 du 5 septembre 2024 de Messieurs les députés Marc Baum et David Wagner au sujet de la réglementation de la location de courte durée, la réforme du droit d'établissement avait notamment pour objectif de créer un cadre juridique clair pour la location privée de logements de courte durée et de fixer un seuil à partir duquel une telle activité revêt un caractère commercial pour garantir l'égalité de traitement entre les prestataires professionnels et les prestataires privés, ainsi que des normes identiques.

ad 1) La loi du 16 mai 2023 relative à l'échange automatique et obligatoire des informations déclarées par les opérateurs de plateforme, visant à transposer la directive (UE) 2021/514 (ci-après « DAC 7 »), impose aux opérateurs de plateforme y visés de déclarer annuellement à l'Administration des contributions directes, entre autres, les informations sur l'identité et les revenus de leurs clients louant des biens immobiliers par l'intermédiaire de celle-ci.

Cette loi instaure également un mécanisme d'échange d'informations au niveau européen entre autorités compétentes qui permet, entre autres, l'échange d'informations sur l'identité et les revenus des clients selon leur lieu de résidence fiscale, d'une part, et selon l'État membre où se situe le bien immobilier générant les revenus, d'autre part.

Par conséquent, un opérateur de plateforme qui est tenu d'exécuter au Luxembourg ses obligations de déclaration découlant de la DAC 7 devra notamment renseigner à l'Administration des contributions directes les transactions qui sont réalisées sur cette plateforme par des résidents luxembourgeois ou se rapportant à des immeubles luxembourgeois. En ce qui concerne les opérateurs de plateforme qui sont tenus d'exécuter leurs obligations de déclaration découlant de la DAC 7 dans un autre État membre de l'Union européenne, les informations sur les transactions effectuées par le biais

¹¹ Règlement grand-ducal du 11 septembre 2024 modi... - Legilux³

¹² laboratoires-nomenclature-tarifs-01012025.pdf³

¹³ Note 41 – l'Observatoire de l'habitat, 2024, p. 12

de telles plateformes par des résidents luxembourgeois ou en rapport avec des immeubles luxembourgeois sont communiquées à l'Administration des contributions directes par la voie de l'échange automatique.

Ainsi, le Luxembourg dispose déjà d'un cadre légal adéquat pour obtenir les renseignements nécessaires se rapportant aux revenus réalisés par le biais de locations de courte durée de biens immobiliers situés au Grand-Duché de Luxembourg.

ad 2) Dans le cadre de la loi modifiée du 2 septembre 2011 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales, les agents qualifiés de l'Administration des douanes et accises ensemble avec ceux de la Police grand-ducale, sont chargés de rechercher et de constater les infractions réprimées par la présente loi. L'Administration des douanes et accises effectue les contrôles prévus par ladite loi sur instruction du ministre compétent. Jusqu'à présent, aucun contrôle relatif aux locations de courte durée n'a encore été fait.

ad 3) La réponse à la question parlementaire n° 1145 citée plus haut précise également qu'au niveau européen, un règlement concernant la collecte et l'échange de données relatives aux services de location de courte durée a été adopté en 2024. Ce règlement établit des règles applicables à la collecte de données par les autorités compétentes et les fournisseurs de plateformes numériques de location de courte durée, ainsi qu'au partage de données par ces mêmes plateformes avec les autorités compétentes en ce qui concerne la fourniture de services de location de logements de courte durée proposés par des hôtes par l'intermédiaire de plateformes numériques de location de courte durée. Ce règlement sera applicable à partir de mai 2026 et permettra de disposer de données plus complètes concernant les services de location de courte durée, notamment parce qu'il prévoit un numéro d'enregistrement pour chaque unité louée.

Ce règlement européen concernant la collecte et l'échange de données relatives aux services de location de courte durée et le numéro d'enregistrement qui y est prévu pour chaque unité louée devrait faciliter le contrôle des activités de location de courte durée.

ad 4) La sous-location est principalement régie par plusieurs articles du Code civil, lequel prévoit notamment la possibilité d'interdire la sous-location par une clause expresse dans le contrat de bail. À l'heure actuelle, le Gouvernement ne voit pas l'utilité de réglementer davantage le cas de sous-location.

ad 5) Actuellement, les évolutions des loyers annoncés des appartements – issus des annonces immobilières relevées par l'Observatoire de l'habitat – restent assez volatiles et ceci depuis quelques trimestres déjà. Ainsi, sur le 3^e trimestre 2024, les loyers annoncés des appartements ont légèrement baissé (-1,6 %) par rapport au 2^e trimestre 2024, mais ils restent en hausse de +3,6 % sur douze mois (par rapport au 3^e trimestre 2023). Cette progression des loyers annoncés des appartements sur douze mois est ainsi nettement supérieure à celle des prix à la consommation mesurée par l'IPCN (+1,6 %) sur la même période.

Les loyers annoncés des maisons ont quant à eux progressé très fortement : +5,8 % sur le 3^e trimestre 2024 et surtout +12,1 % sur douze mois (par rapport au 3^e trimestre 2023). Il faut toutefois très fortement nuancer ces évolutions et souligner que l'indicateur des loyers annoncés des maisons est très volatile. Les fluctuations de court terme sont fortes sur ce segment limité : seulement 13 % des annonces de location portent sur des maisons depuis 2010 au Luxembourg, et cette proportion est en forte baisse depuis plusieurs années.

La situation se présente autrement pour le segment assez spécifique de la location de chambres meublées, qui représente actuellement environ 17 % de l'offre locative totale. Sur ce segment, le nouvel indicateur des loyers annoncés développé par l'Observatoire de l'habitat pour les chambres meublées indique une hausse de +4,5 % sur douze mois (c'est-à-dire par rapport au 3^e trimestre 2023). Sur ce segment, la hausse des loyers est donc encore supérieure à celle relevée pour l'indicateur des loyers annoncés des appartements (non meublés), et d'autant plus supérieure à l'inflation sur les biens à la consommation.

Certes, ces nouvelles formes de logement de location de courte durée peuvent être perçues comme un outil d'attractivité des talents internationaux. Cependant, il est nécessaire de mieux comprendre l'impact potentiel de cette offre sur les prix du logement dans certaines communes. Ces questions sont actuellement étudiées par l'Observatoire de l'habitat et feront l'objet des prochaines notes sur cette thématique.

ad 6) Les locations de logements ou de chambres à usage d'habitation – peu importe si elles sont de longue ou de courte durée, donc aussi les cas de « coliving » – sont soumises aux dispositions impératives prévues par la loi modifiée du 21 septembre 2006 sur le bail à usage (à part quelques exceptions énumérées à l'article 1^{er} de cette loi : chambres d'hôtel, structures d'hébergement spéciales visées par la loi ASFT, logements mis à disposition à titre d'aide sociale).

De plus, les unités d'habitation mises en location – incluant donc aussi celles à court terme – doivent répondre à des critères minimaux de salubrité et d'habitabilité, donc aux prescriptions prévues par la loi du 20 décembre 2019 relative aux critères de salubrité, d'hygiène, de sécurité et d'habitabilité des logements donnés en location ou mis à disposition à des fins d'habitation (et son règlement d'exécution).

Risques liés au « shadow banking » | Question 1822 (22/01/2025) de M. Dan Biancalana (LSAP)

Un récent article publié dans « L'Écho » du 14 janvier 2025 rapporte les conclusions d'un rapport conjoint de la Banque nationale de Belgique (BNB) et de la FSMA sur les risques liés au shadow banking. Ces institutions ont souligné que, bien que ce secteur soit sous contrôle en Belgique grâce à une réglementation stricte et une taille relativement limitée, des vulnérabilités demeurent, notamment en ce qui concerne l'interconnexion avec d'autres institutions financières, les risques de liquidité et l'utilisation de l'effet de levier.

Étant donné que le Luxembourg est une place financière internationale majeure avec une forte présence d'acteurs opérant dans l'intermédiation financière non bancaire, il est légitime de s'interroger sur l'importance et les implications de ce secteur pour notre économie et notre stabilité financière.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

1) Quelle est la proportion de l'intermédiation financière non bancaire dans le PIB du Luxembourg, et comment cette proportion a-t-elle évolué au cours des cinq dernières années ?

2) Les régulateurs nationaux, notamment la CSSF et la Banque centrale du Luxembourg (BCL), ont-ils identifié des vulnérabilités spécifiques liées à l'interconnexion entre les acteurs du shadow banking et d'autres institutions financières ?

3) Quelles mesures spécifiques ont été prises pour superviser les acteurs de l'intermédiation financière non bancaire ?

4) Le Gouvernement envisage-t-il de renforcer la transparence et la régulation dans ce secteur ?

Réponse (21/02/2025) de **M. Gilles Roth**, Ministre des Finances

L'honorable Député évoque, dans sa question parlementaire, plusieurs enjeux liés à l'intermédiation financière non bancaire.

Au cours de la dernière décennie, les autorités de régulation et de supervision internationales et nationales ont porté un intérêt croissant aux activités d'intermédiation financière provenant d'acteurs non bancaires (activités IFNB). Le Conseil de stabilité financière (Financial Stability Board (FSB)) définit l'intermédiation non bancaire comme étant « les entités impliquées dans les activités de crédit susceptibles de véhiculer des risques, similaires à ceux répandus par les banques, pour la stabilité financière ». Ces activités incluent ainsi p. ex. les services financiers prestés par les acteurs issus du secteur des assurances, les fonds d'investissement, les organismes de titrisation et les sociétés captives, entre autres.

La Commission de surveillance du secteur financier (CSSF) estime ainsi que qu'au cours des trois premiers trimestres de 2024, les activités IFNB ont généré 11,6 % de la valeur ajoutée brute au Luxembourg. La proportion des activités IFNB dans le PIB a oscillé entre 11 % et 14,7 % au cours des 5 dernières années (2019 : 14 % ; 2020 : 14,1 % ; 2021 : 14,7 % ; 2022 : 12,3 % ; 2023 : 11 %).

Les autorités internationales et nationales s'accordent sur les vulnérabilités potentielles que peuvent poser certaines activités IFNB, dont notamment des risques liés à la transformation de maturités générant un risque de liquidité, à l'accumulation d'un levier excessif, ainsi qu'à l'interconnexion entre les secteurs de l'IFNB et le secteur bancaire.

Au niveau européen, les principaux acteurs IFNB sont soumis à un cadre réglementaire prudentiel harmonisé régitant leurs activités. À titre d'exemple, les fonds d'investissement sont régis par les directives européennes OPCVM et GFIA, ainsi que par des règlements européens transversaux (tels que EMIR et SFTR). Ce cadre réglementaire continue d'évoluer, tel que l'illustre la révision des directives GFIA/OPCVM introduisant de nouveaux standards en matière de disponibilité d'outils de gestion de la liquidité pour les FIA et les OPCVM à travers l'Union européenne.

Les autorités nationales évaluent les risques liés aux activités IFNB. Dans ce cadre, et en réponse aux tensions observées sur les marchés financiers en 2022, la CSSF a mis en place, en étroite collaboration avec la Banque centrale d'Irlande, des mesures en matière d'effet de levier pour les fonds poursuivant une stratégie adossée au passif (« Liability Driven Investment („LDI“) Funds »). Les analyses effectuées par la CSSF et la Banque centrale du Luxembourg (BCL) incluent également des tests de résistance et des analyses de réseaux visant p. ex. à appréhender l'interconnexion entre les banques et les fonds d'investissement. Les résultats des analyses de la BCL sont publiés régulièrement dans sa Revue de stabilité financière et font partie intégrante de ses contributions à l'adresse du Comité du risque systémique.

En 2024, la Commission européenne a lancé une consultation publique pour recueillir les vues des parties prenantes sur l'adéquation du cadre réglementaire actuel applicable à l'IFNB. Les résultats de cette consultation guideront les futures décisions de la Commission européenne quant à la nécessité d'adapter la réglementation européenne applicable aux acteurs IFNB européens, y compris les acteurs luxembourgeois.



Viols sous soumission chimique | Question 1823 (22/01/2025) de M. Marc Goergen (Piraten)

Den däitsche Grupp vu Journalisten STRG_F (Suchen und finden) huet bei eegene Recherchen op Telegram schockéierend Gruppe fonnt, wou sech doriwwer ausgetosch gëtt, wéi ee Frae betäuben a vergewaltigen kann.

Et gëtt Dokumentatiounen vu Fotoen, Videoen an och Guiden, wéi een esou Mëttel hierstelle kann. Géigesäiteg stachelen sech d'Useren an deene Gruppen un a bidden och hir eeg Frae fir esou Strofdoten un. An de Recherchë sinn d'Journalisten dobäi och op e sougenannt K.-o.-Mëttel getraff, wat als Mëttel fir d'Hoerfleeg getarnt gëtt, awer Substanze wéi Medetomidin, Flualprazolam oder och Scopolamin enthält.

An deem Zusammenhang wëilt ech de Ministere fir den Interieur a fir Justiz dës Froe stellen:

1. Huet de Ministère Kenntnis vun dese Virgänger gëtt et spezifesch Konsequenzen zu Lëtzebuerg, wat Sensibiliséierung, Kontroll an och de Suivi vun dese Virgänger ugeet?
 2. Wéi huet sech d'Unzuel u Vergewaltigungen an de leschte 5 Joren entwéckelt?
 3. Gëtt et Informatiounen oder Estimatiounen zu der Donkelziffer bei de Vergewaltigungen?
 4. Sinn et an de leschte 5 Joer Fäll vun net legale Betäubung ginn, déi der Police gemellt goufen? Falls jo, wéi huet sech dës Zuel entwéckelt?
 5. Op Nofro beim däitsche Justizministère gëtt erkläert, dass d'Betäubungen an déi uschléissend Vergewaltigung Strofdote sinn. D'Strofgesetz an Däitschland (Artikel 131) gesäit och Prisongsstrofe vir, wann eng Persoun „einen Inhalt [...], der grausame oder sonst unmenschliche Gewalttätigkeiten gegen Menschen oder menschenähnliche Wesen in einer Art schildert, die eine Verherrlichung oder Verharmlosung solcher Gewalttätigkeiten ausdrückt oder die das Grausame oder Unmenschliche des Vorgangs in einer die Menschenwürde verletzenden Weise darstellt [...]“.
- Zur grousser Erstaunung erkläert den däitsche Justizministère awer, dass de Besätz an d'Deele vu Vergewaltigungsvideoe keng Strofdote wieren. Et ass och net geplangt, fir dës ze änneren.
- Ass de Besätz an d'Deele vun den uewe beschriwene Videoen zu Lëtzebuerg strafbar? Falls net, ass geplangt, dës ze änneren?

Réponse (24/02/2025) de M. Léon Gloden, Ministere des Affaires intérieures | Mme Elisabeth Margue, Ministere de la Justice | Mme Yuriko Backes, Ministere de l'Égalité des genres et de la Diversité

ad 1. Bis zu dësem Zäitpunkt huet d'Police am Kader vun Enquêtes nach keng Hiwaiser op esou „Gruppen“ an de soziale Medie fonnt.

De Gebrauch vu K.-o.-Drëpsen ass awer reegelméisseg e Sujet an de Policeenquêtes a kann net ausgeschloss ginn. Bis haut konnten a kengen Affairen esou Mëttel nogewise ginn, aus verschiddene Grënn: a ville Fäll haten d'Affäre Alkohol konsuméiert a konnten sech no eegener Ausso net un d'Faiten erënneren a keng zouverlässeg Ausso maachen. An anere Fäll gouf en Iwwergrëff, oder eng Vergewaltigung, net zäitno gemellt, wouduerch de Gebrauch vu K.-o.-Drëpsen schwéier bis onméiglech nozeweise war.

Am Kader vun den éischten Assisen iwwer geschlechterbaséiert Gewalt, déi den 20. Januar 2025 vum Gläichstellungsministère organisiert goufen, si Piste beschwat ginn, op déi sech déi global Regierungsstrategie konzentréiere soll am Kampf géint déi

verschidden, vun der Istanbul-Konventioun couvréiert, Gewaltformen. An deenen eenzelnen Ateliere mat 120 Expertinnen aus 60 Organisatiounen gouf och iwwert déi sougenannten nei Formen vu Gewalt geschwat. Et gouf drop higewisen, datt de Begrëff vun der Gewalt als solchen net e feststoeenden ass, mä duerch Entwécklung vum eiser Zäit staark beaflosst a verännert gëtt.

E gutt Beispill stellt d'Gewalt duer, déi duerch déi sougenannten nei Technologien an am digitale Raum facilitéiert gëtt: e Konzept, dat nach relativ nei ass, wou awer schon op nationalem an internationalem Plang aktiv dru geschafft gëtt, wéi z. B. um Niveau vum Europarat, deen un enger Recommendation schafft, fir dës nei Gewaltformen méi resolutt entgéintzotrieden. Sou muss an dësen Diskussiounen z. B. den Austausch an den ugeschwate schwéier zougänglechen an ongestéierten Chatforen iwwer Formen vu Gewalt (och déi mëttels cheemesch Substanzen an/oder Medikamenter), souwéi d'Responsabiliséierung an d'Sanktionéierung vun de Bedreiwer mat abezu ginn.

Wat spezifesch Gewalt betrëfft, déi duerch cheemesch Substanze favoriséiert gëtt, fir e potentiell Affäre fügen ze maachen, sou wäert den nationalen Aktionsplang iwwer geschlechterbaséiert Gewalt och dës Form an de Fokus huelen an dës op allen Niveauen, d. h. Formation, Legislatioun, Statistik a Fuerschung, wéi och d'Betreiung vun den Affären. Et sief doriwwer eraus drop higewisen, datt all Affäre vu Gewalt en charge geholl gëtt, vun de konventionéierte Partner vum MEGA, onofhängeg wéi oder wou et zur Gewaltausübung komm ass ... ob doheem am haislechen Kader oder am Fräizäitberäich an onofhängeg, ob cheemesch Substanzen oder Medikamenter am Spill waren.

ad 2. Heidrënner d'Statistike vun de Vergewaltigungen an de leschte 5 Joer: ↑

ad 3. D'Justizautoritéiten roden ëmmer, datt d'Affäre vu sexueller Gewalt systematesch eng Plainte solle maachen. Dës erméiglecht et, fir effektiv géint sexuell Gewalt an all hire Formen kënne ze kämpfen. All Plainte an all Meldung féieren automatesch zu enger Enquête.

Well et awer natierlech en héich sensibelt Thema ass, entscheet sech eng onbestëmmt Zuel vun Affären, sech kengem unzevertrauen a keng Plainte ze maachen. Et ass net méiglech, hei eng ongeféier Zuel ze nennen.

An de leschte Jore goufen awer grouss Efforte gemaach, fir genau dës Donkelziffer ze reduzéieren, d'Tabuen ze brieche an d'Zuel vun de juristeschen Affären ze erhéien.

ad 4. Wéi och schonns bei der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 1581 duergeluecht: Et ass extreem schwéier, d'Administratiounen vun esou Substanzen ze bewisen, well se nëmmen e puer Stonnen am Blut oder souguer am Urin detektierbar sinn. Well d'Plainten, besonnesch am Beräich vu sexueller Verstéiss, dacks eréischt zu engem spéideren Zäitpunkt gemaach ginn, kann de Beweis net méi bruecht ginn. D'cheemesch Ennerwerfung gëtt vun Affären vu sexueller Verstéiss (Vergewaltigungen, Verstéiss géint sexuell Integrität) invoquéiert, fir d'Absence an Awëlligung vun hirer Säit duerzeleeën. Well et keng Circonstance aggravante vun dësen Inkriminatiounen duerstellt, mee ee faktuellen Émstand, gëtt dës aktuell net tel quel an der JU-CHA-Datebank vun de Justizautoritéiten registréiert an et ass dofir net méiglech, aus der Datebank Statistiken an dësem spezifesch Kontext ze produzéieren. De Code pénal bestrooft an den Artikelen 402 bis 405 awer d'Administratioun vu

Substanzen, déi d'Gesondheet schwéier beaflosse kënnen, wouërner d'cheemesch Ennerwerfung och ka falen. Sou hu weider Iwwerprüfungen erginn, datt déi betraffte Procès-verbaux tatsächlech Plainte vun Affären betreffen, déi sech beschwieren, datt hinnen eppes onbewosst an hiert Gedrénks geschott gouf („K.-o.-Tropfen“). ↑

ad 5. Et gëtt op den Artikel 383 vum Lëtzeburger Code pénal verwisen, dee präziséiert, datt allgemeng d'Fabrikatioun, den Transport, d'Verbreedung op iergendeng Manéier an op all Medium vun enger gewalttäter oder pornographescher Noriicht oder vun enger Noriicht, déi d'mënschlech Dignitéit schwéier beaflosse kann, oder den Handel mat esou enger Noriicht mat enger Prisongsstrof vun engem Mount bis zu 3 Joer an enger Geldstrof vun 251 bis 50.000 € bestrooft gëtt, wann dës Noriicht vun engem Mannerjärege ka gesinn oder verstane ginn. Den Artikel 383bis vum Code pénal geet nach méi wäit, wann et ëm Biller geet, déi e Mannerjärege betreffen.

Duerch d'Transpositioun vun der Direktiv iwwert d'Bekämpfung vu Gewalt géint Fraen an haislechen Gewalt, kënn et zu weideren Adaptatiounen am Code pénal, notament, wat spezifesch d'Verbreedung vu Material sexueller Natur ouni den Accord vun der betraffener Persoun ugeet. Zousätzlech dozou wäert am Kader vun der Reform vum Code pénal, déi vum Justizministère etappeweis amgaang ass gemaach ze ginn, séchergestallt ginn, ob een an dësem Kontext all Formen vu Gewalt a potentiell Strofdoten, och mam Bléck op déi aktuell technologesch Méiglechkeeten, gesetzlech genuch ofdeckt.

« High Seas Treaty » | Question 1826 (23/01/2025) de M. Sven Clement (Piraten)

Den „High Seas Treaty“, dee formell „Implementing Agreement under the United Nations Convention on the Law of the Sea on the Conservation and Sustainable Use of Marine Biological Diversity of Areas Beyond National Jurisdiction“ heescht, ass am September 2023 fir d'Ennerschrëft opgaang. Dësen Treaty ass kritesch fir de Schutz vun der mariner Biodiversitéit an den internationale Gewässer, déi 43 Prozent vun eiser Äerduewerfläch ausmaachen.

Fir datt den Treaty a Kraaft triede kann, mussen op d'mannst 60 Länner e ratifizéieren. D'UN Ozean Konferenz am Juni 2025 zu Nice gouf als Zil gesat, fir dës Ratifikatiounen ze erreechen. Bis elo huet Lëtzebuerg dësen Treaty zwar ennerschriwwen, mee nach net ratifizéiert.

An deem Zusammenhang wëilt ech dem Minister fir Ausenugeleeënheeten dës Froe stellen:

1. Wéini plangt d'Regierung, den „High Seas Treaty“ der Chamber fir d'Ratifikatioun virzeleeën?
2. Wat fir Virbereedungsarbechten, souwuel juristeschen wéi administrativ, sinn néideg, eier de Ratifikationsprozess ka starten?
3. Wéi eng Ressourcen oder Kapazitéiten muss Lëtzebuerg opbauen oder adaptéieren, fir d'Ëmsetzung vum Treaty ze garantéieren?
4. Wéi eng Ministèren a Verwaltungen sinn an de Ratifikationsprozess agebonnen?

Réponse (20/02/2025) de M. Xavier Bettel, Ministere des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | M. Serge Wilmes, Ministere de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1. Wéi den honorabelen Deputéierte villäicht net matkritt huet, gouf de „Projet de loi portant



approbation de l'Accord se rapportant à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer et portant sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique marine des zones ne relevant pas de la juridiction nationale, fait à New York, le 19 juin 2023" (de „BBNJ Accord“), den 18. Juli 2024 an der Chamber deponiert. De Chamberdossier dréit d'Nummer 8416.

ad 2. De Staatsrot huet den 10. Dezember 2024 säin Avis publizéiert.

ad 3. Et wäert op besteeënd Ressourcen a Kapazitéiten zeréckgegraff ginn.

ad 4. De Ministère fir auswärtig Ugeleeënheeten an Aussenhandel an de Ministère fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit sinn am Ratifikationsprozess agebonnen.

Patrimoine national | Question 1827 (23/01/2025) de M. Georges Engel (LSAP)

An engem Zeitungsartikel vum Samschden, 11. Januar 2025, gëtt iwwer d'Evolution vun der Klasséierung an der Renovatioun vun der ëmklasséierter Kierch aus dem Metzlerlach zu Bieles bericht. Nodeems d'Diskussiounen iwwer d'Entweie vun der Kierch schonn am Joer 1999 ugefaang haten, huet de Gemengerot vun der Suessemer Gemeng am Mee 2020, also viru bal 5 Joer, d'Decisioun geholl, de Wee fräizemachen, fir ë. a. zivill Zeremonien am Kader vun deem Gebai kënnen ofzehalen.

2021 gouf der Initiativ, d'Gebai als Patrimoine national ze klasséieren, am Gemengerot zougestëmmt. An deem Kontext goufen ab 2022 eng Rei Etüde gemaach iwwer d'Stabilitéit an d'Sécherheet vum Gebai. Bis haut konnten dës Analysen net ofgeschloss ginn. Den INPA soll laut Zeitungsbericht ëmmer nach soen: „Wir befinden uns noch in der Phase der Untersuchungen.“ Des Weidere soll et vum INPA heeschen: „Schnelle Fortschritte dürfe man jedoch nicht erwarten.“

An deem Kontext wëllt ech dem Minister fir Kultur gäre folgend Froe stellen:

1. Et ass allgemeng bekannt, datt sech d'Verschlechterung vun der Bausubstanz a Gebaier acceleréiert, an deenen dréngend néideg Renovatiounsarbechten net ausgefouert ginn. Ass de Minister der Meinung, datt d'Prozeduren – an och déi domat verbonnen Delaie fir Etüden – ugepasst sinn un d'Besoin vum engem konforme Schutz vum architektoneschen Ierwen?

2. Sinn Ännerungen an der Prozedur geplangt, fir d'Verschlechterung vun der Bausubstanz an esou Fäll ze verhënneren? Wat hält de Minister fir e rationablen Delai fir d'Prozeduren an deem Kontext?

3. Wéi erkläert sech de Minister, datt et no all där Zäit vun der staatlecher Verwaltung ëmmer nach heescht: „Schnelle Fortschritte dürfe man jedoch nicht erwarten.“?

4. Wie muss fir zousätzlech Schied un der Bausubstanz opkommen, wann dës duerch déi laang Delaie bei de staatlechen Institutiounen entstinn?

5. Viru e puer Méint ass déi an dem Gebai installéiert Uergel renovéiert ginn. Wéi ass den aktuellen Zoustand vun der Uergel? Wie wäert fir d'Käschte vum enger weiderer Reparatur opkommen, wann zousätzlech Schied duerch iwwerproportional Waardezäite fir wichteg Renovatiounsarbechten entstinn?

6. Wéi vill Etüden huet den INPA am Kader vum Klassement vu Gebaier säit 2022 gemaach? Wéi vill Zäit hunn dës Etüden an der Moyenne an Usproch geholl?

7. Ass de Minister der Meinung, datt déi staatlech Institutiounen, déi am Beräich vum Denkmalschutz aktiv sinn, genuch Personal hunn, fir hiren Aufgabe gerecht ze ginn? Falls net, wéi vill Leit feelen a wéi eng Qualifikatiounen gi gesicht?

8. A wéi engem Delai, ass mat der Ouverture vum Gebai am Metzlerlach fir nei Zwecker ze rechnen?

Réponse (26/02/2025) de M. Eric Thill, Ministere de la Culture

ad 1. Analysen an Etüden um gebauten Ierwen, vu Fachleit gemaach, spillen eng ganz wichteg Roll fir de Schutz an d'Erhale vu Gebai. Si erméiglechen dës Gebaier wëssenschaftlech ze evaluéieren, andeems se hiren Zoustand an hir physisch Entwécklung duerleeën.

Och bidde se Interventiounen fir eng adequat Reparatur a Restauratioun un. Si sinn d'Basis vum enger nohalteger Approche, déi déi historesch Integritéit vum engem wichtege Gebai respektéiert. Dat si mer der Geschicht, der Memoire an der Identitéit vum eise architektonesche Patrimoine schëlleg. Etüden erméiglechen operationell Pläng mat enger Hierarchie an engem Oflaf vum den néidegen Interventiounen, och wat de finanzielle Volet ugeet.

All d'Etüden, déi den Institut national pour le patrimoine architectural – INPA maache léisst, si wichteg an noutwenneg, fir d'Arbechten, déi ustinn, ze definéieren.

Weeder déi néideg Etüden nach déi realistesch Delaie, fir se fachgerecht ze bestellen an auszuféieren, stellen eng Gefor fir e Gebai duer – am Géigendeel: Vu datt de Proprietär eng kloer an ëmfaassend Virstellung dovunner kritt, wéi et ëm säi Gebai steet a wéi et am Beschte ka betreit ginn, droen Etüden dozou bäi, d'Erhale vum Gebai op laang Siicht ze sécheren.

Et sief betount, datt de Kulturministère dës Etüden an de meeschte Fäll bis zu 100 % finanzéiert.

ad 2. Wéi schonn ugeschwat, wierkt d'Zäit, déi fir eng Etüd opgebraucht gëtt, am Interess vum Gebai an net zu sengem Nodeel. Déi aktuell Prozeduren an déi domat verbonnen Delaie situéiere sech am übleche Kader.

ad 3. D'Etüde brauchen Zäit. Si erfuerderen eng virsiichteg, wëssenschaftlech a riguréis Approche. Zäit spillt eng ganz wichteg Roll, fir zuverlässeg Conclusiounen kënnen ze zeien. Eréischt no den Etüde kann dann en Zäitplang opgestallt gi fir déi néideg Konservatiouns- a Restauratiounsarbechten.

ad 4. Etüde gi gemaach, fir zousätzlech Schied ze verhënneren. De Contraire ass mer net bekannt.

ad 5. D'Gemeng krut den 13. September 2022 eng Promesse de subvention vum Kulturministère, fir verschidde Konservatiouns- a Restauratiounsarbechten un der Uergel ausféieren ze loosse. Dës Arbechte sinn am Sënn vum enger laangfristeger Konservatioun vum Instrument ausgefouert ginn.

ad 6. Vun Ufank 2022 bis haut huet den INPA 64 Etüden an Optrag ginn, dat aleng am Beräich vum reliése Bauierwen a betreffend 41 Gebai. Dovunner sinn der 55 ofgeschloss.

Et sinn dës Etüden iwwer Kierchfënstere, Wandmolereien a Fassaden. Och goufe Levéeën, statesch a geotechnesch Analysen, Numerisatioun a Fotogrammetrie bestallt, souwéi Diagnostike vu Gespärrer a verschiddene Materialien, wéi ë. a. Bëton. Och goufen eng Rei klimatesch Etüde gemaach.

Eng Etüd kann e puer Wochen daueren an heiansdo iwwer e Joer, zum Beispill am Kader vum enger

klimatescher Analys. Hei mussen déi verschidde Joreszäiten a Betruecht geholl ginn, fir eng komplett Vue ze hunn.

ad 7. Den INPA konnt an de leschten 10 Joer seng Effectiver verduebelen. 2025 kommen 3 Poste bäi. Am Moment gëtt et 47 Posten, an en didaktische Service ass amgaangen, opgebaut ze ginn.

Fir d'Arbecht um Terrain, fir d'Berodung an d'Begleitung bei Restauratiounsarbechten ass eng Equipe vum 10 Fachleit do. D'Delaie belafen sech am normale Kader.

ad 8. D'Levéie an d'Etüde vum Bëton si gemaach a goufe ganz vum Kulturministère bezuelt (iwwert 87.000 Euro). E Konzept mat enger Testzon fir d'Bëtonsmuere gëtt elo ausgeschafft. D'Flaachdaachkonstruktioun gëtt nach analyséiert an d'Beweeegunge vum der Kierch, mat sengem Klackentuerm, deen isoléiert dobäi steet, weider ënnersicht.

Duerno kann d'Gemeng als Bauhär eng Soumissioun preparéieren. Och muss d'Gemeng e kloert Konzept fir déi zukünftige Aktivitéiten an der Kierch ausschaffen. Domadder verbonnen ass eng „mise en conformité“. Soulaang dës Konzept net steet, kann ee keng Aussoen iwwer déi genee Zäitschinn vum der geplangter Ouverture maachen.

Vivre-ensemble culturel | Question 1828 (23/01/2025) de M. Dan Biancalana (LSAP)

Rezent huet de Centre d'étude et de formation interculturelles et sociales (CEFIS) eng Etüd publizéiert, aus där ervirgeet, dass d'Fortschrëter um Niveau vum der politescher Participatioun vum auslännesche Matbierger:innen zu Lëtzebuerg begrenzt bleiwen. Mat geziilte Sensibiliséierungscampagnë sollten an Zukunft viru allem jonk auslännesch Wieler:innen, déi aktuell nach daitlech ënnerrepräsentéiert sinn, iwwer hir Participatiounsméiglechkeeten opgekläert ginn, mee doriwwer eraus wier och eng laangfristeg Strategie wichteg, déi all Altersklassen a soziokulturell Gruppe consideréiert.

An deem Kontext wëllt ech dem Här Minister fir Famill, Solidaritéit, Zesummeliewen an Accueil an dem Här Inneminister folgend Froe stellen:

1. Wou sinn d'Arbechten um nationalen Aktiounspiang fir de Vivre-ensemble aktuell drun?

2. Wou sinn déi am Koalitiounsaccord ugekënnegt Arbechte fir d'Mise en place vum Konzept fir de Vivre-ensemble culturel um regionalen a lokalen Niveau drun?

3. Den Art. 6 vum Gesetz vum 23 August 2023 iwwer de Vivre-ensemble interculturel hält fest:

„Le pacte communal incite les résidents de la commune et les travailleurs transfrontaliers dont le lieu de travail se trouve dans la commune, d'adhérer au pacte citoyen et de participer aux modules proposés dans le cadre du programme.“

– A wéi ville Gemengen am Land huele Frontalière aktuell un de Participatiounsforme vum Vivre-ensemble deel?

– Ëm wéi eng Participatiounsformen handelt et sech? Wéi vill Prozent mécht den Undeel u Frontaliere jee weils aus?

– Wéi vill Frontalieren hunn sech an eng Commission locale du vivre-ensemble gemellt a goufe gewielt?

4. Mat wéi enge konkrete Piste wëll d'Regierung an Zukunft sécherstellen, dass auslännesch Matbierger:innen a Frontalieren nach besser iwwer hir Participatiounsméiglechkeeten um nationalen a kommunalen Niveau informéiert ginn?

Réponse (04/03/2025) de **M. Max Hahn**, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil | **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures

ad 1. Den nationalen Aktiounsplang fir d'interkulturellt Zesummeliwwen ass aktuell amgaangen, am Familljeministère an an Zesummenaarbecht mat anere concernéierte Ministèren ausgeschafft ze ginn. Et ass virgesinn, de Projet PAN Enn vum Joer 2025 an d'Consultatiounsphas ze ginn, no der Prozedur wéi se am Gesetz vum 23. August 2023 iwwer d'interkulturellt Zesummeliwwen definéiert ass.

ad 2. Déi ugekënnegt Aarbechte si souwuel Deel vum nationalen Aktiounsplang vum interkulturellen Zesummeliwwen, deen am Moment ausgeschafft gëtt, wéi och vun der Ëmsetzung vum Gemengepakt a mëttlerweil 35 Gemengen an dem Op- an Ausbau vun der Offer vum Biergerpakt.

D'Opstelle vun enger regionaler, voire lokaler Offer vu Module vum Biergerpakt geschitt an Zesummenaarbecht mat de konventionéierten Acteure vum Ministère, den Associatiounen, déi am interkulturellen Zesummeliwwen aktiv sinn, anere staatlechen an institutionellen Acteuren, a spéiderhin och de Gemengen an Entreprises.

ad 3. – D'Gesetz vum 23. August 2023 ass den 1. Januar 2024 a Kraaft getrueden. Et ass knapps ee Joer duerno nach ze fréi, fir Conclusiounen ze zéien, vu dass nach keng Evaluatioun vum Gemengepakt respektiv vum Biergerpakt gemaach konnt ginn. Bis elo hu 35 Gemengen de Gemengepakt ënnerschriwwen, während sech 2.641 Persounen an de Biergerpakt ageschriwwen hunn, dorënner 23 Frontalieren aus 12 Gemengen. Et ass ze präziséieren, dass mam Gesetz vum interkulturellen Zesummeliwwen net just nei Instrumenter geschaf goufen, wéi de Gemengen- a Biergerpakt, mee och eng méi breet Zilgrupp viséiert gëtt, dorënner notament d'Frontalieren, déi bis elo net d'Méiglechkeet haten, un esou Participatiounsformen deelzehuelen. De Biergerpakt ass amgaangen, op- an ausgebaut ze ginn. D'Promotioun heivu stellt eng Prioritéit vum Familljeministère an de kommende Méint a Jore duer, mam Zil, d'Participatioun um gesellschaftleche Liewe vun alle Mënschen, déi zu Lëtzebuerg wunnen a schaffen, ze fërderen.

– Et handelt sech ëm de Biergerpakt vum interkulturellen Zesummeliwwen. Persounen, déi sech an de Biergerpakt ageschriwwen hunn, kréien domat Zougang zum Programm vum interkulturellen Zesummeliwwen. Op der Internetsäit www.biergerpakt.zesummeliwwen.lu kënn se sech an déi verschidde Modullen aschreiwen, déi am Kader vum Programm ugebuede ginn. Et handelt sech heibäi ëm e Katalog vu verschiddenen Thematiken (sech fir Villfalt a géint Rassismus an all Form vun Diskriminéierung asetzen; sech als Bierger aktiv engagéieren; Sprooch léieren an uwenden; administrativ Demarché besser verstoen; d'Kenntnisser iwwer d'Liewen am Grand-Duché verdéieren), deen amgaangen ass, op- an ausgebaut ze ginn.

– De Ministère verfüügt am Moment nach net iwwer dës Zuelen. Eng Bestandsopnam bei de Gemengekommissiounen vum interkulturellen Zesummeliwwen ass fir 2026 geplangt.

ad 4. D'Biergerbedeelegung, dat heescht dat aktiivt Matgestalte vun eiser Gesellschaft, ass eng Prioritéit vum Gesetz vum interkulturellen Zesummeliwwen. Dëst setzt natierlech voraus, datt d'Informatioun iwwer d'Participatiounsméiglechkeeten um nationalen an um kommunalen Niveau do ass an och all d'Informatiounskanal aktivéiert ginn, fir sou vill wéi méiglech Leit ze erreechen. Dëst ass déi zweet Prioritéit

vum Gesetz. Dat geschitt op där enger Säit am Ministère, a konkreet an der Divisioun vum Zesummeliwwen, an op där anerer Säit mat der Hëllef vun den Acteuren, déi am Beräich vum interkulturellen Zesummeliwwen um Terrain aktiv sinn.

D'Ëmsetzung vum Gesetz vum interkulturellen Zesummeliwwen, also och vum Gemengen- a vum Biergerpakt zanter dem Akraafttriede vum Gesetz den 1. Januar 2024 an iwwer déi nächst Méint a Jore ass dorop ausgerichtet, déi néideg Offer u Participatiounsméiglechkeete fir Lëtzebuerger an Netlëtzebuerger wéi och fir d'Frontalieren um nationalen a kommunalen Niveau ze schafen.

Dozou gehéiert natierlech och eng geziilt Kommunikatiounsstrategie, fir den Accès zur Informatioun iwwer dës Offer ze erméiglechen.

Am Kader vum Gemengepakt vum interkulturellen Zesummeliwwen ass dat eng aktiv Promotioun an d'Ënnerstëtzung bei der Ëmsetzung vum Gemengepakt vum Ministère, déi et de Gemengen erméiglechen, e strukturelle Plang fir d'Förderung vum interkulturellen Zesummeliwwen um lokale Plang opzestellen.

D'Wichtigkeet vun der Kommunikatioun un d'Bierger um lokale Plang, d'Sproochen, an deene kommunizéiert gëtt, mee och d'Diversitéit vun de Kommunikatiounskanal, mussen berücksichtegt ginn, fir sou vill wéi méiglech Leit ze erreechen.

Eng wichteg Etapp no der Ënnerschrëft vum Gemengepakt ass eng schrëftlech Informatioun un d'Bierger, datt d'Gemeng sech am Prozess vum Gemengepakt vum interkulturellen Zesummeliwwen engagéiert huet. An deem Schreiwes ginn d'Bierger och gebieden, hir Iddien a Preferenze fir eenzel Theeme matzedeelen. Dëst ass en éischte Schratt a Richtung Bedeelegung, un deen an nächste Schrëtt d'Matmaache bei de Biergeratelieren an der Ëmsetzung vun der geplangter Aktivitéit ugeknäppt sinn.

D'Offer vum Biergerpakt gëtt no an no ausgeschafft a reegelméisseg evaluéiert an Ëmfroen zu de Besoine gi souwuel bei den Adherenten wéi och bei deene gemaach, déi nach net am Biergerpakt ageschriwwen sinn. Sou kann d'Offer verbessert respektiv ugepasst ginn.

Och hei kënn d'Informatioun op där enger Säit vum Ministère iwwer d'Internetsäit www.biergerpakt.zesummeliwwen.lu an op där anerer Säit iwwer d'Kommunikatioun vun den eenzele Partner, déi hir Aktivitéit am Kader vum Biergerpakt ubidden.

Wéi am Koalitiounsaccord 2023–2028 festgehalen, wäert de Familljeministère donieft eng Plattform fir Entreprises opstellen:

„Travailleurs frontaliers

Pour les travailleurs transfrontaliers, auxquels la loi est aussi applicable, l'accès à l'information se fera surtout à travers leurs lieux de travail, notamment les entreprises. Le Gouvernement mettra en place une plateforme pour les entreprises au Luxembourg, leur permettant ainsi de contribuer à une identification, structuration et adaptation de l'offre existante et au développement de l'offre manquante. L'échange régulier sera non seulement limité aux besoins des travailleurs transfrontaliers mais pourra être élargi à tous les travailleurs, reflétant ainsi l'esprit de la loi qui est d'œuvrer en faveur de tous. Il permettra aussi aux entreprises RSE (responsabilité sociétale des entreprises) à agrandir et à développer leur engagement envers leurs salariés et de contribuer à la sensibilisation du public au vivre-ensemble interculturel.“

Dës Plattform erméiglecht et den Entreprises, am Dialog mam Ministère, den Acteure vum Terrain an

ënner sech d'Besoinen vun de Salariéen ze identifizéieren, souwuel vun de Frontaliere wéi och vun de Residenten.

Prises en charge ambulatoires sur des sites supplémentaires | Question 1829 (23/01/2025) de **Mme Claire Delcourt** | **Mme Paulette Lenert** | **M. Claude Haagen** (LSAP)

La loi du 29 juillet 2023 portant modification de la loi modifiée du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière prévoit la possibilité d'autoriser des prises en charge ambulatoires sur des sites supplémentaires, situés en dehors des sites hospitaliers existants. Les services hospitaliers visés sont au nombre de quatre : la dialyse, l'hospitalisation de jour non chirurgicale, l'imagerie médicale et l'oncologie. Tant un centre hospitalier qu'un ou plusieurs médecins autorisés à exercer leur profession au Luxembourg peuvent être à l'origine d'un projet de création d'un tel site supplémentaire. Dans ce dernier cas, un contrat ou une convention avec un centre hospitalier précise les modalités de gestion et d'utilisation des appareils et équipements. Il est notoire que plusieurs projets de sites supplémentaires étaient à l'étude sur table de fonds de l'entrée en vigueur de cette nouvelle base légale.

Dans la mesure où le mode de collaboration préconisé repose sur la double prémisse de l'existence d'une convention avec un centre hospitalier et d'un tarif approprié au niveau de la nomenclature couvrant au-delà des actes techniques et sous forme forfaitaire d'autres frais, notamment de location, administratifs et le cas échéant d'amortissement, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

1) Les travaux relatifs à l'élaboration d'une convention-type entre la FHL et l'AMMD pour les besoins de l'application du nouveau cadre légal ont-ils entre-temps avancé ? Madame la Ministre accorde-t-elle son soutien actif à cette approche ?

2) Les travaux relatifs à l'introduction d'un tarif couvrant les frais de fonctionnement des appareils et équipements, notamment d'imagerie, ont-ils entre-temps abouti ? Dans l'affirmative, comment se compose ce nouveau forfait, indispensable à la mise en œuvre de la loi et a fortiori préalable à la concrétisation des projets de collaboration potentiels ?

Réponse (04/03/2025) de **Mme Martine Deprez**, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) Selon les dispositions de la loi modifiée du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière, l'article 4 (1) prévoit à l'alinéa 4¹⁴ que les centres hospitaliers peuvent disposer de sites supplémentaires dédiés aux soins de santé ambulatoires dans le cadre des services d'imagerie médicale, d'oncologie, d'hospitalisation de jour non chirurgicale et de dialyse. Pour les sites supplémentaires, le centre hospitalier peut conclure avec un ou plusieurs médecins autorisés à exercer la médecine en vertu de la loi modifiée du 29 avril 1983 relative à l'exercice de la profession de médecin, de médecin-dentiste et de médecin-vétérinaire un contrat précisant les modalités de gestion et d'utilisation des équipements et appareils visés à l'annexe 3, ainsi que des parties d'infrastructures les hébergeant.

L'article 33 (7)¹⁵ de cette même loi prévoit, depuis son entrée en vigueur, qu'un contrat de collaboration soit

¹⁴ Inséré par la loi du 29 juillet 2023 : Loi du 29 juillet 2023 portant modification : 1... - Legilux⁺

¹⁵ Loi du 8 mars 2018 relative aux établissements ... - Legilux⁺



établi entre l'établissement hospitalier et le médecin y exerçant. Il doit correspondre à un contrat-type dont les termes sont arrêtés entre l'association la plus représentative des médecins et les groupements des hôpitaux prévus à l'article 62 du Code de la sécurité sociale, donc entre l'AMMD et la FHL. La loi prévoit également le contenu essentiel. En l'absence d'accord endéans 12 mois, le ministre peut en arrêter le contenu, ce qui ne s'est pas fait.

Les dispositions du contrat prévu à l'article 4 ne sont pas autrement encadrées par la loi précitée. Néanmoins des pourparlers entre la Caisse nationale de santé et la FHL sont en cours pour établir un cadre de financement pour les éventuels sites supplémentaires à venir.

ad 2) Comme indiqué ci-dessus, les travaux sont en cours concernant l'élaboration d'un forfait destiné à financer les frais de fonctionnement des antennes de services sur les sites supplémentaires. Ces négociations devraient aboutir dans un avenant à prévoir dans la convention cadre FHL/CNS.

Avenir d'ArcelorMittal SA au Luxembourg | Question 1833 (23/01/2025) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

„Tous les sites européens d'acier sont à risque' de fermeture en 2025 si rien n'est fait pour protéger la sidérurgie européenne, a déclaré mercredi le président d'ArcelorMittal France, Alain Le Grix de la Salle, lors d'une audition parlementaire à Paris.“

Domadder wier och de Standuert zu Lëtzebuerg be-
traff. De Lëtzebuurger Staat ass Minoritéitsaktionär
bei ArcelorMittal SA.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir
Finanzen a fir Wirtschaft dës Froe stellen:

1. Wat bedeit dës Ausso fir d'Lëtzebuurger Ekonomie?
Kann d'Regierung ausschléissen, dass um lëtzebu-
gesche Standuert d'Aktivitéiten manner wäerte ginn,
Aarbechtsplazen ofgebaut oder Produktiounen redu-
zéiert ginn?

2. Wéi eng Moossnamen ënnerhëlt d'Regierung, fir
d'Industrieaktivitéiten zu Lëtzebuerg souwéi an der
Groussregioun ze erhalen?

Réponse (20/02/2025) de **M. Lex Delles**, Ministre de
l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

Am Kader vun der Äntwert op d'Question élargie 32
vum Deputéierte Laurent Mosar den 13. Februar 2025
an der Pleniëre vun der Chamber sinn d'Froen vum De-
putéierten thematiséiert ginn.

ArcelorMittal, genau wéi déi ganz Stolindustrie an
Europa, steet virun enger Rei Defien. Dëst gëllt och fir
déi Lëtzebuurger Sitten.

Coopération dans le domaine de l'éducation |
Question 1835 (24/01/2025) de **M. Sven Clement**
(Piraten)

De Global Education Monitoring Report weist op e
Finanzéierungsdefizit vun ongeféier 100 Milliarden
US-Dollar fir d'Areche vun de festgeluechten Educa-
tionsziler hin. International gëtt recommandéiert,
tëscht 15 an 20 Prozent vun den öffentliche Aus-
gaben oder 4 bis 6 Prozent vum PIB an d'Bildung ze
investéieren.

D'Partnerschaften tëscht Länner, besonnesch d'Ënner-
stëtzung vun internationale Bildungsinitiativen, spillen
eng wichteg Roll beim Areche vun de globalen
Educationsziler.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir
Kooperatioun dës Froe stellen:

1. Wéi engagéiert sech Lëtzebuerg bei Global Part-
nership for Education an Education Cannot Wait, a
wéi eng finanziell Participatioun ass virgesinn?

2. Wéi deelt sech de Kooperationsbudget op déi
verschidden Niveauen an Aktivitéiten op a wou gesäit
d'Regierung Bedarf fir zousätzlech Investitiounen a
Bildung bei eise Partner?

3. Wéi eng Strategie verfollegt d'Regierung bei eiser
Kooperatioun am Bildungsberäich?

Réponse (21/02/2025) de **M. Xavier Bettel**, Ministre
de la Coopération et de l'Action humanitaire

ad 1. Lëtzebuerg ass 2006 beim „Global Partnership
for Education“ (GPE) bäigetrueen. Bis haut huet
Lëtzebuerg 11,5 Milliounen US \$ an de GPE-Fonds
bäigedroen. 2021 huet Lëtzebuerg säin éischte pluri-
annuellen Accord mam GPE ënnerschriwwen, deem
2,5 Milliounen Euro fir de véierte „replenishment“
vum GPE virgesäit, also 500.000 EUR järelech iwwert
d'Period 2021–2025. „Education cannot wait“ (ECW)
gëtt net direkt vu Lëtzebuerg ënnerstëtzt.

ad 2. Iwwert d'Period 2021–2023 goufen an der
Moyenne ongeféier 9 % vun der APD dem Bildungsbe-
räich zougedelt.

ad 3. D'Bildung ass Deel vun der éischter thema-
tescher Prioritéit vun der Kooperationsstrategie,
wou et drëm geet, den Zougank zu Basis sozialen
Déngschter ze verbesseren. Zousätzlech ass d'Bildung
och en Deel vun den dräi anere Prioritéiten vun der
Lëtzebuurger Kooperatioun, besonnesch d'Verbesse-
rung vun der sozio-ekonomescher Integratioun vun
de Fraen an de Jonken.

« Sustainable Development Goals » | Question
1836 (24/01/2025) de **M. Sven Clement** (Piraten)

De 24. Januar ass den International Day of Educa-
tioun. Den Unesco Global Education Monitoring Re-
port 2024 weist drop hin, dass weltwäit 251 Milliounen
Kanner a Jugendlecher net an d'Schoul ginn. Beson-
nesch alarmant ass och, dass 70 Prozent vun den
zëng Joer ale Kanner a Länner mat niddregem a
mëttlerem Revenu net an der Lag sinn, eng einfach Ge-
schicht ze liesen an ze verstoen.

Am Kontext vun de Sustainable Development Goals
(SDG 4) an dem Zil vun enger inklusiver a qualitativ
héichwäerteger Bildung fir jiddereen, ass et wichteg
ze verstoen, wéi Lëtzebuerg sech an deem globale
Kontext positionéiert.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir
Bildung, Kanner a Jugend dës Froe stellen:

1. Ass den SDG och op Lëtzebuerg applikabel?

– Wa jo, wat fir e Budget an Investitiounen sinn hei
konkreet virgesinn?

– Wa jo, ass Lëtzebuerg momentan um Wee, fir déi
festgeluechten Ziler vum SDG 4 bis 2030 ze erreechen,
a wéi eng Mesurë si virgesinn, fir dës Zieler ze
erreechen?

2. Wéi vill Prozent vun de Kanner a Jonken hei am
Land kënnen net richteg liesen oder schreiwen?

3. Wéi eng Programmer a Ressourcë setzt d'Regie-
rung a fir sécherzestellen, dass all Schüler déi funda-
mentale Fäegkeeten am Liesen, Schreiwen a Rechnen
entwéckelt?

4. Wéi evaluéiert d'Regierung de momentanen
Niveau vun dese Basiskompetenze bei de Schüler, a
wéi eng Mesurë gi geholl, wann Defiziter festgestallt
ginn?

Réponse (04/03/2025) de **M. Claude Meisch**, Mi-
nistre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la
Jeunesse

ad 1. D'Sustainable Development Goals (SDG 4) vi-
sieren eng „héichwäerteg Bildung fir jiddereen“,
méi genau d'„Sécherstelle vun enger inklusiver, ge-
rechter an héichwäerteger Bildung souwéi d'Fërde-
rung vum liewenslaange Léiere fir jiddereen“; et ass
domat en universellt Zil an dofir natierlech och op
Lëtzebuerg applikabel. D'Regierung verfollegt aller-
dëngs mat der Ëmsetzung vum Regierungsprogramm
am Beräich vun der Educatioun eng Politik, déi op
déi konkreet Defien an deem Beräich zu Lëtzebuerg
ausgeluecht ass. Eng entsprecheend Opschlësselung
vun de Budgeten a Programmer ass deemno net
méiglech.

ad 2. De Phänomeen vu Kanner a Jugendlechen, déi
net richteg liesen a schreiwen kënnen zu Lëtzebuerg,
ass marginal. Den nationale Bildungsmonitoring an
der Grondschoul an am Secondaire, déi sougenann-
ten ÉpStan, liwwere kontinuierlech Donnéeën, ënner
anerem zur Lieskompetenz an zum mathematesche
Verständnes, dës a Relatioun mat de Bildungszieler,
déi am Plan d'études ugefëiert ginn. D'Resultater vun
dësem Monitoring sinn an aller Transparenz op www.epstan.lu ze gesinn; Analysen dozou fënnt een ënner
anerem och nach am nationale Bildungsbericht.

Et ass e kloert Zil vun der Bildungspolitik, d'Ziel vun
de Schüler mat gerénger Lies- a Schreifkompetenze
stänneg ze reduzéieren, andeems geziilt Förderpro-
grammer agesat ginn, ënner anerem z. B. am Centre
pour le développement des apprentissages Grande-
Duchesse Maria Teresa (CDA).

ad 3. D'Lëtzebuurger Regierung verfollegt verschid-
den Initiativen am Aklang mat SDG 4.1, 4.2, 4.5 a 4.6
fir sécherzestellen, datt all Schülerinnen a Schüler
grondleend Fäegkeeten opbauen:

– Fréikandlech Bildung a virschoulesch Fërderung
(SDG 4.2):

• Programmer zur sproochlecher a kognitiver Ent-
wécklung fir Kanner ënner fënnf Joer.

• Kontinuierlechen Ausbau vun de Crèche-Offeren
an dem Angebot am Precoc fir eng fréizäiteg Fërde-
rung.

• Geziilt Fërderung duerch Sproochprogrammer am
Cycle 1, ë. a. mat enger nei entwéckelter „Sprooch-
këscht“ an Entwécklung vu phonologescher Bewusst-
heet am Cycle 1.

– Liesen, Schreiwen, Rechnen (SDG 4.1 & 4.6):

• Épreuves standardisées fir d'Erfaassung vun de Lies-
fäegkeeten a Mathematikkompetenzen.

• Programmer fir d'Fërderung vun de Lieskompeten-
zen a méi Sproochen.

• Kontinuierlechen Ausbau vun der Ënnerstëtzung
fir Schülerinnen a Schüler mat besonnesche Léier-
bedierfnesser (z. B. an de Kompetenzzentren, den
ESEB oder och duerch den Ausbau vum Netz vun I-EB-
Sen an der Afëierung vum A-EBS).

– Méisproocheg Bildung (SDG 4.5):

• Fërderung vun der Méisproochegkeet mat geziilt
Sproochbrëcke-Programmer, z. B. duerch de Projet
ALPHA – zesumme wuessen a méisproocheg Léierma-
terialien.

• Programm vun der méisproocheger Bildung an de
Crëchen.

• Individuell Sproochfërderung fir Kanner mat beson-
nesche Bedierfnesser am Liesen a Schreiwen.

– Beruflech Bildung a liewenslaangt Léieren (SDG
4.3 & 4.4):

• Ausbau vun der Beruffsorientéierung an Afëierung
vun neien digitalen an techneschen Ausbildungs- a
Weiderbildungsofferen.

- Förderung vu Weiderbildungsmoosname fir Erwuessener, fir digital a mathematesch Kompetenzen ze stäerken (z. B. UniPop, DLH).
- Ausbau vu Formatiounen, déi d'Erléiere vu Sprooch- a Berufskompetenze verbannen (an Zesummenaarbecht mam ONIS an der ADEM).
- Ausbau vun den Orientatiounsmoosname fir Erwuessener.
- Preparatioun op d'Aarbechtswelt vu muer (Upskilling a Reskilling ënner der Form vu Skillsbridges).

ad 4. D'Kompetenzentwécklung gëtt duerch national an international Studien iwwerpréift, fir fréi Defiziter ze identifizéieren an entsprechend Moosnamen ze ergreifen.

- Evaluéierungsmethoden:
- PISA-Studien zur internationaler Vergläichbarkeet vun de Lies- a Rechekompetenzen.
- National Épreuves standardisées an der Grondschoul an am Secondaire.
- Individuell Léierstandsanalysen duerch d'Enseignanten a gezielte Fördermoosname fir Schülerinnen a Schüler mat spezifische Bedierfnesser (iwwer d'Commissions d'inclusion).

- Moosname fir d'Behiewung vun Defiziter:
- Aféierung vun intensivéierte Förderprogrammer fir Schülerinnen a Schüler mat Léierschwierigkeiten.
- Zousätzlech Léierbegleitung an Nohëllefangebote fir Schülergruppe mat besonnesche Léierbesoinen.
- Diagnostester, fir individuell Schwächte fréi ze identifizéieren.
- Weiderbildung fir d'Enseignanten, fir personaliséiert an differenziéiert Léiermethoden nach besser kënnen unzewenden.

Contrats de travail pour étudiants | Question 1837 (24/01/2025) de Mme Corinne Cahen | Mme Barbara Agostino (DP)

Actuellement, les élèves et étudiants peuvent travailler au maximum 2 mois ou 346 heures au cours d'une même année civile (1^{er} janvier au 31 décembre).

Il existe néanmoins des étudiants qui aimeraient travailler plus. Un élève ou étudiant, qui travaille deux mois pendant les vacances d'été par exemple, ne peut plus accepter un travail pendant tout le reste de l'année.

L'Université du Luxembourg se développe rapidement, et beaucoup d'étudiants sont obligés de travailler afin de gagner un peu d'argent pour pouvoir subvenir à leurs besoins.

De plus, le Luxembourg accueille beaucoup de familles réfugiées, et les connaissances des langues usuelles du pays permettent souvent aux élèves et étudiants de trouver des « petits boulots », un revenu qui aide ces familles à vivre un peu plus indépendamment.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail :

– Combien d'élèves et combien d'étudiants ont travaillé au Luxembourg en 2024, dans quels domaines et combien de temps ?

– Est-ce que le Monsieur le Ministre envisage de revoir la législation sur le travail des étudiants et élèves afin que ces jeunes puissent travailler plus s'ils le désirent ?

– Est-ce que le Monsieur le Ministre n'est pas d'avis que la législation devrait être plus flexible, notamment pour les étudiants inscrits à l'université ?

– Actuellement, la loi prévoit que les étudiants qui souhaitent travailler sous un contrat d'étudiant pendant les vacances scolaires ne puissent pas avoir plus de 27 ans. Il existe néanmoins des étudiants plus âgés. Est-ce que Monsieur le Ministre envisage d'augmenter cet âge maximal ?

– L'employeur peut demander une dispense de retenue d'impôt sur les salaires attribués à l'élève ou à l'étudiant occupé pendant les vacances scolaires, s'ils ne dépassent pas 16 euros par heure. Est-ce que Monsieur le Ministre envisage de revoir ce salaire maximum ?

Réponse (04/03/2025) de M. Georges Mischo, Ministre du Travail

L'Inspection générale de la sécurité sociale (IGSS) est en mesure de dénombrer les élèves et étudiants affiliés à la sécurité sociale au titre d'un contrat d'étudiant : « les élèves ou étudiants âgés entre 15 et 27 ans qui travaillent pendant les vacances scolaires sont à affilier auprès du Centre commun de la sécurité sociale (CCSS). Ils sont assurés contre le risque des accidents du travail/de trajet et les maladies professionnelles. L'affiliation ne peut pas dépasser au cumul deux mois ou 346 heures par année civile. » En revanche, l'IGSS n'est pas en mesure de dénombrer les étudiants qui occupent un emploi dans le cadre d'un contrat de travail classique (CDI, CDD, missions intérimaires). En effet, l'IGSS ne possède pas d'information indiquant le statut d'étudiant.

De janvier à septembre 2024 (dernières données disponibles au moment de la rédaction de cette contribution), 20.936 élèves et étudiants ont eu recours à un ou plusieurs contrats d'étudiant (cf. tableau 1). En 2023 (année pour laquelle les 12 mois sont disponibles), c'est le cas pour 21.773 personnes.

En 2023 comme en 2024, il s'agit, dans 60 % des cas, de jeunes âgés de 19 à 27 ans (assimilés à des étudiants), tandis que 40 % d'entre eux ont moins de 19 ans (assimilés à des élèves).[†]

Les secteurs les plus fréquemment concernés par les contrats d'étudiant sont les suivants : l'administration publique (23,9 % des personnes ayant eu recours à un contrat d'étudiant), le commerce (18,5 %), l'Horeca (11,1 %) et la santé humaine et l'action sociale (10 %) (cf. tableau 2[†]).

En 2023 (qui est la dernière année complète disponible), seuls 5,5 % des élèves et étudiants ayant eu recours à un ou plusieurs contrats d'étudiant ont utilisé la quasi-totalité du temps de travail maximum autorisé, soit 346 heures pour une année (cf. tableau 3) ; 20 % d'entre eux l'ont utilisé entre 50 % et 90 % et près de 74 % ont épuisé moins de la moitié du temps de travail autorisé (cf. tableau 3[†]).

Le Ministère du Travail est conscient des défis auxquels font face les élèves et étudiants en matière de travail, ceci particulièrement dans un contexte de flexibilisation et d'adaptation à un environnement sociétal et économique en constante évolution.

Afin de préparer au mieux les jeunes à un avenir professionnel prometteur et de renforcer leur intégration sur le marché du travail, le Ministère du Travail envisage, dans les mois à venir, de procéder à une analyse approfondie de la législation sur le travail des élèves et étudiants. Cette initiative, menée en concertation avec les parties prenantes, visera à répondre aux besoins spécifiques de cette population.

L'objectif principal sera de permettre aux jeunes de concilier efficacement leurs études et leur emploi, tout en bénéficiant de conditions de travail décentes et sécurisées.

Retrait d'agréments d'organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique | Question 1838 (24/01/2025) de Mme Francine Closener | Mme Claire Delcourt (LSAP)

Fir d'Qualitéit vun de Servicer an de sozialen an therapeutische Beräicher an och am Volet vun der Famill ofzesécheren, gouf mam ASFT-Gesetz vum 8. September 1998 e gesetzleche Kader geschaf, dee virgesäit, dass et fir d'Ausübung vun dese Servicer néideg ass, e staatlechen Agreement ze hunn. Sollt opfalen, dass e Prestataire zu engem bestëmmte Moment d'Konditiounen, fir diesen Agreement ze behalen, net méi erfüllt, huet de Staat d'Méiglechkeet, en ewechzehuelen.

Éier en Agreement entzu gëtt, kréien déi Betraffen awer iwwert de Wee vun enger Mise en demeure d'Méiglechkeet, sech innerhalb vun engem kommunizéierten Délai ze conforméieren. Wann dat geschitt, kann den Agreement gehale ginn.

An deem Kontext wéilt mir dem Minister fir Famill, Solidaritéit, Zesummeliewen an Accueil an dem Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend folgend Froe stellen:

– Wéi vill Lettres de mise en demeure sinn entsprechend dem Artikel 4 vum ASFT-Gesetz an de leschte 5 Joer pro Joer erausgaangen ?

– Ëm wéi eng Aart vu Servicer huet et sech jeeweils gehandelt an ëm wéi eng Aart vu Verstéiss ?

– Wéi vill vun dese Prestatairë konnten sech conforméieren an hiren Agreement behalen ?

– A wéi ville Fäll gouf den Agreement dono entzunn ?

– Wéi vill vun dese Prestatairë kruten innerhalb vun de leschte 5 Joer méi wéi eemol eng Lettre de mise en demeure ?

Réponse (03/03/2025) de M. Max Hahn, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil | M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

– Ministère fir Famill, Solidaritéit, Zesummeliewen an Accueil

Am Beräich vun den agreéierte Servicer fir eeler Leit ass an deene leschte 5 Joer eng eenzeg Mise en demeure verschéckt gi laut dem Artikel 4 vum ASFT-Gesetz. Et huet sech hei ëm ee Centre de jour gehandelt, deen Ännerungen un der Infrastruktur virgeholl hat, sou datt déi minimal Surface pro Usager net méi respektéiert war.

De concernéierte Prestataire befénnt sech aktuell nach an der Period fir sech ze conforméieren. Et gouf nach keen Agreement no enger Mise en demeure entzunn. Och krut nach kee Prestataire ënnerhalb vun de leschte 5 Joer méi wéi eemol eng Mise en demeure geschéckt.

– Ministère fir Gesondheet a sozial Sécherheet

Op Grond vun den Dossieren an Ënnerlagen, déi dem Ministère zur Verfügung stinn, sinn an de leschte 5 Joer vum M3S weeder Mises en demeure nach Retraits vun Agréments gemaach ginn.

– Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend Bildungs- a Betreuungsstrukturen (SEA)

D'Unzuel vu Fäll, an deenen et néideg war, den Agreement ze entzéien, well d'Mängel net behewen oder d'Ufuerderungen net erfüllt goufen, ass geréng gewiescht:



- 5 Agréments am Joer 2021
- 2 Agréments am Joer 2022
- 1 Agrément am Joer 2023

D'Prozedur, fir den Agrément ze entzéien, ass eng Mesure ultime, déi nëmmen agesat gëtt, wann d'Struktur trotz Mises en demeure a Begleedmoossnamen net déi néideg Verbesserunge virgeholl huet. D'Mises en demeure, déi am Aklang mat Artikel 4 vum ASFT-Gesetz an de leschte fënnf Joer pro Joer ausgestellt goufen, sinn an deene vergaangene Joren an d'Luucht gaangen: ↑

D'Majoritéit vum dëse Strukturen hu sech am Kader vun der Prozedur konform erkläert a konnten hiren Agrément behalen. An de leschte fënnf Joer hunn 115 Strukture méi wéi eng Mise en demeure kritt, déi dem Artikel 4 vum ASFT-Gesetz entsprécht.

D'Hausse vun de Mises en demeure an de Joren 2023 an 2024 kann haaptsächlech op den Ausbau vun de Kontrollmechanismen zeréckgefouert ginn. Zanter 2023 huet de MENJE d'Cellule vun de Kontrollen nei opgestallt. Nieft der Kontroll vun de Bildungs- a Betreuungsstrukturen (SEA) setzt de MENJE och verstärkt op eng individuell Begleedung, besonnesch fir Strukturen, déi widderholl Verstéiss oder strukturell Problemer opweisen. Dëst geschitt duerch:

- Strukturéiert Suivi-Kontrollen an enker Zesummenaarbecht mat den zoustänneg Serviceer
- Berodung a Sensibiliséierung fir d'Strukturen, fir konform vis-à-vis vun den Normen ze bleiwen.

Déi heefegst Verstéiss bezéien sech op véier zentral Beräicher:

1. Personalmangel an net genuch qualifizéiert Personal
 - D'Zuel u qualifizéierte Fachkräften huet an eenzele Strukturen net de gefuerderte Standarden entsprach
 - Een ze héijen Taux u Personal ouni déi gefuerdert Qualifikatioun gouf festgestallt
2. Depassement vun der Kapazitéit
 - Eng Iwwerschreidung vun der maximal zougeloosener Unzuel u Kanner gouf an e puer Fäll observéiert
 - Eenzel Kanner goufen an de Strukturen opgeholl, déi net vum Agrément ofgedeckt waren

3. Infrastrukturell Mängel
 - Verstéiss géint Sécherheets- an Hygiènesstandarden
 - Netanhale vun de reglementaresche Virschrëften zum Amenagement vun de Strukturen

4. Netubidde vun obligatoresche Prestatiounen
 - Verschidde Serviceer hunn net all d'Leeschungen, déi am Reglement virgesi sinn, ugebueden, z. B. um Niveau vun der Ernährung, vum Repos oder verschidde Handlungsfelder hu gefeelt.

Aide à l'enfance et à la famille (AEF)

Am Beräich vun der Aide à l'enfance et à la famille (AEF), sinn déi lescht fënnf Joren insgesamt 13 Mises en demeure erausgaangen.

Am Beräich vun der AEF, sinn 11 Mises en demeure u Fleegefamille gaangen an zwou un d'Prestatairenen aus dem Secteur vun den Independanten.

Fir déi betraffe Fleegefamille waren et folgend Aarte vu Verstéiss:

- Mise en danger – Abus
- Refus, sech vun engem Service d'accompagnement begleeden ze loosssen
- Inadaptéiert Erzéungsmoossnamen an Erzéiungskompetenzen
- D'Konditiounen vun der Formation continue waren net respektéiert

Fir d'Independantë war et folgend Verstouss:

- D'Ausübung vun der Aktivitéit an d'Konzept waren net konform.

Vun deenen 13 Mises en demeure, konnten sech fënnf Prestatairë conforméieren an hiren Agrément behalen. Aacht Prestatairë kruten hiren Agrément entzunn.

Et gouf an de leschte fënnf Joer kee Prestataire AEF, dee méi wéi eng Mise en demeure krut.

Position du candidat à la chancellerie allemande de la CDU-CSU concernant les contrôles à la frontière | Question 1839 (24/01/2025) de M. Yves Cruchten (LSAP)

Hier matin, Friedrich Merz, candidat à la chancellerie allemande de la CDU-CSU, a affirmé via la plateforme X ce qui suit :

« Ich werde im Fall meiner Wahl zum Bundeskanzler der Bundesrepublik Deutschland am ersten Tag meiner Amtszeit das Bundesinnenministerium im Wege der Richtlinienkompetenz des Bundeskanzlers anweisen, die deutschen Staatsgrenzen zu allen unseren Nachbarn dauerhaft zu kontrollieren und ausnahmslos alle Versuche der illegalen Einreise zurückzuweisen. »

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Premier ministre :

– Lors de la retraite de la CSU en Bavière début janvier, et plus particulièrement durant son entretien bilatéral avec Messieurs Friedrich Merz et Markus Söder, est-ce que Monsieur le Premier ministre a rappelé la ferme opposition du Luxembourg à la réintroduction de contrôles aux frontières ? Quelles ont été les réactions de ses collègues allemands ?

– Quelles initiatives le Gouvernement a-t-il entreprises durant les derniers mois dans le but de mettre fin aux contrôles aux frontières allemandes et de protéger les acquis de Schengen ?

Réponse (25/02/2025) de M. Luc Frieden, Premier ministre | **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures

Bien évidemment, l'opposition du Luxembourg à la réintroduction de contrôles aux frontières intérieures a été soulevée lors de ces échanges. En tant que pays d'origine de l'accord de Schengen, le Gouvernement luxembourgeois s'engage résolument en faveur de frontières intérieures ouvertes, notamment par rapport aux autorités allemandes.

Le 12 février 2025, la Ministre fédérale de l'Intérieur, Mme Nancy Faeser (SPD), a notifié à la Commission de l'Union européenne la prolongation des contrôles aux frontières intérieures jusqu'au 15 septembre 2025 inclus.

Depuis la première annonce du Gouvernement allemand concernant l'introduction de contrôles aux frontières intérieures, dans un premier temps en lien avec le championnat d'Europe de football 2024 (du 14 juin au 14 juillet 2024), le Gouvernement, par les voix du Premier ministre, du Ministre des Affaires étrangères et du Ministre des Affaires intérieures, a exprimé à maintes reprises son désaccord. Il s'est toujours prononcé en faveur d'un renforcement des contrôles aux frontières extérieures de l'espace Schengen, en soulignant que le respect des accords de Schengen constitue une priorité absolue pour le Gouvernement luxembourgeois.

Ainsi, la position du Gouvernement a été soulignée dans les réponses aux questions parlementaires 0792, 0889, 1170, 1178, 1203, 1288, faisant de la nécessité et

de la proportionnalité des critères pour la prolongation de contrôles aux frontières intérieures, dans le respect du Code frontières Schengen.

Le Ministre des Affaires intérieures a désapprouvé de manière répétée les contrôles aux frontières dans les médias et à la Chambre des Députés, notamment lors de la Commission jointe des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, du Commerce extérieur et à la Grande Région et des Affaires intérieures du 11 novembre 2024.

Cette position a été régulièrement communiquée aux autorités allemandes, notamment au plus haut niveau par le Premier ministre envers son homologue le Chancelier Scholz.

Ainsi, le Premier ministre a eu des échanges aux occasions suivantes :

- entrevue avec la Présidente de la Commission européenne au Luxembourg, le 27 janvier 2025 et appels téléphoniques avec la Présidente de la Commission européenne depuis sa prise de mandat ;
- visite de travail en Sarre et entrevue avec la Ministre-présidente Rehlinger le 2 décembre 2024 ;
- Conseil européen, Bruxelles, les 17 et 18 octobre 2024.

Parallèlement, le Ministre des Affaires intérieures s'est engagé en ce sens à plusieurs reprises lors d'entretiens bilatéraux par téléphone (le 19 juin 2024, le 15 juillet 2024 et le 20 septembre 2024), ainsi que lors d'échanges officiels avec son homologue allemande, Mme Nancy Faeser :

- à Bâle lors du « Treffen der deutschsprachigen Innenminister » du 21 au 22 avril 2024,
- à Gand lors de la « Conférence ministérielle sur l'asile et la migration » du 28 au 30 avril 2024,
- à Berlin lors d'une rencontre officielle avec la Ministre fédérale de l'Intérieur, le 22 mai 2024,
- à Luxembourg lors d'une entrevue bilatérale à l'occasion du Conseil JAI (Justice et affaires intérieures) le 10 octobre 2024.

La participation aux conseils JAI a également été l'occasion de réitérer la position du Gouvernement pour des frontières ouvertes à l'intérieur de l'espace Schengen :

- Conseil JAI à Bruxelles le 5 décembre 2023,
- Conseil JAI à Bruxelles du 24 au 25 janvier 2024,
- Conseil JAI à Bruxelles le 3 mars 2024,
- Conseil JAI à Luxembourg le 13 juin 2024,
- Conseil JAI informel à Budapest le 22 juillet 2024,
- Conseil JAI à Luxembourg le 10 octobre 2024,
- Conseil JAI informel à Varsovie le 30 janvier 2025.

En plus de ses interventions auprès de Mme Nancy Faeser et lors des conseils JAI, le Ministre des Affaires intérieures a entretenu un échange régulier avec les ministres de l'Intérieur respectifs des « Bundesländer » avoisinants, MM. Michael Ebling (Rhénanie-Palatinat) et Reinhold Jost (Sarre). Par ailleurs, le Premier ministre s'est rendu en date du 2 décembre 2024 à Sarrebruck pour une visite de travail avec la Ministre-présidente de la Sarre. À chaque fois, ils ont réaffirmé que le Gouvernement désapprouvait les contrôles aux frontières intérieures et exigeait le respect des accords de Schengen.

Dans ce contexte, il importe de noter que la Ministre-présidente de la Sarre, Mme Anke Rehlinger – appartenant au même parti que la Ministre fédérale, Mme Nancy Faeser –, s'est exprimée contre une prolongation des contrôles aux frontières lors d'une interview accordée à la radio 100,7 le 6 janvier 2025.

La lettre de réclamation à la Commission de l'Union européenne a été envoyée en date du 14 février.

Évolution des primes d'assurances | Question 1840 (24/01/2025) de **M. André Bauler** (DP)

Suite aux répercussions les plus diverses de la guerre en Ukraine et aux effets croissants du dérèglement climatique, les compagnies d'assurances et de réassurances ont procédé à une révision à la hausse de leurs primes. Elles justifient cette augmentation par une exposition accrue aux risques ainsi que par l'évolution positive des salaires observée récemment.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

1) Monsieur le Ministre peut-il fournir des informations détaillées sur l'évolution des primes d'assurances depuis 2020, en distinguant selon les différents types de contrats ?

2) Comment le secteur de l'assurance et de la réassurance a-t-il évolué au cours des 25 dernières années ? Quelle a été l'évolution des effectifs et des profils professionnels dans cette branche au cours de la même période ?

3) Quels sont les principaux facteurs d'attraction qui rendent la place financière luxembourgeoise particulièrement intéressante pour les compagnies d'assurances et de réassurances ?

Réponse (26/02/2025) de **M. Gilles Roth**, Ministre des Finances

ad 1) Dans son rapport annuel, le Commissariat aux assurances (CAA) publie des statistiques détaillées sur le secteur des assurances au Luxembourg. Ces statistiques font état des évolutions suivantes en ce qui concerne les primes d'assurances depuis 2020 : ↑

ad 2) Le secteur de l'assurance et de la réassurance au Luxembourg a connu une croissance importante sur les 25 dernières années. Les encaissements des primes d'assurance se sont plus que quadruplés pour atteindre 55 milliards d'euros fin 2023 et la somme des bilans des entreprises d'assurance et de réassurance a été multipliée par sept pendant cette même période. Cette croissance est portée par l'essor des activités d'assurance-vie en libre prestation de services et la relocalisation au Luxembourg de plusieurs assureurs non-vie après le Brexit.

En termes de personnel, sur les seules 15 dernières années un accroissement de l'ordre de +200 % du personnel salarié des entreprises et de réassurances luxembourgeoises a été observé. Fin 2023, le secteur de l'assurance luxembourgeois comptait plus que 15.000 équivalents temps plein. Les exigences réglementaires de l'activité d'assurance, notamment avec l'entrée en vigueur de la directive Solvabilité II, nécessitent un personnel hautement spécialisé.

ad 3) La place financière luxembourgeoise est particulièrement attrayante pour les entreprises d'assurance et de réassurance en raison de son écosystème diversifié, qui inclut un haut degré d'expertise dans les domaines de l'assurance-vie, l'assurance non-vie ainsi que la réassurance captive. Le Luxembourg offre également un degré élevé de protection des investisseurs grâce à ce que l'on appelle le triangle de sécurité. En outre, grâce à une grande flexibilité au niveau des investissements pour les souscripteurs en fonction de leur classification et de leurs objectifs d'investissement, les contrats d'assurance-vie luxembourgeois sont un outil important de gestion patrimoniale.

De plus, la localisation géographique au centre de l'Europe d'un pays politiquement stable fait du Luxembourg un domicile de choix pour exercer des activités d'assurance et de réassurance à travers toute l'Europe en régime de libre prestation de services. La réactivité

et la compétence technique du superviseur dédié au secteur de l'assurance et de la réassurance sont un autre facteur d'attraction important.

Menaces terroristes au Luxembourg | Question 1841 (24/01/2025) de **M. Dan Biancalana** (LSAP)

Selon un article récent publié dans le « Luxemburger Wort », un individu d'extrême droite avait annoncé en 2023 son intention de commettre une attaque terroriste au Luxembourg, s'inspirant de l'acte dramatique et tragique du massacre de Columbine. L'individu aurait même communiqué la date et le lieu de son attaque prévue. Cette attaque a toutefois été déjouée à temps par les autorités judiciaires luxembourgeoises.

Malheureusement, ce cas n'est pas isolé, comme le montre l'exemple d'un jeune ayant projeté la même année une attaque de nature terroriste ciblant la Police grand-ducale.

Toujours selon le même article, un rapport d'Europol indique qu'en 2023, 120 attaques terroristes ont été recensées dans l'Union européenne. Ledit rapport constate qu'il existe une nouvelle génération d'adeptes du djihad au Luxembourg.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice et à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures :

1) Pour quelles raisons le public n'a-t-il appris que maintenant l'existence de l'attentat d'extrême droite déjoué en 2023 ?

2) Combien d'arrestations liées à des activités terroristes ont été effectuées au Luxembourg depuis 2023, et combien d'entre elles sont associées à des mouvements d'extrême droite ?

3) D'autres attentats terroristes ont-ils été déjoués depuis 2023 ? Dans l'affirmative, combien ?

4) Quelles mesures le Gouvernement a-t-il mises en place pour surveiller et contrer les menaces posées par les groupes d'extrême droite dans le pays ?

5) Existe-t-il une collaboration entre les autorités luxembourgeoises et Europol concernant les activités des extrémistes de droite, et dans l'affirmative, comment cette coopération se manifeste-t-elle ?

6) À propos de la nouvelle génération d'adeptes du djihad au Luxembourg, que comptent Madame la Ministre et Monsieur le Ministre faire concrètement pour contrer cette évolution alarmante ?

7) Selon Madame la Ministre, quelles pistes pourraient être envisagées pour la privation de liberté des jeunes ayant commis des actes de terrorisme, à la suite de l'entrée en vigueur des textes relatifs au droit pénal des mineurs et aux droits des mineurs victimes et témoins, qui suppriment la possibilité d'un emprisonnement dans une structure fermée pour adultes ?

8) Quels sont les efforts déployés pour lutter contre la promotion de la violence sur les réseaux en ligne et pour contrer les tendances et les récits extrémistes dans le web ?

Réponse (26/02/2025) de **Mme Elisabeth Margue**, Ministre de la Justice | **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures | **M. Luc Frieden**, Premier ministre

ad 1) L'individu en question avait effectivement exprimé son intention de commettre un acte terroriste au Luxembourg, en s'inspirant du massacre de Columbine en 1999 aux États-Unis. Grâce aux informations recueillies et analysées par les autorités judiciaires, en étroite collaboration avec les services de police, une intervention rapide et anticipée a pu être menée dans le cadre de l'enquête.

Pour des considérations tactiques inhérentes à l'enquête en cours, la communication publique de ce projet d'attentat déjoué n'a pas pu être immédiate. En effet, parallèlement à l'interpellation, il était nécessaire d'effectuer diverses vérifications à l'étranger. Les demandes d'entraide judiciaire internationale impliquent inévitablement des délais de traitement avant de pouvoir obtenir les réponses requises. Une communication prématurée, avant d'avoir recueilli l'ensemble des informations essentielles, n'aurait donc pas été opportune.

ad 2) et 3) Dans le cadre d'un communiqué de presse du 3 avril 2023, le parquet a informé le public que deux personnes soupçonnées d'être liées à une mouvance terroriste ont été placées en détention préventive par un juge d'instruction, tandis qu'un troisième a fait quant à lui l'objet d'un contrôle judiciaire. Les trois intéressés ont été inculpés du chef de financement de terrorisme.

Dans le cadre d'un communiqué de presse du 3 juin 2023, le public a été informé que suite à un signalement par les autorités policières allemandes de la publication sur la plateforme Instagram d'un contenu susceptible de constituer une menace respectivement un acte de provocation au terrorisme, un ressortissant luxembourgeois âgé de 18 ans, soupçonné d'avoir mis en ligne la vidéo dénoncée a été placé sous mandat de dépôt.

Depuis 2023, seules ces trois personnes ont été arrêtées et placées sous détention préventive en matière de terrorisme. Il y a certes eu d'autres interpellations, mais qui n'ont pas conduit à une incarcération des personnes en question.

Ces deux affaires ne sont pas associées à des mouvements d'extrême droite.

ad 4) Selon l'article 3 de la loi du 5 juillet 2016 portant réorganisation du Service de renseignement de l'État (dénommée ci-après la « loi SRE »), le Service de renseignement de l'État a pour mission de rechercher, d'analyser et de traiter, dans une perspective d'anticipation et de prévention, mais à l'exclusion de toute surveillance politique interne, les renseignements relatifs à : a) toute activité qui menace ou pourrait menacer la sécurité nationale ou la sécurité des États étrangers ou des organisations internationales ou supranationales avec lesquelles le Luxembourg poursuit des objectifs communs sur base d'accords ou de conventions bilatérales respectivement multilatérales, ou b) toute activité qui menace ou pourrait menacer les relations internationales du Grand-Duché de Luxembourg, son potentiel scientifique ou ses intérêts économiques définie par le Comité ministériel du renseignement.

L'article 3 de la loi SRE précise également la nature des menaces potentielles pour la sécurité nationale :

- espionnage et ingérence ;
- extrémisme à propension violente ;
- terrorisme ;
- prolifération d'armes de destruction massive ou de produits liés à la défense et des technologies afférentes ;
- crime organisé et cybermenace dans la mesure où ils se trouvent liés à l'une des menaces précédentes.

Dans le cadre de sa mission d'anticipation et de prévention de la menace émanant de l'extrémisme à propension violente, le Service de renseignement de l'État coopère étroitement avec la Section antiterroriste de la Police grand-ducale et les autorités judiciaires.

ad 5) Comme tout État membre de l'Union européenne, le Luxembourg collabore étroitement avec Europol, notamment en ce qui concerne le terrorisme. Le Luxembourg participe et contribue également aux



projets d'analyse (APs) d'Europol en partageant des informations pertinentes et en contribuant aux efforts analytiques pour lutter contre diverses formes de criminalité, y compris le terrorisme.

ad 6) Le travail du Service de renseignement de l'État constitue un élément de la politique de sécurité du Luxembourg qui se situe tout en amont, afin de détecter les menaces, dont le terrorisme et l'extrémisme à propension violente, visant la sécurité nationale à un stade précoce, avant qu'elles ne se matérialisent. Ce travail de veille permet aux autres acteurs qui œuvrent à la sécurité du Luxembourg d'intervenir chacun dans leur domaine, avec les informations adéquates, au bon moment.

Dans le cadre de la prévention, la coopération nationale et internationale constitue un élément clé.

Au niveau national, la coopération entre le Service de renseignement de l'État, les autorités judiciaires, les services de la Police grand-ducale, le Haut-Commissariat à la protection nationale (HCPN) et d'autres administrations et visant la prévention et l'anticipation des menaces en lien avec le terrorisme et l'extrémisme à propension violente se fait de manière continue. Le groupe de coordination en matière de lutte contre le terrorisme (GCT) présidé par le HCPN se réunit régulièrement et procède à l'évaluation de la menace terroriste.

Dans le cadre de son travail d'anticipation et de prévention dans le domaine du terrorisme et de la radicalisation violente, le Service de renseignement de l'État fournit des briefings de sensibilisation à des administrations et organismes nationaux compétents.

En 2017, le Gouvernement a instauré un service d'écoute et d'accompagnement des personnes qui sont confrontées, de quelque manière que ce soit, à l'extrémisme et à la radicalisation violente. L'association sans but lucratif SOS Radicalisation a été fondée en mai 2017. Le Centre contre la radicalisation – respect.lu y associé fonctionne depuis le 3 juillet 2017. Ce service de soutien contre la radicalisation violente constitue un service d'écoute et d'accompagnement poursuivant les objectifs suivants : porter conseil et assistance aux personnes courant le risque ou ayant entamé un processus de radicalisation violente ; porter conseil et assistance aux familles, aux amis et à l'entourage des personnes courant le risque ou ayant entamé un processus de radicalisation violente ; échange, coopération et coordination avec tous les intervenants d'autres services œuvrant auprès des populations cibles (p. ex. : dans les milieux scolaires et carcéraux, le centre de rétention, les centres socio-éducatifs à Dreibern et Schrassig).

ad 7) Après l'entrée en vigueur de la future loi portant introduction d'un droit pénal et d'une procédure pénale pour mineurs, le tribunal pénal pour mineurs pourra prononcer une peine privative de liberté qui sera exécutée au centre pénitentiaire pour mineurs. Ce dernier sera organisé de telle sorte que les mineurs considérés comme particulièrement dangereux fassent l'objet d'une prise en charge adaptée.

ad 8) La lutte contre la promotion de la violence et la diffusion de contenus extrémistes en ligne constitue une priorité pour le Luxembourg, tant au niveau national qu'europpéen. Plusieurs instruments juridiques et mesures concrètes ont été mis en place afin de prévenir et de réprimer ces phénomènes.

Le Code pénal luxembourgeois sanctionne déjà plusieurs infractions liées à la diffusion de contenus violents ou extrémistes en ligne, tel que par exemple l'incitation à la haine ou à la violence (article 457-1 du Code pénal) ou l'acte de provocation au terrorisme (article 135-11 du Code pénal).

Afin de lutter contre la diffusion de contenus terroristes en ligne, le Luxembourg a mis en œuvre, par le biais de la loi du 24 juillet 2024, le règlement européen (UE) 2021/784 du 29 avril 2021 relatif à la lutte contre la diffusion des contenus à caractère terroriste en ligne.

Cette mise en œuvre permet le retrait rapide des contenus terroristes en ligne.

Ainsi, tout fournisseur de services d'hébergement peut être soumis à une injonction de retrait s'il a été identifié que son contenu en ligne présente un caractère terroriste. Les fournisseurs de services d'hébergement doivent veiller à ce que les contenus à caractère terroriste identifiés soient retirés ou que l'accès à ces contenus soit bloqué dans tous les États membres dans un délai d'une heure à compter de la réception de l'injonction de retrait.

Afin que la mise en œuvre soit effective, des sanctions de nature administrative ou pénale peuvent être prononcées à l'égard des fournisseurs d'hébergement en cas de violation de leurs obligations prévues par le règlement européen.

La collaboration avec les partenaires européens, notamment via des outils informatiques d'Europol, et l'appui de plateformes digitales comme BEE SECURE, permettent également de lutter contre la propagation des contenus terroristes en ligne.

Avertissements taxés | Question 1842 (24/01/2025) de M. Mars Di Bartolomeo (LSAP)

Et ass e Fait, datt eng héich Zuel vun Avertissements taxés (AT), déi vun der Police wéinst Verstéiss géint de Code de la route ausgestellt ginn, net bezuelt ginn. Och tauchen eng Rei Leit, déi vun der Police convoquéiert ginn, net op.

Dofir wéilt ech der Madamm Justizminister an dem Här Innenminister folgend Froe stellen:

1. Wéi vill Avertissements taxés wéinst Verstéiss géint de Code de la route goufen an deene leschte 5 Joer ausgestellt ?
2. Wéi vill dovun goufen effektiv bezuelt?
3. Wéi héich ass d'Gesamtzuel an de Gesamtmontant vun deenen, déi net bezuelt goufen?
4. Wéi vill Fäll goufen un de Parquet weidergeleert?
5. Wéi vill Strofen a wat fir enger Héicht goufe gesprach a wéi vill Fäll goufe klasséiert?

Réponse (25/02/2025) de M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice

ad 1. bis 3. De folgenden Tableau[†] liwwert d'Zuele vun den Avertissements taxés (AT), déi déi lescht 5 Joer ausgestellt goufen an déi sech nëmmen op Verstéiss géint de Code de la route bezéien:

ad 4. De folgenden Tableau[†] liwwert d'Zuele vun deene Fäll, déi an de leschte 5 Joer un de Parquet weidergeleert goufen:

ad 5. De folgenden Tableau[†] liwwert d'Zuele vun den Ordonnances pénales, déi d'Policegeriichter am Beräich vum Stroosseverkéier, an deene leschte 5 Joer, gesprach hunn:

De folgenden Tableau[†] bezitt sech op Montante vun den Ordonnances pénales, déi gesprach goufen:

De folgenden Tableau[†] bezitt sech op Montante vun den Ordonnances pénales, déi gesprach goufen:

Changement de nom ou de prénom | Question 1843 (24/01/2025) de M. Mars Di Bartolomeo (LSAP)

En décembre 2020, la Chambre des Députés a voté la loi sur le changement du nom et des prénoms et portant modification de la loi modifiée du 8 mars 2017 sur la nationalité luxembourgeoise.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice :

- 1) Combien de demandes de changement de nom ou de prénom(s) ont été introduites depuis l'entrée en vigueur de la loi précitée ?
- 2) Combien de ces demandes ont obtenu une réponse favorable ?
- 3) Quelles ont été les principales raisons invoquées pour le rejet des demandes restantes ?
- 4) Quels motifs ont conduit les demandeurs à introduire des requêtes pour changement de nom ou de prénom(s) ?
- 5) Comment s'organise l'interconnexion entre les différentes administrations publiques ? Les modifications apportées sont-elles systématiquement communiquées à toutes les administrations concernées dès leur entrée en vigueur ?

Réponse (26/02/2025) de Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice

ad 1) La loi du 19 décembre 2020 sur le changement du nom et des prénoms et portant modification de la loi modifiée du 8 mars 2017 sur la nationalité luxembourgeoise est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2021.

Entre le 1^{er} janvier 2021 et le 31 décembre 2024, 3.344 demandes en changement du nom ou du ou des prénoms ont été introduites.

ad 2) Sur les 3.344 demandes introduites entre le 1^{er} janvier 2021 et le 31 décembre 2024, 2.359 demandes ont obtenu une réponse favorable.

Actuellement, 679 dossiers sont en cours de traitement.

ad 4) Les principaux motifs invoqués à l'appui de la demande en changement du nom ou du ou des prénoms peuvent être énumérés comme suit par ordre décroissant :

- le souhait de supprimer un ou plusieurs composants du nom ou des prénoms,
- le souhait d'adapter le nom ou prénom aux usages en vigueur au Luxembourg,
- le souhait d'adapter le nom porté au Luxembourg à celui porté légitimement à l'étranger,
- le souhait de porter un ou plusieurs prénoms sous lesquels le requérant est connu dans la vie courante,
- l'absence de contact avec un des parents dont l'enfant porte le nom,
- les convenances personnelles.

ad 3) La demande en changement du nom et des prénoms est refusée lorsque le demandeur ne remplit pas les conditions légales. Tel est notamment le cas lorsque le demandeur n'établit pas l'existence de circonstances exceptionnelles et de raisons importantes justifiant l'octroi du changement de nom et des prénoms sollicité.

La loi du 19 décembre 2020 sur le changement du nom et des prénoms prévoit explicitement certains cas plutôt courants tels que l'adaptation, la suppression et l'inversion des noms ou prénoms. Pour toute autre demande, le demandeur doit établir l'existence de circonstances exceptionnelles et de raisons importantes justifiant la modification requise. Ainsi, toute demande pour convenance personnelle est refusée.

ad 5) En application des dispositions de l'article 11 de la loi du 19 décembre 2020 sur le changement du nom et des prénoms et portant modification de la loi modifiée du 8 mars 2017 sur la nationalité, les décisions de changement du nom et des prénoms font l'objet d'une communication au Procureur général d'État, à l'officier de l'état civil territorialement compétent et, en cas de double ou multiple nationalité du requérant, au Ministre ayant les affaires étrangères dans ses attributions.

Les données du Registre national des personnes physiques sont mises à jour par un agent du Ministère de la Justice.

Aucune communication à d'autres administrations publiques n'est prévue par la loi. De même, aucune communication à des tiers ne saurait être effectuée en raison de la législation applicable en matière de protection des données.

Il incombe aux personnes concernées à faire les démarches nécessaires pour l'établissement de nouveaux titres d'identité et autres documents administratifs (passeport, carte d'identité, permis de conduire, caisse de maladie) et à mettre à jour leurs coordonnées auprès d'autres acteurs (banques, assurances, etc.).

Maison médicale d'Ettelbruck | Question 1844 (24/01/2025) de M. André Bauler (DP)

Je viens d'apprendre que la maison médicale installée à Ettelbruck se verra octroyer de nouveaux locaux permettant d'accueillir dans de meilleures conditions les patients qui y rencontrent des médecins généralistes de la région.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

1) Madame la Ministre, peut-elle informer sur les nouveaux locaux projetés en faveur de la maison médicale d'Ettelbruck ?

2) Les médecins, qui y consultent, disposent-ils actuellement de tous les équipements nécessaires pour assurer, entre autres, les tâches administratives qui leur incombent ?

3) Les matériels défectueux, telles des imprimantes, sont-ils régulièrement réparés ou remplacés afin d'assurer un service optimal ?

Réponse (26/02/2025) de Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) En ce qui concerne la maison médicale du Nord, l'identification de locaux permettant un aménagement conforme au concept actuel des maisons médicales a conduit au projet de construction d'un nouveau bâtiment à l'entrée d'Ettelbruck. Les surfaces situées au rez-de-chaussée de ce bâtiment (environ 700 m²) seront prochainement aménagées. Cette situation présente l'avantage de faciliter l'accès, en particulier aux personnes à mobilité réduite. L'organisation spatiale est largement inspirée de celle de la maison médicale de Sud-Belval, qui a fait ses preuves.

Ce nouveau bâtiment comprendra :

- deux zones de soins, avec pour chacune :
 - un espace accueil,
 - une zone d'attente assise avec toutes les commodités et
 - quatre salles de consultation d'environ 22 m² chacune
- des vestiaires, une salle de repos et toutes les commodités pour le personnel soignant.

Les activités de soins envisagées pour être intégrées dans les nouveaux locaux sont identiques à celles de Sud-Belval, à savoir :

- la permanence de médecine générale les soirs en semaine de 20.00 heures à minuit ainsi que les week-ends et jours fériés de 08.00 heures à minuit,
- des consultations, dépistage et suivi du public en orthoptie,
- des consultations, dépistage et suivi du public en audiophonologie,
- un lieu de collecte pour le don du sang en partenariat avec la Croix-Rouge luxembourgeoise et
- des activités ponctuelles comme le dépistage de l'hypercholestérolémie familiale.

Cette répartition des activités entre les maisons médicales du Nord et du Sud garantit une cohérence territoriale. En fonction de l'avancée des travaux, l'ouverture au public est prévue au plus tard pour début 2026.

ad 2) Chaque salle de consultation est dotée de tout le matériel nécessaire à l'examen d'un patient pour une consultation de médecine générale. Les salles de consultation sont également pourvues de matériel informatique équipé d'un logiciel de soins permettant l'établissement d'ordonnances médicales et leur impression.

Il en sera de même lors du transfert de la maison médicale dans les nouveaux locaux.

ad 3) Dès qu'une panne de matériel est signalée aux équipes de la Direction de la santé, tout est mis en œuvre pour une réparation ou un remplacement dans les meilleurs délais.

En ce qui concerne le matériel de la maison médicale d'Ettelbruck, plusieurs interventions ont été nécessaires récemment sur les imprimantes en raison d'incidents liés à des tentatives de branchements non prévus, occasionnant des défauts de sécurité. Depuis lors, des instructions claires ont été diffusées à ce sujet auprès des prestataires travaillant dans les locaux de la maison médicale d'Ettelbruck.

À noter qu'en cas de panne informatique, les médecins ont toujours la possibilité d'établir leurs ordonnances manuellement et prendre ainsi en charge les patients se présentant en maison médicale.

Organisation de l'aide sociale | Question 1845 (27/01/2025) de M. Mars Di Bartolomeo | M. Georges Engel (LSAP)

L'action des offices sociaux est essentielle pour lutter contre la pauvreté et promouvoir l'inclusion sociale. Le travail de terrain est réalisé par des travailleurs sociaux sous l'égide des représentants des communes respectives. La contribution de l'État n'est pas négligeable, remboursant la moitié des aides financières allouées. Selon l'article 7 de la loi sur l'organisation de l'aide sociale, l'office social assure aux personnes et à leurs familles ayant leur domicile sur le territoire de la ou des communes où il exerce sa mission, l'aide définie par cette loi.

Il apparaît que les aides attribuées dans des situations identiques diffèrent parfois de manière très significative, notamment pour les jeunes de moins de 25 ans sans ressources.

Dans ce contexte, nous souhaitons poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil :

- 1) Comment le Gouvernement entend-il assurer un accès équitable à toutes les aides existantes ?
- 2) Comment le Gouvernement prévoit-il d'harmoniser, rendre accessible et compréhensible les aides pour les jeunes de moins de 25 ans ?

Réponse (04/03/2025) de M. Max Hahn, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil

Il importe de rappeler que les aides attribuées par l'office sont des aides personnalisées donnant ainsi à l'office social le soin de décider de la forme, du type et de l'envergure de l'aide spécifique à allouer dans un cas donné. Toute décision prise par l'office repose sur un diagnostic social professionnel et peut faire l'objet d'un recours devant les juridictions de la sécurité sociale, garantissant ainsi l'absence d'arbitraire.

Dans le même esprit, l'article 25 de la même loi, établit un double principe : d'une part, toute aide financière et matérielle relève d'une décision du conseil d'administration de l'office social compétent, voire, le cas échéant, de son président ; d'autre part, chaque décision s'appuie sur un dossier individuel comprenant une enquête sociale, un diagnostic du besoin d'aide et une proposition concernant les moyens les plus appropriés pour aider le demandeur dans sa situation particulière.

Dès lors, une intervention du Gouvernement au niveau de l'accès des personnes aux aides existantes n'est pas prévue par la loi.

Enfin, l'accord de coalition prévoit une adaptation de la loi sur l'aide sociale. Dans le cadre des travaux préparatoires y relatives, une coordination structurée entre les offices sociaux et le ministère sera mise en place. L'objectif est double : garantir l'autonomie décisionnelle des offices sociaux tout en instaurant des référentiels communs.

Groupe CFL | Question 1846 (27/01/2025) de M. Yves Cruchten (LSAP)

Le Groupe CFL fait partie des plus grands employeurs du Luxembourg. Pour répondre à ses ambitions de développement, la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois a besoin de nombreux profils très différents.

Dès lors, je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

– Comment se sont déroulés les derniers recrutements auprès du Groupe CFL ? Combien de postes ont été publiés au cours des deux dernières années et combien ont pu être comblés, ventilés par profession ?

– Pour les postes restant vacants, Madame la Ministre peut-elle fournir une liste de ces postes par profession et m'indiquer les raisons pour lesquelles ils n'ont pu être pourvus ?

Réponse (26/02/2025) de Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

L'honorable Député s'enquiert au sujet des recrutements auprès du Groupe CFL.

Le tableau[†] ci-dessous reprend les postes publiés pour les années 2023 et 2024 au sein de la société-mère CFL :

Il est à noter que l'ensemble des besoins non comblés jusqu'au 31 décembre 2023 ont pu, à part quelques exceptions, être soit recrutés au cours de l'année 2023, alors que la prise de service des nouveaux agents a eu lieu seulement en 2024, soit être republiés et recrutés en 2024 (ces recrutements figurent dans les besoins 2024) avec une prise de service au 1^{er} semestre 2025.

Les postes vacants qui n'ont à l'heure actuelle pas pu être recrutés sont les suivants :[†]

Vols de nuit à l'Aéroport de Findel | Question 1847
(28/01/2025) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

Verschiedene Presseartikelen no gouf et 2024 knapp iwwer 3.000 Nuetsflich um Findel. D'Ausnahmen, wéi eng Flich no de regulären Operationszäiten tëschent 23.00 a 6.00 Auer op eisem nationale Fluchhafen dierfe starten a landen, sinn am Artikel 13 Punkt 1. vum modifizéierte groussherzogleche Reglement vum 24. Mee 1998 iwwert d'Konditiounen vum techneschen an operationelle Fonctionnement vum Findel geregelt.

An deem Zesummenhang géif ech der Madamm Verkäiersminister gär dës Froe stellen:

– Kann d'Madamm Minister eng Tabell presentéieren, déi regruppéiert, wéi déi 3.000 Nuetsflich vum Joer 2024 sech am Sënn vum virdu genante groussherzogleche Reglement pro Mount op déi eenzel Kategorie verdeelen?

Réponse (26/02/2025) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Den honorabelen Deputéierte stellt Froen zu den Nuetsflich, déi vum Findel aus fortginn oder landen.

Den Artikel 13 vum groussherzogleche Reglement vum 24. Mee 1998 zielt déi verschidde permanent Derogatiounen vis-à-vis vum prinzipiellen Nuetsfluchverbuot op. Op Nofro bei der Administration de la navigation aérienne (ANA) kann ech Iech follgend Donnéeën matdeele fir d'Joer 2024: ↑

Conditions d'admission pour un poste au SRE | Question 1848
(28/01/2025) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Reporter.lu schreift an engem rezenten Artikel Follgendes: „Die Verzögerung einer klaren gesetzlichen Regelung hat allerdings bereits heute Folgen. In den Stellenausschreibungen des Geheimdienstes wird als Voraussetzung eine ‚Security clearance‘ genannt. [...] Vor den Verwaltungsrichtern erklärte das Staatsministerium, dass offiziell bereits der Geheimhaltungsgrad ‚secret‘ ausreiche, um für den SRE zu arbeiten. Diese ist für zehn Jahre gültig, somit hätten nicht alle Mitarbeiter eine mangelhafte Sicherheitsüberprüfung durchlaufen.“

Laut dem Anwalt von Philippe S. gab es hingegen seit 2012 keine einzige Stellenausschreibung beim SRE, die nicht die höchste Geheimhaltungsstufe voraussetzte.“

Op Basis vun dësen Aussoe stellen sech eng Rei Froen iwwert déi vum Ministère de la Fonction publique öffentlich ausgeschriwwen Plaze beim SRE.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Premierminister an dem Minister fir öffentlichen Déngscht dës Froe stellen:

1. Wéi vill haten der tëscht 2012 an 2022 de Geheimhaltungsgrad „secret“ als „condition d'admission“?

2. Wéi vill haten der tëscht 2012 an 2022 de Geheimhaltungsgrad „très secret“ als „condition d'admission“?

3. Wéi vill haten der tëscht 2023 an 2025 de Geheimhaltungsgrad „secret“ als „condition d'admission“?

4. Wéi vill haten der tëscht 2023 an 2025 de Geheimhaltungsgrad „très secret“ als „condition d'admission“?

Réponse (25/02/2025) de **M. Luc Frieden**, Premier ministre

D'Gesetz vum 5. Juli 2016 iwwert d'Reorganisatioun vum Service de renseignement de l'État (SRE) gesäit vir, datt d'Membere vun der Direktioun müssen Titulaire vun enger Clearance um Niveau „très secret“ sinn an d'Fonctionnaires an Employéén, déi beim SRE schaffen, eng Clearance um Niveau „secret“ hunn. Aus den Travaux parlementaires vum Gesetzesprojet N° 6675, der Basis vum Gesetz vum SRE vum 2016, geet ervir, datt d'Auteuren hei wollten e Minimum fixéieren a kee Maximum fir den Niveau vu Clearance, deen SRE-Agenten bräichten, fir rekrutiert ze ginn.

Säit 2016 haten déi vum Ministère fir d'Fonction publique öffentlich ausgeschriwwen Posten, fir Agent beim SRE ze ginn, als Condition d'admission eng Clearance vum Niveau „très secret“.

D'Postenausschreiwunge vu virun 2016 goufen net systematesch archivéiert, sou datt sech keng fiabel Statistiken doriwwer erstellen loosse.

Weider Detailler iwwert déi personell Ressource vum SRE kënnen aus sécherheetsrelevante Grënn net publizéiert ginn.

Wéi schonn am Kader vun Äntwerten op parlamentaresch Froen an am Kader vun der Äntwert op eng Question élargie, déi den 30. Januar 2024 an der Chamber debattéiert gouf, confirméiert d'Regierung, datt d'Sécherheetsiwwerprüfung fir Clearance sowuel dem nationale gesetzleche Kader vum 2004 wéi och den applikabelen Norme vum der Europäescher Unioun an der NATO entsprechen.

Afficheurs de prix électroniques | Question 1849
(28/01/2025) de **M. Sven Clement** (Piraten)

De Commerce gëtt ëmmer méi digital an dat net just am Internet. Vill Geschäfte notze méttlerweile elektronesch Präisschëlde, dést betrëfft och Butteker, déi Liewensmittel verkaufen. Eis gouf zougedroen, dass et doduerch ëmmer méi dacks virkomme géif, dass Geschäfte duerch Kameraen an hir Surface d'Verhale vun de Clientë géifen iwwerwaachen an analyséieren. Weise Clienten dann Interessi un engem Produit, géif aus der Distanz de Präis op den elektronesch Präisschëlde einfach no uewe geännert ginn, soudass d'Clientë vun enger Sekonn op déi aner fir de Produit méi déif mussen an d'Tasch gräifen, deelweis direkt ëm e puer Euro. Dëst Phänomeen ass schonn enger ganzer Rei Konsumenten opgefoll, déi sech dowéinst bedru villen an sech och scho sollen un de Konsumenteschutzministère geriicht hunn.

Aktuell gesäit d'Gesetz vir, dass de Präis soulaang dierf geännert ginn, wéi de Konsument ee Produit nach net geholl huet. Ab dem Moment, wou e Konsument de Produit geholl huet mat der Absicht en ze kafen an dem Bezuelen an der Keess dierf de Präis net méi geännert ginn. Am Fall wou ee Commerce sech awer net dorun hält, muss awer de Client beweisen, dass de Präis geännert gouf, wat awer quasi onméiglech ass.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Konsumenteschutz dës Froe stellen:

1. Zënter wéini sinn dem Ministère esou willkürlich Präiserhéijungen a Butteker mat elektronesch Präisschëlde bekannt?

2. Gesäit de Ministère hei net d'Geforen, dass Konsumente mat engem méi niddregen Akommes sech an Zukunft vill Produiten net méi kënnen leeschten?

3. Goufen am Ministère schonn Iwwerleeunge gefouert, wéi een d'Konsumente besser virun esou verstoppte Präiserhéijunge schützen kann?

– Wa jo, wat ass d'Resultat vun dësen Iwwerleeungen?

– Wann nee, firwat goufe bis elo nach keng esou Iwwerleeunge gemaach?

4. Laut dem gesetzleche Kader ass am Moment de Konsument an der Beweisplicht, fir d'Präisverännerung ze beweisen. Dëst wär awer nëmme méiglech, wann hie während sengem Akaf sämtlech Präisschëlde filmt an direkt zum Produit gräift, fir dass virdu net nach séier de Präis ka geännert ginn. Dëst stellt an der Realitéit awer keng realistesch Léisung duer. Wat kënnen Konsumente maachen, fir sech virun esou willkürleche Präiserhéijungen ze schützen?

5. Gouf schonn iwwert eng Ännerung vum Gesetz nogeduecht, mat där eng Präisverännerung während den Ouvertureszäiten net méi méiglech wier?

– Wa jo, wou sinn dës Iwwerleeungen drun?

– Wann nee, firwat net?

6. Eng weider Méiglechkeet wär, dass d'Beweisplicht an Zukunft vum Konsument op de Butteker iwwerdroe gëtt an de Butteker am Fall vun engem Doute muss elektronesch kënnen nowiesen, dass si de Präis an der Zäitspann tëscht dem Zougräifen duerch de Client an dem Bezuelen an der Keess net geännert hunn. Dës Gesetzesännerung wär relativ einfach a séier ëmsetzbar.

Géif de Ministère esou eng Gesetzesännerung a Betrecht zeien? Wa jo, bis wéini kéint dës ëmgesat ginn? Wann nee, firwat net?

Réponse (27/02/2025) de **Mme Martine Hansen**, Ministre de la Protection des consommateurs

ad 1. Dem Ministère si keng esou, wéi vum honorabelen Deputéierte bezechent „willkürlich Präiserhéijunge“ bekannt. Wuel ass et scho virkomm, dass Konsumenten sech beklot hunn, dass en Update vun de Präisser gemaach gouf, wéi si grad am Butteker waren, dëst awer ouni dass den eenzele Client hei individuell viséiert gouf. Dëst ass och keng spezifesch digital Problematik, well och analog Präisschëlde kënnen mol geännert gi während ee Client am Butteker ass.

ad 2. D'Direktioun fir Konsumenteschutz huet ënnert anerem och do d'Missioun, fir d'Präistransparenz um Marché ze garantéieren. Hei schreift de Code de la consommation vir, dass d'Präisser vu Produkter an Tariffer vu Servicer zu Lëtzebuerg ëmmer kloer sichtbar, lieserlech an onmëssverständlich mussen ugewise ginn. Dëst gëtt dem Client déi noutweneg Informatioun fir ze entscheeden, ob hien an deem engen oder deem anere Butteker, offline oder online, kafe wëllt. Dës Präistransparenz kënnt besonnesch de Stéit mat nidderege Revenuen entgéint, fir déi de Präis ee wichtege Entscheidungsfacteur ass.

ad 3. Um EU-Niveau ass 2019 eng Reegel präziséiert ginn, déi beseet, dass Geschäftsleit net dierfen ukënnegen, dass e Präis méi bëlle ginn ass, ouni de leschte Präis transparent unzeweisen. Zousätzlech gëllt do d'Reegel, dass dës Referenzpräis deen niddregste Präis aus de leschten 30 Deeg muss sinn. Zu Lëtzebuerg gëllt dëst zënter Dezember 2022 mam neien Artikel L. 112-2-1 am Code de la consommation. Dës Reegel ass agefouert ginn, fir d'Praxis vu fiktive Promotiounen ze ënnerbannen.

ad 4. Beim Affichage vun de Präisser huet de Client ëmmer d'Méiglechkeet, d'Präisschëlde am Rayon ze fotograféieren, an dann an der Keess op dee Präis ze bestoen. Wann hien dës Präis net kritt, huet hien d'Recht, de Produit do ze loosse.

Donieft huet d'Direktioun fir Konsumenteschutz 2 Agenten, déi permanent bei de Butteker ënnerwee sinn, fir de Präisaffichage ze kontrolléieren an ze kucken, ob de Präis, deen am Rayon stoung, och esou an der Keess verrechent gëtt. Wa systematesch

Problemer festgestallt sollte ginn, gëtt de Betraffene vun der Police an Zesummenaarbecht mat den Agente vun der Direktioun protokolléiert. Allgemeng ass hei ze bemierken, dass nëmme weíneeg vun de kontrolléierte Geschäfte zu Lëtzebuerg weínt systematesche Problemer beim Affichage vu Präisser opfalen a protokolléiert musse ginn.

Wa Konsumente Praxissen opfalen, wou d'Präisser oder Promotiounen net richtig affichéiert sinn, sollen si dëst gären dokumentéieren an dem Ministère dës Informatiounen, och anonym, zur Verfügung stellen. Dorops huelen d'Agente Kontakt mat dem Buttek, fir d'Situatioun ze behiemen.

ad 5. Duerch déi gutt Zesummenaarbecht tëschent der Direktioun fir Konsumenteschutz an de Verbänn, déi fir d'Transparenz bei de Präisser zu Lëtzebuerg suergt, gekoppelt mat de positive Resultater vun de Visiten an de Geschäfte, gesäit d'Regierung am Moment kee Bedarf, fir hei legislativ nozebesseren.

Als Beispill vun der gudder Zesummenaarbecht kann een den nächste Webinar fir Betriber ervirhiewen, deen d'Direktioun fir Konsumenteschutz an Zesummenaarbecht mat der Luxembourg Confederation den 28. Februar organiséiert. Des Weidere stellt d'Direktioun fir Konsumenten de Professionelle gratis didaktescht Material zur Verfügung, de „Guide fir de Professionellen“, fir et hinne ze vereinfachen, d'Reegele vum Code de la consommation ze applizéieren. Dës Fichë sinn och online zougänglech ënnert www.pro-pc.public.lu.

ad 6. Well weeder der Direktioun fir Konsumenteschutz, nach der ULC Informatiounen virleien, déi undeiten, dass Konsumenten a Geschäfte zu Lëtzebuerg bedru gi wieren, gëtt aktuell keng Gesetzesännerung a Betruecht gezunn. D'Direktioun fir Konsumenteschutz setzt weiderhin op d'Präventioun, fir d'Vertrauen an eis Geschäftswelt weiderhin ze stäerken.

Refus de vente d'un produit | Question 1850 (28/01/2025) de M. Sven Clement (Piraten)

Eis ass e Fall bekannt, wou eng Persoun een neie Smartphone wollt kafen. Dës Persoun huet dowéinst no engem passende Geschäft gesicht an huet an der Vitriinn vun engem Buttek ee Smartphone gesinn, deen de Kritären entsprach huet. Beim Smartphone war e Schild, op deem de Präis affichéiert war. Nieft dem Präis waren awer weeder weider Konditiounen affichéiert, nach gouf mat engem Sonderzeeche wéi engem Asterisk op spezifesch Verkaufsbedéngungen higewisen. Ganz am Contraire gouf e Präis „hors forfait“ affichéiert. Am Buttek selwer gouf dunn dem Client de Verkauf refuséiert, mat der Begrënnung, de Verkauf vum Smartphone wär just fir Clienté reservéiert, déi bei hinne schonn een Abonnement ofgeschloss hätten. Clienten ouni Abonnement dierften de Smartphone awer net kafen.

An deem Zesammenhang wéilt ech der Ministesch fir Konsumenteschutz dës Fro stellen:

– Kann ee Geschäft enger Persoun de Verkauf vun engem vun hire Produite refuséieren? Wa jo, ënnert wat fir Konditiounen ass dëst méiglech respektiv wat fir Virschreife mussen hei vum Buttek beuecht ginn?

Réponse (27/02/2025) de Mme Martine Hansen, Ministère de la Protection des consommateurs

Ech ka mech net zu engem spezifesch Fall äusseren, ouni dass mir all d'Elementer an dësem Kontext virleien.

Allgemeng gëllt awer: Wann e Geschäft ee Produkt zu bestëmmte Konditiounen proposéiert an sech dono net un dës Konditiounen hält, gesäit de Code de la consommation vir, dass de Konsument d'Recht huet, aus dem Vertrag erauszeklappen (Artikel L. 111-1).

Wann de Professionellen dem Konsument wichteg Informatiounen an der Vitriinn oder an der Reklam virenhält an de Konsument esou dozou bréngt, eppes ze kafen, wat hie soss net kaaft hätt, kann dëst als „omission trompeuse“ qualifizéiert ginn a potentiell penal Strofe kënnen ustoen.

D'Konsumenten, déi der Meenung sinn, dass hinne eng onlauter Handelspraxis (pratique commerciale déloyale) widderfuer ass, kënnen sech och bei der Direktioun fir Konsumenteschutz oder bei der Union luxembourgeoise des consommateurs mellen. Dës Instanze préiwene deen Ament d'Situatioun a kënnen, jee no Situatioun, déi néideg Schrëtt an d'Weeër leeden.

Och géif ech hei gären op de Médiateur de la consommation verweisen, deen ëmmer gratis zur Verfügung fir en neutraler Positioun tëschent Konsument a Professionelle ka vermëttelen, virausgesat, béid Säite si mat enger Mediatioun averstan.

Implication du Rwanda dans les combats en République démocratique du Congo (RDC) | Question 1851 (28/01/2025) de M. David Wagner (déi Lénk)

Depuis quelques semaines, les combats dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC) ont considérablement augmenté en intensité suite à une offensive généralisée du groupe armé rebelle M23 soutenu par le Gouvernement rwandais. Si ce dernier a tenté par le passé de dissimuler tant bien que mal son implication dans les violences qui frappent cette région depuis plusieurs décennies, il agit dorénavant à découvert. L'ONU parle de 3.000 à 4.000 soldats rwandais qui combattraient directement sur le territoire de la RDC.

Le Conseil de sécurité de l'ONU a condamné le « mépris éhonté » de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de la RDC, tandis que le Secrétaire général de l'ONU a appelé « les forces rwandaises de défense à cesser de soutenir le M23 et à se retirer du territoire de la RDC ». La Haut Représentante de l'UE pour les affaires étrangères et la politique de sécurité s'est prononcée de manière similaire. Dans une déclaration publiée au nom de l'Union européenne, elle appelle le Rwanda à arrêter son soutien au M23 et à se retirer. En outre, l'Union européenne condamne fermement la présence militaire du Rwanda en RDC qui constitue « une violation claire du droit international, de la Charte de l'ONU et de l'intégrité territoriale de la RDC ».

Dans ce contexte, je rappelle que le Luxembourg a considérablement intensifié ses relations bilatérales avec le Rwanda ces dernières années. Monsieur le Ministre des Affaires étrangères, du Commerce extérieur, de la Coopération et de l'Action humanitaire a effectué plusieurs visites de travail au Rwanda, la dernière en date ayant eu lieu en juin 2024. Lors de cette visite, Monsieur le Ministre avait notamment eu des entretiens avec le Président Paul Kagamé et plusieurs membres du Gouvernement rwandais. Il a par ailleurs signé plusieurs accords prévoyant le renforcement du partenariat entre le Luxembourg et le Rwanda dans le domaine de la coopération au développement.

Partant, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre :

1) Quelle est la position du Luxembourg face aux développements décrits plus haut et plus particulièrement

concernant l'intervention militaire ouverte du Rwanda en RDC ?

2) Est-ce que Monsieur le Ministre est intervenu auprès du Gouvernement rwandais afin d'amener celui-ci à cesser son soutien au M23 et à se retirer du pays voisin comme le demande l'Union européenne ?

3) Est-ce que les développements récents sont susceptibles d'entraîner une réévaluation des relations bilatérales entre le Luxembourg et le Rwanda, étant donné que le Rwanda viole ouvertement le droit international ? Pouvez-vous m'exposer la position de la diplomatie luxembourgeoise à ce sujet ?

4) Quelles conséquences les développements récents auront-ils pour les projets de coopération financés par la coopération luxembourgeoise et plus largement pour l'avenir des relations entre le Luxembourg et le Rwanda dans le domaine de la coopération au développement ?

5) Est-ce que le Gouvernement luxembourgeois compte débloquer une aide humanitaire au profit des populations civiles touchées en RDC ?

Réponse (26/02/2025) de M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire

ad 1) Le Luxembourg est fortement préoccupé par la crise humanitaire et sécuritaire à l'est de la RDC, qui s'est aggravée de façon dramatique en raison des récentes offensives du M23 au Nord- et Sud-Kivu, avec un risque réel d'un embrasement régional du conflit. Le M23, appuyé par les forces armées rwandaises, continue d'étendre son contrôle territorial, aujourd'hui sans la moindre résistance. Conformément à la déclaration de l'Union européenne du 25 janvier 2025, le Luxembourg considère que la présence militaire du Rwanda en RDC, en soutien au M23, constitue une violation manifeste du droit international et de la Charte des Nations Unies. À l'instar de l'UE, le Luxembourg insiste sur l'importance cruciale de respecter l'intégrité territoriale de la RDC. Nous demandons instamment au M23 de cesser ses avancées et de se retirer immédiatement, et au Rwanda de cesser son soutien au M23 et de retirer ses soldats de la RDC.

ad 2) Il n'existe pas de solution militaire à cette crise ; seule une solution politique basée sur un processus de dialogue inclusif et la démonstration de la volonté politique de chaque partie concernée permettra d'atteindre une paix durable.

Le ministère est en contact régulier avec le Rwanda et la RDC, et encourage les dirigeants des deux pays à se réunir et à s'engager dans tous les efforts diplomatiques visant à adresser les causes profondes de ce conflit. Dans un entretien téléphonique récent avec le Ministre des Affaires étrangères rwandais, le ministre a demandé des gestes concrets d'engagement dans les processus de médiation en cours.

Pour parvenir à une solution durable, le Luxembourg soutient en effet les efforts de médiation des processus fusionnés de Luanda et de Nairobi et appelle au respect du cessez-le-feu, conformément aux conclusions du sommet EAC-SADC.

ad 3) Le ministère prend très au sérieux les développements récents et examine les mérites de tous les moyens à la disposition du Luxembourg et de l'Union européenne pour infléchir la trajectoire de la crise, qui ne peut être résolue que à travers une solution politique durable, médiée et portée par des acteurs locaux et régionaux.

S'agissant des mesures de l'UE en réaction à la crise, tenant compte de l'importance du respect du droit international ainsi que de nos intérêts à long terme

dans la région, le Luxembourg s'engage auprès de ses partenaires pour une approche graduelle, pragmatique et réversible, qui garde la porte ouverte à un dialogue afin de pouvoir répondre aux évolutions sur le terrain, sans nuire à ceux qui ont le plus besoin de notre aide.

L'Union européenne a d'ores et déjà suspendu le dialogue de haut niveau en matière de sécurité et de défense. Au Conseil des affaires étrangères du 24 février 2025, la préparation de sanctions ciblées a été avalisée. Ces sanctions seront adoptées en l'absence de développements concrets dans le cadre des efforts de médiation en cours. Une réunion ministérielle SADC-EAC est prévue le 28 février 2025 à Harare et ses résultats permettront à l'Union européenne d'évaluer si des avancées concrètes se produisent sur le terrain.

ad 4) Le ministère continue de faire un suivi rapproché de la situation, en concertation étroite avec l'Ambassade du Luxembourg à Kigali et la Représentation-permanente du Luxembourg auprès de l'Union européenne.

Pour l'instant, les projets de la coopération luxembourgeoise continuent d'être mis en œuvre au Rwanda au niveau technique, au bénéfice des populations vulnérables, dans les domaines de l'éducation, la formation professionnelle et l'emploi ; de la résilience climatique, l'adaptation et la durabilité environnementale ainsi que de la finance durable et innovante.

ad 5) Le ministère a prévu d'allouer 1.200.000 d'euros d'aide humanitaire à la RDC au cours de l'année 2025. Cette aide humanitaire sera dédiée avant tout aux populations civiles touchées par le conflit.

Délais de versement de rémunérations des remplaçants dans l'éducation | Question 1852 (28/01/2025) de Mme Corinne Cahen | M. Gusty Graas (DP)

Les personnes qui travaillent dans le secteur de l'enseignement en tant que remplaçants perçoivent leur premier salaire avec un retard considérable, pouvant aller jusqu'à plusieurs mois après le début de leur tâche. Il semble qu'au moins dans certains cas, les avances sollicitées par ces personnes sont également versées avec un délai significatif.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Fonction publique :

– Quels sont les délais réglementaires pour le versement des rémunérations des enseignants remplaçants et, le cas échéant, pour le paiement des avances demandées ? Ces délais sont-ils différents de ceux applicables au reste du personnel enseignant ?

– Quelles sont les règles en vigueur encadrant le paiement des salaires et des avances pour les enseignants, y compris pour les remplaçants ?

– Quels sont les motifs expliquant que certains enseignants remplaçants ne reçoivent pas leur salaire à la fin des mois travaillés ?

– Le cas échéant, quelles mesures le ministère prévoit-il de mettre en place pour garantir le paiement dans des délais raisonnables, et si possible à la fin de chaque mois ?

Réponse (03/03/2025) de M. Serge Wilmes, Ministre de la Fonction publique | M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

La rémunération des leçons prestées dans le cadre d'un remplacement de courte durée est soumise à l'élaboration et à la validation d'une déclaration. Ce

processus est divisé en plusieurs étapes. Dans une première phase, le remplaçant et l'enseignant remplacé déclarent les leçons effectuées. Dans une deuxième phase, ces heures sont validées d'abord par le président du comité d'école et ensuite par la direction régionale avant d'être transmises au service des ressources humaines du Ministère de l'Éducation, de l'Enfance et de la Jeunesse (MENJE).

Pour la rentrée 2020-2021, ces deux phases ont été entièrement numérisées, ce qui a contribué de manière significative à l'amélioration de la transparence des processus.

Le CGPO traite les dossiers de tous les agents de l'État dès leur réception.

Indépendamment du moment du transfert au CGPO du dossier complet et des déclarations validées par le service des ressources humaines du MENJE, un seul paiement par mois est prévu. Dès que le CGPO réceptionne le dossier complet du remplaçant, le questionnaire du CGPO met en moyenne 5,5 jours à traiter le dossier. Le traitement comporte la réception du dossier, le contrôle du dossier, la vérification de sa complétude, la saisie dans le système informatique ainsi que la validation du dossier par le contrôleur financier.

En fin d'année, le CGPO communique aux différents ministères et administrations le calendrier annuel contenant par mois les dates de clôture pour la réception des dossiers. Étant donné que les salaires sont payés 3 jours ouvrables avant la fin de chaque mois et afin d'assurer la saisie, la validation et le contrôle des dossiers, le CGPO doit réceptionner les dossiers des agents au plus tard le 10 de chaque mois.

Dans le cas où un dossier est réceptionné après cette date de « clôture », le paiement du salaire ne peut être réalisé que pour la fin du mois suivant, impliquant un délai maximal de 6 semaines avant que le remplaçant soit indemnisé pour ses prestations.

Une avance de la part de la Trésorerie de l'État n'est possible que si le CGPO est en possession du dossier complet de l'agent. En ce cas, l'avance peut être versée à court terme, qui sera ensuite régularisée lors du paiement du salaire. En cas de dossier incomplet, aucune avance ne pourra être accordée à l'agent.

Dossier de soins partagé (DSP) | Question 1853 (28/01/2025) de Mme Djuna Bernard (déi gréng)

En principe, les résultats d'imagerie ou d'analyses médicales sont directement accessibles aux patient.e.s via la plateforme du DSP dès qu'ils sont finalisés par le prestataire. Il est dès lors possible que les patient.e.s prennent connaissance de ces résultats via leur DSP avant que leur médecin n'ait eu l'opportunité de les interpréter et d'en discuter avec eux.

Il peut ainsi arriver que les patient.e.s soient confronté.e.s à des termes médicaux complexes, susceptibles de prêter à diverses interprétations. Cette situation peut, dans certains cas, générer une panique face à leur état de santé. Par ailleurs, certains diagnostics pourraient s'avérer inexacts ou nécessiter une confirmation ultérieure, ce qui ajoute une incertitude pour le ou la patient.e.

Dans ce contexte, je souhaite poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

1) Madame la Ministre partage-t-elle l'appréciation selon laquelle l'accès direct aux résultats d'imagerie ou d'analyses médicales peut, dans certains cas, susciter une anxiété inutile ou des malentendus chez les patient.e.s ?

2) Quelles mesures pourraient être envisagées pour garantir que, dans certains cas spécifiques, les résultats d'analyses ou d'imagerie médicale ne soient accessibles au patient qu'après un entretien explicatif avec leur médecin traitant ?

Réponse (26/02/2025) de Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

Le DSP (Dossier de soins partagé) mis en place par l'Agence eSanté en phase pilote dès 2013 et généralisé à l'ensemble des assurés affiliés à la sécurité sociale luxembourgeoise à partir du 1^{er} janvier 2020, suite à l'entrée en vigueur du règlement grand-ducal du 6 décembre 2019 précisant les modalités et conditions de mise en place du Dossier de soins partagé, est pourvu d'une fonctionnalité permettant de modifier le niveau de confidentialité d'un document. Ce niveau de confidentialité peut être modifié à tout moment, le niveau usuel étant celui de « standard ». Le changement de niveau de confidentialité n'est visible que par les utilisateurs disposant d'un droit d'accès au document en question.

Il existe 4 niveaux de confidentialité différents, à savoir :

– « standard »

Tout document transmis au Service DSP, sans aucune intervention de l'auteur et sans règle spécifique, a un niveau de confidentialité normal. Le document est visible par le patient, son représentant légal, son assistant DSP, son médecin référent, les professionnels de santé de son cercle médical de confiance et tous les professionnels de santé autorisés à consulter le DSP du patient.

– « confidentiel »

Un document peut être envoyé ou positionné a posteriori sur un niveau de confidentialité restreint, de sorte que le document est visible par le patient, son représentant légal, son assistant DSP, son médecin référent et les professionnels de santé de son cercle médical de confiance. L'auteur du document en question garde l'accès au document concerné.

– « privé »

Le patient, son représentant légal, son assistant DSP et son médecin référent peuvent restreindre l'accès d'un document à un niveau de confidentialité privé. Dans ce cas, le document n'est accessible qu'aux seuls patient et auteur dudit document.

– « annonce »

Le professionnel de santé, au moment de l'enregistrement du document dans le DSP du patient, peut décider de mettre le document au niveau de confidentialité « annonce ». Ce statut est levé par un professionnel de santé, qui peut être différent de celui à l'origine du document initial, et qui confirme ainsi que le patient a eu l'accompagnement de santé nécessaire pour pouvoir accéder au document en question. Le statut « annonce » est transitoire et le document doit être rendu accessible au patient et son représentant légal, le cas échéant, par intervention d'un professionnel de santé prenant en charge le patient concerné, le cas échéant, après concertation avec celui ayant procédé au masquage.

Ainsi tout professionnel de santé, producteur d'un document, peut, au moment de l'enregistrement de ce dernier dans le DSP du patient concerné, décider de mettre ce document au niveau de confidentialité d'« annonce », de sorte que le patient verra uniquement qu'un document a été ajouté à son DSP, mais ne pourra pas l'ouvrir pour visualiser son contenu.

Il appartient donc au producteur du document de décider lors du dépôt du document dans le DSP d'attribuer au document le statut « annonce » s'il estime que



l'accès direct pourrait éventuellement « susciter une anxiété inutile, voire des malentendus ».

Sécurité des écoles | Question 1855 (29/01/2025) de M. Dan Biancalana | Mme Francine Closener (LSAP)

L'incident survenu récemment à proximité du Lycée Guillaume Kroll à Esch-sur-Alzette, impliquant l'utilisation d'une arme à air comprimé (Soft-Air) par un élève, soulève des préoccupations légitimes quant à la sécurité des établissements scolaires. Cet événement met en lumière l'importance d'anticiper et de réagir efficacement face à de potentiels incidents graves, notamment dans le cadre d'une attaque ciblée ou d'un « amok ».

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, ainsi qu'à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures :

1) Le Gouvernement ne considère-t-il pas qu'un plan d'intervention obligatoire pour les établissements scolaires et lycées, en cas d'une attaque de type « amok », serait plus efficace que les simples « guidelines » actuellement en place ?

2) Les lycées effectuent-ils, au préalable, une reconnaissance approfondie des lieux et des infrastructures afin d'identifier les points stratégiques pour gérer d'éventuelles crises ?

3) Des exercices ou simulations impliquant les forces de l'ordre, les autorités communales et les équipes éducatives sont-ils prévus ou régulièrement organisés pour se préparer à de tels scénarios ?

4) Monsieur le Ministre peut-il confirmer si des menaces préalables ou des comportements suspects avaient été signalés avant cet incident au Lycée Guillaume Kroll, suggérant un risque potentiel d'attaque ?

5) Existe-t-il des dispositifs de type boutons d'alarme « amok », comme c'est le cas dans certaines écoles en Suisse, permettant d'alerter rapidement les forces de l'ordre en cas de situation d'urgence ?

6) Y a-t-il des mécanismes de sécurité en place dans les lycées, permettant de verrouiller différentes parties de l'enceinte scolaire afin de créer un périmètre de sécurité et de limiter les déplacements en cas de crise ?

7) Cet établissement, ainsi que les autres lycées du pays, disposent-ils de haut-parleurs ou de systèmes d'annonces pour diffuser des instructions claires aux élèves et au personnel en cas d'urgence ?

8) Le Lycée Guillaume Kroll a-t-il été assisté par des cellules d'intervention psychologique ou d'autres dispositifs de soutien après cet incident ? Le service du soutien psychologique du lycée dispose-t-il des moyens et des effectifs nécessaires pour encadrer les élèves dans un tel cas ?

9) Existe-t-il des programmes éducatifs ou des campagnes de sensibilisation en place pour prévenir l'introduction ou l'utilisation d'armes, même factices, dans les établissements scolaires ?

10) Une collaboration renforcée entre les services de police et les établissements scolaires est-elle prévue pour détecter et prévenir de tels comportements à l'avenir ?

Réponse (04/03/2025) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures

ad 1) En ce qui concerne les procédures de sécurité et de protection, Monsieur le Ministre de l'Éducation

nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse renvoie à ses réponses à la question parlementaire n° 1369.

ad 2) et 3) Au cours des dernières années, trois exercices de grande envergure ont été menés en collaboration avec la police dans différents établissements (ISL-Geesseknäppchen, LCE-Echternach et LTETT-Ettelbruck), ainsi qu'un exercice anti-intrusion au Lycée Vauban impliquant uniquement le personnel de l'établissement scolaire.

Une formation est dispensée dans les lycées par le service psychologique de la police et le service national de prévention de la criminalité de la police (DCPA-SNPC). Celle-ci s'adresse aux enseignants et à l'ensemble du personnel des établissements scolaires. Avant chaque séance de formation, le service national de prévention de la criminalité effectue une visite des lieux afin d'évaluer les moyens et dispositifs existants. Des recommandations sont ensuite formulées pour renforcer la sécurité et optimiser la réactivité en cas de menace AMOK. La Police grand-ducale, en collaboration avec le Ministère ayant l'Éducation nationale dans ses attributions, évalue en continu différentes pistes afin de toujours mieux se préparer à ce type de scénario.

Par ailleurs, chaque direction régionale de la police réévalue régulièrement les infrastructures critiques sur son territoire, notamment les lycées, afin d'optimiser la réaction policière en cas d'intervention d'urgence. Des échanges réguliers sont menés entre la direction des établissements scolaires, les directions régionales et les services de prévention régionaux de la police.

ad 4) Ni Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, ni Monsieur le Ministre des Affaires intérieures, ni la Police grand-ducale ne disposent d'informations relatives à d'éventuelles menaces préalables ou comportements suspects qui auraient été signalés avant l'incident survenu à proximité du Lycée Guillaume Kroll.

ad 5) et 7) Il convient tout d'abord de souligner la grande diversité des établissements scolaires en matière d'infrastructures et en matière d'équipements techniques. La plupart des lycées disposent ainsi d'une alarme AMOK permettant d'alerter la communauté scolaire, tandis que des haut-parleurs pour diffuser des messages font généralement défaut. Une analyse ainsi qu'un état des lieux en ce qui concerne les systèmes d'annonces et la présence des différents types d'alarmes, dont le dispositif en place dans certaines écoles suisses, est actuellement en cours en collaboration avec tous les acteurs concernés.

ad 6) La plupart des lycées sont techniquement dans l'impossibilité de verrouiller à distance différentes parties ou ailes de leurs locaux. Par ailleurs, la mise en place d'un périmètre de sécurité impliquant une limitation des déplacements en cas de crise n'apparaît pas comme une mesure réaliste, ceci en raison du nombre important de personnes qui devraient y trouver refuge et de la multiplicité des formes que peut prendre une telle attaque.

La procédure actuellement en vigueur prescrit au personnel et aux élèves ou bien de s'enfermer dans une salle qui s'y prête et de bloquer toutes les portes et les fenêtres en attendant l'arrivée des secours, ou bien de quitter les lieux si une salle appropriée n'est pas disponible.

ad 8) Au Lycée Guillaume Kroll ainsi qu'au sein de l'ensemble des lycées, des cellules d'intervention de crise « Équipe de postvention » fonctionnent depuis des années ; elles prennent en charge l'accompagnement des élèves en cas de crise en milieu scolaire. Les équipes en question sont composées de membres du département éducatif et psycho-social du lycée, du corps enseignant et du personnel technique et administratif.

Par ailleurs, en cas d'événement traumatisant dans un lycée, le Groupe d'accompagnement psychologique en milieu scolaire en cas de crise (GAP) du Centre psychosocial et d'accompagnement scolaires (CePAS) peut être sollicité en cas de besoin pour procurer une aide supplémentaire organisationnelle et offrir des encadrements spécifiques de classes et de groupes.

Le Lycée Guillaume Kroll n'a pas dû faire appel à des intervenants externes et a géré la prise en charge par le biais de son Équipe de postvention interne. À la suite de l'incident en question, les élèves en besoin ont par ailleurs été suivis individuellement par le Service psychosocial et d'accompagnement scolaires (SePAS) du lycée. Le personnel éducatif et psychosocial du lycée est en grande majorité formé à la gestion de crise par la participation aux formations « Drame en milieu scolaire – La confrontation avec la mort et le suicide », dispensées par le CePAS.

ad 9) Les programmes de prévention dans les lycées sont dispensés par les services de prévention régionaux de la police. Les élèves sont sensibilisés aux procédures à suivre en milieu scolaire en matière de violences, y compris en cas d'utilisation d'armes.

Il est par ailleurs renvoyé à la réponse aux questions 2 et 3.

ad 10) Depuis des années, le service national de prévention de la criminalité de la police collabore étroitement avec la Direction des infrastructures du Ministère ayant l'Éducation nationale dans ses attributions, afin d'équiper les lycées de moyens et dispositifs adéquats pour assurer au mieux la gestion d'une telle situation. Une fiche d'information à destination des enseignants et du personnel scolaire, détaillant les comportements à adopter en cas de menace AMOK, a été élaborée en collaboration avec ledit ministère. Cette fiche est disponible en langue allemande, française et anglaise.

Lors de la conception de nouveaux établissements scolaires, le service national de prévention de la criminalité de la police est régulièrement sollicité pour donner un avis sur les mesures et dispositifs de sécurité à prévoir dans les nouveaux complexes scolaires.

Introduction d'un système de péage au Luxembourg | Question 1857 (29/01/2025) de M. Meris Sehovic (déi gréng)

Selon l'analyse annuelle d'Inrix, entreprise spécialisée dans l'analyse et la fourniture de données et de services liés au trafic, le Luxembourg se classe au 87^e rang mondial parmi les villes les plus embouteillées, les automobilistes passant en moyenne 55 heures par an dans les bouchons dans la capitale, soit plus de deux jours entiers. Une des solutions évoquées dans les discussions autour de cette étude est l'instauration de systèmes de péage dans les villes luxembourgeoises ou sur les autoroutes.

Dans un article de presse récent, un représentant du Ministère de la Mobilité et des Travaux publics a mentionné que : « In London wurde nach der Einführung der "Congestion charge" ein merkbarer Rückgang des motorisierten Individualverkehrs und eine Zunahme der Nutzung des öffentlichen Transports festgestellt. »

Dans ce contexte, je souhaiterais poser la question suivante à Madame la Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

– Quelle est la position de Madame la Ministre de la Mobilité et des Travaux publics concernant l'éventuelle instauration d'un système de péage au Luxembourg ?

Réponse (27/02/2025) de Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics



L'honorable Député pose des questions au sujet de l'éventuelle instauration d'un système de péage au Luxembourg.

L'accord de coalition 2023-2028 prévoit que « Dans le but de remplacer l'Eurovignette, une étude sera menée sur la mise en œuvre d'un modèle pour le transport de marchandises basé sur le principe de l'utilisateur-payeur ». »

Le système actuel de l'Eurovignette est régi par le règlement grand-ducal modifié du 21 mai 2019 fixant les montants du droit d'usage pour l'utilisation de certaines routes par des véhicules utilitaires lourds et la loi modifiée du 24 février 1995 portant approbation et application de l'accord relatif à la perception d'un droit d'usage pour l'utilisation de certaines routes par des véhicules utilitaires lourds, fait à Bruxelles, le 9 février 1994.

Actuellement, le droit d'usage des autoroutes et des routes à caractère similaire (voir liste en annexe du règlement susmentionné), frais administratifs inclus, est applicable aux véhicules dont la masse en charge maximale techniquement admissible excède 12 tonnes.

Le Ministère de la Mobilité et des Travaux publics va ainsi prochainement lancer une étude à ce sujet, suite à la réforme initiée par la directive (UE) 2022/362 du Parlement européen et du Conseil du 24 février 2022, modifiant les directives 1999/62/CE, 1999/37/CE et (UE) 2019/520 en ce qui concerne la taxation des véhicules pour l'utilisation de certaines infrastructures, afin de rassembler les informations nécessaires à la prise de décision concernant l'éventuelle introduction d'un système de péage pour véhicules utilitaires lourds. Dans le cadre de cette étude, la charge de congestion sera également analysée comme composante éventuelle d'un système de péage.

En ce qui concerne l'installation de systèmes de péage dans les villes luxembourgeoises, il convient de relever que l'accord de coalition 2023-2028 ne prévoit pas un tel dispositif.

Marques auriculaires | Question 1858 (29/01/2025) de Mme Joëlle Welfring (déi gréng)

Les détenteur.e.s d'animaux d'élevage sont obligé.e.s de marquer leurs animaux avec une marque auriculaire comme moyen d'identification. Or, chez certains animaux, en particulier ceux avec de petites oreilles tels que les chèvres naines ou les moutons d'Ouessant, les marques auriculaires du format standard peuvent provoquer des infections douloureuses. Pour cette raison, les éleveur.euses d'animaux de races naines plaident pour la possibilité d'utiliser des marques auriculaires de formats plus petits.

Selon nos informations, le Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture aurait annoncé au début de 2024 que la possibilité d'utiliser des marques auriculaires plus petites serait introduite prochainement.

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture :

1) Madame la Ministre peut-elle confirmer que ses services travaillent actuellement sur l'introduction de formats alternatifs de marques auriculaires pour l'identification des animaux, notamment de marques plus adaptées aux races naines ?

2) Dans l'affirmative, dans quel délai ce changement sera-t-il mis en œuvre afin que les éleveur.euses d'animaux puissent identifier leurs animaux avec des marques plus adaptées ?

3) Quels sont les obstacles pour la mise en œuvre de l'utilisation de formats alternatifs de marques auriculaires ?

Réponse (27/02/2025) de Mme Martine Hansen, Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture

ad 1) Non, la ministre infirme que ceci est le cas.

ad 2) Voir réponse à la première question.

ad 3) Au Grand-Duché de Luxembourg, l'Administration luxembourgeoise vétérinaire et alimentaire (ALVA) est désignée par la loi comme administration qui est responsable pour la distribution de marques auriculaires.

À ces fins, elle doit veiller à ce que toutes les marques auriculaires distribuées pour un certain type d'animal aient les mêmes caractéristiques et le même aspect afin de garantir la traçabilité des animaux.

L'ALVA juge également sur l'adaptabilité d'un moyen d'identification, et elle tient à noter que la taille du moyen d'identification actuellement utilisé répond aux besoins physiologiques de toutes les races ovines et caprines.

Finalement, il est primordial que les marques auriculaires puissent facilement être traitées par les systèmes informatiques de l'ALVA et des fournisseurs de marques auriculaires.

C'est ainsi que des souhaits individuels de personnalisation, quelles que soient leurs motivations, ne peuvent pas être considérés.

Le ministère souhaite d'ailleurs rappeler que plusieurs questions parlementaires similaires lui ont déjà été soumises à ce sujet, par exemple la question parlementaire numéro 6860 du 19/09/2022.

Enseignement du luxembourgeois dans les Écoles européennes publiques | Question 1859 (29/01/2025) de M. Fred Keup (ADR)

Den honorablen Deputéierte Ricardo Marques sot den 22. Januar 2025 a senger Ried zur Interpellatioun vun der honorablen Deputéiert Francine Closener iwwer déi éffentlech Europaschoulen: „Den Enseignement vun der Lëtzebuurger Sprooch an den éffentlechen internationale Klassen ass eng essenziell Komponent vun der kultureller a virun allem sozialer Integratioun. An den éffentlechen Europaschoule gehéiert den Unterrecht an der Lëtzebuurger Sprooch vum éischte Joer an der Grondschoul bis an dat drëtt Joer am Secondaire zum obligatoresche Programm. An anere Wieder: Eis Lëtzebuurger Sprooch ass am internationalen éffentleche Lycée en obligatorescht Fach am Cycle inférieur vun S1–S3. Mee och wann dat Fach obligatoresch ass, zielt dat Fach net, fir d'Moyenne ze etabléieren. Ech wëll net all Schüler hei an en Dëppe geheien, mee meeschtens ass et sou: Wann s de bis weess, datt e Fach net fir d'Moyenne zielt, da geet d'Motivatioun vun de Schüler heiansdo ferm erof.“

An deem Kontext hunn ech follgend Fro un den Här Educationnsminister:

– Wéi steet den Här Minister zur Iwwerleeung, datt d'Fach Lëtzebuergesch am Cycle inférieur vun den éffentlechen Europaschoule bei der Berechnung vun der Moyenne mat berécksiichtegt sollt ginn, fir op déi Aart a Weis d'Motivatioun vun de Schüler ze stäerken, eis Nationalsprooch esou grëndlech wéi méiglech ze léieren?

Réponse (21/02/2025) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Fir d'éischt wëllt ech den honorablen Deputéierten drop hiweisen, datt an de Klassen S1–S3 vun den Europaschoule keng Moyenne vun de Fächer gerechent gëtt, dëst am Géigesaz zu den nationale Klassen.

Op där anerer Säit ass et effektiv esou, datt am Promotiounssystem d'Lëtzebuergesch net berücksichtegt gëtt fir d'Kompenséieren. De Grond dofir ass, datt an eisen éffentlechen agreéierten Europaschoulen dat Fach zousätzlech ënnerriicht gëtt, entsprechend dem Agreement, dee fir déi Schoule gëllt. Am Bewäertungssystem (Règlement général des écoles européennes) ass et net virgesinn.

Importations indirectes de LNG depuis la Russie | Question 1860 (29/01/2025) de M. Sven Clement (Piraten)

Laut engem rezente Bericht vun der Deutscher Umwelthilfe (DUH) gëtt et en dramatesche Wuesstem vun den indirekten LNG-Importer aus Russland an d'EU. D'Quantitéit ass am Joer 2024 op 20 Milliarde Kubikmeter geklommen, mat engem weideren Héichpunkt Ufank 2025. Dës Importer kommen haaptsächlech iwwer d'LNG-Terminallen a Frankräich, Spuenien, Holland, Italien an der Belsch an d'EU eran a ginn dann iwwer d'Pipelinennetz weiderverdeelt.

De bundeseegene däitsche Energiekonzern SEFE importéiert weiderhi russesche Gas iwwer e franséischen Terminal. Wéinst der Verméschung vum Gas am europäesche Pipelinennetz ass et bal onméiglech, d'Originne vum Gas nozuweisen. D'DUH schätzt, datt tëscht 3 an 9,2 Prozent vum Gas, deen iwwer Frankräich an d'Belsch importéiert gëtt, russesche Gas ass.

An deem Zesummenhang wëllt ech dem Minister fir Energie dës Froe stellen:

1. Wéi vill Prozent vum Gas, deen zu Lëtzebuerg verbraucht gëtt, kënnt iwwer franséisch a belsch Pipelinen? Kann de Minister preziséieren, ob a wéi d'Regierung d'Originne vum Gas kontrolléiert?

2. Wéi positionéiert sech d'Regierung zu der aktueller Entwécklung vun den indirekten LNG-Importer aus Russland? Gesäit d'Regierung hei en Ëmgang vun den EU-Sanktiounen?

3. Wéi eng konkret Moossname plangt d'Regierung, fir d'Ofhängegkeet vu russeschem Gas weider ze reduzéieren an den Undeel vun erneierbaren Energien ze erhéien?

4. Gesäit d'Regierung d'Méiglechkeet, fir sech op EU-Niveau fir e komplette Stopp vu russeschem LNG anzesetzen, esou wéi et och bei Gas aus Pipelinen, Kuel an Ueleg de Fall ass?

Réponse (28/02/2025) de M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

Esou wéi den ILR et a sengem Rapport „Chiffres clés du marché du gaz naturel, année 2023, partie I“ duerleet, gëtt de Gas, deen zu Lëtzebuerg verbraucht gëtt, iwwer d'Belsch an Däitschland importéiert, wéi am Tableau ¹⁶ heidrënner duergestallt:

Dëst ass d'Resultat vun den Akafsstrategie vun de Lëtzebuurger Gasfournisseuren, déi sech fräi um europäesche Bannemarché approvisionéieren.

Et gëtt effektiv och haut nach russesche Gas an d'EU importéiert an do verbraucht. Fir Lëtzebuerg weist de

¹⁶ https://www.ilr.lu/wp-content/uploads/publication/ilr-gaz-pub-2024-06-14-Chiffres_cles_marche_du_gaz_naturel_2023_partie1.pdf

Statec allerdéngs – am Géigesaz zu fréier – fir 2022 keng Undeeler vu russeschem Gas méi aus, wat op den uewe genannten Approvisionnement vun de Fournisseurs zeréckzeféieren ass.¹⁷

Et gëtt aktuell keng ëmfaassend Sanktioun géint Importer vu russeschem Gas an d'EU, haaptsächlech wéinst de weiderhi bestoenden Ofhängegkeete vun osteuropäesche Länner. Am Kader vum Plang „RePowerEU“ ass d'Zil eng komplett Onofhängegkeet vu russesche fossilen Energien an der EU bis 2027. Fir dëst ëmzesetzen, huet déi nei EU-Kommissioun ugekënnegt, am Fréijoer eng Strategie virzeleeën, déi zesumme mat de Memberstaate wäert diskutéiert an implementéiert ginn. Lëtzebuerg huet an der Virbereedung vun deenen Diskussiounen de Standpunkt vertrueden, déi Ofhängegkeet doduerch ze reduzéieren, datt de Gesamtverbrauch vu Gas zeréckgeet, souwuel duerch Energieeffizienz wéi och duerch de Wiessel op erneierbar Energien.

Introduction de cours en langue allemande pour les classes de 4^e à 1^{re} | Question 1861 (29/01/2025) de M. Fred Keup (ADR)

Den Här Minister huet den 22. Januar 2025 a senger Ried zur Interpellatioun vun der honorabler Deputéiert Francine Closener iwwer déi ëffentlech Europaschoulen drop higewisen, datt et méttlerweil dräi klassesch Lycéeën am Land gëtt, wou eng 7^e classique francophone ugebuede gëtt, an där op Franséisch ënnerriicht gëtt. Et ass effektiv sou, datt et an de klassesch Lycéeën vill frankophon Schüler gëtt, déi Problemer mam Däitschen hunn, an dës frankophon Klasse sollen dës Schüler entgéintkommen.

Et gëtt an eise klassesch Lycéeën awer och vill Schüler, déi Problemer mam Franséischen hunn, besonnesch germanophon Schüler, déi Lëtzebuergesch oder Däitsch als Mammesprooch hunn. Si gi vu 4^e un (bzw. scho vu 7^e un, wat d'Mathé ugeet) mat der Tatsaach konfrontéiert, datt déi meescht Coursen op Franséisch ofgehele ginn, wat besonnesch an der Mathé an an de Wëssenshafte fir dës Schüler eng Erausforderung duerstellt, well hei d'Komplexitéit vun de Fächer duerch d'Komplexitéit vun der franséischer Sprooch quasi verduebelt gëtt.

An deem Kontext hunn ech follgend Froen un den Här Educatiounsminister:

– Gëtt et am Schoulministère Iwwerleeungen, fir de germanophone Schüler an de klassesch Lycéeën entgéintzekommen, andeems een, vu 4^e bis Première (bzw. scho vu 7^e un, wat d'Mathé ugeet), Klassen ubitt, wou an alle Fächer (bis op Franséisch) op Däitsch ënnerriicht gëtt? Wann net, wat schwätzt dogéint, fir dës Schüler op eng änlech Aart a Weis entgéintzekommen, wéi dat och mat de genannte frankophone Klassen de Fall ass?

Réponse (04/03/2025) de **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

D'Gestaltung vum Sproocheregime am Enseignement secondaire ass eng vun de groussen Erausforderungen, déi sech eise Schoulsystem stellen, dëst opgrond vun der grousser Diversitéit, déi eis Schoulpopulatioun am Hëllef op hire sproochlechen Hannergrond opweist.

Den honorabelen Deputéierte freet, ob et Iwwerleeunge gëtt, de germanophone Schüler entgéintzekommen, andeems vu 4^e bis 1^{re} géife Klassen ugebuede ginn, op deenen Däitsch d'Unterrechtssprooch wier.

¹⁷ <https://statistiques.public.lu/fr/actualites/2023/stn54-energie.html>

Dëst ass an där Form net geplangt: Engersäits ass mat de germanophone Sektioneen an den agreéierten europäesche Schoulen eng Offer geschaf ginn, déi genee dem uewe geäusserte Wunsch vun honorabelen Deputéierten entsprécht, anersäits ass op den allermeeschte Sektioneen vum Enseignement secondaire général Däitsch souwisou d'Unterrechtssprooch op den ieweschte Klassen. Do wou dat net de Fall ass, a wou e Besoin besteet, gi Coursen op Däitsch iwwersat.

Germanophon Schüler zu Lëtzebuerg hunn deemno d'Méiglechkeet, onofhängeg vun hirem schouleschen Niveau, laanscht d'Franséisch als Unterrechtssprooch ze kommen.

Conduite de motocycles légers avec un permis de conduire de la catégorie B | Question 1863 (29/01/2025) de M. Jeff Engelen (ADR)

No der Ëmsetzung vun enger EU-Direktiv ass et ab dem Joer 2013 mat engem B-Führerschäi méiglech, och Motorrieder bis 125 Kubik fueren ze dierfen, dëst nodeems een eng Rei praktesch Coursë besicht huet. Et ass allerdéngs méi wéi onsënneg, datt ee mam 125er Motorrad just zu Lëtzebuerg an net an d'Ausland fueren dierf, nodeems ee jo an där zousätzlecher Ausbildung geléiert huet, uerdnungsgemäss mam Gefier ëmzegoen. An engem „Wort“-Artikel aus dem Joer 2013 steet dann awer Follgendes:

„Mit der rein nationalen Kategorie soll nach Auskunft des Transportministeriums bald Schluss sein. Luxemburg steht in Verhandlungen mit den Nachbarländern, damit der Code ‚B100‘ auch dort anerkannt wird.“

A senger Äntwert op meng parlamentaresch Fro N° 0861 vum Juli 2019 huet den deemolege Mobilitätsminister François Bausch präziséiert:

„Déi Europäesch Kommissioun huet awer kierzlech ugekënnegt, datt d'Führerschäinsdirektiven an der nächster Zäit nees emol op de Leescht geholl solle ginn. Bei dëse Verhandlung wäert Lëtzebuerg sech dofir asetzen, datt eng géigesäiteg Unerkennung vum B100 ënnert verschidde Konditiounen wäert méiglech sinn.“

Elo schreiw mir d'Joer 2025 an et ass ëmmer nach verbueden, mam B100-Führerschäi mat engem 125er-Motorrad an d'Ausland ze fueren.

An deem Kontext géif ech gär déi follgend Froen un d'Madamm Mobilitätsminister stellen:

1. Wat ass de Grond, firwat ëmmer nach keng gesetzlech Upassung virgehooll ginn ass, sou datt ee mam B100-Führerschäin och mat engem 125er-Motorrad am Ausland fueren dierf?

2. Fir wéini ass mat enger diesbezüglicher Ännerung ze rechnen a wou sinn d'Verhandlungen de Moment drun?

Réponse (25/02/2025) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Den honorabelen Deputéierte rensignéiert sech iwwert d'Gültgkeet vum B100-Führerschäin am Ausland, also d'Méiglechkeet, fir mam Autoführerschäi B, nodeems een eng speziell Formatioun gemaach huet, mat engem 125 ccm Motorrad (Gefierer vun der Kategorie A1) dierfen ze fueren.

An dësem Zusammenhang gëtt och op eng parlamentaresch Fro vum selwechten Auteur (N° 0861 vum 4. Juli 2019) zu deem Sujet verwisen. Hei sief et d'Informatioun, dass et zu den deemolegen Ausféierungen nach keng nennenswäert Entwécklung gëtt.

Méttlerweil ass awer en éischten Text vun der neier Directive vum Conseil am Dezember 2023 guttgeheescht ginn. Am Moment befénnt sech den Dossier allerdéngs nach am Trilogue (also an de Verhandlungen tëschent dem Conseil, dem Europaparlament an der Europäescher Kommissioun). Dës Verhandlungen daueren elo schonns e gutt Joer, an et ass leider net virausgesinn, wéini et zu engem Accord wäert kommen. Déi polnesch EU-Présidence huet awer ugekënnegt, intensiv um Dossier wëllen ze schaffen, fir schnellstméiglech zu engem Accord ze kommen.

Dat bedeit dofir och, dass d'Dispositiounen vun der europäescher Führerschäinsdirective 2006/126 nach ëmmer a Kraaft sinn. Domadder ass d'Kategorie B100 nach ëmmer eng reng national Kategorie an et dierf een am Ausland net domadder fueren. Ob de B100 dann awer an der neier Directive eng och am Ausland gültig Kategorie gëtt, hängkt vum Ausgang vun de Verhandlungen of.

Inventaire du Centre des technologies de l'information de l'État (CTIE) | Question 1865 (30/01/2025) de M. Ben Polidori (LSAP)

D'Digitaliséierung ass e wichtege Pilier vun der nationaler Entwécklung a betrëfft souwuel d'Moderniséierung vun der ëffentlecher Verwaltung wéi och d'Innovatioun an der Wirtschaft. Verschidde Projeten an deem Beräich si scho gestart oder sinn an der Planung, ënner anerem am Kontext vun der Verwaltungsdigitaliséierung, Cybersécherheet, Kënschtlecher Intelligenz a Cloud-Infrastrukturen.

Bis 2017 huet de Centre des technologies de l'information de l'État (CTIE) all Joer en detailléierte Rapport iwwer seng lafend a geplangte Projeten erausginn. Saitdeem ginn dës Informatiounen nëmmen nach kuerz am Joresrapport vum Ministère fir Digitaliséierung ugeschwat, wat et méi schwéier mécht, e komplette Suivi vun de staatlechen Digitaliséierungsprojeten ze garantéieren.

An deem Zusammenhang wéilt ech der Madamm Ministesch fir Digitaliséierung follgend Froen stellen:

1. Kéint d'Ministesch eng detailléiert Oplëschtung vun alle lafenden a geplangten Digitaliséierungsprojete vum CTIE zur Verfügung stellen?

2. Wéi wäit sinn dës eenzel Projeten, a wéi eng wichteg Etappe sinn an deene verschidde Projete schonn ofgeschloss ginn?

3. Wéi héich sinn d'Käschte fir déi eenzel Projeten, a wéi verdeelen dës sech op déi verschidde Phase vun der Ëmsetzung?

4. Kéint d'Ministesch fir all Projet e provisoresche Kalender an déi viraussichtlech Ofschlossdatum presentéieren?

5. Ass geplangt, nees en detailléierte Rapport iwwer d'Digitaliséierungsprojeten ze verëffentlechen, wéi et bis 2017 de Fall war, fir méi Transparenz a Visibilitéit iwwer dës wichteg Initiativen ze garantéieren?

Réponse (04/03/2025) de **Mme Stéphanie Obertin**, Ministre de la Digitalisation

Bis 2017 inclus huet den Zenter fir Informations-technologie vum Staat (CTIE) säi Rapport d'activité als eegestänneg Dokument publizéiert.

Mat dem Regierungswiessel an dem Schaf vum Ministère fir Digitaliséierung Enn 2018 gouf decidéiert, de Rapport d'activité vum CTIE, sou wéi d'Chambersreglement et virgesäit, direkt an de Rapport d'activité vu sengem Ministère de tutelle ze integréieren.

Den Deel am Rapport d'activité, dee fir de CTIE reser- véiert ass, presentéiert genau, wéi schonn déi Jore



virbrun, détailléert Informatiounen iwwert all déi grouss Projeten, déi dat Joer vum CTIE geréiert goufen (ënner dem Punkt „projets d'envergure“). E besonnesche Wäert leet de CTIE hei op déi Projeten, fir déi de CTIE Donneur d'ordre ass, also déi de CTIE realiséiert, fir seng Infrastrukturen, Plattformen a Services weiderzuentwéckelen. Och ginn eenzel Projete fir d'Verwaltungen, déi exemplaresch sinn, fir d'Digitaliséierung ervirgehewen.

D'Projeten, déi de CTIE fir seng Clienté geréiert, ginn am Deel „activités courantes“ vum Service „Gestion de projet“ erwänt, op déi selwecht Manéier wéi déi aner villfälteg reegelméisseg Missiounen vum den 10 Divisiounen an 42 Services vum CTIE.

Am Joer 2024 huet de CTIE un 364 Projete geschafft („projets en cours“), dovunner goufen dat Joer der 212 erstallt („projets créés“) an 125 ofgeschloss („projets clôturés“) cf. Rubrick „Chiffres-clés du CTIE“ am Rapport d'activité vum de Joren 2019–2023: ↑

Dës Chiffere sinn awer net exhaustiv wat d'Digitaliséierungsprojete beim Staat ugeet: Dës ass nëmmen eng Asicht op déi Projeten, déi de CTIE selwer oder am Partenariat mat de Verwaltungen mécht, par contre setzen d'Verwaltungen awer och selwer, onofhängeg vum CTIE, IT-Projeten en place.

Vu dass d'Rapports d'activité détailléert Informatiounen iwwer d'Aktivitéiten an d'Projete liwweren, déi an dem jeeweileg ofgeschlossene Joer duerchgefouert goufen, enthalen si keng provisoresch Kalennere mat viraussichtlechen Ofschlossdatum vum Projeten, déi nach en cours sinn.

D'Chiffrière vum de Gesamtkäschte vun all eenzelnen Projet ass komplex, well dës sech net op d'Realisatioun vum Projet per se limitéieren, mee sech aus verschiddenen, komplexe Facteuren zesummesetze wéi d'Adaptatiounen vum der Infrastruktur, op där déi nei informatesch Léisung hebergéiert an deploieert gëtt, oder och eventuell Lizenzkäschten.

Onofhängeg dovunner, ob de Rapport d'activité vum CTIE, wéi bis 2017, als eegestännegt Dokument verëffentlecht ginn ass oder, wéi an de Joren drop, an d'Dokument vum sengem Ministère de tutelle integréiert gëtt, stellt dëse Rapport net all, mee „Projets de grande envergure“ vum CTIE vir.

Dës Joresrapporte sinn transparent, fir jiddereen ëffentlech zugänglech an enthalen do dernieft détailléert Zuelen zu all de Projete mat hire Phasen („initialisation, conception, réalisation, déploiement“), déi vum CTIE geréiert goufen.

cf. Projets gérés par le CTIE de 2019-2024 ↑

Rappel des boissons en raison d'un niveau élevé de chlorate | Question 1866 (30/01/2025) de M. Gusty Graas (DP)

Et ass recent festgestallt ginn, datt verschidde Produite vun der „The Coca Cola Company“ ze héich Chloratwäerter opweisen. Dëst gouf bei enger Kontroll an enger Offëllanlag an der Belsch detektéiert. Deementspriedend gouf eng grouss Réckruuffaktioun bei private Konsumenten a bei Händler, déi dës Gedrénks verkaufen, lancéiert. Vu datt Lëtzebuerg relativ vill Gedrénks aus der Belsch bezitt, sinn eis Betriber an eis Verbraucher och vun dëser Réckruuffaktioun be-traff.

An deem Kader wollt ech der Madamm Ministesch fir Konsumenteschutz an der Madamm Ministesch fir Gesondheet a Sozialversécherung folgend Froe stellen:

1. Wéi funktionéiert an dësem Kader d'Zesummenaarbecht mat de belschen Autoritéiten?

2. Ginn hei zu Lëtzebuerg reegelméisseg Stéchprouwe vu Liewensmëttel a Gedrénks geholl?

3. Wäerten an Zukunft méi Kontrolle vu Gedrénks a Liewensmëttel duerchgefouert ginn, fir esou eng Situatioun ze vermeiden?

4. Fir Erwuessener géif laut der Uni.lu weéneeg Risiko bestoen. Gëtt et Bedenke bei der Consummatioun bei Kanner a Jugendlecher?

Réponse (04/03/2025) de Mme Martine Hansen, Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture

ad 1. Den europäesche Schnellwarnsystem fir Liewens- a Fuddermëttel, RASFF (Rapid Alert System for Food & Feed), gëtt vun der Europäescher Kommissioun geréiert an erméiglecht e séieren, effizienten an zentraliséierten Informatiouns-austausch tëscht de Memberstaaten an Drëttlänner, wann e Risiko fir d'Gesondheet am Zesummenhang mat der Liewensmëttelkette festgestallt gëtt. D'legal Basis vum RASFF ass d'Reglement (CE) 178/2002 an seng Gestioung gëtt duerch de Règlement d'exécution (UE) 2019/1715 gereegelt.

Wann engem Memberstaat Informatiounen iwwer en direkten oder indirekten Gesondheitsrisiko, dee vu Liewens- oder Fuddermëttel ausgeet, virleien an op d'mannst nach en anere Memberstaat oder en Drëttländ iwwert d'Traçabilitéit betraff ass, muss dës Informatiounen iwwer de RASFF un d'Kommissioun weiderginn. D'Kommissioun leet dës Informatioun dann un déi betraffe Memberen am RASFF per automatiséiert E-Mail weider. Zu Lëtzebuerg ginn dës Notifikatiounen vum Service systèmes d'alerte et de coopération an der ALVA geréiert.

D'Zesummenaarbecht mat de belschen Autoritéiten huet an dësem Kader iwwert de RASFF stattfonnt. Och wann de RASFF exklusiv fir d'Autoritéiten vum de Memberstaaten, d'Europäesch Kommissioun an d'Europäesch Autoritéit fir Liewensmëttelsécherheet (EFSA) zugänglech ass, gëtt et d'Datebank „RASFF Window“, iwwert déi d'Effentlechkeet Accès op d'RASFF-Notifikatiounen huet. D'Notifikatioun weinst ze héijem Chloratgehalt an de Produite vun „The Coca-Cola Europacific Partners“ ass am RASFF ënnert der Nummer 2025.0533 registréiert a kann iwwert den „RASFF Window“ iwwert folgend Link consultéiert ginn: <https://webgate.ec.europa.eu/rasff-window/screen/notification/739683>.

ad 2. D'Lëtzebuurger Veterinär- a Liewensmëttelverwaltung (ALVA) ass verantwortlech fir d'Kontroll vum der Liewensmëttelketten, vum Produzent bis bei de Konsument. E järeliche Kontrollplang gëtt opgestallt fir d'Organisatioun vum de Stéchprouwen. Dëst geschitt op Basis vum enger Risikobewäertung, reglementareschen Obligatiounen an disponibele Ressourcen. Dëse Plang beschreift kloer d'Kontrollfrequenzen (Matrix/Analysen) a wéi eng Laboratoire dës Analysen duerchféieren.

An dësem Kader ginn d'Echantillonen ouni Virwarnung, wéchentlech, um Niveau vun de verschiddenen Etape vum der Liewensmëttelkette prelevéiert.

E Reseau vun offizielle Laboratoire erméiglecht et, all néideg Kompetenzen ze decken, fir d'Kontroll vum de verschiddene Kontaminanten ze garantéieren, déi an der Ernährung fonnt kënnen ginn. Am Fall vum Opdauche vun engem neie Risiko, erméiglecht dëse Reseau u Laboratoire der zoustänneger Autoritéit eng séier Kontroll, fir en héije Sécherheitsniveau fir de Konsument ze garantéieren.

Liewensmëttel a Gedrénks gi reegelméisseg am Kader vum den alljärelech geplangte Kontrolle gepréift. De Kontrollplang ass dynamesch a kann op Basis vum neie bedeitenden Informatiounen iwwert e Risiko fir

d'Liewensmëttelsécherheet aktualiséiert ginn. Am Joer 2024 goufen 58 Jusen, jee no der Zort Jus, op Bakteriologie, Konservéierungsmëttel (zum Beispill Sulfiten) a Kontaminanten (zum Beispill Pestiziden, Mykotoxinen, Schwéiermetaller) getest. Des Weidere goufen 2024 och 54 natierlech Mineral- a Quellwaasser ënner anerem op Bakteriologie, Pestiziden, physikalesch-cheemesch Elementer an/oder PFAS analyséiert.

Partiell Joresrapporte kënnen iwwert folgend Link consultéiert ginn: <https://securite-alimentaire.public.lu/fr/organisme/pcnp/rpt.html>.

ad 3. Dës Aart Tëscheffall ass am Planungsprozess, deen op Basis vum enger Risikobewäertung erstallt gëtt, abegraff. Ofhängeg vum Ursprung vum Problem an dem Niveau vum Risiko fir d'Liewensmëttelsécherheet kënnen zousätzlech Kontrollen ageplangt ginn. Donieft gi Produktiounsvirfall direkt vum de Betriber bewäert a geréiert, déi d'Verpflichtung hunn, déi zoustänneg Autoritéiten ze informéieren wa Produkter, déi de Liewensmëttelsécherheitsufoerderungen net entsprechen, op de Marché bruecht gi sinn.

ad 4. Op Basis vum enger Risikobewäertung mat den nogewisene Chloratquantitéiten kënnen mir bestätegen, datt ee Gesondheitsrisiko bei klenger Kanner, fir déi op eise Portail opgelëscht Produite vum Lëtzebuurger Marché, net ausgeschloss ka ginn. Vu datt ee Risiko fir Kanner bestoe kann, goufen déi betraffe Softdrinks vum Marché zeréckgezunn an d'Informatioun ass un de Konsument kommunizéiert ginn: <https://securite-alimentaire.public.lu/fr/actualites/alertes/2025/01/rappel-diverses-boissons-chlorate.html>.

Eng akut Expositioun mat Chlorat kann d'Gesondheet schiedegen, andeems d'Fäegkeet vum Blut, Sauerstoff ze absorbéieren, reduzéiert gëtt. Dëst kann zu Niereproblemer féieren. Bei chronischer Belaaschtung kann iwwerdeems d'Absorptioun vum Jod beanträchtegt ginn a soumat en Impakt op d'Funktioon vum der Schilddrüs hunn.

Sécurité dans l'espace aérien | Question 1867 (30/01/2025) de M. Sven Clement (Piraten)

Den 30. Januar 2025 ass et zu engem schwéiere Fluchaccident zu Washington komm, wou e Regionalflieger mat 64 Leit u Bord no enger Kollisioun mat engem Militärhelikopter an de Floss Potomac gestierzt ass. D'Rettungsdéngschter sinn am Asaz, fir no Affer ze sichen.

Dësen tragesche Virfall suert net nëmme fir eng grouss Bestierzung, mä werft och eng Rei Froen op, wat d'Sécherheet am Loftraum an d'Koordinatioun tëscht der ziviller Lofftaart an dem Militär ugeet.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten dës Froe stellen:

1. Wéi eng Moossnamen a Prozedure gëtt et zu Lëtzebuerg, fir d'Sécherheet am Loftraum ze garantéieren a fir d'Zesummenaarbecht tëscht der ziviller Lofftaart, de Forces publiques an dem Militär ze optimiséieren?

2. Gëtt et zu Lëtzebuerg reegelméisseg Sécherheits-exercicen, déi eng séier Asazfäegkeet vum de Rettungsdéngschter am Fall vun engem Fluchaccident testen, an a wéi engem Intervall fannen se statt?

3. Wéi eng international Initiativen ënnerstëtzt Lëtzebuerg, fir d'Sécherheitsstandarden an der Aviatioun weltwäit ze verbessern an d'Koordinatioun tëscht de Memberstaaten an deem Beräich ze verstärken?

Réponse (26/02/2025) de Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Den honorabelen Deputéierte stellt Froen zu de Sécherheitsmoossnamen am Lëtzebuurger Loftraum.

Zu Lëtzebuerg applizéiere sech strikt Prozedure fir d'Gestioun vum Loftverkéier, am Aklang mat den internationale Standarde vun der « Organisation de l'aviation civile internationale » (ICAO) an der « Agence de l'Union européenne pour la sécurité aérienne » (EASA). D'Direction de l'aviation civile (DAC) iwwerwaacht d'Ëmsetzung vun dese Moossnamen, fir d'Sécherheet an d'Effizienz vun der Navigatioun am nationale Loftraum ze garantéieren. Sécherheitsbewäertungen a reegelméisseg Audite ginn duerchgefuert, fir d'Effizienz an d'Konformitéit vun den aktuelle Prozeduren ze analyséieren. Dës Kontrollen erlaben et, méiglech Verbesserungen ze identifizéieren an eng kontinuierlech Upassung un déi reegelméisseg Evolutiounen an der Regulatioun an den Technologien ze garantéieren. An deem Kader schafft d'ANA (Administration de la navigation aérienne) enk mat der DAC zesummen, fir d'Gestioun vum Loftraum ze optimiséieren an déi bescht Praktiken aus den internationale Sécherheitsreglementer anzesetzen.

Fir d'Zesummenaarbecht tëscht den zivilen Aviationsautoritéiten an den Entitéiten, déi speziell Operatiounen mat Helikopteren ausféieren – wéi d'Police oder d'Air-Rescue-Missiounen –, ze stäerken, huet Lëtzebuerg e strukturéierte Koordinatiounskader opgebaut. Dese baséiert op enger enker an dauerhafter Kommunikatioun tëscht der Loftverkéierskontroll (ATC) an diesen Acteuren, fir Trajektoirekonflikter ze vermeiden an eng sécher Integratioun vun diesen Operatiounen mam zivilen Loftverkéier ze garantéieren. Spezifesch Fluchkorridore souwéi restriktiv Loftraumzone goufen definéiert, fir d'Sécherheet vun den Operatiounen ze reforcéieren.

Zu Lëtzebuerg existéiert kee spezifesch Kader fir de Militärloftverkéier (OAT: operational air traffic), dat heescht, d'Militärflieger ënnerleien den zivilen Reegelen wann se am Lëtzeburger Loftraum operéieren. Militäresch Verkéier muss am Aklang mat de Bestëmmungen vum Règlement d'exécution n° 923/2012 de la Commission du 26 septembre 2012 établissant les règles de l'air communes et des dispositions opérationnelles relatives aux services et procédures de navigation aérienne operéieren, och nach „SERA“ (Standardised European Rules of the Air) genannt.

D'Mesuren am Loftraum ronderëm de Fluchhafen (CTR – kontrolléierte Loftraum) erfuerderen, dass all Flieger de Kontrollturm (ATC) musse kontaktéieren, a mat engem Transponder ausgestatt sinn, fir hir Identifikatioun ze erliichteren. Dës Obligatiounen erlaben de Kontrolleren, de gesamte Loftverkéier ze erfassen, deen an hirer Kontrollzon operéiert, an esou d'Sécherheet vun de Fliegeren, déi um Fluchhafen ukommen oder starten, ze garantéieren.

Et gi reegelméisseg Formatiounen an Übung fir d'Acteuren am Loftfahrtsektor organiséiert, fir hir Kompetenzen ze stäerken an d'riguréis Ëmsetzung vun de Sécherheitsprotokollen ze garantéieren. Wann en Incident mat engem Flieger um Terrain vum Fluchhafen geschitt, gëtt et etabliert Prozeduren an Zesummenaarbecht mam CGDIS, lux-Airport an deenen aneren Acteuren um Fluchhafen, fir eng séier an effizient Reaktioun ze garantéieren. Reegelméisseg Übung gi vum CGDIS duerchgefuert, fir d'Rapiditéit vun de Rettungsdéngschter ze testen an ze verbesseren.

Éwéi schonn uewen erwänt setzt d'ANA eng strikt Gestioun vum Loftverkéier ëm, baséiert op Prozeduren, déi den internationalen Normen vun der ICAO an der europäescher Gesetzgebung entsprechen. D'DAC iwwerwaacht d'Ëmsetzung vun dese Moossnamen, fir en optimale Sécherheitsniveau ze garantéieren an eng flësseg an effizient Circulatioun vun de Loftgefiere am nationalen Loftraum ze sécheren.

Zousätzlech ass Lëtzebuerg Member vum FABEC (Functional Airspace Block Europe Central), engem funktionelle Loftraumblock, dee verschidden europäesch Staaten zesummebréngt. Dëst erméiglecht eng verstärkt Koordinatioun mat den aneren Memberstaaten duerch eng grouss Zuel u spezifesch Aarbechtsgruppen, déi sech op d'Optimisierung vun der Loftverkéiersgestioun, d'Verbetterung vun de betriebléche Prozeduren an d'Harmonisierung vun de Sécherheitspraktiken konzentréieren. Dës Zesummenaarbecht hëlleft, d'Effizienz vun der Loftverkéierskontroll ze erhéijen an d'Erausforderungen vum wuessende Loftverkéier ze meeschten, während héich Sécherheits- a Leeschungsstandarde garantéiert ginn.

Doriwwer eraus ass d'ANA och Member an den CANSO- an EUROCONTROL-Safety-Meetings, wou sech Safety-Experten aus ganz Europa iwwert nei Thematiken a Methoden austauschen. Och d'Experte vun der DAC bedeelegen sech reegelméisseg u Foren an Aarbechtsgruppen um ICAO, EASA oder FABEC Niveau, mat den Ziler vun der Harmonisierung a Verbesserung vun der Loftfahrtsécherheet.

Réduction de la bureaucratie de la politique économique de l'UE | Question 1868 (30/01/2025) de M. Sven Clement (Piraten)

D'EU-Kommissiounspresidentin Ursula von der Leyen huet rezent eng nei Ausrichtung vun der EU-Wirtschaftspolitik ugekënnegt, mat engem besonnesche Fokus op dem Bürokratieofbau. Dës Annonce kënnt zu enger Zäit, wou souwuel d'Betribler ewéi och d'Bierger ëmmer ëmmer op déi héich administrativ Laascht hiweisen, déi duerch verschidden EU-Direktiven entstanen ass.

Am Kontext vun dëser Nei-Ausrichtung stellt sech d'Fro iwwert d'Kohärenz tëscht den EU-Direktiven an der nationaler Gesetzgebung. Et ass wichteg ze präzisieren, ob verschidden national Gesetzgeber, déi op alen EU-Direktive baséieren, nach ëmmer a Kraaft sinn, obwuel d'Basis-Direktive schonn geännert oder opgehuewe goufen. Dëst kéint zu onnéideger Bürokratie féieren.

An deem Zesummenhang wëllt ech dem Minister fir Wirtschaft dës Fro stellen:

1. Wéi eng konkret Moossname fir e Bürokratieofbau plangt d'Regierung am Kader vun dëser neier EU-Ausrichtung ëmzesetzen?

2. Huet d'Regierung eng Analys gemaach fir ze identifizéieren, wéi eng national Gesetzgeber nach a Kraaft sinn, déi op alen oder ofgeännerten EU-Direktive baséieren? Falls jo, wéi vill esou Gesetzgeber goufen identifizéiert a wat ass de Planning, fir dës ze aktualiséieren oder opzehiewen?

3. Wéi eng Prozedur huet d'Regierung agefuert fir ze verhënneren, datt an Zukunft national Gesetzgeber a Kraaft bleiwen, nodeem hir Basis-Direktiven op EU-Niveau geännert oder opgehuewe goufen?

Réponse (25/02/2025) de M. Lex Delles, Ministère de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

Déi nei EU-Kommissioun huet den 29. Januar 2025 de sougenannte „Kompass fir d'Kompetitivitéit“ (Competitiveness Compass) presentéiert, dëst ass e grouss Pak vu Mesuren, fir d'Kompetitivitéit vun der EU ze stäerken. D'Simplification administrative zitt sech wéi e roude Fuedem duerch dese politesche Programm. Et geet ënnert anerem drëms, all d'EU-Reegelen op hir Compatibilitéit mat den Ziler vun der Reduktioun vun den administrativen a reglementairen Chargen ze evaluéieren a méi systematesch den Impakt vun de Reegelen op d'Kompetitivitéit an op d'PMEen ze testen.

Déi nei Kommissioun huet sech och virgeholl, d'Charge, déi de „Reporting“ vun EU-Reegele mat sech bréngt, fir all d'Betribler ëm 25 %, a fir PMEen ëm 35 %, ze reduzéieren. Als wichtegen éischte Schrëtt an dës Richtung soll d'Kommissioun Enn Februar en „Omnibus-Pak“ presentéieren, bei deem et drëm geet, EU-Direktiven a Reglementer an de Beräicher vum nohaltege finanzielle Reporting, dem Devoir de vigilance an der EU-Taxonomie ze vereinfachen. Am Laf vun den nächste Jore solle weider EU-Texter vereinfacht ginn an duerch d'Digitalisatioun vu sämtlechen Prozeduren d'Simplificatioun ënnerstëtzt ginn.

Allgemeng ënnerstëtzt d'Regierung dës ambitiéis Ziler, déi sech zu engem groussen Deel mat de Prioritéiten vum Regierungsprogramm iwwerschneiden. D'Regierung erwaart sech, datt d'Kommissioun dese generelle politeschen Ukënnegungen aus dem Kompass eng konkret Suite, ënnert der Form vu legislativen Texter a Simplifikatiounsprogrammer, gëtt. Wéi vun der Kommissioun ugekënnegt, soll den Accent op d'Harmonisatioun vun EU-Reegele geluecht ginn, fir dass an de 27 EU-Länner déi nämleche Reegele gëllen. Op Basis vun de konkrete Propose vun der Kommissioun wäert d'Regierung hir Positiounen ausschaffen an d'Ëmsetzung op nationalem Niveau plangen.

D'Prinzipie vun der Simplification administrative sinn am Koalitiounsaccord ageschriwwen, a besonnesch d'Konzepter vum „once only“ am dem „Think small first“ ginn ënnerstrach. De Projet de loi fir d'Ëmsetzung vum „once only“ ass de Moment och um Instanzewe, op Basis vun dëser Gesetzgebung wäerte vill Mesuren am Sënn vum Bürokratieofbau an der Vereinfachung kënne geholl ginn.

De Wirtschaftsministère schafft konkret un der Simplification administrative an dëst an enger Bottom-up-Approche. Et sinn an deem Sënn Echangé mat de Membere vum Haut comité PME a mat anere Representanté vum den Entreprisé ginn, dobäi si sëlleg Propose gesammelt ginn, déi mat de jee weils zoustännegen Ministèren an Administratiounen beschwat ginn.

D'Simplification administrative kann duerch verschidde Moossnamen erreicht gi wéi zum Beispill mat reglementareschen Upassungen, organisatoresche Verbesserungen, der Digitalisatioun an ICT-Outillen, enger besserer Informatioun, méi Kohärenz tëscht den administrativen Ufuerderungen an dem „once only“-Prinzip.

Déclaration de revenus résultant de l'achat et de la vente d'actions, de titres et de monnaies virtuelles | Question 1869 (30/01/2025) de Mme Diane Aehm (CSV)

Au Luxembourg, les plus-values de cession d'actions ou autres titres sont imposables conformément à l'article 99bis L.I.R. en tant que bénéfice de spéculation. Les taux d'imposition et les règles de calcul du revenu imposable dépendent de plusieurs facteurs, notamment du type d'actions et de la période de détention. Pour le bénéfice de spéculation, si au moins 6 mois se sont écoulés entre la date de l'acquisition et de la vente des actions ou autres titres et représentent moins de 10 % du capital social de la société, il n'y a pas d'imposition. Il en est de même pour les revenus réalisés dans le cadre de la cession d'une monnaie virtuelle (cryptomonnaie).

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

1) Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur les recettes fiscales générées sur les plus-values réalisées



par les particuliers, lors de la cession d'actions et de titres respectivement de cryptomonnaies ?

2) Comment ces recettes ont-elles évolué les cinq dernières années pour chacune de ces catégories ?

3) Comment l'administration compétente contrôle-t-elle la véracité des déclarations des contribuables notamment en ce qui concerne les bénéfices de spéculation ?

Réponse (27/02/2025) de M. Gilles Roth, Ministre des Finances

ad 1) et 2) Les plus-values de cession d'actions ou autres titres, tels que les cryptomonnaies, peuvent être rangées dans la catégorie des revenus nets divers ou dans celle des revenus issus de la réalisation d'un bénéfice commercial tel qu'expliqué dans la réponse à la question parlementaire n° 7663 du 24 février 2023.

En cas de catégorisation en tant que revenus nets divers, à moins que l'intervalle entre l'acquisition des cryptomonnaies et la réalisation de celles-ci ne soit supérieur à une période de six mois, les plus-values mobilières sont à déclarer en tant que bénéfice de spéculation dans un champ de la déclaration fiscale qui englobe non seulement le bénéfice de spéculation mobilière mais également le bénéfice de spéculation réalisé lors de la cession d'immeubles du patrimoine privé.

À noter également que le champ des revenus nets divers saisi informatiquement reprend le montant global non seulement des bénéfices de spéculation, mais également des cessions de participations importantes ou encore du remboursement sous forme de capital de l'exécution d'un contrat de prévoyance-vieillesse.

Une séparation nette des recettes fiscales encaissées en rapport avec les plus-values mobilières, y compris les cryptomonnaies, n'est de ce fait pas possible.

Toutefois, les recettes fiscales encaissées par an pour l'ensemble des revenus nets divers, et par application d'un taux d'imposition moyen de 25 %, peuvent être estimées comme suit : [†]

À noter que l'année 2023 est peu représentative, faute d'un taux de l'état d'imposition suffisamment élevé (58,91 %).

Il y a lieu de rappeler que les bénéfices de spéculation ne sont pas impossibles lorsque le bénéfice total réalisé pendant l'année civile est inférieur à 500 euros.

En cas de catégorisation en tant que bénéfice commercial, il n'existe aucun moyen de scinder ces plus-values mobilières d'autres revenus issus de cette catégorie de revenu.

ad 3) Tout bureau d'imposition est obligé de vérifier les déclarations d'impôt, d'engager des investigations en cas de doute quant à l'exactitude d'une déclaration et de réclamer, au besoin, des pièces justificatives aux contribuables.

Impact des extrêmes météorologiques sur les accidents de travail | Question 1870 (30/01/2025) de M. Marc Baum (déi Lénk)

L'impact du dérèglement du climat sur la fréquence et l'intensité de certains phénomènes météorologiques tels que les canicules ou les pluies torrentielles n'est plus sérieusement contesté. Ces phénomènes peuvent avoir des effets sur la sécurité et la santé de la population générale et notamment sur les travailleurs dans les secteurs de l'économie ou les services publics particulièrement exposés à ces phénomènes.

Des études récemment menées en France ont montré que la fréquence ainsi que la gravité des accidents ont tendance à augmenter pendant des périodes caniculaires en été, notamment dans le cadre d'activités professionnelles conduites à l'extérieur comme la construction ou les transports.

Au Luxembourg les données en matière d'accidents de travail sont centralisées par l'Assurance accident et traitées dans ses rapports annuels. Pour 2023 17.409 accidents de travail (dont 3.003 sur le trajet) ont été enregistrés par l'Assurance accident, dont 19 accidents mortels. Les rapports de l'AAA ne fournissent pourtant pas d'informations plus détaillées sur ces accidents de travail.

Partant je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale et à Monsieur le Ministre du Travail :

1) Quelle est la répartition par secteur économique des accidents de travail enregistrés par l'AAA en 2023 et comment cette répartition a-t-elle évolué depuis 2015 ?

2) Quelle est la répartition par mois des accidents de travail enregistrés par l'AAA en 2023 et comment cette répartition a-t-elle évolué depuis 2015 ?

3) Les répartitions par secteur et par mois laissent-elles entrevoir des liens entre les températures élevées voire très élevées pendant les mois d'été et notamment les mois de juin et de juillet et le nombre voire le type d'accidents du travail enregistrés par l'AAA dans les différents secteurs économiques ? Si oui, quels sont ces liens ?

4) L'AAA a-t-elle enregistré des accidents du travail mortels en lien avec la chaleur au lieu de travail depuis 2015 ?

5) L'AAA respectivement vos services en se basant sur les chiffres de l'AAA émettent-ils des recommandations spécifiques aux employeurs dans des secteurs aux activités conduites à l'extérieur ou dans des lieux de production aux températures élevées afin de réduire le nombre des accidents du travail et notamment d'accidents mortels tel que prévu dans la stratégie VISION ZERO ?

Réponse (03/03/2025) de Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) Le tableau [†] ci-dessous présente la répartition des accidents reconnus en 2023 (accidents du travail, accidents de trajet et maladies professionnelles) par secteur économique, ainsi que leur évolution arrondie en pourcentage depuis 2015.

Par ailleurs, on observe une baisse du nombre d'accidents dans la plupart des secteurs, en dépit d'une augmentation significative du nombre de travailleurs-units, passé de 384.928 en 2015 à 494.947 en 2023, ainsi que d'une hausse du nombre d'entreprises.

ad 2) Le tableau [†] ci-dessous présente la répartition des accidents reconnus en 2023 (accidents du travail, accidents de trajet et maladies professionnelles) par mois, ainsi que leur évolution arrondie en pourcentage depuis 2015 :

ad 3) L'analyse de la répartition des accidents du travail par secteur et par mois ne révèle pas de lien direct entre les températures élevées des mois d'été et le nombre ou le type d'accidents du travail.

De manière générale, le nombre d'accidents reste relativement stable tout au long de l'année, avec une baisse marquée en août et en décembre, en raison des périodes de congés.

ad 4) Depuis 2015, l'AAA n'a enregistré aucun accident du travail mortel lié à la chaleur sur le lieu de travail.

ad 5) Les recommandations de prévention de l'AAA, considérées comme des références en matière de

gestion des risques, incluent une recommandation générale spécifique aux risques liés à l'exposition à la chaleur et au froid (recommandation générale R01 – chapitre 1.6.24).

Par ailleurs, une brochure sur l'exposition au rayonnement solaire a été élaborée en collaboration avec le Service de santé au travail multisectoriel (STM) et des acteurs du secteur de la construction.

Les points les plus importants à considérer par les employeurs dans ce contexte sont notamment :

- Aménager des zones d'ombres, si possible bien aérées (vélums, tente, etc.) ou permettre des pauses dans des espaces climatisés,
- Mettre à disposition des boissons tempérées gratuites, de préférence de l'eau ou de l'eau mélangée à du jus de fruit (1/3 jus de fruit + 2/3 d'eau),
- Aménager les horaires pour les travaux à l'extérieur afin d'éviter le travail entre 11.00 heures et 15.00 heures, si possible,
- Limiter les activités physiques soutenues (utiliser au maximum les aides techniques),
- Veiller au port de vêtements appropriés,
- Privilégier l'emploi de véhicules ou d'automoteurs climatisés,
- S'assurer que le port des protections individuelles est compatible avec les fortes chaleurs,
- Favoriser le travail en binôme, éviter le travail isolé (pour secourir en cas de malaise),
- Prévoir une procédure d'action en cas de malaise ou de coup de chaleur.

L'ensemble des recommandations de prévention de l'AAA peuvent être téléchargées sur son site web : www.aaa.lu.

La sécurité et la santé au travail, face aux effets du changement climatique, figureront aussi parmi les thèmes majeurs abordés lors du prochain Forum sécurité-santé au travail, qui se tiendra le 19 juin 2025.

L'Inspection du travail et des mines (ITM) a également émis des recommandations spécifiques pour les périodes de fortes chaleurs et de canicule, tout en rappelant les obligations des employeurs dans ces situations.

De plus, le Service de santé au travail de l'industrie (STI) a conçu une fiche pratique regroupant des conseils et solutions concrètes pour travailler en période de forte chaleur.

Enfin, les adhérents à la VISION ZERO, la stratégie nationale en matière de prévention des accidents du travail, s'engagent à anticiper et à gérer les évolutions du monde du travail, notamment en relation avec les transitions écologique, numérique et démographique. Dans cette optique, la seconde phase de la VISION ZERO (2023-2030) prendra en compte les enjeux liés à la sécurité et à la santé au travail dans le contexte du changement climatique.

Consommation de vapes | Question 1872 (30/01/2025) de M. Gérard Schockmel (DP)

An de leschte Jore si Vapen ëmmer méi populär ginn, virun allem bei de Jugendlechen a jonken Erwuessenen ass an der Consumatioun vu Vapen e staarken Opwärtstrend ze erkennen. Dësen Trend kennt awer och mat Bedenke bezüglech den Implacatiounen op d'Ëmwelt an op d'Gesondheet vun de Consumateuren, déi laut dem aktuelle wëssenschaftleche Fuerschungsstand nach net kloer ofgeschätzt sinn. Opgrond vun dëse Bedenken hu vill Länner an Europa ugefaangen, Vapë staark ze reguléieren oder se souguer ganz ze verbidden.

An deem Kader wollt mir der Madamm Ministesch fir Gesondheet a Sozialversécherung an dem Här Minister fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit folgend Froe stellen:

1. Wéi vill Vapë ginn zu Lëtzebuerg all Joer verkat?
2. Wat fir eng gesondheetlech Implicatiounen fir d'Consommateure gi vun den an E-Liquiden enthaltene Chemikalien aus?
3. Wéi eng wëssenschaftlech Studie leien der Mardamm Ministesch zu de Laangzäitwierkunge vu Vapen op d'Gesondheet vir?
4. Wéi eng Belaaschtunge fir d'Ëmwelt kann duerch eng falsch Entsuergerung vu Vapen an hir Bestanddeeler entstoen?

Réponse (04/03/2025) de **Mme Martine Deprez**, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | **M. Serge Wilmes**, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1. Momentan stinn eis keng Zuele betreffend de Verkat vun elektronischen Zigaretten zu Lëtzebuerg zur Verfügung. Allerdéngs mussen all d'Vaping-Produkte ab dem 1. Abrëll 2025¹⁸ eng Steuermarkéierung droen. D'Verkafsbütteker mussen sech dann och am Virus bei der Douane- an Akziseverwaltung umellen.

Duerch d'Iwwerwaachung vum Bestellvolumen fir Steuerstempelen, déi vun de Produzenten oder Importateuren bei der Douane- an Akziseverwaltung ugefrot ginn, wäert et méiglech sinn, déi järelech Verkatssuele fir d'Land ze schätzen.

ad 2. Déi meescht cheemesch Zousatzstoffe an den E-Liquiden sinn erlaabt, laut dem Artikel 7 Paragraph 3 Punkte c) bis g) vum Tabakgesetz, a ginn och a Liewensmëttelen an a villen anere Beräicher wéi der Pharmaindustrie oder der Kosmetik benotzt. Et bestinn awer vill Inconuen iwwer hir Konsequenzen op d'Otemweeër bei der Inhalatioun, souwuel op kuerzfristeger wéi op laangfristeger Siicht. Déi tatsächlech Toxicitéit vun enger Substanz hänkt ënner anerem vun der Heefegkeet an Dauer vun der Belaaschtung of, awer och dovun, wéi se an de Kierper kënnen.

Wat Implicatiounen ueget, erënnere mir un d'Epidemie vun der Vergëftung duerch elektronesch Zigaretten am Joer 2019 an den USA¹⁹.

Och net ze vergiesse sinn déi negativ Effekter vum Nikotin op d'Gesondheet an op d'Gehirnentwécklung bei de Jonken, souwéi de Risiko vu kardiovaskuläre Krankheeten. Konsumente vun E-Liquiden risquéieren Otemweeëriritatiounen, déi zu enger Longenentzündung féiere kënnen, verursaacht duerch widderhuelend a verlängert Expositionen vu Propylenglycol a Glycerin²⁰ (d'Hauptzousatzstoffe vun den E-Liquiden). Och de Verdauungssystem wier net verschount, wéi eng Etüd an d'Science weist. Dës Etüd beschreift, datt bei enger widderhueler Exposition vu Glycerin eng chronesch Entzündung vun der Daarmbarriär²¹ optriede kéint. Dës Barriär spillt eng wichteg Roll fir ze verhënneren, datt Toxinen an aner schiedlech Pathogeneen an de Kierper erakommen.

Obwuel mir nach net dee selwechte Wëssensstand hu wéi bei de gewéinlechen Tabakprodukten, bleiwe mir trotzdeem opmierksam a verfollegen déi rezent wëssenschaftlech Fortschrëtt an Erkenntnisser iwwer d'Risiko vun E-Liquiden.

¹⁸ <https://douanes.public.lu/content/dam/douanes/fr/accises/info-taxud-09-2024-accises-taxation-nouveaux-produits-tabac-manufactur-m1-e-signed.pdf>

¹⁹ https://archive.cdc.gov/www_cdc_gov/tobacco/basic_information/e-cigarettes/severe-lung-disease.html

²⁰ Kim MD, Chung S, Dennis JS, Yoshida M, Aguiar C, Aller SP, Mendes ES, Schmid A, Sabater J, Baumann N, Salathe M. „Vegetable glycerin e-cigarette aerosols cause airway inflammation and ion channel dysfunction.“ Front Pharmacol. 2022 Sep 26;13:1012723

²¹ Sharma A, Lee J, Fonseca AG, Moshensky A, Kothari T, Sayed IM, Ibeawuchi SR, Pranadina RF, Ear J, Sahoo D, Crotty-Alexander LE, Ghosh P, Das S. „E-cigarettes compromise the gut barrier and trigger inflammation.“ iScience. 2021 Jan 6;24(2):102035.

D'E-Zigaretten, déi net duerch eng medezinnesch Begleitung kontrolléiert gëtt, ass keng sécher Alternativ zu den Tabakprodukten. Am Kader vun enger medezinnescher Iwwerwaachung, ginn d'Nikotindoséierungen ugepasst an en engem Entwinnungspang begleet. An dësem Fall soll den Usage punktuell limitéiert a kontrolléiert bleiwen.

ad 3. Am Joer 2018 hunn d'National Academies of Sciences, Engineering, and Medicine (NASEM) dee bis ewell komplettste Rapport iwwer d'Gesondheetskonssequenze vun der Benotzung vun der elektronischer Zigarette publizéiert.

Dëse Rapport ass zur Conclusioun komm, datt d'Vapote mat verschiddene physiologeschen Effekter beim Mënsch associéiert ass, wéi zum Beispill akut Verännerunge vum Hërzrhythmus, e potenziell erhéicht Risiko vu parodontalen Erkrankungen an e puer Fäll vun Intoxikatioun. Allerdéngs waren d'Beweiser fir déi chronesch, laangfristeg Gesondheetseffekter nach net verfügbar, besonnesch, wat d'kardiovaskulär an d'respiratoresch Gesondheet souwéi d'Schwangerschaft ueget²².

D'NASEM-Etüd gouf 2022 kompletéiert an d'Conclusioun ass, datt trotz der Unzuel vun den Etüden an dem Fortschrëtt, d'Gewëssheet iwwer d'Toxicitéit vun den E-Zigaretten nach ëmmer schwach ass, well et nach ëmmer schwéier ass, d'Effekter vum E-Zigaretteendamp eleng ze studéieren²³.

ad 4. Elektronesch Einwegzigaretten sollen net iwwer de Restmüll entsuergt ginn. Se falen ënnert d'Gesetz vum 9. Juni 2022 „relative aux déchets d'équipements électriques et électroniques“. Laut deem Gesetz mussen se separat als Elektroschrott gesammelt ginn an d'Batterie muss erausgeholl ginn, ier se an enger Recyclingsfilière verwäert gëtt.

Zigaretten, déi net korrekt entsuergt ginn, kënnen op verschiddene Weeër en Impakt op d'Ëmwelt an op de Mënsch hunn. Wann si op de Buedem geheet ginn, wou se als „Littering“ gëllen, kënnen Schuedstoffe aus de Batterien (Lithium) an dem Plastik an de Buedem oder an de Waasserkreeslaf geroden. Dës Plastik kann sech a Mikroplastik zersetzen, wat weider Konsequenze fir d'Ëmwelt an de Mënsch huet, wou Mikroplastik a verschiddenen Organer erëmfonnt gëtt²⁴. Weiderhi kënnen d'Batterieën vun dësen Zigaretten am Fall vun enger Beschiedegung Feier fänken.

Cours complémentaires en droit luxembourgeois (CCDL) | Question 1874 (30/01/2025) de **M. Dan Biancalana** (LSAP)

La réussite des Cours complémentaires en droit luxembourgeois (CCDL) constitue une condition essentielle pour accéder à certaines professions juridiques réglementées, notamment la magistrature. Or, le taux de réussite aux CCDL semble poser des difficultés à de nombreux candidats, notamment en raison de la complexité du programme, du nombre limité de sessions et des exigences académiques élevées. Ce qui peut avoir un impact sur le recrutement des futurs magistrats.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice :

- 1) Combien de candidats se sont inscrits aux CCDL au cours des cinq dernières années ?
- 2) Quel a été le taux de réussite aux CCDL au cours des cinq dernières années, en particulier parmi les candidats visant une carrière dans la magistrature ?

²² <https://pubmed.ncbi.nlm.nih.gov/29894118/>

²³ <https://www.frontiersin.org/journals/public-health/articles/10.3389/fpubh.2022.959622/full>

²⁴ Microplastics are everywhere – we need to understand how they affect human health | Nature Medicine

3) Quels sont les principaux obstacles rencontrés par les candidats souhaitant intégrer la magistrature dans le cadre de ces épreuves ?

4) Le Gouvernement dispose-t-il de statistiques sur le nombre de candidats recalés aux CCDL qui avaient pour objectif d'intégrer la magistrature ?

5) Combien d'attachés de justice ont été recrutés au cours des dernières cinq années et quel a été leur taux de réussite ?

Réponse (04/03/2025) de **Mme Elisabeth Margue**, Ministre de la Justice

Il faut d'abord noter que les Cours complémentaires en droit luxembourgeois (CCDL) sont destinés à familiariser les candidats, qui se destinent à une carrière professionnelle au Luxembourg, et qui ont en règle générale poursuivi la majorité de leur cursus universitaire dans une université étrangère, avec les particularités du droit luxembourgeois. L'accomplissement des CCDL est ainsi une condition utile à l'admission aux professions du droit en constituant une garantie des capacités professionnelles suffisantes et de la bonne connaissance de la législation luxembourgeoise des candidats.

ad 1) Le tableau[†] suivant comporte d'une part le total des inscriptions à la formation des CCDL pour chaque année et d'autre part le nombre de candidats qui se sont inscrits effectivement aux examens sanctionnant cette formation.

ad 2) Il est impossible de connaître à l'avance les plans de carrière des candidats qui visent une carrière dans la magistrature, de sorte qu'il est difficile de fournir des statistiques correspondant à l'objet de cette question. Étant donné que la nationalité luxembourgeoise est une condition pour accéder à la magistrature, le tableau[†] suivant permet d'apprécier, en pourcentage, le taux de réussite des candidats aux CCDL de nationalité luxembourgeoise ainsi que le taux de réussite de l'intégralité des candidats, toutes nationalités confondues.

Le tableau[†] suivant fournit encore plus de détails concernant les candidats de nationalité luxembourgeoise.

ad 3) Dans la mesure où il n'est pas possible de déterminer, au moment des Cours complémentaires en droit luxembourgeois, qui parmi les différents candidats vise spécifiquement une carrière dans la magistrature, il est impossible de connaître les problèmes spécifiques rencontrés par ces candidats.

ad 4) Non, au vu de ce qui précède le Gouvernement ne dispose pas de statistiques à cet égard.

ad 5) Le tableau[†] suivant fournit des précisions sur le nombre de candidats recrutés au cours des dernières cinq années. On note une hausse considérable en 2024. Il reste à vérifier si elle se confirme dans les années à venir, de façon à pouvoir faire face au manque de personnel dans la magistrature.

Les taux de réussite concernant la partie des candidats recrutés par examen-concours ont été les suivants :[†]

Les taux de réussite au stage des attachés de justice ces dernières 5 années sont les suivants :[†]

Durant cette période, 6 candidats ont bénéficié d'une prolongation de stage de quelques mois avant de l'accomplir avec succès.

Bénéficiaires d'un complément pour pension minimum | Question 1875 (31/01/2025) de **M. Marc Baum** (déi Lénk)



Dans sa réponse à la question parlementaire n° 1040 Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale a fourni pour chaque année entre 2009 à 2023 le nombre de bénéficiaires d'un complément pour pension minimum ainsi que l'évolution de leur proportion par rapport au nombre total de pensions.

Lors de la réunion de la Commission parlementaire de la Santé et de la Sécurité sociale Madame la Ministre a considéré qu'un bénéficiaire d'un complément pour pension minimum pourrait en principe avoir des revenus accessoires lui permettant d'améliorer sa situation financière. Le statut de bénéficiaire du complément pour pension minimum ne permettrait donc pas de tirer d'embellée des conclusions sur le revenu mensuel d'une personne retraitée.

Partant je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale et à Monsieur le Ministre des Finances :

1) Madame la Ministre peut-elle me fournir le nombre de bénéficiaires de compléments pour pension minimum ainsi que leur proportion par rapport au nombre total de pensions pour l'année 2024 ?

2) Madame et Monsieur les Ministres peuvent-ils me fournir pour chaque année depuis 2009 le nombre de bénéficiaires de compléments pour pension minimum ayant déclaré un revenu d'une activité accessoire supérieur à 10 % du montant brut de leur pension de vieillesse ?

Réponse (03/03/2025) de Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) Sur l'ensemble des 229.906 pensions du régime général d'assurance pension versées pour décembre 2024, 36.611 contiennent un complément pour pension minimum. Elles représentent 15,9 % de toutes les pensions (pensions de vieillesse, pensions d'invalidité, pensions de survie). En décembre 2023, 35.726 pensions sur 220.138 contiennent un complément pour pension minimum (16,2 %).

La part des pensions avec un complément pour pension minimum est en diminution depuis 2009 (voir tableau 1 ↑).

ad 2) Sur les 35.726 bénéficiaires d'une pension avec un complément pour pension minimum en 2023, 1.862 (5,2 %) cumulent leur pension avec une activité professionnelle salariée ou indépendante. Dans 987 cas un salaire supérieur à 10 % du montant brut de la pension est touché. Pour l'année 2024, les données sur les revenus professionnels touchés par les pensionnés ne sont pas encore complètes.

La part des bénéficiaires d'une pension avec un complément pour pension minimum qui exercent une activité professionnelle est restée relativement stable depuis 2009.

Depuis l'année 2012, cette part reste inférieure à la proportion des bénéficiaires avec une activité professionnelle parmi tous les pensionnés.

Chargés de cours | Question 1878 (03/02/2025) de M. Mars Di Bartolomeo | Mme Francine Cloesener (LSAP)

Zurzeit wär de Schoulbetrib ouni Chargé(e)ën – sief et mat engem Contrat à durée déterminée (CDD) oder engem Contrat à durée indéterminée (CDI) ondenkbar. D'Chargé(e) ginn ënnert dem Statut vum Employé de l'État agestellt, kënnen sech no enger Rei Joren am Beruff awer fonctionariséiere loosse, wa si en CDI hunn. Fir d'Fonctionarisatioun mussen si mindestens 15 Déngschtjore virweise kënnen, en adäquaten Niveau vun den dräi Amtssproochen noweisen an den Examen de fin de stage packen.

Am dësem Zusammenhang wëllte mir dem Minister fir Education, Kanner a Jugend an dem Minister fir d'Fonction publique déi follgend Froe stellen:

1. Wéi vill Prozent vun de Schoulstonne ginn am Fondamental an am Enseignement secondaire aktuell vu Chargé(e) gehalen? Wéi verdeelen sech dës Zuelen op den Enseignement secondaire classique (ESC), den Enseignement secondaire général (ESG), d'Berufsausbildung, d'Kompetenzzentren an d'Erwuessenebildung?

2. Wéi vill Chargé(e) mat méi wéi 15 Déngschtjore sinn aktuell an de Lëtzebuerger Schoulen aktiv?

3. Wéi vill vun dëse Persounen hunn en CDI a wéi vill en CDD? Wéi vill dovun si fonctionariséiert ginn?

4. Wéi vill Chargé(e) goufen an de leschte 5 Joer pro Joer fonctionariséiert? Wéi vill dovun waren an der Catégorie d'indemnité A, Groupe d'indemnité A2 oder A1 a wéi vill am Groupe de traitement d'indemnité B1?

5. Wéi vill Déngschtjore konnten d'Chargé(e)ën an der Moyenne virweisen, wéi si hir Demande fir eng Fonctionarisierung gestallt hunn?

Réponse (04/03/2025) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | **M. Serge Wilmes,** Ministre de la Fonction publique

ad 1. Den Tableau ↑ heidreinnen weist den Undeel vun de Schoulstonnen, déi vu Chargé(e) gehale ginn.

ad 2. Am Enseignement fondamental sinn aktuell 184 Leit, déi zanter hirer Entrée en service an hirer aktueller Carrière eng Anciennetéit vu méi wéi 15 Joer virweise kënnen.

Am Enseignement secondaire sinn aktuell 349 Leit, déi zanter hirer Entrée en service an hirer aktueller Carrière eng Anciennetéit vu méi wéi 15 Joer virweise kënnen.

An de Kompetenzzentren sinn aktuell sechs Leit, déi zanter hirer Entrée en service an hirer aktueller Carrière eng Anciennetéit vu méi wéi 15 Joer virweise kënnen.

ad 3. Aktuell hunn all dës Agenten ee CDI.

ad 4. Am Enseignement fondamental gouf bis elo eng eenzeg Persoun fonctionariséiert. Dëst, well all d'Chargés de cours am Groupe d'indemnité A2 „Quereinsteiger“ sech schonn no engem Joer dem Examenconcours konnte stellen, an op deem Wee de Statut vum Fonctionnaire konnte kréien.

Am Enseignement secondaire goufen an de leschte fënnf Joer 61 Chargé(e) fonctionariséiert:

– Sessioun 2022/2023: 50, dovun 34 am Groupe d'indemnité A1, aacht am A2 an aacht am B1;

– Sessioun 2023/2024: 11, dovun sechs am Groupe d'indemnité A1, dräi am A2 an zwee am B1.

Fir d'Schouljoer 2024/2025 ass d'Sessioun nach net ofgeschloss.

ad 5. Bei deenen 62 Leit louch d'Moyenne un Déngschtjoren zum Moment vun der Demande, respektiv dem 15. Juni vun entsprecherende Joer, bei 18 Joer an engem Mount.

Violences armées commises par des mineurs | Question 1880 (03/02/2025) de M. Sven Clement (Piraten)

D'Zuele vu Gewalt a sexuellem Mëssbrauch duerch Mannerjäreger huelen an de leschte Joren dramatesch zou. Ëmmer méi dacks gräifen och Kanner a Jugendlecher zu Waffen, fir hir Doten ze begoen. Experte warnen, datt et wichteg ass, fréizäitig op Warnsignaler ze reagéieren an d'Eltere mussen hir Verantwortung méi eescht huelen. Et muss gekuckt

ginn, wéi een dës Entwécklungen an Zukunft verhënnere kann.

An deem Zusammenhang wëllt ech dem Minister fir den Interieur dës Froe stellen:

1. Wéi eng konkret Moossname plangt d'Regierung, fir d'Gewalt an de Waffen ënner Mannerjäreger anzudämmen?

2. Gëtt et Pläng, fir eng besser Opklärung an de Schoulen iwwer d'Gefore vu Gewalt a Waffen?

3. Sinn zousätzlech Ressourcen a Personal virgesinn, fir déi betraffe Kanner a Jugendlecher besser ze begleeden?

Réponse (27/02/2025) de M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures

ad 1. an 2. D'Ausso vum honorabelen Deputéierten, dass Gewalt a sexuelle Mëssbrauch duerch Mannerjäreger an de leschte Joren dramatesch zouhuelen, ka reaktivéiert ginn opgrond vun den Zuelen aus der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 0615 vum 15. Abrëll 2024, déi mat den Zuele vum Joer 2024 komplettéiert goufen.

Esou kann een iwwert déi 3 lescht Joer gekuckt keng Tendenz gesinn, datt Mannerjäreger méi oft als Täter oder potentiell Täter am Beräich „vols avec violence“ identifizéiert goufen. D'Tendenz ass esouguer éischter ëmgedréint oder zumindest konstant.

Am Tableau ↑ ass ze gesinn, dass et bei der Ënner-Kategorie „vols avec violence et arme“ eng Hausse gëtt. Bei dëser handelt et sech allerdéngs ëm kleng Fallzuelen, déi eng statistesch Auswärtung schwierig maachen. Déi kleng Unzuel mécht staark Schwankungen an der Statistik aus. 2024 waren et 23 Auteuren an dëser Ënner-Kategorie, 13 Auteuren am Joer 2023 an 26 Auteuren am Joer 2022.

Et kann een also unhand vun dësen Zuele keng pauschal Ausso maachen.

De Programm „Gewaltpräventioun“ vun der Police, deen an de Lycée vum de regionale Präventiounsservicer fir d'Schüler gehale gëtt, huet ee méi generell Zil a fokusséiert sech op Gefore vu psychescher a physischer Gewalt. De Gebrauch an d'Gefore vu Waffe generell ginn an deene Seancen thematiséiert fir ze sensibiliséieren.

Am Joer 2024 hunn d'Präventiounsservicer aus de 4 Regiounen insgesamt 540 Seancen (1.104 Stonnen) an deem Beräich gehalen.

Op Demande kënnen déi regional Präventiounsservicer vun der Police och méi spezifesch Demanden an deem Beräich nogoen, z. B. fir Jugendhaiser oder anere Jugendstrukturen, entweder reng präventiv oder nodeems et Virfall gouf (Mobbing, Déifstall, Vandalismus ...).

Impact de l'intelligence artificielle sur le secteur financier | Question 1882 (03/02/2025) de M. Marc Goergen (Piraten)

Vill gréisser Firme setzen elo schonn op Kënschtlech Intelligenz a spueren domadder bei administrative Prozeduren oder Analyse vill Aarbechtsstonnen. No engem Artikel op bloomberg.com vum 8. Januar kéinte mëttelfristeg am Bankesektor eng 200.000 Aarbechtsplazen duerch Kënschtlech Intelligenz ersat ginn.

An deem Zusammenhang wëllt ech de Ministere fir Finanzen, fir Aarbecht a fir Wirtschaft dës Froe stellen:

1. Wéi ee wirtschaftlechen Impakt wäert d'KI op déi lëtzebuergesch Finanzplaz hunn?



2. Kann d'Regierung ausschließen, dass zu Lëtzebuerg Aarbechtsplazen am Finanzsektor ofgebaut ginn?

3. Wëssend, dass ee Groussdeel vun de Steuerrecetten duerch d'Akomessteier vun den Aarbechtsplazen am Finanzsektor erakommen, wéi preparéiert sech Lëtzebuerg op eng eventuell Baisse vun de Steuerrecetten?

4. Wéi eng Formatioun gi bei der ADEM 2025 ugebueden, fir d'Leit am Émgang mat KI ze schoulen?

Réponse (03/03/2025) de **M. Gilles Roth**, Ministre des Finances | **M. Lex Delles**, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | **M. Georges Mischo**, Ministre du Travail

ad 1. Kënschtlech Intelligenz (KI) ass haut schonn eng Realitéit och op der Finanzplaz a gëtt a ville Beräicher agesat.

An engem Rapport vu Mee 2023 vun der Commission de surveillance du secteur financier (CSSF) an der Lëtzeburger Zentralbank (BCL) iwwer den Asaz vun der KI am Finanzsektor heescht et, dass d'KI haapt-sächlech am Beräich vun der Detektioun vu Frauden an am Beräich vun der Bekämpfung vu Geldwäsch, fir d'Automatisatioun vu Prozesser, an och der Cybersécherheet agesat gëtt. Och wollten déi befroten Acteure méi héich Zommen an dës Technologie investéieren, virun allem am Beräich vum sougenannte „machine learning“.

D'CSSF an d'BCL sinn amgaangen, eng 2. Enquête auszewäerten, wou och den Asaz vun der generativer KI gekuckt gëtt.

Och d'CSSF selwer wëll KI-Solutiounen asetzen, fir esou d'Veraarbechtung vun ëmmer méi Daten ze optiméieren, besser Risikoanalysen ze maachen an d'Effizienz vun hirer Aarbecht ze steigere.

D'KI ass a wäert och an Zukunft en Impakt op de Finanzsektor hunn, woubäi et net méiglech ass, dësen ze bezifferen. De Finanzministère bleift weider engagéiert, fir dass d'KI ee positiven Impakt op déi wirtschaftlech Entwécklung vum Land huet.

ad 2. D'KI ass eng Technologie, déi konstant evoluéiert, an d'Impakter op d'Aarbecht kënnen dofir ni genau virausgesot ginn.

Déi allermeeschten Etüdë schätzen, dass d'KI éischter e positiven Impakt op d'Aarbechtsplaz wäert hunn, sou wéi dat schonn an der Äntwert vum 10. Januar 2025 op d'parlamentaresch Fro 1632 vum 5. Dezember 2024 duergeluecht gouf.

Eng rezent Etude, déi spezifesch den Impakt op Lëtzebuerg analyséiert (<https://cms.implementconsultinggroup.com/media/uploads/articles/2024/The-economic-opportunity-of-generative-AI-in-Luxembourg/The-economic-opportunity-of-AI-in-Luxembourg.pdf>) seet viraus, dass duerch (gen)KI:

- 6 % vun den Aarbechtsplazen zu Lëtzebuerg kënnen ersat ginn (am Verglach zu 7 % an der EU)
- 72 % vun den Aarbechtsplazë kënnen gestärkt ginn (am Verglach zu 61 % an der EU)
- 22 % vun den Aarbechtsplazen net betraff sinn (am Verglach zu 32 % an der EU).

Speziell am Finanzsektor kéint d'KI eng kompletter Roll anhuelen. Ausserdeem soll d'Produktivitéit am Finanzsektor duerch den Asaz vu KI gestärkt ginn, wat och éischter e positiven Impakt op d'Aarbechtsplazen hätt.

Dat alles setzt natierlech viraus, dass d'Betriber an hir Mataarbechter prett sinn, fir d'KI produktiv anzusetzen. D'Mataarbechter mussen deementsprechend forméiert ginn. Déi Mataarbechter, deenen

hir Aarbecht eventuell kéint duerch d'KI ersat ginn, mussen besonnesch Hëllef kréien, fir sech kënnen ze „upskillen“ oder ze „reskillen“. Dat ass och d'Zilsetzung vum Projet de loi „Skills-Plan“, dee vum Aarbechtsministère deposéiert gouf.

ad 3. Opgrond vun den Äntwerten op d'Froen 1 an 2 gëtt net mat engem Abroch um Niveau vun der Akomessteier gerechent.

ad 4. D'ADEM huet an hirer Strategie „ADEM2025“ d'Wichtigkeet betount, d'Kompetenze vun de Leit un déi aktuell Ufuhrerunge vum Aarbechtsmaart unzepassen an de Manktem u qualifizéierte Mataarbechter a verschidde Secteuren ze reduzéieren, mam Zil, den aktuelle „skills gap“ ze minimiséieren. An dësem Kontext sinn den digitalen Iwwergang an den Impakt vun der KI op d'Aarbecht grouss Erausforderunge fir d'Formatiounsoffer. Den Afloss vun dësen Entwécklungen ass sou grouss, dass d'Formatiounsoffer net nëmme fir de breede Public (iwwer E-Learning-Formatiounen), ma och op spezifesch Secteure muss ausgebaut ginn.

An dësem Kader baséiert sech d'Formatiounsoffer vun der ADEM fir d'Joren 2025/2026 op 2 Hauptachsen:

1. Generell Formatiounen (Debutant) – mat Moduller iwwer d'Aféierung an d'Kënschtlech Intelligenz (KI) an hir Uwendung an den aldeeglechen Aarbechtsprozesser;
2. Spezialiséiert Formatiounen (Intermédiaire/Avancé) – mat komplette Programmer a spezifesch Beräicher, déi speziell Kompetenze vermëttelen (z. B. Data & AI, IT & Cloud, Web-Development, No/Low Code).

Et sinn och verschidde Partnerschaften a Formatiounsofferen, entweder scho verfügbar oder a Planung:

1. Formatiounen, déi direkt vun der ADEM ugebuede ginn:
 - „Basis digital Kompetenzen“, mat Moduller iwwer Digitaliséierung a seng Relatioun mat der KI:
 - Basic Digital Skills (> 30 Joer)
 - Digital Fundamentals (< 30 Joer)
 - E-Bureautique (fir jiddereen)
 - Sektoriell Formatiounen an zentrale Beräicher, déi vun der Digitaliséierung betraff sinn
 - Business Analyst „e-services“ (Low Code/No Code)
 - E-Marketing
 - Data Analyst (mat Python, Power BI & Data Governance)
 - DORA-Zertifizéierung
 - Java (deemnächst verfügbar)
 - IT Essentials Plus
 - Introduction to Cybersecurity (deemnächst verfügbar)
 - Business Analyst (deemnächst verfügbar)

2. Formatiounen, déi vu Partner ugebuede ginn (gratis Aschreiwung fir Demandeurs d'emploi):

- MOOC „Elements of AI“ – proposéiert vum Competence Centre vum der Uni Lëtzebuerg (ULCC). Dësen E-Learning-Module erméiglecht et jidderengem, eng Aféierung an d'KI an hir praktesch Methoden ze kréien. D'Ausgab 2025 war e grouss Succès, mat enger Promotioun vun dëser gratis Offer un ongeféier 18.000 Demandeurs d'emploi am Januar dëst Joer.
- „Modular Formatiounen“ – proposéiert vum Digital Learning Hub (DLH): Dës Formatiounen, zougänglech fir all Niveauen (vun Ufänger bis Fortgeschritt), behandelen Theeme wéi d'Aféierung an d'KI, Cybersecurity a Generativ AI.
- „IT & AI“-Formatiounen – proposéiert vum CNFPC (am Kader vum Programm Skillsbridges): den CNFPC integréiert a sengem neie Katalog transversal a sektoriell Formatiounen zum nohaltegen digitalen Iwwergang, mat den neie KI-Tools.

Den Aarbechtsmaart ass an engem staarken Émbroch, an d'Kënschtlech Intelligenz (KI) entwéckelt

sech extreem schnell. Dofir setzt d'ADEM alles drun, hir Formatiounsoffer unzepassen an ze stäerken, fir d'Demandeurs d'emploi optimal bei hirer Kompetenzentwécklung ze ënnerstëtzen. Andeems d'ADEM hir Upskilling- a Reskilling-Programmer erweidert, hëlleft si aktiv, d'Aarbechtskraaft vun der Zukunft virzebereeden an d'Erausforderunge vun der digitaler Transformatioun ze meescheren.

Fraternité Verbum Spei | Question 1883 (03/02/2025) de **M. Sven Clement** (Piraten)

D'rezent Ukënnegung vun der Zesummenaarbecht tëscht dem Äerzbistum Lëtzebuerg an der Fraternité Verbum Spei werft eng Rei Froen op. Aus dem Communiqué vum 31. Januar 2025 geet ervir, dass den Äerzbistum präziséiert, dass keng Virwërf vu sexuellem Mëssbrauch géint Membere vun der Communautéit während hirer Presenz zu Lëtzebuerg virleien. Dës spezifesch Formulierung, limitéiert op d'Period zu Lëtzebuerg, werft d'Fro op, ob et Ermëttlungen aus dem Ausland oder aner Informatiounen gëtt.

D'Fraternité Verbum Spei ass säit 2016 zu Lëtzebuerg aktiv a gouf deemools invitéiert, fir sech hei niddereeloossen. Dëst trotz dem Fait, dass schonn deemools an de franséische Medien iwwert problematesch Praktiken a Verbindungen mat der Communautéit Saint-Jean beréicht gouf. Am Kontext vun der Jugendarbecht an dem Accès zu vulnerabele Persounen duerch d'pastoral Aktivitéiten ass et wichteg ze verstoen, ob et en Informatiounsaustausch tëscht de concernéierten Institutiounen gëtt.

An deem Zesammenhang wëllt ech dem Premierminister an der Ministesch fir Justiz dës Froe stellen:

1. Sinn der Regierung Ermëttlung gëint Membere vun der Fraternité Verbum Spei – déi zu Lëtzebuerg agéiert hunn – am Ausland bekannt, speziell a Frankräich oder a Mexiko, wou d'Communautéit hire Siège huet?
2. Gouf et tëscht 2016 an 2025 en Austausch tëscht der Police, der Justiz oder anere staatlechen Institutiounen an dem Äerzbistum betreffend d'Aktivitéiten vun der Fraternité Verbum Spei zu Lëtzebuerg?
3. War d'Regierung informéiert iwwert d'Decisioun vum Äerzbistum, d'Fraternité Verbum Spei zu Lëtzebuerg opzehuelen oder ass si consultéiert ginn?
4. Gëtt et e Kader fir den Informatiounsaustausch tëscht reliéisen Institutiounen an dem Staat, wann et ëm d'Sécherheet vu Jugendlechen an anere vulnerabele Persounen geet?
5. Am Hibleck op aktuell Entdeckungen, ë. a. am Bistum Tréier, dass d'Kierch Persounen aktiv versat hätt, fir der Stroferverfolgung ze entkommen, wéi ass sécherge stellt, dass grenzüwwerschreidend Zesummenaarbecht am Fall vu Mëssbrauchsvirwërf funktionéiert?

Réponse (04/03/2025) de **M. Luc Frieden**, Premier ministre | **Mme Elisabeth Margue**, Ministre de la Justice

ad 1. Nee.

ad 2. Säitens de Justizautoritéiten ass keen Austausch am Zesammenhang mat den Aktivitéiten vun der Fraternité Verbum Spei bekannt.

ad 3. Nee. D'Liberté des cultes an de Prinzipien vun der Trennung tëscht Kierch a Staat bedeit, dass reliéise Gemeinschaften d'Fräiheet hunn, sech ze organiséieren wéi se wëllen ouni d'Regierung informéieren ze mussen.

ad 4. Den Informatiounsaustausch, fir d'Sécherheet vu Kanner, Jugendlechen a vulnerabele Persounen ze assuréieren, ass e wichtige Sujet, onofhängeg vun der jeeweileger Institutioun. Et gëtt kee spezifesch

Kader, wat den Informatiouns Austausch mat de reliéisen Institutionen ugeet.

ad 5. D'Strofverfolgung vu Persounen, déi Verbrichen zu Lëtzebuerg begaangen hunn, kënnen weidergeféiert ginn, och wann déi betreffend Persounen net méi zu Lëtzebuerg wunnen. A sou engem Fall besteet d'Méiglechkeet, am Kader vun de Bestëmmungen zu der europäescher oder internationaler Rechtshëllef, Informatiounen aus dem Ausland unzefroen, respektiv Beweiser sécheren ze loosse oder en europäescht oder internationaalt Mandat fir d'Verhaftung vun der betreffender Persoun auszustellen, wann si zu Lëtzebuerg am Kader vun der Strofverfolgung gesicht gëtt an déi néideg Konditiounen dofir erfëllt sinn.

An deem selwechte Kontext ass et och méiglech, dass d'Lëtzebuurger Justizautoritéiten op Demande vun auslännesche Justizautoritéite Rechtshëllef liwweren am Kader vun der Strofverfolgung, déi am Ausland stattfënnt.

Suicide au Luxembourg | Question 1884 (04/02/2025) de M. Marc Goergen (Piraten)

Suizid ass een trauregt Thema, wat d'Mënschheet zënter Éiwegkeete begleet. Et ass awer wichteg, d'Thema politesch ëmmer nees opzebréngen, well de Suizid een Ausdrock vu gesondheetlechen, wirtschaftlechen a soziale Problemer ka sinn.

An der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 7247 aus dem Joer 2022 vun der honorabelen Deputéierter Nancy Arendt iwwert de Suizid bei Jonken hat d'Regierung geschriwwen:

Déi historesch Donnéeën hei uewe weisen, dass d'Suizide bei 10–19 Joer ale Leit meeschtens Männer betrëfft: 75 % vun den 10 bis 19 Joer ale Leit, déi tëscht 1998 an 2022 Suizid begaangen haten, wore Jongen.

Ee rezenten Artikel op lessentiel.lu vum 26. Januar 2025 huet recherchéiert:

1.521 personnes se sont suicidées au Luxembourg entre 1998 et 2022, dont 1.122 hommes et 399 femmes. Soit 74 % d'hommes et 26 % de femmes. [...] L'une des principales raisons de la différence de taux de suicide entre les hommes et les femmes réside dans la manière dont ils gèrent leurs émotions [...].

De Staat kann eppes géint de Suizid bewierken, andeems en d'Mënschen identifizéiert, déi am Risiko sinn, fir ee Suizid ze begoen. Den Opbau vun der psychologescher Resilienz an eng adequat Offer fir d'mental Gesondheet spillen heibäi eng Roll.

An deem Zesammenhang wéilt ech der Ministesch fir Gesondheet dës Fro stellen:

1. Wéi vill Doudesfäll, déi op ee Suizid zréckzuféiere sinn, goufen 2024 zu Lëtzebuerg identifizéiert?

2. Wéi eng Mënschen zu Lëtzebuerg sinn tendenziell éischter gefäerdet, fir Suizid ze begoen?

3. An der Äntwert op d'Fro 7247 hat d'Regierung geschriwwen:

Um Niveau Suizidpreventioun bei de Jonke gesäit d'Regierung am Kader vun de Folge-Aktiounen vum Suizidpreventiounsplang 2015–2019 vir, d'Preventioun ze verbesseren, andeem den Zougang zu de jugendpsychiatriesche souwéi psychosozialen Servicer verbessert gëtt. Sou soll d'Kollaboratioun tëscht dem Service national vun der Jugendpsychiatrie, de Strukture vun der Aide à l'enfance an dem Office national de l'enfance renforcéiert ginn. Zil wier d'Evaluatioun souwéi d'Prise en charge vun de Jonken, déi eng akut oder latent suizidal Symptomatik opweisen, ze renforcéieren.

Gouf dëst ëmgesat? Falls jo, wat fir eng konkreet Ännerung gouf gemaach a wéini?

4. Doriwwer eraus erhofft sech d'Regierung natierlech och mam rezenten Accord betreffend de Remboursement vun de Psychotherapeuten, dass dës Aktioun och en Impakt op d'Suizid-Tauxe bei de Jonke wäert hunn, duerch e vereinfachten Zougang zu enger Psychotherapie.

Wéi vill Persounen hunn 2024 vum Remboursement fir eng Psychotherapie profitéiert?

Réponse (04/03/2025) de Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1. D'Donnéeën zur Mortalitéit vum Joer 2024 sinn nach net disponibel.

2023 goufen 48 Doudesfäll duerch selwer zougefuerte Verletzung geziel. Dëst entsprécht engem Stierflechkeetstaux duerch Suizid vu 6,3 pro 100.000 Awunner.

ad 2. Et gëtt verschidde Facteuren, déi de Suizidrisiko kënnen beaflossen.

Männer hu generell e méi héije Suizidtaux wéi Fraen. 2023 waren et zu Lëtzebuerg 12 Fraen a 36 Männer.

Doriwwer eraus geet aus dem „Plan national prévention suicide“ a senger Evaluatioun ervir, dass de Selbstmordtaux bei de Jonken (prinzipiell Doudesursach) a bei eelere Persounen méi héich ass.

Och wa verschidde Risikofacteuren identifizéiert sinn, bleift d'Estimatioun vum Impakt vun all eenzelne Facteur komplizéiert weinst de potentiellen Interaktiounen (z. B. Handicap, chronesch Krankheeten, Aarmut ...)»²⁵ ²⁶.

Etudé weisen awer och, dass et Protektiounsfacteuren gëtt, souwéi Selbstvertrauen, sozial Kompetenzen, positiv a konstruktiv tëschemënschlech Relatiounen, perséinlech a beruflech Perspektiven, an nach méi. Wann ee sech als Laascht fillt oder net méi erkennt, dass een an ee sozialt Netz integréiert ass, klëmmt also de Risiko.

ad 3. Am Kader vun der Preventioun si verschidden Aktiounen ëmgesat ginn.

D'Formatiounen zur Suizidprävention fir Enseignant, Jugendlecher an all Persoun, déi un der Detektioun vun Zeeche vun der Verschlechterung vun der psychescher Gesondheet interesséiert ass, si weider ausgebaut ginn. Aktuell si 6.909 Secouristen zum Thema vun der psychescher Gesondheet ausgebild ginn (dat sinn der bal 6.000 méi wéi zum Zäitpunkt vun der Evaluatioun vum Plang am Joer 2020).

Weiderhi sinn och Informatiounscampagnen ëmgesat ginn. 71 Partner hunn sech am Kader vun der Woch vun der mentaler Gesondheet (7. bis 20. Oktober 2024) mobiliséiert an 134 Evenementer zum Thema „Soutenir les jeunes, construire l'avenir“ organiséiert.

Fir den Depistage ze verbesseren, huet de Conseil scientifique du domaine de la santé am Joer 2021 eng Recommandatioun un d'Hausdoktere gericht an huet drun erënnert, dass Tester disponibel sinn, fir de psychosozialen Risiko an d'Suchtverhale bei Jugendlechen ze evaluéieren (dëst kann en Zeeche vun Onzefriddenheet an e Risikofacteur fir e Selbstmord sinn). E Preventiounsguide „Addictions aux substances“ fir Professioneller an de Schoulen ass am Dezember 2024 vum CePAS mat der Ënnerstëtzung vun der Fondation Solina verëffentlecht ginn.

²⁵ <https://santesecu.public.lu/dam-assets/fr/espace-professionnel/exposes/11-28-2017-journee-retrace/etude-facteurs-risque-don-ghia-bucki.pdf>

²⁶ https://sante.gouv.fr/IMG/pdf/2e_rapport_de_l_observatoire_national_du_suicide.pdf

An dësem Kontext ass d'Unzuel vun den autoriséierte Better am „Service national de psychiatrie juvénile“ vu 35 Better am Joer 2018 op aktuell 45 Better erhéicht ginn.

ad 4. Am Joer 2024 hu 14.589 Persounen (9.743 Fraen a 4.846 Männer) vun enger Prise en charge vu psychothérapeutesche Leeschtungen duerch d'Assurance-maladie profitéiert. Den Tableau[†] heidrënner weist den Total pro Altersgrupp.

Accord salarial au niveau communal | Question 1885 (04/02/2025) de Mme Diane Adehm (CSV)

L'accord salarial conclu le 9 décembre 2022 entre le Ministre de la Fonction publique et la Confédération générale de la fonction publique sera transposé, au niveau de la fonction publique communale, par un règlement grand-ducal, qui a été publié au Journal du Grand-Duché de Luxembourg le 29 janvier 2025. Les dispositions y afférentes produisent leurs effets rétroactivement à partir du 1^{er} juillet 2023. Du fait de l'entrée en vigueur tardive de l'accord salarial au niveau communal, il va être nécessaire pour les communes et les autres administrations concernées de procéder à de nombreux recalculs.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures et à Monsieur le Ministre des Finances :

1) Comment l'effet rétroactif des dispositions réglementaires visées sera-t-il appliqué respectivement comment sera calculée la rémunération à verser rétroactivement ?

2) Le Gouvernement envisage-t-il d'envoyer aux administrations concernées une circulaire respectivement une note explicative reprenant les modalités de calculs ?

3) Le salaire rétroactif est-il imposé différemment dans l'hypothèse où les fonctionnaires et employés communaux auraient changé de classe d'impôt depuis le 1^{er} juillet 2023 ?

4) Est-ce qui y a lieu de modifier pour l'année 2023 et 2024 les déclarations d'impôts déjà produites ?

Réponse (03/03/2025) de M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | M. Gilles Roth, Ministre des Finances

ad 1) L'article 22 de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux pose le principe selon lequel la rémunération des fonctionnaires communaux est fixée par assimilation à celle des fonctionnaires de l'État. Ce même principe est également appliqué aux employés communaux, dont la rémunération est identique à celle revenant aux employés de l'État. Il en résulte que l'effet des mesures d'un accord salarial est identique pour les agents communaux et étatiques. En l'occurrence, les mesures pécuniaires résultant de l'accord salarial dans la fonction publique du 9 décembre 2022 rétroagissent pour les fonctionnaires et employés communaux au 1^{er} juillet 2023. Le calcul de la rémunération à verser rétroactivement se fait par application des différentes valeurs des points indiciaires applicables entre le 1^{er} juillet 2023 et le 1^{er} février 2025.

ad 2) Le Ministère des Affaires intérieures adressera sous peu une circulaire aux administrations communales, syndicats de communes et établissements publics placés sous la surveillance des communes, qui leur exposera et expliquera les différentes mesures visées et leur soumettra des informations pratiques au sujet des modalités de calcul y afférentes.

ad 3) et 4) D'après l'article 108, alinéa 1^{er}, numéro 1, de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt

sur le revenu (L.I.R.), les recettes, y compris le revenu provenant d'une occupation salariée, sont à attribuer à l'année d'imposition au cours de laquelle elles sont mises à la disposition du contribuable. Il s'ensuit que les rémunérations rétroactives à verser dans le cadre de l'accord salarial ne seront pas imposables pour l'année à laquelle elles se rapportent du point de vue économique. Partant les versements effectués au cours de l'année 2025 sont imposables au titre de l'année d'imposition 2025.

Or, comme il s'agit en l'occurrence de rémunérations qui se rattachent du point de vue économique à une période de paie antérieure à l'année d'imposition et qui, pour des raisons indépendantes de la volonté du bénéficiaire et de celle du débiteur des revenus, deviennent imposables au titre d'une seule année d'imposition, ces dernières sont à traiter en matière fiscale comme un revenu extraordinaire et sont susceptibles de bénéficier des mesures de faveur prévues par l'article 132, alinéa 1^{er}, numéro 2b) L.I.R. Ainsi, ces rémunérations deviennent imposables par application des dispositions de l'article 131, alinéa 1^{er}, lettre b) L.I.R..

La circulaire du directeur des contributions L.I.R. n° 131/1 du 10 juillet 2002 fournit des explications additionnelles sur les modalités de calculs.

Finalement, il faut noter que lors de la détermination de la retenue d'impôt sur salaires, les instructions (i. e. classe d'impôt, respectivement taux) inscrites sur la fiche de retenue d'impôt, valables au moment de la mise à la disposition, sont à appliquer.

Données d'expulsions des centres d'accueil et d'occupation de la Maison de retour et du Centre de rétention | Question 1887 (04/02/2025) de **Mme Joëlle Welfring** | **M. Meris Sehovic** (déi gréng)

Suite aux nombreuses expulsions de personnes, y inclus d'enfants, des centres d'hébergement de l'Office national de l'accueil (ONA), nous nous sommes renseigné.e.s dans deux questions parlementaires sur le nombre de personnes concernées par ces expulsions. Dans leur réponse à la deuxième des questions parlementaires (n° 1647), Messieurs les Ministres ont affirmé qu'« [à] la suite des décisions prises par la Direction générale de l'immigration, les services de l'ONA informent les occupant[e.s] par courrier que leur hébergement dans une structure de l'État touche à sa fin, les priant de bien vouloir quitter les lieux dans les délais impartis. À la suite de ces courriers, de nombreuses personnes quittent les structures d'hébergement de l'ONA volontairement ; d'autres personnes quittent d'ailleurs le réseau d'hébergement sans y être incitées par l'ONA. » Selon ladite réponse, l'ONA ne disposerait que de statistiques portant « soit sur le nombre total de sorties du réseau d'hébergement, soit sur le nombre de déguerpissements ».

Au vu des réponses aux précitées questions et suite au débat sur la motion n° 4482 sur la gestion gouvernementale des politiques d'asile et des conditions d'accueil, nous nous permettons de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil et à Monsieur le Ministre de l'Intérieur :

1) Combien d'occupant.e.s des structures d'hébergement ont reçu un courrier que leur hébergement dans une structure d'accueil touche à sa fin, les priant de quitter les lieux, depuis novembre 2023 (chiffres ventilés par mois, statut administratif, âge, genre, et situation familiale) ?

2) Combien de personnes ont été accueillies à la « Maison de retour » depuis septembre 2024 (chiffres ventilés par statut administratif, âge, genre, et situation familiale) ?

3) Combien de personnes ont été retenues au Centre de rétention depuis janvier 2024 (chiffres ventilés par mois, âge, genre, situation familiale et statut administratif) ?

Réponse (12/03/2025) de **M. Max Hahn**, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil | **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures

ad 1) À la suite de chaque décision de la Direction générale de l'immigration (DGIM) d'octroyer ou de refuser une protection internationale, l'ONA adresse un courrier à la personne concernée qui est hébergée dans une de ses structures. Dans le cas d'une décision négative, et le cas échéant après confirmation de cette décision par les juridictions administratives, la personne déboutée est obligée de quitter le territoire endéans 30 jours. Il en découle a fortiori la décision de l'ONA, que la personne doit également quitter la structure d'hébergement, dont celle-ci est informée par courrier. En effet, l'ordre de quitter le territoire implique par la force des choses un ordre de quitter le foyer d'accueil. À noter que 95 % des décisions prises au niveau de la protection internationale sont confirmées par les juridictions administratives.

En ce qui concerne les personnes dont la demande de protection internationale a été accordée, il y a lieu de préciser que leur droit à l'hébergement au sein de l'ONA, tel que prévu par les dispositions légales, touche alors à sa fin. Or, l'ONA offre aux bénéficiaires de protection internationale (BPI) la possibilité de demeurer dans une structure de l'ONA pendant une période supplémentaire de 12 mois (au maximum), afin qu'ils aient le temps de trouver un logement alternatif.

Le nombre de mises en demeure émises par l'ONA à l'adresse des BPI au fil des dernières années s'affiche comme suit :

2022 : 70
2023 : 69
2024 : 173
2025 : 28

Il importe de préciser que les mises en demeure concernent tant les interdictions d'accès que les arriérés de paiement des indemnités d'occupation que les BPI s'engagent à payer s'ils continuent à être hébergés au sein de l'ONA après obtention de leur statut. À noter également qu'il y a une corrélation entre la progression des mises en demeure avec l'évolution du nombre global des personnes hébergées auprès de l'ONA.

En ce qui concerne les personnes déboutées ou irrecevables, 18 personnes déboutées ou irrecevables ont reçu une interdiction de site sur la période novembre-décembre 2023, 134 sur l'année 2024 et 44 en 2025.

ad 2) Tableau des personnes accueillies à la Maison de retour depuis septembre 2024 [†]

ad 3) Tableau des personnes accueillies au Centre de rétention depuis janvier 2024 [†]

Expulsion de mineurs des foyers de l'ONA | Question 1888 (04/02/2025) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Déi zoustänneg Ministeren hu gëschter der Effentlechkeet de Bilan zur Asyl- an Immigrationspolitik zu Lëtzebuerg virgestallt. An der zoustänneger Chamberskommissioun sinn awer verschidde Froen zu den Zuelen onbeäntwert bliwwen.

An der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 1816 huet den zoustänneg Minister fir Asyl geschriwwen:

„Am Kader vun der aktueller Diskussioun ronderëm d'Expulsioun vun enger Mamm mat zwee Kanner aus enger ONA-Struktur, ass ze soen, dass déi betraffe

Famill direkt nees bis op Weideres e Bett am ONA-Reseau offéiert krut, wéi ech d'lescht Woch vun deem Fall a Kenntnis gesat gouf.“

An deem Zesammenhang wéilt ech de Ministere fir den Interieur a fir Asyl dës Froe stellen:

1. Wéi vill Kanner a Jugendlecher goufen an de leschte 4 Joren (opgeléicht no Joer) aus den Asyl-foyere verwisen?*

* mat verwisen ass gemengt, dass Mannerjäreger net méi konnten zeréckgoen. D'Placéierung an ee Centre de retour oder eng aner Struktur net ageschloss.

2. Wéi oft ass et an de leschte Jore virkomm, dass Familljen oder Kanner aus enger ONA-Struktur erausgeheft goufen an dës Decisioun erëm vum Minister revidéiert gouf?

3. Wéi oft ass et 2024 virkomm, dass Familljen oder Kanner aus enger ONA-Struktur an d'Maison de retour geschéckt goufen an dës Decisioun erëm vum Minister revidéiert gouf?

Réponse (05/03/2025) de **M. Max Hahn**, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil | **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures

Prinzipiell ass et esou, dass, soubal eng Decisioun vun der Direction générale de l'immigration zum Statut vun enger Persoun geholl gëtt – souwuel en Accord wéi e Refus –, den ONA dës Persoun opfuert, innerhalb vun engem bestëmmten Delai d'ONA-Struktur ze verloossen. Aner Persounen verloossen den ONA-Reseau aus diverse Grënn och scho virdrun, obwuel se nach en Droit à l'hébergement hätten. Generell ass all Sortie aus dem ONA-Reseau definitiv. A ganz raren Exceptione kann et virkommen, dass eng Decisioun revidéiert muss ginn. Heidrenner fannt dir d'Unzuel vun alle Sortien aus dem ONA-Reseau säit 2022, opgeschlëselt no Joer an Alter vun de Persounen. [†]

Et ass wichteg ze betounen, dass keng Persoun vum ONA an d'Maison retour geschéckt ginn. Déi betraffe Leit kréien d'Méiglechkeet ugebueden, an d'Maison retour ze goen, wou si gehollef kréien, hire fräiwëllege Retour an d'Heemechtsland ze organisieren. Si kréien och eng finanziell Hëllef ugebueden, fir sech do erëm ze integréieren. Wann dowéinst eng Persoun an d'Maison retour assignéiert gëtt, dann en vue vun hirem fräiwëllege Retour, soudass sech d'Fro vun enger Reintegratioun an den ONA-Reseau am Prinzip net stellt.

Défis rencontrés par les services de secours CGDIS dans la circonscription Nord | Question 1893 (05/02/2025) de **M. André Bauler** (DP)

Un article publié le 3 février 2025 dans la presse quotidienne a mis en lumière les nombreux défis auxquels sont confrontés les services de secours du CGDIS dans la circonscription Nord du pays. Parmi les contraintes rencontrées par les secouristes dans la circonscription Nord figurent les longues distances à parcourir, des infrastructures vieillissantes, des difficultés en matière de recrutement de personnels professionnels et l'éloignement des hôpitaux situés à Ettelbruck ou à Luxembourg-ville pour la prise en charge rapide des patients, notamment en cas d'accidents graves.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures :

1) Quels sont les besoins actuels en personnels professionnels dans les différents centres d'intervention dans les cinq cantons de la circonscription Nord du pays ?

2) Quelle est l'évolution des effectifs de personnels professionnels et volontaires dans les différents centres ?

3) Dans quelles localités de la circonscription Nord est-il prévu de construire de nouvelles infrastructures au service du CGDIS ?

Réponse (05/03/2025) de **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures

ad 1) Les besoins en personnel professionnel et bénévole sont évalués et présentés en détail dans le « Plan national d'organisation de secours » (PNOS) de 2021, qui couvre la période 2021-2025 (Partie 5 « Conclusions »).

Dans le cadre de la révision du PNOS, qui couvrira la période 2026-2030, les besoins en personnel professionnel et bénévole nécessaires afin de couvrir les différentes missions du CGDIS seront réestimés pour les années en question en tenant compte des objectifs fixés, notamment celui de garantir une couverture opérationnelle en moins de 15 minutes dans 90-95 % des opérations de secours d'urgence aux personnes.

ad 2) Le tableau ci-dessous présente l'évolution du personnel professionnel et volontaire dans la zone de secours Nord hors vétérans et jeunes pompiers.

ad 3) Le CGDIS travaille actuellement sur la construction d'un nouveau Centre d'incendie et de secours (CIS) de catégorie 3 à Clervaux et d'un centre de catégorie 4 au Fridhaff.

Le CGDIS est en contact étroit avec les communes suivantes pour discuter de la possibilité de construire des nouveaux CIS :

- Bettendorf
- Ell
- Groussbus-Wal
- Lac de la Haute-Sûre
- Mertzig
- Préizerdau
- Tandel
- Troisvierges

Agressions et vols aux arrêts de tram | Question 1895 (05/02/2025) de **M. Laurent Mosar** (CSV)

Depuis plusieurs semaines, plusieurs agressions et vols ont été signalés aux arrêts de tram à Luxembourg-ville, notamment aux stations Hamilius et Lycée Bouneweg. Certains incidents ont été d'une extrême violence, laissant les victimes avec des blessures graves.

Selon la police, ces actes vont des simples vols aux agressions avec usage de violence, et les criminels profiteraient des lieux fréquentés et de l'inattention des usagers des transports en commun.

Face à cette augmentation des actes de violence et d'insécurité dans les transports publics, il est impératif de s'interroger sur les mesures en place pour garantir la sécurité des citoyens.

Dans ce contexte, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures :

1) Quelles mesures ont été prises ou sont envisagées pour renforcer la sécurité aux abords et à l'intérieur des tramways et des arrêts de tram ? Des patrouilles de police supplémentaires sont-elles prévues à ces endroits stratégiques ?

2) Un système de vidéosurveillance renforcé est-il envisagé dans les tramways et aux arrêts les plus fréquentés ?

3) Quelles campagnes de prévention et de sensibilisation sont mises en place pour informer les usagers des transports publics sur les comportements à adopter en cas de situation suspecte ou dangereuse ?

Réponse (04/03/2025) de **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures | **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1) La sécurité des personnes est une priorité essentielle pour la Police grand-ducale et les quelque 37.500 contrôles préventifs qu'elle a effectués en 2024, en dehors du domaine de la circulation routière, en témoignent.

Au cours de l'année 2024, 1.200 contrôles préventifs ont eu lieu dans les seuls transports publics, ce qui constitue une augmentation des contrôles de 14 % par rapport à l'année 2023.

Une attention particulière est portée sur certaines stations de tramway, notamment celles à forte affluence, comme à la gare de Luxembourg et aux arrêts Hamilius, Place de l'Étoile et Lycée de Bonnevoie.

Le renforcement des effectifs et la mise à disposition des moyens légaux élargis permettra à la police d'encre mieux assurer la sécurité des personnes et des biens, y compris dans les transports en commun.

ad 2) Luxtram collabore étroitement avec les forces de l'ordre pour assurer la sécurité dans et autour des tramways, privilégiant ainsi une approche coordonnée. La présence d'agents de ligne de Luxtram en station et à bord des rames fait partie intégrante de cette démarche. Leur mission principale est d'informer et d'assister les voyageurs. Par leur présence visible, ils manifestent que Luxtram se soucie de la sécurité des usagers.

Comme tout espace public, le réseau de tramways n'échappe pas aux défis liés à la sécurité. Cependant, Luxtram met tout en œuvre pour limiter les risques et garantir un cadre de transport serein grâce à une vigilance constante et des mesures adaptées.

Dans ce contexte, il a y lieu de souligner que tous les tramways de Luxtram sont équipés de caméras surveillant l'espace voyageurs. Les enregistrements sont mis à disposition des autorités compétentes dans le cadre d'enquêtes. En complément, Luxtram a installé des caméras de surveillance en station afin de renforcer la sécurité de l'exploitation.

ad 3) La Police grand-ducale mène régulièrement des campagnes de prévention et de sensibilisation pour informer les usagers des transports publics sur les comportements à adopter en cas de situations suspectes ou dangereuses.

En janvier 2025 la police a publié sur son site Internet un appel à la vigilance suite à des vols dans les transports en commun à Luxembourg-ville et des conseils sur le comportement à adopter dans ces circonstances.

Luxtram relaie les messages des autorités compétentes via les écrans à bord des tramways. Actuellement, une campagne de sensibilisation spécifique aux pickpockets est diffusée dans toutes les rames afin d'alerter les voyageurs et de leur fournir des conseils pratiques pour se munir contre ce délit. Cette initiative a également été mise en place pendant la Schueberfouer 2024.

Il est prévu d'intensifier ces campagnes de sensibilisation aux actes criminels commis dans et autour des transports publics.

Piège collant pour rongeurs | Question 1897 (05/02/2025) de **M. Sven Clement** (Piraten)

An de leschte Joren hunn ëmmer méi europäesch Länner d'Benotzung vu Fale mat Koll fir Nagedéiere verbueden. Ënner anerem hunn d'Belsch, England, Wales, Island a Spuenien dës Fale komplett verbueden, während Irland, Schottland an Neiséiland de Verkauf verbueden hunn. Dës Entscheedung baséieren op der Erkenntnis, datt Fale mat Kollen eng besonnesch grausam Method sinn, bei där d'Déieren dacks iwwer Deeg leiden, ier se un Deshydratatioun oder Ënnerernährung stierwen.

D'Problematis gëtt nach méi grouss, well dës Fale net selektiv sinn. Nieft den Nagedéiere ginn och geschützt Aarte wéi Igelen a Fliedermäis gefaangen. A verschiddenen Nopeschlänner hunn dofir och schonn eenzel Geschäftsketten decidéiert, dës Produiten net méi ze verkaufen.

An deem Zesammenhang wéilt ech der Ministesch fir Landwirtschaft, Ernährung a Wäibau dës Froe stellen:

1. Wéi ass déi aktuell legal Situatioun zu Lëtzebuerg betreffend d'Produktioun, de Verkauf an d'Benotzung vu Fale mat Koll fir Nagedéieren? Sinn dës vum Artikel 12 vum Gesetz vum 27. Juni 2018 couvéiert?

2. Wéi vill Fale mat Koll gi schätzungsweis all Joer zu Lëtzebuerg verkauft?

3. Gëtt et zu Lëtzebuerg dokumentéiert Fäll vu geschützten Aarten, déi an esou Fale gestuerwe sinn?

4. Plangt d'Regierung eng Gesetzgebung, fir de Verkauf an d'Benotzung vu Fale mat Koll fir Nagedéieren ze reglementéieren oder ze verbidden?

5. Wéi eng Alternative recommandéiert d'Regierung fir eng méi human Kontroll vun Nagedéieren, besonnesch a Wunngebaier?

Réponse (03/03/2025) de **Mme Martine Hansen**, Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture

ad 1. D'Punkte 16 a 17 vum Artikel 12 vum Déiereschutzgesetz (DSG) vum 27. Juni 2018 verbidden d'Doutmaachen oder d'Qual vun Déieren ouni Noutwendegkeet.

An deene Fäll, wou sou Produiten zum Asaz kommen, handelt et sech am Allgemengen ëm Schädlingsbekämpfung, sou datt d'Benotzung vu Fale mat Koll ënnert d'Noutwendegkeet vum Artikel 12 vum Gesetz vum 27. Juni 2018 fält.

Mir ass kee Gesetz bekannt, wou de Verkauf an d'Produktioun vun deene Fale gereegelt ass, d'DSG verbitt et net explizitt.

D'DSG applizéiert sech parallel zu der Gesetzgebung iwwert Schädlingsbekämpfung.

ad 2. Et gëtt keng Donnéeën oder Statistiken iwwert de Verkauf vu Fale mat Koll zu Lëtzebuerg.

ad 3. Et gëtt keng Donnéeën oder Statistiken iwwert Fäll vu geschützten Aarten, déi an esou Fale gestuerwe sinn.

ad 4. D'Déiereschutzgesetz ass de Moment an der Revisioun, an et wäert gepréift ginn, awéiwäit et sënnavoll oder méiglech ass, entsprecheend Dispositiounen ze huelen.

ad 5. Fir eng fir déi jeeweileg Situatioun ugepasste Kontroll vun Nagedéiere recommandéiert d'Regierung, sech un e Fachgeschäft oder eng akkreditéiert Firma fir Schädlingsbekämpfung ze wenden an sech beroden ze loossen.

Certification des systèmes de caisses et des logiciels de caisse dans le commerce | Question 1898 (05/02/2025) de **M. Sven Clement** (Piraten)

An de leschte Joren ass d'Digitaliséierung am Commerce ëmmer méi wichteg ginn, dorënner och d'Benotzung vu Keesesystemer a -software. An eisen Nopeschlänner, besonnesch a Frankräich, gëtt et streng Reegelen fir d'Zertifizéierung vun dëse Systemer, fir d'TVA-Fraude ze bekämpfen. Esou mussen d'Editure vun der Software entweeder eng Selbstzertifizatioun maachen oder eng Zertifizéierung vun engem akkreditéierten Organisme kréien.

D'Erferungen aus dem Ausland weisen awer, datt och zertifiziert Systemer duerch Modifikatioune bei der Installatioun oder duerch Duebel-Keessesystemer kenne fir frauduléis Praktike genotzt ginn. Am Kontext vun der europäescher Harmonisatioun vun der TVA-Gesetzgebung ass et wichteg ze verstoen, wéi Lëtzebuerg sech an dësem Beräich positionéiert an ob et eng obligatoresch Zertifizéierung fir Keessesystemer gëtt.

An deem Zusammenhang wëllt ech de Ministere fir Finanzen a fir Wirtschaft dës Froe stellen:

1. Wéi eng legal Dispositiounen bestinn zu Lëtzebuerg fir d'Zertifizéierung vu Keessesystemer a -software?
2. Wéi kënnen d'Clientë sécher sinn, datt d'Keesssystemer, déi si kafen, konform zu de gesetzleche Virschrëfte sinn?
3. Gëtt et zu Lëtzebuerg eng Statistik iwwer d'Unzuel vu Fäll, wou Keesssystemer fir TVA-Fraude genotzt goufen?
4. Wéi positionéiert sech d'Regierung zum aktuelle franséische System vun der duebeler Zertifizéierung (Selbstzertifikatioun oder extern Zertifizéierung)?
5. Gëtt et Pläng op europäeschem Niveau, fir d'Zertifizéierung vu Keesssystemer ze harmoniséieren, a wéi eng Positioun vertritt Lëtzebuerg an dëser Diskussioun?

Réponse (07/03/2025) de **M. Gilles Roth**, Ministere des Finances

Och wann et aktuell keng gesetzlech Bestëmmungen a Bezuch op d'Zertifizéierung vu Keessesystemer a -software zu Lëtzebuerg gëtt, gëtt et awer am Beräich vun der TVA an den direkte Steiere Referenzen op Keesssystemer.

Esou ginn z. B. am Artikel 70 vum TVA-Gesetz, zanter 2015, spezifesch Informatiounen vun de Keesssystemer viséiert, op déi d'Enregistrementsverwaltung bei Kontrolle muss kënnen zougräifen.

D'Circulaire vum Direkter vun den direkte Steieren L.G. - A N° 63 vum 15. September 2017 mam Objet „Obligations comptables en matière fiscale“, gesäit iwwerdeems Folgendes vir:

„[...] L'interdiction de l'altération ultérieure vaut également pour les logiciels de comptabilité. Des suppressions ou modifications ne permettant pas de retracer la comptabilisation originale ne sont pas permises. Les logiciels doivent être sécurisés afin d'empêcher toute modification subséquente.

Cette interdiction est également valable à l'encontre des caisses enregistreuses ou des systèmes points de vente qui doivent contenir des sécurités permettant de retracer l'opération originale en cas de suppression ou de modification. [...]“

Dëst garantéiert d'Genaukeet an d'Integritéit vun den Transaktionsdaten, wat fir eng korrekt Steuererklärung essenziell ass.

D'Enregistrementsverwaltung huet bei hire Kontrollen Zougrieff op Donnéeën vun de Keesssystemer. Allerdéngs féiert d'Verwaltung keng Statistiken dorüwer, wéi dacks eng Manipulatioun vun dësen Donnéeën detektiéiert ginn ass.

Um europäeschen Niveau gëtt, eisem Wëssen no, net u Pläng geschafft, fir d'Zertifizéierung vu Keesssystemer ze harmoniséieren.

Am Kader vun der Ëmsetzung vun der Direktiv „VAT in the digital age“ wäert d'riwwer nodeduecht ginn, eventuell op de Wee ze goen, eng Zertifizéierung vu Keesssystemer a -software anzeféieren. Zu deem Zäitpunkt wäert de franséische System och am Detail analyséiert ginn.

Désactivation des réseaux 2G et 3G | Question 1899 (05/02/2025) de M. Sven Clement (Piraten)

An de leschte Méint hu verschidden Telekommunikationsoperateurinnen an eisen Nopeschlänner ugekënnegt, hir 2G- an 3G-Netzer tëscht 2025 an 2030 ofzeschalten. Zu Lëtzebuerg huet POST als Haaptoperateur eng Ofschaltung vum 2G-Netz fir Enn 2026 ugekënnegt, während Orange annoncéiert huet, seng 2G- an 3G-Netzer progressiv vun 2025 un ofzeschalten, mat engem kompletten Ausstieg bis 2030. Während dës technologesch Transitioun fir déi meescht Handysbenotzer keng gréisser Erausforderung duerstellt, gëtt et eng Rei vu kriteschen Infrastrukturen, déi nach ëmmer op dës Technologien ugewise sinn.

Besonnenesch kritesch ass dës Situatioun bei Noutrufsystemer a Lifter souwéi Telealarmer fir eeler oder behënnert Leit. A Frankräich gëtt geschat, datt duerch dës Ëmstellung bis 2026 ronn 60.000 Persounen hiren Telealarm net méi kënne benotzen. Verschidden europäesch Länner hunn dofir schon decidéiert, d'Ofschaltung vun dësen Netzer ze koordinéieren an ze harmoniséieren, fir esou Risiken ze minimiséieren.

An deem Zusammenhang wëllt ech der Ministesch fir Digitalisatioun dës Froe stellen:

1. Wéi vill Lifter zu Lëtzebuerg si mat 2G- oder 3G-Noutrufsystemer equipéiert?
2. Wéi vill Persounen zu Lëtzebuerg benotzen den Ament Telealarm-Geräter, déi op 2G- oder 3G-Technologie baséieren?
3. Gëtt et e koordinéierte Plang vun der Regierung, fir d'Ofschaltung vun den 2G- an 3G-Netzer ze begleeden a méiglech Risiken ze vermeiden?
4. Wéi eng Mesuren huet d'Regierung virgesi fir sécherstellen, datt all betraffe Systemer rechtzäitig op méi modern Technologie kënnen ëmgestallt ginn?
5. Gëtt et e gesetzleche Kader, deem d'Operateurinnen dozou verpflécht, d'Verfügbareheet vun dësen Systemer bis zu enger kompletter Transitioun ze garantéieren?

Réponse (06/03/2025) de **Mme Elisabeth Margue**, Ministere déléguée auprès du Premier ministre, chargée des Médias et de la Connectivité | **M. Lex Delles**, Ministere de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

D'Ofschaltung vun den 3G-Mobilnetzer ass an de meeschte Länner vun der Europäescher Unioun amgaang. Bis elo hunn d'Operateurinnen a Frankräich, Holland an an der Schwäiz hir 2G-Netzer deaktivéiert. D'Desaktivéierung vun den existéierende mobil Netzer ass net reglementéiert a gëtt vu kommerziellen Iwwerleeungen gesteuert. Dat erlaabt den Operateurinnen, mam Ausbau vun den neie mobil Technologien weiderzoukommen an den Erwaardungen vun den Notzer gerecht ze ginn, andeems déi am Moment am meeschte gebrauchten Technologien, besonnenesch 4G a 5G, verstärkt ginn. Genee Zuelen iwwert den Equipement vu Lifter oder 2G-/3G-Telealarm-Geräter sinn net bekannt.

Déi Lëtzeburger Mobiloperateurinnen annoncéieren den Iwwergang op déi nei Technologie mat der néideger Preavis-Zäit, fir e propperen Iwwergang tëscht den Technologien ze erméiglechen. D'Clientë ginn heibäi op d'Wichtigkeet opmierksam gemaach, d'Funktiounen vun hire mobil Modemer ze iwwerpréieren an Ersatzléisungen virzebereeden. Dës Moossnam erlaabt de Clienten, sech op d'Moderniséierung vun hire Lifter an Telealarmer virzebereeden. D'Operateurinnen maache reegelméisseg Sensibiliséierungscampagnen, fir den Notzer d'Méiglechkeet ze ginn,

déi néideg Moossnamen ze huelen. Verschidden SIM-Kaarten (besonnenesch eSIM) si scho mat der 4G-Technologie kompatibel an erfuerdere kee Remplacement.

Den Ofschaltungsprozess ass allgemeng progressiv, e puer Mobiloperateurinnen hunn awer och scho präzis Datumer fixéiert:

- Bei POST ass déi progressiv Ofschaltung vun de mobil Netzer 2G- an 3G-Netzer esou geplangt:
- 3G-Netzer: d'Desaktivéierung ass am Oktober 2022 ofgeschloss ginn.
 - 2G-Netzer: et ass geplangt, d'Benotzung vun den 2G-Déngschter bis no 2027 ze verlängeren.

Bei Proximus gouf d'3G-Netz zu Lëtzebuerg am Januar 2024 deaktivéiert. Aktuell gëtt et kee geplangten Datum fir d'Ofschaltung vum 2G-Netz. Zu deem Zäitpunkt schéngt et awer warscheinlech, datt de Betrieb vum 2G-Netz bis 2030 weidergeet.

Bei Orange huet d'Desaktivéierung vum 3G am Joer 2024 ugefaangen a gëtt progressiv bis Enn 2025 duerchgefouert. Et ass geplangt, d'Desaktivéierung vum 2G virum Joer 2030 duerchzuféieren.

Frais d'enregistrement en cas de séparation et rachat d'une quote-part du bien immobilier | Question 1900 (06/02/2025) de Mme Corinne Cahen (DP)

Wann eng Koppel zesummen ee Logement keeft, ënnerläit dës Transaktioun normalerweis Enregistrementskäschte vu 7 %, aktuell reduzéiert op 3,5 % bis Enn Juni 2025. Am Fall vun enger Trennung, wou ee Partner deem aneren seng 50 % vum Logement ofkeeft, muss den Acquéreur erëm Enregistrement op dës Quote-part bezuelen.

An deem Kader wollt ech dem Här Finanzminister folgend Fro stellen:

– Ass de Minister gewëllt, an dësem Fall eng Ausnam oder eng Erlicherung virzegesinn, fir d'finanziell Belaaschtung vun de betraffene Persounen ze reduzéieren, déi sech dacks schonn an enger schwéierer finanzieller Situatioun befannen?

Réponse (07/03/2025) de **M. Gilles Roth**, Ministere des Finances

Et sief virewech drun erënnert, dass de sougenannte „Bëllegen Akt“ fir Haaptwunnzwecker zanter dem 1. Januar 2024 an nach bis den 30. Juni 2025 vun 30.000 Euro op 40.000 Euro pro Persoun an d'Luucht gesat ginn ass.

Zanter dem 1. Oktober 2024 an nach bis den 30. Juni 2025 ass och d'Steierbasis fir d'Berechnung vun den Enregistrementskäschten ëm d'Hallschent gekierzt ginn.

Dës Steueravantages gëllen och fir déi vun der éierbarer Deputéiert beschriwwen Fäll, insofern déi jeeweileg Persoun net schonn hire Steierkredit vollëmfänglech opgebraucht huet.

Et si fir de Moment keng weider Ännerungen um Niveau vun den Enregistrementskäschten an Ausarbechtung.

Obligation de participation aux enquêtes du Statec | Question 1901 (06/02/2025) de M. Marc Goergen (Piraten)

Zu Lëtzebuerg gëtt et laut Statec 15 grouss Enquêtes, déi reegelméisseg duerchgefouert ginn, sech un d'Particulieren adresséieren an eng „obligation de

participation“ beinhalten. An den Aluedungen, déi de Leit zougeschéckt ginn, gëtt sech an dësem Kontext op e Gesetz vum 10. Juli 2011 beruff an eng méiglech finanziell Sanktioun ugedeit.

Kuckt een sech d'Rapporte vun deenen Enquêtes un, gesäit een, dass den Taux de participation trotzdem fir keng Enquête bei 100 % läit. Eisen Informatiounen no, ass bis elo och nach keng finanziell Sanktioun ausgeschwat gi fir déi betrafte Persounen, déi net matgemaach hunn. An dësem Kontext stellen sech dann natierlech e puer Froen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Wirtschaft dës Froe stellen:

1. Kann de Ministère eis Informatioun confirméieren a falls net, eis matdeelen, wéi vill Sanktiounen an dës Fäll säit 2011 pro Joer ausgeschwat gi sinn?

2. Falls Sanktiounen ausgeschwat gi sinn, wéi héich sinn dës ausfall?

3. Falls keng Sanktiounen ausgeschwat gi sinn, plangt de Ministère, dëst Gesetz ze adaptéieren, fir d'Leit anescht ze motivéieren an net méi Sanktiounen unzedeiten, déi net applizéiert ginn?

Réponse (25/02/2025) de M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

Mat Informatiounen a Sensibilisatioun zu sengen Enquêtes, an de Statistiken a Resultater, déi doraus entstinn, versicht de Statec, d'Participatioun un den Enquêtes héichzehalen an d'Leit ze motivéieren, un den Ufroen deelzehuelen. Dëst zum Beispill, andeems op d'Wichtigkeet vun den Ëmfroen higewise gëtt an duergeluecht gëtt, wéi d'Deelhuelen un den Ëmfroen et erlaabt, representativ a fiabel Statistike fir d'Land ze produzéieren. Dës Message vermittelt de Statec op senge soziale Medien, an d'Mataarbechter erklären dëst de Leit, déi de Statec mat Froen zu der Participatioun un den Ëmfroen kontaktéieren.

Et ass aktuell net virgesinn, d'Gesetzgebung an deem Kontext ze änneren. Zanter 2011 si keng Sanktiounen géint Privatleit geholl ginn, déi hirer Pflicht, un den Ëmfroen vum Statec deelzehuelen, net nokomm sinn.

Recrutements dans le secteur public | Question 1904 (06/02/2025) de M. Sven Clement (Piraten)

De 4. Februar 2025 huet d'„Wort“ bericht, dass de Lëtzeburger Staat aktuell méi wéi 400 Posten ze besetzen huet. Am Budget 2025 goufen donieft 1.575 nei Poste geschaaft. Dës Zuele weisen op eng konstant Vergrößerung vun der öffentlecher Verwaltung hin, während gläichzäitig eng gewësse Schwieregkeet besteet, all Posten ze besetzen.

Am Kontext vun enger effizienter Ressourcëplanung an der Garantie vun der Qualitéit vum öffentleche Service ass et wichteg ze verstoen, wéi sech d'Evolutioun vun de Staatsbeamten an de leschte Joren entwéckelt huet, a wéi d'Regierung mat der Erausfuerderung ëmgeet, déi néideg Rekrutementer ze maachen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir öffentlechen Dëngscht dës Froe stellen:

1. Wéi huet sech d'Gesamtzuel vun de Staatsbeamten (Fonctionnaires, Employés a Salariés) an de leschten 10 Joer entwéckelt?

2. Wéi vill nei Poste goufen an de Budgetgesetzter fir 2015–2025 accordéiert a wéi vill dovun konnten (pro Joer) net besat ginn?

3. Wéi vill Rekrutementer muss d'Regierung am Joer 2025 am Ganzen duerchféieren (Ersatz + nei Posten),

ausgedréckt souwuel a Poste wéi an Équivalent temps plein (ETP)?

4. Wat sinn d'Hauptgrënn, firwat bestëmmte Posten net besat kënne ginn, a wéi eng Mesuren hält d'Regierung, fir dësem Problem entgéintzewirken?

Réponse (04/03/2025) de M. Serge Wilmes, Ministre de la Fonction publique

ad 1. Den Tableau[†] heidrënner weist d'Entwécklung vun der Gesamtzuel vun de Staatsagente beim Zentralstaat (ëmmer op den 31. Dezember gekuckt an „équivalents temps plein“).

ad 2. De folgenden Tableau[†] illustriert, wéi vill Poste geschafe goufen a wéi generell déi järelech Croissance vum Effectif beim Zentralstaat ass. An deem Kontext kann ee soen, dass generell eng grouss Zuel vu Posten effektiv besat ka ginn.

ad 3. Fir d'éischt ass ze soen, dass e „Posten“ an deem heite Kontext sech ëmmer op en „équivalent temps plein“ bezitt.

Am Moment gëtt et am Ganze ronn 3.500 Posten, déi beim Zentralstaat opstinn, dovunner ronn 2.000 nei geschafe Posten an 1.500 Remplacementsposten. Zu deenen Zuele kann een notament zwee Elementer ervirhiewen: Op där enger Säit konnten déi 1.500 nei geschafe Poste fir 2025 nach net rekrutéiert ginn, well mer am Moment nach am Ufank vum Joer sinn. Op där anerer Säit ass et och normal fir eng grouss Organisatioun, dass et ëmmer eng Rei Remplacementsposte gëtt, déi opstinn, ë. a. well z. B. den Agent schonn an der Pensioun ass an de Remplacement nach net ugefaangen huet.

ad 4. Sou wéi de ganzen Aarbechtsmarché, ass och de Staat vun der Penurie vu qualifizéierten Aarbechtskräfte massiv betraff. Den Zentralstaat muss a villen Domainë rekrutéieren, déi ganz concurrentiel sinn a wou qualifizéiert Profiler rare sinn. Dëst sinn zum Beispill Profiler wéi Informatiker, Juristen, Enseignanten, Educateuren oder och nach Ingenieuren.

D'Regierung hält eng ganz Rei Mesuren, intern wéi extern, fir de Staat als en attraktiven a modernen Employeur ze positionéieren. Intern kann een notament déi vill Tools an Accompagnement opzelen, déi an de leschte Joren opgebaut goufen, fir all staatlech Entitéiten an hirer RH-Entwécklung an interner Organisatioun ze begleeden an no vir ze bréngen. Zu de Mesurë gehéieren awer och déi vill Méiglechkeeten, déi d'Agenten hunn, fir sech professionell weiderzeentwéckelen. Zudeem gëtt mat der Marque employeur GovJobs ganz aktiv dru geschafft, fir d'Diversitéit vun de Beruffer a Projete beim Staat no baussen ze weisen an sou och nei Talenter unzezéien. Dofir si mir mat GovJobs ganz present op Rekrutementsfoiren, de soziale Medien an aneren digitale Plattformen.

Statistiques de la formation professionnelle | Question 1909 (07/02/2025) de M. Gilles Baum | Mme Barbara Agostino (DP)

Eis gouf zougedroen, datt d'Unzuel vun den ausgebildeten Elektriker an deene Leit, déi sech an enger Formation professionnelle zum Elektriker befannen, zënter enger Zäit réckleefeg wier. Dëst hätt zur Folleg, datt et fir Patronen a Betriber ëmmer méi komplizéiert géif ginn, ausgebildeten Elektriker ze fannen.

An deem Kader wollt mir dem Här Minister fir d'Education, Kanner a Jugend folgend Froe stellen:

1. Existéiere Statistiken doriwwer, wéi eng Handwerksberuffer an de leschten 10 Joer réckleefeg Zuelen an hire jeeweilege Formatiounen opweisen?

Gëllt dës réckleefegen Trend och fir den Elektrikerberuff?

2. Gëtt et Zuelen, déi beleeden, wéi eng Formatiounen am Handwerksberäich aktuell vun de Jonke verstärkt suivéiert ginn?

3. Wat fir Mesurë gi geholl, fir déi Jonk besonnesch a Beruffer ze orientéieren, wou eng Penurie um Marché ass an déi net esou attraktiv an den Ae vun deene Jonke sinn?

Réponse (03/03/2025) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. Eng gewësse Fluktuatioun an den Inscriptiounszele gëtt et bei de Beruffer aus dem Handwerk ëmmer. Et kann ee soen, datt zanter der Reform vun 2019, wou d'Evaluatioun mat Punkten erëm agefouert gouf, déi meeschte Beruffer stabel ware respektiv an d'Luucht gaang sinn.

Bei de Beruffer, wou sech aktuell eng negativ Tendenz weist, wat d'Inscriptiounen ugeet, fënnt ee folgend Beruffer: Coiffeur, Serrurier, Couvreur oder och Vendeur-magasinier du secteur automobile. Do dergéint gi bei folgend Beruffer d'Inscriptiounszele an d'Luucht: Esthéticien, Peintre-décorateur, Carreleur a Menuisier.

Wat d'Elektriker ugeet, esou waren tëschent 2018–2019 an 2024–2025 an der Moyenne 225 Kandidaten an der Ausbildung ageschriwwen an et sinn der aktuell 222.

ad 2. D'Ausbildunge mat den héchsten Aschreiwungszele (CCP an DAP zesummegehol) sinn aktuell:

Coiffeur	297
Mécatronicien d'auto et moto	266
Electricien	222
Installateur chauffage-sanitaire	182
Peintre-décorateur	145
Esthéticien	115

ad 3. Eng sektoriell Promotioun gëtt vum Ministère fir Education, Kanner a Jugend aus net gemaach. Eng allgemeng Promotioun vum Handwerk (wéi och deene reschtliche Beruffsausbildungen) gëtt aktuell ënner anerem scho via d'YEPI-Schoulfoire an d'Promotioun vun de Beruffer duerch d'Maison de l'orientation gemaach. Am Regierungsprogramm ass och eng Campagne commune, fir d'Stärke vun der Beruffsausbildung tëscht all de Partner vun der Beruffsausbildung virzugesinn. Dës ass aktuell amgang ausgeschafft ze ginn.

Remplacement des triangles de signalisation lumineuse par des gyrophares | Question 1924 (11/02/2025) de M. Marc Goergen (Piraten)

Déi spuenesch Autoritéit fir den Trafick (DGT) huet decidéiert, dass ab dem 1. Januar 2026 d'Sécherheetsdräieck an den Autoe verschwënnt an duerch eng Warnluucht ersat gëtt, déi bei engem Accident mat engem Magnéit op den Auto placéiert gëtt.

D'Decisioun gouf geholl, well 2022 eng 42 Persounen an Accidenter verwickelt waren, well si aus dem Auto geklomme sinn. D'spuenesch Autoritéit informéiert weider, dass fir Automobilisten aus dem Ausland d'Warndräieck weiderhi ka genotzt ginn an equivalent ass zu der Warnluucht.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Mobilitéit an öffentleche Aarbechten dës Froe stellen:

– Wäert och Lëtzebuerg de Wee goen, fir dës Warnluucht hei am Land obligatoresch ze maachen?

- Falls nee, firwat net?
- Falls jo, bis wéini?

PRIORITAIRE
BY AIR MAIL

IBRS/CCRI n°1001256



RÉPONSE PAYÉE/REPLY PAID

LUXEMBOURG

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

ENVOI-RÉPONSE 1001256

L - 3208 BETTEMBOURG

Réponse (04/03/2025) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Den honorabelen Deputéierte stellt Froen zu der neier Gesetzgebung a Spuenien, wat Warndräiecker a Luuchten op den Autoe bei enger Pann oder engem Accident ubelaangt.

Esou wéi an der parlamentarescher Fro beschriwwen, gëtt a Spuenien ab dem 1. Januar 2026 den obligatoresche Warndräieck, deen ee bei enger Pann oder engem Accident muss opstellen, duerch eng orange Luucht ersat, déi een op den Daach vum Auto setzt. Hei muss awer dorops higewise ginn, dass dat nëmmen op Autobunnen a Schnellstroossen de Fall ass, an och nëmme fir Autoen obligatoresch ass, déi a Spuenien ugemellt sinn. All aner Gefierer kënnen och weiderhin de Warndräieck benotzen.

D'Aféierung vun dësen neie Luuchte gëtt vun de spueneschen Autoritéiten domadder erkläert, dass et op dësem Typ vu Stroossen ze geféierlech fir d'Leit wier, fir aus dem Auto ze klammen an e Warndräieck opstellen. Aus dem selwechte Grond ass d'Obligatioun, fir e Warndräieck zu Lëtzebuerg op der Autobunn opstellen, och schonn 2012 aus dem Code de la route gestrach ginn an et geet duer, wann een d'Warnwinkeren umécht.

Zu Lëtzebuerg ass den Asaz vun dëse Warnluuchten net verbueden. Si ersetzen awer net d'Obligatioun, fir déi véier Winkeren unzemaachen an – ausser op der Autobunn – e Warndräieck opstellen.

Wat elo d'Warnluuchten ugeet, esou ass den Asaz vun esou Luuchten elo schonns am Code de la route virgesinn, an zwar dann, wann d'Warnwinkere vum Auto net ginn oder den Auto keng Warnwinkeren huet.

D'Aféierung vun enger genereller Pflicht vun esou Warnluuchten ass also net néideg, well se net verbuede sinn. Wann een ausserdeem consideréiert, dass dës Obligatioun nom spuenesche Virbild dann nëmme fir déi Autoe géif gëllen, déi hei zu Lëtzebuerg ugemellt sinn, a wann een dann nach a Betruecht zitt, wéi vill Autoe mat auslännesche Placken hei am Land all Dag ënnerwee sinn, dann dierft esou eng Mesure eréischt en nohaltegen Effekt hunn, wann eis Nopeschlänner och mat op dee Wee géife goen.

Generell sief awer nach emol dorun erënnert, dass et wichteg ass, eng Warnwest unzedoen an den immobiliséierten Auto ze verlossen a sech esou séier wéi méiglech hannert der Leitplank a Sécherheet ze bréngen.

Usine ArcelorMittal installée à Bissen | Question 1951 (17/02/2025) de **M. André Bauler** (DP)

Nous venons d'apprendre – dans le cadre d'une réponse à une question élargie formulée par Monsieur le Député Laurent Mosar et adressée récemment à Monsieur le Ministre de l'Économie – que le secteur de l'industrie lourde européenne se trouve actuellement dans une situation très difficile. Ainsi, des parties de l'industrie sidérurgique luxembourgeoise pâtissent de l'évolution des prix de l'énergie et de la forte concurrence internationale. À en croire des rumeurs, une usine de ArcelorMittal, installée à Bissen, éprouverait également de sérieuses difficultés économiques et se verrait obligée de réduire une partie de ses postes de travail.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail et à Monsieur le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme :

1) Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces informations ?

2) Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre a-t-il déjà eu des échanges avec les responsables de l'usine concernée et avec les syndicats ?

3) Faut-il vraiment s'attendre, dans les semaines à venir, à une réduction des effectifs de travailleurs engagés au sein de cette entreprise ? Si tel était le cas, comment le départ éventuel de ces travailleurs pourrait-il être organisé afin de limiter les conséquences sociales d'une telle décision ?

Réponse (21/02/2025) de **M. Lex Delles**, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | **M. Georges Mischo**, Ministre du Travail

ArcelorMittal, tout comme l'industrie sidérurgique européenne dans son ensemble, est actuellement confrontée à de nombreux défis. Cela concerne également les sites luxembourgeois du sidérurgiste, en particulier le site de Bissen.

Dans ce contexte, au cours des prochains mois des discussions seront menées avec les représentants de la direction de l'entreprise et avec les syndicats, dans le respect du dialogue social. L'objectif étant d'échanger et d'esquisser ensemble des pistes concernant l'avenir du site de Bissen.

Le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme, ensemble avec des représentants du Ministère du Travail, a eu un échange au sujet de l'avenir du site de Bissen avec les syndicats et la représentation du personnel le 13 février 2025. À cette occasion, il a été souligné que le Gouvernement, les syndicats et la direction de l'entreprise doivent agir de concert.

Abonnement/Desabonnement vum Chamberblietchen

Abonéiert oder desabonéiert Iech gratis

– per E-Mail un abocro@chd.lu, andeems Dir Numm, Virnumm, Adress,
Code postal an Uertschaft ugitt

– iwwert eisen Internetsite www.chd.lu
– iwwert de Coupon hei ënnendrënner.

Coupon, fir sech gratis ze abonéieren/desabonéieren:

Ech abonéiere mech:

☐ fir déi gedréckte Versioun* ☐ fir déi elektronesch Versioun op folgend E-Mails-Adress: _____

Ech desabonéiere mech:

☐ vun der gedréckter Versioun* ☐ vun der elektronescher Versioun op folgend E-Mails-Adress: _____

*Déi folgend Casen ausfëlle beim Abonnement/Desabonnement vun der gedréckter Versioun:

Numm: _____ Virnumm: _____

Sociétéit/Administratioun: _____

Adress: _____ Boîte postale: _____

Code postal: _____ Uertschaft: _____ Land: _____

D'Chamberblietche gëtt Iech als eegestänneg Zeitung zougestallt. D'Chamber notzt dofir d'Servicer vun enger externer Firma. Är Donnéeën ginn traitéiert, bis Dir Iech desabonéiert.
Fir méi Informatiounen kënnt Dir eis per Courier oder via déi uewe genannte Mailadress kontaktéieren.



Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg | 23, rue du Marché-aux-Herbes | L-1728 Luxembourg

Tél. 466 966 - 1 | info@chd.lu | chd.lu | [f](#) [x](#) [@](#)

PERIODIQUE



Envois non distribuables à retourner à:
L-3290 BETTEMBOURG

PORT PAYÉ
PS/799